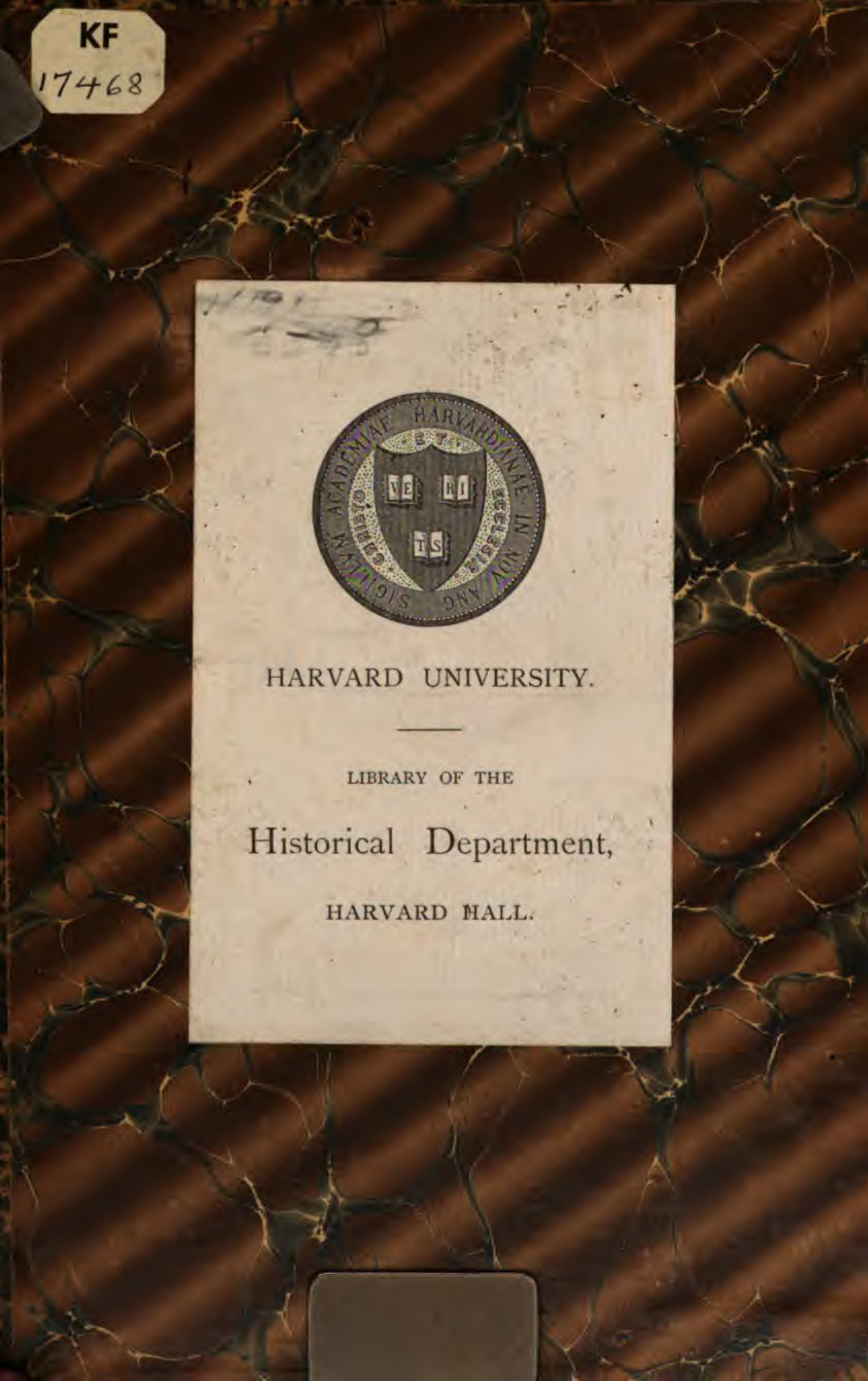

17468
HN 5KGJ E





L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALBERT SOREL

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

SEPTIÈME PARTIE

LE BLOCUS CONTINENTAL — LE GRAND EMPIRE

1806-1812

CINQUIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1904

L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande. 2 vol. in-8°. (*Épuisé.*)

La Question d'Orient au dix-huitième siècle : *le Partage de la Pologne et le Traité de Kaïnardji.* 3e édition, revue par l'auteur. 1 vol. in-18.

Essais d'histoire et de critique, 1883. 2e édition. 1 vol. in-18.

Lectures historiques, 1894. 2e édition. 1 vol. in-18.

Nouveaux Essais d'histoire et de critique, 1898. 1 vol. in-18.

Études de littérature et d'histoire, 1901. 1 vol. in-18.

Bonaparte et Hoche en 1797, étude. 2e édition. 1 vol. in-8°.

Précis du droit des gens. 1 vol. in-8°, en collaboration avec M. FUNCK-BRENTANO. 3e édition.

L'Europe et la Révolution française. PREMIÈRE PARTIE : **les Mœurs politiques et les Traditions.** 7e édition. 1 vol. in-8°.

— DEUXIÈME PARTIE : **la Chute de la royauté (1789-1792).** 7e édition. 1 vol. in-8°.

(Ouvrage couronné deux fois par l'Académie française, grand prix Gobert.)

— TROISIÈME PARTIE : **la Guerre aux rois (1792-1793).** 6e édition. 1 vol. in-8°.

— QUATRIÈME PARTIE : **les Limites naturelles (1794-1795).** 6e édition. 1 vol. in-8°.

— CINQUIÈME PARTIE : **Bonaparte et le Directoire (1795-1799).** 4e édition. 1 vol. in-8°.

— SIXIÈME PARTIE : **la Trêve, Lunéville et Amiens (1800-1805).** 2e édition.

— SEPTIÈME PARTIE : **le Blocus continental, le grand Empire (1806-1812).** 5e édition.

Pour paraître en 1904

— HUITIÈME ET DERNIÈRE PARTIE : **la Coalition, les Traités de 1815 (1812-1815).**

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4980.

L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALBERT SOREL

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

SEPTIÈME PARTIE

LE BLOCUS CONTINENTAL — LE GRAND EMPIRE

1806-1812

CINQUIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1904

LE BLOCUS CONTINENTAL
LE GRAND EMPIRE

LIVRE PREMIER
LE BLOCUS CONTINENTAL

CHAPITRE PREMIER
D'AUSTERLITZ A IÉNA
1805-1806

I

Les Russes, séparés des Autrichiens, battaient en retraite [1]. Les Autrichiens n'avaient engagé à Austerlitz qu'une partie de leurs forces ; le reste demeurait sur pied, menaçant. Les Prussiens restaient intacts. Pour rompre la coalition entamée, Napoléon dut reprendre les choses au point où il les avait laissées, au mois de juillet, quand il essayait de la prévenir : bâcler la paix avec l'Autriche, acheter les Prussiens.

[1] Pour l'ensemble de ce volume : *Archives des Affaires étrangères*, *Correspondance de Napoléon*, supplément par LECESTRE; *Publications de la Société d'histoire de Russie*; HANSARD, *Parliamentary History*; Correspondances publiées par Ducasse, Bertrand, Bailleu, Hassel, les Archives Woronzof, Albert Vandal.
Ouvrages de : LEFEBVRE, BIGNON, THIERS; Albert VANDAL, *Napoléon et Alexandre*; TATISTCHEF, *Alexandre et Napoléon*; MARTENS, *Traités de la Russie*; RANKE, *Hardenberg*; ONCKEN, *Zeitalter der Revolution*; FOURNIER, *Napoléon Ier*; BEER, *Zehn Jahre*; CAVAIGNAC, *Origines de la Prusse contemporaine*; D'HAUSSONVILLE; STANHOPE, *Pitt*; GREEN, *Angleterre*; RAMBAUD, *Russie*; *Affaires d'Orient* : Émile BOURGEOIS, DRIAULT, ZINKEISEN, ÉLIADE, XÉNOPOL, PISANI, GHIKA.

Sans se trouver maître de l'Autriche, il l'estimait assez abattue pour n'avoir plus, comme en 1797 et en 1801, à lui accorder des compensations : il serait seul à prendre, elle serait seule à payer. Quant à la Prusse, toute illusion avait disparu. Napoléon n'oublia jamais le péril qu'elle lui avait fait courir[1].

Avant tout, il lui importait de rassurer la France et de frapper l'opinion. Le 3 décembre, il dicte la fameuse proclamation à l'armée : « Soldats, je suis content de vous, » et le *XXX*e *Bulletin*, récit grandiose et familier des négociations et de la bataille; il y expose au peuple ses desseins afin d'y donner le caractère de la destinée. La plaisanterie énorme, l'invective démesurée s'y mêlent à la chanson de geste. Il verse le mépris sur les vaincus : chefs stupides, soldats fuyards, fanfaronnades et déroute ; il les insulte, après les avoir jetés bas et traînés à terre, à la manière des héros homériques, à la façon du peuple aussi. « Je suis soldat, enfant de la Révolution, disait-il à Rœderer, sorti du sein du peuple. Je ne souffrirai pas qu'on m'insulte comme un roi. » Il les traitait en rois. Enfin cette grande bataille est *sa* bataille. En Italie, il n'a affronté que les seuls Autrichiens. Cette fois, il a réduit cette redoutable infanterie russe, l'infanterie de Souvorof, rivale et victorieuse des Français. Marengo, jusqu'à la moitié de la journée, tournait au désastre ; Desaix en partageait la gloire et Moreau, avec Hohenlinden, l'effaçait en partie. Austerlitz est à lui seul. « Les bons soldats, la superbe bataille! » disait-il plus tard. Et cette légende d'imagerie populaire : « Grands résultats acquis, en présence de trois empereurs[2]! »

Dans le brouillard lumineux où il se complait à représenter sa victoire, Austerlitz semble une journée décisive. En cette

[1] Pour ce chapitre, particulièrement, ouvrages et études : le grand duc Nicolas de Russie, *Strogonof; Frédéric Masson, Napoléon et sa famille*, t. III ; Hüffer, *Lombard;* Madelin, *Fouché;* Henri Welschinger, *Divorce de Napoléon;* Grosjean, *Orient;* Legrand, *Hollande;* Coquelle; Arthur-Lévy, *Napoléon et la paix;* Lang, *Reinhard; Mémoires* de Rœderer, Pasquier, Méneval, le roi Joseph, Metternich, Talleyrand, le prince Adam Czartoryski, Barante, Gourgaud, Marmont, Ségur, Thiébault, Joseph de Maistre, Vitrolles, Montgaillard, Pepe, d'Hauteroche, P.-L. Courier, Moriolles, de Bray.

[2] Gourgaud, t. II, p. 111.

rencontre, comme en tant d'autres, Napoléon, pour éblouir les Français et fasciner les étrangers, se pose en maître des affaires. Il produit cette illusion qu'il ne dépend que de lui de donner la paix, immédiate et durable. Mais, pour y décevoir les autres, il ne s'y méprend pas. Il lui faut agir vite, profiter de l'étourdissement, sans quoi la coalition se reconnait et se resserre. Il lui faut négocier comme il a combattu par grandes combinaisons d'ensemble, à coups de masses, portés à fond. Il forme ses plans sur les desseins qu'il attribue, et très justement, aux coalisés. L'Autriche voulait lui ravir l'Italie, il l'en chassera; la Prusse prétendait lui disputer l'Allemagne, il l'en évincera. Mais il ne peut les entreprendre que tour à tour, les divisant comme à la guerre. Il ignore le désastre des Russes, leur découragement. Il estime à 100,000 hommes les troupes autrichiennes qu'amènent les deux archiducs; ajoutez les Prussiens et les Suédois, 250,000 hommes peut-être[1] : en tout 350,000 hommes qui lui restent sur les bras, sans compter les Russes. Le premier point est donc de séparer la Russie de l'Autriche. Les alliés lui en offrent l'occasion.

François II demanda une conférence à Napoléon. Elle eut lieu aux avant-postes le 4 décembre, première entrevue de ces deux hommes destinés à si extraordinaires rencontres. François II, très borné, très myope d'esprit et comme rétrograde en sa pensée, la niaiserie en grande tenue, ne montra pas même de la curiosité à connaître son vainqueur; roide, pompeux et minutieux à la fois. Napoléon, dur d'abord, puis accommodant, soldat heureux, savourant l'hommage, fier de traiter d'égal à égal avec ce Habsbourg[2]. François demanda précisément ce que Napoléon désirait accorder : un armistice. « L'armée russe est cernée, dit Napoléon; pas un homme ne peut s'échapper;... mais, reprit-il, je désire faire une chose agréable à l'empereur Alexandre. Je laisserai passer l'armée russe;... mais Votre Majesté me promet que cette armée retournera en Russie et évacuera l'Allemagne et la Pologne

[1] C'est le chiffre de Hardenberg. Ranke, t. V, p. 226.
[2] Voir *Bulletin* du 5 décembre; Napoléon à Talleyrand, 4 décembre 1805.

autrichienne et prussienne... — C'est l'intention de l'empereur Alexandre. » Ils parlèrent de la paix. Napoléon tenta le grand coup : l'offre magnanime qu'on lui a tant reproché de n'avoir su ni présenter ni imposer. Il n'exigerait, dit-il, aucune cession territoriale de l'Autriche, si la Russie était comprise dans la paix et s'engageait à fermer ses frontières au commerce anglais ; sinon, il réclamerait la Vénétie pour le royaume d'Italie et le Tyrol pour la Bavière. François discuta, se doutant qu'Alexandre ne consentirait point. Il supplia Napoléon de renoncer au Tyrol, et l'obtint; mais il dut s'engager à repousser les Prussiens de ses États, s'ils entraient en campagne, d'accord avec la Russie. « Je pouvais démembrer l'Autriche, dit plus tard Napoléon. J'ai cru aux promesses de l'Empereur, et à l'efficacité de la leçon qu'il avait reçue [1]. » L'entretien finit sur ces mots de Napoléon : « Ainsi Votre Majesté me promet de ne plus recommencer la guerre? » François II le jura, et ils s'embrassèrent. En remontant à cheval, Napoléon dit à ses officiers : « Nous allons revenir à Paris, la paix est faite. » Il se flattait de gagner Alexandre : il devançait les temps. Alexandre était trop nouveau dans la guerre, et trop près encore de la présomption, pour que la terrible aventure du 2 décembre le portât à résipiscence. Il ne reconnut la supériorité de Napoléon que pour ressentir avec plus d'amertume l'insulte de sa victoire.

Il passa la nuit du 2 au 3, abattu, fiévreux, errant autour du champ de bataille, cherchant ses troupes dispersées, dans l'horreur du vide; du vide de son armée éparse en cadavres, en blessés râlants; du vide de son âme où le coup de grâce attendu n'avait point opéré, où le génie impérial ne s'était révélé ni par un mot, ni par un geste, ni par un de ces ordres souverains où se découvre l'intuition du grand capitaine. Il avait traversé la bataille, il fuyait le spectacle de la défaite, consterné sur lui-même, éploré sur ses morts, surpris jusqu'à l'angoisse de se voir si peu de chose dans cette grande affaire

[1] A Caulaincourt, 6 mars 1809. Rétrospective. LECESTRE, t. I, p. 291.

de son règne, ballotté par le remous comme le dernier de ses soldats, attendant l'impulsion d'ailleurs, alors que tout le monde l'attendait de lui. Quand il se retrouva parmi les siens il ne se reprit que pour vouloir s'échapper, et le plus vite possible, de ce cimetière de Moravie; humilié sans doute, mais ni convaincu, ni soumis; trop politique d'instinct, même en cette affreuse dépression morale, pour abandonner la partie sans avoir rassemblé ses forces et s'être assuré des dispositions des Prussiens; enfin, à défaut d'énergie, la pudeur dans le naufrage et l'inaltérable élégance de la tenue, du geste et de la parole. Le 5 décembre, au matin, Savary de la part de Napoléon, et le général Stuttenheim de la part de François II, se présentèrent à son quartier général. Il reçut d'abord Stuttenheim qui l'entretint des propositions d'armistice et de paix débattues entre les deux empereurs. Alexandre écarta l'idée de la paix. Quant à l'armistice : « J'ai, dit-il non sans hauteur, amené mon armée au secours de l'Autriche; je la remmènerai si l'Autriche ne réclame plus mon secours. » Puis, il fit appeler Savary; en admirable comédien qu'il était de naissance, trouvant naturellement la phrase et la pose dès qu'il se sentait sur son théâtre et dans son personnage de séducteur : « Dites à votre maître qu'il a fait des merveilles. — Sire, c'est l'art de la guerre... c'est la quarantième bataille de l'empereur. — Cela est vrai; c'est un grand homme de guerre. Pour moi, c'est la première fois que je vois le feu. — Sire, quand vous aurez de l'expérience, vous le surpasserez peut-être... J'ai ordre de l'empereur de donner des ordres pour protéger votre retraite, l'empereur voulant respecter l'ami du premier Consul. — Quelle garantie faut-il pour cela? — Sire, votre parole. — Je la lui donne. »

C'est déjà le ton de Tilsit. Les dialogues *à la russe,* d'une effusion si cavalière et d'un si décevant effet de confiance. L'armistice avec l'Autriche fut signé le 6 [1]. Alexandre partit

[1] De Clercq, t. II, p. 134.

en poste et son armée se retira péniblement, ayant perdu ses voitures, ses bagages, ses canons. Napoléon épargnait aux Russes une capitulation; il fit mieux : se rappelant les avantages que lui avait procurés la restitution des prisonniers, sous Paul I[er], il renvoya au tsar les hommes de la garde impériale qu'il avait pris et dont il ne savait que faire. L'acte passa pour gloriole ou duperie aux yeux des militaires français. « Leur faire grâce aujourd'hui, dit le rude soldat Vandamme, très étranger à cette chevalerie de cour, c'est vouloir qu'ils soient dans six ans à Paris! »

François II déclarait « qu'aucune armée étrangère ne pourrait entrer sur le territoire de la maison d'Autriche ». Les Russes le quittaient; les Prussiens n'y viendraient pas. Du coup Napoléon rompait leur médiation. Il comptait les détourner de son chemin et les réduire à composition avant qu'ils eussent le temps de se concerter avec les Russes. Il arrête ses desseins sur eux : les exclure de la grande politique, leur enlever toute considération, les forcer à trahir leurs engagements, les assujettir, les stipendier s'ils tendent la main, puis les avilir devant l'Europe et les tenir à discrétion. Haugwitz attend dans le vestibule, arbitre de la paix hier, désormais intermédiaire officieux. Napoléon le tiendra en suspens le temps de traiter avec l'Autriche et de renverser les rôles; au lieu de recevoir de ce Prussien des ultimatums, il en exigera, et de très haut, des explications; puis, l'intervention ainsi déconcertée, il le congédiera, trop heureux de se trouver encore en vie, roulant vers Berlin, un traité de pourboire dans son portefeuille.

Haugwitz apprend coup sur coup à Vienne la défaite des alliés, l'entrevue des empereurs, l'armistice dicté, la négociation de la paix séparée avec l'Autriche, la retraite des Russes. « J'ai vu à sa contenance, écrit Talleyrand, que le sentiment dominant de sa cour est la peur. » Talleyrand ignorait le traité de Potsdam et ne croyait pas aux armements de la Prusse; il part de là pour prêcher la modération et développer son thème favori : l'entente avec l'Autriche : — Ce n'est plus

la monarchie de Charles-Quint. Elle n'est plus redoutable et elle est nécessaire pour servir de barrière à la barbarie russe. « Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées. L'empereur peut la briser; mais brisée, il ne la rétablira plus. Qu'il la conserve, qu'il lui tende une main généreuse, qu'il lui offre l'alliance, et la rende possible et sincère en la rendant profitable. La France est assez grande [1]. » Talleyrand en dessine à son aise, dans sa chancellerie close et confortable de Vienne. Napoléon ressent encore la courbature du rude assaut d'Austerlitz. S'il respire mieux du côté des Russes, l'autre flanc, celui que pressent les Prussiens, n'est pas dégagé, et l'Autriche n'a point mis bas les armes. Si elle se ravise, si la Prusse avance, si les Russes reviennent, et, la paix signée, si l'Autriche, après s'être fait payer la trêve, profite des ménagements mêmes du vainqueur pour recommencer la partie? Il se rappelle les trois invasions de l'Italie et, après Marengo même, la nécessité de Hohenlinden. Peut-il se fier à François II, et n'est-ce pas le même empereur qui n'a signé à Campo-Formio que pour rompre à Rastadt, traité à Lunéville que pour se coaliser à Pétersbourg et à Londres? Campo-Formio, pacte d'échange et non de conquête, a duré dix-huit mois; Lunéville, traité de compensation, n'a pas duré cinq ans, et pour obtenir l'un et l'autre, aussi bien que pour les garantir, la France avait la Prusse.

Or la neutralité prussienne, pivot de toutes les combinaisons du Comité de Salut public, du Directoire, du Consulat, ne sera plus qu'un simulacre, quand elle ne cachera pas un piège. La France ne s'y peut fier désormais. On ne peut plus négocier avec eux que comme on manœuvre à la guerre, se gardant, les tenant en respect, les enveloppant et toujours prêt à les écraser. Napoléon, aux mouvements de leurs armées, devine le secret de leur diplomatie. Il lit, à cette lumière, les rapports clairvoyants et véridiques de Laforest [2], l'ascendant pris par la faction belliqueuse, la reine entrainée par cette

[1] Talleyrand à Napoléon, 5 décembre 1805. BERTRAND.
[2] Rapports des 14 et 20 novembre, 5 décembre 1805.

faction, Hardenberg acquis; Alexandre travaillant par ses émissaires, par ses lettres l'esprit vacillant de Frédéric-Guillaume. Avec la connaissance plus précise du péril couru s'élevait en Napoléon le désir de la vengeance, « tout vivant, tout envenimé », et qui ne devait plus s'évanouir[1]. Le contre-coup va en retentir à Berlin. Avant de savoir comment Napoléon avait reçu Haugwitz, on y lira, dans le *XXXIVᵉ Bulletin*, l'excommunication de Hardenberg, ce ministre « qui, né en Hanovre, n'a pas été inaccessible à la pluie d'or » ; puis cette menace et cette insinuation plus inquiétantes encore : « Au reste, 150,000 ennemis de plus n'auraient fait autre chose que rendre la guerre plus longue... La Prusse peut-elle avoir un ami plus solide et plus désintéressé que la France? »

Ah! si Austerlitz avait produit ces « effets incalculables », que Napoléon a espérés un instant, que Joseph et ses amis se figurent à Paris[2], que Talleyrand se figure à Vienne. Mais il n'en est rien : c'est une paix partielle et provisoire qu'il s'agit encore une fois d'expédier avec l'Autriche, pour se donner les mains libres avec les Prussiens d'abord, avec les Russes ensuite, et revenir enfin au point de départ, le camp de Boulogne contre l'Angleterre. Paris croit la paix facile, la paix faite; il la réclame, il l'acclame. « Ce n'est pas en criant : Paix! qu'on l'obtient », écrit Napoléon à Joseph, trucheman de l'illusion publique. « La paix est un mot vide de sens; c'est une paix glorieuse qu'il nous faut[3]. » En ces mêmes termes, et pour les mêmes motifs, répondaient depuis dix ans le Comité, les Directeurs, les Consuls, à la réclamation continue des Français : la fin de la Révolution et la fin de la guerre, la sécurité dans la limite du Rhin.

Napoléon ne se sent point en mesure de réduire l'Autriche à l'impuissance ; il essaiera seulement de la paralyser pour un temps, de l'affaiblir en hommes, de l'affaiblir en argent, de

[1] Lucchesini, 16 janvier, 27 mars, 22 juillet 1806, rétrospectifs : impressions de Joséphine, confidences de Joseph.
[2] Rapport de Lucchesini, 27 mars 1806.
[3] A Joseph, 13 décembre 1805.

l'environner d'États rivaux, avant-postes de l'empire français, et de lui enlever aussi les alliances, les ressources de l'Allemagne. L'Allemagne l'y sollicite. Les plénipotentiaires autrichiens arrivent le 10 décembre. Ils rencontrent les clients du nouvel empereur; les diplomates du Saint-Empire, qui se disloque et gravite vers l'empire d'Occident. Ces Allemands se prosternent; ils attestent le ciel de la sincérité de leurs serments, et de l'impatience où ils sont de témoigner leur reconnaissance. Tels à Rastadt lors des premières enchères, à Paris lors de la liquidation, en 1803. Napoléon les satisfait. Le 10 décembre, l'électeur de Bavière est fait roi; le 11, c'est le tour de l'électeur de Wurtemberg; le 12, le duc de Bade est promu grand-duc, tous avec des promesses d'arrondissements considérables aux dépens de l'Autriche. « Quant à la Prusse, que veut-elle? Je n'en sais rien. Il paraît qu'elle envoie une armée en Silésie [1]. » Napoléon tient à en juger par lui-même; mais il se garde d'appeler Haugwitz à Brünn et de l'aboucher ainsi avec les Autrichiens. Il laisse Talleyrand tenir le protocole avec eux et se rend à Schœnbrünn. C'est là que, le 14 décembre, dans le cabinet de Marie-Thérèse, il reçoit l'envoyé prussien.

Haugwitz l'aborda très troublé [2]. Il avait eu le temps de cuver la défaite, plus battu par le choc en retour d'Austerlitz que les Autrichiens n'éprouvaient le sentiment de l'être par la bataille même; persuadé qu'un mot inconsidéré de sa part amènerait la guerre; que cette guerre serait désastreuse; que Napoléon précipiterait sa paix à Brünn afin de se jeter sur la Prusse; qu'il marquait déjà ses étapes sur la route de Silésie. Enfin, que savait-il, qu'avait-il pu discerner des engagements de Potsdam? Napoléon, vainqueur et en armes, ne se laisserait point prendre aux formes fallacieuses des « déclarations » [3]. La duplicité apparaîtrait toute crue, et rien ne contribuait

[1] Napoléon à Talleyrand, 13 décembre 1805.
[2] Ranke, t. V, p. 225 : rapport de Haugwitz; t. I, p. 547, commentaire de Hardenberg.
[3] Voir t. VI, p. 483.

davantage à décontenancer Haugwitz. Napoléon soupçonnait seulement; il ne savait pas, et son jeu tendit à démasquer ce Prussien. Il avait devant lui une carte d'Autriche étalée; du ton d'un homme sûr de son fait et qui se contient à peine : « Monsieur le comte, je vous ai accueilli à Brünn avec les égards dus au ministre d'un grand souverain qui, toutefois, m'avait fait croire que je pouvais compter sur son amitié... Mais, aujourd'hui, je connais le traité que vous avez conclu avec les ennemis de la France; je sais que vous êtes convenu avec eux que si je me refuse aux propositions que vous êtes chargé de me dicter, vos 180,000 hommes et au delà, s'il le fallait, allaient me tomber sur le corps... Et c'est vous, comte Haugwitz, qui avez signé ce traité! » Haugwitz avait réussi à se tenir en apparence « impassible » ; il laissa passer l'orage. Napoléon raconta son entretien avec Dolgorouki[1]. Loin de terrifier Haugwitz, il le rassura. Haugwitz s'aperçut que Napoléon ignorait le secret de Potsdam. Aucun *traité*, en forme et en nom, n'avait été signé le 3 novembre 1805; on avait signé deux actes : une *convention*, ostensible, par laquelle la Prusse s'engageait à présenter, en qualité de médiatrice, à Napoléon, des bases de négociation, constituant un *minimum* de conditions de paix, et une *déclaration* par laquelle elle promettait, si Napoléon refusait de négocier sur ces bases, de faire cause commune avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche afin d'imposer à la France les conditions du 11 avril 1805, qui constituaient les véritables conditions de paix des alliés. C'étaient ces conditions-là que, dans sa forfanterie, Dolgorouki avait découvertes à Napoléon; mais elles n'étaient pas encore celles de la Prusse, puisque la Prusse ne les avait pas encore posées à Napoléon, et que Napoléon ne les avait pu repousser; le *casus fœderis* de la *déclaration* de Potsdam n'existait pas; l'adhésion de la Prusse à la coalition demeurait latente, conditionnelle, et Haugwitz pouvait impunément la nier. Il se croyait bloqué dans une impasse :

[1] Voir t. VI, p. 502.

il vit se rouvrir l'astucieuse échappatoire si prudemment disposée à Berlin pour abuser Napoléon.

Haugwitz retrouve, avec la possibilité de l'équivoque, la confiance en son habileté. Et jouant adroitement sur les mots, comme Napoléon lui répétait encore : « Mais vous, vous l'avez signé, et vous aussi, vous avez signé ce traité ! » Il répond : « — Et s'il était encore à signer aujourd'hui, sire, je le signerais, sûr que jamais la Prusse n'a pu donner un témoignage plus éclatant de son amour de la paix et de son amitié pour la France, que par cette même convention de Potsdam. » Napoléon l'interrogeait sur le traité, c'est-à-dire sur la *déclaration* secrète qui impliquait les conditions russes, celles de Dolgorouki, les anciennes limites; Haugwitz, se dérobant par la tangente, réplique avec les limites de Lunéville et la *convention* qui ne contenait que les *bases* minimum de négociation. Il poursuit : « Puisque Votre Majesté impériale connaît les propositions de la Russie et celles que j'étais chargé de lui présenter, il suffit d'un simple rapprochement des unes et des autres pour prouver jusqu'à l'évidence à quel point, dans la querelle qui s'élève et pour laquelle vous combattez avec tant de gloire, la Prusse s'est faite l'avocat de la France. » Napoléon reprend : « — Le roi, par son accession à la coalition, m'a déclaré la guerre. C'est une chance, il faut la courir... » Il marcha de long en large; puis revenant : « Comte Haugwitz, mon cœur me dit que la Prusse, en se joignant à mes ennemis, m'a jeté le gant, il faut bien que je le relève; la conduite qu'on a tenue envers mes ambassadeurs m'a avili aux yeux de ma nation; j'ai le cœur ulcéré, mais ma tête y répond et me demande à quoi conduirait cette guerre avec la Prusse, pourquoi deux nations faites pour s'aimer et s'estimer réciproquement iraient se combattre et travailleraient ainsi dans leurs propres entrailles ? » Il rappela que le roi de Prusse avait été le premier à reconnaître sa dynastie; puis estimant qu'il avait suffisamment secoué Haugwitz, il le congédia sur ses mots : « Au moment où nous parlons, M. de Talleyrand a peut-être déjà signé la paix avec

l'Autriche, et j'ignore quelles seront nos relations futures... Au plaisir de vous revoir! »

L'entretien l'avait relativement rassuré sur les intentions de la Prusse. Un courrier de Talleyrand lui apporta le récit de la première conférence avec les Autrichiens [1], le 13 décembre. Ils abandonnent Venise et la Terre ferme; ils cèdent le Tyrol au grand-duc électeur de Salzbourg; ils consentent à ajourner à la paix générale la question de la séparation des deux couronnes en Italie; mais ils refusent les 50 millions de francs de contribution [2]; ils refusent l'Istrie, la Dalmatie; ils ne veulent point de Français en Albanie, et ils demandent des compensations, Raguse et l'électorat de Salzbourg; enfin l'électorat de Hanovre pour un archiduc. Cette demande a surpris Talleyrand : il y aperçoit un moyen de brouiller l'Autriche avec l'Angleterre, la Russie, la Prusse; mais aussi cette conséquence de détacher la Prusse de la France, et d'établir l'Autriche dans l'Allemagne du Nord.

Napoléon y découvre une manœuvre à tenter. Ses rancunes ne tenaient point contre un intérêt évident. Il négociait comme il combattait, pour les résultats : encore une fois, il allait tenter de l'alliance prussienne, et, cette fois, il croyait la tenir. Il fit aussitôt rappeler Haugwitz par Duroc. A la fin du jour, l'envoyé prussien rentrait à Schœnbrünn. L'accueil fut bien différent de celui de la matinée. « La paix n'est pas signée, dit Napoléon; c'est un tort, c'est peut-être le génie de la France et de la Prusse qui a arrêté la plume de MM. les négociateurs... Ils sont cauteleux, ces Autrichiens; et, cette fois-ci, ils pourraient s'en repentir... Ce matin encore j'ai cru que la guerre avec la Prusse était inévitable, et maintenant, si vous le voulez, si vous pouvez signer avec moi le traité que je vous proposerai, vous aurez ce qui, au bout du compte, doit vous intéresser prodigieusement, et moi, j'aurai un gage de l'amitié du roi, l'union entre la France et la Prusse sera établie à jamais... » Alors, pour convaincre Haug-

[1] Rapport de Talleyrand, Brünn, 13 décembre 1805. Cf. Beer, p. 202-203.
[2] Voir t. VI, p. 504.

witz, il lui montra la lettre de Talleyrand. Elle était autographe; Haugwitz connaissait l'écriture, il ne douta point de l'authenticité du document. Il lut que l'Autriche demandait le Hanovre pour un archiduc. Les chances se renversent. Par extraordinaire, ce diplomate fuyant sut s'arrêter. Il accepta le propos.

Napoléon s'explique, séduisant par ses offres, plus encore par sa singulière ouverture d'esprit, sa façon de disposer de l'avenir et de composer l'histoire : « Point d'alternative, dit-il. Je veux la paix du continent; je la veux pour en finir avec l'Angleterre. J'ai le choix entre l'alliance de l'Autriche, de la Prusse ou de la Russie... Vous pensez bien qu'il ne m'en coûterait pas d'avoir celle de l'Autriche. Mais il me répugne de m'allier à une puissance que je viens d'abattre... Du reste, cette alliance n'est pas du goût de ma nation, et, quant à celui-là, je le consulte plus qu'on ne pense. La Russie, je l'aurai, non pas aujourd'hui, mais dans un an, dans deux, dans trois ans d'ici. Le temps passe l'éponge sur tous les souvenirs, et ce serait peut-être, de toutes les alliances, celle qui me conviendrait le plus... » Il continua : « Le moment n'est-il pas venu pour la Prusse de compléter l'œuvre de Frédéric? Il vous manque un morceau de Silésie. » Haugwitz, dès qu'il put placer un mot, lança son idée favorite : une triple alliance entre la France, la Prusse et la Russie. « Eh bien, dit Napoléon, je ne demande pas mieux... C'est au roi de rendre ce service au monde... Mais il exige une longue et pénible négociation. Maintenant, le temps presse; nos armées se trouveront bientôt en présence l'une de l'autre. » Il veut obtenir de la Prusse une garantie complète : « Croyez-vous que sans cette garantie je puisse me déterminer à reconduire mes troupes aux bords de l'Océan?... Dans l'hypothèse même que la guerre entre la France et la Prusse ne vienne pas à éclater sur-le-champ, qu'en arrivera-t-il? Je reprendrai ma conquête; je me replacerai dans le pays de Hanovre. Mes armées resteront dans l'Empire et en Hollande, et le roi se trouvera dans le cas de prendre également une attitude mena-

çante contre moi, ne fût-ce que pour couvrir ses propres États. » Un traité, signé à propos, le pouvait éviter; Napoléon l'offrait, Haugwitz l'accepta. Duroc, qui assistait à l'entretien, prit la plume. Les articles furent minutés séance tenante [1] : — Alliance offensive et défensive. Le roi de Prusse prendra possession, en toute souveraineté, des États du roi d'Angleterre en Allemagne — le Hanovre. Il cède au roi de Bavière Anspach, à Napoléon la principauté de Neufchâtel, et il met Clèves à la disposition d'un prince que désignera Napoléon. Le roi de Prusse garantit le royaume de Bavière, les États de Wurtemberg et de Bade avec leurs accroissements spécifiés dans le traité, « les États de la France avec tous les agrandissements qu'elle pourrait obtenir en Italie » ; l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman. Les ratifications seront échangées dans un délai de trois semaines.

Ces conditions convenues en principe, Napoléon écrivit à Talleyrand : « Je vois que la paix ne sera pas encore signée la semaine prochaine; je n'en suis point fâché; la question se complique, comme vous allez l'apprendre, par ma conférence d'aujourd'hui avec M. de Haugwitz... Sûr de la Prusse, l'Autriche en passera par où je voudrai. Je ferai également prononcer la Prusse contre l'Angleterre. » Une fois tranquille sur le compte de la Prusse, il se sent maître des affaires à Naples : « Je ne veux point que l'Empereur s'en mêle, et je veux enfin châtier cette coquine... »

Le traité fut signé à Schœnbrunn, le 15 décembre. Haugwitz partit pour le porter à Berlin, convaincu qu'il avait sauvé la monarchie. Napoléon ne doutait pas de la ratification du roi de Prusse. Mais à la réflexion il jugea utile de le serrer davantage, et il fit écrire à Laforest par Talleyrand, le 20 décembre : « L'article du traité qui concerne l'Italie comprend l'Italie entière », c'est-à-dire non seulement le royaume, accru de Venise, mais Naples dont le traité ne disait rien et dont la Prusse ne se devait point mêler; puis le renvoi de

[1] De Clercq, t. II, p. 143.

Hardenberg : « M. de Hardenberg a insulté la France... Ni vous ni personne ne devez avoir communication avec ce ministre. » Laforest insinuera, en outre, le rappel de Lucchesini. Ce commentaire étendait singulièrement le traité. « Chez Napoléon, disait Talleyrand, l'appétit vient en mangeant [1]. »

Cela fait, Napoléon fit venir Talleyrand à Vienne et lui ordonna de transporter à Presbourg les négociations avec les Autrichiens. Puis, sans révéler ses espérances, il écrivit à Joseph [2] : » Je n'ai point pour coutume de régler ma politique sur les rumeurs de Paris... Vous verrez que la paix, tout avantageuse que je pourrai la faire, sera jugée désavantageuse par les mêmes personnes qui la demandent tant [3]. »

Cette paix fut conclue le 26 décembre, à Presbourg [4]. L'Autriche rend tout ce qu'elle avait acquis en Italie, à Campo-Formio : Venise, l'Istrie, la Dalmatie, Cattaro; elle ne garde qu'un débouché sur l'Adriatique, Trieste. Elle reconnaît les réunions opérées par la France en Italie. Elle cède à la Bavière le Tyrol, le Vorarlberg, Brixen, Trente, Passau, Lindau; au Wurtemberg, cinq villes sur le Danube, une partie du Brisgau; à Bade, l'Ortenau, la ville de Constance. Par contre, la Bavière cède Würzbourg au grand-duc électeur de Salzbourg et Salzbourg passe à l'Autriche. En résumé, l'Autriche perd 65,000 kilomètres carrés, 3,000,000 d'habitants, 13 millions et demi de florins de revenu. Politiquement, bien davantage : elle reconnaît Napoléon comme roi d'Italie, sauf à Napoléon, lors de la paix générale, de séparer les couronnes, à

[1] Rapport de Giulay, 15 décembre 1805. Beer, p. 203.
[2] A Joseph, 15 décembre 1805.
[3] Voir t. V, p. 256, les critiques de La Revellière et de ses amis sur Campo-Formio. Michelet s'est approprié cette thèse : *Histoire du dix-neuvième siècle*, t. II, liv. II, chap. v : Bonaparte dupé par l'Autriche; et chap. xiii. — T III, liv. III, chap. v : Austerlitz : « Il était bien disposé à recevoir le conseil que lui apportait Talleyrand : ménager l'Autriche. Le boiteux ne disait rien au maître qu'il n'eût dans l'esprit ou qu'il n'eût fait déjà à Léoben, à Campo-Formio... L'Autriche resta ce qu'elle était, prête à se rétablir, peu à peu, et à nous faire la guerre de 1809. »
[4] Ratifié le 1er janvier 1806. De Clercq, t. II, p. 145.

perpétuité. Exclue de l'Italie, elle est entamée en Allemagne. Elle y reconnaît deux rois, en toute souveraineté ; elle abandonne la noblesse immédiate ; elle voit la dignité impériale réduite à néant. Pour la France, c'est Campo-Formio complété ; l'Italie sous la suprématie française, cette suprématie étendue sur l'Allemagne par la concentration des territoires entre les mains des alliés et clients de la France. Rapproché du traité avec la Prusse, ce traité avec l'Autriche préparait l'accomplissement du grand ouvrage conçu dès le commencement de la Révolution, poursuivi par le Comité de Salut public et par le Directoire : la ruine du Saint-Empire et la refonte de l'Allemagne en une confédération sous la tutelle française [1].

Mais le traité valait encore davantage par ce qu'il ne disait pas. Rien de Naples, ainsi que l'avait exigé Napoléon. Il se mit aussitôt en mesure de « châtier la coquine ». Le 26 décembre, à l'heure où Talleyrand signait à Presbourg, Napoléon dicta son *XXXVII° Bulletin :* « Le général Saint-Cyr marche à grandes journées sur Naples pour punir la trahison de la reine et précipiter du trône cette femme criminelle qui, avec tant d'impudence, a violé tout ce qui est sacré parmi les hommes... On a voulu intercéder pour elle auprès de l'empereur; il a répondu : « La reine de Naples a cessé de régner : « ce dernier crime a rempli sa destinée; qu'elle aille à « Londres... former un comité d'encre sympathique avec « Drake, Sydney-Smith, Wickham... MM. de Fersen, d'An- « traigues... » Le Directoire avait voulu faire de Naples une république tributaire, Napoléon en fera un royaume inféodé. Joseph a dédaigné la couronne des rois lombards, il ceindra, de gré ou de force, celle des Bourbons : « Je veux que mon sang règne à Naples aussi longtemps qu'en France. Le royaume de Naples m'est nécessaire. » Le 27 décembre, il dicte, d'avance, à Schœnbrünn, dans l'appartement de la mère de Marie-Caroline, dans le palais de l'empereur, neveu

[1] Cf. t. IV, p. 220, 225, 296-299, 357; t. V, p. 261; t. VI, 19, 229.

et gendre de cette reine, une proclamation qui ne sera publiée qu'après l'exécution de l'arrêt : « Soldats! la dynastie de Naples a cessé de régner; son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne... Marchez! Précipitez dans les flots, si tant est qu'ils vous attendent, ces débiles bataillons des tyrans des mers. . Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie entière est soumise à mes lois et à celles de mes alliés... Mon frère marchera à votre tête. » Le 31 décembre, il expédie ses instructions à Joseph : « Mon intention est de m'emparer du royaume de Naples... Je vous ai nommé mon lieutenant commandant en chef... »

Il partit pour Munich, recevoir l'hommage des rois feudataires de son empire et se donner à lui-même le spectacle de sa propre grandeur. Son prestige parut immense; la servilité des princes et des peuples en donna la mesure. Acclamations, accolades, entrées triomphales, galas, spectacles, revues, cortèges, tous les signes de l'adulation se multiplièrent autour de lui dans cette cour repue et prosternée. Mais Napoléon exigeait des gages, des filles de rois pour mélanger le nouveau sang de France à celui des anciens dieux. Joséphine l'avait précédé à Munich; elle y mena, en femme experte et insinuante, un petit roman de cour, assez compliqué, qui se dénoua par une lettre écrite par Napoléon à Maximilien-Joseph : « J'envoie mon grand maréchal du palais, le général Duroc, pour demander à Votre Altesse sa fille, la princesse Auguste, pour mon fils, le prince Eugène. » — « J'ai également, écrivait-il à Joseph, arrangé un projet de mariage de votre fille avec un petit prince qui deviendra un jour un grand prince... J'ai demandé une autre princesse pour Jérôme [1]. » Il pense à ériger pour Louis la Hollande en royaume et à placer Caroline, en grande-duchesse, dans le pays de Clèves que cédera la Prusse. Cependant les fiançailles d'Eugène réunissent un roi et un prince qui se peuvent exactement qualifier de frère et cousin car ils sortent de la même mère, la Révolution fran-

[1] A l'Électeur de Bavière, 21 décembre; à Eugène, à Joseph, 31 décembre 1805. Voir Frédéric Masson, t. III, chap. xvii.

çaise, et proviennent de la même promotion impériale.

Napoléon attendait avec quelque impatience les ratifications de ses traités. Celles du traité de Presbourg furent échangées le 1er janvier 1806; celles du traité avec la Prusse ne s'annonçaient point; or, ce traité formait une pièce essentielle dans ses combinaisons; sans la Prusse, il ne pouvait tourner la paix de Presbourg contre l'Angleterre.

II

A Berlin, on armait, on s'agitait sans s'arrêter à rien [1]. La reine, le prince Louis-Ferdinand, Hardenberg, Stein, poussaient à l'exécution rapide, totale du traité du 3 novembre contre Napoléon. Lord Harrowby pressait la signature de l'alliance avec l'Angleterre, promettant des subsides, des compensations, la Hollande, la Belgique. « La marche des troupes, rapporte Metternich, n'était plus problématique, les avant-postes s'avançaient partout en Franconie. On entrait enfin en Bohême! » Le 10, le roi écrivit à Alexandre : « Rien ne suspend le mouvement de mes troupes vers la Bohême », et il envoie le major Phull pour concerter les opérations. Laforest se voit en quarantaine. On n'ose plus l'aborder. Il est réduit aux intermédiaires, Lombard, et le juif éternel, Éphraïm. Le 11, on apprend la catastrophe, la retraite des Russes, l'armistice, la paix imminente avec l'Autriche, la médiation bouleversée, le Prusse réduite aux explications. Toutes les têtes chavirent. Hardenberg paraît foudroyé. « Tout le monde, écrit Metternich, regarde M. de Haugwitz comme perdu. » Le 17, arrive une lettre d'Alexandre, portée par Dolgorouki : « La manière dont on s'est conduit avec nous : il faut l'avoir vu pour en avoir une idée! — Dans

[1] Rapports de Laforest, 23 novembre-9 décembre 1805. — Rapports de Metternich, 7 décembre 1805-16 janvier 1806.

tous les cas, à tout jamais, je suis prêt à soutenir Votre Majesté de toutes mes forces et ma personne même est à ses ordres. » — « La lettre de Votre Majesté caractérise complètement votre belle âme », répond Frédéric-Guillaume [1]. Mais il voit l'armée prussienne, au lieu de tourner et envelopper Napoléon, dans le péril d'être coupée par lui. Il semble sortir d'un rêve. Sa médiation s'évanouit; il ne retrouve son équilibre que dans la neutralité. « A moins d'y être invité par la France même, écrit Laforest, il ne veut plus s'immiscer entre elle et l'Autriche; mais il désire traiter de ses intérêts particuliers, et obtenir quelques avantages en retour des garanties qu'il se montre disposé à donner [2] »; « particulièrement sur l'occupation du Hanovre et la tranquillité du Nord », ajoute le roi lui-même dans une lettre qu'il envoie à Napoléon par ce même major Phull qui, la veille, concertait les moyens de surprendre et de détruire l'armée française.

Le traité du 15 décembre dépassait les désirs de Frédéric-Guillaume : point de guerre, la tranquillité du Nord assurée, et le Hanovre! Haugwitz le lui présente, le 26, le commente, y montre le salut, avec « une acquisition brillante ». Mais le roi lit dans le traité un mot qu'il ne se peut décider à prononcer; que, depuis 1795, la Prusse écarte de tous ses arrangements, même les plus avantageux avec la France : l'alliance, cette alliance que son père a refusée au Comité de Salut public, qu'il a lui-même refusée au Directoire, au premier Consul et qu'il a, le 3 novembre, promise à Alexandre. Alexandre offre son armée, sa personne; Frédéric-Guillaume tendrait la main à Napoléon, accepterait le salaire de sa félonie! Et cela, en présence d'un Metternich qui représente l'Empire en détresse; d'Harrowby qui représente l'Angleterre prête à signer et que l'on dépouillerait cyniquement; en présence d'Alopeus, de Dolgorouki, de Strogonof, du grand-duc

[1] Alexandre à Frédéric-Guillaume, 6 décembre. — Frédéric-Guillaume à Alexandre, 17 décembre 1805. Bailleu.

[2] Rapport de Laforest, 18 décembre. — Frédéric-Guillaume à Napoléon, 19 décembre 1805.

Constantin enfin confié par Alexandre à son ami, à l'armée, à la noblesse, à la reine de Prusse! « Cette pauvre reine est néanmoins bien sincèrement notre amie, écrit Strogonof[1]. Elle et toutes les jolies femmes nous veulent un bien infini, et s'il ne dépendait que d'elles tout irait bien. La reine même en est bien à plaindre... Faites-vous dire par Oubril toutes les scènes qu'elle a eues avec lui, toutes les larmes que nous lui coûtons!... Qu'elle est jolie, cette reine! » Frédéric-Guillaume se sent pris de honte : une reculade en armes, une défection sans l'excuse de la défaite, une violation de la parole royale, une trahison de l'amitié : la Prusse de Frédéric le Grand tomberait au-dessous de la Bavière de Napoléon! Il s'emporte contre Haugwitz; il déclare à Dolgorouki que jamais il ne séparera son sort de celui d'Alexandre.

Dès que l'on soupçonna le traité, ce fut une clameur autour du roi : Bonaparte ne le ménage que pour le désarmer et pour le perdre. « Le Corse veut dominer le continent et traiter tous les souverains comme ses vassaux », disaient les Russes. L'indignation générale rend du ton à Hardenberg. Il se sent relevé de tout l'abaissement de Haugwitz. Puisque Napoléon le proscrit et que tout est perdu de ce côté, il se jette de l'autre, tête baissée. Napoléon est surfait; la Prusse fera céder le Corse. Il suffit de parler haut, comme il convient quand on est à la tête de 180,000 soldats dressés à l'école de Frédéric et que l'on dispose, pour réserves, de toutes les armées de la Russie! D'ailleurs, il existe, à Paris, un parti de la paix, un parti prussien sur lequel on peut compter[2]. Mais ce diplomate était de ceux qui ont l'indignation verbale et la réflexion intéressée. Il réfléchit : — Peut-on désormais arrêter le torrent? se dit-il. Il est trop tard. « Ce n'est qu'en le détournant à nous et en gagnant considérablement du terrain abandonné, qu'on pourra s'agrandir. La Prusse doit s'agrandir

[1] A Czartoryski, 22 décembre 1805. — Grand-duc Nicolas de Russie, *Strogonof*.

[2] Rapports de Dolgorouki, 18, 24, 27 décembre 1805, 29 janvier 1806. — Ranke, *Récit de Hardenberg*, t. II, p. 387 et suiv., t. V, pièces : Notes de Hardenberg sur le rapport d'Haugwitz, Mémoires remis au roi.

pour ne pas rétrograder. L'Angleterre, par le monopole de son commerce... est l'ennemie la plus dangereuse du continent, de son industrie, de son bien-être. Il faut donc faciliter plutôt à la France le moyen de l'écraser que de la garantir. Mais comment même justifier un système pareil par la raison d'État et devant la conscience royale, à moins que les avantages résultant d'abord de l'alliance ne soient en effet tels que la Prusse gagne assez en force et en opinion pour être et rester véritablement indépendante et pour pouvoir s'opposer efficacement aux deux colosses qui la pressent?... Il faudrait au moins s'assurer de très grands avantages » . Il les suppute : en échange de Clèves, Neufchâtel, Anspach, soit 375,000 âmes et 1,556,977 écus de revenu — et, pour consoler le roi de la peine qu'il éprouve à « sacrifier d'anciennes provinces », il réclamera le Hanovre, Osnabrück, des terres en Franconie, Hambourg, Brême, Lubeck, 858,000 âmes, 3,967,000 écus. Et ce ne sera qu'un commencement, le moyen de se procurer des avantages plus étendus. « La Prusse ne peut encore s'arrêter dans ses agrandissements sans tomber en décadence... Si la Prusse poursuit la marche des quatre derniers siècles, ce n'est pas à l'ouest vraisemblablement où elle pourra s'étendre; c'est au midi, et peut-être sur les bords de la Vistule. Qui sait quel sort la force des circonstances prépare à la Hesse, à la Saxe, à la Bohême? » Enfin l'Allemagne : « L'ancien édifice de la constitution germanique n'offre plus que quelques ruines... » Une réforme s'impose. « C'est à la Prusse à se charger de cette besogne ; elle ne souffrira pas qu'elle se fasse sans sa concurrence. » Qu'en échange de ses bons offices et de sa tolérance, Napoléon la laisse « s'agrandir, augmenter sans cesse sa puissance dans le nord, dominer sur celui-ci, comme la France domine sur l'occident et les parties méridionales de l'Europe... Que tout le nord de l'Allemagne, depuis la mer jusqu'au Mein, soit soumis à la souveraineté de la Prusse ou à son influence décisive » . On diviserait l'Allemagne en trois confédérations : l'Autriche, le midi de l'Allemagne avec le roi de Bavière pour chef, le nord avec le roi de Prusse;

les terres de la noblesse immédiate seraient placées sous la souveraineté des princes dans le territoire desquels elles sont enclavées. Au-dessus des trois confédérations il y aurait une diète d'empire et un empereur, élu pour régler les intérêts communs, la défense; pourvoir à la sûreté, à la garantie de l'empire. Voilà ce que Hardenberg se flattait d'obtenir de Napoléon, vainqueur à Austerlitz, pour le service que la Prusse lui rendrait en ne s'exposant point à ses coups. Il concluait : ne pas ratifier le traité de Vienne, en rédiger un autre qui serait la contre-partie des conventions de Potsdam; des articles patents qui stipuleraient la neutralité avec son prix, le Hanovre, et que l'on pourrait communiquer à la Russie; des articles secrets qui stipuleraient l'alliance et son énorme salaire.

Frédéric-Guillaume n'était pas mûr pour ces vastes desseins. Il consulta ses habituels conseillers d'incertitude, Schulenburg, Brunswick. Ils ne conseillèrent que la perplexité, ne proposèrent que l'équivoque [1]. Puis, à la suite d'un conseil où il réunit tous les irrésolus de son ministère et de son cabinet, il s'arrêta sur une combinaison mixte qui tenait à la fois de la ratification simple conseillée par Haugwitz et du remaniement total conseillé par Hardenberg. Il ne voulait s'engager ni contre la Russie, ni contre l'Angleterre, ni contre Naples, ce qui excluait l'alliance offensive; toutefois il jugeait imprudent de refuser, en forme, la ratification du traité de Vienne : il signa donc des ratifications, mais il les accompagna d'amendements qui modifiaient totalement la teneur et la portée de l'acte.

L'alliance est purement défensive; la garantie des agrandissements de la France en Italie ne porte que sur les agrandissements connus par la Prusse, c'est-à-dire la Vénétie : rien sur Naples; et cette garantie ne produira ses effets qu'après la sanction, par l'Angleterre, de l'acquisition du Hanovre par la Prusse : jusqu'à la paix générale, le roi de Prusse se contentera d'occuper cet électorat.

[1] Mémoires de Hardenberg, 30 décembre 1805, 1er janvier, 5 février 1806; Mémoires de Schulenbourg et de Brunswick. Ranke, t. II.

« Le traité du 15 décembre, dit Haugwitz à Laforest, est un acte de premier jet, tracé à grands coups de plume sous les yeux de l'empereur, ou plutôt dicté par lui; on s'y est moins occupé des mots que des choses, et il faut le considérer comme le sommaire d'un traité plus étendu, à faire plus à loisir et à discuter sur un pied égal entre les deux parties[1]. »

Pour sauver sa dignité, colorer le retrait de sa médiation, amalgamer ses traités avec la Russie et ceux qu'il signerait avec la France, Frédéric-Guillaume imagina de réunir ses deux alliés entre eux et avec lui par une triple garantie de leurs possessions respectives[2]. « Votre Majesté, écrivit-il à Napoléon le 4 janvier, connaît ma double relation avec la Russie et avec l'empereur, l'alliance de 1800 et l'amitié d'Alexandre. Je vous l'avoue, ma satisfaction ne sera complète que quand j'aurai réussi à rétablir entre vous deux le rapport qui convient à vos deux empires. »

Mais il n'existait point, pour ce malheureux roi, de lettre sans contre-lettre, et sa politique s'en allait, comme ses courriers, à l'est et à l'ouest, en se tournant le dos. Le 7 janvier 1806, il écrivit à Alexandre une lettre qu'il confia au duc de Brunswick : « Les malheurs publics ne me laissent plus maitre de mon choix. » Le duc de Brunswick « mettra sous les yeux de Votre Majesté ce qu'il m'importe qu'elle ne connaisse pas à moitié » : c'est « la durée inviolable des liaisons qui les unissent » ; c'est la résolution « de poursuivre avec lui le concert le plus intime » ;... que « ses relations avec la France ne l'empêcheront point d'entretenir avec l'empereur Alexandre ses relations de confiance sur tout ce qui concerne les affaires générales de l'Europe[3] ». Par cet enchevêtrement d'assurances, réassurances et contre-assurances, le roi de Prusse croyait se réserver toutes les échappatoires, et jusqu'au moyen de demeurer loyal en trompant tout le monde. Mais

[1] Rapport de Laforest, 4 janvier; dépêche à Lucchesini, 9 janvier 1806.
[2] A Lucchesini, 9 janvier 1806.
[3] Dépêche au comte Goltz, à Pétersbourg, 8 janvier; instruction au duc de Brunswick, 17 janvier 1806. Ranke.

sous la duplicité inutile et compliquée des formes, la pensée de derrière la tête perçait, et Haugwitz ne disait que la vérité quand il faisait, quelques mois plus tard, cette confession à Gentz : « S'il a jamais existé une puissance que nous ayons eu l'intention de tromper, c'est la France. La nécessité nous en avait fait la loi. Nous avons voulu constamment le bien de toutes les autres. Depuis longtemps nous étions convaincus que la paix et Napoléon étaient deux objets contradictoires. Un simulacre de paix, voilà tout ce que nous pouvions maintenir[1]. » C'est dans cet état d'esprit que Haugwitz partit pour Paris, le 14 janvier, avec le nouveau traité; Laforest avait déjà expédié à Napoléon les amendements.

III

Napoléon était encore à Munich en pleine jouissance, en pleine exploitation aussi de sa victoire. Le mariage d'Eugène Beauharnais avec la princesse Auguste de Bavière eut lieu le 15 janvier. Eugène, adopté par l'empereur, est nommé vice-roi d'Italie. Napoléon s'occupe de régler les liaisons « qui doivent exister entre tous les États fédératifs de l'empire français[2] ». C'est un plus grand empire autour de l'empire, un rempart au delà des limites naturelles de la France, un système d'alliances où le lien fédéral se fortifie par des liens de famille. En réalité, l'adaptation aux formes impériales des desseins de suprématie de la République. C'est l'Empire d'Occident prédit en 1802 comme la conséquence de la rupture du traité d'Amiens[3]; Austerlitz l'a rendu possible, et Napoléon le juge nécessaire pour consolider Austerlitz. Il découvre sa pensée dans ses lettres à Pie VII. Il est en conflit avec le

[1] *Mémoires et lettres inédites du chevalier de Gentz*, p. 237.
[2] Message au Sénat, 12 janvier 1806.
[3] Voir t. VI, p. 259.

Pape, conflit de famille et conflit de politique : destinant tous ses frères à la couronne, il veut rompre le mariage inconsidéré que le cadet, Jérôme, a contracté aux États-Unis, et le Pape ne s'y prête point; il veut appliquer en Italie le Concordat et le mariage civil comme en France, et le Pape s'y refuse; il a besoin d'Ancône et il l'occupe, sous prétexte que le Pape ne remplit point ses obligations. Il lui écrit le 7 janvier : « Je protégerai constamment le Saint-Siège malgré les fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes qui se sont démasqués pendant ces trois mois. Ils me croyaient perdu : Dieu a fait éclater, par le succès dont il a favorisé mes armes, la protection qu'il a accordée à ma cause. J'ai occupé Ancône à ce titre de protecteur. Je me suis considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la deuxième et de la troisième races, comme le fils aîné de l'Église, comme ayant seul l'épée pour la protéger et la mettre à l'abri d'être souillée par les Grecs et les Musulmans... Votre Sainteté est libre d'accueillir de préférence et les Anglais et le Calife de Constantinople ! » Pie VII ne veut plus de Fesch pour représentant de la France; Consalvi refuse de négocier avec lui; l'empereur rappellera Fesch; mais, auparavant, il lui adresse, 7 janvier, une missive qui semble être un commentaire de l'*Essai sur les mœurs* : « Je suis religieux, mais je ne suis point cagot. Constantin a séparé le civil du militaire; je puis aussi nommer un sénateur pour commander en mon nom à Rome. Pour le Pape, je suis Charlemagne, puisque, comme Charlemagne, je réunis la couronne de France à celle des Lombards et que mon empire confine à l'Orient... Je ne veux point à Rome de ministre de Russie ni de Sardaigne... Dites à Consalvi que s'il aime sa patrie, il faut qu'il quitte le ministère ou qu'il fasse ce que je demande. »

Consalvi sera congédié comme l'a été Acton à Naples, comme l'est Cobenzl à Vienne où Stadion le remplace, comme le doit être Hardenberg à Berlin. Là-dessus, Napoléon reçoit le courrier de Laforest, les incertitudes, les amendements, les chicanes, les équivoques. « Cette cour de Prusse est bien fausse

et bien bête. Toute mon armée est encore en Allemagne!... » Et il mande à Berthier : « La Grande Armée existe toujours ; vous aurez donc soin que le maréchal Augereau continue de correspondre avec vous, et que chacun vous envoie son état de situation, personne ne devant préjuger quels sont mes projets ultérieurs. Mes affaires avec la Prusse ne sont pas entièrement terminées [1]. »

Il arriva à Paris le 24 janvier. Il avait hâte d'y reprendre le gouvernement. Le commerce du Levant supprimé par la guerre maritime, les colonies perdues ou bloquées, l'Angleterre fermée aux vins de France, le crédit miné, des faillites, la disette de numéraire, l'intérêt de l'argent élevé à 24 pour 100, toute spéculation arrêtée, l'industrie paralysée, voilà ce que lui peignaient les rapports de police, les lettres de ses proches et ce que les ministres étrangers décrivaient à leurs gouvernements [2]. Mais les bulletins de l'armée, les trophées, la paix produisirent leurs effets habituels. La France ne demandait qu'à y croire. Napoléon rentrait à Paris allègre, bien portant, d'un entrain merveilleux aux affaires. Tout de même que chaque bataille remettait en question toutes les conquêtes, la Révolution même, et réveillait sourdement dans les âmes les terribles angoisses de la Patrie en danger et du Salut public, chaque campagne qui finissait paraissait la dernière et la dernière victoire semblait avoir tout résolu. Chacun de ces couchers de soleil derrière les arcs de triomphe promettait des lendemains lumineux et l'on s'abandonnait de nouveau à l'espérance de la paix complète, définitive et magnifique [3].

Les opposants se soumirent. La correspondance des *amis de l'Angleterre* reprit-elle avec Londres et M. Hammond? Avec la Russie, celle des *amis* d'Antraigues s'arrêta [4]. Dalberg qui avait gardé le secret et le chiffre de Markof se rallia. « Les

[1] A Berthier, de Carlsruhe et de Strasbourg, 21, 24 janvier; à Joseph, 7 février 1806, rétrospectif.

[2] Rapport de Lucchesini, 16 janvier 1806.

[3] Chaptal, Pasquier, Barante.

[4] « L'*ami* et l'*amie* de Paris, convertis à leur tour par le succès, faisaient partie de l'entourage impérial. » Pingaud, 2e édition, p. 318, 341.

succès de Napoléon, qui avaient fini par briser toutes les résistances, changèrent ses idées ou plutôt ses calculs, raconte Vitrolles, son ami. Il était plus facile de chercher la fortune en le servant qu'en l'attaquant. » — « On demande, écrit à la même époque celui qui longtemps avait reçu les lettres d'Antraigues, Czartoryski, quel fut le parti de Napoléon ; l'on pourrait répondre qu'il n'existait nulle part. Il ne fut composé que de ceux chez qui la peur l'emporta sur toute autre considération... Ce parti s'augmenta quand on crut que toute opposition serait inutile et ne mènerait qu'à de plus grands désordres ; mais il ne fut soutenu que par la peur [1]. » Tout ce monde, plus ou moins, « se rapprocha de Talleyrand ». Les autres, qui se rattachaient davantage à la Révolution, se « rapprochèrent » de Fouché.

Mais, pour s'enfouir, le courant ne continua pas moins. « J'ai, racontait Metternich deux ans après, depuis longtemps marqué l'existence d'un parti opposé aux vues d'envahissement de Napoléon. Ce parti médita, se rapprocha, grossit dans le silence. Deux hommes tiennent en France le premier rang dans l'opinion et dans l'influence... MM. de Talleyrand et Fouché. » Talleyrand se vante de s'être « opposé, par toute l'influence à sa portée, aux projets destructeurs de Napoléon ». Cette influence demeure « subalterne quant au point de vue politique de l'empereur, mais puissante dans les moyens journaliers d'exécution. Nous lui devons positivement des nuances plus ou moins favorables dans la négociation de Presbourg [2] ». Fouché ne se montre pas moins pacifique. Il fait parler l'opinion dans les bulletins de police qu'il adresse à l'empereur, et cette opinion il la suggère, l'excite par ses émissaires. Tous les deux entretiennent, en France, cette illusion que l'Europe veut la paix, qu'il ne dépend que de l'empereur de la conserver, et, en Europe, cette conviction qu'il existe en France un parti de l'Angleterre, disent les Anglais ; de la Prusse, dit Hardenberg ; de la Russie, dit Alexandre ; de

[1] Czartoryski, *Mémoires*, t. I, p. 381. — Vitrolles, t. I, p. 36.
[2] *Mémoire de Metternich*, 4 décembre 1808. Beer.

la paix, dit Metternich, qui, « aussi éloigné que tout autre d'être allié de l'étranger », peut être amené « à opposer de moins en moins de résistance aux efforts que pourraient tenter des hommes tirés de son sein et animés d'un esprit régénérateur ».

Napoléon se rendait compte que le vœu général pour la paix formait le fond des acclamations du peuple sur son passage. « De là, écrit un diplomate, s'est accru en lui l'ardent désir de parvenir à forcer l'Angleterre à la paix par tous les moyens qu'il pourra imaginer. Ses peuples rassasiés de gloire lui demandent du repos et de l'aisance[1]. » Or, cette paix poursuivie par de si prodigieux détours, il semble soudain qu'elle va devenir possible. Marengo, Hohenlinden, le traité de Lunéville avaient entraîné la chute de Pitt, en 1801, et la négociation d'Amiens. Austerlitz et Presbourg firent davantage : ils tuèrent Pitt. Le désastre de la coalition l'avait surpris en pleine joie du triomphe de Trafalgar. Il croyait toucher le but : Napoléon attiré au fond de l'Allemagne pris en son propre filet; enveloppé, écrasé par l'Autriche et la Russie; tourné, coupé de la France par la Prusse; renié, abandonné par le peuple français pour avoir, par sa seule ambition, amené cette catastrophe de la République; la France envahie, réduite à demander la paix et à la recevoir, à merci de l'Angleterre. C'était le destin : Pitt entrevit ce qui fut, huit ans après, Leipzig. Les courriers annoncèrent la victoire : peu d'heures après, ce fut la retraite des Russes que l'on apprit, et la rupture de la coalition. Pitt était à Bath, malade de la goutte : la goutte remonta au cœur. On le rapporta dans une faiblesse déplorable à sa villa de Putney. On raconte qu'en y rentrant, il aperçut, dans le corridor, une carte d'Europe étalée sur le mur. Se tournant alors vers sa nièce qui l'accompagnait : « Roulez cette carte, dit-il, on n'en aura pas besoin d'ici à dix ans. » — « Ma patrie! murmura-t-il, dans quel état je laisse ma patrie! » Il expira le 23 janvier.

[1] Rapport de Lucchesini, 16 janvier 1806.

L'union intime de tous les partis parut seule capable d'atténuer cette perte. Les whigs démocrates, favorables à la paix, se groupèrent autour de lord Grenville. Un remaniement du ministère s'ensuivit : Grenville premier lord de la Trésorerie, Fox aux Affaires étrangères, Erskine chancelier. Ce cabinet demeurait tout aussi résolu que le précédent à arracher l'Europe à la suprématie de la France; mais Fox et ses amis se flattaient d'embarrasser Napoléon en jouant habilement du parti de la paix, des *amis de l'Angleterre* en France : s'ils ne réussissaient pas, du premier coup, à le faire reculer, ils lui rendraient au moins la guerre plus difficile et manifesteraient un antagonisme de plus en plus profond entre *sa* politique, les vœux et les instincts de la France. Cette vue les menait à amorcer quelque négociation, au moins de forme.

Napoléon connut en arrivant à Paris [1] l'état désespéré de Pitt, et il en raisonna tout à l'inverse des Anglais, mais d'une façon aussi illusoire. Il voyait Pitt disparaître au moment où sur ses injonctions Cobenzl, Consalvi, Hardenberg s'évanouissaient devant lui. Il se crut décidément le maître. Il se figura que l'opinion en Angleterre allait changer. Attribuant la guerre acharnée à la seule obstination de Pitt; s'abusant sur les rapports qui lui montraient, en Angleterre, un parti de la paix et un parti des réformes tout disposés à s'entendre avec la France, à capituler dans ses mains, même à l'acclamer à son entrée dans Londres, il jugea la paix facile désormais et imminente même. L'Angleterre la demanderait comme en 1801, mais avec plus de découragement et de détresse. Il prêtait ainsi à Fox et à ses amis les dispositions que les Anglais prêtaient, dans le même temps, aux *amis de l'Angleterre* en France, à Talleyrand, à Fouché, à leurs affidés. Il attendait de Fox et de ses amis ce que les alliés, les Anglais en particulier, obtinrent, en effet, de Talleyrand, de Fouché et de leurs amis, en 1814 et en 1815. Il se mit immédiate-

[1] L'état, très grave, de Pitt est signalé dans le *Moniteur* du 25 janvier; la mort est annoncée le 4 février 1806 : le même jour on annonce l'arrivée très prochaine de Fox au pouvoir.

ment en mesure de les enfermer dans cette paix dès qu'ils avanceraient la main vers lui. Avant tout, et comme il l'avait fait, en 1801 et en 1802, occuper toutes les positions qu'il prétendait garder, toutes celles aussi d'où il pourrait imposer aux Anglais.

Il écrit à Joseph : « Mon intention est que, dans les premiers jours de février, vous entriez dans le royaume de Naples... Mon intention est que les Bourbons aient cessé de règner à Naples; et je veux sur ce trône asseoir un prince de ma maison; vous d'abord, si cela vous convient; un autre, si cela ne vous convient point. » — « Je veux que mon sang règne à Naples aussi longtemps qu'en France. Le royaume de Naples m'est nécessaire. » — « Ce sera, ainsi que l'Italie, la Suisse, la Hollande et les trois royaumes d'Allemagne, mes États fédératifs, ou véritablement l'Empire français [1]. » Il notifie à l'Europe la déchéance des Bourbons. Il publie dans le *Moniteur* du 1er février la proclamation rédigée à Schœnbrünn : « Les Bourbons ont cessé de régner; ce qui est dit dans ma proclamation est immuable [2]. » Il dépêche Miot à Joseph : « Vous lui direz que je le fais roi de Naples... mais que la moindre hésitation, la moindre incertitude le perd entièrement. J'ai dans le secret de mon sein un autre tout nommé pour le remplacer, s'il refuse. Je l'appellerai Napoléon; il sera mon fils. C'est la conduite de mon frère à Saint-Cloud [à propos du couronnement]; c'est son refus d'accepter la couronne d'Italie, qui m'ont fait nommer Eugène mon fils. Je suis résolu à donner le même titre à un autre, s'il m'y force encore. Tous les sentiments d'affection cèdent actuellement à la raison d'État. Je ne reconnais pour parents que ceux qui me servent... C'est avec mes doigts et ma plume que je fais des enfants... Je ne puis plus avoir de parents dans l'obscurité. Ceux qui ne s'élèveront pas avec moi ne seront plus de

[1] A Joseph, 19, 27, 31 janvier. — Conversation avec Miot, 30 janvier 1806. *Mémoires de Miot*, t. II, p. 279. — Les *trois* royaumes d'Allemagne : Bavière, Wurtemberg, et un nouvel État à créer, dont la capitale serait Düsseldorf. Note du 30 janvier 1806, à Talleyrand.

[2] A Joseph, 7 février 1806.

ma famille. J'en fais une famille de rois, ou plutôt de vice-rois. Le roi d'Italie, le roi de Naples et d'autres encore que je ne nomme pas seront tous rattachés à un système fédératif. » Ce système s'étendra à toute l'Italie. « Toute l'Italie sera soumise sous ma loi [1]. »

Et de même l'Allemagne. Il s'y considère comme le souverain universel, le dispensateur des dignités et des terres. Il y négocie de nouveaux mariages. Il reprend et coordonne les vues de Sieyès et du Comité de Salut public, la tradition de Mazarin et de la Ligue du Rhin. Ce que Mazarin avait établi pour assurer la conquête royale, l'Alsace, il l'étend pour assurer la conquête plus vaste de la République, la rive gauche du Rhin. S'il pouvait, il concentrerait l'Allemagne en neuf monarchies : Autriche déchue de l'Empire, Prusse, Saxe, Bavière, Wurtemberg, Hesse-Cassel, Bade, Darmstadt et un nouvel État formé des duchés de Berg et Clèves qui serait placé dans le système de la France [2]. — « Je ne désire pas que la Prusse prenne un accroissement considérable de territoire. Cet accroissement la rendrait plus redoutable à la Russie, mais la rendrait aussi plus redoutable à la France. » Elle a laissé passer l'occasion. Il fera comme elle, il marchandera. La Prusse n'acceptait le Hanovre que sous la réserve de ne se pas brouiller avec l'Angleterre, Napoléon ne l'offrira plus que sous la réserve de la restituer aux Anglais, à titre d'arrhes de la paix future. Il écrit à Berthier le 30 janvier, le jour où il exprime ses vues sur l'Allemagne : « M. Haugwitz n'étant pas encore arrivé, veillez à ce que mon armée reste en mesure de faire la guerre et d'agir avec la rapidité de la pensée, afin que, si le cas arrivait, mes projets ne fussent pas démasqués. »

Haugwitz trouvait habile de voyager avec lenteur [3]. Il arriva le 1er février. Talleyrand le laissa se reposer jusqu'au 3 et ne le reçut que pour prendre de ses mains, très froidement,

[1] Au Pape, à Fesch, 13 février 1806.

[2] Note dictée à Méneval, pour Talleyrand, 30 janvier 1806. — *Précis des guerres de Turenne*, chap. v, Huitième observation. *Corr.*, t. XXXII, p. 104. — Cf. t. V, p. 229.

[3] Rapport de Haugwitz, 8 février 1806. Ranke.

le traité amendé. Le 4, Napoléon connaît le changement du ministère anglais. Il charge aussitôt Talleyrand de passer à Haugwitz une note « sincère et nette » qu'il adoucira, au besoin dans les conversations, de façon que la Prusse « attribue la roideur à une suite de mon caractère ». — « Vous comprenez que ceci a deux buts : de me laisser le maître de faire ma paix avec l'Angleterre si, d'ici à quelques jours, les nouvelles que je reçois se confirment, — et de conclure avec la Prusse un traité sur une base plus large... Dans les circonstances actuelles... nous ne pouvons céder le Hanovre à la Prusse que par suite d'un grand système, tel qu'il puisse nous garantir de la crainte d'une continuation d'hostilités. » La note fut remise à Haugwitz par Talleyrand le 5 février : « Le traité de Vienne n'ayant point été ratifié dans le temps prescrit, Sa Majesté ne saurait le regarder comme existant. »

Napoléon reçut Haugwitz le 6. Il récrimine : « Je m'attendais à la reconnaissance du roi... M. de Hardenberg conserve toujours la direction des affaires... » Il a, dit-il, percé leur jeu; il sait tout. Il ne permet pas à Haugwitz de s'expliquer; il le renvoie à Talleyrand, et un nouveau traité se débat entre eux. Haugwitz se rend compte que, plus que jamais, il importe de fixer la volonté de l'empereur. Le traité est à prendre ou à laisser : il le prend et le signe le 15 février[1] : — La Prusse occupera et possédera en toute souveraineté les États du roi d'Angleterre en Allemagne. Elle cède à la France Neufchâtel, à la Bavière Anspach; à un prince qui sera désigné par Napoléon le duché de Clèves. La prise de possession du Hanovre et des territoires cédés par la Prusse aura lieu cinq jours après l'échange des ratifications. Le roi de Prusse ferme aux Anglais ses ports, l'embouchure des fleuves qui se jettent dans la mer du Nord et le port de Lubeck. Napoléon garantit l'intégrité de la Prusse et de ses accroissements spécifiés au traité. La Prusse garantit l'intégrité de l'empire français et notamment, en Italie, l'état de choses

[1] Rapport de Haugwitz, 15 février 1806. RANKE. — DE CLERCQ, t. II, p. 154.

introduit par le traité de Presbourg, « et les changements qui seront la suite de la guerre, que le roi de Naples vient de déclarer ». Les deux signataires se garantissent l'intégrité de l'empire ottoman, des royaumes de Bavière et de Wurtemberg, de l'Électorat de Bade. Il y aura alliance entre les deux contractants « qui feront cause commune dans toute guerre » où ils se trouveraient engagés « pour l'un quelconque des objets compris dans les garanties stipulées ».

Haugwitz conclut en expédiant ces articles à Frédéric-Guillaume : « Je serais traître à la vérité et à ma patrie si je dissimulais à Votre Majesté un instant qu'il ne lui reste que le choix des deux partis suivants : la guerre ou la ratification du traité, et que, si elle se détermine à ratifier le traité, il importe qu'elle le fasse promptement de manière à convaincre Napoléon de la sincérité de ses sentiments... Pour le cas de la guerre, Votre Majesté doit s'attendre que tout y est préparé. Bernadotte et Augereau sont en avant. On s'est préparé une querelle avec l'Électeur de Hesse : le séjour prolongé du sieur Taylor [envoyé anglais] en fournit le motif. »

Talleyrand écrit dans le même sens à Laforest, Napoléon à Berthier. Bernadotte et Augereau ne reviendront en France « que quand le traité sera exécuté et qu'il n'y aura plus en Allemagne ni Anglais, ni Russes, ni Prussiens ». L'objet de Napoléon était, par la fermeture des ports d'Allemagne, de peser sur l'Angleterre; si elle se soumet, la Russie la suivra, et Napoléon tiendra la Prusse à discrétion, se réservant d'ailleurs, s'il lui reprend le Hanovre pour le restituer aux Anglais, de lui donner, en compensation, tel autre territoire d'Allemagne, la Hesse-Cassel, par exemple. Sur ces entrefaites, il apprend que la Prusse s'est mise, le 29 janvier, en possession du Hanovre, exécutant le traité de Vienne, comme si le traité avait été réellement ratifié. Il se décide aussitôt à prendre possession d'Anspach sans attendre les ratifications du traité nouveau. « Ces messieurs prétendaient occuper le Hanovre et ne nous livrer Anspach que lorsque les Anglais consentiraient sans doute à la perte du Hanovre,

c'est-à-dire jamais [1]. » Il tient le gouvernement de Berlin pour faux, bête, pusillanime. Il en pense, il en projette ce qu'il accomplira, deux ans après, en Espagne, ce qui sera désormais sa méthode : enchaîner l'adversaire par des traités, l'envelopper par les armées, le contraindre, l'humilier, le désarmer, l'asservir, et s'il bouge, s'il ose seulement intriguer ou conspirer contre lui, s'il se révolte, l'anéantir.

Le 23 février, Lucchesini arrive à Berlin avec les rapports de Haugwitz et le traité du 15. « Les cheveux vous dresseront sur la tête », écrit Lombard à Hardenberg. « Il n'y a pas, déclare Hardenberg, de terme moyen qui puisse nous sauver de l'une ou de l'autre de ces alternatives : le traité du 15 février sans aucune modification, ou la guerre. » Le roi ratifie le 26, et un courrier part en hâte pour Paris, portant une lettre à l'empereur [2]. Puis, le jour même et de la même main qui vient de ratifier l'alliance avec la France contre tous ceux qui combattront l'état de choses garanti par le traité, c'est-à-dire contre la Russie alors en guerre avec Napoléon, Frédéric-Guillaume écrit à Alexandre : « Je ne reconnais que deux juges, c'est ma conscience et c'est vous. La première me dit que je dois compter sur vous, et cette conviction me suffit. »

Cependant pour donner à Napoléon un gage de leur bonne foi, en même temps qu'ils se nantissaient en Hanovre, ils commencent à rappeler leurs troupes. Napoléon en est venu à ses fins : la Prusse capitule sur le terrain avant même d'avoir essuyé le feu. Bernadotte occupe Anspach le 21 février, Oudinot occupe Neufchâtel et Murat la place de Wesel, ainsi que le duché de Clèves. Les choses vont du même pas en Italie. Joseph entre à Naples le 15 : les Bourbons cessent de régner, le décret s'exécute, et le sang de Bonaparte commence à remplacer en Europe celui de Henri IV. Tout pliera ; en premier lieu, le Pape : « Votre Sainteté est souveraine de Rome, j'en suis l'empereur... Tous mes ennemis doivent être les siens. » Il exige l'expulsion des Anglais, la fermeture des

[1] A Berthier, au roi de Bavière, 14 février 1806.
[2] Le roi à Haugwitz, à Napoléon, 26 février 1806. Ranke.

ports. Il entend que le Pape l'aide à dominer l'Italie et l'Allemagne par tous les moyens d'influence dont dispose l'Église [1]. Et si les populations se révoltent, la terreur : « Faites comme j'ai fait à Binasco... » — « Tous les abus, les excès ou la tyrannie même de mes agents seraient-ils aussi nombreux que ceux de Carrier, sont excusés à mes yeux le jour où les rebelles courent aux armes et se font justice à eux-mêmes... Quand on a de grands États, on ne les maintient que par des actes de sévérité [2]. »

Mais, de toutes les extrémités de la politique, il fallait en revenir au point initial : l'Angleterre. « Elle me forcera, avait dit Napoléon, à dominer l'Europe et à former l'Empire d'Occident. » C'était fait. La question demeurait de savoir si l'Angleterre s'y résignerait, avec quelle sincérité et pour combien de temps.

Fox avait eu ses heures d'admiration pour Bonaparte, comme ses heures d'admiration pour la Révolution. Peut-être s'attribuait-il quelque prestige aux yeux de l'empereur, ou bien voulait-il simplement mettre ses premiers actes de ministre d'accord avec ses discours d'opposant. Il jugea opportun de faire quelques démonstrations pacifiques. Le 20 février il écrivit à Talleyrand pour l'informer d'un projet d'assassinat contre la personne du *chef des Français* [3]. Talleyrand fut autorisé à lui répondre le 5 mars; mais, en même temps qu'il annonçait ainsi des pourparlers de paix, Napoléon prit soin de déclarer publiquement à quelles conditions il entendait traiter. « Je désire la paix avec l'Angleterre, dit-il en ouvrant la session du Corps législatif, le 2 mars, je serai toujours prêt à la conclure en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens. » Le 5 mars, l'exposé de la situation de l'Empire commenta, en ces termes, cette déclaration :

[1] A Fesch, 13 février 1806.
[2] Voir t. V, p. 88; à Junot, 19 janvier, 4, 7, 18, 19 février; à Talleyrand, 24, 28 février 1806. LECESTRE.
[3] *Journal of the house of commons*, vol. 62, session 1806-1807; appendice : papiers relatifs à la négociation avec la France, 22 décembre 1806. — HANSARD, *Parliamentary history*.

« L'Italie est une conquête faite sur l'Angleterre... La réunion du Piémont rendait indispensable la réunion de Gênes, qui en est le port... L'Angleterre prend peu d'intérêt à l'Italie : la Belgique, voilà le véritable motif de la haine qu'elle nous porte. Mais la Hollande, les cent dix départements de la France, le royaume d'Italie, Venise, la Dalmatie, l'Istrie, Naples sont désormais sous la protection de l'aigle impériale. » La Bavière, le Wurtemberg, Bade, l'Espagne sont nos alliés. « Que l'Angleterre soit donc enfin convaincue de son impuissance, qu'elle n'essaye pas une quatrième coalition! » C'est précisément ce qui se tramait alors. Il fallait compter avec la Russie; on n'y avait pas désarmé et on y pensait toujours à tirer la Prusse des mains de Napoléon et à resserrer les liens avec l'Angleterre.

IV

Austerlitz avait atteint Alexandre dans ses illusions, le nom russe dans son prestige, l'empire dans ses intérêts. C'était pour la suprématie de la Pologne et de l'empire ottoman que la Russie avait combattu en Moravie; c'étaient ses avant-postes qu'elle défendait sur le Danube et à Naples. Et voilà la France maîtresse de l'Adriatique, établie sur les deux rives, maîtresse de Naples, et désormais prétendant plus redoutable que tous les autres à la succession du sultan. Alexandre revint à Pétersbourg dans un état de dépression profonde. La crainte et la faiblesse au plus haut point, disait Czartoryski. « L'empereur, rapporte de Maistre, se croit inutile à son peuple parce qu'il n'est pas en état de commander une armée[1]. » Mais l'indignation générale contre Napoléon, sa victoire, son traité de Presbourg relèvent le tsar dans l'opi-

[1] Czartoryski à Strogonof, 6 février. — De Maistre, *Mémoires et correspondance*, 6 février 1806. — Cf. Moriolles, *Mémoires*, p. 253.

nion. On l'admire, on le plaint, on attend de lui la revanche, et il fait comme tout le monde. A force de protester contre la fortune injuste, la lenteur des Autrichiens, la trahison des uns, l'incapacité des autres, on en arrive, à Pétersbourg et à Moscou, à considérer Austerlitz comme un malentendu militaire, une erreur historique [1]. La Russie la corrigera. Il y va de son avenir dans le monde. « Qu'était Louis XIV comparativement à ce maudit Corse qui a exécuté ce que l'autre projetait seulement? » écrivait un « vieux Russe... ». — « Notre empereur ne s'est pas découragé et ne veut pas de paix avec cet infâme Corse, sorti de la fange, couvert du sang qu'il répandit pour plaire à Robespierre; qui, en Égypte... massacrait les prisonniers et empoisonnait ses propres soldats... étrangle Pichegru et assassine le duc d'Enghien... [2] » Markof prêchait la guerre à mort. « Bonaparte, écrivait-il à d'Antraigues, ne peut être le contemporain d'aucun roi légitime; il faut qu'il les tue ou qu'on le tue [3]. »

Czartoryski résume toutes les récriminations contre la Prusse et ses fausses manœuvres; il dresse de nouveaux plans. Ses notes sont, en cette crise, comme les *cahiers* de la diplomatie russe [4]. La digue que la Russie avait tenté d'élever contre le torrent est rompue. « La Russie, qui était le soutien de cette masse... et qui jusqu'ici était réputée hors de l'atteinte de la France, se voit elle-même directement menacée. » Par la Dalmatie, Bonaparte confine à la Turquie; il confine à la Pologne par la Prusse qu'il assujettit. « La Pologne, touchant à la Prusse et à la Turquie, deviendra pour la politique entreprenante et habile de Bonaparte une mine à enflammer, un brandon de discorde et d'anarchie... Tous les agents russes en Italie mandent les projets de Bonaparte sur la Turquie, détaillent la grandeur des moyens qu'il a acquis. » La France

[1] Lire dans *la Guerre et la Paix*, 4e partie, chap. II, les conversations de Moscou. Comparez Joseph de Maistre, janvier-mars 1806.

[2] Lettres de S. Woronzof à son fils, décembre 1805-janvier 1806. — Cf. Lettre datée d'Agram; TRATCHEWSKY, t. III, janvier 1806.

[3] PINGAUD, 2e édition, p. 214.

[4] *Mémoires pour l'Empereur,* janvier-avril 1806. — TRATCHEWSKY, t. III.

va dominer toute la Méditerranée. La Russie ne peut lui abandonner « ces peuples chrétiens » dont la clientèle « fait une partie de ses forces effectives ». Si Bonaparte l'atteint ainsi « par son côté vulnérable », elle doit, elle saura lui opposer « des difficultés insurmontables » qui l'obligeront à reculer, au moins « à devenir plus raisonnable ». Il sera sage de se préparer « à prendre une offensive vigoureuse au midi », enfin « de prévenir partout Bonaparte, au premier avis que l'on aura qu'il va procéder à l'exécution de ses projets ». On prendra des mesures formidables, avec ostentation : une flotte dans la Méditerranée, une autre dans la mer Noire, une armée à Corfou, 100,000 hommes sur les frontières de Moldavie; mais, tout en montrant à Bonaparte qu'on est prêt à s'opposer à ses envahissements, on profitera des occasions qui s'offriront de « l'engager à s'expliquer, afin de connaître ses vues et quel parti on pourrait tirer de son amitié ». Czartoryski y pensait avant Austerlitz[1]; il y pense toujours. On y pense autour de lui. Strogonof lui écrivait naguère de Berlin : « Soyez sûr qu'il n'y a qu'un moyen d'arranger tout cela, et ce moyen serait peut-être taxé chez nous d'improbité et d'immoralité; mais il est bien pardonnable dans la bonne compagnie qui gouverne l'Europe[2]. Cela serait de s'allier brusquement avec Bonaparte et de manger les gâteaux ensemble. J'ai trouvé Piattoli imbu de cette idée... »

A tout événement, on se nantira, ce qui rendra Bonaparte plus coulant. Donc, préparer la guerre, faire la paix si Bonaparte la donne avec des avantages; sinon, la lutte. Ces avantages, Czartoryski les cherche, naturellement, dans une restauration de la Pologne; mais il prend la question de haut et dans l'ensemble. « Il est impossible, écrira-t-il quelques mois après, que je ne désire pas que les Polonais ne redeviennent une nation. Je serais un être méprisable si je sentais

[1] Voir t. VI, p. 444, 477, 498. — Strogonof à Czartoryski, 22 décembre 1805. — Grand-duc Nicolas. — Sur Piattoli, *Mémoires de Czartoryski*, t. I, p. 392.

[2] « La pourriture du continent. » Strogonof à Czartoryski, 11 janvier 1806.

autrement... Je voudrais que leur cause soit celle de *tous les peuples slaves* dont ils ne doivent pas se séparer. — Un système fédéral des nations slaves est le grand et unique but auquel la Russie doit nécessairement tendre...[1] » Cet ouvrage-là vaudrait la paix avec Bonaparte et, à défaut de la paix, il récompenserait la guerre. En vue de cet objet, il la dessine.

L'essentiel est de s'entendre avec l'Angleterre sur les mesures comminatoires. Les Anglais débarqueront des troupes en Égypte dans le même temps que la Russie occupera les Principautés; qu'elle les garderait, en cas de partage de l'empire ottoman. Des autres pays chrétiens et « d'origine slave », y compris la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine, l'Albanie, la Grèce et ses îles, elle formerait des États « sous la suzeraineté et l'égide de sa protection ». — « Depuis le règne de Pierre le Grand, la cour impériale n'a cessé de cultiver les dispositions favorables de ces différents peuples. » Le moment est venu de recueillir le fruit de tous ces soins. Cattaro est un débouché sur l'Adriatique, une station maritime et militaire qui commande toutes les routes. Napoléon se l'est fait attribuer, mais la Russie l'occupe. « On ne doit pas le rendre sous aucune condition quelconque. Dans les circonstances d'à présent, 100,000 hommes occupés ailleurs ne pourraient causer autant d'embarras et de terreur aux ennemis de la Russie. Si nous gardons Cattaro, la Turquie nous devient dépendante... Dans une campagne, la Turquie ferait une province russe... Tous les projets de Bonaparte sur le Levant disparaissent à jamais... Cattaro serait le boulevard des républiques des sept îles et de Raguse... La conquête de l'Italie par les Français n'est que précaire... Si nous rendons Cattaro, nous perdons immensément dans l'esprit des Grecs, dans celui des Italiens... Bonaparte sait bien l'importance de Cattaro. » Cattaro devient dans la lutte qui commence, pour la

[1] A Strogonof, 23 mai 1807. Grand-duc NICOLAS.

suprématie de l'Orient et de l'Adriatique, entre la Russie et la France, ce qu'est Malte, dans la lutte pour la suprématie de la Méditerranée, entre la France et l'Angleterre, la clef, la position dominante, le symbole de la rivalité.

En toutes ces entreprises, la Prusse est indispensable : son armée est l'avant-garde nécessaire de l'armée russe contre Napoléon. Czartoryski ne se console point qu'Alexandre ait perdu, en l'automne de 1805, l'occasion d'arracher la Prusse à Napoléon, Posen et Varsovie aux Prussiens[1]. La Prusse, écrit-il au tsar, « a dépassé presque l'attente de ceux qui avaient le moins de confiance en elle... Elle s'est servie des forces des alliés pour transiger avec Napoléon... Nous devons désirer d'avoir le cours du Niémen et de la Vistule ». Si elle n'est pas démembrée par la Russie, elle le sera par Napoléon. Ces vues se retrouveront en 1813 et 1814. Mais ce n'est pas le temps de spéculer ni de récriminer : « Quelque peu d'espoir que nous dussions avoir d'attacher la Prusse sincèrement à la Russie, il n'en est pas moins vrai que c'est leur union seule qui, dans ce moment, peut sauver l'Europe. » Ces conseils permettent à Alexandre de concilier le cœur avec la politique.

Il reçoit Brunswick le 21 février[2]; il se montre confiant, affectueux. Il écoute, il paraît admettre les explications, les doléances de Frédéric-Guillaume sur ses traités avec Napoléon, celui du 15 décembre, et les amendements qu'il y a proposés; puis il envoie Brunswick conférer avec Czartoryski. Le Hanovre ne soulève point d'objection. « Toute augmentation de puissance de la Prusse nous convient, déclare Czartoryski; nous y donnons la main de grand cœur dès qu'elle le fait dans un sens opposé au système dévastateur de la France. » Ce n'est point à vrai dire le *sens* du traité du 15 décembre, ni même celui des amendements prussiens. Mais si la Prusse retourne contre Napoléon le Hanovre que

[1] Voir t. VI, p. 443. 465.

[2] Rapports de Brunswick, 21 février, 16 mars. — Note d'Alexandre. — Rapport de Goltz, 17 mars 1806. RANKE. — Alexandre au roi, 10 mars 1806. — BAILLEU.

Napoléon lui concède pour défendre le système français, elle a besoin que la Russie la garantisse contre des représailles de l'empereur. « On est disposé à nous soutenir, écrit Goltz, l'envoyé ordinaire prussien, et de tous ses moyens... C'est l'opinion de toute la nation. » Toutefois Alexandre exige une garantie contre de nouvelles capitulations de son ami et allié de Berlin. Il remet à Brunswick un mémoire pour le roi. Ce mémoire, écrit Brunswick, « prouve que le mot alliance avec la France ne choque pas, qu'on promet de soutenir la Prusse avec toutes ses forces, qu'on veut une union aussi intime que secrète avec Votre Majesté » ; mais le tsar demande au roi de déclarer, « de la manière la plus solennelle, qu'il n'envisagera jamais son traité d'alliance avec la France comme obligatoire si elle attaque la Russie » ; que la Prusse s'engage à faire évacuer l'Allemagne par les troupes françaises dans un délai de trois mois ; moyennant quoi, la Russie promettra de défendre la Prusse en cas d'attaque de la France et de manœuvrer de façon à « conserver à la France l'idée que la Prusse s'envisage comme son alliée sans réserve ». Les engagements seront pris « dans le plus profond secret », sous la forme de *déclarations* et, pour les masquer, « la Russie se prêterait à une négociation avec la France pour le rétablissement de la paix générale ». « Cette entremise, écrivait Brunswick, offrira à la Prusse le prétexte le plus plausible pour faire illusion à la France sur ce qui, en secret, fait le vœu de l'empereur et la base de la sécurité du roi de Prusse. » Brunswick quitta Pétersbourg le 11 mars.

Pendant qu'il s'acheminait vers Berlin, la nouvelle y arriva, le 17, que les ratifications du traité du 15 février avaient été échangées à Paris. Le 18 au soir [1], Hardenberg reçut un courrier de Brunswick et de Goltz, avec le mémoire remis par Alexandre et le projet de déclaration qui devait être l'instrument de l'alliance russe. Surveillé comme il l'était, sachant que Napoléon exigeait sa retraite en gage de la sincérité de

[1] Pièces et récit de Hardenberg. RANKE.

la Prusse dans l'alliance française, Hardenberg n'osait plus se rendre ostensiblement chez le roi. Cette cour en était réduite à gouverner comme on complote, à négocier comme on conspire. Hardenberg s'adresse à la reine, demande une entrevue « sans témoins » avec le roi. « Le secret est de toute nécessité. » La reine l'invite à se rendre dans ses appartements, où il trouve Frédéric-Guillaume. Rassuré par la garantie russe et la promesse d'Alexandre, « au premier appel, de voler au secours de la Prusse[1] », ce prince n'hésite pas, cette fois, à se prononcer : « Il considère, dit-il, son alliance avec Napoléon comme rompue ; il ne peut se fier en aucune façon à cette alliance; il est décidé à s'en tenir à la Russie ; à ne point briser toutefois avec Napoléon et à ne le point irriter; à remplir ses obligations envers lui, mais à se préparer, d'accord avec la Russie, à lui résister si ses mesures tournaient, comme il était présumable, au préjudice de la Prusse. » Hardenberg ne pouvait désirer davantage. Il offre au roi de prendre sa retraite; le roi lui accorde un congé illimité; ostensiblement, il le sacrifie à Napoléon; mais, en lui enlevant le ministère officiel, il lui confie le département secret, qui sera désormais le ministère réel, la correspondance avec la Russie. Puis il écrit à Alexandre : « La note écrite de votre main est d'une sagesse parfaite... Le mal est fait... L'avenir peut guérir bien des plaies[2]. » Quant à la *déclaration* de ne point combattre la Russie : « Avec quel plaisir je vous la donne, sire, et quel besoin pour mon cœur de vous répéter sans cesse que mes premiers devoirs sont envers vous!... Les fruits de mes sacrifices commencent à se faire sentir, les Français ayant dû évacuer Hameln le 18... je considère le nord de l'Empire sauvé... Je ne voudrai jamais que ce que je vous aurai confié. » Et, bien entendu, parmi les « fruits de ses sacrifices », il compte le Hanovre que ses troupes occupent, qui est le prix de l'alliance française et qu'il conserve afin de mieux combattre la France et servir la Russie.

[1] Alexandre à Frédéric-Guillaume, 10 mars 1806.
[2] Le roi au tsar, 19 mars 1806. Bailleu.

Hardenberg inaugura son ministère occulte en élaborant la *déclaration secrète*[1]. Le roi déclare « que son traité d'alliance avec la France ne doit jamais déroger à son alliance avec la Russie; qu'il s'occupera de... mettre son armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations détaillé, mais éventuel, pour la défense commune; que, sans revenir sur la peine qu'il ressent de la manière dont il n'a pu se dispenser de prendre possession [du Hanovre]... il se flatte que l'empereur de Russie voudra bien faire promptement... tout son possible pour adoucir près de Sa Majesté Britannique le sacrifice... et lui faire considérer qu'elle aimerait pourtant mieux voir le Hanovre entre les mains du roi que soumis à un parent de Napoléon ». Ce mémoire fut envoyé à Goltz le 31 mars[2]. Ainsi, les ratifications du traité du 15 février étaient à peine échangées à Paris que la Prusse avait rompu ce traité et contracté, avec la Russie, une alliance de fait contre Napoléon.

Il fallait prévenir les indiscrétions, déconcerter l'espionnage et entretenir Napoléon dans l'illusion « que la Prusse s'envisage comme son alliée sans aucune réserve ». Haugwitz pouvait être mis en demeure d'en témoigner; le plus sûr serait qu'il en témoignât de bonne foi, et, pour l'abuser tout le premier, on lui constitua un dossier qu'au besoin il pourrait communiquer à Laforest. Brunswick, arrivé le 23 mars, recopia, de la même main qui avait signé le célèbre manifeste de 1792 — sa propre correspondance de Pétersbourg, en supprimant tous les passages relatifs à la *déclaration* secrète et n'y laissant subsister que l'expression d'un vague désir d'entente avec la Prusse; le *mémoire* d'Alexandre, accommodé de la même façon, fut recopié par Mme d'Alopeus, femme du ministre de Russie à Berlin, et Hardenberg remit le tout au roi qui le confierait, le cas échéant, à Haugwitz.

La Prusse désormais était engagée dans deux alliances opposées, suivait deux politiques contradictoires, possédait

[1] Instruction secrète à Goltz, 20 mars 1806. RANKE.
[2] Mémoire lu au roi le 24 mars; instruction à Goltz, 31 mars 1806. RANKE.

deux ministres des affaires étrangères, chargés l'un de tromper officiellement Napoléon, et l'autre de le combattre en secret. Elle falsifiait elle-même ses propres archives, et, abîmés dans cette duplicité, enchevêtrés dans ce double réseau de traités, ballottés entre les défections, Hardenberg et son maître se flattaient que Napoléon se prêterait à leurs prestiges, serait la dupe de leurs manœuvres, se laisserait prendre à leurs discours obséquieux, leur donnerait le loisir de s'installer en Hanovre, d'armer contre lui, de l'assaillir quand il aurait évacué ses positions offensives en Allemagne et restitué ses gages.

Napoléon ne perça point le mystère de la mission de Brunswick à Pétersbourg; mais quelques signes parurent qui suffirent à le mettre en méfiance. Les ministres anglais, irrités de l'occupation du Hanovre par la Prusse, publièrent les pièces de la négociation entamée entre Harrowby et Hardenberg en novembre 1805, et à laquelle n'avait manqué que la signature [1]. Le 20 mars, ces documents furent connus à Paris. Napoléon s'emporta, comme s'il avait pu soupçonner que, la veille, Frédéric-Guillaume écrivait à Alexandre une lettre où il se livrait à la Russie et déclarait feinte et fallacieuse son alliance avec Napoléon. Le 21, une note parut au *Moniteur*, rappelant les terribles invectives du *XXXIVe Bulletin*. Hardenberg est accusé « d'avoir trahi sa conscience et son souverain pour servir l'Angleterre ». « Voilà M. de Hardenberg bien récompensé de s'être prostitué aux éternels ennemis du continent... Il ne peut pas y avoir en Europe un homme plus complètement déshonoré que M. de Hardenberg. » Sur cette sommation injurieuse, Frédéric-Guillaume se décida à ordonner, le 29 mars, la retraite ostensible et feinte de Hardenberg, décidée en réalité depuis le 19 : elle passa, en Prusse, pour un sacrifice à l'alliance française et elle en consacra l'humiliation dans le public. En même temps, on en ressentit les charges et le danger. Le 1er avril, la Prusse

[1] Voir t. VI, p. 499, et ci-dessus, p. 18.

ferma ses ports aux Anglais ; le 4, l'Angleterre mit l'embargo sur les navires prussiens; le 8, elle déclara le blocus de l'Ems, de Weser et de l'Elbe.

Le 21, le roi George, par un message, annonça la guerre maritime avec la Prusse; le 23, aux Communes, sauf Fox, qui garda la mesure, ce ne fut que mépris et pitié pour cette cour qui mêlait, disait-on, ce qu'il y a de plus honteux dans la sujétion à ce qu'il y a de plus odieux dans le brigandage. Le bruit court que Napoléon va la démembrer. Le fait est que Murat, à peine installé dans le grand-duché de Berg et Clèves, l'esprit déjà tout feudiste et plein de mouvances, réclame les abbayes d'Essen et Verden, qui sont à la Prusse, et préventivement les occupe, sauf à s'en expliquer après [1]. Le 5 avril, Napoléon reçoit Lucchesini qui lui présente ses lettres de créance près du roi d'Italie. Napoléon récrimine contre le mauvais esprit de la cour de Berlin, l'entourage de la reine, les commérages des femmes. « Les traités, dit-il, n'obligent qu'autant qu'ils sont exécutés de part et d'autre ; de simples mots ne prouvent rien. Il me faut un allié en Allemagne pour épargner 100,000 hommes de troupes de terre et employer l'argent qu'ils me coûtent à rétablir ma marine... Je peux à peine lire dans le cœur de ma femme ; je ne sais pas ce qui se passe dans le cœur des rois, et je dois m'en tenir à examiner la direction qu'ils donnent à leur politique et à l'opinion publique de leur nation et de leur armée... »

Voilà dans quelle crise Haugwitz, qui a quitté Paris le 30 mars, rentre à Berlin pour occuper son ministère de paravent. Retour piteux : tout le monde condamne sa condescendance envers Napoléon, réprouve son traité. On lui reproche et la guerre des Anglais, et la fermeture des fleuves, et les entreprises de Napoléon sur l'Allemagne, ces envahissements renouvelés de Louis XIV. La domination française s'étend en tache d'huile. Il faut céder, reculer, s'humilier partout, même devant Murat, grand-duc d'aventure. Tout cela

[1] Murat, grand-duc de Berg, 15 mars 1806. — Lucchesini, 9 avril.

pour le Hanovre! Et qui sait si Napoléon, pour avoir la paix, ne va pas céder cet électorat à l'Angleterre? On est, à Berlin, familier avec les déchirements et rétractations de traités, et, pour en avoir usé plus d'une fois, on redoute, de la part d'autrui, le retour du procédé.

Il se forme, autour de quelques hommes d'élite, du régénérateur futur, qui, dès lors, entre en scène, Stein, un parti patriotique, un parti de réformes et d'action; le roi ne le considère pas sans inquiétude ni quelque jalousie; la reine l'encourage sans l'aimer. Haugwitz se sent traité en suspect par ce monde, qui est tout le beau monde de Berlin. Relégué dans son propre ministère, considéré comme une sorte d'émissaire *in partibus* de Napoléon, il se voit réduit aux conférences « académiques » avec Laforest, aux confidences de Lombard; à la société compromise des Bavarois, des Wurtembergeois; aux hérétiques; aux suspects du parti français, chaque jour plus discrédité. Toute la faveur passe à Hardenberg. Ce diplomate devient le représentant du parti de l'honneur et de la guerre. Les événements lui prêtent ce rôle, le public le lui attribue; il le prend, il le garde; de ce geste de théâtre il se fait un caractère et, posé en victime, il passe héros.

Napoléon, cependant, ne parlait plus de retirer ses troupes d'Allemagne. Il n'évacuerait, disait-il, Braunau, en Autriche, et les pays de Franconie que lorsque la Russie aurait évacué Cattaro et que ce port lui aurait été remis[1]. Plus résolus que jamais à ne la point livrer, préoccupés d'ailleurs de certaines manœuvres de Napoléon du côté de la Pologne[2], de l'envoi de Sébastiani à Constantinople, des velléités d'action plus marquées de la France en Orient, les Russes reprirent le propos avec les Anglais sur un remaniement « total » de l'empire ottoman. Sans entrer, jusqu'au fond, dans le « plan

[1] *Aperçu des transactions. — Société d'histoire de Russie*, t. XXXI, p. 257. — Napoléon à Eugène, 17 mai; à Joseph, 27 mai 1806.

[2] A Fouché, 5 mars 1806. Faire des articles qui montrent « avec quelle verge de fer les Russes gouvernent la Pologne. Chaque maison est inondée de troupes; on a désarmé tous les citoyens, et les arrestations sont nombreuses ».

grandiose » du tsar, Fox déclare à Strogonof — successeur de S. Woronzof — que, le cas échéant, l'Angleterre trouverait ses convenances à Candie et occuperait Alexandrie. « Tout bon Anglais, répétait-il à l'imitation du roi George, doit être bon Russe, et tout bon Russe bon Anglais[1]. »

Il avait continué la correspondance de courtoisie avec Talleyrand. Le 26 mars, il lui écrivit : « L'Angleterre se trouve unie à la Russie par des liens si étroits qu'elle ne voudrait rien traiter que de concert avec l'empereur Alexandre... » Et, le 20 avril, après une réplique dilatoire de Talleyrand : « Veut-on traiter conjointement avec la Russie? Oui. Veut-on que nous traitions séparément? Non. » Napoléon céda. Mais en renouvelant l'expérience de Paris et de Lille, en 1796 et 1797, les Anglais étaient persuadés qu'ils n'arriveraient pas à la paix désirée par eux. « Amiens n'était point cette paix-là, écrit Malemsbury; c'était à peine une trêve armée ou une suspension des hostilités[2]. »

Tout de même, à Pétersbourg : « Un essai, dit une note russe, pour en venir à un accommodement, à un arrangement provisoire », afin de marcher de pair avec l'Angleterre, afin de gagner du temps, afin surtout de garder Cattaro[3]. La négociation fut confiée à M. d'Oubril, et Talleyrand en fut informé par une lettre du 12 mai 1806. Cet agent n'avait pas d'autre caractère ostensible que celui d'un commissaire pour des affaires de prisonniers. « L'objet principal qu'il s'agissait d'obtenir, c'était l'évacuation de la Dalmatie » et, en seconde ligne, une indemnité au roi de Naples. Oubril emportait des pouvoirs qui lui permettraient de signer « une transaction formelle », mais seulement *sub spe rati* et d'accord avec l'Angleterre. Toutefois il pourrait « se prêter à un arrangement séparé », si cet arrangement « présentait des avantages infiniment marquants pour la Russie », s'il acheminait la paix

[1] Rapports de Strogonof, février-mars 1806. — MARTENS, t. XI, p. 126.

[2] Talleyrand à Fox, 2 juin; Fox à Talleyrand, 14 juin 1806. — *Journal de Malmesbury*, été 1806.

[3] *Aperçu*, p. 258. — Notes de Czartoryski, 17 avril-2 mai 1806. — TRATCHEWSKY, t. III.

immédiate entre les trois puissances. Quant à ces « avantages infiniment marquants » qui décideraient la Russie à traiter séparément, c'étaient : « la tranquille possession de la Sicile par le roi de Naples; l'évacuation, en tout ou en partie, de la Dalmatie et l'établissement d'un ou de plusieurs États indépendants entre l'empire ottoman et l'Italie [1] ». A ces conditions seulement, Oubril consentirait « à souscrire à la reconnaissance du titre d'empereur que Bonaparte avait pris ». Oubril passait pour adroit « à se faufiler partout », capable de « voir très juste et avec tact », « bonne tête et bons sentiments [2] ». Il avait séjourné à Paris au temps de Markof; il connaissait les moyens secrets de cet ambassadeur, ses entrées souterraines au ministère de la guerre notamment [3]; peut-être une partie du secret des *amis* de d'Antraigues. S'il ne traitait pas, il renseignerait [4]. Cependant qu'Oubril négociait à Paris, Rasoumowsky, à Vienne, tirerait en longueur la remise de Cattaro [5]. Cette combinaison fut le testament politique d'Adam Czartoryski : le tsar ne l'écoutait plus. Czartoryski demanda son congé, l'obtint et fut remplacé aux affaires étrangères par Budberg, à la fin de juin 1806.

La négociation anglo-russe à Paris s'accommodait le mieux du monde avec la feinte entremise prussienne destinée à « assoupir les vues ultérieures de cet homme extraordinaire — Napoléon — en lui inspirant de la sécurité ». Le point, écrivait Frédéric-Guillaume à Alexandre, le 23 juin, est de « lui inspirer la persuasion que l'état des choses, tel qu'il se trouve actuellement, serait reconnu par toutes les puissances et mutuellement garanti. En attendant, on reprendrait haleine, on songerait... à un rapport bien intime, on rétablirait ses finances et ses moyens de défense, on consoliderait

[1] Cf. les notes de Czartoryski, ci-dessus, p. 39.

[2] Strogonof à Czartoryski, 22 décembre 1805; Czartoryski à Strogonof, 6 février 1806. Grand-duc Nicolas.

[3] « Les bureaux de la guerre, les spéculateurs dans les fonds, *mes amis*, les ennemis de Napoléon. » Lucchesini, 22 juillet 1806. Bailleu.

[4] Pingaud, 2e édition, p. 231, 281.

[5] *Mémoire de Czartoryski*, 29 juin 1806.

ses frontières, on aviserait à tous les moyens pour se mettre sur le pied le plus respectable .. Quant à moi, j'y ai songé sans relâche, j'ai tout préparé pour cela et je n'attends que le premier moment favorable pour mettre mes projets à exécution... ».

Alexandre pensait de même, et les déclarations qui constataient l'accord furent signées par le roi de Prusse le 1er juillet, par le tsar le 12 du même mois, telles qu'elles avaient été projetées en mars, sauf toutefois la garantie du Hanovre, que le tsar ne voulait point consentir; elle ne cadrait point en effet avec la négociation qu'il allait entamer à Paris, conjointement avec l'Angleterre. Si la guerre en devait sortir, comme on le supposait, Alexandre entendait se ménager les moyens d'obtenir de nouveaux subsides anglais[1].

Il n'est point jusqu'à l'Autriche qui, à peine remise de sa défaite, les signatures du traité de Presbourg à peine séchées, ne couve aussi, sournoisement, de nouveaux desseins de coalition. Les plans que Napoléon déjoua en 1808 et rompit en 1809 germent déjà en cet été de 1806. Metternich, qui va de plus en plus transformer ses ambassades en une sorte de ministère du dehors, avait rédigé, en janvier, un plan de triple alliance entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, une Confédération de l'Orient à opposer à la Confédération de l'Occident : l'occident de l'Europe serait « pour le moment » abandonné à Napoléon. On « l'assoupirait » assez pour attendre l'heure favorable et former une grande armée, dont la Prusse serait l'aile droite, l'Autriche le centre et l'aile gauche, la Russie la réserve, se rassemblant par échelons en Pologne, de façon à se porter rapidement où il faudrait. C'est dans ces dispositions que Metternich fut désigné pour l'ambassade de Paris, où Napoléon l'accepta, après avoir refusé Cobenzl[2]. « Napoléon, écrit Metternich, m'apparaissait comme la Révolution incarnée... Je ne crois pas qu'il ait eu une bonne inspiration en me faisant appeler à des fonctions qui me mettaient

[1] MARTENS, t. VI, p. 380, 384. — Voir ci-dessus, p. 42.
[2] Juin 1806. — *Mémoires*, t. I, p. 50; t. II, p. 101. — BEER, p. 217-232.

à même d'apprécier ses grandes qualités, mais en même temps d'apprendre à connaître ses défauts qui finirent par l'entraîner à sa perte;... de m'éclairer sur la manière dont parti de si bas il avait pu s'élever si haut. »

Napoléon, pour deviner les desseins des alliés, n'avait qu'à se mettre en leur place et à combiner contre lui-même. La paix qu'il rêvait encore lui présentait trop d'avantages pour qu'il ne la désirât point passionnément. Mais il connaissait assez l'Europe pour savoir que l'Europe ne la négocierait que par ruse de guerre et ne la conclurait que pour se procurer les moyens de la rompre. Il se mit donc en mesure de rendre aussi formidable que possible le *statu quo* dont il entendait exiger la reconnaissance et qui, seul, lui paraissait de nature à prévenir une coalition nouvelle ou, au moins, à la contenir. La paix ne sera imposée à l'Angleterre et garantie à la France que s'il transforme le continent en une machine immense d'investissement.

V

Le 30 mars, Napoléon annonce au Sénat, par un message, une série de décrets [1] : Venise incorporée au royaume d'Italie; Joseph roi de Naples, et, *in partibus*, de la Sicile; Murat, grand-duc de Berg et de Clèves; Élisa Bonaparte, mariée à l'Italien Bacciochi, princesse de Lucques, Massa et Carrara; Pauline, remariée à l'Italien Borghèse, duchesse de Guastalla. « La Hollande, écrit l'empereur à Talleyrand, est sans pouvoir exécutif; il lui en faut un : je lui donnerai le prince Louis... Il faut qu'avant vingt jours le prince Louis fasse son entrée dans Amsterdam [2]. » Ce sont les apanages de l'empire d'Occi-

[1] Décrets du 30 mars; sénatus-consulte du 14 août 1806, relatif à Guastalla, articles 5 et 6; majorats. — Frédéric MASSON, t. III, chap. XVII, *le Grand Empire*.

[2] A Talleyrand, 14 mars. — Sénatus-consulte élevant Louis au trône de Hollande, 5 juin 1806.

dent; suivront les grands fiefs : Neufchâtel érigé en principauté pour Berthier; Ponte-Corvo pour Bernadotte; Bénévent pour Talleyrand [1]. Napoléon réserve en Vénétie, dans l'Italie centrale, dans le royaume de Naples, des terres qu'il distribuera aux maréchaux et aux principaux serviteurs de l'empire dont il fera des ducs. Le tout formera le Grand Empire.

L'Allemagne en constitue une pièce essentielle, et comme le bouclier contre l'éternelle coalition, l'Autriche, la Prusse, la Russie, les trois copartageants de 1772, 1793, 1795, inévitablement alliés contre qui partage sans eux, surtout à leurs dépens. Le Conseil exécutif de 1792, le Comité de Salut public de l'an III [2], le Directoire avaient compté pour attacher les princes allemands à la France sur la confiscation des terres d'Église, les sécularisations : l'ouvrage est accompli depuis 1803. Napoléon le complétera. Il reste à leur livrer les cinquante et une villes libres et les territoires de la noblesse dite immédiate, celle qui ne relevait que de l'Empire et en portait le nombre des membres à 360, 1800 à 1900 avec leurs fiefs et dépendances : ils ne seront ni confisqués ni expropriés; ils passeront de l'état de seigneuries quasi souveraines à celui de simples sujets des princes dans le territoire desquels ils se trouvent enclavés [3].

Les départements français de la rive gauche du Rhin fourniront aux princes allemands de la rive droite le type d'un gouvernement supérieur, où le peuple, moins pressuré, se soumet plus aisément, où l'impôt rend davantage à mesure que la prospérité augmente. Le grand-duché de Berg montrera comment ce système de gouvernement peut s'appliquer sur la rive droite pour le plus grand avantage des princes : ce sera, avec la concentration des territoires, la centralisation monarchique, le despotisme intelligent, c'est-à-dire, pour les princes d'Allemagne, le gouvernement éclairé selon le modèle

[1] Bénévent et Ponte-Corvo, 5 juin 1806. — Cf. ci-après, p. 65.
[2] Voir t. IV, p. 298 et suiv., 358, 389 et suiv.
[3] Himly, t. I, 297, 305. Cf. *l'Europe et la Révolution*, t. I, p. 402.

du dix-huitième siècle [1]. Napoléon leur facilitera cette sorte de révolution, que Montgelas a déjà entamée en Bavière, et que tous auront intérêt à entreprendre, puisqu'elle les rendra plus puissants et plus riches.

« Je vais, disait Napoléon à Lucchesini, jouer le rôle que le cardinal de Richelieu avait assigné de son vivant à la France [2]. » Il s'en entretint à Mayence avec l'archevêque Dalberg et Talleyrand : c'était la suppression du Saint-Empire, la Prusse hors de l'Allemagne, la suprématie passant de l'Autriche à la France; l'Autriche reléguée en ses royaumes de Bohême et Hongrie, repoussée vers les Slaves et les Turcs. Depuis, il n'avait cessé d'en méditer, d'en écrire à Talleyrand, et ce ministre, avec ses « faiseurs » habituels, disposait la besogne qui promettait d'être presque aussi féconde en « courtages » que l'incomparable *recès* de 1803 [3]. L'avidité, dans les cours d'Europe, demeurait toujours en éveil et toujours inassouvie. Les combinaisons de Napoléon, d'ailleurs, flottaient dans l'air. Hardenberg en spéculait, au profit de la Prusse [4]. Les négociations se poursuivirent à Paris dans le plus grand secret : les arrangements furent arrêtés à la fin de juin; mais Napoléon ajourna la signature des traités, désirant mener à fin sa paix avec la Russie, avant de publier la nouvelle confédération de l'Allemagne [5].

Cette confédération, dite *Confédération du Rhin*, ne comprend qu'une partie de l'ancienne Allemagne, celle qui confine à l'empire français : elle exclut, outre l'Autriche et la Prusse, le Hanovre, l'Électorat de Cassel, le Brunswick, la Saxe électorale, les cinq duchés de Saxe, l'Électorat de

[1] Voir t. I, p. 114 et suiv., 437.
[2] Voir Fagniez, *le Père Joseph et Richelieu.*
[3] Voir ci-dessus, p. 31, la note du 30 janvier; notes à Talleyrand, 21 avril, 31 mai 1806. — *Corr. in.*, t VII, p. 361. — Fournier, t. II, p. 111. — Talleyrand, *Mémoires*, t. I, p. 304. — Rapport à l'empereur, 10 mai 1806.
[4] Voir ci-dessus, p. 21.
[5] De Clercq, t. II, p. 171. — Oncken, t. II, p. 244. — Treitschke, t. I, p. 230. — Haüsser, t. I, p. 657. — Fournier, t. II, p. 113. — Himly, t. I, p. 328. — Lefebvre, t. II, chap. xix. — Rambaud, *Napoléon Ier et l'Allemagne*, chap. i.

Würzbourg, Salzbourg et quelques principautés [1]. Napoléon réserve ces territoires à d'autres transactions. Dans la Confédération. seize États : deux rois, Bavière et Wurtemberg; le prince primat, Dalberg, qui règne à Francfort-sur-le-Mein; trois grands-ducs : Bade, Darmstadt, Berg, formant le « Collège des rois », et dix principautés qui ont échappé à la médiatisation : deux Nassau, deux Hohenzollern, deux Salm-Salm, le prince d'Isenbourg, le duc d'Arenberg, les princes de Lichtenstein et de Leyen, formant le « Collège des princes ». La Diète fédérale se tient à Francfort. Les membres de la Confédération sont investis de la pleine souveraineté, sauf à l'égard de la France. Napoléon se déclare *Protecteur de la Confédération du Rhin;* les princes confédérés sont ses alliés et lui fournissent un contingent de 63,000 hommes. Sauf leurs devoirs d'alliés, ils gouvernent leurs États selon leur bon plair. Napoléon ne s'en mêle point. « La considération, écrivait-il à Murat, se base, en Allemagne, parmi les princes, sur le nombre de bonnes troupes qu'ils peuvent fournir [2]. »

Voilà l'empire et ses dépendances poussés à l'Elbe, à l'Adriatique, aux extrémités de l'Italie : la Turquie devient un élément de la politique française, comme l'était naguère l'Allemagne; comme l'était, avant 1795, la Pologne pour l'Autriche, la Prusse et la Russie. Napoléon fait occuper Raguse [3], envoie Reinhard en mission dans les principautés et ranime les négociations avec la Porte. Sébastiani, qui connaît ce théâtre, fera sentir aux Turcs les conséquences d'Austerlitz [4]. « Le but de ma politique est de faire une triple alliance de moi, de la Porte et de la Perse, dirigée indirectement contre la Russie... L'étude constante de mon ambassadeur doit être de jeter de la défiance sur la Russie... Le but de toutes

[1] Les trois ducs d'Anhalt, les deux princes de Schwarzbourg, Waldeck, les deux Lippe, les deux Reuss, les deux Meklembourg, l'Oldenbourg.

[2] A Murat, 15 août 1806.

[3] A Eugène, 6 mai 1806. — Pisani, *la Dalmatie de* 1789 *à* 1815, p. 145 et suivantes.

[4] Instructions à Sébastiani, 9 juin; à Talleyrand, 11, 29 juin; à Sélim, 20 juin 1806. — Driault, *la Politique orientale de Napoléon Ier*, ch. i.

ces négociations doit être la fermeture du Bosphore aux Russes... Je ne veux point partager l'empire de Constantinople, voulût-on m'en offrir les trois quarts... » Il ne soutiendra pas les populations chrétiennes insurgées. Il prendra, sur cet article, le contre-pied de la politique russe. Il s'entendra avec Ali, pacha de Janina. « Il faut s'étudier à dompter les Serviens et à contenir les Grecs... » — « Une fois maître des bouches de Cattaro, écrit-il à Eugène le 28 juin, mon intention est de m'emparer des Monténégrins. L'importance que j'attache à avoir une contenance respectable en Albanie a moins pour objet le pays que de donner aux Turcs et à tout le continent une haute idée de ce que je puis... » Sébastiani, qui pratiquait volontiers la diplomatie par indiscrétions, confiait, quelques semaines avant, à Lucchesini un entretien qu'il venait d'avoir avec l'empereur : « La conclusion de cet entretien a été qu'il faudrait tirer une barrière de la mer Noire à la Baltique, derrière laquelle on devrait refouler les Russes débordés en Pologne et que les Français, d'accord avec les Prussiens et de concert avec les Turcs, y parviendraient aisément [1]. »

La Méditerranée lac français, la France étendue au Rhin, la suprématie de l'Allemagne, ce sont les desseins magnifiques de l'ancienne monarchie; les conventionnels y voyaient la splendeur de la République. Ils sont accomplis; mais pour y réduire l'Angleterre, il n'est que deux moyens, discernés dès 1795 : l'invasion, tentée vainement en 1796, 1797, 1803, ou l'exclusion du continent, le blocus. Napoléon s'y voit ramené par la force des choses, et comme il se trouvait, en 1792, des publicistes pour recommander la concentration de l'Allemagne, il s'en trouve, en 1806, pour souffler à l'empereur le blocus continental [2]. « Le gouvernement anglais, écrit l'un

[1] C'est l'ancienne *barrière* de la Pologne, qui était une des pièces de l'ancien système français. Voir t. I, p. 502.

[2] « Exclure les Anglais du continent et le leur fermer... depuis Gibraltar jusqu'au Texel. » Le Comité à Barthélemy, 27 août, 4 septembre 1795. T. IV, p. 389.

d'eux [1], se trouve dans une situation éminemment critique; il conserve bien encore une force navale formidable, mais l'affaiblissement de cette force est inévitable... si sa richesse commerciale continue à être menacée, poursuivie, atteinte dans les débouchés les plus importants; ses finances et son crédit public s'altèrent. » — « L'Angleterre est perdue si on parvient à combattre et à réduire sa puissance territoriale en Asie, si on réussit à établir en Europe l'interdiction de ses marchandises, si on peut fermer ses débouchés et si on prend les mesures nécessaires pour affaiblir sa puissance navale... C'est par le commerce qu'il faut attaquer l'Angleterre... Détruire le commerce britannique, c'est frapper l'Angleterre au cœur; c'est l'attaquer en même temps dans ses alliances et ses intrigues continentales [2]. »

Ainsi le Grand Empire, comme la plus grande République du Directoire, dérive de cette nécessité de contraindre l'Angleterre à la paix française. Napoléon l'entoure de rois de son sang, créés et investis par lui, comme le Directoire s'entourait de Républiques suscitées par la République française, et à son image. Le *système continental* s'annonce sous le Directoire, masqué de propagande républicaine; il se réalise, sous l'Empire, doublé de *pactes de famille.* L'esprit de clan, si impérieux chez Napoléon, se confond ainsi dans la conception du *Grand Empire* et du *blocus de l'Angleterre.* Aussi peu cosmopolite, d'ailleurs, que le Comité de Salut public de l'an III et que le Directoire, Napoléon considère le Grand Empire comme les Directeurs considéraient la Grande Nation, qu'il concentre en lui et représente. Il n'existe pas plus à ses yeux de rois contre le Grand Empire qu'il n'existait aux yeux de ses prédécesseurs de Nations contre la Grande Nation. Il entend, à l'étranger, le mot *national* comme le Directoire entendait le mot *patriote*, de l'homme qui est un citoyen raisonnable, serviteur de la

[1] Mémoire de Montgaillard du 25 juillet 1805-26 février 1806. — Clément de La Croix, *op. cit.*, p. 56 et suiv., 161 et suiv.

[2] Cf. t. III, p. 278, 476; t. IV, p. 359, 388-9, 464; t. V, p. 283, 339. — *Rapport de Talleyrand*, 10 juillet 1798, Pallain.

Grande Nation, de la patrie supérieure, la France : « Le parti *patriote* est celui qui a toujours montré le plus d'énergie pour la France et pour le trône. » — « L'esprit national... » est « une soumission d'attachement raisonnée et d'intérêt [1] ». Les peuples n'ont pas d'autre droit que d'être gouvernés, mais de ce gouvernement ils ne sont pas juges. « Je trouve ridicule que vous m'opposiez l'opinion du peuple de Westphalie ; que fait l'opinion des paysans aux questions politiques ? » — « Si vous écoutez l'opinion du peuple, qui ne sait ce qu'il veut... vous ne ferez rien du tout [2]. » Si le peuple se refuse à son propre bonheur, décrété par le maître [3], ou à sa propre volonté déclarée en son nom par le souverain, le peuple est anarchiste, il est coupable, et les châtiments sont à la fois le premier devoir du prince et le premier chapitre du gouvernement. « Traitez bien vos peuples, car les souverains ne sont faits que pour leur bonheur. » Mais se faire aimer, c'est se faire craindre. « Il faut être roi et parler en roi. » La confiance se commande par autorité et ne se gagne point par amour. « La première chose à faire est de se procurer de l'argent et de faire des exemples sévères des assassins. Dans un pays conquis, la bonté n'est pas de l'humanité [4]. » — « Ce n'est pas en cajolant les peuples qu'on les gagne. » Enfin, se méfier de tout et de tout le monde : « Que ceux qui viennent vous réveiller pendant la nuit pour vous remettre les dépêches soient Français. Personne ne doit jamais entrer chez vous la nuit que votre aide de camp, qui doit coucher dans la pièce qui précède votre chambre à coucher ; votre porte doit être fermée en dedans, et vous ne devez ouvrir à votre aide de camp que lorsque vous avez bien reconnu sa voix, et lui-même ne doit frapper à votre porte qu'après avoir eu le soin de fermer la porte de la chambre où il se trouve, de manière à être sûr qu'il y est seul et que personne ne peut le suivre...

[1] A Eugène, 30 juillet ; à Joseph, 2 juin 1806.
[2] A Murat, 10 avril ; à Joseph, 30 juillet 1806.
[3] Cf. t. III, p. 201, 237.
[4] A Joseph, 8, 21 mars ; 31 mai, 3 juin, 3 juillet, 1er août ; à Stéphanie de Bade, 13 juillet ; à Murat, 30 juillet 1806. — Cf. t. VI, p. 436-437.

Ces précautions peuvent vous sauver la vie. » C'est son *Traité du prince* qu'il développe ainsi dans ses mandements à Joseph, à Murat, à Eugène, en ces débuts de leur règne : il l'écrit en homme qui a vécu sous la Terreur; gouverné, en Italie, au milieu des insurrections; en France, au milieu des complots, et médité sérieusement sur la mort de Paul Iᵉʳ.

Mais plus encore qu'il ne se trompe sur les peuples, il se trompe sur les rois qu'il leur donne, et davantage si c'est possible, sur sa propre faiblesse envers ces rois de sa plume et de son sang. Il n'eût pas suffi, pour expliquer les mécomptes du Grand Empire, de l'insubordination des Bonaparte, de leur foi impertinente en une sorte de prédestination monarchique de leur personne, si Napoléon, si le frère n'eût été, par tempérament, un donateur prodigieux et inépuisable. Cet homme né pour l'empire, qui entra de plain-pied dans la souveraineté et se trouva, sans effort, non seulement l'égal mais le supérieur, et sous tous les rapports, des rois et des empereurs vaincus par lui, demeura toujours, dans sa famille, un parvenu et un cadet. Là, il ne fut jamais empereur que pour donner. Il ne parvint jamais à se faire obéir ni respecter. Il garda pour les siens cette étrange complaisance qu'il étendit à tous ceux qui l'avaient aidé dans les temps difficiles, servi dans les années de crise. Ce guerrier, cet autocrate, violent, généreux, débonnaire, fut, de tous les maîtres et meneurs d'hommes, le plus notablement trompé et trahi par ses femmes, par ses frères, par ses sœurs, par ses ministres, par ses lieutenants, par ses serviteurs.

D'ailleurs, la tâche qu'il leur impose est contradictoire : rois nationaux à l'égard de leurs peuples, lieutenants de l'empire français au dehors à l'égard de l'empereur[1]. Il leur arrive, et dès les commencements, ce qui advint aux gouvernements républicains établis par le Directoire. Ce sont les mêmes doléances de leur part, les mêmes injonctions de la

[1] « Vous êtes Français, vos enfants le seront; tout autre sentiment serait si déshonorant que je vous prie de ne jamais m'en parler. » A Murat, 30 juillet 1806.

part de l'empereur, les mêmes conflits irréductibles. Ajoutez le caractère des hommes. Joseph reste sur le trône de Naples ce qu'il était à Paris et à Mortefontaine : un opposant à la politique de l'empire, un candidat à la succession de l'empereur. Sa correspondance avec Napoléon prend, dès mars 1806, le ton qu'elle gardera jusqu'en 1813, et cet apprentissage royal contient, en raccourci, l'histoire des deux règnes de Joseph, à Naples et à Madrid.

Rœderer qui vient congratuler Joseph, au nom du Sénat et de la part de l'empereur, invoque Charlemagne, Louis XII, Louis XIV; il peint, en Joseph, le prince désiré par les modérés de France [1]. Il le loue, moins en roi de Naples qu'en héritier présomptif à Paris : « sa modération, en particulier; cette douceur fière, compagne naturelle de la vraie dignité » qui assureront à son règne « cette obéissance passionnée, si préférable à la soumission aveugle et muette ». Puis il exprime les regrets du Sénat : « C'en est donc fait, il est perdu pour nous! » se disaient tristement les sénateurs à l'audition du décret du 20 mars. Joseph les console : « Mes nouveaux devoirs me laissent mes anciennes obligations. » En attendant il est tout à *ses* peuples, « passionnés pour la régénération de leur pays ». — « Je trouve dans les Napolitains les sentiments que notre empereur a trouvés en France. » Mais le crédit est nul, l'argent se cache; les impôts sont impopulaires, le fisc odieux. Si Joseph gouverne, il désaffectionne ses sujets; s'il perçoit, il les révolte; s'il les arme, ils tirent sur lui. Les insurrections, fomentées par les Bourbons, sévissent dans la montagne : royalisme et brigandage, la tête de Joseph mise à prix, Fra Diavolo fait duc. Les colonnes mobiles pendent, fusillent, brûlent pour n'être pas torturées et tuées. On ne paie pas le soldat, il pille. Les généraux agissent comme en pays conquis [2]. Si Joseph et ses ministres français, Mathieu Dumas, Miot, Rœderer, essaient de gouverner à la française,

[1] Rœderer, t. III, p. 523-525. — Cf. *id*. 511 et suiv., rapport sur l'hérédité.

[2] « Tenez la main à ce que les généraux ne volent pas. » Napoléon à Joseph, 2 mars; à Dejean, 1er avril, 3 juin 1806. — Miot.

cette méthode exigeante, mais bienfaisante, acceptée par une nation dressée au gouvernement centralisé, importune le peuple insouciant des lazzaroni, les nobles habitués aux abus dont ils profitent, les populations anarchistes et fanatiques des campagnes. Une grande insurrection populaire autour d'une ville en fête, c'est encore, comme au temps de Championnet, le spectacle que donne ce royaume naissant. Ajoutez les bandes de Français, émigrés rentrés et faméliques, militaires ou fonctionnaires déclassés qui s'abattent sur ce pays, cherchant héritières, fortune, emplois. Au bout de très peu de temps ces étrangers, les uns parce qu'ils font rudement leur besogne de conquérants; les autres, les intrus, parce qu'ils accourent à la curée; tous, parce qu'ils dépouillent, usurpent, commandent et vivent sur le pays, deviennent odieux. Joseph crie misère, appelle à l'aide; réclame des millions, des gendarmes, des soldats. « Je ne réussirais pas, dans ce moment, à envoyer en France un régiment napolitain; ils déserteraient tous. » — « Les branches principales de mes revenus sont sans vie; les douanes ne rendent presque rien... Le blocus rend la vente des blés et des laines très difficile... Je n'ai pas aujourd'hui plus de 30,000 hommes en état de marcher. » Tout manque pour l'expédition de Sicile, les hommes, les bateaux, l'argent[1]. Ainsi ce royaume tributaire, loin de payer tribut, sollicite des subsides; cet allié, loin de fournir des auxiliaires, demande des secours.

Napoléon, comme il fera jusqu'à la fin, refuse de croire aux faits qui dérangent ses calculs. « Je ne puis vous envoyer aucun renfort. Je ne puis engager toutes mes troupes à Naples. Je n'ai que très peu de troupes en Italie... Vous avez le fonds de 60,000 hommes... Vous avez une armée immense[2]. » Naples est une mine d'or : « Qu'on la pressure avec art, elle rendra une centaine de millions. » Et que surtout Joseph ne se pipe point aux acclamations des peuples, aux génuflexions des nobles : « Les sentiments qui vous naissent à votre entrée

[1] Joseph à Napoléon, 8, 30 mai 1806.
[2] A Joseph, 3, 6, 7 juin 1806.

à Naples, naissent toujours à la première entrée en pays conquis... » — « C'est ainsi que se présentent tous les peuples conquis, déguisant leurs sentiments et leurs mœurs et se prosternant avec respect devant qui tient leurs biens et leurs vies dans les mains [1]. » Naples peut et doit héberger 40,000 Français, les refaire, les remonter, les entretenir dans l'abondance. « Attendez-vous à une insurrection et préparez-vous, en la réprimant, à donner des exemples. L'occasion sera bonne. Gouvernez ! supprimez l'ancien régime, ses privilèges, ses abus ; organisez le fisc à la française ; faites rendre gorge aux voleurs, aux concussionnaires... Enfin, et avant tout, confisquez les marchandises anglaises, délogez les Anglais de la Sicile ! » Naples est un poste avancé contre l'Angleterre, une station vers l'Orient, une des clefs de la Méditerranée, et voilà toute la raison d'être de Joseph sur ce trône et de ce trône dans l'empire !

C'est ce dont Joseph est le plus incapable. Il rêve de gagner *son* peuple, de rallier les nobles, de se faire une cour, de régénérer la nation, d'en devenir l'idole ; de donner à l'Italie, et surtout à la France, l'exemple d'un prince éclairé, bienfaisant, pacifique, modérateur, réformateur, tel naguère, en Toscane, le grand-duc Léopold [2]. Il n'en aura jamais le temps. En juillet, 6,000 Anglais et 3,000 Bourbonniens débarquent en Calabre, 4,000 insurgés les rejoignent. C'est la Sicile qui envahit le continent, et le Bourbon qui menace d'expulser le Bonaparte. Reynier recule. L'armée française, qui soutient tout, se décourage. Sur 45,000 hommes, on compte 14,000 malades, et pour commander cette troupe décimée il faut deux maréchaux, dix généraux de division, dix-sept généraux de brigade ! Ségur, envoyé en mission près de Joseph, revient à Paris, rapportant les lamentations du roi, celles des généraux. Napoléon récrimine, tempête : « Ils ne savent donc plus la guerre ?... Des révoltes ! Qu'est-ce que des révoltes de paysans contre des colonnes mobiles et de la décision ? Avec

[1] A Joseph, 28 février ; 2, 3, 6, 20 mars ; 11, 21, 22 avril 1806 ; 14 mai 1806.
[2] Voir t. I, p. 114, 290.

quelques exécutions, ils n'y reviennent plus. Ne vous en ai-je pas donné l'exemple? A-t-on oublié Jaffa?... J'ai fait fusiller là, tout à la fois, plus de trois mille hommes! Cela est affreux, mais sans cela mon armée était perdue... Les Napolitains, c'est comme les Corses, il faut, pour les dompter, une volonté de fer et de feu! Sans quoi mon frère périra, ou sera chassé de son royaume. » Les lettres fulminantes partent, courrier sur courrier, le 31 juillet, le 5, le 9, le 17 août : « Je désirerais bien que la canaille de Naples se révoltât... A tout peuple conquis il faut une révolte... Tant que vous n'en aurez pas fait un exemple vous n'en serez pas maître. Je regarderais une révolte à Naples comme un père de famille voit une petite vérole à ses enfants. » — « Puisque la Calabre s'est révoltée, pourquoi ne prendriez-vous pas la moitié des propriétés de ce pays pour distribuer à l'armée? » Ainsi naguère le milliard promis aux soldats de la République. Spoliations, exécutions, confiscations, c'est le programme et le vocabulaire de la Terreur. Napoléon oublie qu'à traiter ces pays à la vendéenne il risque d'y susciter une autre Vendée.

La tâche confiée à Louis, en Hollande, est plus difficile encore que celle de Joseph. La Hollande est un poste de douane contre l'Angleterre : pour accomplir sa mission Louis est contraint de refouler, de renverser toute l'histoire de son peuple, toutes ses traditions, tous ses intérêts. C'est une royauté contre nature. La Convention a posé cette politique par la conquête; le Directoire l'a continuée à coups de révolutions [1]. Le 24 mai, les députés bataves appelés à Paris signent un traité qui constitue leur république en royaume : Louis Bonaparte est roi, avec une liste civile de 1,500,000 florins. des domaines rapportant 500,000 florins, un douaire de 250,000 florins pour la reine. D'ailleurs, ce royaume reste à la discrétion de l'empire français, comme la République batave l'était à l'égard de la République française. Le 5 juin, Napoléon, dans un message au Sénat, définit le caractère de cette

[1] Voir *les Précédents de la Convention et du Directoire*, t. IV, p. 241, 313, 332; t. V, p. 35, 225, 313.

monarchie, intermédiaire entre la conquête de 1795 et l'annexion de 1810 : « Située à l'embouchure de grandes rivières qui arrosent une partie considérable de notre territoire, la Hollande est un prolongement des limites naturelles. Elle est nécessaire au commerce français, à la défense de l'empire. Enfin, elle est le premier intérêt de la France. » La Hollande, déclare-t-il aux Bataves, n'existe que par la France ; elle ne doit exister que pour elle. Et à Louis : « Qu'elle vous doive des rois qui protègent ses libertés, ses lois et sa religion ; mais ne cessez jamais d'être Français. »

Louis Bonaparte sera, sur le trône, un hypocondriaque du pouvoir, comme il l'a été de l'amour dans son ménage, de son corps dans toute sa vie[1] : sa modestie apparente, sa sauvagerie affectée cachent « un amour-propre inquiet, jaloux, souffrant comme sa personne » ; amour-propre d'homme de lettres manqué, de César collatéral que rongent son génie méconnu, son orgueil aigri jusqu'à la manie des persécutions. Son fonds d'honnêteté, de bonté naturelle ; son sentiment du devoir, quand le soupçon ne le trouble point, fortifient chez lui cette prévention personnelle : régner pour lui-même, par lui-même, sera régner pour *son* peuple, par son peuple. Il se fera une vertu de sa vanité. Il était dans le caractère de son personnage de jouer le sacrifié, motif à se plaindre sans cesse et à sans cesse réclamer. Il accepte, par contrainte, ce que les Hollandais sont contraints de lui offrir, et il se forme spontanément entre eux comme un lien d'hostilité commune contre le maître, l'empereur, qui les rapproche et, pour un moment, les réunit.

Ce faux modeste monte sa cour sur un pied fastueux. Les Bonaparte sont comme tourmentés, de naissance, par la nostalgie du chambellan, de l'écuyer, de la livrée. Louis fait, le 23 juin, à La Haye, une entrée de gala. Il congédie l'escorte française aux portes de la ville. Il harangue du haut de son trône leurs Hautes Puissances : c'est Louis XVI au milieu

[1] Frédéric Masson, t. I, p. 365 ; t. II, p. 354, 431.

des notables, c'est le Posa de Schiller couronné. « J'ai accepté ce trône où je monte, par la conviction que c'était le vœu de la nation entière... J'ai mesuré sans crainte toute la profondeur des maux de la nation. » L'espoir de rendre la Hollande heureuse « a étouffé les sentiments qui avaient été jusque-là le but et le bonheur de sa vie ». Le nom de la France n'est même pas prononcé dans cette harangue. Le voilà donc tout Hollandais, et, à ce titre, son premier soin est de protester contre les exigences de l'alliance française. Le conflit commence dès le jour de son avènement. Il a lu son budget : 35 millions de florins en revenus, 78 millions en dépenses; le service de la dette absorbe, à soi seul, toutes les recettes de l'État. C'est le déficit progressif pour loi financière et les finances bataves ne sont que la banqueroute masquée. L'extrême limite des impôts est atteinte, la limite où le contribuable ne paye plus. « Les arsenaux et magasins de la marine sont vides. — Ce pays-ci a été ruiné depuis quinze ans sans aucune retenue. » Louis est forcé « de désarmer la moitié des vaisseaux, d'arrêter les constructions, de réduire les troupes de terre, ce qui va porter la désolation partout ». Il demande un allégement aux charges de l'occupation; encore faudra-t-il des subsides : « Je supplie Votre Majesté de lire les notes ci-jointes; elle se persuadera de l'état affreux où ce pays se trouve. Si Votre Majesté ne vient à mon secours, j'ignore comment on pourra faire [1]. »

C'est le refrain douloureux de toutes les lettres de Batavie, depuis onze ans. Louis reprend les choses au point où Cochon de Lapparent les avait vues et loyalement décrites en 1795 [2]. Napoléon répond et recommence les dépêches du Comité, de Sieyès et de Reubell : « Vous m'écrivez tous les jours pour me chanter misère. Je ne suis pas chargé de payer les dettes de la Hollande et j'en serais chargé que je n'en ai pas le moyen. » Louis menace de désarmer la flotte : soit; la France signera la paix sans restituer à la Hollande ses colonies ! Napo-

[1] Louis à Napoléon, 24, 27 juin; 1, 7, 15 juillet 1806. ROLQUAIN.
[2] Voir t. IV, p. 237.

léon exige des levées, la conscription, une armée de 30,000 hommes. Si les Hollandais ne veulent pas servir, qu'ils payent. Ils sont riches et cachent leur argent. Louis peut enrôler des Suisses : c'est ce qu'il y a de mieux sur le continent; au besoin, quelques régiments badois, wurtembergeois, hessois [1].

Il n'est point jusqu'à Murat qui, intronisé en Allemagne, ne se sente pris de la fièvre germanique, la fièvre d'arrondissement, et ne veuille aussi régner à sa guise, tout prêt, par grâce d'État, à en user avec l'empire français comme les princes dont il occupe les territoires en usaient avec le Saint-Empire [2]. Il se fait dresser des armoiries; se compose un drapeau, une cocarde, une livrée; nomme des ministres, rassemble une cour et commence à se plaindre. Nous sommes réduits « au petit lot », écrit Caroline; jetés en « sentinelle perdue ». A peine arrivé, le voilà en conflit avec la Prusse pour des questions de limites et de suzerainetés. Il occupe les territoires litigieux et se nantit des abbayes d'Essen et de Verden, et c'est un procès ouvert avec la Prusse. « C'est une véritable folie, lui écrit Napoléon... Ce serait vous qui insulteriez la Prusse, et cela est très contraire à mes intentions... Je veux m'entendre à l'amiable avec elle... Votre rôle est d'être conciliant, très conciliant avec les Prussiens... Vous êtes d'une précipitation désespérante. Vous ne savez pas ce que je fais. Restez donc tranquille [3]. » Et à Louis : « Le prince Murat, qui n'en veut faire qu'à sa tête, ne fait que des bêtises. » — Qui t'a fait roi? C'est l'éternelle réponse à l'éternelle antienne de leurs réclamations. Comme si prenant le titre de roi ils s'étaient, du coup, imprégnés de la prodigieuse niaiserie des dynasties qui s'éteignent, ils se croient, puérilement, appelés par la Providence à gouverner les hommes : la Révolution ne s'est faite que pour les conduire là, l'Europe n'a été conquise que pour

[1] Napoléon à Louis, 11 et 21 juillet; 1, 4, 5, 8, 13 août 1806.

[2] Frédéric Masson, t. III, ch. xviii, *Caroline*. — Cf. ci-dessus, p. 45.

[3] Rapports de Lucchesini; notes de Talleyrand, 13, 14 juin 1806. — Napoléon à Murat, 2 août 1806. — Napoléon à Louis, 15 septembre 1806.

leur payer des listes civiles, leur découper des principautés et des royaumes. Napoléon les appelle au service et leur confie les *Marches de l'Empire;* ils ne veulent servir qu'eux-mêmes et ne voient dans les *Marches* que des auberges joyeuses et somptueuses, des théâtres à secouer son panache, pour Murat; à distiller son hypocondrie et à la dissoudre en humanité, pour Louis; à déployer ses vertus de philanthropie et étaler sa modestie de roi philosophe, couronné malgré lui, pour Joseph.

Avec le Pape, dont Napoléon voudrait faire le grand aumônier de l'empire, mais aussi le premier des fonctionnaires, préposé aux consciences et auxiliaire auguste de la police, gouvernant le clergé, soumettant les peuples, prêchant à tous obéissance à l'empereur, les conflits vont s'aggravant. Napoléon exige la guerre aux Anglais, la guerre et le blocus. « Ce n'est pas notre volonté, répond le Pape; c'est celle de Dieu qui nous prescrit le devoir de la paix entre tous, sans distinction [1]. » Pie VII refuse de reconnaître en Napoléon « l'empereur de Rome ». Ajoutez les difficultés traditionnelles pour la reconnaissance du nouveau régime à Naples. Pie VII ne se montre pas plus exigeant que ses prédécesseurs lors des changements de dynastie; mais il réclame, comme eux, la garantie de ses droits de suzeraineté sur Bénévent et Ponte-Corvo [2]. Napoléon dicte, le 16 mai, une note à remettre au nonce, Caprara : « Le soussigné est chargé de demander la reconnaissance pure et simple du royaume de Naples. A défaut de cette reconnaissance, Sa Majesté ne reconnaîtra plus le Pape comme prince temporel, mais seulement comme chef spirituel... » Il profite de l'occasion pour occuper Civita, puis Bénévent et Ponte-Corvo qu'il emploie en munificences [3]. Consalvi se retire; Alquier remplace Fesch; Napoléon lui mande, le 19 juin : « Comme prince temporel, le Pape fait partie de ma Confédération, qu'il le veuille ou non. S'il fait

[1] Lettre du 21 mars 1806.
[2] Note de Consalvi, 26 avril 1806. — Cf. t. I, p. 388.
[3] A Joseph, 5 juin; au Sénat, 5 juin 1806. Cf. ci-dessus, p. 51.

des arrangements avec moi, je lui laisserai la souveraineté de ses États actuels; s'il n'en fait pas, je m'emparerai de toutes ses côtes... Pour la partie spirituelle, si l'on n'aplanit point les difficultés qui existent à l'occasion du royaume d'Italie, j'établirai dans ce royaume le Concordat français; notre religion étant toute vraie et non de convention, tout ce qui peut sauver en France sauve en Italie... » Et à Caprara[1] : « Si dans le délai le plus court je ne reçois pas la déclaration que je demande — la fermeture des ports aux Anglais — je ferai occuper tout le reste de l'État pontifical; je ferai apposer les aigles sur les portes de chacune de ses villes, de chacun de ses domaines, et je partagerai la totalité des provinces possédées par le Pape, comme j'ai fait pour Bénévent et Ponte-Corvo, en autant de duchés et de principautés que je donnerai à qui me plaira... Mon parti est pris. »

Tel est, au moment où Napoléon le dresse devant l'Europe, cet épouvantail du Grand Empire. Au lieu de former à la France les pièces formidables d'une armure, ce Grand Empire la disperse, l'écartelle, la saigne aux quatre membres, et, loin de la protéger, de peupler ses armées, d'alimenter son trésor, il exige, au contraire, des armées de secours et des convois de subsides. Rien n'est assis, rien n'est fixé, tout branle, comme sur une tour en tremblement; rien ne se soutient, rien ne marche que par l'impulsion de l'empereur, l'argent et les troupes de France. D'où la hâte de Napoléon de frapper ce coup de prestige et de fixer l'histoire par un traité de paix. Et après avoir surpris la paix de l'Europe par l'aspect menaçant de ce simulacre d'empire, il transformera, grâce à la paix, le simulacre en réalité.

[1] Rapport de Caprara, 3 juillet 1806.

VI

Entre Fox et Talleyrand la procédure menaçait de s'éterniser. Fox ne démordait pas d'une négociation commune avec la Russie et Talleyrand d'une négociation séparée. L'essentiel, aux yeux de Napoléon, était d'engager les Anglais isolément et de leur mettre la main dans l'engrenage avant l'arrivée des Russes. Talleyrand trouva l'homme qu'il lui fallait pour cette opération assez scabreuse. Il y avait alors, en France, parmi les Anglais internés lors de la rupture de la paix, un seigneur de haute marque et de réputation mêlée, lord Seymour, comte de Yarmouth. Grand buveur, grand joueur, grand ami de Montrond en compagnie de qui il se débauchait volontiers, ce lord possédait, disait-on, ses entrées dans tous les mondes, surtout dans le militaire, passant de sa personne pour l'amant heureux de la belle Mme Visconti, maîtresse attitrée de Berthier ministre de la guerre, et marié lui-même à une femme qui passait pour la favorite de Junot, gouverneur de Paris. Au commencement de juin, Talleyrand manda cet Anglais chez lui et lui offrit des sauf-conduits pour Londres s'il se chargeait de faire connaître à son gouvernement les conditions auxquelles l'empereur serait disposé à conclure la paix. Talleyrand la désirait, il se figurait que Fox la désirait aussi et qu'ils s'entendraient aisément; il se flatta que, la négociation une fois amorcée, Napoléon, embarrassé de la rompre, se laisserait engager aux concessions. Pour amorcer la négociation, il laissa entrevoir, par d'adroites équivoques, la paix infiniment plus facile qu'elle ne l'était en réalité.

Yarmouth le prit d'abord avec toute l'arrogance d'un Anglais de race, même le plus borné du monde[1] : « Il lui

[1] Correspondance de Yarmouth avec Fox. HANSARD. — LEFEBVRE, t, II, chap. XIX. — THIERS, t. VI, p. 447 et suiv. — Correspondance d'Oubril. TRAT-

serait impossible d'accepter la commission, si honorable qu'elle fût pour lui, si le gouvernement français ne s'expliquait d'abord sur les possessions germaniques du roi d'Angleterre. En sa qualité de pair, il voterait contre tout traité qui stipulerait la restitution du Hanovre à titre de compensation. » Talleyrand ne s'en embarrassa point : le Hanovre n'était garanti qu'à la Prusse et n'était garanti que par un traité! « La restitution pure et simple du Hanovre ne ferait point de difficulté », dit-il. Ce détroit franchi, ils arrivèrent à Malte où la passe semblait plus difficile. L'empereur, dit Talleyrand, pour donner un témoignage éclatant de ses sentiments consentirait à ce que l'Angleterre restât en possession de Malte. Encouragé de la sorte, lord Yarmouth parla de la Sicile : « Vous l'avez, répondit Talleyrand, nous ne vous la demandons pas. » Après cette réplique ambiguë Talleyrand réclama la reconnaissance des royaumes et principautés attribués à la famille impériale; Yarmouth répliqua par la garantie de l'empire ottoman. — Soit, dit Talleyrand. « Il faut se presser; beaucoup se prépare, mais rien n'est fait. » Et, reconduisant le lord : « Les sentiments de la France sont entièrement changés... Ce que nous désirons le plus, c'est de pouvoir vivre en bonne intelligence avec une aussi grande puissance que la Grande-Bretagne [1]. »

Yarmouth conclut de cet entretien que Napoléon traiterait sur le pied de l'*uti possidetis* et il s'en alla faire, le 13 juin, son rapport à Londres. Il en revint, avec une lettre de Fox à Talleyrand, datée du 14. Fox acceptait les formes proposées par Talleyrand; elles permettaient d'engager les négociations entre la France et l'Angleterre et d'y introduire ultérieurement la Russie. Il ajoutait que lord Yarmouth possédait toute sa confiance. Il eut soin de s'en ouvrir à Strogonof; cet envoyé en écrivit peu de jours après à Czartoryski, en lui transmettant une copie de la correspondance entre Talley-

CHEWSKY, t. III. — COQUELLE, *les Négociations de* 1806. *Revue d'histoire diplomatique*, janvier 1903.

[1] Rapport de Yarmouth, Londres, 13 juin 1806.

rand et Fox[1] : « Je ne doute pas que Sa Majesté impériale n'ait entièrement lieu d'en être satisfaite... Je ne crois pas qu'on puisse pousser plus loin l'attachement religieux à ses alliances... M. Fox croit que, dans l'état actuel des choses, il serait intéressant pour les alliés de frapper un grand coup... qu'une torpeur générale s'est emparée de tout le continent... Pourquoi, disait-il, n'imiterions-nous pas Bonaparte qui s'attache à un point, y réunit ses forces et par la réaction du grand coup qu'il frappe dans un seul endroit rétablit les parties qu'il avait semblé abandonner? »

Les personnes qui se représenteraient Fox comme une sorte de Girondin britannique, grandiloquent et ingénu, ébloui de cosmopolitisme, engoué de la France et de sa révolution, ainsi que les républicains français l'étaient de la Prusse et de Frédéric; féru, enfin, de l'idée de garantir à la France, pour peu que Napoléon y apportât quelque modestie, Anvers et la limite du Rhin, s'étonneraient qu'il ait choisi, pour une telle négociation, toute de chaleur d'âme et de générosité, un négociateur du caractère de Yarmouth. Mais Fox n'avait rien d'un gobe-mouche de la sorte. Cet orateur libéral se doublait d'un gentilhomme de haute vie, rompu au manège du monde. S'il entretenait chez les badauds de France la réputation de badauderie supérieure dont ils le décoraient, c'est qu'il se réservait d'en jouer à l'occasion. L'affaire, pour lui, était bien moins de négocier que de paraître, très ostensiblement, disposé à la négociation; de gagner ainsi la galerie, à Paris et à Londres; de forcer Napoléon à se découvrir; de l'enchevêtrer dans le filet où il prétendait prendre à la fois la Russie, l'Angleterre et la Prusse; d'empêcher une réconciliation entre la France et la Russie; de maintenir Alexandre dans la coalition et de rejeter sur le seul Napoléon l'odieux de la guerre prolongée. Yarmouth parut propre à cette partie qui exigeait de l'aplomb et en même temps assez d'inconséquence pour motiver, le cas échéant, un désaveu. Elle deman-

[1] 28 juin 1806, le grand-duc NICOLAS DE RUSSIE, *Strogonof*.

dait surtout la dextérité de main d'un manieur de cartes consommé et l'art subtil de se faire passer pour dupe. Talleyrand l'avait choisi pour partenaire; Fox n'eut garde de refuser l'invite.

Napoléon crut avoir partie gagnée [1]. Mais, pour attirer Fox, Talleyrand s'était singulièrement avancé. Les vues de Napoléon s'éloignaient fort de celles qu'avait laissé percer son ministre. « Être maître de la Méditerranée », ce dessein constant de sa politique en devenait le dessein dominant. C'est le lien entre toutes les négociations qu'il engage alors, l'idée de derrière la tête par laquelle il convient de juger le reste : d'où l'importance capitale, dans ses combinaisons, de Cattaro, de Malte, de la Sicile. Il voudrait arracher Malte à l'Angleterre, la remettre à l'Ordre. « Je ne m'étendrai pas trop sur la question du Hanovre... ce serait une question à arranger avec la Prusse... Jamais je ne pourrai m'engager à autre chose qu'à interposer mon influence... La remise de Malte devrait avoir lieu le même jour que celle du Hanovre. » La Prusse se dédommagerait avec l'Électorat de Cassel. Quant à la Sicile, il se persuadait encore que Joseph s'en emparerait en temps utile. Alors, en tirant adroitement la Prusse, on fermerait le Sund aux Anglais; on contraindrait le Portugal à leur fermer ses ports, « coup de vigueur qui terrifierait l'Angleterre [2] » ; et il faudrait bien que Fox capitulât. Le point était de le tenir en haleine et d'amuser le tapis jusqu'à la conquête de la Sicile. Cependant, Oubril attendait à Strasbourg ses sauf-conduits pour Paris. Napoléon donna ordre de traîner l'envoi de ces papiers le plus longtemps possible, afin d'éviter une rencontre prématurée entre Yarmouth et l'agent russe. Ce fut l'affaire de Fouché et des malentendus de sa police [3]. Talleyrand se

[1] A Dejean, 22 juin 1806, sur l'évacuation de l'Allemagne et le retour en France de la Grande Armée. — A Joseph, 21 juin 1806 : « Les affaires du continent paraissent arrangées. » — « Lord Yarmouth est arrivé avec les pouvoirs du roi d'Angleterre pour signer la paix. Nous serions assez d'accord sans la Sicile... »

[2] Napoléon à Joseph, 21 juin; note pour Talleyrand, 4 juillet 1806.

[3] Napoléon à Fouché, 17 juin 1806.

réservait, avec Yarmouth, les malentendus de sa diplomatie.

Mais le lord se montra de moins docile composition et de plus sûre mémoire que Talleyrand ne l'attendait d'un mondain de cette espèce, jeté sans préparation dans les affaires. Ils conférèrent le 16 juin. Talleyrand annonça que, la Russie s'étant réservé la question de Naples, cette question serait retirée de la négociation d'Angleterre. Comme Oubril, livré aux empêchements de Fouché, ne menaçait pas d'arriver, le terrain se trouvait débarrassé d'un gros obstacle. Talleyrand ajouta que, quant à la Sicile, il était impossible de garder le royaume de Naples si cette île n'y était réunie; qu'en conséquence on se disposait à la conquérir. Yarmouth se récria : c'était une rétractation de l'*uti possidetis!* Talleyrand se défendit tant bien que mal. Comprenant qu'à s'obstiner sur l'article de Malte il ne parviendrait à rien : — L'empereur, dit-il, « croyait donner assez de preuves de son esprit de conciliation en offrant à l'Angleterre le Hanovre pour l'honneur de la couronne britannique, Malte pour l'honneur de la marine, et le cap de Bonne-Espérance pour l'honneur du commerce [1] ». Si Talleyrand ne le dit point en propres termes, Yarmouth l'entendit de la sorte, et c'était une étrange méprise sur les intentions de l'empereur. Même atténuées ainsi ces intentions s'éloignaient singulièrement de celles de Fox. Ce ministre envoya, le 26 juin, à Yarmouth des pouvoirs en règle; mais il lui interdit d'en user si Napoléon persistait à prétendre sur la Sicile et si Talleyrand ne revenait pas à ses premières déclarations. Talleyrand s'échappa en fantaisies : l'empereur indemnisera le roi de Naples avec les villes hanséatiques ! Mais Fox réplique : « L'abandon de la Sicile est un point sur lequel il est impossible de transiger [2]. »

C'est le temps où Joseph, loin de songer à conquérir cette île, va se trouver contraint de défendre son royaume contre les Anglais et les Bourbonniens débarqués [3]. L'événement que

[1] Yarmouth à Fox, 19 juin 1806.
[2] Fox à Yarmouth, 5 juillet 1806.
[3] Voir ci-dessus, p. 60.

Napoléon se flattait d'imposer aux Anglais ne s'accomplira pas. Pour attendre cette conquête et tirer Yarmouth en longueur, on s'embarrasse avec la Prusse. Napoléon est forcé de retarder la signature définitive des traités de la Confédération du Rhin. Il ne peut porter ce coup à la Prusse que s'il est sûr de la paix avec l'Angleterre, et si la négociation avec l'Angleterre manque, il faut qu'il s'assure le consentement de la Prusse à la Confédération et son alliance contre l'Angleterre en lui procurant de nouveaux avantages : non seulement le Hanovre, mais la suprématie de l'Allemagne du Nord. Enfin les Russes n'ont point évacué Cattaro, et Oubril s'impatiente à Strasbourg. Napoléon lève la quarantaine. Le 3 juillet, Oubril reçoit ses sauf-conduits; le 6, il est à Paris.

Il y arrive en pleine crise d'une négociation très enchevêtrée. Comme sa mission consiste précisément à empêcher cette négociation d'aboutir, il ne pent souhaiter des conjonctures plus favorables. Mais ses instructions se doublaient d'une contre-lettre : elles l'autorisaient à se prêter à un arrangement séparé avec la France, « si cet arrangement présentait des avantages infiniment marquants pour la Russie[1] ». Napoléon pressentit et prépara dix-huit mois à l'avance le fameux coup de partie de Tilsit. Il l'avait tenté la veille d'Austerlitz[2]; il le tenta de nouveau, et c'est par où Talleyrand trouva moyen de déconcerter Oubril et de tourner sa mission, anglaise dans le fond, en machine contre l'Angleterre.

A peine descendu de sa voiture de poste, Oubril court aux Affaires étrangères; mais il n'obtient de Talleyrand un rendez-vous que pour le soir[3]. Il rentre à son hôtel rue Céruti. Il y rencontre Lucchesini qui devance sa visite, lui offre ses services, lui expose « la carte du pays ». Le soir, à huit heures, il est chez Talleyrand qui le comble de prévenances, multiplie les insinuations flatteuses et recommence avec ce

[1] Voir ci-dessus, p. 47.
[2] Voir ci-dessus, p. 38.
[3] Rapport d'Oubril, 10 juillet 1806 et suiv. TRATCHEWSKY. — Bulletins de Lucchesini, 11-16 juillet. BAILLEU,

Russe le jeu joué, après Marengo, avec Saint-Julien. M. d'Oubril est certainement venu pour parler d'autre chose que des prisonniers de guerre[1] ! Et Talleyrand ne parle que de ces autres choses, de son désir d'en traiter, des moyens de s'entendre. M. d'Oubril est muni de pouvoirs, Talleyrand n'en doute pas, et il s'exprime en conséquence. Le fait est que ces pouvoirs se déploieraient à propos, car avec Yarmouth les choses ne marchent plus. Ce lord communique les réponses de Fox, le refus péremptoire de la Sicile et, Talleyrand s'obstinant à réclamer cette île, Yarmouth demande ses passeports[2].

Oubril en est informé. Il reçoit, le 7, Yarmouth qui se présente avec une lettre de Fox. Il le revoit encore le lendemain. Yarmouth le met au courant de sa négociation : on a retenu Oubril à Strasbourg afin d'éviter qu'ils se concertassent ; mais Yarmouth n'a pas encore produit ses pouvoirs ; la Sicile est la pierre d'achoppement ; Talleyrand menace : si la paix ne se fait pas, l'Empire germanique sera détruit, la Suisse transformée en royaume, les villes hanséatiques données à la Prusse qui les réclame à cor et à cri ! Oubril conseille à Yarmouth d'accepter la restitution du Hanovre, mais de le laisser en garde à la Prusse, ce qui brouillera la Prusse et la France. La liaison entre le Russe et l'Anglais va devenir intime. Désormais ils se rencontrent tous les jours et concertent leur langage.

Stylé de la sorte, Oubril retourne, le 8, chez Talleyrand qui l'a invité à dîner. Avant le repas ils confèrent. « Permettez-moi, monsieur d'Oubril, de vous faire une question, dit Talleyrand. Est-ce avec le ministre britannique que je traite, en traitant avec vous ? » Oubril se découvre ; il a pour mission, répond-il, de maintenir les bons rapports entre l'Angleterre et la Russie ; mais si Talleyrand lui confie quelque chose pour lui seul, il donne sa parole d'honneur de ne point le révéler à

[1] Voir t. VI, p. 158.

[2] Yarmouth à Fox, 9 juillet 1806. — Oubril était descendu dans un hôtel de la rue Céruti où logeait une dame Saint-Amand qui passait pour bienveillante à Yarmouth, et motivait ainsi ses visites fréquentes dans la maison. Notes de police. Coquelle : *les Négociations de* 1806. *Revue d'histoire diplomatique*, janvier 1903.

Londres. C'est où l'attendait Talleyrand : « Je désire sincèrement trouver un moyen de nous entendre; signons une trêve de huit à dix ans, pendant laquelle nous travaillerons à la paix... [1] » Oubril n'en écarte point l'idée, que Czartoryski avait déjà insinuée à Pétersbourg; mais, observe-t-il, l'exécution en est impossible tant que l'empire français confine à l'empire ottoman. « La raison est que Bonaparte — il affectait de ne dire : ni l'*empereur*, ni *Napoléon* — a été voisin de la Hollande et l'a subjuguée; qu'il a été voisin de l'Italie et qu'elle est toute dans sa dépendance; nous craignons qu'il n'en soit de même, à la suite de son voisinage, de l'empire ottoman. » Et l'on discute ce jour-là, le lendemain, sur l'Adriatique. Talleyrand recule peu à peu. Est-ce une feinte? Oubril écrit à Strogonof, à Londres, le 9 juillet : « Depuis trois jours que je suis ici, j'ai vu trois fois le moment où M. de Talleyrand voudrait me faire signer dans vingt-quatre heures un acte et me présenterait l'alternative d'y souscrire ou de quitter Paris. J'ai détourné ce plan et je suis parvenu à rattacher ma négociation à celle de lord Yarmouth... L'Angleterre consent-elle que je fasse un arrangement pour le continent? Voici ce que j'espère obtenir : pour la Sicile, Raguse, l'Albanie et la Dalmatie; l'abandon du plan de bouleversement de l'Allemagne... la garantie de la Poméranie suédoise, et peut-être de la Suisse... une station russe à Corfou. » Il ajoute que pour forcer l'Angleterre Napoléon menace de s'emparer de l'Espagne et du Portugal. Il joint à son courrier cette lettre ostensible, destinée aux Anglais : « Si l'on laisse échapper cette occasion de faire la paix, jamais on n'obtiendra la restitution du Hanovre, et, toutes les fois qu'on voudra le prendre de force, on aura contre soi la France avec la Prusse, tandis qu'en signant ce traité sur ces bases on brouillera à jamais la France et la Prusse... on détruit son influence à Constantinople. »

Napoléon le pressent; il se retourne vers la Prusse. Il fait

[1] Voir ci-dessus, p. 38.

écrire, le 10 juillet, à Laforest : « Les négociations qui paraissaient devoir conduire à la paix seront très probablement rompues, puisque jusqu'ici l'Angleterre propose comme condition *sine quâ non* la restitution du Hanovre, chose à laquelle l'empereur ne consentira jamais. » D'où l'invitation « à un concert, le plus parfait », entre la Prusse et la France, contre l'Angleterre. Puis, afin de les rassurer, il évacuera Essen et Verden que Murat avait occupés inconsidérément.

Oubril paraissait plus accommodant que Yarmouth. Talleyrand discernait en lui quelque penchant secret à la grande politique, un certain faible à jouer le plénipotentiaire. Il crut avoir plus aisément raison de ce Russe, insinuant et fuyant, que du bouledogue sournois et obstiné qui se révèle en tout Anglais quand les intérêts de l'Angleterre sont en jeu. Il l'enguirlanda, de sa personne, et chargea ses « affidés » de le circonvenir [1]. Oubril s'amusait aux commérages, recherchait les informateurs, épiait, écoutait partout. Il montra la curiosité de savoir ce qui portait si fort Talleyrand et son maître à traiter avec le tsar, et les affidés de Talleyrand lui en soufflèrent le motif : « M. de Talleyrand, lui dit-on, désire faire la paix parce qu'il attend ce moment comme celui de son repos. Il est mécontent de la manière de traiter de M. Fox, parce qu'il ne le trouve ni assez inventif ni assez expéditif... Bonaparte désire aussi la paix... sans restitutions importantes. Il donne beaucoup dans les femmes, et c'est le prince et la princesse de Clèves qui sont ses procureurs... [2] Il faut au moins une couronne royale pour payer de semblables services, et c'est l'Allemagne probablement qui la fournira. » C'est un concours de révélations commandées et de renseignements dérobés, tous menaçants, tous faits pour étourdir Oubril : le plan de la Confédération du Rhin qu'un agent lui procure, mais qu'il croit encore à l'état de projet évitable ; la menace de passer l'Inn et d'envahir les États héréditaires

[1] Rapports d'Oubril, 11 juillet 1806. Lettre du 7 août, rétrospective.

[2] La princesse de Clèves ! Sur cette aventure, Frédéric Masson, *Napoléon et les femmes*, p. 168 ; — *id.*, t. III, p, 272.

de l'Autriche si Cattaro n'est pas livré. Oubril se voit acculé soit à déployer ses pouvoirs, soit à encourir pour son gouvernement le reproche d'avoir exposé ses alliés à de « graves dangers ». « En rompant, a-t-il dit, je faisais éclater une nouvelle guerre, qui, de la part de la France, serait poussée avec une grande énergie contre des États nullement préparés à s'opposer à elle. En signant au contraire, je fournissais à ces États le temps de se mettre en mesure. » Ajoutez qu'il commence à se méfier de Yarmouth et de son commerce de débauche avec Montrond. « Montrond, l'âme damnée de M. de Talleyrand, boit depuis le matin jusqu'au soir avec lord Yarmouth [1]. Je sais bien que ce dernier qui envisage le premier comme un espion a une tête plus forte et, par conséquent, mettra son antagoniste sous table, avant d'y être lui-même; mais qui peut empêcher que lorsqu'ils seront bien en train tous deux, un tiers n'arrive et ne fasse rafle de ce qui échappera à lord Yarmouth [2] ? »

L'affaire de la Confédération du Rhin s'ébruitait. Au point où en étaient les choses avec les princes allemands, la conclusion ne pouvait être différée davantage. Tous la pressaient, impatients de leur souveraineté, de leurs médiatisations, redoutant quelque déconvenue. L'acte fut signé le 12 juillet, mais tenu encore secret. Il importait, avant de le mettre à exécution, que la Russie fût engagée. C'est pourquoi, le même jour, Talleyrand écrivit à Oubril que l'empereur avait désigné le général Clarke pour traiter avec lui. Il affirma ce qu'il ne savait pas, afin d'en surprendre la preuve : « J'ai fait connaître à S. M. l'empereur et roi que vous étiez arrivé à Paris, muni de pouvoirs pour traiter du rétablissement de la paix... » Oubril éluda la réponse, mais il n'en consentit pas moins à se rendre le lendemain, 13 juillet, chez Clarke [3].

Ce général le reçut très cérémonieusement, en plénipoten-

[1] Très empressé, d'ailleurs, auprès de lady Yarmouth. Notes de police citées par Coquelle.

[2] Oubril à Czartoryski, 11 juillet 1806. TRATCHEWSKY, t. III.

[3] Rapport d'Oubril, 7 août 1806.

tiaire, et l'invita, non sans solennité, à procéder à l'échange de leurs pouvoirs. Oubril fit le modeste : il n'était « qu'un agent subalterne » ; mais Clarke l'enjôla de telle façon, le flatta si adroitement « de l'inquiétude qu'éprouverait l'empereur par l'idée qu'il n'était point muni de pleins pouvoirs », qu'Oubril consentit à emmener Clarke à son domicile et à lui exhiber, confidentiellement, le papier officiel. Clarke n'y regarda pes de trop près, et le fait est que tout en se refusant à conférer d'*office* Oubril s'entretint avec lui, de huit heures et demie du soir à minuit, des affaires qu'ils auraient débattues, officiellement, s'ils avaient procédé dans les formes. Il en alla de même, le 14 juillet : Clarke se dit autorisé à traiter sans procéder à un échange formel de pouvoirs. Il insista sur la peine que ressentirait la Russie si, faute de livrer Cattaro, l'Autriche éprouvait « un changement total de l'ordre des choses dans ses États héréditaires ». Oubril apprit « de bonne source » que Marmont avait eu l'ordre de jeter 15,000 hommes en Dalmatie, qu'il était destiné au commandement d'une *armée de Servie*, que Berthier avait été averti de se tenir prêt à partir pour Vienne avec son état-major...

Le 18, Oubril dina en tête à tête avec Clarke qui déploya un projet de traité, et ils en discutèrent jusqu'à trois heures et demie du matin. Convaincu que, s'il ne signait pas, Napoléon « entreprendrait quelque chose de définitif sur les États héréditaires de l'Autriche », Oubril redoutait « que le reste de l'Europe n'eût pas dans le moment actuel de forces suffisantes à opposer à ce torrent ». La discussion reprit le lendemain, de dix heures du matin à cinq heures du soir. Oubril se débattit. Il ne consentait à signer que *sub spe rati*. « Croyez-vous, répétait Clarke, que l'empereur arrêterait la marche de ses armées pour un papier qui pourrait n'être qu'un leurre? » Oubril attendait un courrier de Londres ; il tint bon toute la journée ; excédé de fatigue il allait se mettre au lit quand on vint, à deux heures du matin, le chercher de la part de Talleyrand. Au ministère, Talleyrand l'invita à signer. Oubril persista à ne le vouloir faire que *sub spe*

rati; il rentra chez lui, à quatre heures du matin, persuadé que la négociation était rompue.

Le 20, au matin, arriva le courrier de Londres, avec des lettres de Strogonof pour Oubril et de Fox pour Yarmouth. Fox ne faisait plus de la Sicile une condition *sine quâ non*. Il consentait à discuter les compensations : et il indiquait l'Istrie, la Dalmatie, Venise!... Oubril vit Yarmouth qui l'engagea à renouer avec Clarke. Il se trouva justement que Clarke vint le quérir pour le mener chez Talleyrand. Ce ministre annonça que Napoléon évacuerait l'Allemagne dès que Cattaro lui serait remis; pour prix de cette complaisance, il attendait qu'Oubril signerait, et sur-le-champ, les autres articles, ajoutant que « le lendemain Oubril n'aurait plus les mêmes conditions ». Il signa le 20 juillet [1].

Le traité était un traité de paix. Il emportait la reconnaissance de Napoléon empereur des Français et roi d'Italie; la remise de Cattaro; la possession de la Dalmatie, reconnue à la France; la France, par réciprocité, renonçait à Raguse qui restait indépendante; elle reconnaissait l'indépendance des Sept-Iles; elle s'engageait à évacuer l'Allemagne aussitôt que l'ordre d'évacuer Cattaro serait donné aux troupes russes; cette évacuation sera accomplie dans les trois mois de la signature du présent traité; les deux puissances ménageront la paix entre la Prusse et la Suède; elles s'emploieront à obtenir de l'Espagne la cession des îles Baléares au fils aîné du roi de Naples, moyennant quoi le tsar reconnaîtra le nouveau *roi des Deux-Siciles;* l'empereur Napoléon accepte les bons offices de l'empereur de Russie pour le rétablissement de la paix maritime; les deux puissances se garantissent l'indépendance et l'intégrité de l'empire turc. Les ratifications devaient être échangées dans le délai de vingt-cinq jours.

Avec le papier qui portait la signature d'Oubril, Napoléon croyait tenir quelque chose. Il eut jusqu'à la fin cette illusion d'attacher une valeur propre à des écrits qui ne signifiaient

[1] De Clercq, t. II, p. 180.

rien s'ils n'exprimaient des volontés sincères; si, au moins, ils ne répondaient à la réalité des faits; et qu'il ne considérait lui-même que comme des feuilles volantes lorsqu'ils gênaient ses calculs. Il se persuade que le traité d'Oubril sera ratifié par le tsar; que Cattaro lui sera remis. Il écrit à Eugène, à Berthier[1]. Et il se retourne sur les Anglais. Il compte que le traité russe va leur forcer la main, et, s'il parvient à enlever la signature d'Yarmouth, le contre-coup, à Pétersbourg, emportera la ratification d'Alexandre, qui, par ricochet, décidera celle de Fox.

Talleyrand pique Yarmouth au jeu. Ce lord se décide, le 21 juillet, à exhiber ses pouvoirs, et Clarke est aussitôt désigné pour négocier avec lui. Oubril se disposait à partir pour Pétersbourg; il se sentait fort compromis et avait hâte de porter à son maître, avec son traité, ses explications. Yarmouth essaie de le retenir. « Vous serez porteur de mes préliminaires », lui dit-il. Oubril ne l'attend point et part le 22. Yarmouth et Clarke confèrent le 23, le 24[2]. Napoléon est toujours disposé à restituer le Hanovre, à reconnaître aux Anglais Malte et le Cap; mais il donnera une indemnité à la Prusse. Yarmouth croit qu'il s'agit des villes hanséatiques, et se récrie. Clarke répond que l'empereur ne pense qu'à Fulda et quelques territoires sans importance. « La Sicile, écrit Napoléon à Joseph, est toujours la pierre d'achoppement; » mais l'abandon de la cause du roi de Naples par la Russie donne à réfléchir aux Anglais. « Ils ne sont pas éloignés de lâcher la Sicile... Vous aurez le plus beau royaume du monde... et vous m'aiderez puissamment à *être maître de la Méditerranée, but principal et constant de ma politique.* » Yarmouth se relâche peu à peu de ses prétentions, Clarke de même, et ils esquissent un projet d'articles : Joseph reconnu *roi des Deux-Siciles;* la famille royale « ci-devant régnante à Naples » sera indemnisée; reconnaissance de Louis, des rois

[1] A Eugène, 20, 21 juillet; à Berthier, 21 juillet; à Joseph, 21 juillet 1806.
[2] Yarmouth à Fox, 19 et 20 juillet, sur le traité russe; sur les négociations : 21, 24 juillet. — Napoléon à Joseph, 21 juillet 1806.

d'Éturie, de Bavière, de Wurtemberg, des grands-ducs de Bade, Darmstadt, Clèves (Murat), du prince de Neufchâtel et des arrangements faits en Italie; reconnaissance du *roi d'Angleterre* comme *souverain du Hanovre;* indemnité de 400,000 âmes au roi de Prusse; l'Angleterre garde Malte et le Cap, restitue les autres colonies conquises sur la France et sur la Hollande; interdiction de l'Angleterre aux Bourbons; internement des chouans, réfugiés, au Canada[1]. Yarmouth, sur plus d'un article, avait singulièrement dépassé ses instructions. Fox, à la vérité, cédait sur la Sicile, mais il réclamait à titre d'indemnité la Dalmatie, l'Istrie, et, s'il était possible, la ville de Venise[2]. Le projet de traité ne faisait allusion qu'aux îles Baléares... à obtenir de l'Espagne. Le lord, toutefois, espérait aboutir. Napoléon espère, de son côté, faire prévaloir ses amendements, et il écrit à Joseph, le 26 : « La Sicile est accordée et n'est plus un obstacle. » Il croit possible de conclure dans dix jours. Alors, jugeant les affaires assez avancées, il va publier la *Confédération du Rhin :* la paix, signée avec la Russie — c'est en ces termes qu'on en parle — quasi signée avec l'Angleterre[3], obligera l'Autriche à reconnaître cette Confédération et, l'Autriche l'ayant reconnue, il faudra bien que la Russie et l'Angleterre y consentent, d'autant plus que, dans leurs négociations et dans leurs traités, il n'en aura pas été dit un mot.

Oubril à peine hors de Paris, Napoléon fait venir Vincent, l'envoyé autrichien, et lui annonce la Confédération[4]. Il ajoute que, le traité de Presbourg n'étant pas exécuté, puis-

[1] Voir le texte dans la *Correspondance de Napoléon*, n° 10,604. Ce texte fut transmis à l'empereur par Champagny, le 31 juillet : COQUELLE, *op. cit.* — Sur ce texte dont l'incorrection marque le caractère provisoire, voir les *Réflexions de Napoléon :* lettre à Talleyrand, 6 août 1806... « Pas besoin de m'embarrasser du roi d'Étrurie. Effacer. Ridicule de parler du prince de Neufchâtel... Mettre l'Espagne... Ne parler en rien d'Auspach, ni de Clèves, ni de Neufchâtel...; » le passage relatif à l'indemnité de la Prusse, etc.

[2] Fox à Yarmouth, 18 juillet 1806.

[3] « J'ai conclu ma paix avec la Russie », à Joseph, à Berthier; 21 juillet : « Vous pouvez laisser entrevoir que la paix avec la Russie est faite. » — « La paix avec la Russie est faite. » Lucchesini, 22 juillet 1806.

[4] Bulletin de Lucchesini, 25-28 juillet 1806. — BEER.

que Cattaro ne lui a pas été remis, il ne rappellera pas ses troupes et n'évacuera pas Braunau, avant que l'Autriche n'ait reconnu la Confédération, et que François II ne se soit ainsi démis, en fait, de la qualité d'Empereur d'Allemagne. Deux notes sont envoyées à Vienne pour être remises à Stadion: l'une exige l'abdication du titre impérial; l'autre la reconnaissance de Joseph, comme roi des Deux-Siciles [1]. Ordre est donné à l'envoyé français à Ratisbonne de notifier à la Diète, le 1er août, l'existence de la Confédération du Rhin et la dissolution du Saint-Empire.

Napoléon y avait mis des formes plus engageantes avec la Prusse. Dès le 15 juillet, Talleyrand avait confié à Lucchesini le traité de la Confédération et mandé à Laforest d'en informer le gouvernement prussien [2]. « L'Autriche, écrivait-il, perd à jamais toute influence sur l'Allemagne. L'influence de la Prusse sur les États placés dans sa circonscription géographique devient illimitée et absolue. La Prusse acquiert une garantie nouvelle pour la possession du Hanovre... La France sera toujours disposée à s'entendre avec la Prusse sur les moyens de s'étendre et de consolider sa puissance dans le nord de l'Allemagne; or, le concert sur cet article sera plus facile et plus libre quand l'Empire germanique ne sera plus... L'empereur n'a pas voulu que la Prusse n'apprît qu'avec tout le monde l'existence d'un plan dont elle sera la première à recueillir le fruit... » Et, le 22 juillet : « La Prusse peut réunir sous une nouvelle loi fédérale les États qui appartiennent encore à l'Empire germanique, et faire entrer la couronne impériale dans la maison de Brandebourg... »

Le Hanovre, la Confédération du Nord, la Couronne impériale! Depuis 1795, tous les gouvernements français en ont fait l'offre à la Prusse. Il est temps qu'elle se décide. Lucchesini ne le dissimule pas [3]. « L'esprit du grand homme devient tous

[1] Elles furent remises le 30 juillet 1806.

[2] Rapport et bulletins de Lucchesini, 15, 18, 22 juillet; Talleyrand à Laforest, 15, 22 juillet 1806.

[3] A Haugwitz, 22 juillet 1806.

les jours moins doux... Les succès le rendent presque intraitable... Le souvenir du mal que les armées prussiennes ont voulu et pu lui faire, l'hiver passé, est encore tout vivant, tout envenimé, tout respirant le désir de la vengeance... A chaque petite contrariété... on parle de faire la guerre à la Prusse... Les généraux qui habitent Saint-Cloud, les bureaux de la Guerre, les *spéculateurs dans les fonds*, *mes amis* et les ennemis de Napoléon sont tous persuadés que si l'empereur Napoléon trouvait un prétexte de dégainer contre nous, il le saisirait à l'instant... *Mon affidé* m'écrivait hier du bureau de la Guerre : « Depuis ce matin à cinq heures, on a été occupé « à faire des ordres... Il y a un grand mouvement de troupes « pour se rendre à Wesel et ses environs [1]. » Le renseignement était exact. Napoléon, toutefois, donnait aux Prussiens le temps de capituler et leur offrait une capitulation lucrative. Il réitérait les assurances au sujet du Hanovre. « Vous répéterez, écrit Talleyrand à Laforest, le 2 août, que la paix avec l'Angleterre serait faite si Sa Majesté l'empereur avait pu consentir à priver la Prusse du Hanovre. » Le même jour, Napoléon mande à Murat qui prétend expulser par force les Prussiens de Verden [2] : « C'est une véritable folie; ce serait alors vous qui insulteriez la Prusse, et cela est très contraire à mes intentions. Je suis en bonne amitié avec cette puissance, je cesse de faire la paix avec l'Angleterre pour lui conserver le Hanovre; jugez après cela si je veux me brouiller avec elle pour des bêtises. Je veux m'entendre à l'amiable avec elle... Vos propos doivent être très rassurants... Votre rôle est d'être très conciliant, et très conciliant avec les Prussiens... Vous ne savez pas ce que je fais. Restez donc tranquille. Avec une puissance comme la Prusse, on ne saurait aller trop doucement... » Il endort leurs soupçons; mais, en même temps, il leur prépare des compensations : il cherche des territoires à leur convenance. Ils apprendront du même coup que la paix est faite avec l'Angleterre, que le Hanovre

[1] Rapport de Lucchesini, 22 juillet 1806.
[2] Cf. ci-dessus, p. 48.

leur est repris, et qu'ils acquerront quelque autre terre, un Électorat peut-être[1]. Mais il pense que la nouvelle ne leur en viendra qu'après l'offre de la Confédération du Nord et du titre impérial. Il comptait sans ses hôtes.

Yarmouth vivait en demi-confidence et demi-méfiance avec Lucchesini. Si ce lord n'était point un diplomate de carrière, il demeurait un roué de profession. Il devina le jeu de l'empereur. Dès le début de sa négociation, il y avait discerné un objet capital, brouiller la Prusse et la France : soit que l'Angleterre traitât, soit qu'elle rompît, elle y avait un égal intérêt. Dans le premier cas, au moment où elle céderait, en apparence, à Napoléon, elle lui créerait de fâcheux embarras ; dans le second, elle lui enlevait un allié et se le gagnait. A la suite d'un dîner où l'on but, à l'allemande et à l'anglaise, et au milieu d'effusions qui tenaient à la fois des propos de table et de la confidence diplomatique, Yarmouth apprit à Lucchesini que ce Hanovre, dont Napoléon leurrait la Prusse, il l'avait offert, puis abandonné, en principe, à l'Angleterre, et que la paix se négociait sur cet article. Lucchesini en écrivit aussitôt à Berlin. « La vérité n'étant pas toujours dans le vin, disait-il, il est possible que lord Yarmouth n'ait voulu que semer la méfiance entre Berlin et Paris. » La lettre partit de Paris le 29 juillet. D'ailleurs, le bruit de la restitution du Hanovre commençait à se répandre.

Yarmouth attendait encore la réponse de Fox à ses rapports sur les premières conférences, et la négociation demeurait suspendue. Napoléon considérait ses filets comme si adroitement jetés et si savamment tendus que tous ses adversaires s'y devaient trouver enveloppés en même temps, et qu'il n'aurait plus qu'à tirer la corde. Mais le temps lui pesait. On parlait trop; on écrivait trop aussi. A Londres les gazettes, en Allemagne des pamphlets dénonçaient ses ambitions nouvelles, la catastrophe imminente du Saint-Empire, l'asservissement, la « profonde humiliation de l'Allemagne ». Impuissant contre

[1] Note de Talleyrand, 4 août 1806. Bertrand.

les gazetiers de Londres, il se vengea sur les libellistes d'Allemagne, misérables croquants, dont un conseil de guerre et la menace du peloton d'exécution auraient aisément raison. Les rapports signalaient quelque agitation en Franconie, en Souabe, dans les pays à médiatiser. S'ils bougeaient, il ferait un exemple. Quant aux écrivains et à leurs imprimeurs, il leur rappellerait que, pour n'être point nés de sang royal, ils ne devaient point se croire plus invulnérables qu'un duc d'Enghien. Il écrit à Berthier, le 5 août : « J'imagine que vous avez fait arrêter les libraires d'Augsbourg et de Nuremberg. Mon intention est qu'ils soient traduits devant une commission militaire et fusillés dans les vingt-quatre heures... Répandre des libelles dans les lieux où se trouvent les armées françaises pour exciter les habitants contre elles... c'est un crime de haute trahison... Vous ferez répandre la sentence dans toute l'Allemagne. » Les Allemands seront frappés de terreur et se courberont.

Il croit toucher au but. « La paix avec la Russie et la négociation que j'ai avec l'Angleterre me font croire que tout va se calmer... » L'Autriche va adhérer à l'ultimatum qu'il lui a envoyé. Sinon, c'est la guerre : « Il vaut mieux en finir tout d'un coup, que de poser le glaive et d'être toujours à recommencer. » Mais, au fond, il a plus de raisons de croire à la paix qu'à la guerre [1]. C'est qu'un second plénipotentiaire anglais, lord Lauderdale, vient d'arriver à Paris et que les négociations vont s'ouvrir en forme; le ministère anglais connaît les conditions posées par l'empereur, il envoie un second ministre, c'est donc qu'il veut réellement la paix. Ainsi spéculait Napoléon, et il se trompait entièrement sur les intentions des Anglais.

Le traité Oubril avait été connu à Londres le 25 juillet. « Accord mortifiant [2] », dit Fox. Ce fut un coup de foudre pour le ministère; une indignation générale contre Oubril,

[1] A Soult, 6 août; à Joseph, au roi d'Espagne, 5 août 1806.

[2] Fox à Yarmouth, 26, 28 juillet; 2, 3 août 1806. — Rapports de Strogonof, dans MARTENS, t. XI. — Lettre de Strogonof à l'empereur, 27 juillet 1806, Grand-duc NICOLAS.

d'avoir traité séparément et à de telles conditions. Il a voulu, disait-on, « sauver quelque chose, sauf l'honneur ». La situation de l'ambassadeur russe, Strogonof, devint intolérable. Il n'osait plus se montrer, tant qu'il ne serait pas lavé de cette « souillure ». Il écrivit au tsar un rapport pathétique, le suppliant de refuser les ratifications. Il se porta fort près de Grenville que le tsar ne ratifierait point. Ajoutez la Confédération du Rhin, dont Oubril avait envoyé une notice : cette nouvelle extension de l'empire enlevait une partie de l'Allemagne au commerce anglais. Fox jugea qu'Yarmouth avait trop tôt produit ses pouvoirs. Toutefois, il ne voulait point assumer la responsabillité d'une rupture sur cette équivoque de l'*uti possidetis* insinué verbalement, puis retiré, de propos en propos, par Talleyrand. Il fallait qu'un protocole constatât l'impossibilité de s'entendre. Jugeant Yarmouth insuffisant pour cette besogne de procédure, et trop sous les prises de Talleyrand, le cabinet lui adjoignit lord Lauderdale, un ami de Fox, un whig, adversaire notoire de Pitt, qui avait traversé Paris en 1792, connu Brissot, fleureté d'enthousiasme avec la Gironde; présenté, aux Communes, le 5 juin 1795, une motion en faveur de la paix avec la France; violent de caractère, excentrique, formaliste, difficultueux, fin avec cela, qui ne se laisserait point cajoler; un homme capable de traîner selon la procédure, de rompre avec à propos et de laisser l'impression que la paix, désirée par l'Angleterre, n'avait dépendu que du seul Napoléon. L'*uti possidetis* demeura le fond de ses instructions : donc, plus de Sicile, sauf, à l'extrême rigueur, contre une compensation. Quant au Hanovre, l'Angleterre n'admettait que la restitution pure et simple. Ni troc, ni échange. C'était revenir en arrière, et très loin des préliminaires esquissés par Yarmouth et Clarke, et remis à l'empereur par Champagny, le 31 juillet.

Le 5 août, Lauderdale était à Paris; il fut aussitôt reçu par Talleyrand[1]. Napoléon désigna, pour second plénipo-

[1] Rapports de Lauderdale, 6, 9, 11 août 1806. — LEFEBVRE, t. II, p. 320 et suivantes.

tentiaire, Champagny. Les conférences s'ouvrirent le 7 : ce fut pour constater la profondeur des dissentiments. Lauderdale réclamait l'*uti possidetis* absolu. Napoléon voulait la Sicile. « Il ne faut pas plus que les Anglais se mêlent des affaires d'Italie que moi des affaires de l'Inde. Le traité est bien loin de me paraître mûr », écrit-il à Talleyrand [1]. Le 8, Clarke refuse l'*uti possidetis* et réclame la restitution des colonies hollandaises. Le 9, Lauderdale déclare les propositions françaises incompatibles avec l'honneur de la couronne et les intérêts du peuple anglais, et il demande ses passeports. Talleyrand ne les envoie point; Lauderdale insiste le 10 et demande à envoyer un courrier. Point de réponse. Il proteste le 11. Champagny et Clarke lui adressent notes sur notes, s'efforçant de le retenir comme, en 1803, lord Withworth [2]. C'est que Napoléon veut traîner jusqu'au retour du courrier de Russie qui rapportera la ratification et forcera l'Angleterre à traiter. C'est que l'Autriche cède sur tous les points et que le nouvel ambassadeur, Metternich, arrivé le 5, apporte la capitulation. L'événement déjoua ces calculs, et ce fut du côté où Napoléon le redoutait le moins que se brusqua le dénouement. Il se croyait maître de la Prusse. Il en attendait tout, duplicité, perfidie, défection souterraine, manœuvres sourdes, mais en lenteurs, en faux-fuyants, avec soumission finale — tout excepté un réveil de l'honneur monarchique dans cette cour avide et pusillanime, et, dans ce pays en décadence, un réveil en sursaut de la dignité et de la conscience nationales.

[1] A Talleyrand, 6 août; note du 7 août 1806.
[2] Voir t. VI, p. 257. 292.

VII

Le 25 juillet, Laforest apprit à Haugwitz la formation de la Confédération du Rhin[1]. Peu après arrivèrent les rapports de Lucchesini sur les négociations entre la France et la Russie, entre la France et l'Angleterre. La première pensée des Prussiens fut, pour le Hanovre, la crainte que Napoléon n'en payât les Anglais. Quant à la Confédération du Rhin, loin de s'en offusquer, Haugwitz s'en félicita. Il ne regrettait ni le vieil Empire avec ses coalitions d'évêques et de barons, ni la suprématie impériale de l'Autriche. La Confédération du Rhin appelait la Confédération du Nord, et Napoléon lui-même en suggérait la pensée. « Cette belle association, disait Haugwitz[2], demeurera toujours le boulevard du nord de l'Allemagne et des États qui la composent. » Sans plus attendre, Frédéric-Guillaume entame les pourparlers avec les co-États, la Saxe, la Hesse-Cassel, les Mecklembourg, les villes hanséatiques[3]. Il fait écrire à Gœrtz, son envoyé près de la Diète ; il lui annonce la Confédération du Rhin et ajoute : « L'empereur Napoléon m'a invité de la manière la plus prévenante et la plus amicale à me mettre de même à la tête d'une association semblable pour le nord de l'Allemagne... en me réitérant l'assurance positive de ne jamais se départir des engagements qui attribuent le pays de Hanovre à la Prusse. Je suis donc occupé dans ce moment à jeter en silence les fondements de cet ouvrage important, auquel, puisqu'enfin l'ancien édifice germanique ne pouvait plus se soutenir, le nord de l'Allemagne devra, je l'espère, sa régénération, le maintien de

[1] Correspondance de juillet et août. BAILLEU, t. II.
[2] Troisième mémoire. Juillet 1806. RANKE.
[3] *Mémoires de Hardenberg*, RANKE, t. III, p. 150. — Pièces : t. V, p. 383, 388.

l'ordre et de la tranquillité. » Laforest écrit, après une conversation intime avec Haugwitz : « La modestie naturelle de Sa Majesté fait qu'il n'est pas encore bien certain s'il profitera de l'occasion de faire entrer la couronne impériale dans la maison de Brandebourg[1]. »

Mais accepter de tels présents, c'est confirmer l'alliance avec la France, et s'engager à fond avec Napoléon contre l'Angleterre, contre la Russie, et Frédéric-Guillaume s'en désespère. Autour de lui, à la seule pensée, on s'en indigne, et, plus que personne, la reine, toujours éblouie de la magnanimité d'Alexandre; qui fait de cet empereur le confident sentimental de ses inquiétudes domestiques; qui voit en lui le bon esprit de son époux, le protecteur de ses enfants, « l'ange de consolation » de sa vie, et le chevalier de l'Europe. Elle lui écrit des lettres analogues, pour l'effusion du cœur, à celles de Marie-Antoinette à Fersen : « Je crois bien que le 4 de novembre, le pèlerinage nocturne au tombeau de Frédéric et les serments d'éternelle amitié, sera pour toujours le dernier jour de bonheur ![2] » Puis le prince Louis-Ferdinand, le héros désigné; Hardenberg, Stein, tout ce qui se révolte contre « la tyrannie » du Corse; tout ce qui rêve de venger l'humiliation de l'Allemagne, et commence à discerner le rôle d'une Prusse étendue dans une Allemagne affranchie. Enfin, chez les gentilshommes, chez les militaires, la honte de reculer toujours; la fierté des armes, plus susceptible à mesure que les affronts se multiplient. Ils se demandent si Napoléon ne les traînera pas de promesse en promesse jusqu'au moment où, brouillés avec tout le monde, ils tomberont à sa merci. Des propos menaçants circulent, venus de partout. Et, brusquement, les révélations. Le 6 août, le courrier de Lucchesini, du 29 juillet, apporte les confidences d'Yarmouth : le Hanovre offert, promis aux Anglais dans le temps même où Talleyrand à Paris, Laforest à Berlin le garantissaient à la Prusse. Ces ministres ont donc menti, et par ordre de leur maître, quand

[1] Le roi à Gœrtz, 1er août; rapport de Laforest, 3 août 1806.

[2] BAILLEU. Voir les lettres des 21 mai, 13 août 1806. Cf. 20 juillet 1803.

ils assuraient que sans sa volonté de conserver le Hanovre à la Prusse il aurait fait la paix avec l'Angleterre [1]. Blücher, qui commande à Munster, annonce des mouvements offensifs, les renforts envoyés à Wesel, le dessein évident de s'emparer du comté de la Marck : il y a 40,000 Français sur la Lippe, un corps se rassemble à Düsseldorf. Schladen écrit de Munich : « On ne saurait croire que le but des armements français se dirige contre Cattaro. » A Francfort, Augereau a porté publiquement un toast au succès de la prochaine guerre avec la Prusse. De Cassel, de Dresde, on mande que, loin de favoriser l'entrée de ces États dans une Confédération du Nord, les agents français les en détournent [2].

Haugwitz est atterré. Il se sent bafoué. Persister en cet aveuglement équivaudrait désormais à trahison. Frédéric-Guillaume avait toujours déclaré qu'il ne ferait la guerre que pour une question de vie ou de mort, où l'honneur serait engagé. Cette question est posée. Ni le roi, ni Haugwitz ne se demandent si Yarmouth a dit vrai et si, au cas où il rendrait le Hanovre à l'Angleterre, Napoléon n'a pas songé à fournir des compensations à la Prusse — ce qu'il comptait faire en réalité. Ils se voient débordés. Dans le club de la noblesse, dans les clubs militaires, dans les casernes, dans les bureaux des gazettes ce n'est qu'effervescence patriotique, indignations, cris de guerre, fanfaronnades. Le roi perd la tête, étourdi par la crise, troublé par l'exaltation de son peuple. Il pense à partir pour Pétersbourg, à se jeter dans les bras d'Alexandre. Il lui écrit, le 8 août : « Il n'y a pas de doute que si Napoléon transige à Londres sur le projet de Hanovre, il veut me perdre. Le verrez-vous avec indifférence, sire? Vous avez fait votre paix... Mais cette paix, j'en suis convaincu, ne vous ôtera jamais le droit et la résolution d'empêcher qu'un dernier boulevard de la sûreté publique soit renversé avec la puissance prussienne !... Dites-moi, sire,

[1] Talleyrand l'écrit encore à Laforest le 3 août 1806.

[2] Rapports prussiens des 25-29 juillet 1806, dans BAILLEU. — Rapports de Laforest, 12, 16 août 1808.

je vous en conjure, si je puis espérer que vos troupes resteront à la portée de me secourir... En attendant, je vais prendre mes mesures pour n'être pas pris au dépourvu... » Le 9 août, la mise sur le pied de guerre de l'armée est décidée, et, le 10, quatorze courriers partent bruyamment de Berlin pour en porter l'ordre dans toute la monarchie.

Laforest se rend le 11 chez Haugwitz, muni des dépêches du 3 où Talleyrand réitère les assurances au sujet du Hanovre [1]. Le lendemain, c'est Haugwitz, au nom du roi de Prusse, qui demande à Napoléon des explications. Laforest se débat de son mieux, s'en réfère à ses dépêches; mais la conversation finie, il dit au comte de Bray, ministre de Bavière : « J'expédie un courrier, je demande mon rappel; ou l'on me trompe ici, ou l'on me trompe là-bas. Je ne veux pas être mêlé plus longtemps à des affaires qui compromettent mon caractère. Ces gens-là — les Prussiens — m'ont mystifié; vingt fois je me suis sacrifié pour les mettre à couvert; mais, à la fin, cela m'ennuie. Au moment même où on me donnait les assurances les plus amicales, on faisait armer [2]. Les lettres de créance qui devaient être adressées à M. de Humboldt pour le roi de Naples ne sont pas parties... » Il revoit encore Haugwitz le 15, et il écrit : « Le gouvernement prussien peut n'être pas le maître du premier mouvement d'un public tel que celui de Berlin qui a été si travaillé du commencement d'octobre au mois d'avril dernier. » Les journaux ont l'ordre de se taire; les ministres démentent les intentions belliqueuses; mais les jeunes officiers, très insubordonnés, « se livrent aux espérances les plus folles... Cette fois, répètent-ils, la Prusse ne sera pas prise au dépourvu... ». Ils annoncent une coalition formée avec l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Suède.

Cependant le roi, ses ministres qui ont repris un peu de sang-froid, doutent que la paix soit réellement signée avec

[1] Rapport de Laforest, 12 août; du comte de Bray, ministre de Bavière, 12 août 1806.
[2] Novembre-décembre 1805. Voir t. VI, p. 487, 506

Alexandre. Ils voudraient attendre des notices plus sûres de Paris, des avis de Pétersbourg. Mais l'opinion se déchaîne. A quoi bon vérifier? C'est une insulte, et il suffit, pour la croire vraie, qu'on la ressente. Après s'être ravalé tant de fois, avoir reculé et abdiqué en silence, on n'est plus capable de mesurer la portée réelle des paroles et des faits. L'explosion fait crever un orage qui pesait depuis dix mois sur Berlin.

A Paris, Lucchesini s'agite dans les alarmes. Ses *amis* des bureaux de la Guerre lui dénoncent les armements de Napoléon; les *affidés* de Talleyrand agitent autour de lui la machine aux fantômes. Le 6 août, il écrit à Haugwitz que le traité Oubril du 20 juillet comprendrait des articles secrets : « Il ne s'agissait de rien moins que de s'engager réciproquement à mettre le grand-duc Constantin à la tête de la partie de l'ancien royaume de Pologne que possèdent actuellement la Prusse et l'Autriche et de donner à la Suède tout ou une grande partie de la Poméranie prussienne. » Il conseille au roi de se jeter dans une voiture et de partir incontinent pour Pétersbourg, avec beaucoup d'argent. « N'est-il pas convenable d'employer pour réussir les mêmes armes que la partie adverse? C'est par surprise que Napoléon captive les cabinets... Nul autre que Sa Majesté ne peut rappeler à son illustre ami *ce malheureux 3 novembre* où Frédéric-Guillaume fit à Alexandre le sacrifice de ses principes et de son système... » Lucchesini, n'ayant point de courrier disponible ou craignant d'appeler l'attention, confia cette lettre à l'envoyé hessois à Paris, M. de Malsbourg, en le priant de la faire expédier à Berlin, par la voie de Cassel. Lucchesini fut-il, comme Fouché s'en est vanté, trahi par un de ses agents qui recevait des deux mains? N'y eut-il simplement qu'un paquet ouvert à la poste et porté au cabinet noir? Ce qui est sûr, c'est que la dépêche fut interceptée et qu'elle ne prit la route sur Cassel qu'après avoir été copiée à Paris.

Napoléon entra dans une furieuse colère : « Cette lettre, écrivit-il à Talleyrand le 8 août, enfin vous fera connaître ce coquin de Lucchesini... Rien n'est plus facile que de vous

tromper... Ce Pantalon, parce qu'il est faux et bas, il n'y a pas de bassesse ni de fausseté dont il ne me suppose capable... » Il y avait, dans cette malencontreuse dépêche, une ligne qui donna à penser à l'empereur : « *Ce malheureux* 3 *novembre* » où le roi avait sacrifié à Alexandre ses principes et son système. Ce traité, Napoléon n'en avait pas pu découvrir le secret. Talleyrand en écrivit aussitôt à Laforest : « Nous n'avons jamais connu cette déclaration, nous avons seulement su qu'elle existait. Veuillez faire tout ce qui sera en votre pouvoir pour vous en procurer une copie [1]... » Toutefois Napoléon ne tourna point cet incident à la guerre. Il y vit, au contraire, un moyen de pousser les Prussiens à la panique, de les obliger à désarmer, de les atterrer et de les subjuguer sans avoir besoin de les combattre : « Il faut songer sérieusement au retour de la Grande Armée, écrit-il à Berthier le 17 août, puisqu'il me paraît que tous les doutes sur l'Allemagne sont levés. » En effet, le 6 août, François II avait déposé la couronne impériale et reconnu la Confédération du Rhin. Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à filer la négociation avec la Prusse en une seconde retraite de Champagne. Le fait est qu'au premier abord, et à ne s'en tenir qu'aux signes extérieurs, les Prussiens semblent venir à résipiscence.

Ils cherchent, au moins, à gagner du temps. Ils se bercent de l'espoir qu'Alexandre ne ratifiera pas le traité d'Oubril. Ils spéculent sur le travail souterrain des partisans de l'alliance prussienne à Paris : l'opinion, supposent-ils, est hostile à la guerre. Lucchesini est sacrifié et remplacé par Knobelsdorf, qui passe pour agréable à Napoléon et qui réussira peut-être à l'apaiser, à l'endormir. Cette mission voilera leurs préparatifs qui se poursuivent. Knobelsdorf quitte Berlin le 22 août dans la nuit [2]; le 25, Brunswick est nommé général en chef de l'armée prussienne.

Les voyant effarés, Napoléon les prend en mépris. « C'est

[1] Napoléon à Talleyrand, 8 août; Talleyrand à Laforest, 9 août 1806.
[2] Rapports de Laforest, 19, 22 août 1806. RANKE, t. IV, p. 11.

un excès de peur à faire pitié », écrit-il à Talleyrand; et à Berthier : « Le cabinet de Berlin est pris d'une peur panique... C'est à cela qu'il faut attribuer les ridicules armements qu'il fait, et auxquels il ne faut donner aucune attention, mon intention étant, effectivement, de faire rentrer mes troupes en France. » Mais puisqu'ils se mettent en cette posture, il les y laissera, son dessein étant de les humilier. Il ne daignera ni s'expliquer avec eux ni surtout les gratifier. « Ne dites rien à M. Lucchesini... S'il vous parle de la Saxe et de la Hesse, vous lui direz que vous ne connaissez pas mes intentions ; s'il vous parle de Hambourg, Brême et Lubeck, vous lui direz que ma résolution est qu'elles restent villes hanséatiques. » A Berlin, Laforest devra « battre froid. Si on lui parle de la Confédération du Nord, il dira qu'il n'a pas d'instructions [1] ». Il les laissera ainsi aigrir leur colère honteuse; elle suffira pour les livrer, tellement désarmés, abîmés, qu'ils ne compteront plus. C'est qu'il espère encore la ratification du traité russe et qu'il ignore les engagements signés entre la Prusse et la Russie.

Yarmouth s'est retiré. Talleyrand traîne les négociations, délaie des notes. Tout dépend de la décision d'Alexandre [2]. « Si la Russie ne ratifie pas, écrit Talleyrand à Napoléon, la paix sera extrêmement difficile; si elle ratifie, la paix est inévitable [3]. »

Elle ne ratifia point. Oubril avait été reçu à Pétersbourg, comme, en 1800, Saint-Julien à Vienne. Ce ne fut qu'un cri de réprobation contre « l'infamie d'Oubril », la duplicité de Bonaparte, les supercheries de Talleyrand [4]. Napoléon promet d'évacuer l'Allemagne, et, le traité à peine signé, on apprend qu'il s'établit sur la rive droite, supprime le Saint-

[1] A Talleyrand, 22 août; à Berthier, 26 août. — Rapport de Lucchesini, 26 août. — Talleyrand à Laforest, 23 août. — Rapport de Laforest, 3 septembre 1806.
[2] Notes du 14 au 27 août; rapports de Lauderdale et notes, 16, 17, 29 août 1806.
[3] Talleyrand à Napoléon, 27, 31 août 1806.
[4] Note russe, août 1806. Tratchewsky, t. III, p. 451, 456.

Empire et forme une avant-garde d'Allemands, confédérés sous son protectorat. Alexandre rassemble son conseil d'État, communique à ses conseillers les pouvoirs donnés à Oubril, le traité signé par cet agent, et compare : l'abus de pouvoir est manifeste. Oubril est exilé dans ses terres. Budberg en informe officiellement le corps diplomatique et, le 14 août, il écrit à Talleyrand, notifie le refus des ratifications et ajoute que la paix n'est possible que si la France renonce à l'Albanie et à la Dalmatie, garantit la Sicile au roi Ferdinand et procure une indemnité au roi de Sardaigne.

La nouvelle du refus des ratifications est connue à Berlin le 26 août. C'est la guerre. Le 30 et le 31 août, la garnison de Berlin reçoit l'ordre de marcher sur la Saxe. Napoléon reçoit le courrier de Pétersbourg le 3 septembre. En même temps, il apprend que Fox est gravement malade : s'il meurt, il sera remplacé par Grenville, hostile à la paix. Napoléon est convaincu que la partie est liée entre la Prusse, la Russie, l'Angleterre. « Je ne puis, écrit-il à Talleyrand, avoir d'alliance réelle avec aucune des grandes puissances de l'Europe. » Il ne peut que les réduire par la force, les tenir par la crainte [1]. Il mande aussitôt à Berthier de suspendre les ordres déjà préparés pour le retour de la Grande Armée, et de tout disposer pour que, sur un signe, tous les corps soient concentrés autour de Bamberg, d'où l'on est, en dix jours, à Berlin [2]. Il se prémunit contre une descente des Anglais, en Hollande, dans l'Ouest; car il en est là, un an après la levée du camp de Boulogne. Il ne craint rien du côté de Vienne : « L'Autriche est hors d'état de rien entreprendre [3]. » Il estime qu'un « corps considérable russe ne viendra pas de sitôt... Je ne pense pas qu'ils se hasardent à envoyer 100,000 hommes en Allemagne... ». La Prusse est à lui. Il est en mesure de la briser; il préfère l'avilir. « Ce cabinet est tellement méprisable,

[1] A Talleyrand, 3 septembre 1806. Lecestre.
[2] A Berthier, 3, 5, 10 septembre. — A Dejean, 23 août 1806.
[3] Note à Talleyrand, 12 septembre 1806. Lecestre; cf. lettre à Joseph, 12 septembre; à Eugène, 15 septembre 1806.

son souverain tellement sans caractère... Elle agira constamment comme elle a agi : elle armera et désarmera; elle armera, restera en panne pendant qu'on se battra, et s'arrangera avec le vainqueur. » — « J'ai à faire deux choses : d'abord rassurer la Prusse et chercher le moyen de la replacer tranquille comme elle était, le plus facilement possible. » — « Il faut qu'il entre un peu de peur dans le désarmement de la Prusse; c'est le fond de la langue du pays, le seul véhicule qui le remue véritablement. » — « Au lieu de dire : — Désarmez ou la guerre! — qui est encore une chose trop effrayante pour la Prusse, je dirai : — Désarmez si vous voulez que je n'arme pas davantage. — Cette manière a quelque chose de plus rassurant. » Sous cette forme « mitoyenne », Talleyrand exigera une note déclarant « que la Prusse n'a pas d'autres liens que ceux qui l'attachent à la France »; sinon l'empereur sera forcé, par les armements prussiens, de faire partir la garde impériale et d'en donner publiquement les raisons au Sénat. Si la Prusse obéit, Napoléon aura obtenu, sans guerre, les effets de la guerre. « Toutefois, écrit-il à Joseph, elle désarmera bientôt, ou elle le payera chèrement. » Il a 150,000 hommes avec lesquels « il peut soumettre Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg ». Il sera en mesure avant que les Anglais aient pu envoyer de l'argent en Prusse, que l'Autriche n'ait même l'idée de bouger, que les Russes ne soient même en route. Knobelsdorf est arrivé à Paris; il a présenté ses lettres de créance et Lucchesini ses lettres de rappel le 7 septembre. « Il ne reste plus à la Prusse qu'à désarmer et à faire oublier à la France une erreur dont elle serait en droit de s'offenser », leur déclare Napoléon. Que la Prusse désarme, et « aucune troupe française ne passera le Rhin ». Talleyrand commande à Laforest : « Si la Prusse veut rompre l'alliance, l'empereur est prêt à y renoncer... Il reconnaîtra volontiers tout ce que les États du Nord auront fait librement et volontairement, en exceptant toutefois les villes hanséatiques... » Mais si la Prusse envahit la Saxe, Laforest quittera aussitôt Berlin, et le fait sera regardé par la

France comme une déclaration de guerre[1]. C'est un ultimatum.

Les mesures militaires sont prises. Au premier bruit d'invasion de la Saxe, la grande armée se concentrera à Würzbourg. La Bavière, le Wurtemberg, Darmstadt amèneront leurs contingents. Le plan de Napoléon « est de se jeter au milieu de la Prusse et de marcher tout droit sur Berlin ». Mais il croit qu'elle cédera. « Mon idée, écrit-il à Joseph le 13, est qu'avant deux jours la paix du continent sera plus consolidée que jamais. » Il sera maître de la Méditerranée ! Et à Louis, le 15 : « J'imagine que cette crise sera bientôt passée et que la Prusse désarmera et ne voudra pas se faire écraser. Le succès est certain. » Le 18, la garde se met en mouvement. Le 19, Talleyrand envoie à Laforest une sommation en forme[2].

Napoléon avait trop préjugé de la faiblesse des Prussiens. Ce n'étaient ni les Bourbons de Naples ni le peuple des *lazzaroni*. Il leur restait la présomption d'être les premiers militaires du monde et, à défaut de l'éperon frédéricien, la révolte de la fierté nationale, l'honneur de la couronne. Devant ce manifeste à la Brunswick, cette cour traitée comme Brunswick traitait, en 1792, la nation française et ses représentants, se redresse, s'emporte même. Il se passe à Berlin des scènes qui font penser aux derniers temps des Tuileries, sous Louis XVI et Marie-Antoinette. La fièvre qui monte envenime les plaies secrètes et découvre le mal caché.

L'armée, qui n'a plus qu'une façade de revue et de défilé, indisciplinée, désorganisée, cabale, crie, menace, remplit la ville de ses forfanteries : les Français n'ont pas encore rencontré leur maître. Autour du roi, il y a désormais un parti de la guerre, un parti des réformes, un parti de politique nationale en Prusse et en Allemagne ; toute une révolution : Blücher à l'armée, Stein au gouvernement; des militaires,

[1] Talleyrand à Laforest, 12 septembre ; rapport de Lucchesini, 8 septembre 1806. — Napoléon à Berthier, 13 septembre. — Napoléon au roi de Prusse, 12 septembre 1806.

[2] Voir, pour la guerre : général Bonnal, *la Manœuvre d'Iéna*.

Rüchel, Phull; des savants, Jean de Müller, Humboldt. C'est une véritable fronde. Ils remettent au roi des mémoires qui sont des programmes, dénonçant le *Cabinet*, réclamant le renvoi de ces conseilllers funestes, favoris de l'indécision et de la vanité royales : Lombard, Beyme [1]. Frédéric-Guillaume aussi orgueilleux de son pouvoir qu'hésitant à en user, incapable de vouloir, mais n'admettant point une autre volonté que la sienne, les écoute avec impatience; il se rappelle les commencements de la Révolution française, les premières insurrections de Cour et d'État avant les insurrections de la rue, la guerre déclarée en 1792 et ruinant la dynastie. Il n'a confiance ni dans ses généraux ni dans son armée, ni surtout en lui-même. Il redoute la défaite : il se voit entraîné à la guerre par des passions qu'il ne partage pas, mais qu'il ne peut plus dominer. Régner sans honneur ou risquer sa couronne ! il fermera les yeux. « Berlin n'est plus maîtrisable... [2] », écrit Laforest. On apprend que le libraire Palm a été enlevé par les Français, à Nuremberg, jugé et fusillé. Le peuple comprend qu'à se courber sous la menace et sous le joug il n'y aura plus d'Allemagne, comme le roi a compris qu'il n'y aura plus de Prusse. Tous se jettent tête baissée sur l'épouvantail

Le 6 septembre, Frédéric-Guillaume écrit à Alexandre : « Je n'ai plus de choix que la guerre... Bonaparte m'a mis à mon aise... C'est donc moi, à ce qu'il paraît, qui devrai prendre l'initiative des ouvertures décisives. Mes troupes marchent de tous côtés pour en hâter le moment. » Il envoie le général Krusemarck à Pétersbourg réclamer un secours de 60,000 hommes. Il s'adresse à l'Autriche : il lui laissera prendre la Bavière; au besoin ils se partageront l'Allemagne. Il renoue avec les Anglais : « Il ne prétend pas conserver le Hanovre contre le gré de Sa Majesté Britannique, et il consent à ajourner la question du sort futur de ce pays jusqu'à l'issue des événements qui se préparent. » Il tâche d'entraîner la

[1] Mémoires au roi, 5 août et 2 septembre. RANKE.
[2] Rapports de Laforest, 13-15 septembre 1806.

Suède et le Danemark[1]. Le 7 et le 8 septembre, le plan de guerre est élaboré : on y voit percer cette arrière-pensée, s'assurer la Hesse et la Saxe, les occuper pour y prévenir Napoléon, puis enrôler leurs armées et les incorporer à la Confédération du Nord[2]. La Prusse en appelle à l'Allemagne, à l'Europe. Elle combat, déclare Haugwitz, « pour la plus juste des causes, l'existence, la sûreté, l'indépendance communes. » Elle a pour elle, non pas seulement l'opinion de la nation... mais l'opinion de tout ce qu'il y a, même en France, en Italie, en Hollande, dans l'Europe entière, d'hommes que l'injustice révolte et qui sentent le prix de l'indépendance... Partout où elle portera ses armées en Allemagne, la Prusse trouvera autant de défenseurs qu'elle voudra rassembler d'habitants sous son drapeau[3]. » Désespérant désormais d'être utile, Laforest demande ses passeports, le 21. Le même jour, Frédéric-Guillaume quitte Berlin pour se rendre à l'armée, et, le 26, il adresse, de Naumbourg, à Napoléon une longue lettre, qui est le manifeste de ses récriminations[4]. Haugwitz y joint un ultimatum que Knobelsdorf remettra à Talleyrand : la Prusse exige l'évacuation immédiate de l'Allemagne, la retraite des Français au delà du Rhin ; l'acceptation en principe d'une Confédération du Nord « qui embrassera, sans aucune exception, tous les États non nommés dans l'acte fondamental de la Confédération du Rhin ». Napoléon aura jusqu'au 8 octobre pour répondre.

Ces messages sont remis à Talleyrand le 2 octobre, Napoléon était déjà à la tête de ses troupes. Il reçut le courrier de Talleyrand à Bamberg. Il y apprit aussi la rupture avec l'Angleterre[5]. Un message au Sénat et une proclamation à l'armée annoncèrent la guerre[6]. L'empereur évoque les sou-

[1] Haugwitz à Brunswick, 9 septembre 1806. Bailleu. — Beer, p. 246. — Correspondance de Hardenberg avec Adair. Ranke.

[2] Ranke, t. IV, p. 11-17.

[3] Haugwitz au roi, 16 septembre. — Rapports de Laforest, 21-27 septembre 1806.

[4] Ranke, t. III, p. 179. Rédigée par Lombard.

[5] Lauderdale quitta Paris le 6 octobre 1806.

[6] 6 octobre 1806.

venirs de 1792 : c'est le même Brunswick, ce sont les mêmes Prussiens. « Ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte ! » Le même sort les attend. Il parcourt à peine la longue lettre de Frédéric-Guillaume : « C'est un mauvais libelle[1]. » Il y répond par un autre qui, dans son genre, ne vaut pas mieux : le *Ier Bulletin*, daté du 8 octobre, terme assigné par la Prusse à la retraite des Français. C'est un pamphlet, pamphlet le sabre à la main, et de ce ton révolutionnaire dont, en 1792, les Camille, les Brissot, les Barère dénonçaient l'*Autrichienne* et ses forfaits. Il frappe la reine du pire des outrages ; il la compare à Marie-Caroline de Naples, la Caroline d'Emma Hamilton et des sanglantes bacchanales des *lazzaroni*. Après Médée, Armide[2]. « La reine de Prusse est à l'armée, habillée en amazone, portant l'uniforme de son régiment de dragons, écrivant vingt lettres par jour pour exciter de toutes parts l'incendie. Il semble voir Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. »

Égarement est juste. Ni plan, ni chefs. Tout s'en va en désarroi, à la débâcle. Ils ont mis en demeure Napoléon pour le 8 octobre. Et le publiciste Gentz, qui suit le quartier général, témoin troublé, narrateur émouvant de ce drame, note dans son journal : « Ce que j'entendis de plus satisfaisant, c'est que rien n'était encore perdu[3]. » Les signes funestes se succèdent. Le premier engagement, le 10 octobre, à Saalfeld, est une déroute, et le prince Louis-Ferdinand, le paladin de l'avant-garde, y est tué. Le 12, Augereau fait prisonnier le régiment où il avait servi autrefois et appris la manœuvre à la prussienne.

Encore une fois, Napoléon engage une partie décisive et joue le tout pour le tout. La coalition est reformée entre la

[1] A Talleyrand, au roi de Bavière, 7 octobre 1806.

[2] « Cette Médée. » A Joseph, 9 août 1806.

[3] Rien de plus significatif, de plus dramatique que ce récit de GENTZ, *Journal de ce qui m'est arrivé de plus marquant... pendant le voyage que j'ai fait au quartier général de S. M. le roi de Prusse, le 2 octobre 1806 et jours suivants.* Mémoires et lettres inédites de Gentz.

Prusse, la Russie et l'Angleterre. C'est donc la guerre de 1805 qui recommence. L'Autriche, neutre, tenant lieu de la Prusse, et la Prusse, ennemie, occupant la place de l'Autriche. Si Napoléon est battu, les Russes arrivent; les Anglais débarquent en Hollande, insurgent la Belgique, toujours agitée ; François II, qui attend son heure, se tournera contre le vaincu et fera sentir lourdement au Corse le poids de la rancune autrichienne : il prendra le rôle que la Prusse se ménageait en 1805, si Austerlitz avait été une défaite de la France. Rien à attendre des alliés, en cas d'échec grave. Les Allemands sont nantis : ils ne songeraient qu'à obtenir du vainqueur la garantie de leurs couronnes et de leurs terres. Le Portugal est tout anglais. L'Espagne est une autre Prusse : depuis Trafalgar, les Espagnols couvent la défection, prêts à recevoir le Portugal des mains de Napoléon, si Napoléon l'emporte; prêts, s'il est battu, à passer aux coalisés. Godoy croit Napoléon en péril, il négocie avec les Anglais; le 5 octobre, il lance un manifeste au peuple espagnol, l'invite à la guerre et il n'attend pour se prononcer que la nouvelle d'une défaite. Rome cherche à rompre. Eugène aura fort à faire avec les Autrichiens qui déborderont sur l'Italie, où sont leurs convenances et leurs convoitises. La Dalmatie disperse et absorbe une partie de l'armée d'Italie : en cas de malheur, il faudra évacuer ce pays, précipitamment[1]. Rien à attendre des rois frères. Louis, qui forme l'aile gauche de la grande armée, demande de l'argent et des hommes. « Ce n'est pas le temps des jérémiades, lui écrit Napoléon; c'est de l'énergie qu'il faut...[2] », et c'est ce qui manque le plus. Quant à Joseph, son royaume est un des enjeux de la partie. Si Napoléon est vaincu sur l'Elbe, c'est sur l'Isonzo que Joseph défendra sa couronne et s'il y est battu, *Médée* rentre à Naples, comme en 1799. « A la nouvelle d'une bataille perdue sur l'Isonzo ou sur l'Adige, les Napolitains tourneront contre vous... Un seul

[1] Sur les précautions qu'y prend Napoléon : instructions à Marmont, 7 juillet; à Dejean, 3 septembre 1806. — MARMONT, t. II, p. 375; t. III, p. 1 et suiv.

[2] ROCQUAIN, p. XXVII. — A Louis, 15, 20 septembre 1806.

cri italien de chasser les Français au delà des Alpes vous arrachera toute votre armée [1]. »

« Une grande bataille est toujours une chose grave, disait Napoléon à Sainte-Hélène. Si j'avais été vaincu à Iéna [2] !... » Mais il fut deux fois vainqueur, le 14 octobre : par lui-même à Iéna, par Davout à Auerstaedt.

[1] A Joseph, 1er, 9 août 1806; cf. 24 mai 1806.
[2] Gourgaud, t. I, p. 504.

CHAPITRE II

LE DÉCRET DE BERLIN

1806-1807

I

Le 14 octobre 1806, il n'y avait plus d'armée prussienne [1]. Napoléon entendait que la débâcle politique suivît et dépassât la déroute militaire. Il frappa la Prusse d'une contribution de guerre de cent millions, plus soixante environ sur ses alliés, le Hanovre, Cassel, Brunswick. Il congédia les prisonniers saxons et leur annonça que leur pays passait dans la Confédération du Rhin. Il voulait isoler la Prusse et la désarmer. « Notre métier, dit Soult au vieux Kalkreuth, est de vous faire le plus de mal possible. Posez les armes ! [2] » Point d'armistice. Napoléon en avait accordé un aux Russes après Austerlitz; ils s'étaient sauvés, et ils revenaient. Il l'écrit à Frédéric-Guillaume, le 19 octobre : « Toute suspension d'armes, qui donnerait le temps d'arriver aux armées russes que Votre

[1] Outre les documents et les ouvrages indiqués pour l'ensemble du volume, j'ai consulté, pour ce chapitre, en particulier : Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV; *Napoléon et les femmes*; Rambaud, *l'Allemagne sous Napoléon, Russes et Prussiens;* Sainte-Beuve, *Articles Rulhière*, *Jomini;* Bonnefons, *Frédéric-Auguste*; Ernest Daudet, *la Police et les Chouans;* Lenôtre, *Tournebut;* Boppe, *Mériage;* Bikélas; Ranke, *Serbien;* Beer, *Orientalische Politik OEsterreichs;* Hüffer, *Lombard;* Pertz, *Stein;* Lang, *Reinhard*; Gœcke, *Berg*; Lumbroso, *Blocus continental;* Henri Welschinger, *la Censure;* Gautier, *Madame de Staël; Mémoires* de Pasquier, Montholon, Barante, Fezensac, Parquin, Chaptal, Talleyrand, Montgaillard, Gonneville, Fantin des Odoards, comtesse Potocka, Castellane, d'Andigné, Méneval, Thiébault, Paulin, Saint-Chamans, Norvins.

[2] *Xe Bulletin*, 18 octobre 1806.

Majesté parait avoir appelées dans l'hiver, serait trop contraire à mes intérêts. » Il se hâte vers Berlin. En route, il fait abattre et envoie à Paris la colonne élevée sur le champ de bataille de Rosbach. « La bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach. » Il décide que l'Électeur de Cassel cessera de régner et il mande à Louis de s'emparer de cette monarchie; il y taillera un royaume pour Jérôme qui épousera une princesse de Wurtemberg[1].

A Wittenberg, le 22 octobre, il trouve Lucchesini envoyé par le roi de Prusse, qui demande la paix. Napoléon savait la guerre impopulaire en France : donner la paix, à cette heure-là, doublerait l'effet de la victoire; mais il fallait que la Prusse désarmât, qu'elle se séparât de la Russie, qu'elle se fermât à l'Angleterre et payât la guerre : il exige, outre les cent millions, les territoires prussiens sur la rive gauche de l'Elbe; une promesse d'alliance contre la Russie, si la Russie envahit la Moldavie et la Valachie; de plus, la libre disposition du Hanovre et des villes hanséatiques, et l'occupation de Magdebourg jusqu'au payement de la contribution. Le lendemain, 23 octobre, il organise le gouvernement des pays conquis. Il décrète que le duc de Brunswick, blessé à mort à Iéna, a cessé de régner[2]. L'outrage du manifeste de 1792 est vengé. Dans les territoires prussiens entre le Rhin et l'Elbe, « les aigles prussiennes seront ôtées partout ». L'Ost Frise est réunie à la Hollande. Les États du prince d'Orange, le Hanovre sont occupés. Napoléon explique à la France la raison de ses mesures. Comme après la conquête de la Hollande, en 1795, et, à la veille de la paix de Bâle, le Comité de Salut public : « ... Notre objet immuable : guerre à mort à l'Angleterre ![3] »

[1] A Louis, 17 octobre; et *XIe Bulletin*, 15-19 octobre 1806.

[2] Napoléon dit à un envoyé de ce prince qui recommandait ses peuples à la clémence de Napoléon : « Si je faisais démolir la ville de Brunswick et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince? La loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale? » *XVIe Bulletin*, 23 octobre 1806.

[3] *Plan de conduite de Dubois-Crancé, pour arriver aux moyens d'assurer la prospérité de la République*, t. IV, p. 221. — *Discours de La Revellière*, 1er novembre 1796, t. V, p. 256.

Comme au lendemain de Campo-Formio le Directoire : « Avant de te livrer au repos, tourne tes regards vers l'Angleterre! » Comme au lendemain de Marengo et de Lunéville, d'Austerlitz et de Presbourg, c'est le cri de la guerre sans merci, de la guerre par l'investissement, à coups de banqueroutes. Les temps sont révolus; la mesure formidable conçue préparée par le Comité de l'an III va s'accomplir : « Exclure les Anglais du continent... fermer à nos ennemis les portes du continent européen depuis Gibraltar jusqu'au Texel... Privée de ces immenses débouchés, travaillée de révoltes et de mouvements intérieurs qui en seraient la suite, l'Angleterre devient fort embarrassée de ses armées coloniales et asiatiques. Les denrées invendues tombent à bas prix, et les Anglais se trouvent vaincus par l'abondance, comme ils ont voulu vaincre les Français par la disette [1]. »

Le Comité de Salut public se flattait d'obtenir ces grands résultats par l'alliance prussienne. La Prusse s'y est refusée. Napoléon les obtiendra contre elle. « L'Angleterre a voulu exciter la Prusse contre la France, pousser l'empereur et la France à bout. Eh bien, elle a conduit la Prusse à sa ruine, procuré à l'empereur une plus grande gloire, à la France une plus grande puissance et le temps approche où l'on pourra déclarer l'Angleterre en état de *blocus continental* [2]. » Et voilà le grand mot prononcé qui, résumant les conditions de la guerre de la république, va rester jusqu'en 1813 la suprême raison d'État de l'empire.

La Prusse s'effondre. Les prophéties qui annonçaient sa chute se réalisent et les pires semblent dépassées [3]. La monarchie en fuite, le gouvernement atterré, la nation consternée. L'Europe se repût de ce spectacle sinistre, jouissant de voir cette arrogance à bas; fatiguée d'entendre depuis cinquante ans tous les meneurs de renommée, et notamment les philo-

[1] A Noël, à la Haye, 27 avril; à Barthélemy, à Bâle, 27 août, 4 septembre 1795. — T. IV, p. 389. — Cf. p. 244, 464, 476.

[2] *XVe Bulletin*, 23 octobre 1806.

[3] Cf. t. I, p. 463 et suiv.

sophes français, déifier Frédéric et son chef-d'œuvre. « Cet édifice fameux, construit avec du sang et de la boue, de la fausse monnaie et des feuilles de brochures, a croulé en un clin d'œil, et c'en est fait pour toujours[1]. » Tout le monde s'y trompa, et plus que personne Napoléon; son admiration pour le génie de Frédéric n'en fut point altérée; l'homme lui parut plus grand, qui de ce néant avait tiré ce je ne sais quoi de si prestigieuse apparence. Mais que désormais on ne lui parle plus de l'Allemagne. Des Allemands il ne considérait que les Prussiens, et la Prusse n'est plus. Il avait jugé l'Allemagne officielle, princière et diplomatique, sur son passage à Rastadt en 1797, sur le spectacle qu'elle donnait à Paris en 1803, lors du recès, et, tout récemment, lors des médiatisations[2]; il jugea la nation allemande sur sa marche d'Iéna à Berlin; sur les relations des généraux qui poussaient leurs pointes et s'enfonçaient à droite et à gauche dans cette terre molle et grasse, terre aux bons fourrages, aux gîtes sûrs, aux bourgeois nés aubergistes et contribuables, aux paysans timides et obséquieux.

Le 25 octobre, le vainqueur d'Auerstædt, Davout, occupa Berlin[3]. Le peuple se montra curieux, troublé d'abord, mais rassuré très vite, surpris, immensément badaud. La taille, les épaulettes d'or, les panaches, les cannes énormes des tambours-majors, la sonorité mâle et rude des tambours profonds, au lieu du roulement grêle des tambourins plats de Prusse ; les sapeurs colossaux avec leurs tabliers blancs, leurs haches et leurs formidables bonnets à poil; puis, par contraste, derrière cette tête de colonne majestueuse et théâtrale, ces petits bouts d'hommes si maigres, qui avaient battu les « fiers guerriers » du Nord; mal vêtus, les habits en désordre, marchant à la diable, le chapeau sur l'oreille, en fantaisie, les chaussures bâillantes, les pantalons déchiquetés, des pains

[1] Joseph de Maistre au comte d'Avaray, juillet 1807. — *Lettres et opuscules*, t. I.

[2] Cf. t V, p. 269-270; t. VI, 229; et ci-dessus, p. 52.

[3] *Souvenir de Parquin*, publiés par Frédéric Masson. — *Souvenirs d'un Allemand*, témoin oculaire.

plantés aux baïonnettes, et çà et là quelques oies en sautoir. La halte faite sur les places, très vite on se familiarisa, on entra en marché de victuailles et de butin, on vécut en camarades.

Napoléon s'arrête à Potsdam [1]. Il y passe en revue sa garde, y forme son « camp impérial », et notifie au monde, par la voie des Bulletins, sa visite au tombeau de Frédéric, « un des premiers capitaines dont l'histoire gardera le souvenir ». Alexandre y avait prêté le serment d'exterminer le Corse; Napoléon y prélève ses trophées de soldat vainqueur. « L'empereur a fait présent à l'hôtel des Invalides de Paris de l'épée de Frédéric, de son cordon de l'Aigle noir, de sa ceinture de général ainsi que des drapeaux que portait sa garde dans la guerre de Sept Ans. » Le 26, il couche à Charlottenburg, château royal auprès de Berlin. Il y médite sur les destinées de la Prusse. Il en dispose. Tous ses plans se ramènent à cet objet : la séparer de la Russie. « Deux partis s'offrirent à ma pensée... Achèverais-je l'anéantissement de la Prusse, ou profiterais-je des regrets de son roi, homme vénérable et d'honneur, pour me l'attacher par les liens d'une reconnaissance qui, de sa part, serait sincère? J'avais besoin du Hanovre et des provinces prussiennes de Saxe, de Westphalie et de Franconie. Il me fallait aussi Magdebourg. Mais si je posais la couronne de Pologne sur la tête du roi de Prusse, l'indemnité effacerait le regret des pertes. Frédéric-Guillaume, roi de Prusse et de Pologne, serait un plus puissant monarque qu'avant la bataille d'Iéna. L'Autriche n'était pas en mesure de me refuser l'échange de la Gallicie contre une partie des provinces illyriennes. » La Prusse affrontée à la Russie, expulsée de l'Allemagne, noyée parmi les Slaves, formerait une barrière contre les Russes; c'était une idée déjà ancienne, une idée du Comité de Salut public et de Sieyès de placer un roi de Prusse sur le trône de la Pologne régénérée, de la payer ainsi de ses cessions en Allemagne et de l'associer aux destinées de la France [2].

[1] Du 24 au 26 octobre 1806.
[2] Voir t. IV, p. 227-228, 359; t. V, p. 335.

C'est avec ces arrière-pensées que le matin du 27 octobre, au moment de monter à cheval pour faire son entrée solennelle dans Berlin, Napoléon reçut le général Zastrow qui venait de la part de Frédéric-Guillaume. — « Les Russes, dit Napoléon, sont-ils déjà sur le territoire prussien? — Aux dernières nouvelles, répondit Zastrow, ils étaient à Grodno; il se peut que leurs têtes de colonne, en ce moment, franchissent la frontière. Le roi n'attend, pour leur faire rebrousser chemin, qu'une parole rassurante. — Oh! s'écria Napoléon, si les Russes viennent, je marche contre eux et je veux les battre. » Néanmoins il autorisa Duroc à entrer en pourparlers avec Zastrow et Lucchesini [1], et il se rendit à Berlin. Lefebvre ouvrait la marche, en tête de la garde impériale à pied. Les cuirassiers de Nansouty, disposés en bataille, occupaient la large avenue qui mène à la porte de Brandebourg. Les musiques jouaient *la Marseillaise* et le *Ça ira*. Hulin, celui de Vincennes, nommé commandant de la place, attendait l'empereur à la porte; il lui présente le *magistrat*, qui lui offrit les clefs de la ville. Au palais, Napoléon reçut les ministres des États alliés et amis : Bavière, Espagne, Portugal, Turquie. Il chassa de sa présence le prince de Hatzfeld, qui lui amenait la municipalité de Berlin. Il l'accusait d'avoir renseigné le roi, « l'ennemi », sur l'état de l'armée française. Il le décréta d'accusation comme traître et espion. Hulin jugerait et exécuterait, sans désemparer, comme en 1804. Mme de Hatzfeld se jeta aux pieds de l'empereur; la princesse Ferdinand implora sa clémence. Il lui plut de montrer qu'il distinguait entre les femmes : les politiques, les muses ou les amazones, la reine Louise, Mme de Staël, « les femmes intrigantes que je hais au delà de tout, » et... les autres « bonnes, douces et conciliantes, celles que j'aime. » Il se montra magnanime, et s'en fit honneur avec l'art d'un publiciste passé maître en effets de gazettes [2].

[1] Ranke, t. IV, p. 35-36.
[2] Voir *Bulletins XXI*, *XXII*; décret du 28 octobre; lettres à la princesse Ferdinand, 28 octobre; à Mme de Hatzfeld, 31 octobre; à Joséphine, 6 novembre 1806.

C'est un motif de plus, et par contraste, de s'acharner contre la reine. Il tient la Prusse sous ses pieds, il la piétine, il la déchire, de la botte et de l'éperon. « La Prusse ne compte plus pour rien! » ... Il la personnifie dans la reine qu'il invective, sans plus de chevalerie, ni de respect de la femme que n'en connaissaient les héros antiques. Il rejette sur ses enchantements toute la catastrophe, et sur les philtres d'Alexandre toutes les aberrations de la reine. « Les Prussiens accusent le voyage de l'empereur Alexandre des malheurs de la Prusse. Le changement qui s'est dès lors opéré dans l'esprit de la reine qui, de femme timide et modeste, s'occupant de son intérieur, est devenue turbulente et guerrière, a été une révolution subite. Elle a voulu tout à coup avoir un régiment, aller au conseil [1]... On a trouvé dans l'appartement qu'occupait la reine à Potsdam le portrait de l'empereur de Russie dont ce prince lui avait fait présent... Les notes, les papiers d'État étaient musqués et se trouvaient mêlés avec des chiffons et d'autres objets de toilette de la reine... Nous avons cent cinquante drapeaux, parmi lesquels sont ceux brodés des mains de la reine, beauté aussi funeste aux peuples de la Prusse que le fut Hélène aux Troyens [2]. » Littérature détestable, indigne de l'empereur des Français; on n'y retrouve plus rien des Bulletins lapidaires de l'armée d'Italie. A barbouiller sur le bureau de Frédéric, César s'est fait gendelettre, et à parler des femmes il perd, comme Frédéric, l'esprit et la mesure; non seulement le goût, mais le tact politique. Il se figure que par ces pamphlets impériaux il va détacher le peuple de sa souveraine et que par l'impopularité de la reine il rendra impopulaire l'alliance de la Russie. Il en spécule comme eût pu faire, s'il eût été vainqueur en 1792, un lieutenant de Frédéric, dénonçant Marie-Antoinette comme l'auteur de la guerre et combinant du même coup l'abaisse-

[1] « Elle voulait du sang... Le sang le plus précieux a coulé. » A Talleyrand, 15 octobre; *VIIe* et *IXe Bulletin*, 16-19 octobre 1806.

[2] *Bulletins XIII, XVIII, XIX, XXII, XXIII, XXV :* 19, 20, 26, 27, 29, 30, 31 octobre; 2 novembre; à Joseph, 25 octobre; à Cambacérès, 31 octobre 1806.

ment de la monarchie française, la rupture de l'alliance autrichienne et l'abdication, entre les mains de la Prusse, du gouvernement nouveau. Il se trompe. Les insultes à une reine charmante et adorée, épouse de leur roi, mère du roi futur, blessa les Prussiens au cœur, dans ce qu'il leur restait de meilleur, leur foi monarchique. En outrageant la reine, il fit d'elle, à leurs yeux, l'image héroïque et touchante de leur patrie.

Zastrow et Lucchesini conféraient avec Duroc. Les conditions de Napoléon sont les mêmes qu'à Wittenberg. Duroc le leur déclare nettement : l'intention de l'empereur est de mettre la Prusse hors d'état de reprendre les armes contre lui. Les négociateurs prussiens comprennent aisément que visant, par-dessus tout, la coalition de la Russie et de l'Angleterre, son intérêt est de se débarrasser de la Prusse, de la garder à sa disposition comme il la tient à sa merci : le seul moyen de salut pour la Prusse est désormais dans la sujétion française. Ils en réfèrent au roi réfugié à Graudenz, sur la Vistule, où les nouvelles des dernières capitulations de ses armées sont venues l'accabler. Le 6 novembre, il tient un grand conseil de généraux et de ministres. Haugwitz parle pour la paix et l'emporte. Ils se soumettront donc; ils entreront même, s'il le faut, dans la Confédération du Rhin; ils espèrent échapper ainsi à l'opération d'énervement dont Napoléon les menace, « à ce terrible principe de la destruction de la Prusse pour servir de garantie au repos de la France ». — « Avec un cœur tel que celui du roi, écrit Haugwitz à Lucchesini, Napoléon peut compter sur sa reconnaissance ! » Cependant Frédéric-Guillaume expédie Phull en Russie pour expliquer au tsar « les motifs souverainement urgents » qui nécessitent la paix : « Ah! sire, que de désastres! La capitulation du prince de Hohenlohe; la coupable reddition de Stettin ; celle de Cüstrin, plus criminelle encore... avec une célérité étonnante... » Mais Napoléon donnera-t-il la paix? Ne voudra-t-il pas, au contraire, « pousser les choses à outrance » ?

Ces craintes sont justifiées. Napoléon a changé d'avis, et par l'effet des mêmes nouvelles qui ont réduit les Prussiens à

subir ses volontés : les capitulations; Stettin, devant un régiment de cavalerie, et tout récemment Blücher, à Lubeck, avec les derniers débris de l'armée; Magdebourg, enfin, qui se rend sous une menace de bombardement. La garnison a défilé devant Ney; le vieux Kleist lui nomme les régiments qui passent insultant leurs officiers, au son de la musique française. Ils sont 18,000. Comme il en sortait toujours de la place : « Nous voilà bientôt à la fin, dit Ney. — Pas encore à la moitié », répond le lieutenant de Frédéric. Alors Ney, à l'oreille de son aide de camp : « Qu'on prenne bien garde de leur faire jeter leurs fusils; ils sont le double de nous. » Napoléon compte 100,000 prisonniers. La Prusse est tombée si bas, vaut-il la peine de la ramasser? La raison d'État ne commande-t-elle point d'achever ce moribond? L'aider à survivre, n'est-ce pas soigner un ennemi qui, remis sur pied, ne rêvera que vengeance? Le bruit court que les Russes se préparent à envahir les Principautés : c'est 80,000 hommes de moins sur les bras de Napoléon, et cette opportune diversion des Turcs qu'il souhaitait, les Russes la provoquent. « Les destins ont promis la durée de votre empire, écrit-il à Sélim [1]; j'ai la mission de le sauver, et je mets en commun avec vous toutes mes victoires. » Il marche aux Russes sur la Vistule; que Sélim marche à eux sur le Dniester! Il tient d'ailleurs, depuis Austerlitz, pour peu de chose leur armée et leur empereur : « Le prince qui a capitulé et s'est soumis à évacuer l'Allemagne par journées d'étapes... Plus la guerre durera, plus la chimère de la Russie s'effacera, et elle finira par être anéantie ! [2] »

Puis, en même temps que les Turcs s'arment, la Pologne se soulève. A l'approche de l'armée française, tous les cœurs s'émeuvent, toutes les têtes s'exaltent à Posen, à Varsovie. Ceux de Posen ne sont réunis à la Prusse que depuis treize ans, ceux de Varsovie depuis onze ans. Les souvenirs de la République survivent, idéalisés par la haine de l'Allemand.

[1] 11 novembre 1806.
[2] *XXIVe Bulletin*, 31 octobre 1806.

La Pologne a payé pour la France, en 1793, en 1795. La France, victorieuse, accomplit ce prodige de paraître sur la Vistule, passant sur le corps de l'Allemagne soumise, de la Prusse abattue; elle n'a qu'à lever la main pour rétablir son antique alliée et compléter l'œuvre de la Révolution française en effaçant le plus inique des attentats de l'ancienne Europe. Les agents français, depuis 1792, entretiennent cette espérance. De nouveaux émissaires la propagent. Il suffit à Napoléon, pour gagner les Polonais, de les abandonner à leurs illusions, à leur enthousiasme. Il y pense. Ce n'est pas qu'il s'émeuve sur leurs misères, s'exalte sur la beauté de leur cause et déplore les injustices qu'ils ont souffertes. Comme pour les gouvernements qui l'ont précédé, en 1795, en 1798, la Pologne reste un appoint dans ses combinaisons; il la croira suffisamment indemnisée d'une phrase en quelque manifeste [1]. Mais la Pologne se trouve maintenant sur les confins du Grand Empire; elle en forme une *marche* à l'orient : alliée pour la guerre ou gage de la paix, nation à délivrer ou à dépecer selon les circonstances, il la considère comme le Conseil exécutif, le Comité de Salut public et le Directoire considéraient les terres d'Allemagne et d'Italie; il en spécule comme Delacroix a fait de Venise [2]. Il laissera donc les Polonais se soulever; il les armera, au besoin, s'ils paraissent assez forts pour devenir utiles; il les constituera en royaume pour quelqu'un de ses feudataires — comme on y songeait en 1795, en 1798, comme il y songeait naguère en faveur de la Prusse; sinon il les livrera sans scrupules ni remords, en prix de la paix et de l'alliance, à la Russie. Le point est qu'ils contribuent à finir la guerre, à assurer la suprématie du Grand Empire, par leur démembrement ou par leur résurrection : les intérêts français en décideront.

Des Polonais, à leur tête Dombrowski, se présentent à lui,

[1] Voir t. IV, p, 50, 67, Comité de l'an II; 227, 249, 359, Comité de l'an III; t. V, p. 330, le Directoire.

[2] Voir t. III, p. 21-24; t. IV, p. 221, 227, 291, 299, 357, 362; t. V, p. 24, 26, 70, 95, 125, 143, 259.

à Berlin. Il les écoute, les encourage : « Je verrai si vous méritez d'être une nation. » Il ne leur promet rien; il leur permet de tout espérer. Sous cette impulsion, ils lancent un appel aux armes. Le même jour, 3 novembre, Napoléon écrit à Fouché : « Faites venir Kosciusko; dites-lui de partir en diligence pour venir me joindre, mais secrètement et sous un autre nom que le sien. Faites partir aussi tous les Polonais qu'il aurait avec lui. » L'insurrection s'étend. Les Français entrent à Posen; ils y sont acclamés. « Le peuple de Pologne demande à grands cris des armes; je lui en ai envoyé », écrit Napoléon à Ney, le 7 novembre. Ils recevront 40,000 fusils pris à Custrin. Mais en même temps il mande à Davout, à Posen, de les laisser faire, s'ils veulent chasser les Prussiens de Varsovie; d'observer, de parler au besoin, de n'écrire jamais : « Ne prenez part à cela que par vos conseils et par des engagements verbaux, et faites connaître que je ne puis me déclarer que lorsque je verrai les Polonais organisés et armés [1]. » Le ministre de Bavière, Bray, note dans son journal : « Les projets sur la Pologne ne sont pas irrévocables... Le plan de l'empereur est de s'assurer une puissante garantie contre la Russie par le rétablissement du royaume de Pologne. Il la tiendra ainsi en échec... » Et il agite l'opinion. A Paris où il désire justifier des mesures inquiétantes comme l'organisation des gardes nationales [2], atténuer la menace d'une guerre prolongée au delà du printemps, à si longue distance, dans des régions où les Français n'avaient encore jamais paru et qui transporte tout d'un coup le terme de la lutte du Rhin à la Vistule, il se flatte d'échauffer les imaginations par ce grand spectacle de la résurrection de la Pologne, cette évocation des fantômes de 1792. Il commande un « précis qui peigne toute l'indignité du partage et son influence sur l'abaissement de la Suède et de la Porte, et, dès lors, sur l'équilibre de l'Europe... » Il se fait envoyer le précis composé par

[1] A Davout, 13, 14 novembre 1806.
[2] A Cambacérès, 31 octobre 1806.

Rulhière et qui est en manuscrit aux archives de l'empire [1].

Ainsi, lorsque Zastrow et Lucchesini reçoivent les ordres de leur roi, en date des 6 et 7 novembre, Napoléon a modifié ses vues. Il consent un armistice, mais il ne se contente plus de la ligne de l'Elbe; il occupera Thorn, Graudenz, Danzig, Kolberg; en Silésie, Glogau, Breslau et toutes les provinces sur la rive droite de l'Oder. Les Prussiens jugent que s'ils refusent, la négociation est rompue et que Napoléon fera de la vieille Prusse son champ de bataille avec la Russie; autrement, il poussera en Pologne. Et ils signent, le 16 novembre [2].

Le 19, Napoléon reçoit et harangue des Polonais de Posen. La France a toujours désavoué le partage de la Pologne; il désire le rétablissement de cette République, mais « ses malheurs avaient été le résultat de ses divisions intestines;... le défaut d'union ne peut être rétabli que par l'union ;... que les prêtres, les nobles, les bourgeois fassent cause commune et prennent la ferme résolution de triompher ou de mourir ». Il leur présage qu'ils triompheront... mais il ne peut leur promettre le rétablissement de leur indépendance, puisqu'il ne doit dépendre que d'eux... Sous ces réserves, « les Polonais pourront compter sur sa haute protection ». Paroles équivoques, qui valent les garanties de l'intégrité de l'empire turc. Intégrité de la Turquie, indépendance de la Pologne, moyens de guerre, instruments de diplomatie : ces combinaisons, sans doute, ont les préférences secrètes de Napoléon, car l'indépendance de la Pologne est une garantie de l'intégrité de l'empire turc, et l'intégrité de cet empire est une garantie de la suprématie française dans la Méditerranée; mais ces desseins d'avenir et leurs conditions demeurent subordonnés, dans le présent, à ce dessein supérieur : séparer la Russie de l'Angleterre, par la guerre ou par la paix, et isoler l'Angleterre par la coalition du continent.

[1] A Cambacérès, 13 novembre; à Fouché, 30 novembre 1806. — *Histoire de l'Anarchie de Pologne*, publiée par Daunou, Paris, 1807 et 1819. — Voir Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, t. IV, article *Rulhière*.

[2] De Clercq, t. II, p. 193.

II

La combinaison colossale qui désormais se substitue à « l'immense projet » maritime de 1804 et de 1805 est élaborée dans l'esprit de l'empereur.

Machine à double détente qui doit, d'un côté, ruiner l'Angleterre, fermer à son industrie et à son commerce les marchés du continent; lui enlever les matières premières qui alimentent son industrie, la clientèle des vêtements, des sucres, des cafés, sa richesse, et, du même coup, protéger les manufactures françaises renaissantes et leur ouvrir tous les débouchés, toute la consommation de l'Allemagne, de la Hollande, de la Prusse, de l'Italie. Cette mesure consacrera la suprématie de la France; elle sera le point de départ de sa rénovation économique, dernier mot de la Révolution conquérante et du système protecteur. Le coup porté, les effets en demeureront, c'est-à-dire l'industrie française développée et le marché de l'Europe assuré par contrainte d'abord, puis par habitude, aux produits français [1].

C'est à Berlin seulement qne Napoléon « sentit le pouvoir qui lui avait été donné par la victoire d'Iéna, de répondre à un blocus de mer par un blocus de terre [2] ». Il étudie avec sa minutie habituelle cette prodigieuse affaire; il y prépare l'opinion; il corrige, remanie le texte de son décret, sentant bien que c'est l'acte décisif, plus que la charte, la raison d'être de son Grand Empire [3]. Le 19 novembre, il le notifie à la France, par voie de message au Sénat. Il n'évacuera ni Berlin

[1] Chaptal, *Souvenirs*, 2e part., chap. III. Suivre les progrès de ce dessein dans les lettres; par exemple à Lebrun, 21 février; à Lacépède, 22 février; exposé de la situation, 5 mars 1806.

[2] Note à Champagny, 10 janvier, 7 octobre 1810 : rétrospective.

[3] *Bulletin XV, XVIII, XXIV* : 23, 26, 31 octobre; à Joseph, 16 novembre 1806.

ni Varsovie que la paix générale ne soit conclue, et, pour y contraindre l'Angleterre, « Nous avons mis les Iles Britanniques en état de blocus... Il nous en a coûté de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations [1] ».

Le décret est daté de Berlin, 22 novembre 1806 :

« Considérant que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples civilisés... » ; qu'elle étend aux bâtiments de commerce et aux biens des particuliers le droit de conquête qui ne se peut appliquer qu'aux biens de l'État ennemi ; qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment, des côtes entières, tout un empire, et qu'elle part de cette déclaration pour saisir, partout, tout ce qui en sort ou tout ce qui tente d'y entrer ; « que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent » ; que quiconque trafique avec l'Angleterre se fait son complice, et qu'il est de droit naturel d'user de représailles, l'empereur décrète, « comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un et le même sur terre que sur mer », qu'il ne s'étend pas à la propriété privée, et que le blocus n'est de droit qu'autant qu'il est réel :

« *Les Iles Britanniques sont déclarées en état de blocus. Tout commerce et toute correspondance avec les Iles Britanniques sont interdits.* »

Les sujets anglais seront faits prisonniers de guerre ; toutes les propriétés anglaises, les marchandises anglaises confisquées. Il y aura un tribunal des prises à Paris et un à Milan pour en juger. Le décret sera communiqué aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande, d'Étrurie et aux autres alliés de la France. « J'ai tout lieu d'espérer, déclarait Napoléon, que cette mesure frappera au cœur l'Angleterre [2]. »

« Je veux conquérir la mer par la puissance de terre [3] », voilà désormais sa maxime et sa raison d'État. Mais, pour

[1] Voir, sur les mesures maritimes de l'Angleterre en 1793, t. III, p. 484 et suivantes. — Mesures du Comité de Salut public, p. 476.
[2] A Cambacérès, 22 novembre 1806.
[3] A Louis, 3 décembre 1806.

conserver cette puissance de terre, il lui faut condamner indéfiniment la France à cet état de tension hyperbolique où elle s'est élevée de 1793 à 1795; or, cet état ne saurait durer sans rompre les nerfs des Français, et les Français cesseront de s'y efforcer dès que leur indépendance ne leur paraîtra plus menacée. Et comment la croiraient-ils menacée, comment les ramener aux sacrifices de la défense nationale, quand la frontière est reportée au Rhin, les têtes de pont à l'Elbe, et que les ennemis sont repoussés au delà de la Vistule? Le Français mesure le péril à la distance : en 1793, en 1798, la Provence, la Comté, l'Alsace, la Flandre même, se trouvaient sous l'invasion; c'est maintenant la France qui envahit la Prusse et la Pologne. Or, à mesure que les succès se prolongent, que le champ de bataille s'étend, la paix s'éloigne, comme les armées, et Napoléon exige plus d'hommes. « Je demande 80,000 hommes, écrivait-il à Cambacérès, le 27 novembre ; c'est pour assurer la paix. Faites mettre dans les journaux des articles qui expliquent le blocus continental, la nécessité de garder nos conquêtes jusqu'à ce que l'Angleterre et la Russie rendent les leurs... Parlez en ce sens au Sénat et au Conseil d'État afin que ces idées se propagent dans l'empire. »

La France ne comprend plus ce langage, tant il contrarie son rêve, ses illusions, ses goûts, ses besoins; tant il semble en contradiction avec les splendeurs de l'empire, avec tant de victoires, tant de traités, tant de conquêtes! Peu d'hommes possédaient une mémoire assez sûre, une raison assez ferme, une connaissance assez réelle des affaires européennes pour dissiper l'éblouissement, regarder en face les réalités de l'empire, remonter le cours des années, revivre les temps que l'on voulait oublier à jamais, de la Terreur et du Salut public, et enchaîner les événements de ces causes qui semblaient d'un autre monde, à ces effets si prolongés. « Soyez sûr, écrivait à Talleyrand un vieux routier de la diplomatie, un des rares contemporains qui aient eu le courage de voir clair, le sourcilleux d'Hauterive, soyez sûr qu'il faut rétrograder

bien en arrière pour trouver le principe de l'impulsion de tout ce qui se fait aujourd'hui contre nous. La Prusse est arrivée la dernière; mais elle a naturellement comme l'Angleterre, avant 1793, et au même degré, la volonté de nous détruire... J'ai bien étudié la valeur du mot coalition et celle du mot empire français. Ces deux choses... ne peuvent exister de longues années ensemble. Il faut que l'une tue l'autre... Il faut ou que la France périsse ou qu'elle détrône assez de rois pour que ce qui en reste ne puisse composer une coalition... La coalition aura détruit l'empire français le jour où elle l'aura fait rétrograder; car, dans cette marche, on ne s'arrête pas. Si nous reculons, ce sera pour revenir à l'ancienne monarchie par toutes les ruines et toutes les horreurs du temps que nous avons une fois traversé [1]... »

Le principal embarras de Napoléon provient des prisonniers : 140,000 peut-être. « Que faire de tant d'hommes? Il ne faut pas qu'ils me ruinent. » Il en envoie la moitié en France, à disperser dans les campagnes, chez les cultivateurs. « Cela aura l'avantage qu'il en restera beaucoup en France. » Des autres, il songe à recruter des régiments pour Joseph. Il en offre à la Hollande, à l'Espagne [2]. Des colonies, des mercenaires : c'est le système romain qui reparaît avec le Grand Empire et la conquête à la romaine. Il établit un étrange et formidable jeu de pompe, aspiration et refoulement d'hommes, de toutes les extrémités à toutes les extrémités de l'empire. Il a dû disperser les Français aux avant-postes, en Hollande, à Naples, en Dalmatie; par contre, il appelle des recrues de toute provenance, de tout langage, de toutes passions nationales à la *Grande Armée*, noyant les Français dans ces « impériaux ». Ainsi s'insinuent dans les rangs de cette armée, ainsi vont bientôt la déborder sur les ailes, des régiments, puis des corps entiers formés de non-Français. Des Espagnols iront garder le blocus aux bouches de

[1] 19 octobre 1806. BAILLEU.

[2] A Dejean, 12 novembre; à Joseph, 16 novembre; à Cambacérès, 16 novembre; à Joseph, Talleyrand, Clarke, 5, 13, 14, 15 décembre 1806.

l'Elbe; des Prussiens iront le garder en Espagne. Napoléon n'imagine pas d'ailleurs que ces Espagnols portés en Allemagne puissent y faire cause commune avec des Allemands révoltés, ni que des Prussiens portés en Espagne s'y puissent joindre à quelque insurrection des Espagnols. Telle était sa confiance dans le prestige de sa force, dans la valeur du serment et l'honneur des armes chez les officiers, la sujétion militaire et l'abrutissement chez les soldats. Chez aucun il ne soupçonna une âme capable de comprendre l'exemple d'indépendance et de fierté que leur ont donné ces Français dans les rangs desquels ils combattent, de se pénétrer ni de cette Révolution, ni de cet honneur national que l'armée française promène avec ses aigles et propose en modèle aux peuples, les subjuguant par sa force et les conviant, par ses leçons, à se révolter contre le joug étranger.

C'est à Berlin qu'il connut la proclamation de Godoy, du 14 octobre; des lettres de l'envoyé prussien à Madrid, interceptées, ne lui laissèrent aucun doute sur la défection de l'Espagne [1]. Au moment où il poussait ses digues à l'Oder, à la Vistule, le barrage craquait à l'autre extrémité. Il contint sa colère, et décida de fermer les yeux jusqu'au moment où, la paix étant faite avec la Russie, il pourrait se retourner contre les Espagnols. D'ici là, il les materait de loin et les plierait au blocus. Mais, dès lors, « il jura de détruire à tout prix la branche espagnole de la maison de Bourbon [2] ». Un Bonaparte sur le trône d'Espagne compléterait l'ouvrage de la Hollande, celui de Naples et la double combinaison du système continental et des pactes de famille.

Il plut à Napoléon de recevoir, impassible, les palinodies de Godoy; mais il crut prudent de désarmer les Espagnols, il en appela 15,000 aux bouches de l'Elbe [3]; il força leur flotte à se rendre à Toulon et leur donna 25,000 prisonniers

[1] Voir ci-dessus, p. 100.

[2] « Toutes les raisons politiques exigent que la race royale éteinte en France et en Italie cesse d'exister en Espagne. » *Mémoire de Montgaillard à l'empereur*, 5 novembre 1806.

[3] C'est le corps de La Romana qui fit défection en 1808.

prussiens à nourrir. Ainsi dépouillés de leurs meilleures troupes et forcés d'entretenir ces hôtes onéreux, Napoléon les jugea suffisamment affaiblis pour se donner le temps de régler leur sort.

Ainsi une expédition en Espagne s'annonce déjà et suivra la guerre de Pologne qui commence. L'alliance de l'Espagne est nécessaire pour assurer le blocus, c'est-à-dire pour réduire l'Angleterre à la paix, et il faudra conquérir l'Espagne pour lui imposer cette alliance effective contre l'Angleterre. L'une et l'autre, guerre de Pologne et guerre d'Espagne, exigent la neutralité de l'Autriche. Au point où se trouve Napoléon, une intervention de l'Autriche peut le couper de ses communications avec la France et provoquer en Italie une de ces défaites, sur l'Isonzo, dont le seul retentissement ferait crouler toute la domination française, de Naples à la Dalmatie, Les rapports lui signalent un rassemblement de 60 à 80,000 hommes en Bohême, sur les flancs de la Grande Armée. Napoléon dépêche à Vienne, en ambassade, le général Andréossy qui surveillera et, au besoin, saura mettre en demeure. Il arrivera en commissaire de désarmement, en porteur d'ultimatum, presque en avant-garde. « Il expliquera que j'entends par être en paix n'être point menacé et ne pas voir l'Autriche profiter de tous les événements militaires pour être prête à me tomber dessus [1]. »

Iéna avait affecté les Autrichiens, comme Austerlitz la Prusse. « Le sort de la Prusse menace toute l'Europe, écrivait Stadion le 25 octobre. Si Napoléon se propose de reconstituer la Pologne, il voudra la Gallicie, et, en échange, il offrira peut-être la Silésie à l'Autriche, c'est-à-dire qu'il l'associera au démembrement de la Prusse. Qui sait, d'autre part, si les Russes ne vont pas s'arrêter tout à coup, faire leur paix avec Napoléon, lui abandonner l'Allemagne et prendre leurs convenances en Moldavie et en Valachie? » Stadion comprit qu'il fallait filer doux. Les corps qui se concentraient en Bohême,

[1] A Talleyrand, 9 novembre 1806.

s'en retirèrent comme ils s'y étaient acheminés, et l'Autriche dévora ce nouvel affront, plus convaincue que jamais de la nécessité de recommencer la partie, de s'y préparer sourdement et de négocier sous le tapis, en attendant les événements.

Frédéric-Guillaume s'était retiré à Osterode, dans la vieille Prusse, le 21 novembre. La proposition d'armistice de Napoléon le convainquit que l'empereur des Français ne tolérerait plus une Prusse indépendante. Insulté, bafoué, chassé aux extrémités de ses États, sans armée, dépouillé de son trésor, exclu de son gouvernement, il ne lui restait plus à livrer que son honneur pour un lambeau de terre prussienne, et, l'honneur livré, Napoléon le balaierait de ce refuge, annonçant qu'il avait cessé de régner, le vouant au mépris du monde. Une lettre d'Alexandre, du 3 novembre, le ranima. « Doublement lié à Votre Majesté en ma qualité d'allié et par les nœuds de la plus tendre amitié, il n'y a pas de sacrifices ni d'efforts que je ne sois prêt à faire pour lui prouver toute l'étendue de mon attachement aux devoirs élevés que ces titres m'imposent. » Deux armées russes arrivaient, 140,000 hommes. Frédéric-Guillaume se ressaisit, décida de lutter à mort, et partit pour le quartier général de Bennigsen, à Pultusk [1].

Donc la Prusse repoussait le joug. Napoléon fit préparer une déclaration de déchéance, comme il l'avait fait à Vienne, le 27 décembre 1805, pour les Bourbons de Naples. « La maison de Brandebourg s'est dévouée et comme asservie à la Russie;... » il est, pour l'Europe, d'une indispensable nécessité « qu'entre le Rhin et la Vistule il existe une puissance inséparablement unie d'intérêts avec l'empire ottoman, qui fasse constamment cause commune avec lui et contribue dans le nord à sa défense pendant que la France ira l'embrasser au sein même des provinces ottomanes [2]... » C'étaient les considérants du décret. Le dispositif restait en blanc. Napoléon

[1] Lettre à Alexandre, 23 novembre 1806. Bailleu.
[2] Bailleu, t. II, p. 581. — Cf. lettres à Talleyrand, 27 et 28 novembre 1806.

se réservait d'y déclarer, selon les occurrences, que la maison de Brandebourg avait cessé de régner et que la Pologne avait cessé de mourir. Cela posé, il quitta Berlin et, le 27, écrivit à Talleyrand, de Meseritz, dans la Pologne prussienne : « Je serai ce soir à Posen; vous pouvez vous préparer à venir m'y rejoindre incessamment avec M. Maret. Berlin se trouve aujourd'hui trop loin du gros de mon armée. » Et, le même jour, à Joséphine : « Mes affaires vont bien. Les Russes fuient. » Il se trompait, les Russes ne fuyaient pas, et s'ils s'étaient repliés, attirant Napoléon sur leurs pas, c'eût été pour lui le pire des périls. Ils avançaient, au contraire, à sa rencontre, décidés à risquer la bataille, et c'était, pour Napoléon, la plus favorable occurrence.

III

La nouvelle d'Iéna, rapidement connue de la cour, n'avait éte publiée en Russie que le 15 novembre. La première impression des Russes fut de se réjouir du désastre des Prussiens : ils les détestaient, las depuis longtemps de la gloire de Fréderic et des manœuvres à la prussienne. Puis, vint le second mouvement : « Ils ne méritent aucune pitié; mais c'est l'Europe qui est perdue avec eux[1]. » L'opinion se retourna contre Napoléon. Le 28 novembre, un oukase ordonna le départ de Lesseps, consul de France; l'expulsion des Français qui ne se feraient point sujets russes ou ne s'engageraient pas à cesser toutes relations avec la France. Le Saint-Synode lança contre Napoléon une sorte d'anathème qui provoqua, dans le peuple, une explosion de patriotisme. Un général, après boire, déclara qu'il avait dépensé 200,000 roubles pour organiser un corps d'hommes résolus

[1] Lettre de Woronzof, décembre 1806. *Archives*, t. VII, p. 140.

qui mettraient tout en œuvre pour tuer Napoléon. Coups de fanatisme, fureur de barbares! disait Talleyrand en transmettant ces détails à l'empereur : il oubliait Georges, ses chouans, ses gentilshommes et ses princes affidés; il oubliait la légion des *tyrannicides* de 1792, alors que Jean de Bry, qui la proposait, n'était encore ni plénipotentiaire de la République ni préfet de l'empire [1].

Ajoutez les affaires des Principautés. Sébastiani s'était si bien démené à Constantinople; il avait si habilement joué de cet épouvantail, Marmont et l'armée en Dalmatie, que Sélim avait révoqué, en Valachie et Moldavie, les hospodars de la faction russe, et les avait remplacés par Callimaki et Soutzo qui passaient pour « Français ». Mais l'envoyé russe Italinski menaça de quitter Constantinople et annonça une invasion des Principautés; les Anglais firent une démonstration navale, déclarèrent qu'ils agissaient de concert avec la Russie, et Sélim, basculant d'une peur à l'autre, révoqua les hospodars qualifiés de Français pour rétablir les Russes. Dans l'intervalle, Alexandre avait donné au général Michelson l'ordre d'occuper la Moldavie et la Valachie. Michelson entra le 14 novembre à Yassy, arrêta l'envoyé français Reinhard, et l'envoya, prisonnier de guerre, en Russie [2].

Alexandre est décidé à reprendre la guerre et à la pousser à fond. Il s'efforce de remonter Frédéric-Guillaume [3] : « Tous les moyens à ma portée seront consacrés à la défense de la bonne cause. » Il envoie Pozzo di Borgo à Vienne, avec des pouvoirs pour traiter d'une alliance afin « d'arrêter la ruine totale du monde menacé d'une manière effrayante de dissolution et d'esclavage [4] ».

Napoléon pressent ces mouvements, se garde, et riposte,

[1] Talleyrand à Napoléon, 9 février 1807, d'après les relations verbales de Lesseps arrivé, le jour même, à Varsovie. BERTRAND.

[2] Révocation des hospodars du parti russe, 28 août; rétablissement de ces hospodars, 13 octobre; ordre à Michelson, 16 octobre 1806.

[3] Lettres des 11, 28, 30 novembre 1806. BAILLEU.

[4] Alexandre à François et à l'archiduc Charles, 12 novembre; rapport de Goltz, 6 novembre 1806.

au jugé, désarmant l'Autriche, exhortant le Turc. Il fait traduire les Bulletins de la Grande Armée et les envoie, en profusion, à Constantinople, avec une brochure : *Un Vieil Ottoman à ses frères*[1]. Il écrit à Sélim : « La Prusse... a disparu... Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève et forme des armées pour reconquérir son indépendance. C'est le moment de reconquérir la tienne. Chasse les hospodars rebelles... » Et à Sébastiani : « Vous êtes autorisé à signer un traité secret, offensif et défensif, par lequel je garantirai à la Porte l'intégrité de ses provinces de Moldavie et Valachie. »

Les nobles — la Pologne politique — toujours batailleurs, accouraient, enrôlant autour d'eux cavaliers et fantassins : une grande levée tumultueuse qui rappelait à la fois les milices féodales de Philippe-Auguste et les insurrections jacobites de l'Écosse. De tout temps la Pologne, impuissante à se sauver elle-même de son anarchie, avait espéré dans la France; attendu, appelé un chef français pour la régénérer, lui insuffler cette âme d'État qui lui manquait. Sous Charles IX, sous Louis XIV, sous Louis XV, des cadets de la Maison de France étaient venus chercher une couronne à Varsovie : petits princes, petites intrigues et petites aventures! Aujourd'hui, c'est une armée victorieuse de toutes les armées, c'est une nation devenue conquérante après s'être affranchie, c'est une immense insurrection populaire s'ordonnant dans le plus puissant empire du monde, et, pour la conduire, le plus prestigieux des maîtres. Alexandre, César, Charlemagne en un seul homme, et, autour de lui, des héros de quoi doter toute l'Europe de dynasties nouvelles. La Prusse anéantie, l'Autriche enchaînée, la Turquie en armes : la Russie a donné sa mesure à Austerlitz! Tant et de si éblouissantes réalités après tant de chimères et de si longues désespérances, en voilà plus qu'il ne fallait pour enflammer les imaginations polonaises et réveiller en ces âmes mobiles,

[1] 1er décembre; lettre à Cambacérès, 11 décembre 1806.

héroïques et frivoles, cette puissance d'illusion qui n'est égalée, en elles, que par la puissance du sacrifice.

Ce n'étaient dans les villes, évacuées par les Prussiens, que cavaliers empanachés et retentissants ; sur les routes dégelées. aux ornières fangeuses et profondes, que troupes allègres saluant au passage les Français embourbés. Les jeunes gens remplissaient les tavernes, choquant les verres, chantant des hymnes nationaux. « Je trouvai, raconte Gonneville, le colonel d'Avaray installé dans un beau château habité par sept ou huit femmes, presque toutes jeunes et dont deux étaient remarquablement jolies; elles étaient élégantes et parlaient français comme nous... Il n'y avait, au milieu de toutes ces femmes, qu'un vieillard... Tous les hommes valides s'occupaient à lever des soldats et à les dresser pour venir se joindre à nous... » C'est une autre France qu'ils découvrent et qui les enchante : leur langue parlée avec un accent argentin et langoureux qui, dans la bouche de femmes exaltées, leur paraît exquis; le charme des gîtes d'Italie dans un décor de fleurs de serre chaude. Dans les villes, réceptions et fêtes. La guerre s'ouvre, comme les bals, par la *Polonaise*, la promenade cadencée, aux rythmes lents et emportés tour à tour, où les mains frémissent en attendant le coup d'archet qui déchaînera les tourbillons rapides, avec les grands coups de talon sonores des bottes éperonnées, sur le parquet verni [1].

Le 28 novembre, Ney entra dans Varsovie. Le lendemain, ce fut Murat. A l'aspect de ce cavalier superbe, martial, cambré dans sa tunique à la chevalière, toute chamarrée, sa toque de martre, à calotte rouge, surchargée de plumes d'autruche noires, son glaive à l'antique étincelant sous la pelisse veloutée, multicolore, le panache qui appelait la couronne, il leur sembla que le roi désigné de Pologne leur arrivait du pays du soleil ; ils se reconnurent en lui, et ce grand-duc de

[1] Les *Polonaises* de Chopin, la *Grande Polonaise*, avec ses appels de clairons, ses accords tragiques qui rompent le rythme et terminent en bataille cette prodigieuse invitation à la valse.

la Révolution française leur parut né pour relever la République de Pologne et symboliser l'alliance des deux nations.

« La Pologne, écrit Napoléon [1], aura bientôt 60,000 hommes sous les armes. Les grands nobles du pays sont tous des gens de 100 à 500,000 francs de rente. Les plus chauds sont les plus riches. » Toutefois ces magnats, très politiques sous leur exubérance, et toujours partagés entre les cabales et les charges de cavalerie, réfléchissent, ainsi que Napoléon lui-même, posent leurs conditions, cherchent leurs sûretés. Ils se rappellent les catastrophes qui ont suivi la Confédération de Targowitz, les vengeances de Catherine victorieuse, les massacres épouvantables de Praga, Souvorof et la dévastation des châteaux par les cosaques. Un désastre de l'armée française, un revirement de Napoléon, et ils se voient abandonnés, perdus. Ils sont prêts à se donner : ils demandent que Napoléon fasse de leur République une marche de son Empire et s'y attache comme à la Hollande, à la Dalmatie, à Cattaro! Napoléon entend qu'ils le servent d'abord et se donnent, à l'aveugle, à titre de premier gage. Il se méfie de leur génie changeant. Les maréchaux, Lannes, Augereau, les lui décrivent toujours les mêmes, grands cliquetis de sabres et splendides caracolades; au fond, une aristocratie jalouse, anarchique, inconsistante. A Posen, où il est depuis le 28 novembre, il les harangue, comme, dix ans auparavant, les Italiens lors de son entrée à Milan [2] : « Je refroidis les têtes chaudes et j'échauffe les têtes froides », écrivait-il alors au Directoire. — « Messieurs, dit-il aux délégués de tous les Palatinats qui affluent autour de lui, ceci est une grande affaire; c'est la guerre avec ses hasards, ses dangers, ses misères... Je suis surpris de cette ardeur patriotique qui survit encore si longtemps après la conquête; je vois qu'il n'est pas si aisé de détruire une nation. Ce que je fais est moitié pour vous, moitié pour moi... Mais il faut se battre, il

[1] A Cambacérès, 1er décembre 1806. — Voir BARANTE, FEZENSAC, SÉGUR, TALLEYRAND.

[2] Cf. t. V, p. 82, 95, 97, 199.

faut que tous les nobles montent à cheval... » Puis aussitôt : « Peut-être vos malheurs se tourneront à bien... Ce sera la résurrection d'un mort... » Et à des femmes, qu'il ne prenait jamais au sérieux que quand elles intriguaient contre lui : « Le royaume de Pologne s'en est allé en poste, il reviendra peut-être de même. » Ainsi, le même *peut-être* jusque dans les simples propos de galanterie. Il y entrait une part de scrupule : « Si je les laisse là, il faut qu'il y en ait le moins possible de pendus. » Il y entrait surtout l'inconnu de la force des choses, de sa propre volonté : « Votre Majesté a pris le cornet et joué aux dés, les dés décideront... » — « Les destins feront le reste... » — « Le trône de Pologne se rétablira-t-il? Dieu seul est l'arbitre de ce grand problème politique [1]. »

Les gages qu'il attend des magnats polonais, les princes allemands, rois et ducs de promotion nouvelle les lui avancent à sa guise : la soumission absolue et des régiments auxiliaires. Les Polonais voudraient l'indépendance et l'honneur : redevenir une nation. Les Allemands ont des prétentions moins élevées et sont plus faciles à contenter : ils ne réclament que de la terre et des sujets, ils ne sont qu'avides. Ils ne rêvent que d'être rois. Napoléon en crée un nouveau : l'Électeur de Saxe qui entre, à ce titre, dans la Confédération du Rhin. Il promet 20,000 Saxons et Napoléon lui fait espérer des palatinats de Pologne [2]. Les cinq ducs de Saxe suivent. L'électeur de Würzburg, ci-devant grand-duc de Toscane, s'était déjà confédéré [3]. La Westphalie était occupée, l'empereur la dressait en royaume. Les ministres, conseillers d'État et administrateurs du duché de Berg comparaient Napoléon à Henri IV, saluaient en son règne « le siècle des idées libérales », l'œuvre « d'une providence divine et satisfaisante ». — « Sire, lorsque l'Allemagne tout entière cède à

[1] Au roi de Prusse, 6 décembre; à Andréossy, 5 décembre; *XXXVI*[e] *Bulletin*, 1[er] décembre 1806.

[2] Traité de Posen, 11 décembre 1806. DE CLERCQ, t. II, p. 196.

[3] Traités du 15 décembre et du 27 septembre 1806.

la puissance de vos armes et à l'ascendant de votre génie. permettez que, sous les auspices de leur souverain, les magistrats du premier peuple allemand qui a été soumis à vos lois s'empressent de déposer aux pieds de Votre Majesté l'hommage de leur admiration, de leurs félicitations et de leurs vœux... Jusqu'ici toutes vos paroles ont été des oracles infaillibles. Vous avez annoncé à des rois la chute de leurs trônes, et leurs trônes sont tombés. Vous avez promis à d'autres princes un accroissement de puissance, et ils gouvernent, élevés par vous au rang des rois, des États nouveaux que vous leur avez donnés. Vous avez dit aux peuples que votre siècle serait le siècle des idées libérales, et, depuis l'extrémité du golfe Adriatique jusqu'à la mer d'Allemagne, les peuples gouvernés par Votre Majesté se félicitent de jouir des bienfaits d'une administration paternelle [1]. »

Les mêmes séductions de haute politique, les mêmes arrière-pensées de prudence et de calcul réaliste qui agitent Napoléon, assiègent l'esprit d'Alexandre. Au moment où leurs armées envahissent la Pologne, on voit les Russes spéculer à l'envi sur la destinée des Polonais, appoint de leurs troupes et enjeu de leurs batailles. C'était pour le prince Adam Czartoryski, écarté du pouvoir, mais encore écouté, le moment de reprendre le thème de toute sa vie et de réveiller les belles chimères de la jeunesse d'Alexandre. Il adresse au tsar, le 5 décembre, un *Mémoire sur la nécessité de rétablir la Pologne pour prévenir Bonaparte*. — « Il faut que les bienfaits de l'empereur surpassent les offres et les séductions de Bonaparte... Proclamer la Pologne et s'en déclarer roi. » La Russie élèverait sur ses frontières un bastion inaccessible. « Elle commencerait ce lien heureux qui doit rattacher un jour autour d'elle toutes les branches éparses de l'antique famille des *Slaves*. » Alexandre n'y incline pas. Il sent, autour de lui, chez les plus fidèles de ses Russes, une résistance sourde, mais intense, à la reconstitution de la Pologne.

[1] Adresse de Düsseldorf, 11 décembre 1806.

Faudra-t-il donc que la Russie *rapporte* à cette succession polonaise les provinces acquises par elle dans les trois partages, dépouille le tsar de la Lithuanie pour le roi de Pologne; traite avec les magnats polonais sur le pied d'égalité; crée, dans cette cour nouvelle, un foyer de rivalité dans les grades, dans les emplois, dans les richesses et nourrisse un irréconciliable ennemi de l'orthodoxie autant que de la grandeur russe? Alexandre ajourna la réparation des injures subies par la Pologne au temps où seraient abolies les autres iniquités de l'Europe; il se ferait alors assez d'évictions et d'expropriations, par justice, pour indemniser l'Autriche de la Gallicie, la Prusse de Posen et de Varsovie et apaiser l'humeur des Russes. En attendant, la Pologne prussienne offrait des hommes à enrôler, toute une cavalerie d'élite, des ressources d'enthousiasme et de courage, à dériver vers la « bonne cause ». Il les y attira, tout comme Napoléon en attirait du côté de la « Révolution »; ce fut la même partie, avec des différences de jeu, de physionomie, de geste, mais avec les mêmes équivoques dans le langage et le même fonds d'arrière-pensées.

Alexandre semble tout à la croisade pour délivrer l'infortunée reine de Prusse, venger ses outrages, cueillir ses belles larmes, restituer en son honneur le « bon Allemand », le roi de Prusse, son frère d'armes, qui se « recommande » à lui, deviendra son frère et son lieutenant dans l'Europe régénérée. Un beau roman de chevalerie à la Fersen : « Attachement sans bornes au principe d'une union parfaite et indissoluble entre la Prusse et la Russie [1] ! » Mais pour délivrer Magdebourg et Berlin, il faut passer par Varsovie et par Posen, et si la Providence veut que ce noble dessein soit confondu, si elle a décidé d'ouvrir à la Russie des voies nouvelles, qui sait si ces mêmes provinces de Pologne, si la Moldavie et la Valachie ne deviendront pas le gage de la paix avec Napoléon et du partage de la suprématie européenne entre les deux

[1] A Frédéric-Guillaume, 13 décembre 1806.

empires, Orient et Occident? Alexandre se montrait fataliste tant par politique que par nonchalance de pensée, afin de se donner des prétextes ou de se dispenser d'en chercher; mais il rusait et négociait avec le destin; il traitait ce dieu en roi de ce monde et s'accommodait de façon, quelque arrêt qu'il rendît, pour y trouver ses convenances. Il s'en remit donc au jugement de Dieu qui prononcerait par la voie du glaive, *ore gladii*, et il recommença la guerre.

IV

Dure et sombre guerre, guerre d'hiver, où le dégel et le brouillard, pires que le froid, la fange de neige, la terre qui fond sous les canons, embourbent les attelages; où les chevaux pataugent, enlizés; où les hommes, transpercés, imbibés d'humidité glacée, s'engourdissent et se désespèrent; où les étapes laissent plus de malades que les combats ne laissent de blessés; où les traînards affaiblissent plus l'armée que les morts à l'ennemi. Manque de vivres, manque de fourrages, manque de gîtes, toutes les misères. La nuit, au bivouac, si les Français somnolent péniblement autour d'un bûcher fumeux, les cosaques les harcèlent. Les habitants, misérables, sont hostiles; rien à prendre dans les chaumières nues, que la vermine. Il n'y a de repos ni de bien-être nulle part. Les soldats se trouvent déroutés, trop loin de la patrie, hors des voies consacrées de la victoire. Les généraux ne peuvent plus se renseigner; les reconnaissances de cavalerie s'égarent; les courriers se perdent, s'attardent, chevaux fourbus, traîneaux brisés, chemins perdus, cartes indéchiffrables, habitants muets ou stupides : ils n'arrivent qu'à force d'audace, presque par aventure. Napoléon voulait battre les têtes de colonne de l'armée russe ou, tout au moins, éloigner cette armée de ses quartiers d'hiver. Le premier

grand choc eut lieu le 26 décembre, à Pultusk, poussée acharnée de deux masses, dans le demi-jour, sur la terre inconsistante ; faute de manœuvrer, on se fusille, on s'assomme. Les Français éprouvèrent cette terrible nouveauté : ils ne firent point de prisonniers. Les Russes échappèrent dans la nuit, glissant à travers la brume. Napoléon ne les poursuivit pas. Il n'avait plus de prise, ses coups s'émoussaient ; sa stratégie s'abîmait dans ces fondrières mouvantes, dans ces plaines démesurées. Son génie, tout de netteté, de lumière, de proportions, se trouvait dépaysé. « Les Français furent enfoncés, écrit Joseph de Maistre, et, pour la première fois depuis Saint-Jean-d'Acre, Bonaparte s'est vu repoussé de sa personne. »

Napoléon s'établit à Varsovie le 1er janvier 1807 pour quelques semaines. Les palais des magnats, abandonnés, démeublés depuis les partages, s'ouvrirent aux ministres, aux intendants, aux maréchaux. Tout se para, s'illumina. Polonais et Français rivalisèrent de luxe et de fêtes, contraste avec l'armée qui rentrait en troupes éreintées, décimées, « les visages hâves et tirés, les uniformes salis ». Napoléon éblouit, fascine ; il est charmé lui-même. « L'impression qu'on ressentait en l'apercevant pour la première fois était profonde et inattendue, rapporte une Polonaise jeune, belle et exaltée. J'éprouvai une sorte de stupeur, une surprise muette. Il me semblait qu'il avait une auréole. La seule idée qui me vint fut qu'il n'était pas possible qu'un tel être pût mourir. » Son regard « qui prenait une douceur infinie quand il parlait aux femmes », son sourire qui était plus qu'une caresse, une flatterie, enchantaient. « Que de jolies femmes ! » dit-il à Talleyrand en se retirant d'un bal où ce ministre avait convié toute la haute noblesse de Varsovie. Il y en eut une qui lui parut plus belle que les autres, dont il fut plus aimé que par aucune autre, et qui lui donna, avec la joie d'un fils, une image vivante de ses traits.

Il s'y laissa charmer, mais non surprendre et distraire. Il organisa pour la Pologne un gouvernement provisoire, com-

posé de Polonais [1]. Talleyrand devient une sorte de procureur général de l'empire auprès de ce gouvernement; il s'occupe autant d'administration et d'approvisionnements que de politique. Par le « portefeuille » que les auditeurs apportent de Paris et remportent en poste, Napoléon gouverne l'empire, la France, Paris surtout. Le commérage des bulletins de Fouché le divertit, l'impatiente, l'occupe, en tout cas, autant que les rapports des maréchaux. C'est qu'il tient à paraître au courant de tout, dans le loisir, la liberté d'esprit de tout voir, de tout faire, de tout décider par lui-même, présent partout. « Le gigantesque entrait ainsi dans les habitudes [2]. » Il multiplie les lettres confiantes, commande des bals. Il veut que tout le monde le croie heureux, paraisse heureux. Il faut détourner les esprits et jouer de prestige, car les mesures rigoureuses se multiplient : appel des troisièmes bataillons laissés en France, appel des contingents laissés dans les foyers. Il discerne des agitations sourdes : les Chouans reparaissent; les attaques de diligences, les pillages de caisses publiques recommencent dans l'Ouest, jusque dans le Calvados, le pays riche et apaisé, comme aux premiers jours du Consulat. Des prisons d'où l'on s'échappe, des gendarmes qui n'arrêtent personne, des enquêtes qui n'aboutissent pas, et l'éternel complot des royalistes et des Anglais, en Bretagne, en basse Normandie, à Bordeaux. On répand, comme en 1805, de faux bulletins de l'armée [3]. Mais le pire est l'indifférence qui gagne, effet de la sécurité relative dont on jouit à l'intérieur; de l'étouffement de toute pensée, de toute parole; l'habitude et la nécessité de s'en remettre de tout à l'empereur, et dans l'inconnu où l'on s'enfonce, cette question obsédante : Où nous mène-t-il? En 1805, il ne demandait que quarante-huit heures et une bonne brise pour en finir, et désormais la paix est ajournée à la banqueroute de l'Angleterre, à la coalition du continent conjuré pour sa propre

[1] Décret du 14 janvier 1807.
[2] PASQUIER, t. I, p. 299.
[3] A Fouché, 3 décembre 1806.

ruine. « Il n'y a, rapporte un contemporain attaché à l'intendance de la Grande Armée [1], aucune comparaison à établir entre l'effet produit par la bataille d'Iéna et l'enthousiasme excité par les victoires de Marengo et d'Austerlitz. Marengo avait sauvé la France, Austerlitz consacré l'établissement de l'empire et glorifié la nation. La guerre contre la Prusse était, au vu et au su de tout le monde, entreprise sans nécessité, par désir de gloire et de conquête. »

Aussi l'on raisonne et l'on fronde autour même de l'empereur, dans la chancellerie de Talleyrand, dans les bureaux de Daru, dans l'état-major de Berthier. Ce maréchal ose, un jour, s'en exprimer à cœur ouvert avec Napoléon : « Vous seriez donc bien content d'aller pisser dans la Seine? » lui répond l'empereur, et il lui tourne le dos. A l'incertitude des ordres, à l'incohérence des mouvements, il devine la fatigue, le détachement. Il a mené les soldats par cette illusion : le dernier coup à frapper et la fin de la guerre; les officiers par les promesses, les grades, les titres, les dotations. L'Europe conquise ne suffira plus bientôt à leur avidité, et, satisfaits, ils voudront jouir. Murat se trouve comme dépouillé, en son grand-duché de Berg, et se découvre la complexion d'un roi de Pologne. Napoléon le rappelle crûment à l'ordre : « Faites bien sentir que je ne viens pas mendier un trône pour un des miens; je ne manque pas de trônes à donner à ma famille [2]. » Ainsi après les frères, viendra le beau-frère, puis le beau-frère du frère; après Jérôme, encore stagiaire, Murat, puis Bernadotte. Tous ces anciens sous-officiers, en réforme il y a quinze ans, ne rêvent plus que de couronnes royales, à l'envi des princes d'Allemagne; et, comme la convoitise est infinie, Napoléon crée d'autant plus de mécontents qu'il répand plus de largesses [3]. Ils se demandent où l'on les mène,

[1] Barante, t. I, p. 187, 189, 190, 198. — Pasquier, t. I, p. 393.

[2] A Murat, 2 décembre 1806.

[3] Voyez, par exemple, le frondeur et mécontent perpétuel Thiébault, en son gouvernement de Fulda : le palais, la livrée, l'écurie, 212,500 francs en quatre mois. T. IV, p. 8, 9.

n'ayant plus guère qu'à perdre à ce jeu où jusqu'alors ils ont tant gagné. Le temps est venu d'épargner sa vie et de cuver ses dotations. « L'étoile de Napoléon commence à pâlir. Le moment des demi-succès, des triomphes incomplets est arrivé... » — « Est-ce que l'empereur sait ce qu'il fera demain ? » — « Nous ne reverrons pas Paris, à moins que ce ne soit au retour de la Chine. » Voilà les propos courants. Les jeunes se payent encore de mots : « Le génie de l'empereur nous tirera de là. » Son génie ! Des mots amers, inquiétants échappent aux plus prudents, à ceux qui font le plus étalage de leurs services, et servent réellement avec le plus de zèle. On raconte que l'empereur s'est trompé de route, et qu'il aurait pu tomber dans un poste russe. « C'est en partant de Berlin qu'il s'est trompé », dit Daru. Les habiles, ceux qui ne se sont jamais donnés entièrement, filent, en dessous, leur défection, creusent leur chemin de sortie. Talleyrand, qui, en apparence, jouit de toute la confiance du maître, se dérobe tout en obéissant : il est trop bien né, il a trop d'esprit pour se piquer de couronne royale comme Bernadotte ou Murat; mais il prépare son lendemain. Jusqu'alors, il a craint le hasard des batailles ou celui des complots, et douté de la vie de l'empereur; l'empereur survivant, il doute désormais du succès de l'aventure et de la durée de l'empire; il pense au jour, peut-être proche, où, de régent de l'Europe, il faudra se faire « bon Européen ». Il flaire le reflux.

Napoléon lui confie la tâche, fort délicate, de ménager aux Autrichiens les menaces et les caresses, de façon à les tenir à discrétion. L'Autriche garda toujours les préférences secrètes de Talleyrand. Même lorsqu'il travaille avec la Russie, ses goûts restent à Vienne; il s'accommode de façon qu'à Vienne on s'en persuade. Lorsqu'il les invite tantôt à désarmer, tantôt à partager, il sait mettre dans ses réticences, dans les silences dont il coupe ses insinuations ou ses récriminations, un je ne sais quoi dont le sens est toujours : — Conservez-vous et attendez; conservons-nous et attendons !

« Je veux la paix avec l'Autriche, dit l'empereur [1]... Je n'ai jamais reconnu le partage de la Pologne; mais, fidèle observateur des traités, en favorisant l'insurrection des Polognes prussienne et russe, je ne me mêlerai en rien de la Pologne autrichienne... » Toutefois, si l'Autriche s'en émeut, si elle désire entrer en accommodement pour la Gallicie et si la Silésie prussienne est dans ses convenances, Andréossy peut entrer en pourparlers. « Je suis prêt à faire ce qu'elle veut. » Mais dans le doute où l'on est à Vienne, comme partout, sur la fin de la guerre, on évite de répondre. Sous prétexte de rendre hommage à Napoléon, on lui envoie un ambassadeur, et c'est, comme Andréossy, un observateur militaire au moins autant qu'un diplomate, le général de Vincent. » Il me faut gagner du temps, dit François II à Pozzo di Borgo... Je manque de beaucoup de choses... Si je me déclare, il faut m'attendre à avoir toutes les forces de Bonaparte sur les bras; je risque d'être écrasé, et alors ce serait pire pour votre maître... Je suis franc; je me battrai le plus tard possible. »

Stadion atermoie avec Andréossy, à Vienne; Vincent, arrivé le 8 janvier, atermoie avec Talleyrand à Varsovie. Vincent écarte, en principe, les combinaisons de partage; il accepte néanmoins d'en spéculer, dans le domaine des contingences, et ces contingences, pour sa cour, sont Orsova et Belgrade : en aucun cas, l'Autriche ne permettrait que ces deux places tombassent aux mains des Russes; si elle était sûre des Français, elle les occuperait. D'ailleurs, elle est tout à la paix.

Napoléon n'est pas dupe de ces déclarations pacifiques; mais elles lui suffisent pour le moment. Il se réserve d'entraîner les Autrichiens à sa suite ou de leur passer sur le corps, et c'est au delà de leurs frontières qu'il cherche la diversion qu'ils lui refusent. Il se multiplie à Constantinople; combinaisons à deux fins comme celle de la Pologne : soutenir et régénérer cet empire si le Turc s'y prête et si l'em-

[1] A Andréossy, 8 décembre 1807.

pire en est capable ; le démembrer et régler les enchères si le Turc se refuse à son propre salut. Or cet empire paraît terriblement travaillé, branlant, entamé de toutes parts ; partout des éruptions décelant un volcan souterrain. Les peuples chrétiens se réveillent. L'indépendance, c'est pour eux, avant tout, la liberté religieuse ; les nations se retrouvent autour des Églises ; elles recommencent à espérer de vivre. C'est le contre-coup de la Révolution française dans ces pays primitifs encore. En France, la Révolution avait décroché les cloches, et c'est des clochers que part dans l'Orient chrétien l'appel à la révolution. Partout où le peuple s'agite, des chefs surgissent, au besoin des pachas turcs, avides d'autonomie, prêts à exploiter le mouvement, comme en Allemagne les princes ont exploité la Réforme. Il se fait une de ces levées confuses de peuples, de prêtres, de chefs de clans, de gouverneurs de provinces, comme en Occident, lors de la chute de l'empire de Charlemagne. En Bulgarie, le Bosniaque musulman, Pasvan-Oglou, entreprend de relever l'ancien empire bulgare, et se fait, en attendant, donner l'investiture de la Bulgarie. Les Monténégrins, sous le vladika Pierre I[er], s'allient aux Russes et bataillent victorieusement contre le Turc. Des partisans les imitent en Grèce. En Albanie, Ali, pacha de Janina, vise à restaurer le royaume de l'Épire. C'est un Pyrrhus musulman ; Méhémet Ali s'annonce comme le rénovateur de l'Égypte. La Serbie se soulève, bat les Turcs et se déchire aussitôt ; ses libérateurs, porchers, comme les héros d'Homère, Kara Georges et Miloch Obrenovitch, se la disputent, espérant de l'alliance russe le rétablissement de la grande Serbie.

Napoléon s'efforce d'intéresser l'opinion à ses nouveaux desseins, d'en distraire au moins les esprits parisiens, durant les inquiétudes de l'hiver et le silence des bulletins, comme il s'en distrait lui-même, par ses spéculations, dans les espaces de la Pologne. Il adresse, le 29 janvier 1807 « du camp impérial de Varsovie », un message au Sénat : il y dénonce le péril de l'extension de la Russie, du « panslavisme », dirait-on

aujourd'hui. Ce n'est, en réalité, qu'un article auguste de gazette. Talleyrand le commente en un mémoire qui paraît au *Moniteur* le 18 février, le lendemain de la lecture du message au Sénat, et d'Hauterive entame une campagne de presse [1].

Puis les mesures effectives. Napoléon apprend que Sélim a déclaré la guerre à la Russie, qu'il lui dépêche un ambassadeur, qu'un Persan arrive du même pas [2]; il se voit arbitre de l'Orient : il l'agite et l'arme. Il envoie des officiers du génie et des officiers d'artillerie à Constantinople, en Bosnie, à Scutari, en Bulgarie, à tous les pachas belliqueux; il leur promet des cartouches, de la poudre, des canons, tout ce qu'ils demanderont. Il se représente 60,000 Turcs, soutenus par 25,000 Français, qu'il enverrait à Widdin, barrant le chemin aux Russes et les obligeant à renforcer Michelson, à s'affaiblir en Pologne... « Alors, écrit-il à Marmont, vous entreriez dans le système de la Grande Armée, vous en feriez l'extrême droite. » Et le shah de Perse, renforcé de 40,000 Turcs, portés à Ispahan, en formerait l'extrême avant-garde : « Nos relations sont telles avec la Perse que nous nous porterions sur l'Indus; ce qui était chimérique autrefois devient assez simple en ce moment... » Il fait armer deux frégates qui se rendront dans le golfe Persique, et porteront un envoyé spécial avec une lettre pour le shah. L'envoyé est un officier général, Gardane [3], qui saura voir, organiser, commander au besoin; la lettre est en style oriental : « J'ai tout soumis à mes armes... La fortune a mis un bandeau sur les yeux de tes ennemis... Concertons-nous — avec la Porte — et formons une éternelle alliance. J'attends ton ambassadeur pour la conclure, et c'est au milieu de mes victoires que je te renouvelle les assurances de mon affection [4]. » L'idée d'une diversion maritime le hantait tou-

[1] Talleyrand à d'Hauterive, 31 janvier 1807. VANDAL.

[2] A Sélim, 20 janvier; à Talleyrand, à Marmont, 29 janvier 1807.

[3] Ce n'est pas le « gros Gardanne », « Gardanne le moustachu » de Brumaire; c'est un autre, petit, maigre, chétif, mais actif. THIÉBAULT, t. IV, p. 429.

[4] Au Shah, 18 janvier; à Talleyrand, 29 janvier 1807.

jours [1]. « Je désirerais, écrit-il à Decrès, donner de l'occupation aux Anglais dans des points imprévus; une flotte de Cadix irait bloquer le Cap, pousserait à l'île de France, aux îles Manilles; les Anglais les rechercheraient à Rio de la Plata, à Buenos-Ayres; deux autres flottes sortiraient de Rochefort, de Toulon. Les Anglais, effrayés, voudraient couvrir toutes leurs colonies. On se porterait en force sur l'Amérique espagnole, on y serait supérieur en nombre, on les battrait... »

Il avait hâte de prendre sa revanche de Pultusk. Le 29 janvier, il écrit à Cambacérès : « J'ai levé mes cantonnements pour profiter d'une belle gelée et du beau temps qu'il fait pour jeter les Russes au delà du Niémen... Le thermomètre se maintient depuis quelques jours entre deux ou trois degrés. » « Dans l'hiver, pensait-il, les Français sont susceptibles de toutes sortes de marches... [2] » Il le pensait des hivers d'Italie, des beaux hivers de France, la terre sèche, le ciel léger, un air vif qui réconforte, un doux soleil bas qui égaie la nature. « Toute l'Europe a le même climat », disait-il à Malachowski, un jour que le temps semblait au beau. « Sire, nous le voudrions bien » ! répondit le Polonais [3].

C'était encore le cas le 5 février; puis une saute de vent, et ce fut de nouveau l'hiver de Pologne : la neige, en flocons lourds, balayée par la tempête, s'amoncelant en vagues molles sur la plaine sans fin; puis, le dégel brusque, la liquéfaction du ciel, l'effondrement de tout, le déluge de boue. Le 8 février, les deux armées se rencontrèrent à Eylau, bousculade effroyable dans la bourrasque aveuglante. Les masses d'hommes se heurtent, se poussent, s'exterminent, sombrent comme des navires qui ne gouvernent plus. « Tout d'un coup la neige cessa... L'empereur, entouré de sa garde à cheval, ne détachait pas ses yeux d'une masse noire, compacte, qui s'avançait. « Ce sont les Russes ! » cria-t-on autour

[1] A Decrès, 10 décembre 1806; 6 janvier 1807, développement; à Louis, 13, 15 décembre 1806.

[2] A Joseph, 5 décembre 1806.

[3] BARANTE, t. I, p. 211. — A Fouché, 8 janvier 1807.

de lui. « Ce n'est pas possible, ils n'oseraient pas! » Ils osèrent. « Ramassez tout ce qu'il y a de la cavalerie de la garde, cria Napoléon; faites-les tuer jusqu'au dernier plutôt que de céder. Je ne les ai pas dorés pour les faire vivre! » La nuit tomba sur la terre, hérissée de morts, gelant les blessés, insensibilisant les agonies. Napoléon, « fatigué, inquiet, abattu », attendait le jour pour savoir s'il était ou vaincu ou vainqueur. Aux avant-postes, on ne distinguait rien. Ce message arriva de partout : « Les masses ennemies s'éloignent dans la brume... » Alors il respira; mais ce fut pour comprendre qu'à son tour, comme les Russes, il devait battre en retraite. Il parcourut l'horrible et navrant champ de bataille [1]. Les survivants hurlaient de froid, de faim, d'horreur dans l'abandon. Au lieu de : « Vive l'empereur! » Napoléon entendit crier : « Vivent la paix et la France! » et surtout : « Du pain! » On estimait la perte des Russes à 30,000 hommes hors de combat; mais Napoléon en compait 20,000, dont 3,000 morts. L'armée était affaiblie de 60,000 traînards ou maraudeurs [2]. Quels seraient les contre-coups de cet énorme coup manqué aux extrémités de l'empire, toujours prêtes à se disloquer? sur les ambassadeurs de Turquie et de Perse? Enfin au point le plus proche et le plus menaçant, en Autriche? On entendit le soir, au bivouac, Napoléon murmurer ces mots : « Ah! si j'étais l'archiduc Charles! »

Il dormait à peine, tout habillé, sans même ôter ses bottes. Le 9, il écrit à Talleyrand : « J'accepte les ouvertures faites pour mettre un terme à la guerre... loin d'élever aucune difficulté sur le lieu, je propose Memel : j'y enverrai des plénipotentiaires aussitôt qu'on me fera connaître que la Prusse et la Russie en ont envoyé. » Le 13, il adresse un billet aussi

[1] Voir le tableau de Gros. « Il n'en peut donner qu'une faible idée. » FEZENSAC.

[2] THIERS, t. VII, p. 397, note. — FOURNIER, t. II, p. 156, note, trouve ces chiffres très réduits. « Pas même un colonel qui pût dire ce qu'il avait de combattants. » BARANTE, t. I, p. 222. — Napoléon à Joseph, 1er mars 1807 : « Sans vin, sans eau-de-vie, sans pain. » — « J'ai, moi-même, été quinze jours sans ôter mes bottes! »

obligeant que possible, en son laconisme, à Frédéric-Guillaume. Bertrand le portera. Il offre la paix, avec la restitution de la monarchie prussienne jusqu'à l'Elbe, moyennant que la Prusse se sépare de la Russie et de l'Angleterre. Bertrand donnera à ses discours un ton « aigre et doux [1] ». Il fera sentir la puissance de la main qui s'est appesantie sur la Prusse et qui ne se lèvera qu'après l'avoir enchaînée. « Il laissera entrevoir que, quant à la Pologne, depuis que l'empereur la connaît, il n'y attache aucun prix. » Il dira que « dans la nécessité où l'empereur croit être de rétablir une barrière entre la France et la Russie il faut que le trône de Prusse soit occupé par la maison de Brandebourg ou par toute autre » ; mais il insinuera que si c'est la maison de Prusse, « l'empereur seul, de plein gré, l'aura remise sur le trône... Le trône de Berlin ne doit plus rester vacant... »

La retraite commença le 17 février; Napoléon s'arrêta, le 22, à Osterode, petite ville sans ressources, ravagée, où il établit son quartier général [2], plus misérablement, en sa victoire prétendue et en son offensive, que le roi de Prusse à Memel, en sa fuite et son désastre. Il avait appris que battre les Russes n'était pas « le jeu d'enfant » dont il parlait naguère à Cambacérès [3]. La Prusse allait lui donner une autre leçon. Il la jugeait réduite à néant. « Les hommes supportent le mal lorsqu'on n'y joint point l'insulte, et lorsque les ennemis de l'État ne se montrent pas avoir porté le coup [4] ! » Il le ressentait en lui-même; il le voyait ailleurs; il ne consentit jamais à le reconnaître là ; et l'erreur fut de conséquence.

[1] Instructions pour le général Bertrand, 13 février 1807.
[2] Il y restera jusqu'au 1er avril.
[3] 16 novembre 1806.
[4] A Joseph, 14 avril 1807.

V

L'occupation était dure, rapace, violente parfois malgré la savante fiscalité de Daru; l'humiliation extrême engendrait des résistances sourdes; puis, çà et là, des révoltes. Des corps de partisans s'organisèrent; des fonctionnaires refusèrent le serment; les contributions rentrèrent plus difficilement. Malgré la censure française et ses procédés sommaires d'exécution, des écrits patriotiques se répandaient, éveillant l'indignation populaire, l'idée d'un partage à la polonaise, d'un changement de dynastie, comme à Naples. Le sentiment national se confondait chez les Prussiens avec l'attachement dynastique. Ils aperçurent qu'ils aimaient leur pays; ils en connurent le danger par la représentation vivante qu'en donnaient la fuite et l'infortune de la famille royale. Le roi pousse le cri d'angoisse, le cri suprême des monarques aux abois. Il en appelle au peuple. Le 1er décembre, Frédéric-Guillaume lance son premier message à la *nation :* c'est pour l'*indépendance de la nation* qu'il combat, et il évoque le souvenir de la guerre de Trente Ans. Il ose un acte plus courageux, d'un mérite plus rare, mais plus efficace aussi. Il dénonce les plaies de l'armée; il étale cette série honteuse de capitulations : chefs indignes livrés à l'exécration publique, révocations impitoyables, conseils de guerre; nécessité de vaincre ou de périr, de tuer ou d'être tué; l'avancement ouvert à tous, appel aux sous-officiers; ces discours et ces mesures sentaient leur Comité de Salut public.

C'est que, comme en France au mois d'avril 1793, lors des grands désastres, le premier point était de vivre; avant de réformer l'État, avant d'accomplir la révolution sociale profonde dont la dislocation et le détraquement général démontraient la nécessité, il importait de maintenir debout ce qui

subsistait, de galvaniser ce corps paralytique ; enfin d'établir un gouvernement provisoire qui fût fort puisque le Gouvernement traditionnel ne se tenait plus. Le roi subsistait, figure de l'État ; c'est autour du roi, entre ses mains mêmes, que les rénovateurs de l'État prussien cherchèrent à élever le pouvoir nouveau. L'État, en Prusse, était essentiellement royal : la royauté devait sortir de la crise régénérée, plus active, plus puissante. Les vues développées par Mirabeau, en France, en 1790 [1], et dont ni Louis XVI ni personne autour de lui n'avaient su discerner l'étendue, se découvrirent, par une sorte d'intuition, aux hommes d'État prussiens, Stein, Struensée, Hardenberg, dans le gouvernement; Scharnhorst, Gneisenau dans l'armée, et ils s'accordèrent à penser que le premier article et le principe de toute réforme étaient d'établir à la tête de l'État un roi qui gouvernât, avec des ministres compétents et responsables, au lieu de confidents subalternes, sans connaissances et sans responsabilité. Ils se mirent à l'œuvre, attaquant le mal dans son foyer, le cabinet du roi.

Peu connu encore dans le public, méconnu à la cour, Stein avait ses croyants, et, dans le parti des réformes, il se trouvait en possession d'état, le réformateur désigné. A ce titre, importun au roi. Il se joua, dès la première rencontre entre ces deux hommes, le ministre qui devait faire de Frédéric-Guillaume le roi d'un grand règne, et Frédéric-Guillaume qui devait faire de Stein le disgracié d'un grand ministère, une partie assez étrange où se trahirent des caractères si opposés qu'ils demeurèrent toujours comme impénétrables et insupportables l'un à l'autre. Frédéric-Guillaume connaissait les vues de Stein [2] ; il gardait, très présente en sa mémoire, la note de septembre 1806, le programme d'opposition dont la suppression du cabinet formait le premier article. De tant de capitulations subies par ses armes, celle-là lui semblait la plus pénible, étant la capitulation de son amour-propre. Les conseillers du cabinet, Beyme, Lombard, c'était son secret

[1] Voir t. II : les plans de Mirabeau, p. 35 et suiv.
[2] Voir ci-dessus, p. 46, 88, 96.

d'État, les confidents de ses infirmités cachées, qui lui soufflaient ses propres velléités, pressentaient ses répugnances inavouées, flattaient son incertitude, caressaient son orgueil timide, le persuadaient que de lui seul dépendait le salut et que, pour sauver la Prusse, il lui suffisait de laisser opérer en lui la grâce prussienne. Frédéric-Guillaume n'aimait à se donner qu'à demi afin de pouvoir se reprendre toujours. Tel il s'était montré avec ses alliés, de main droite et de main gauche, tel il parut avec ses ministres. L'opinion lui imposait Stein; il prendrait Stein, mais il ne prendrait que la personne, il mettrait le réformateur dans le conseil et laisserait les réformes dans la salle d'attente.

Il offrit à Stein les affaires étrangères. Stein s'y userait à lutter contre Napoléon; à l'égard de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre, il servirait de masque à Hardenberg. Stein l'entendait tout à l'inverse du roi. Le poste n'était rien pour lui, la réforme était tout. Il était homme d'État dans l'âme. Il attachait une importance capitale à cette réforme préjudicielle d'où procéderaient les autres : un conseil des ministres avec lequel et par lequel le roi gouvernerait, directement, sans l'entremise du cabinet. Il refusa les affaires étrangères. Beyme suggera un expédient : les ministres des affaires étrangères, de la guerre, de l'intérieur communiqueraient directement avec le roi, et, pour les *grandes* affaires, formeraient un conseil; un conseiller ou ministre du cabinet assisterait aux séances et tiendrait le protocole. Sur quoi Stein fut nommé à l'intérieur, le général Rüchel à la guerre et Hardenberg aux affaires étrangères. Le 14 décembre, Hardenberg fit signer à ses collègues un mémoire où ils repoussaient l'adjonction d'un ministre du cabinet à leur conseil. C'était tirer le roi hors de son tabernacle. Beyme n'était rien par lui-même; il devint tout dans cette crise, parce qu'il personnifiait l'amour-propre du roi. Stein osa écrire [1] : « La personne de M. Beyme est suspecte et désagréable à la cour de

[1] 18 décembre 1806, à Schulenburg, qui s'était entremis.

Pétersbourg; il est odieux au suprême degré à une grande partie du public; Sa Majesté regagnerait par son renvoi la confiance de ses sujets en grande partie. » « Me prend-on pour un benêt? s'écria Frédéric-Guillaume. Croit-on que, si je prends un parti par conviction, je me ferais influer pour rendre nul mon propre ouvrage? » Il décida le conseil — qu'il voulait « par conviction », affirmait-il — et donna le secrétariat de ce conseil à Beyme, qu'il exigeait par entêtement.

Hardenberg étant exclu par Napoléon, Zastrow reçut les affaires étrangères. Stein, ayant à conférer avec ce ministre, refusa sous le prétexte que le conseil des ministres n'était pas encore constitué. Stein était un baron de l'Empire, un membre de la ci-devant noblesse immédiate : il en avait la dignité, l'indépendance, l'orgueil, mais aussi la susceptibilité. Cette susceptibilité, très allemande, se doublait chez le roi de sa méfiance naturelle qui lui faisait partout soupçonner des offenses à la majesté royale. Il s'emporta et écrivit à Stein, le 3 janvier 1807 : « J'avais depuis longtemps des préjugés contre vous; je vous considérais comme un homme plein de talents, capable, réfléchi... mais je dois reconnaître, à mon grand regret, que vous étiez surtout un fonctionnaire récalcitrant, obstiné, arrogant, insubordonné, entêté de son génie et de ses talents; qui, loin de se guider sur le bien de l'État, ne suit que ses caprices, n'obéit qu'à ses passions, ses haines personnelles et l'aigreur dont il est plein... » Stein répondit : « Comme je pense avec Votre Majesté que de semblables fonctionnaires peuvent exercer sur la direction des affaires une action funeste et dangereuse, je la prie d'accepter ma démission. » Frédéric-Guillaume mit fin au conflit par ces deux lignes : « Puisque M. le baron de Stein s'est jugé lui-même, je n'ai rien à ajouter. » Stein se retira dans son pays natal, à Nassau, dès que la guerre le lui permit.

La Prusse se vit réduite, pour la conduire en cette redoutable crise, à deux hommes aussi insuffisants l'un que l'autre : Beyme qui prit l'intérieur, et Zastrow qui garda les affaires étrangères. Frédéric-Guillaume se rendit à Memel, sur la

frontière de Russie. Il y arriva le 8 janvier 1807, et il signa, le 28, la paix avec l'Angleterre.

C'est là que Bertrand se présenta, le 16 février. La bataille d'Eylau avait rendu quelque espoir aux Prussiens. Napoléon n'était donc pas invincible? Frédéric-Guillaume savait, par Hardenberg, que Bertrand figurait, au 10 août, parmi les défenseurs de Louis XVI, qu'il était homme de commerce sûr et de bonne compagnie [1]. Il l'accueillit sans prévention. Bertrand lui remit la lettre de Napoléon, et lui adressa un petit discours, dicté par l'empereur, qu'il développa avec plus d'ingénuité peut-être que ne le comportaient ses instructions, notamment sur l'article de la Pologne : « L'empereur, dit-il, s'est convaincu que ce pays ne devait pas avoir une existence indépendante. Il mettrait sa gloire à faire rentrer le roi dans ses États et dans ses droits... » Le roi répondit que, lié indissolublement à la Russie, il devait, tout d'abord, consulter son allié, et congédia Bertrand, le soir même, sur ce propos, avec une lettre banale en réponse à celle de l'empereur. Cependant, Bennigsen ayant exprimé le désir de gagner du temps, le colonel de Kleist fut envoyé au quartier général de Napoléon, le 17, sous prétexte d'échanger des prisonniers et sans aucun autre pouvoir. Puis le roi tint conseil.

Hardenberg qui, dans la réalité, menait sous main toutes les affaires, conclut à la guerre acharnée [2] : La paix séparée avec la France, dit-il, « ne serait qu'une trêve de très courte durée. Elle nous détacherait irrévocablement de la Russie, et détruirait toutes les espérances que nous pouvons placer dans les secours de l'Angleterre... La Prusse, rayée à jamais du nombre des puissances indépendantes, deviendrait l'esclave de Napoléon. » Dussent les armées abandonner même les dernières provinces de la monarchie, ce malheur « ne serait nullement décisif pour le grand but... qu'il ne faudrait pas perdre de vue : ruiner les forces de Napoléon, les mettre hors d'état de

[1] Précis relatif aux ouvertures du général Bertrand. RANKE, t. V, p. 431. — Frédéric-Guillaume à Napoléon, 16 février 1807. T. III, p. 308.

[2] Mémoire de Hardenberg, 19 février 1807. RANKE, t. V, p. 432.

se refaire et préparer sur ses derrières des diversions qui lui empêchent la retraite ou la rendent du moins tellement difficile qu'il soit forcé à souscrire à une paix solide et équitable... » — « Une paix qui non seulement rétablisse le roi dans la pleine possession de tous ses États, mais qui, en affranchissant l'Allemagne du joug des Français, les repousserait au delà du Rhin... » Au tsar d'en décider. Le roi lui en écrivit le 19, et, le lendemain, lui expédia le colonel de Schöler avec le précis des ouvertures de Bertrand [1]. La reine assistait au conseil où ces graves résolutions furent arrêtées. Elle soutenait Hardenberg du geste, du regard, de ce mot, à l'oreille : *Constance!* Hardenberg joignit au courrier une lettre pour Alexandre. Il était en correspondance directe avec ce prince, autant ministre du tsar près du roi de Prusse que du roi de Prusse près du tsar.

Les renseignements que rapporta Kleist de son excursion au quartier général français ne pouvaient que confirmer les Prussiens dans leur résolution de guerre à outrance. Napoléon, décidément, était embarrassé. Il avait donné à Kleist une lettre pour le roi, datée d'Osterode, le 26 février : « Je désire mettre un terme aux malheurs de votre maison et de vos peuples et réorganiser promptement la monarchie prussienne... Je désire la paix avec la Russie... La paix avec l'Angleterre n'est pas moins nécessaire. » Il serait disposé à un congrès, mais le congrès pouvait traîner dix-huit ans! Et il pressait la Prusse de commencer l'ouvrage en signant sa paix séparée... Les commentaires de Kleist étaient plus significatifs encore [2].

Kleist avait observé les soldats, causé avec les officiers, entendu leurs récriminations, recueilli des propos singuliers. Ney récrimine contre l'empereur, blâme sa conduite à Eylau : « C'est sa vivacité qui est cause que cette bataille ne prit pas une issue brillante... Il a poussé trop en avant... par petits

[1] Le Roi au Tsar, 19 février 1807. BAILLEU. — Hardenberg au Tsar, 19 février 1807. RANKE.

[2] Rapport de Kleist, 2 mars 1807. BAILLEU, t. II, en français.

paquets... » etc. Le 24 février, Kleist a été reçu par Napoléon, qui l'a gardé plus de deux heures, et a parlé presque tout le temps. A travers « tout ce bavardage », il donne à Kleist l'impression d'un homme « dont l'esprit était inquiété furieusement, ce qui, en le rendant distrait, lui faisait souvent répéter la même chose ». Il insiste sur la paix, propose un armistice : il se retirerait sur la rive gauche de la Vistule, les Russes sur la rive droite du Niémen. Puis il menace, se répand en « jactances » : si la Prusse refuse de traiter, il livrera aux Russes une bataille qui décidera du sort de l'Europe; il organisera la Prusse à sa guise... « Je suis décidé à faire encore pendant dix ans la guerre... Je n'ai que trente-sept ans... J'ai vieilli sous les armes et dans les affaires... »

Hardenberg reprit du ton. Frédéric-Guillaume commençait à entrevoir le salut. Il fallait le forcer à en vouloir les moyens. Ce fut le mérite de Hardenberg de l'y amener, mais il ne l'y amena que par le contre-coup des affaires extérieures. Le peu de réformes que le roi accepta tendait à fortifier l'action de son gouvernement au dehors, et il ne cédait en cela qu'à la nécessité urgente. Hardenberg lui remit, le 3 mars, un grand mémoire d'ensemble. Pour le dehors, c'est le fond de toutes les combinaisons que la force des choses devait successivement imposer à la Prusse : entente avec l'Angleterre, la Suède, l'Autriche; réaction antifrançaise en Allemagne; confiance entière en la Russie; accord entre les autorités militaires russes et les autorités civiles prussiennes. Pour que ce plan s'exécute, il faut que la Prusse se régénère à l'intérieur, par une cure sociale : exciter à fond l'enthousiasme patriotique, réformer les finances, réformer l'administration, réformer l'armée, et, avant tout, de l'unité dans le pouvoir. L'intérieur et l'extérieur doivent être menés de pair. Jusqu'à ce que Stein soit rentré en grâce ou que le roi ait fait un autre choix, Hardenberg offre de prendre les affaires étrangères, en titre, et, par intérim, l'intérieur. Il conclut, comme concluaient toutes les notes précédentes : supprimer le cabinet et congédier Beyme.

Le roi ne se rendit point. Accepter ce système, c'était se mettre en tutelle, à l'anglaise, comme George III au temps de Pitt. Il se rabattit sur une combinaison mixte : un gouvernement provisoire, où il confondrait les hommes les plus opposés, le partisan de la paix et de l'entente avec la France, Zastrow, et le partisan de la guerre à outrance et de l'alliance russe, Hardenberg, mais sans portefeuille. Beyme continuait de venir au rapport. Tant que Beyme rapporterait au conseil, il n'y aurait point, à vrai dire, de conseil, et Frédéric-Guillaume se sentirait encore roi. C'est ce qui advint. « On se rassemblait le matin chez le roi, rapporte Hardenberg... On lisait les pièces à signer les plus importantes pour les affaires extérieures; mais aucune délibération générale... Le roi se promenait de long en large; on causait, puis chacun rentrait chez soi et agissait dans son département comme bon lui semblait. Pour moi, n'ayant point d'attributions spéciales, je n'avais rien à faire... »

Il patientait, comptant sur les circonstances, sur le temps, et par-dessus tout sur l'influence d'Alexandre pour triompher des répugnances du roi et rassurer son amour-propre. Alexandre avait annoncé, en effet, sa visite prochaine et envoyé au roi une lettre reconfortante. Datée de Pétersbourg, le 4 mars, cette lettre, très secrète, reproduisait les termes mêmes de la lettre du roi, sur le *grand but.* Alexandre ajoutait : « Je conviens avec vous, sire, que pour consolider le grand ouvrage d'une paix générale il faut que non seulement Votre Majesté soit rétablie dans la pleine possession de ses États, mais que l'Allemagne soit affranchie du joug des Français et qu'ils soient repoussés au delà du Rhin. » Il achemine ses armées; il recommencera la guerre avec des forces « plus imposantes que jamais ». Bonaparte, par la mission de Bertrand, a trahi « la position bien critique » où il se trouve... « Nous sommes parvenus à arrêter le torrent auquel rien ne paraissait devoir résister. » Il va l'attaquer de front; ce qui subsiste de Prussiens le menacera sur ses flancs, ainsi qu'en 1805; on songe, en outre, à remonter la machine des diversions et

des complots en France. Strogonof en entretient Alexandre; on ne réussira à se débarrasser de Napoléon qu'en portant un coup au cœur de la France : « Le succès le plus insignifiant là-bas aurait une réaction considérable. » Il conseille « d'envoyer sur-le-champ proposer au général Moreau de venir en Europe assister aux opérations militaires d'un corps destiné à rétablir le roi », de porter sur les côtes de France une expédition de 50,000 hommes que commanderait le tsar en personne[1].

VI

Napoléon fut toujours obsédé de ce péril; les exemples de 1793 et de 1799 pesèrent toujours sur sa pensée, et c'est par là qu'il faut s'expliquer ses combinaisons mouvantes et illimitées comme l'inondation qui le menaçait. Il avait tourné toutes ses machines contre la Russie. La Russie avançait. Il avait songé, une fois encore, à séparer la Prusse de son alliée, et cette Prusse déchirée, traînée à terre, se cramponnait aux Russes. L'Autriche continuait d'armer, équivoque, menaçant de couper la retraite, de rompre les communications, d'arrêter les recrues, d'empêcher les approvisionnements. Il avait compté sur la diversion des Turcs : Sébastiani mettait les Dardanelles en état de défense, construisait des batteries; mais les 326,000 hommes de l'armée turque ne sont que des chiffres sur du papier[2]...

Napoléon déroulait des plans, dans son imagination; puis, à la réflexion, les fermait aussitôt. Le 6 mars, il songeait à envoyer Masséna en Moldavie avec 30,000 hommes qui se réuniraient aux 40,000 hommes de Marmont; il y joindrait 15,000 Polonais. Il « couvrirait Constantinople », ou bien

[1] Strogonof à Alexandre, 25 mars 1807. Grand-duc Nicolas.
[2] Talleyrand à l'empereur, 4 mars 1807. Nouvelles de Constantinople jusqu'au 30 janvier. Bertrand.

il « balayerait le Danube » ; mais ne risquait-il point de s'affaiblir et, pour créer des embarras aux Russes, de se disperser lui-même, faisant le jeu des ennemis? Il écrit à Talleyrand[1] : « Laissez l'ambassadeur ottoman à Varsovie encore quelque temps... qu'il m'attende à Varsovie... »

Peu à peu cette pensée s'insinue et germe dans son esprit : au lieu de s'obstiner sur ce cadavre de la Prusse et de s'entêter à la détacher de la Russie, pousser droit aux Russes et, leur tendant la main, les amener à se détacher des Prussiens; au lieu de s'user avec l'Autriche en alternatives de coquetterie et de menaces, la gagner à la nouvelle alliance, à la contre-coalition; et si elle se refuse, la Russie étant gagnée et la Prusse anéantie, se retourner sur l'Autriche et la briser[2]. Ou bien encore, si la Russie se montre récalcitrante, faire le pont d'or à l'Autriche. Car il faut une alliée. Le Comité de Salut public, le Directoire se sont leurrés de l'alliance prussienne. Cette chimère s'est évanouie. Autriche ou Russie, il choisira la plus complaisante à l'alliance, la moins rétive à la victoire. « La fin de tout ceci, écrit-il à Talleyrand le 9 mars, sera un système entre la France et l'Autriche ou entre la France et la Russie, car il n'y aura de repos pour les peuples qui en ont tous besoin que par cette union... Je l'ai proposé plusieurs fois à l'Autriche; je le lui propose encore. » Que veulent-ils? Que Talleyrand en écrive à Andréossy, en parle à Vincent.

Dans ce dernier système, la conservation de la Turquie serait un élément principal. Mais Napoléon reçoit un bulletin de Talleyrand, de Varsovie, 7 et 8 mars, donnant les nouvelles de Constantinople jusqu'au 10 février. Le divan fléchit. La flotte anglaise approche, formidable, soutenue peut-être par quatorze vaisseaux russes. Le sultan tremble pour son palais, son harem, ses vaisseaux qui ont coûté si cher. Napoléon est loin, les Anglais sont là; la peur l'emporte, les esprits tournent à la paix. L'ambassadeur à Varsovie a des pouvoirs pour conclure une alliance; mais il n'accepte de

[1] A Talleyrand, 6 mars 1807.
[2] A Talleyrand, 9 mars. — Message au Sénat, 20 mars 1807.

secours que si les troupes françaises viennent de Pologne et s'arrêtent en Valachie et en Moldavie; si elles entrent en Dalmatie, il ne garantit point la sûreté du pays. En un mot « des troupes étrangères, même françaises, pour couvrir Constantinople, causeraient plus d'effroi que de satisfaction ». — « Il n'en sera plus question », écrit aussitôt l'empereur[1].

Ce refus des Turcs le rejette vers la Russie. Le moribond n'accepte ni les remèdes ni les médecins : qu'il meure à sa guise; on s'accommodera mieux de son héritage que de sa maladie. « Tout en désirant la paix avec l'Autriche, je suis d'opinion qu'une alliance avec la Russie serait très avantageuse, si ce n'était pas une chose fantasque et qu'il y eût quelque fond à faire sur cette cour. » Il trompait ainsi son impatience. Et revenant aux propos interrompus, en 1801, par la mort de Paul, aux combinaisons tentées en 1806 avec Oubril, il se déclare publiquement, cette fois, et s'engage : « Nous sommes prêts, écrit-il au Sénat le 20 mars, à conclure avec la Russie aux mêmes conditions que son négociateur avait signées, et que les intrigues de l'Angleterre l'ont contrainte à repousser. Nous sommes prêts à rendre à ces huit millions d'habitants conquis par nos armes la tranquillité et au roi de Prusse sa capitale... »

Mais qu'attendre d'alliances de la sorte, alliances engagées à coups d'ultimatum, enlevées à coups de victoire, notifiées avant la guerre, dictées après la bataille; des alliances qui ressemblent à des capitulations; soutiens politiques du Grand Empire qui valent ces soutiens militaires, les prisonniers enrôlés de force, et qui transforment en défenseurs de l'empire des princes armés la veille pour son anéantissement? Que valent ces traités? Pas même le parchemin qui les porte, la cire dont ils sont scellés! La force les impose, ils durent tant que cette force demeure accablante; ils en procèdent, ils ne l'augmentent pas et à la jalousie d'avant la bataille s'ajoute

[1] A Talleyrand, 11 mars 1807.

pour ronger ces alliances fictives la rancune de la défaite subie et de l'humiliation.

Napoléon, en effet, ne pouvait attendre l'alliance russe que de la défaite de la Russie. Avant de contraindre Alexandre à combattre sa propre politique, il fallait le contraindre à y renoncer. « Il est probable, écrit Napoléon au moment même où il arrête ces desseins, que dans un mois j'aurai défait les Russes... Nous marchons vers le beau temps. » Pour disposer cette victoire il lui fallait, jusque-là, s'assurer de l'Autriche. Or il escomptait déjà la victoire pour dominer cette même Autriche. L'armée de Marmont et celle que naguère il pensait à envoyer, sous Masséna, en Moldavie, reflueraient contre Vienne. « J'ai en Italie 80,000 hommes... J'en aurai 50,000 d'ici au 1er mai. Ces forces ne laisseront pas d'en imposer à l'Autriche. Il lui faut au moins 120,000 hommes pour s'opposer à celles-là, ce qui exige des préparatifs et des dépenses immenses. » Il agitait des chiffres énormes; passait, sur le papier, des revues formidables : 140,000 hommes dans les dépôts de France, 80,000 hommes levés sur la conscription de 1808, dix légions de réserve formées avec les conscrits pour la défense des côtes; les armées (?) de Bretagne et de Normandie disponibles et portées en Bavière, 40,000 hommes, en un mois; plus de 100,000 hommes en Italie et en Dalmatie, et, ainsi soutenue, renforcée, la Grande Armée cantonnée en Pologne : « l'Autriche serait bien folle d'attirer chez elle le théâtre de la guerre... Les Russes la laisseront détruire comme ils ont laissé détruire la Prusse [1]. »

L'Autriche n'avait qu'un dessein, et très politique : c'était de vivre, de se garder intacte, de se préparer à l'événement; de laisser Français et Russes se dévorer les uns les autres; d'empêcher Napoléon de révolutionner la Gallicie; d'empêcher les Russes de conquérir les Principautés; de proposer, lorsque viendrait la paix, une médiation qui l'en rendrait l'arbitre, et relèverait d'un coup la maison impériale et

[1] A Talleyrand, 12 mars 1807.

l'empire abaissés en 1806. Le 18 mars, Vincent confie à Talleyrand que sa cour est disposée à négocier, que Merveldt fait la même ouverture à Pétersbourg. Le 7 avril, Vincent offrit officiellement la médiation. Napoléon perça ce manège et n'en fut pas plus la dupe qu'il ne le devait l'être, six ans plus tard, en 1813. Si l'Autriche est sincère, qu'elle le prouve en désarmant. Bons offices, soit; mais désarmement. « Comme je suis très soupçonneux, de mon naturel, je ne puis voir dans tout ce que fait la Russie qu'une première amorce pour entraîner l'Autriche dans une coalition [1]; c'est pourquoi je tiens à ce que l'Autriche n'arme pas. » — « Il faudrait que la maison d'Autriche nous aimât... prît une grande part à nos succès. Aimer, je ne sais trop ce que cela veut dire en politique. Et même comment exiger qu'on se réjouisse de l'accroissement d'une grande puissance qui, l'année passée, était maîtresse de Vienne? » Il accepte une *intervention amicale* [2], redoutant la médiation pacifique trop susceptible de se transformer en « médiation armée », ce qui légitime les armements. Mais il ne le fait que pour la galerie. « Je regarde l'intervention de l'Autriche dans cette affaire comme un malheur; j'y ai répondu parce que je n'ai voulu fournir aucun prétexte dans les moments actuels. Il faut être circonspect... voir venir, ne s'engager à rien [3]... » Au fond, fort inquiet de l'Autriche qui l'aurait mis dans le pire danger si, au lieu d'attendre, pour intervenir par les armes, une défaite de Napoléon par les Russes, elle eût, en intervenant, contribué puissamment à cette défaite.

Ainsi, il est venu jusqu'au Niémen, il a passé sur le corps de la Prusse afin d'atteindre la Russie, et il en est réduit à offrir de relever la Prusse; il a poussé à ces extrémités afin d'atteindre la Russie et de la dompter, il en est réduit à lui offrir l'alliance, et il lui faut filer doux, par les ménagements,

[1] Ce qui advint en effet, en 1813, dans les pourparlers qui précédèrent la convention de Reichenbach, 27 juin. — A Talleyrand, 20 et 26 mars 1807.

[2] A Talleyrand, 14 avril. — Note du 16 avril 1807,

[3] A Talleyrand, 23 avril : 24 juin, rétrospective.

avec l'Autriche. Donc, six mois après Iéna, il se retrouve dans le péril où il se voyait la veille d'Austerlitz, dix-huit mois auparavant; péril plus menaçant encore, car il a, dans l'intervalle, éprouvé pour la première fois deux échecs, livré une bataille sans lendemain, une autre suivie d'une retraite; son prestige est entamé, ce prestige qui a contenu la Prusse en 1805, consterné l'Autriche, mis les Russes en fuite. La coalition! il la pressent dans la constance de la Prusse, dans la résistance de la Russie, dans les ambages de l'Autriche. Tous refusent la paix et sourdement se rapprochent; ils se coaliseront s'il ne rompt, en fonçant sur les Russes, cette coalition renaissante. Le printemps va déblayer la terre, rouvrir les chemins aux armées; mais la saison est tardive, printemps mouillé après cet hiver de boue.

Napoléon a quitté les masures d'Osterode. Il a trouvé au château de Finckenstein, château moderne, somptueux et commode, le luxe et de tous les luxes le plus précieux pour lui, des cheminées à la française, où l'on voit scintiller, où l'on entend crépiter le feu[1]. Il s'y installe le 1er avril. Pour tromper le temps son esprit, qui combinait toujours, ouvrait d'étranges avenues sur l'Orient, comme en hiver, les chasses étant closes, le châtelain dessine des allées, plante des jalons, exécute les grands abattis d'arbres, opère les grandes percées sur l'horizon et se prépare pour les beaux jours, les vastes perspectives.

De Constantinople, il apprend la défense des châteaux des Dardanelles organisée par Sébastiani, le départ de la flotte anglaise[2]. Les Anglais ont voulu faire peur : ils n'ont pas réussi. Ils vont chercher en Égypte des consolations à ce déboire. Napoléon renouvelle ses exhortations à Sélim, lui promet une diversion; il expédie des officiers; il éperonne les pachas; il envoie un officier du génie à Mustapha-Pacha, à Roustchouk; Mériage est à Widdin où il travaille contre la Russie; l'empereur mande à Cambacérès de faire grand éta-

[1] A l'Impératrice, à Daru, 2 avril 1807. DRIAULT, ch. III et IV.
[2] Lettre à Talleyrand, 29 mars, 1er, 4 avril; nouvelles jusqu'au 3 mars 1807.

lage, à Paris, de toute cette turquerie : « Je pars à franc étrier pour Varsovie où je serai demain. J'y resterai deux jours pour donner audience aux ambassadeurs de Perse et de Turquie [1]. »

Mais cette Perse dont il discerne l'utilité future, il n'en sait presque rien. « Quel traité faire avec la Perse? Comment voulez-vous que je réponde à cette question, quand vous ne m'avez pas encore fait remettre le mémoire de M. Jaubert qui me fasse connaître ce que c'est que la Perse? » Il presse le départ de Gardane. Cet agent étudiera « la nature des obstacles qu'aurait à franchir une armée française de 40,000 hommes qui se rendrait aux Grandes Indes et qui serait favorisée par la Perse et par la Porte; il travaillera partout contre les Anglais; il correspondra avec l'île de France... » En attendant l'expédition sur les Indes, il pense à une diversion contre les Russes; il enverrait 4,000 hommes qui se joindraient aux 80,000 cavaliers qu'il prête, très gratuitement, aux Persans [2]...

Enfin, il traite. Talleyrand, mandé à Finckenstein, y amène l'ambassadeur persan, et le traité est signé le 4 mai [3] : Napoléon garantit l'intégrité du territoire persan; il fera tous ses efforts pour contraindre les Russes à restituer la Géorgie à la Perse; il procurera des canons, des officiers instructeurs; le shah rompra avec l'Angleterre, confisquera les marchandises anglaises, travaillera à insurger contre les Anglais les Afghans et les autres peuples du Candahar. « S'il était dans l'intention de Sa Majesté l'empereur des Français d'envoyer par terre une armée pour attaquer les possessions anglaises dans l'Inde, Sa Majesté l'empereur de Perse lui donnerait passage sur son territoire... » Des instructions nouvelles sont données en conséquence à Gardane : il communiquera avec les Mahrattes, ménagera des alliances [4]... Decrès reçoit l'ordre d'armer,

[1] A Talleyrand, 3, 5 avril; à Cambacérès, 4 avril; à Sélim, 3, 7 avril 1807.

[2] A Talleyrand, 3, 13, 14 mars; au shah, 14 mars; à Talleyrand, 12 avril; à Decrès, 22 avril; lettres de Talleyrand, 28 février 1807. — Méneval, t. II, p. 94.

[3] De Clercq, t. II, p. 201.

[4] Instructions pour le général Gardane, 10 mai 1807. — Méneval, t. II, p. 94, 133. — A Decrès, 22 avril 1807.

pour prendre la mer, en vingt-quatre heures, en vue « des missions les plus éloignées », vingt-neuf vaisseaux qui partiront de tous les ports de France. La Hollande en fournira sept. Ils doivent être prêts, en septembre, pour toute espèce d'entreprise, même d'aller aux Indes... » Combinaisons immenses et chimériques que l'on verra reparaître dans l'hiver de 1808; c'est non seulement l'entente avec Alexandre qui couve, c'est l'alliance russe qui fermente avec son roman et toutes ses déceptions.

En France, il faut escompter les levées futures, devancer les appels, comme si la coalition pressait déjà la frontière. « L'année prochaine la paix sera faite, et si elle ne l'est pas, la conscription de 1808 recrutera mes armées et celle de 1809 recrutera mes réserves. » — Des conscrits de dix-huit ans! La nouvelle d'un échec, voilà toutes les têtes perdues en France. Et le contre-coup au dehors : « Rien que l'opinion que j'éprouverais en France, la moindre contrariété ferait déclarer plusieurs puissances contre nous [1]. » Tout est combiné pour que chaque pièce soutienne l'autre; mais aucune pièce, par soi-même, ne se tient — *mole suâ stat.* — Tout branle au contraire; tout se penche, tout craque au coup de vent et, en cas d'alerte, la pire des préoccupations, les gardiens à garder, le complot latent de Marengo, d'Austerlitz prêt à se reformer : Talleyrand, il est vrai, négocie à Varsovie; mais Fouché reste à Paris, et il suffit à lui seul à agiter l'empire qu'il est chargé de tenir en ordre.

Entre temps, ayant l'armée à ravitailler; la Prusse à terrifier [2]; la Pologne à exploiter; l'Autriche à surveiller; le Grand Empire à gouverner; la France à distraire; l'opinion à soutenir; les brouillons à refréner; les polices à contrôler; des renforts de Français à envoyer dans tous les pays conquis afin de servir de remparts à la France et auxquels la France

[1] A Cambacérès, 10 avril 1807. — Cf. message au Sénat, 20 mars 1807.

[2] Voir la lettre à Clarke, 21 février 1807. Dans Lecestre et dans Norvins, t. II, p. 183, 320, l'extraordinaire histoire de la légion de pirates, renouvelée des projets du Directoire sur le pays de Galles. Voir t. V, p. 48.

doit servir d'étai ; Joseph à ranimer, qui crie : « La paix à tout prix ! » qui sollicite de l'argent et des soldats[1]; Louis à raisonner qui joue au roi, rétablit une noblesse, crée un ordre de chevalerie, ménage le blocus et fait de son hypocondrie matrimoniale une question européenne[2]; le Pape à soumettre; l'Espagne à brider et à dégarnir d'Espagnols; des affaires dans toute l'Europe, des desseins sur l'univers. Napoléon trouve moyen de s'occuper de commérages et de régler les déplacements de Mme de Staël. « Cette femme est un vrai corbeau ; elle croyait la tempête déjà arrivée et se repaissait d'intrigues et de folies. Qu'elle s'en aille dans son Léman[3]. » Une force d'âme, une audace que rien n'ébranle à la veille de risquer une partie de vie ou de mort; une verve d'imagination qui s'emporte vers l'avenir en desseins prodigieux; une susceptibilité mesquine qui se trouble aux propos d'une femme; une revue passée en Pologne, avec un ambassadeur de Perse qui s'essouffle à suivre le pas saccadé de l'empereur, patauge dans les terres molles, y traîne sa robe brochée, y colle ses babouches; mélange de grandeur et de charlatanisme, de précision dans les mesures, de chimères dans les projets, d'inquiétudes et de volonté, de vacillation sur les moyens, de constance sur l'objet à atteindre : voilà cette saison trouble, ce printemps fiévreux de Finckenstein, d'avril à juin 1807.

VII

Dans le camp des Russes, le nombre des prisonniers qu'ils détiennent, les déserteurs — surtout parmi les non Français

[1] Joseph à Napoléon, 29 mars : « Votre Majesté doit faire la paix à tout prix. » — Napoléon à Joseph, 1er mars 1807 : refus d'argent, envoi de 6,000 hommes...

[2] A Cambacérès, 18, 23, 25 mars; à Louis, 23, 31 mars 1807.

[3] A Cambacérès, 26 mars; à Fouché, 18 avril 1807.

d'origine — la fronde des maréchaux contre Napoléon, les bruits persistants de complots auxquels les informateurs continuent de mêler des noms comme ceux de Bernadotte et de Masséna [1], fortifient ce sentiment qu'en harcelant Napoléon aux extrémités de son empire, de Naples à Flessingue, en agitant l'Italie et l'Allemagne, en fonçant sur la Grande Armée, ils finiraient par la rompre; ils lasseraient, au moins, et useraient les Français qui, à leur tour, deviendront pour Napoléon un embarras, un danger, et que la France, en quelque sorte, le prendrait à revers [2].

Alexandre se rendit à Memel le 2 avril, et fut reçu par le couple royal en ami du foyer et en sauveur de l'État. Entre le salon intime où la reine Louise lui verse le thé préparé de ses mains et le cabinet où il discute avec Hardenberg les secrets de l'alliance, avec Phull les mouvements militaires, avec l'Anglais Hutchinson les subsides; entre les promenades à cheval, les coquetteries sentimentales, et les revues des bataillons prussiens disloqués, éreintés, Alexandre, sur ce fond aride et funèbre de Memel, apparaît, dans son auréole, le personnage qu'il s'est dessiné, mêlé du roi des rois de l'épopée homérique et du chevalier au cygne de la légende, évangélique et diplomate, restaurateur du droit, civilisateur des peuples, consolateur des victimes éplorées, protecteur des princes en deuil de leur couronne, en fuite de leur royaume.

Hardenberg, alors, est tout à lui. Alexandre recherchera toujours ces ministres d'à côté, ministres de l'alliance chez ses amis et alliés; il se flattera, un instant, de Talleyrand, en

[1] Quand un des accusés de l'affaire d'Aché, Lefebvre, les désigna, à la fin de 1807, la police jugea bon d'arrêter les délations. LENÔTRE, *Tournebut*.

[2] « On trouve dans la lettre — interceptée — d'un des généraux, que les soldats français en sont réduits à manger du cheval, écrit Roumiantsof. L'étoile de Bonaparte est devenue stationnaire, au lieu de conserver le cours de redoutable comète et dévastatrice qu'elle était auparavant... Cette guerre va devenir la guerre, c'est-à-dire une guerre ordinaire qui, à chance égale, sera cent fois plus ruineuse et plus difficile à faire pour les Français que pour nous; ils finiront, je me flatte, par se dégriser sur le compte du moderne Charlemagne auquel, très positivement, il manque un peu de la sagesse qui distinguait son prédécesseur. » Roumiantsof à Richelieu, avril 1807. *Société d'histoire de Russie*, papiers de Richelieu.

France, et, plus tard, de Richelieu. Hardenberg lui remet mémoires sur mémoires. Les plans qu'il élabore sont ceux qui seront repris à Paris et à Vienne en 1814, la reconstruction de l'Europe par la quadruple alliance : Russie, Prusse, Autriche, Angleterre. « Il faut que les *quatre* puissances s'envisagent comme les tuteurs de l'Europe, parce qu'il serait impossible de consulter toutes les parties intéressées ou d'attendre leur consentement sans voir tout échouer[1]... » — « Ce qui peut assurer un état de choses stable et la sûreté future des possessions. » Un des articles très intéressants de ces propos de 1807, c'est l'abandon définitif du Saint-Empire et l'idée de reprendre, en la tournant contre la France, la Confédération du Rhin de Napoléon. « La Constitution germanique, écrit Hardenberg, ne peut être rétablie telle qu'elle fut. Ce serait la plus imprudente des mesures et une nouvelle source de malheurs. Il faut une fédération forte[2] et capable de résister en première ligne à la puissance française. Que l'Autriche et la Prusse en soient les chefs... que la fédération soit mise sous la garantie de la Russie et de l'Angleterre[3]. » — « Guerre avec la France. But général... La possession du Rhin jointe à la jalousie qui sépara malheureusement les intérêts de la Prusse de ceux de l'Autriche donnèrent à la France une supériorité décidée sur les deux États... Le moindre but qu'on puisse se proposer est de forcer les Français à se retirer derrière le Rhin, à ne plus se mêler des affaires de l'Allemagne... » Le *moindre but :* il eût été, en effet, d'une arrogance et d'une présomption peu diplomatiques, quand il n'y avait plus ni Prusse, ni armée prussienne, de stipuler à Memel, comme on l'avait fait à Potsdam avant Austerlitz, le refoulement de la France dans ses anciennes limites[4]. Mais il est clair que si, à Memel, Napoléon occupant Varsovie, tenant

[1] C'est l'esprit même du congrès de Vienne. Protocole du 23 septembre 1814. MARTENS, t. III.
[2] « Donner à cet empire une constitution militaire. » Note du 11 avril 1807.
[3] Mémoire du 7 avril 1807. Comparer les notes et projets de Hardenberg sur la reconstitution de l'Allemagne en 1813 et 1814. ONCKEN.
[4] Voir t. VI, p. 483, les traités de novembre 1805.

la Vistule, marchant au Niémen, on se proposait, *au moins*, le refoulement au delà du Rhin, on élèverait les exigences lorsque l'on stipulerait sur l'Oder, sur l'Elbe, sur le Rhin même. C'est pour s'opposer à ce dessein constant des coalisés que, d'étape en étape, Napoléon s'était porté sur la Vistule, et c'est dans ce dessein que les alliés prétendaient l'en déloger d'étape en étape [1]. L'Autriche « mettrait les armées combinées russes et prussiennes en état de s'élancer au delà de la rivière de l'Oder... ». L'Angleterre formerait la haute banque et le département des subsides [2].

Le 14 avril, Hutchinson reçut la nouvelle d'un changement de ministère [3] — un ministère de Pitt, sans Pitt lui-même, mais ses collaborateurs, ses passions, sa politique sur le continent : autour du vieux duc de Portland : Hawkesbury, Castlereagh, Canning aux affaires étrangères; des noms qui donnaient espérance. L'alliance était mûre, noyau de la future coalition. Les plénipotentiaires russes et prussiens se réunirent à Bartenstein, quartier général de Bennigsen, et le traité fut signé le 26 avril [4].

En soi-même, ce traité n'est qu'une feuille volante. La guerre l'emporta en quelques semaines; mais il prend une gravité singulière si l'on le rapproche du traité de 1805 [5] et si l'on le rattache à ceux de 1813 : on y voit se dessiner, en leur enchaînement, les vues permanentes de l'Europe, qui font que toutes les coalitions, depuis celles de 1793 jusqu'à

[1] « Que font les Autrichiens? écrivait Bennigsen, le 13 juin 1807. Pourvu qu'ils le veuillent, cet homme — l'aventureux Bonaparte — doit être achevé sous peu, et l'archiduc Charles, ce grand homme, peut lui donner le coup de grâce? »

[2] *Société d'histoire de Russie*, t. 89 : correspondances de 1807 et 1808.

[3] Hutchinson à Hardenberg, 14 avril 1807.

[4] Texte et commentaire dans MARTENS, t. VI, p. 406. — Comparez les traités de Kalisch, Russie et Prusse. 28 février 1813; Reichenbach, Russie, Autriche, Prusse, 27 juin 1813. MARTENS, t. VII et t. II.

[5] Voir t. VI, p. 415.

En 1805, la Russie, l'Autriche, l'Angleterre sont liées; c'est la Prusse qu'il s'agit d'entraîner pour lier les *quatre*, et elle se lie, en secret, par la déclaration de Potsdam, 3 novembre 1805; en 1807 et en 1813, la Russie et la Prusse sont liées, elles se lient à l'Angleterre et c'est l'Autriche qu'il s'agit de se rattacher : elle le fait par la convention secrète du 27 juin.

celles de 1813, ne sont qu'une même combinaison, en vue d'un même ouvrage, projeté en 1792[1], accompli en 1814.

« Une des bases les plus essentielles de l'indépendance de l'Europe étant l'indépendance de l'Allemagne, il est de la plus haute importance de la bien assurer et d'aviser d'autant plus soigneusement aux moyens d'y parvenir qu'ils sont infiniment difficiles depuis que la France est maîtresse du Rhin et des point offensifs sur ce fleuve. L'on ne peut ni laisser subsister la ligue du Rhin sous l'influence ou plutôt sous la souveraineté de la France ni permettre que des troupes françaises continuent d'occuper l'Allemagne. » Les alliés créeront, à cet effet, en Allemagne, une fédération constitutionnelle. Ils inviteront l'Autriche et l'Angleterre à adhérer à l'alliance. Ils réclameront une indemnité pour le prince d'Orange « à moins que de grands succès ne permettent le rétablissement de ce prince dans le stathoudérat des Provinces unies ». — « A l'égard de l'Italie, on consultera l'opinion et les désirs de l'Autricbe et de l'Angleterre... » On fera le possible pour les rois de Sardaigne et de Naples; en tout cas, la couronne d'Italie sera séparée de celle de la France. Le roi de Prusse et l'empereur de Russie « s'engagent à ne faire pendant la durée de la guerre aucune conquête sur le continent pour leur propre compte ». Cette déclaration utopique formait, pour la Sainte-Alliance naissante, le pendant des fameux articles de l'Assemblée constituante, le vœu de n'entreprendre aucune guerre *en vue* de faire des conquêtes[2]. De même, la résolution de ne point faire des conquêtes *pendant la guerre* n'impliquait point la renonciation à de justes indemnités *après* la guerre, au moyen des territoires « délivrés ». Le fait est qu'en avril 1807 il suffisait aux désirs de la Prusse de se reconquérir soi-même. Hardenberg aurait désiré spécifier que ce désintéressement universel s'étendrait à l'empire turc, Alexandre refusa; la guerre qu'il poursuivait avec les Turcs était une *autre* guerre que celle qu'il s'agissait d'entreprendre contre Napoléon, et, par

[1] Voir t. II, p. 239, 279, 498.
[2] Voir t. II, p. 86, 100. — T. IV, p. 430.

conséquent, elle ne tombait point sous le coup de la renonciation aux conquêtes.

Le roi et la reine de Prusse s'en retournèrent à Kœnigsberg. Alexandre se rendit à Tilsit. Il laissait la Prusse enchaînée, le roi sous le prestige, la reine sous le charme [1]. Il laissait — et c'était l'affaire politique — Hardenberg investi d'une sorte de dictature [2]. Les souverains s'embrassaient, mais les peuples ne fraternisaient point. Dans le morceau de Prusse, où ils cantonnaient, les Russes réveillaient les souvenirs des redoutables visites d'autrefois, plus craints comme alliés que les Français comme ennemis. Hardenberg se plaignait à Bennigsen qui n'écoutait rien; il en appelait au tsar [3]. « On se demande partout comment il est possible qu'un prince qui est un modèle d'humanité... puisse permettre des excès sans nombre qui, en ruinant le pays de son allié... compromettent l'existence et l'honneur de l'armée même [4]... »

Alexandre fit presser l'Autriche qui ne bougea pas. Krusemark fut envoyé à Londres pour négocier les subsides. Hardenberg le recommanda au duc d'York par une lettre qu'on pourrait croire écrite en 1813 [5] : « Monseigneur... Vous contribuerez à sauver le monde civilisé de l'esclavage... C'est le dernier acte du grand drame... Faire disparaître de la politique

[1] Voir la lettre à Alexandre, 14 mai 1807, d'une exaltation naïve et touchante, qui serait naturelle en allemand, mais qui, *traduite* en français, devient emphatique... « Pardonnez, bon, cher, incomparable cousin... surtout, surtout soyez bien indulgent .. Quelle divine lettre vous venez de m'écrire!... Il faut vous connaître pour croire à la perfection... Tout ce que je vous prie est de ne pas brûler cette lettre, elle vous marque si bien comment je vous aime! Aussi longtemps que je serai bonne moi-même, que j'aimerai la vertu, je vous serai aussi attachée par tous les sentiments qui m'attachent à la Providence même. » Dans une autre lettre, 10 juin, à propos de Napoléon : « Ce monstre a trouvé le moyen de désunir, de déchirer les relations les plus innocentes; il exerce sur moi aussi bien que sur bien d'autres victimes le pouvoir de sa main de fer... » BAILLEU.

[2] Hardenberg au roi, le roi à Hardenberg, Beyme à Hardenberg, 27 avril, 2 mai; Hardenberg à Schrœtter, 31 mai 1807. RANKE.

[3] Au Tsar, 17 mai 1807. RANKE, t. V, p. 506.

[4] Dépêches à Rasoumowsky, 25 avril, 5 mai 1807. MARTENS, t. IV, p. 507. — Alexandre à François II, 4 mai 1807. BEER

[5] Hardenberg à Jacobi, 23 mai; au duc d'York, 24 mai 1807. RANKE.

la défiance avec l'art de tromper, établir une confiance entière et réciproque... hâter un concert parfait... Mettre à la place des lenteurs, des irrésolutions, de l'incohérence... la célérité, l'énergie, la persévérance et des plans sagement combinés... »

L'Angleterre avait répondu au décret de Berlin par l'*Ordre* du 7 janvier 1807 qui mettait en blocus tous les ports de la France et de ses colonies [1]. Mais, au lieu d'envoyer des secours maritimes, des troupes de débarquement en Allemagne, le long de la Baltique, où l'on en réclamait, en Hollande où Napoléon les redoutait, les ministres anglais en expédièrent à Buenos-Ayres où il y avait une belle colonie à confisquer sur les Espagnols [2], et en Égypte, où ils se flattaient d'étouffer dans l'œuf Méhémet-Ali. Ils y échouèrent et en revinrent assez piteusement. Cependant, ils écartaient les propositions d'emprunt d'Alexandre. Leur confiance en la Russie était fort ébranlée; malgré tout le mouvement que se donnait d'Antraigues, désormais réfugié à Londres, la coalition les trouvait incrédules, avares surtout de livres sterling. Ce n'est pas que les passions se fussent atténuées dans le public ni que le nouveau cabinet y demeurât plus sourd que le précédent. Tout au contraire. Les élections se firent au vieux cri de guerre : *A bas le Papisme! l'Angleterre est en danger!* Il n'y eut jamais au pouvoir de ministres plus résolument belliqueux, et plus antifrançais que Canning et Castlereagh; mais ils étaient de ces Anglais qui considéraient la guerre maritime comme une bonne affaire et la paix prématurée comme une mauvaise opération. Quand ils la signeraient, ce serait la paix profitable : la France refoulée aux anciennes limites. Ils n'entendaient travailler ni pour la Russie, ni pour la Prusse; ils ne voulaient aider ni la Russie à s'emparer des Principautés, ni la Prusse à se rétablir en Allemagne. Tandis qu'en poussant le blocus, ils supprimaient les neutres, ils anéantissaient toute concurrence commerciale, ils s'assuraient la souveraineté des

[1] LUMBROSO, p. 117, 125 et suiv.
[2] Marquis DE SASSENAY, *Napoléon Ier et la fondation de la République argentine.*

mers. Lorsque l'on parla à Canning d'adhérer au traité de Bartenstein, il répondit que le projet de réorganiser l'Allemagne et de confédérer le Nord sous le roi de Prusse « donnerait à ce prince une suprématie militaire qui ne ressemblerait pas mal à ce despotisme qu'exerce Napoléon sur les fédérés du Rhin, et ferait des princes et États fédérés autant de vassaux de Sa Majesté prussienne... ». Ils refusèrent leur adhésion. Ils n'avaient de goût à entraîner que l'Autriche, et l'Autriche refusait de bouger[1]. Ils traînèrent les emprunts, marchandèrent les subsides; ne consentirent qu'en juin une somme à peine suffisante pour subvenir aux besoins de la Prusse seule, et l'envoi d'un corps de 5 à 6,000 hommes en Poméranie, « secours aussi tardif qu'insuffisant », déclara plus tard Alexandre. Ils se méfiaient et des revirements de cet empereur, et des surprises de la guerre et de la rapidité des coups de Napoléon.

Napoléon, encore une fois, en profita pour tuer la coalition dans son germe et se sauver comme la France l'avait fait à quatre reprises en 1792, en 1794, en 1799, en 1800, en 1805. Il travaillait d'instinct à séparer tout ce qui cherchait à se réunir, les tenant divisés au moins pour le temps qu'il lui fallait pour frapper ceux qui étaient en armes et atterrer les autres. Il reçut, le 28 mai, l'ambassadeur turc. C'était un personnage essentiellement formaliste et méticuleux. Napoléon déclara « que lui et l'empereur Sélim étaient désormais inséparables comme la main droite et la main gauche »; mais il ajouta que si la Turquie ne se prononçait point en temps utile, il arriverait infailliblement que la paix se ferait avec la Russie sans la Porte[2]. De même avec les Polonais : « Ne pas parler de l'indépendance de la Pologne, notait-il en vue d'un exposé de la situation; supprimer tout ce qui tend à montrer l'empereur comme le libérateur, attendu qu'il ne s'est jamais expliqué sur ce sujet[3]. » Ainsi s'arrêtait en lui la pensée de traiter avec

[1] Instructions à Paget, milieu de mai 1807. — *Notes de Malmesbury*.
[2] Méneval, t. II. — *Bulletin LXXVII*, 29 mai 1807.
[3] Notes sur un projet d'exposé, 18 mars; ordre du 24 avril 1807.

la Russie, et de lui offrir magnifiquement l'alliance, après l'avoir réduite à demander la paix. Les Russes avaient été contraints de lever le siège d'Ismaïl et d'évacuer la Valachie ; Danzig avait capitulé [1]; le printemps revenait, c'était le moment de reprendre la campagne et d'en finir, en une journée.

Ce sera la victoire, il n'en doute pas, et il sait ce qu'il faut faire pour l'obtenir. Mais que décidera cette victoire qui doit tout décider? Voilà ce qu'il commence à demander en vain à l'histoire, à l'expérience dans l'indéfini où son génie, fait de clarté, avide de clarté, s'égare. Il perd le point de vue, comme un marin qui voit la ligne de l'horizon s'enfuir devant lui et d'autant plus vite et d'autant plus loin que sa vue est plus longue et que le temps est plus clair. Comme il se trouve loin de la guerre d'Italie, de sa guerre de jeunesse; la guerre aux manœuvres hardies et précises, aux inspirations subites et efficaces, aux champs de bataille limités, aux petites actions suivies de grands résultats. La guerre semble lui livrer l'Europe, la paix la lui enlève. C'est la destinée : l'Europe dure, encore que foulée et vaincue. Napoléon bat les armées, supprime les États; il n'anéantit pas les peuples qui demeurent : ses traités ne sont que des traces d'encre sur des cartes de géographie ; ni la nature des choses ni la nature des hommes n'en sont altérées; les cartes d'hier sont seules changées, et les cartes d'aujourd'hui seront changées demain.

Ainsi, il avance, à pas de géant, sur cette route hyperbolique où la France est engagée, en dessein depuis 1792, en fait depuis 1795, pour imposer par la victoire une paix dont la seule conséquence est une guerre nouvelle, une paix telle qu'à force de vaincre on ne saura plus bientôt comment la dicter. Je ne sais quoi de solennel qui se répand, en ces jours, dans sa correspondance, décèle, chez Napoléon, l'éveil, çà et là, de ce souci importun, l'interrogation des nuages qui passent et se transforment, sans cesse, ne s'effaçant que pour décou-

[1] *Bulletin* du 29 mai 1807.

vrir des étoiles immobiles et muettes. Au moment de jeter les dés, il s'assombrit. Il apprend la mort du petit Napoléon, fils de Louis et d'Hortense, très aimé, dont il pensait à faire l'héritier de l'empire : le froid le gagne. Il étouffe le chagrin du cœur, c'est pour retomber dans l'inquiétude de l'esprit. « Ils sont plus jeunes, dit-il de Louis et d'Hortense, ils vont moins réfléchir sur la fragilité des choses d'ici-bas[1] ! » Il l'écrit en empereur de tragédie, en empereur de Corneille qu'il veut être ; mais l'instinct se révolte, revanche de l'être humain sur ces hommes qui se guindent au-dessus de l'humanité. Napoléon en ses crises d'angoisses se retrouve peuple tout à coup, peuple de ses montagnes natives, et la superstition fermente en lui, à défaut de la foi chrétienne dépouillée ou du stoïcisme païen insuffisant[2]. Ce n'est pas seulement par politique, car un tel aveu de préoccupation est le contraire de sa politique systématiquement, témérairement optimiste, qu'il écrit aux évêques cette étrange lettre du 28 mai, véritable Bulletin à lire au prône : Réunir « mes peuples », afin d'adresser des actions de grâces au « Dieu des armées » pour la victoire d'Eylau ; demander à ce Dieu « qu'il daigne continuer à favoriser nos armes » ; et cette prescription finale : « Qu'ils prient aussi pour que le cabinet persécuteur de notre sainte religion, tout autant qu'ennemi éternel de notre nation, cesse d'avoir de l'influence dans les cabinets du continent, afin qu'une paix solide et glorieuse, digne de nous et de notre grand peuple, console l'humanité... » Le même jour, à un roi régnant sur des hérétiques, tout aussi ennemi de la « sainte religion » des évêques de France que les Castlereagh et les Canning, à Louis, roi de Hollande : « Vous ferez faire des prières dans tous les temples pour le succès de nos armes... » Le 6 juin, les hostilités ont recommencé. Il écrit à Fouché :

[1] A Fouché, 20 mai 1807.

[2] Je promenais partout ma peine vagabonde ;
J'avais rêvé l'empire, et la boule du monde
En ma main sonnait creux !

Théophile Gautier, *la Comédie de la mort.*

« Voyez souvent l'impératrice pour empêcher les mauvaises nouvelles d'arriver jusqu'à elle. Huit jours après que vous aurez reçu cette lettre, tout sera fini. » Il se donnait plus de temps qu'il ne lui en fallut. Huit jours après qu'il avait écrit la lettre, à Friedland, le 14 juin, jour anniversaire de Marengo, il avait écrasé l'armée russe et *tout était fini* avec cette armée, comme après Marengo avec l'armée autrichienne, comme après Austerlitz avec les Austro-Russes, comme après Iéna avec les Prussiens[1]!... Pour un temps, en réalité, l'armée russe ne comptait plus. Combien faudrait-il à la Russie de mois ou de semaines pour se refaire, rallier l'Autriche, relever la Prusse, regagner les Anglais? toute la question était là; il n'y en avait pas d'autre, et tout ce qui allait se passer d'autre ne devait être que fantasmagorie d'avant-scène et spectacle d'intermède.

[1] A Joséphine, 15 juin; à Joseph, 20 juin 1807 : « Cette bataille est aussi décisive qu'Austerlitz, Marengo et Iéna. »

CHAPITRE III

L'ALLIANCE RUSSE

1807

I

Napoléon sonna sa victoire aux quatre vents de l'Europe [1]. « L'armée russe est plus écrasée et battue que ne l'a jamais été l'armée autrichienne... La jactance des Russes est à bas, ils s'avouent vaincus; ils ont été furieusement maltraités... Mes aigles sont arborées sur le Niémen... » Dans le succès, l'ironie voltairienne remonte ; il écrit à Cambacérès : « Vous avez chanté *Te Deum*... au même moment où je gagnais la bataille. » Et à Fouché : « Vous avez vu que vos prières ont été exaucées [2]. » Mais il savait bien qu'après Marengo il avait fallu Hohenlinden ; après Austerlitz, la guerre de Prusse ; après Iéna, Eylau et Friedland. Il savait bien que les Russes n'étaient pas détruits, qu'ils se reconnaîtraient, qu'il en viendrait d'autres. « J'ai toujours présent à l'esprit, rapporte un témoin [3], l'énorme puissance qui restait encore, après ces combats acharnés, à ces masses sombres des Russes s'éloignant dans le demi-jour, sous le feu tonnant de notre artil-

[1] Ouvrages : Oncken, *OEsterreichund Preussen*; Bernhardi, *Russie*; Botta, *Italie*; Baumgarten, *Espagne*; comte Murat, *Murat*; Grandmaison, *Espagne*; Frédéric Masson, *Joséphine répudiée*; Treitschke; Hüffer, *Lombard*; Lévy-Brühl, *Allemagne*; Bonnefons, *Frédéric-Auguste*; Ernest Daudet, *Bourbons et Russie*; Pingaud, *Français en Russie*. — *Mémoires* de Gourgaud, Paulin, comte de Bray, comtesse de Voss, Moriolles, Barante, Castellane, Talleyrand, Pasquier, Rœderer, Mme de Rémusat, Méneval.

[2] A Cambacérès, 19, 22 juin; à Fouché, 19 et 26 juin 1807.

[3] *Mémoires du général Paulin*, p. 70-75.

lerie... Cette destruction au milieu des teintes rouges du crépuscule, cette nouveauté pour nous de nous battre et de *vaincre si tard !* » Vaincre, c'est avancer, disait-on communément. Napoléon touchait à ce passage où pousser la victoire c'était la perdre [1]. Il avait besoin de la paix, l'armée la réclamait. Il redoutait la médiation de l'Autriche; un congrès où se dissiperaient les impressions de Friedland, qui donnerait aux ennemis le temps de se rassembler. Il résolut de la prévenir, et il s'arrêta au parti médité par lui dans les dernières semaines : abandonner la Turquie et la Pologne, tendre la main à Alexandre.

Alexandre vint au devant de lui. Il fut rejoint à Tilsit par un courrier de Bennigsen qui présentait lui-même la défaite comme une déroute : « Les troupes ne tinrent plus, lâchèrent pied, se débandèrent. » Autour d'Alexandre, ce ne sont que récriminations contre la Prusse, ennemie cachée, puissance méprisable qui n'a su que les compromettre : les intérêts russes ne se trouvent ni en Hollande, ni à Naples; ils sont sur le Danube, et ils périclitent. « Il était impossible, écrit un Russe, de faire la guerre comme nous la faisions... Rien n'était prévu, rien n'était préparé, pénurie de généraux, aucun ensemble dans les mesures. » Et un témoin qui recueille les propos : « Les officiers de tout grade... maudissent hautement cette guerre, se déclarent complètement battus, désespèrent de la possibilité de faire un pas en avant, et disent à qui veut l'entendre que, *coûte que coûte*, il faut faire la paix. » Ajoutez les cabales toujours menaçantes. Les mécontents blâment l'empereur et lui opposent l'héritier présomptif, le grand-duc Constantin, « son patriotisme, sa noblesse... » On colporte un mot étrange de ce prince à son frère : « Que l'armée voulait la paix et qu'il devait se rappeler le sort de son père [2]... » Quelques vieux Russes seuls

[1] Voir la lettre de Joseph de Maistre à Saint-Réal, 10 juillet 1807. Lettres et opuscules, t. I.

[2] Le comte Kotschoubey au duc de Richelieu, 22 juillet; rapport de Hardenberg, 23 juin 1807. Ranke, t. V. — Martens, t. XIII.

évoquaient l'expérience du passé, le génie de leur nation, on pourrait dire de leur terre, et pressentaient l'avenir : « Qu'est-ce qui peut engager l'empereur de vouloir la paix? Est-ce la crainte que Bonaparte n'entre en Russie? Ce serait précisément ce qu'il fallait désirer. Bonaparte se serait trouvé comme Charles XII... Sans forteresses, sans points d'appui, entouré en flancs et en dos par une nuée de nos troupes légères, lui et son armée seraient morts de faim et obligés de se rendre à discrétion... Si Pierre le Grand eût fait la paix après la perte de la bataille de Narva, où la seule armée qu'il eût alors fut complètement anéantie, la Russie aurait-elle fait ce qu'il fit d'elle [1]? »

Alexandre n'était pas spontanément l'homme de ces inspirations désespérées. Son génie n'avait rien de populaire; mais si effaré qu'il parût l'instant d'après la défaite, la politique reprenait toujours chez lui, et promptement, le dessus ; il se relevait aux grands partis, aussi pénétrant diplomate, de tempérament et d'instinct, qu'il était peu militaire. Son armée réclamait la paix; il jugea que la paix pourrait non seulement le sauver dans le présent, mais lui ménager, dans l'avenir, de singuliers retours. Sa conscience, d'ailleurs, aussi ingénieuse que son imagination, le rassurait sur ses engagements : « J'ai fait tout ce qui était humainement possible [2]. » Il se rappelait, à propos, la casuistique et les doléances de Frédéric-Guillaume après Austerlitz, et il se trouva pleinement en droit de profiter « des propositions que, pendant cette guerre, l'empereur des Français lui avait fait parvenir à diverses reprises ».

Il décida, le 16 juin, de se retirer à Tauroggen où il inviterait le roi de Prusse à le rejoindre : « Il m'est cruel de perdre jusqu'à l'espoir de vous être utile autant que mon cœur l'avait désiré. » Et il envoya le prince Lobanof à Bennigsen qui devait « l'envoyer chez Bonaparte », avec cette instruction :

[1] Lettre de Woronzof, 14 juillet 1807.
[2] Instructions à Tolstoy, septembre 1807. — Voir ci-dessus, p. 32, 42. — Lettre au roi de Prusse, 16 juin 1807. BAILLEU.

« Tâcher de conclure un armistice d'un mois; ne pas proposer de négociations sur la paix; mais si les Français venaient à exprimer les premiers le désir de mettre fin à la guerre, leur répondre que l'empereur Alexandre désire aussi la pacification. » Lobanof trouva le vieux reître remis de son alerte. Il avait arrêté les fuyards. Il estimait sa perte à 10,000 hommes seulement. L'armée se remonterait vite : « Demain, elle se battrait avec le même courage... Nos renforts nous mettront sous peu en état de devenir plus redoutables que jamais à Bonaparte[1]... » Il s'aperçut vite, à la courbature qu'ils en ressentaient, que les Français en avaient gardé bonne opinion. Lobanof se rendit au camp français et vit Berthier, après quoi Napoléon dépêcha Duroc près de Bennigsen[2]. Ils traitèrent de l'armistice, cherchant à s'éblouir l'un l'autre. « Votre maître, dit Bennigsen, désire traiter non seulement de l'armistice, mais encore de la paix. Soit! Négocions-la et battons-nous en attendant. Nous sommes prêts à tout, plutôt que de consentir à des conditions humiliantes. » Duroc insinua, soulignant son insinuation, le désir qu'avait Napoléon d'un *rapprochement personnel* avec l'empereur Alexandre. Bennigsen en profita pour améliorer l'armistice. Le grand-duc Constantin partit aussitôt pour en informer son frère. « Pour Dieu! écrivait-on du quartier général au ministre des affaires étrangères, Budberg, ne perdez pas de temps. La preuve que Bonaparte veut la paix, c'est l'envoi même de Duroc, à minuit. »

Le grand-duc trouva le tsar, le 20 juin, à Schawel. Alexandre ne perdit pas une heure. Le grand-duc repartit aussitôt avec des pouvoirs pour Lobanof. C'étaient les mêmes que ceux qui avaient été donnés à Oubril, en 1806; ils permettaient au négociateur de tout entendre, de tout entamer, et au souverain de désavouer tout. Comme le grand-duc partait, arrivèrent Frédéric-Guillaume et Hardenberg[3]. Con-

[1] Rapport du 21 juin 1807.

[2] TATISTCHEF, d'après les mémoires de Bennigsen.

[3] *Mémoires de Hardenberg*, t. III, p. 458 et suiv. — Hardenberg à Stein, 10 juillet; rapports de Hardenberg, 21-23 juin. RANKE.

vaincu de l'imminence de la paix, obsédé de la pensée qu'Alexandre « de protecteur de l'Europe, va devenir l'instrument passif des vues de Napoléon », Hardenberg élaborait, durant la route, un beau plan de pacification dont la Prusse se donnerait les honneurs avec quelques bénéfices, pour son honnête courtage ; ce serait tout bonnement un partage de la Turquie, qui contenterait tout le monde : la France prendrait la Thessalie, Négrepont, la Morée, Candie, l'Archipel; l'Angleterre aurait l'Égypte; la Russie, la Moldavie et un morceau de la Valachie; l'Autriche, la Dalmatie, la Bosnie, la Serbie, la Valachie jusqu'à l'Aluta; le roi de Naples, les Sept Iles; le roi de Sardaigne, la Macédoine; la Prusse abandonnerait son lot dans le troisième partage de la Pologne et l'on en ferait un royaume pour le roi de Saxe; elle céderait à Napoléon ses provinces de Westphalie, et s'indemniserait avec la Saxe, Bamberg, Würzburg, Brême, Lubeck, Hambourg et la suzeraineté d'une Confédération du nord de l'Allemagne.

A peine descendu de voiture et les embrassades des souverains achevées, Hardenberg épancha sa « médiation » dans le sein des Russes, qui l'écoutèrent sans sourciller et l'engagèrent à coucher ses idées sur le papier. Au moment de se remettre en route pour Tauroggen, le 22 juin, Alexandre reçut un courrier de Lobanof : l'armistice avait été signé la veille à Tilsit; Napoléon s'y engageait à négocier la paix « dans le plus court délai [1] ». Il avait invité Lobanof à dîner, et lui montrant sur la carte le cours de la Vistule : « Voici la limite entre les deux empires. D'un côté doit régner votre souverain, moi de l'autre. » — « Napoléon était très gai et très causant; il me répéta à plusieurs reprises qu'il a toujours été dévoué à Votre Majesté et qu'il la tenait en haute estime, que l'alliance était commandée par l'intérêt des deux puissances [2]... »

Sur ce propos, l'imagination d'Alexandre s'emporte dans les espaces, et du désintéressement dont naguère il tirait

[1] 21 juin 1807. De Clercq, t. II.
[2] Rapport de Lobanof. Martens.

tant de vanité, de l'œuvre de restauration qu'il tenait à si grand honneur, il dérive, sans transition, vers les démembrements, indemnités et partages. Parti en guerre pour reconstituer l'Europe sous la suprématie russe, il s'arrête sur l'idée de constituer cette suprématie aux dépens de l'Europe. Et le voilà, le crayon à la main, qui projette dans le grand, à la Napoléon. Il accorde à Napoléon la reconnaissance et la garantie du Grand Empire et de ses annexes[1], il rompt la coalition; en réciprocité, il demande la restitution du Mecklembourg, « quelques indemnités pour les rois de Naples et de Sardaigne », la restauration de la Prusse au moins jusqu'à l'Elbe. Il prendrait volontiers la rive droite de la Vistule, mais il entendrait la compenser au roi de Prusse. « Comment? La Bohême. » Et pour prétexte : « Duplicité avec laquelle l'Autriche a agi envers la Russie comme envers la France. » Il s'accommodera volontiers avec les Turcs, sous la médiation de la France. Il ne fermerait pas ses ports aux Anglais; mais il reprendrait, avec la Suède et le Danemark, la Ligue des neutres. Quant à une alliance, il en ajournera l'idée. « Tâcher, de cette manière, que Bonaparte s'explique plus clairement sur la Turquie. Ceci pour amener la conversation sur le rétablissement des empires d'Orient et d'Occident. Quelles seraient, dans ce cas, les limites des deux empires? »

Arrêtons-nous à cette première esquisse des vues d'Alexandre. En cette méditation, le long de la route monotone de Schawel à Tauroggen, c'est le problème de l'alliance russe et de ses mécomptes qui se pose : — avant de conclure l'alliance, s'expliquer sur les limites de l'empire d'Orient, du côté russe; c'est ici Constantinople sous-entendu, c'est Varsovie et la rive droite de la Vistule hautement réclamées; c'est la Prusse indemnisée, c'est-à-dire demeurant sous la suzeraineté russe; c'est enfin, au lieu du *blocus* qui ruinerait la Russie, la Ligue des neutres qui relèverait son prestige maritime. On verra que ces prétentions furent préci-

[1] *Memorandum.* — *Société d'histoire de Russie*, t. LXXXIX.

sément celles qui, l'alliance conclue en principe, en suspendirent les effets et, promptement, y substituèrent la rivalité, puis la guerre. Telle était, avant même l'entrevue, telle demeura la pensée de derrière la tête chez Alexandre, un des hommes les plus suivis qu'il y ait eus, malgré tous les méandres de sa politique, les échappements de sa fantaisie, les surprises de ses effusions, le miroitement fallacieux de ses beaux regards humides, et l'exquise fourberie de son sourire.

Ses ministres ne démêlèrent jamais ce jeu très subtil qu'il menait, d'intuition plutôt que de conseil, et sans peut-être l'analyser lui-même; ils le retenaient sur la pente, ils le pressaient de précautions [1]. Mais Alexandre ne les écoutait point. Ce jeune homme perplexe dans la guerre et qui semblait, dans les affaires, marcher ainsi que dans un rêve, avançait avec une étrange assurance vers une rencontre faite pour troubler, semblait-il, les politiques les plus expérimentés et les plus résolus. C'est qu'il se sentait porté sur son théâtre; la pensée de tout régler avec Napoléon, sans ministres, sans témoins, entre maîtres du monde, exaltait son immense ambition, jusque-là contenue; il s'y ajoutait cette curiosité, cette caresse d'amour-propre, cette vocation d'artiste qui tient enfin son rôle de charmeur; ce fonds de coquetterie féminine, voilée de timidité, et qui le rendait si attrayant et si dangereux. Un seul scrupule l'arrêtait, qui l'arrêta plus d'une fois, mais qu'il sut toujours écarter, convaincu de l'approbation finale : la pensée de sa mère, redoutée, vénérée [2], dont il connaissait l'horreur pour la France, sa révolution et son empereur corse. Il avait près de lui un des confidents de cette princesse, Kourakine; il lui fit écrire [3] : « Au milieu des angoisses, nous voilà transporté dans la plus grande joie... Le sang ne coulera plus... Le ciel nous accorde sa bénédiction et cette faveur dans l'époque la plus critique

[1] Budberg, *Quelques idées qui pourraient trouver place dans les instructions du négociateur russe.* — *Société d'histoire de Russie*, t. 89. — Tatistchef. — Martens.
[2] Voir t. VI. p. 137.
[3] Kourakine à l'impératrice-mère, 22 juin. Tatistchef.

où se soit jamais trouvée la Russie... Qu'avions-nous à lui opposer? Les débris d'une grande armée découragée par tout ce que les généraux lui ont fait souffrir ; une désorganisation parfaite dans nos moyens; aucun espoir de succès... » En 1807, à l'instant de tenter l'aventure, il n'aurait pas osé s'en expliquer; mais l'affaire menée à ses fins, il le fit et en des termes qui se passent de commentaires. On en peut éclairer la suite de cette histoire, car ce fut désormais le grand secret d'Alexandre : « Après la malheureuse lutte que nous avons soutenue contre la France, elle est restée la plus forte entre les trois puissances du continent encore existantes, et telle par sa position, par ses moyens, à pouvoir triompher non seulement de chacune d'elles séparément, mais de toutes les deux réunies ensemble. N'était-il pas de l'intérêt de la Russie d'être bien avec ce colosse redoutable, avec ce seul ennemi vraiment dangereux que la Russie peut avoir. *Il faut que la France puisse croire que son intérêt peut s'allier avec celui de la Russie*... dès qu'elle n'aura plus cette croyance, elle ne verra plus dans la Russie qu'un ennemi qu'il sera de son intérêt de tâcher de détruire [1]... »

Le 23 juin, à Tauroggen, il reçut Lobanof, qui lui apportait l'armistice et lui donna le détail de ses conversations avec Berthier, Duroc, Napoléon. Alexandre n'hésita pas à prendre les devants. Il ratifia l'armistice et remit à Lobanof une instruction, minutée au crayon, de sa main. Il la faut rapprocher des instructions à Novossiltsof, du traité d'avril 1805, des lettres au roi de Prusse, des serments de Potsdam, tout récemment renouvelés à Bartenstein, pour apprécier la fluidité de ces serments d'Alexandre et sa merveilleuse souplesse à se démentir lui-même et sans transition, par de nouveaux engagements. Depuis son avènement, il ne songeait qu'à exterminer le *monstre;* depuis trois jours il ne songe plus qu'à l'amadouer, et il présente cette pensée qui l'absorbe, comme celle de toute sa vie passée. « Vous exprimerez à l'*empereur*

[1] A l'impératrice mère, été 1808. MARTENS. — Voir ci-après, Erfurt, p. 311.

Napoléon » — ces seuls mots étaient toute une révolution dans la politique russe [1] — « combien je suis sensible à tout ce qu'il m'a fait dire par votre organe. Vous lui direz que *cette union entre la France et la Russie a été constamment l'objet de mes désirs* [2] et que je porte la conviction qu'elle seule peut assurer le bonheur et la tranquillité du globe. Un système entièrement nouveau doit remplacer celui qui a existé jusqu'ici, et je me flatte que nous nous entendrons facilement avec l'empereur Napoléon pourvu que nous traitions sans intermédiaires. Une paix durable peut être conclue entre nous, en peu de jours... »

Napoléon aurait dicté cette lettre qu'il ne l'eût point conçue autrement. Il désirait cette entrevue, mais il hésitait à la proposer directement et il n'y pensait point sans quelque appréhension. Qu'était cet Alexandre qu'on disait insaisissable? Le connaîtrait-il tel qu'il l'avait représenté dans ses Bulletins, « jeune prince que tant de vertus appelaient à être le consolateur de l'Europe [3] », mais présomptueux, mais ingénu, mais infatué, circonvenu par une « trentaine de freluquets » soldés par l'Angleterre, exalté par la belle reine de Prusse, endoctriné par le Suisse La Harpe, ballotté entre l'amazone et l'idéologue, un adolescent à fasciner? Une âme molle, flexible; une vanité à flatter; une femme à séduire par des paroles, des caresses, des joyaux? Un homme, peut-être un émule, un associé, l'allié, jusque-là introuvable et nécessaire contre l'Anglais? Quelle partie à engager, quel personnage, sur quel théâtre et dans quelle perspective : l'Orient, l'Occident, l'Asie, l'immensité des océans ! Il en spéculait en homme habitué à « jouer la tragédie sur le trône [4] » ; mais il se préparait à la rencontre, l'esprit tout plein de Corneille, de ses raisonnements concluants, de ses répliques péremp-

[1] Voir ci-dessus, p. 74. — Cf. t. VI, p. 503.
[2] Il avait écrit d'abord : « Vous lui direz que je me livre avec charme à l'espoir que mon *système favori*, celui que j'ai désiré depuis si longtemps... » Tatistchef, p. 149.
[3] *XXX*e *Bulletin*, 8 décembre 1805.
[4] Conversation avec Talma. Damas-Hinard.

toires, et il allait frôler une âme qui lui devait toujours demeurer impénétrable, l'âme d'un monde qu'il ne soupçonna jamais, une âme de Shakespeare.

Il disposa le matériel et le décor de l'entrevue avec cet art de mise en scène où il excellait. Tout s'y succéda en actes de drame, s'y groupa en tableaux d'histoire. Un radeau avait été lancé sur le Niémen, arrêté sur le courant des eaux, fortes et lentes, entre les rives aplaties. On y avait dressé une tente. Le 25 juin, vers onze heures du matin, les empereurs arrivèrent chacun sur la rive qu'occupaient leurs armées; ils s'embarquèrent en même temps. Napoléon s'accommoda de façon à débarquer le premier et vint recevoir Alexandre. Ils s'embrassèrent et entrèrent sous la tente. On raconte que les premières paroles d'Alexandre furent : « Je hais les Anglais autant que vous, et je serai votre second contre eux. » Napoléon aurait répondu : « Dans ce cas tout peut s'arranger, la paix est faite. » Et après s'être emporté contre les Anglais, les Prussiens, les Autrichiens : « La France et la Russie, une fois d'accord, elles pourront maîtriser le monde. » Alexandre plaida la cause du roi de Prusse ; tout ce qu'il put obtenir, ce fut que Napoléon le recevrait et consentirait un armistice, sans exiger la remise des places. L'entretien dura près de deux heures. Napoléon parla de l'Orient, mais sans rien promettre, sans rien préciser. Ils se charmèrent l'un l'autre. Alexandre, caressant, se plut à paraître ébloui du génie, de la magnanimité de l'empereur, transporté sur la montagne et pris de quelque vertige.

Les préventions se dissipèrent : le monstre rentrait ses griffes, le monstre voulait séduire, le monstre voulait qu'on l'admirât. Alexandre ne lui ménagea point l'admiration, l'exprimant en termes exaltés, auxquels son air de jeunesse, la douceur de sa voix ajoutaient je ne sais quoi de touchant : il paraissait comme illuminé par sa propre défaite. Il sentit que le charme agissait, et il ne laissa pas d'en éprouver quelque fierté qui le releva devant lui-même. Ils sortirent au bras l'un de l'autre ; Alexandre reconduisit Napoléon à son canot ; ils se

dirent au revoir, et rentrèrent chez eux, ravis l'un de l'autre. Ils s'étaient illusionnés à l'envi; mais le plus illusionné des deux ne fut pas le tsar de Russie. « Heureusement, écrivit Alexandre à sa mère, que Bonaparte avec tout son génie a un côté vulnérable : c'est la vanité, et je me suis décidé de faire le sacrifice de mon amour-propre pour le salut de l'empire. » Napoléon qui se méfiait, et avec tant de raison, des femmes politiques, des Cléopâtre et des Armide, s'était laissé surprendre à la plus enfantine des coquetteries : l'ingénuité, la confusion, la fascination devant sa personne. « C'est un héros de roman, dit-il... Il a toutes les manières d'un des hommes aimables de Paris. » — « C'est un fort beau, bon et jeune empereur; il a de l'esprit plus que l'on ne pense communément [1]... »

Il se trompa moins sur le roi de Prusse, mais il le jugea trop sur la détresse où il l'avait réduit et avec trop de mépris, pour l'avoir atterré à ses pieds. Ce pauvre roi à la suite avait accompagné le tsar et il attendait, à cheval, sur la rive, au milieu de l'escorte. Il vit de loin les accolades; il put, au retour de la barque, observer la joie sur les visages, la contrainte avec lui, et deviner son dernier désastre : le refroidissement de l'amitié, l'abandon, la gêne et l'amertume du convive, admis par pitié, au banquet des noces nouvelles. Le soir même il eut son armistice. Le 26, Alexandre l'emmena sur le radeau du Niémen, et tâcha de le réconcilier avec Napoléon. Napoléon récrimina, hautain, d'un silence redoutable sur les articles de la paix, menaçant pour Hardenberg dont il ne voulait plus entendre parler : « Il m'a offensé, moi et la nation française... J'avoue que je suis vindicatif! » Le roi de Prusse ne savait quel ministre appeler. Napoléon prononça les noms de Zastrow, Schulenburg, Stein qu'il croyait un *bon Allemand*, un employé laborieux et discipliné, à la façon de ses propres ministres, en France, un Mollien, un Gaudin, un Daru qui épargnerait et ferait rentrer les contributions.

[1] Lettre du comte de Bray, 20 juillet 1807; à Joséphine, 25 juin 1807. — Gourgaud.

Puis il invita Alexandre à dîner, devant Frédéric-Guillaume, sans inviter ce prince. Il le trouvait piteux. « Tout jusqu'au costume bizarre qu'avait adopté le roi de Prusse, une espèce d'habit à la housarde avec un shako et des moustaches pointues, son maintien, tout enfin l'a prévenu contre ce malheureux prince », écrit un diplomate. « C'est un homme entièrement borné, disait-il, sans caractère et sans moyens, un vrai benêt... un balourd... un ennuyeux...[1] »

Alexandre s'installa dans Tilsit qui fut neutralisé. Il y eut deux villes, la française et la russe. Dès lors les deux empereurs ne se quittèrent plus, paradant devant leurs troupes, se donnant en spectacle à leurs armées, se donnant le spectacle de leurs armées; puis, le soir, se retrouvant et s'isolant en de longues conversations où Napoléon déployait toute sa magie et Alexandre tout son enchantement. Ils s'accordèrent, à l'envi, pour ne parler qu'au futur de ce qui les pourrait diviser, la Pologne, et en parler le moins possible. Ils ne pouvaient s'entendre que sur une hypothèse : le partage de l'empire turc. Napoléon y aurait trouvé quelques embarras si le courrier de Constantinople n'eût annoncé, fort à propos, le renversement de Sélim, une révolution de palais, les symptômes d'une dissolution prochaine. Il en prit acte pour déclarer rompues toutes les attaches; il déploya la carte, il ouvrit le compas, mais sans rien dessiner. Il se flattait encore de brouiller à jamais la Prusse et la Russie. Il offrit au tsar des indemnités aux dépens de la Prusse, la ligne de la Vistule; mais Alexandre refusa, bien qu'autour de lui plus d'un le désirât. Il aimait le roi, il souffrait de la peine qu'il lui causait; il voulait conserver en lui un ami pauvre dans la dépendance, un allié disponible pour l'avenir, et cette vue, comme les autres, était juste, conciliant la politique avec le cœur et ménageant les lendemains. Il entendait tirer de l'entente avec Napoléon des sûretés contre Napoléon, en attendant les

[1] Lettre du comte de Bray, 20 juillet 1807. — GOURGAUD, t. II, p. 101, 203, 402, 424. — Cf. THIÉBAULT, t. IV, p. 90 : le roi de Prusse, à la promenade, avec les deux empereurs.

occasions de le renverser, bien décidé à ne rendre les grands services qu'après avoir obtenu les grands profits.

Napoléon attendait les grands services pour procurer les grands profits. Au fond, une seule pensée commune : abaisser l'Angleterre ; mais cette pensée, fondamentale chez Napoléon, n'était chez Alexandre qu'une impression fugitive, une susceptibilité personnelle, que tout, autour de lui, tendait à atténuer et principalement les passions et les intérêts de son peuple. On ne saurait reprocher à Napoléon d'avoir manqué de magnanimité en cette rencontre ; on lui reprocherait, à plus juste titre, d'avoir manqué de prévoyance s'il eût livré l'Orient à Alexandre sans obtenir de lui l'essentiel en Occident, c'est-à-dire l'accession au blocus. Il n'en eut garde et prit ses précautions. C'est par l'Orient qu'il tenait Alexandre ; s'il ne l'eût tenu par là, il ne l'eût point tenu du tout, et tant de milliers d'hommes sacrifiés, Pultusk, Eylau, Friedland n'eussent servi de rien. Une carte de Turquie était déployée devant eux. Alexandre indiquait Constantinople : « Non ! se serait écrié Napoléon ! Non, Constantinople, jamais, car c'est l'empire du monde ! » Et la question fut réservée à l'avenir de l'alliance.

Il n'y eut du reste, à Tilsit, ni engagements formels, ni plan déterminé de partage, comme, par exemple, en 1782 entre Catherine et l'Empereur Joseph [1] ; tout au plus des velléités, des allusions, dont il ne subsista que des réminiscences. Mais il se forma durant ces quelques jours une atmosphère, une optique, un *esprit*, un *style*, ou, pour dire plus vrai, une *fantasmagorie* et un *jargon* de Tilsit : des images fugitives, des mots vagues et flatteurs, mais imprécis, où l'on mettait et d'où l'on ôtait, à sa guise, ce que l'on voulait, prononcés à la corse par l'un, à la russe par l'autre, et, sous ces accents discordants, les malentendus. Napoléon et Alexandre devaient souvent, l'heure venue du désenchantement, rappeler ce *style* de Tilsit, le regretter, le réclamer, sans parvenir jamais à le retrouver chez eux-mêmes, à le reconnaître chez autrui.

[1] Voir t. I, 451, 519.

Fut-il, en ces propos d'un abandon si concerté et de si savantes réticences, question de choses plus intimes ; Napoléon laissa-t-il percer quelque impatience de son mariage stérile, quelque inquiétude sur la succession au Grand Empire, quelque aspiration ou rêverie dynastique ? Il se peut, mais ce fut à mots très couverts, très fuyants, s'il y eut même des mots; à propos peut-être de Jérôme, fiancé en Wurtemberg, ce qui permit à Alexandre de soupçonner une allusion à l'une de ses sœurs ? Si Napoléon en insinua, de loin, la pensée, Alexandre ne la releva point; mais par caresse ou jeu de fourberie, par prudence autant que par amour de plaire, il permit, sans rien promettre, de tout espérer de sa reconnaissance. Pas une parole, toutefois; rien qu'un sourire impénétrablement optimiste, un regard noyé de langueur, qui semblait suivre des nuages d'or. Subordonner, d'ailleurs, ces projets à sa reconnaissance, c'était les ajourner à l'infini. Alexandre n'osait, ni ne voulait, ni ne pouvait disposer de la main d'une de ses sœurs sans l'aveu de l'impératrice mère, et cette princesse avait, tout récemment encore, déclaré son intention « de ne consentir à aucun projet de mariage pour une de ses filles que s'il était confirmé par le libre choix de sa fille... [1] ». Napoléon se flatta gratuitement de ce qu'il lui plut de croire, et ne s'en expliqua pas davantage, jugeant l'explication prématurée et se croyant désormais le maître d'Alexandre.

De l'esprit et du style de Tilsit il ne perça, naturellement, rien dans les traités. Les deux empereurs en arrêtèrent eux-mêmes les principales dispositions, dans une note que les plénipotentiaires n'eurent qu'à découper en articles. La Prusse y était comprise. Napoléon disposait d'elle sans l'entendre, et Alexandre consentait sans la consulter. Tout étant arrêté de la sorte, et le roi de Prusse n'ayant plus qu'à recevoir notification de son sort, Napoléon daigna l'admettre à lui faire sa cour.

[1] L'impératrice mère à Alexandre. — Alexandre à la reine Louise de Prusse, 15 juillet 1806, à propos d'un projet de mariage entre la princesse Catherine et le duc de Brunswick, ménagé par la reine de Prusse. BAILLEU.

Frédéric-Guillaume s'était installé dans un moulin situé dans un faubourg de la ville, neutralisé pour la circonstance. Une sorte de morgue, avec un air de honte et de souffrance, s'ajoutait à la gaucherie naturelle de sa personne longue, mince et sans grâce. Il vivait dans l'angoisse et se sentait importun. Ses conseillers le poussaient à payer de mine, à se montrer courtisan. « On s'afflige profondément, lui écrivait Kalkreuth, de la dangereuse froideur de Votre Majesté envers *lui*. On s'imagine que Votre Majesté *le* boude... » Et Alexandre aux confidents de Frédéric-Guillaume : « Flattez *sa* vanité; c'est mon loyal intérêt pour votre roi qui me fait vous donner ce conseil. » On ne peut expliquer autrement que par ces suggestions équivoques l'étrange pensée qui vint aux diplomates prussiens d'appeler la reine Louise à Tilsit. Le roi plus sensé, plus délicat aussi — il respectait la reine — s'y refusa d'abord. Il sentait l'inutilité de la démarche; il en éprouvait l'humiliation. Il céda cependant.

Celle qu'on appelait naguère « l'enchanteresse », celle que Napoléon s'était plu à caricaturer en costume de Bradamante, était demeurée à Memel, terrassée, malade, dans les larmes, dans l'horreur de l'abandon, pire que le désastre. Le 25 juin, le jour de l'embrassade sur le Niémen, elle écrivait encore à Alexandre : « Je serais sans espoir si vous n'étiez l'arbitre de nos destinées. Sans vous, que deviendraient le roi, mes enfants? Je serais l'épouse, la mère la plus infortunée si j'avais donné le jour à ces pauvres créatures pour ne connaître que le malheur. Ah! mon cher cousin, ne nous abandonnez pas. Ma santé est un peu dérangée de toutes les inquiétudes, ceci est égal, pourvu que vous et le roi résistiez à tout; je suis un être si peu intéressant, si je succombe, pourvu que le roi soit sauvé, que mes enfants aient un sort, un avenir...![1] » Elle se révolta d'abord à l'ordre qu'elle reçut de

[1] Soixante-trois ans après, son fils, Guillaume, recevait l'épée d'un Napoléon, la capitulation de deux armées françaises et se faisait, à Versailles, couronner empereur d'Allemagne, singulièrement aidé par son neveu Alexandre II, neveu d'Alexandre Ier. Memel et Tilsit étaient loin!

paraître devant le vainqueur qui l'avait publiquement insultée. Mais elle était femme de grand cœur, ayant, si l'on peut dire, la coquetterie héroïque. Elle entendait ne se présenter ni en reine éperdue ni en solliciteuse, ainsi que naguère la princesse de Hatzfeld; éblouir, si elle pouvait s'en flatter encore, séduire et charmer, mais non apitoyer.

Napoléon en était venu à ses fins. Il tenait son traité; Alexandre avait sacrifié ses amis. Il allait savourer son triomphe et l'étaler devant l'univers. Il nageait en pleine gloire classique, « avec cette confiance qui lui faisait sentir au fond de son cœur que tout lui devait céder, comme à un homme que sa destinée rendait supérieur aux autres; confiance qu'il inspirait non seulement à ses chefs, mais encore au moindre de ses soldats... [1] » Il eut un sursaut d'orgueil, se rappela le gentillâtre corse, le départ pour l'aventure d'Italie. C'était peu de chose d'entrer dans les capitales conquises; il allait recevoir à sa table impériale les monarques vaincus, les reines assujetties. Ainsi, trois ans après, son émoi, au moment de recevoir dans son lit une archiduchesse d'Autriche! Il écrivit, le 5 juillet, à Joséphine, la seule capable peut-être de mesurer les distances et de tout comprendre : « La belle reine de Prusse doit venir dîner avec moi demain. » On lui demandait à Sainte-Hélène à quelle époque de sa vie il s'était senti le plus heureux : « Peut-être que c'est à Tilsit... Je me trouvais victorieux, dictant des lois, ayant des empereurs, des rois pour me faire la cour... [2] »

La reine de Prusse fit une entrée et se rendit à son moulin en carrosse de gala : parée, en diadème, environnée de voiles flottants, avec une toilette de crêpe vaporeuse qui convenait à sa grâce languissante [3]. A peine descendue de voiture, dans l'humble logis du roi, on annonça l'empereur des Français. Napoléon lui rendait, le premier, visite. Il affecta, non de déconcerter, ainsi que dans sa rencontre

[1] *Discours sur l'histoire universelle*, part. III, chap. v.
[2] GOURGAUD, t. II, p. 55.
[3] Albert VANDAL, t. I, p. 95.

avec Mme de Staël, mais d'apprivoiser, au contraire, de se montrer gentilhomme, ne considérant en la reine que la jolie femme pour qui la royauté ne devrait être qu'un spectacle de gala et la couronne qu'un joyau de parure. Ce fut elle qui l'étonna. « Elle me reçut sur un ton tragique, comme Chimène : — Sire ! justice ! justice ! Magdebourg ! — Elle continua sur ce ton qui m'embarrassait fort ; enfin, pour la faire changer, je la priai de s'asseoir ; rien ne coupe mieux une scène tragique, car, quand on est assis, on devient comédie [1]. Elle portait un superbe collier de perles, je l'en félicitai : « Oh ! les belles perles ! » Et de son costume : « Est-ce du « crêpe ou de la gaze d'Italie ? — Parlerons-nous de chiffons, « sire, dans un moment aussi solennel ? » Il la laissa parler de Magdebourg, de la Westphalie : « Vous demandez beaucoup ; mais je vous promets d'y songer. » Le soir, après le dîner, le tsar et le roi s'écartèrent, la laissant seule avec Napoléon. Elle le pressa encore sur Magdebourg, et il se déroba en galanteries. Sur la cheminée un vase avec des roses ; il en prit une et l'offrit à la reine. Elle retira sa main : « A condition que ce sera avec Magdebourg. » Il reprit aussitôt, sévèrement cette fois : — « Ah ! madame, c'est moi qui offre la rose, et non pas vous... Magdebourg est une garantie. Je la garde afin de punir ceux qui pourraient encore devenir insolents... » Elle emportait cependant quelque espérance de l'avoir adouci. Elle n'avait gagné que son estime. « La reine de Prusse a dîné avec moi hier, écrit-il le 7 juillet à Joséphine. J'ai eu à me défendre de ce qu'elle voulait m'obliger à faire encore quelques concessions à son mari ; mais j'ai été galant, et me suis tenu à ma politique. Elle est fort aimable... » — « Une femme de tête, disait-il plus tard... Elle m'interrompait souvent... C'est une femme qui a de l'esprit, de la tenue ; elle est cent fois au-dessus de son mari ; elle ne peut ni l'aimer ni l'estimer. L'empereur Alexandre l'a perdue en 1805. » Poli-

[1] — Prends un siège, Cinna.....
« Une scène à la Duchesnois... Elle prit la position d'Agrippine... » Gourgaud, t. I, p. 203 ; II, p. 401.

tiquement, veut-il dire, car il ne la croyait plus frivole. « Je crois bien qu'Alexandre n'avait avec la reine qu'une douce intimité, en tout bien tout honneur... »

Le même jour, il avait donné à Talleyrand l'ordre de signer avec la Russie. La Prusse était démembrée : de dix millions d'habitants, réduite à cinq. Le soir, la reine de Prusse, en grande toilette de cour, rouge et or, coiffée d'un turban de mousseline, se préparait à monter en voiture pour se rendre à Tilsit où Napoléon l'avait, de nouveau, invitée à dîner. Un billet du roi lui apprit que le désastre était consommé : « Les conditions sont effrayantes. » Il fallut essuyer les larmes et venir au dîner, déçue, désespérée, abandonnée par l'allié dont elle avait tant attendu, traitée en poupée de cour par l'ennemi qui se jouait de ses supplications. Napoléon reprit son badinage. Elle répondit avec esprit. « Comment, la reine de Prusse porte un turban? Ce n'est pas pour faire la cour à l'empereur de Russie qui est en guerre avec les Turcs? » Le namelouck de Napoléon était derrière eux. « C'est plutôt, je crois, répondit la reine, pour faire ma cour à Roustan. » Elle tint son personnage jusqu'à la fin, en artiste vaillante ; elle le joua avec son cœur, avec ses nerfs. Mais ce qui dut la transpercer et la briser plus encore que cet effort perpétuel de repartie, ce fut de voir à cette table de supplice, en ce salon d'humiliation, l'ami tant admiré et si méconnaissable à ses yeux, un Alexandre qu'elle ne soupçonnait pas, envers et caricature de l'autre, un sourire libertin épanoui sur sa figure poupine d'archange en bonne fortune, saint Michel au banquet de Pharaon. « La reine de Prusse est réellement charmante, écrivit, le lendemain, Napoléon à Joséphine ; mais n'en sois point jalouse ; je suis une toile cirée sur laquelle tout cela ne fait que glisser. Il m'en coûterait trop cher pour faire le galant [1]. »

La reine Louise partit de Tilsit, frappée au cœur. Au moment de monter en voiture elle dit à Duroc qu'elle estimait

[1] A Joséphine, 8 juillet 1807.

assez : « Ah! on m'a cruellement trompée dans cette maison. » On a d'elle cette annotation d'une lettre écrite à Alexandre et qu'elle n'envoya point : « J'ai versé des larmes amères en l'écrivant; je ne la lui ai point envoyée. Il ne mérite plus de lettres de ma part, ayant pu me négliger dans un moment... où il n'y avait pas de souffrances qui me soient restées inconnues... » — « Il peut parler de religion, raconte Napoléon; mais il est bien matérialiste ! A Tilsit, j'ai eu bien des conversations avec lui là-dessus [1] ! »

Le traité entre la France et la Russie, signé le 7, était double : traité de paix, traité d'alliance [2]. Le traité de paix réglait le sort de la Prusse : cette monarchie entaillée et défigurée réduite à un petit corps en Allemagne, le Brandebourg et la Poméranie, avec deux pinces allongées et ouvertes, la vieille Prusse et la Silésie, séparées par la Pologne prussienne, érigée en duché de Varsovie pour le roi de Saxe. La Russie, toutefois, en prenait un morceau : il fallait qu'elle trempât dans le démembrement. Elle reconnaissait les royaumes de Hollande, de Naples, de Westphalie, la Confédération du Rhin, et, d'avance, les adjonctions qui y seraient faites. Elle abandonnait Cattaro et les îles Ioniennes et s'engageait à reconnaître Joseph comme roi de Sicile aussitôt que Ferdinand IV serait indemnisé de la perte de cette île, par les Baléares ou Candie. Dans le traité d'alliance, rigoureusement secret, Alexandre promit de déclarer la guerre à l'Angleterre et d'observer le *blocus continental* si l'Angleterre n'acceptait point sa médiation; en ce cas, le Danemark, la Suède et le Portugal seraient, par les deux alliés, sommés de fermer leurs ports aux Anglais et de déclarer la guerre à l'Angleterre. Napoléon promit sa médiation auprès de la Turquie, et, si cette médiation n'aboutissait pas, son alliance contre les Turcs : alors « les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces ottomanes en Europe, la ville

[1] Lettre de la Reine de Prusse, derniers jours de juin 1807. Bailleu. — Gourgaud, t. I, p. 529.
[2] Vandal, t. I, p. 505. — Martens, t. XIII, p. 309, 322.

de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ».

Les Prussiens n'avaient plus qu'à signer leur capitulation, ce qu'ils firent le 9 juillet[1]. Une convention, conclue le 12, stipula que les États prussiens, restitués au roi « par égard pour Sa Majesté l'empereur de Russie », seraient évacués, le 30 août jusqu'à la Vistule, le 5 septembre jusqu'à l'Oder, le 1er octobre jusqu'à l'Elbe. La Silésie serait évacuée à la même époque; mais cette évacuation était subordonnée « au cas où les contributions frappées seraient acquittées », et le montant total de ces contributions restait à évaluer, ce qui rendait Napoléon maître de rançonner la Prusse et d'y faire vivre son armée aussi longtemps qu'il le jugerait utile.

Le deux empereurs se quittèrent le 9 juillet, après force embrassades et grandes parades d'alliance. De tout ce grand spectacle de Tilsit, il ne restait que des bâtons flottants sur le Niémen. Toute l'alliance consistait en la feuille de vélin, scellée et paraphée, que chacun emportait dans son portefeuille. Contre ce simulacre, toutes les réalités de la terre, des mœurs, des instincts, des passions de leurs peuples, la géographie, l'histoire, tout ce qui avait fait Alexandre empereur de Russie et Napoléon empereur des Français. Par ce traité même, ils créent entre eux un obstacle nouveau : la Pologne, qui, ralliée par son souverain nouveau à la Confédération du Rhin, se transforme en frontière du Grand Empire. La Russie et la France se touchent désormais, et en se touchant deviennent rivales. Le blocus continental, raison d'être de l'alliance, la doit rompre; l'attrait de l'alliance, le partage de l'empire ottoman, la doit user.

En apparence, Napoléon touche à l'apogée. Le grand objet semble atteint. Le continent est soumis et Napoléon possède un allié qui garantit le Grand Empire. Ils ne sont plus que deux à gouverner le continent. Lequel des deux gouvernera l'autre? Tilsit qui paraît tout fixer, au fond, n'arrête rien.

[1] De Clercq, t. II, p. 207, 217.

C'est un traité pareil à tous les précédents, depuis Campo-Formio; il pose plus de questions qu'il n'en résout. Comme au lendemain de Campo-Formio, Napoléon peut dire : « De tant d'ennemis coalisés contre la République naissante, il n'en reste qu'un. » Mais voilà tout ce que la France a gagné à ces dix ans de guerre et il faut lui répéter comme en 1797 : « Avant de te livrer au repos, France, tourne tes regards vers l'Angleterre! » Guerre à mort à l'Angleterre! voilà tout Tilsit, et pour payer cette guerre, guerre à la Turquie; et pour finir cette guerre, guerre contre le Portugal réfractaire au blocus; guerre contre l'Espagne si elle se refuse à contraindre le Portugal; guerre contre l'Autriche enfin, car si l'on guerroie en Portugal et en Espagne, l'Autriche, allégée du poids qui l'écrase, se remettra en armes. Et voilà pourquoi du Rhin au Danube, à l'Elbe, à l'Oder, Napoléon avait poussé jusqu'à la Vistule et traité sur le Niémen!

II

Napoléon donne à son retour les apparences d'une rentrée triomphale dans son empire, à travers les royaumes de banlieue et les capitales des provinces. En réalité, ce ne sont que propos et mesures de guerre, revues soucieuses des alliés et des cantonnements. A Dresde, le 18 juillet, il s'occupe de constituer le duché de Varsovie et de couronner le roi duc[1]. Les Allemands sont à ses pieds. Ils entonnent leur *Magnificat* diplomatique : « Il est venu, écrit l'un d'eux, pour pulvériser les faibles et susciter la force[2]. » A ces signes on reconnaît l'élu du Seigneur : voilà, pour le moment, les vêpres germaniques. Les Autrichiens en sont aux palinodies. M. de Vincent vient rendre hommage à l'empereur qui l'en-

[1] Statut du duché de Varsovie, 22 juillet 1807. De Clercq.
[2] Alvensleben à Schœn, 5 juillet 1807. Ranke.

treprend aussitôt sur le partage de la Turquie. « La nécessité m'en fait une loi... mais ma raison s'y refuse. » Juste ce qu'il faut pour éveiller à Vienne les soupçons et les convoitises, c'est-à-dire les éloigner de la Russie, les rapprocher de la France et les jeter à la traverse des projets prématurés d'Alexandre [1]. Puis, il entreprend le Portugal. Ce royaume sera sommé de fermer ses ports aux Anglais; il refusera, il sera démembré. « Une armée de 20,000 Français se rendra à Bayonne, le 1er septembre, pour se réunir à l'armée espagnole et conquérir le Portugal [2]. » C'est une expédition projetée par le Comité de Salut public comme une des conditions de la conquête des limites et le moyen d'y soumettre l'Angleterre. Il a fallu pousser jusqu'au Niémen pour refluer, de là, sur le Tage et rendre possible ce qui avait été tenté vainement en 1801, ce qui, dès 1795, paraissait déjà nécessaire [3]. Le 12 août, l'ultimatum est déclaré à Lisbonne. Le 8 septembre, Napoléon met le régent en demeure « de choisir entre le continent et les insulaires » ; il invite Charles IV à le seconder dans l'entreprise : « avant tout arracher le Portugal à l'influence anglaise » .

Le blocus ainsi établi dans la péninsule espagnole, il l'installe dans l'italienne. Là, c'est le Pape qui mène la résistance. Napoléon l'avait ajourné jusqu'à sa victoire nouvelle. L'heure est venue. Depuis qu'il a conféré avec le tsar, l'autocrate et le chef de l'Église orthodoxe, Napoléon ne connaît plus de frein à sa superbe impériale. Il mélange Dioclétien et Ivan le Terrible, Charlemagne et Pierre le Grand; mais c'est un Charlemagne qui a lu Voltaire, c'est un Dioclétien inspiré de Danton, et, par d'étranges retours, il remonte de son chef-d'œuvre de jeunesse et de sagesse, le Concordat, vers la plus abusive des aberrations révolutionnaires : la constitution civile du clergé. avec tous les conflits, toutes les rigueurs qui s'ensuivirent [4].

[1] Rapport de Vincent, p. 93. BEER.

[2] A Talleyrand, 19 juillet 1807.

[3] Voir t. IV, p. 266, 310; t. V, p. 28; t. VI, p. 112, 150, 175, 177.

[4] Je relève dans la *Correspondance* ces notes contemporaines : « Je vous recommande qu'il n'y ait point de réaction dans l'opinion. Parlez de Mirabeau avec éloge. » A Fouché, 20 mai 1807. Et l'année suivante : « On doit peindre

Il veut en finir : comme prince temporel, le Pape doit fermer ses ports aux Anglais et entrer dans le système continental; comme chef de l'Église, il doit nommer des cardinaux obéissants, sanctionner le catéchisme impérial; procurer aux peuples le repos et le silence, sinon le contentement[1]. Il adresse à Eugène cette missive pour être, par lui, transmise à Pie VII : « Il y avait des rois avant qu'il y eût des papes... La cour de Rome prêche la rébellion depuis deux ans... Que veut faire Pie VII en me dénonçant à la chrétienté? M'excommunier? Pense-t-il que les armes tomberont des mains de mes soldats?... Il en appellera à mes sujets. Que diront-ils? Ils diront comme moi qu'ils veulent la religion, mais qu'ils ne veulent rien souffrir d'une puissance étrangère... Le Pape actuel est trop puissant... Les prêtres ne sont pas faits pour gouverner... Si l'on veut continuer à troubler les affaires de mes États, je ne reconnaîtrai le Pape que comme évêque de Rome... Je ne craindrai pas de réunir les Églises gallicane, italienne, allemande, polonaise, dans un concile pour faire mes affaires sans pape... C'est la première fois que j'entre en discussion avec cette prêtraille romaine... Ce qui peut sauver dans un pays peut sauver dans un autre... Je tiens ma couronne de Dieu et de la volonté de mes peuples... Je serai toujours Charlemagne pour la cour de Rome, et jamais Louis le Débonnaire... Si quelqu'un se permet de prêcher le trouble ou l'insurrection, il en sera puni par la justice des lois dont le pouvoir émane aussi de la divinité... »

Son mépris pour les Prussiens perce par tous les pores. Il dit au comte de Bray, envoyé de Bavière : « C'est une nation lâche et vaniteuse... sans caractère ni vigueur. Toujours

les massacres de Septembre et les horreurs de la Révolution du même pinceau que l'Inquisition et les massacres des Seize. Il faut avoir soin d'éviter toute réaction en parlant de la Révolution. Aucun homme ne pouvait s'y opposer. Le blâme n'appartient ni à ceux qui ont péri, ni à ceux qui ont survécu. Il n'était pas de force individuelle capable de changer les éléments et de prévenir les événements qui naissaient de la nature des choses et des circonstances. » A Cretet, 12 avril 1808.

[1] Sur les conflits d'alors, voir d'Haussonville, t. II, chap. xxviii. Prise de Rome. — Lefebvre, t. IV, chap. xxvii.

battue et toujours insolente. C'est une mauvaise nation. Ils commencent déjà à Berlin à faire des sottises; mais je suis décidé à ne plus leur en passer [1]. » Rentré le 27 juillet à Saint-Cloud, il reçoit les grands corps le 2 août. S'arrêtant devant Sieyès [2] : « Que dites-vous de la Prusse et de votre Haugwitz? Je n'ai pas trouvé de Prussiens. Quel peuple, quel pays, quel gouvernement! J'ai toujours admiré Frédéric II ; je l'admire doublement, depuis que j'ai vu à l'œuvre les hommes avec lesquels il a résisté aux Autrichiens, aux Français, aux Russes. Cela me fait croire aux miracles. » Puis au nonce, en italien : « On me forcera à vous mettre à l'ordre, et alors je vous serrerai tellement que je vous réduirai à la besace. »

Quant à l'Autriche, il compte sur Alexandre pour la contraindre à entrer dans le système. Il écrit à Savary qu'il a envoyé, dès le 13 juillet, à Pétersbourg : « Il faut fermer aux Anglais tous les ports, même ceux de l'Autriche, faire chasser tous les ministres anglais et même faire arrêter ces individus. Si l'empereur est de cet avis, nous ferons ensemble une déclaration à l'Autriche, qui sera bien obligée de s'y conformer [3]. » Il juge tout possible pour peu qu'Alexandre s'y prête, et Alexandre doit s'y prêter.

« Il paraît croire, écrit Metternich, avoir atteint le point où toute mesure ne lui offrirait plus qu'une gêne inutile. » Tout le monde le trouva changé : engraissé, ramassé, non alourdi, mais « le buste court et épais, les petites jambes charnues, le teint plombé, le front chauve, la figure affectant la médaille romaine [4] ». Il ne reste plus rien du Corse aux cheveux plats ; du jeune homme énergique, pâle et svelte qui s'élançait, dix ans avant, à la conquête du monde. Tout en lui, alors, annonçait le héros ; tout en lui, désormais, dénonce l'empereur. La métamorphose s'opérait depuis 1804; après cette longue absence, elle frappa et parut se révéler. Dès lors, commença

[1] Lettres de Bray, Dresde, 20 juillet 1807.
Relation de Metternich. *Mémoires*, t. I, p. 295. — ONCKEN.
[3] A Savary, 26 août, 16 septembre 1807. — A Champagny, 12, 28 août 1807.
[4] D'après un croquis du duc DE BROGLIE. *Souvenirs*, t. I, p. 57.

la légende d'un Napoléon différent de Bonaparte, comme l'empire du consulat. Les choses allaient si vite. qu'on se perdait à les suivre. On ne tenait plus le fil et l'on trouvait plus simple de se dire que les choses étaient changées, alors qu'elles se continuaient, mais en progression toujours plus rapide. L'immensité de l'empire, jointe à la passion, à la manie du détail, forçait Napoléon à se disperser. Son esprit parut plus alerte que jamais; mais il n'avait plus le temps de contrôler, à peine se donnait-il celui d'entendre : la précision du détail lui tenait lieu de contrôle; on le trompa désormais avec précision. Il a reçu les empereurs à sa table, défait et fait des rois. Il a mêlé leur sang au sien. Il a marié Eugène à une Bavaroise; il va marier Jérôme à une princesse de Wurtemberg. L'idée de fonder une dynastie, personnelle, de sa descendance directe, gagne dans son esprit. Le petit Napoléon, le fils de Louis, est mort; il a eu lui-même un fils naturel; il peut donc être père. La pensée du divorce, écartée plus d'une fois, travaille son esprit et s'y mêle aux combinaisons politiques, à celle d'un grand mariage qui consacrerait la grande alliance.

Il veut effacer toutes les cours par la splendeur de la sienne. Les Tuileries prennent à la fois plus d'éclat et plus d'étiquette. Les ci-devant nobles y affluent, et de tous les pays réunis, les Allemands en particulier. Napoléon s'occupe de créer une noblesse nouvelle; des ducs militaires, les maréchaux; des ducs civils, les ministres; des majorats, des dotations magnifiques [1]. Nul ne se plaint d'avoir la main forcée, ni de la sentir trop pleine. Mais les habiles, ceux qui se piquent « d'avenir dans l'esprit », ménagent à tout événement leur évolution. Talleyrand, qui a été le coryphée et le chef de file du cortège, le premier à entendre l'herbe pousser, se montre le premier à suivre le vent contraire [2]. Au moment où il songe à se

[1] Lettre à Cambacérès, 12 août 1807. — Message au Sénat sur la nécessité de créer une noblesse, 28 mai 1807. — Décrets du 1er mars 1808, concernant les titres. Voir Edmond Blanc : *Napoléon Ier, ses institutions*, ch. IX.

[2] Voir *Lectures historiques* : Talleyrand et ses mémoires.

détacher de l'empereur, l'empereur se détache de lui. Le juge-t-il trop indolent, trop clairvoyant, trop répandu, avec trop d'affidés partout, patron de trop de clients en France, client de trop de souverains à l'étranger, trop « Européen » non de l'Europe d'hier, mais de celle de demain?

Il le remplace aux relations extérieures et le nomme, par consolation, vice-grand-électeur. Il plut à Talleyrand de voir en cette fructueuse sinécure une disgrâce qui autorisait l'infidélité. La faute de Napoléon fut de lui fournir les occasions de se montrer infidèle. Napoléon, en effet, continua de l'appeler en consultation dans les grandes affaires, par habitude de son service, goût de son jugement; pour le compromettre aussi devant cette Europe dont Talleyrand affectait de se faire le ministre *in partibus*. Talleyrand trouva son intérêt à cette confiance apparente du maître, moyen de conserver son prestige en France, son crédit à l'étranger. Il tenait à passer pour le modérateur de Napoléon, c'est-à-dire pour le courtier de la paix future. Mais, en attendant, il demeurait, bon gré mal gré, l'officieux de la conquête. « M. de Talleyrand, écrivait un diplomate russe, après avoir encouragé toutes les entreprises de son maître, tant qu'elles lui fournissaient les moyens d'augmenter sa fortune [1], désirerait maintenant en jouir en repos; il évite, depuis le retour de Tilsit, toutes les vues de Napoléon qui tendent à troubler la tranquillité de l'Europe [2]. Mais ce mécontentement n'éclate que dans son intérieur et vis-à-vis de ses amis, sans pouvoir jamais produire aucun autre effet. Il n'a point assez d'influence pour faire revenir l'empereur de ses projets; il a trop d'ambition et pas assez de caractère pour se refuser à en être l'instrument toutes les fois qu'on l'exige [3]. »

Napoléon lui donna pour successeur Champagny, qu'il fit comte, puis duc de Cadore et qu'il jugea plus complaisant,

[1] Et tout récemment encore, avec les Polonais. SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XI. Article *Talleyrand*.
[2] Vues de Talleyrand sur la paix en 1807. *Mémoires*, t. II, p. 132.
[3] Lettre de Tolstoï, 17 mai 1808.

moins faiseur de plans, plus rédacteur à la consigne. Champagny n'avait point les talents de Talleyrand, ni son impertinence superbe, ni son esprit, ni surtout sa naissance qui lui permettait de se tenir toujours en dehors et au-dessus de son emploi, quel qu'il fût[1]. Mais Champagny appartenait, au fond, à la même école politique, et, pour autant qu'il se permit de penser, on peut croire qu'il pensa comme Talleyrand et ses amis, comme les amis de Joseph, comme tant d'autres, presque tout le monde, que Napoléon allait trop loin, les éreinterait tous, les ruinerait, s'ils ne prévenaient le désastre au moyen d'une paix modérée. Il mourut pair de France de la monarchie de Juillet. On peut dire qu'il l'était né : dans l'intervalle, serviteur docile, muet, du maître; mais inquiet et ne pouvant oublier certains propos plus que compromettants tenus, cinq ans auparavant, à d'Antraigues, ami de sa jeunesse, et qui, répétés à l'empereur, eussent singulièrement compromis sa fortune[2].

Alexandre devait poser sa médiation à Londres. Napoléon ne doute pas que cette médiation ne sera écartée. Tandis qu'il presse le tsar[3], il met tout en branle pour que le refus de la médiation déchaîne aussitôt la lutte formidable et décisive. Alexandre agira dans la Baltique, sur le Danemark, sur la Suède. Si la Suède décline l'alliance, elle en portera les conséquences, et la Finlande paiera la Russie de son zèle[4]. La Hollande se dérobe toujours : nature molle, Louis ne sait pas se faire obéir. « J'enverrai, lui écrit Napoléon, des colonnes mobiles pour confisquer les marchandises anglaises et arrêter les propriétaires. » Champagny réitère la redoutable menace de Sieyès, en 1795 : « Si les fonctionnaires hollandais conti-

[1] Libertin parmi les évêques, évêque parmi les constituants, en mission pendant la Terreur, constituant sous le Directoire, ci-devant homme de cour sous le Consulat et ci-devant noble sous l'empire, prince de l'empire sous la Restauration, pair de France en 1814, sous Louis-Philippe : toujours chez soi, toujours grand seigneur, tel Retz dans la Fronde, au Parlement, à Rome, à l'archevêché de Paris, et jusque dans sa retraite.

[2] PINGAUD, p. 204. Conversation à Vienne, 21 août 1802. Cf. t. V, p. 362,

[3] Lettres de septembre 1807. En particulier, 28 septembre.

[4] A Alexandre, 28 août; à Champagny, 7 septembre 1807. LECESTRE.

nuaient à agir de la sorte, l'empereur, usant du droit de conquête, sera contraint de faire régir la Hollande par une administration française [1]. »

En Allemagne, il constitue le royaume de Westphalie, celui de Jérôme; ce sera une marche de l'empire [2], modèle aux ministres dans l'art de gouverner les peuples, exemple aux rois dans l'obéissance aux lois de l'empire, et à la première de toutes, le blocus.

Ni son goût, ni sa politique ne sont de hâter la crise en Orient. Il ne se hâte point d'appliquer l'alliance de Tilsit. Conduite à deux fins : jouer des apparences, et s'il faut en venir aux réalités se rendre le maître du marché. Rien à opérer, en aucun cas, tant que la Russie n'aura pas déclaré la guerre aux Anglais et ne les forcera point, par ses diversions, à évacuer la Méditerranée : autrement, au premier bruit d'un partage, les Anglais, déjà maîtres de Gibraltar, de Malte, de la Sicile, occuperaient l'Égypte, et le lot préféré de la France lui échapperait. Donc, il observe, surveille, exhorte le Turc : Friedland l'a sauvé d'une destruction certaine; la médiation de l'empereur, « un trait de plume a fait ce que le grand vizir et toutes les forces ottomanes n'auraient pu opérer pendant dix ans de guerre... Si la Porte accepte la médiation, si elle continue de se confier à l'amitié de la France, l'empereur la soutiendra encore : cette puissance aura encore quelques moments de végétation... Mais si la Porte fait la paix avec l'Angleterre, regardez-la comme perdue. L'empereur ne se refusera pas au projet présenté depuis Tilsit de partager ses provinces, et son existence politique aura pris fin avec l'année [3]... » Les Turcs acceptent. Un armistice est signé le 24 août, à Slobodzé, ménagé par le général français Guilleminot et singulièrement favorable aux Turcs : les Russes s'engagent à se retirer au delà du Dniester, à restituer les vaisseaux conquis par eux;

[1] Lettres à Louis, août-septembre 1807. Rocquain. — Lettre du 29 septembre. Ducasse. Cf. t. IV, p. 270, 313.
[2] Décrets d'investiture, 18-19 août 1807.
[3] Champagny à Sébastiani, 7 septembre 1807. — Driault, ch. vi.

les Principautés vont être évacuées. Cet armistice vaut une victoire telle que, depuis longtemps, les Turcs n'en connaissent plus. Le Divan exulte, il bascule du côté des Français : Mustapha mande à Napoléon qu'il ferme ses ports à l'Angleterre.

Conservateur à Constantinople, Napoléon doit jouer le copartageant à Pétersbourg. Ce ne sont que coquetteries, guirlandes, prévenances et séductions de toutes sortes. Savary révèle au tsar un complot contre sa personne : les mauvaises langues du parti anglais insinuent qu'en policier d'élite l'homme de Vincennes a suscité ce complot afin de le mieux prévenir. Après avoir sauvé la vie d'Alexandre, Savary s'occupe de la distraire. Napoléon a toute fraîche la mémoire des soirées de Tilsit : « Il est bien matérialiste! » Les *vertus* d'Alexandre sentaient leur idéologue : vertus tout idéales et de littérature, parfaitement compatibles avec le libertinage; sa sensibilité s'accommodait de tous les divertissements des sens ; le mysticisme et le plaisir se partageaient sa vie sans se contrarier, et si l'abus paraissait quelque part, ce n'était point du côté de la contemplation [1]. « Les modes pour vos belles Russes vont être expédiées, écrit l'empereur à Savary. Je veux me charger des frais... Talleyrand enverra des acteurs et des actrices [2]... » Il presse l'action à Londres, ne se pouvant défendre de quelque inquiétude sur la versalité d'Alexandre : cet empereur peut s'échapper de l'alliance comme il s'y est jeté [3]. « Quant à la Turquie, mande-t-il à Savary, c'est une chose qui demande bien des combinaisons, sur lesquelles il faut marcher bien doucement. Elle est trop compliquée pour que vous puissiez connaître mes intentions... Au reste, il paraît que cet empire tombe tous les jours. »

[1] MORIOLLES, *Mémoires*, p. 265. — Le romantisme peupla le monde de ces archanges en quête de chutes. « Ils virent que les filles des hommes étaient belles et prirent pour leurs femmes celles qui leur avaient plu. »

[2] 28 septembre, 9 octobre 1807.

[3] Lettres à Alexandre, à Savary, 26 et 28 août; à Champagny, 30 août, 7, 29 septembre, 14 octobre 1807.

III

Alexandre, rentré à Pétersbourg le 20 juillet, y avait été rejoint le 23 par Savary. Napoléon n'avait pas voulu abandonner son impressionnable allié aux influences du retour. Il avait eu raison. L'hostilité à l'alliance se déclara, infiniment plus forte et plus active qu'il n'aurait pu le soupçonner. Les pacifiques, Czartoryski, Strogonof, Novossiltsof répudient la paix. Les vieux Russes la qualifiént de honteuse. Le grand-duc Constantin, qui la réclamait naguère, parce que c'était, autour de lui, l'opinion des militaires, la réprouve maintenant parce que l'opinion contraire règne à Pétersbourg et à Moscou. « J'ai d'abord refusé d'y croire, écrit, de Londres, S. Woronzof... Je me sens tout à fait avili... Je n'ose pas me montrer dans le monde... Il m'est impossible de supporter avec fermeté le malheur, l'opprobre, l'avilissement et la chute inévitable de ma malheureuse patrie tombée tout d'un coup du plus haut de sa gloire et d'une puissance réelle telle qu'aucun peuple n'en a jamais possédé... » Ils maudissent la « trahison exécrable des scélérats qui ont conseillé l'empereur ». L'Angleterre conserve un puissant parti à la cour, le parti des intérêts de l'aristocratie et le parti de l'orgueil russe. L'impératrice mère en est l'âme. La France demeure, aux yeux de ces vieux Russes, l'instrument de la Révolution. Ils redoutent, non de la voir propager chez les moujiks les *Droits de l'homme*, mais ce qui leur semble infiniment plus effroyable, de la voir relever les Polonais, en refaire des citoyens, refaire de la Pologne une puissance, et enfin « réunir les israélites, dispersés par la volonté de Dieu, pour les lancer à l'attaque de l'Église chrétienne [1] ». La guerre avec l'Angleterre

[1] Sur cette crainte qui put être un instant fondée, et sur le grand dessein conçu alors par Napoléon sur Israël, voir les *Mémoires de Pasquier*, t. I, p. 278.

ne romprait pas seulement une alliance traditionnelle; elle tarirait les revenus des nobles, les priverait des objets de luxe auxquels ils sont habitués, de thé, de sucre; elle affamerait le peuple, elle opprimerait la nation entière.

On reproche à Alexandre de s'être laissé battre — ce qui est peu, la Russie se croyant invincible à la longue et Friedland passant pour une surprise; — on lui reproche surtout de s'être laissé abuser. Il paraît amoindri, toujours l'instrument de quelqu'un ou le jouet de quelque chose. Il s'est inféodé à Napoléon. Il a humilié la Sainte-Russie devant l'iconoclaste des rois, le briseur de couronnes, l'usurpateur de royaumes. Il a oublié le meurtre d'Enghien; il va consommer son assujettissement en expulsant les Bourbons, ses hôtes, réfugiés sur ses terres [1]. Et pourquoi tant de sacrifices? Rien pour la noblesse. « Je ne donne rien à ces gens-là », disait Alexandre à Savary. « Tout ce monde était accoutumé, sous Catherine, à se battre uniquement pour dépouiller les vaincus. » Or ils reviennent — ceux qui survivent — éclopés, ruinés, ayant perdu leurs équipages, leurs chevaux, pour rentrer dans des domaines hypothéqués. Le noble est déçu; le militaire, humilié. Ajoutez la jeunesse, toujours mécontente, agitée en tous sens. Tout ce monde fronde, cabale, conspire même. C'est une opposition sourde, mais plus dangereuse que le Parlement britannique tout entier. « Nous n'avons, disait plus tard Novossiltsof, ni constitution, ni tribune, ni journaux; cependant il y a une certaine force d'opinion... Si le souverain est d'un tel caractère qu'il ne puisse écouter ni les raisons, ni le sentiment général, ni les conseils — alors il faut bien s'arranger. » Et l'on s'était *arrangé* avec Pierre III, avec son fils. Pour les mêmes causes, mais avec des prétextes plus apparents, les propos qui avaient précédé le meurtre de Paul recommencent à circuler. « N'avez-vous plus chez vous des Pahlen, des Zoubof, des Bennigsen? » Les gens de bonne volonté, les exaltés, à la main lourde, ne manquaient pas. « Non seule-

[1] Août 1807. Ernest Daudet, *les Bourbons et la Russie*. — *Société d'Histoire de Russie*, t. LXXXIX.

ment dans les conversations particulières, mais encore dans les réunions publiques, on parle d'un changement de règne », écrivait un agent suédois. Et Savary : « Cette classe d'hommes donnera beaucoup d'occupation à l'empereur Alexandre, et les révolutions de palais sont si faciles ici qu'on ne saurait être trop sur ses gardes. » Les moines, les popes, récitent, pour le bon peuple, des prières contre Napoléon. Parmi les lettrés, des pamphlets anti-français circulent sous le manteau [1].

Dès lors, il y a deux Russies à Pétersbourg et à Moscou : la vieille Russie, anti-française, archi-anglaise ; celle des intérêts, des passions, des traditions, de l'orthodoxie, et c'est presque tout le monde; l'autre, la Russie officielle et artificielle, et c'est le tsar à peu près seul. Encore cette Russie officielle est-elle à double face : l'une souriante, tournée vers Napoléon; l'autre grave, protectrice, tournée vers ses ennemis.

A Napoléon, Alexandre semble dire : « J'attends ! » aux autres : « Attendez ! » Il éprouve sans doute quelque déception, quelque inquiétude à se voir méconnu et menacé dans son empire. Il fait bonne contenance, convaincu que son peuple, quand il connaîtra son secret, approuvera toute sa conduite et admirera l'art de ses mesures. Cependant le milieu agit; peu à peu Tilsit se tourne en lui, et il tourne Tilsit depuis qu'il a remis le pied en Russie [2].

Savary ne s'y trompe point. Alexandre, dès les premiers jours, commence son jeu de coquetteries, l'invitant à dîner, le retenant en de longues causeries, seul à seul, à la promenade; lui confiant ses embarras, les sacrifices que lui coûte l'alliance; protestant de son cœur, de son admiration, de sa fidélité, mais inclinant aussitôt l'entretien vers les réalités, c'est-à-dire vers l'Orient. « L'empereur m'a donné, à Tilsit,

[1] *Archives Woronzof*. Lettres de septembre 1807. — Joseph de Maistre à d'Avaray, 24 juillet 1807.

[2] Il en sera de même de ses séjours aux congrès, en 1818-1823 : Européen à Aix-la-Chapelle, Troppau, Laybach, Vérone, et contre-révolutionnaire partout, même en Grèce; à peine échappé à Metternich et rentré à Pétersbourg, anti-turc, orthodoxe, philhellène.

des marques d'attachement que je n'oublierai jamais... Plus j'y pense, plus je suis content de l'avoir vu... C'est un homme extraordinaire... Il a ma parole et je la tiendrai. Avez-vous quelques instructions? — Non, sire; je n'ai pour commission que de faire mes efforts pour être agréable à Votre Majesté... — L'empereur, qui juge mieux que personne, a paru voir aussi que l'empire de Constantinople ne pouvait longtemps encore occuper une place parmi les puissances de l'Europe. Nous avons beaucoup parlé de cela... J'avoue... que la position de la Russie lui fait espérer d'hériter d'une partie de la dépouille... L'empereur a eu la bonté de me comprendre là-dessus... Je m'en rapporte entièrement à lui quand il croira ce moment arrivé... Je compte beaucoup sur l'attachement qu'il m'a témoigné... S'il vous donne des instructions là-dessus, nous en reparlerons... [1] »

Sorti du palais, Savary n'éprouve que des déboires, presque des avanies. L'impératrice mère, forcée de le recevoir, le salue froidement, et l'audience dure une minute à peine. Il fallut un ordre exprès du tsar pour faire cesser la quarantaine. « J'ai remarqué partout un silence sur les affaires politiques qui tenait de la stupeur. Personne n'osait parler de Tilsit, ni de la paix, ni de la France, ni de l'empereur. » Au contraire, les Anglais sont entourés, choyés. Le marquis Douglas continue de se présenter à la Cour, bien qu'il soit remplacé à l'ambassade par lord Gower. « Ils sont tous les deux en commerce d'amitié, fort ouvertement, avec Merveldt, l'envoyé d'Autriche. » — « L'ambassadeur d'Angleterre est le plus puissant particulier de la Russie après le grand-duc... Les Anglais donnent le ton ici... Leur ambassadeur est un potentat... Son départ fera sensation... »

On ne se hâte point de le faire partir. « L'empereur, dit Budberg à Gower, est bien éloigné de vouloir se brouiller avec l'Angleterre. Il continue de considérer cette puissance comme son meilleur allié, et tout ce qui vient de se conclure

[1] Conversations des 23 et 24 juillet 1807. VANDAL.

avec la France est un ouvrage de nécessité, qui n'aura point de durée... Et ce sera le cas de toute paix aussi longtemps que durera le système révolutionnaire en France ; les choses reprendront leur ancienne figure; la Russie, l'Angleterre et l'Autriche seront de nouveau des alliées. » Les mêmes ménagements se pratiquent à Londres entre Canning et l'ambassade russe. C'est, en réalité, la contre-partie du jeu de Napoléon à Constantinople; les deux alliés ont la même façon de comprendre la médiation, qui consiste à ménager, l'un dans le Turc, l'autre dans l'Anglais, un allié d'hier, un allié de demain, contre l'allié de Tilsit.

Alexandre avait, dès son retour, notifié cette médiation à Londres. Conservait-il l'illusion d'éviter la guerre? La réponse des Anglais lui parvint en double forme, un écrit et un acte : l'écrit tendait à retarder la rupture, l'acte la précipita.

Les ministres anglais ne croyaient pas à une alliance complète entre Alexandre et Napoléon, et ils comptaient, pour atténuer les obligations qu'avait pu contracter Alexandre ou même pour les annuler, sur le puissant parti qu'ils possédaient à Pétersbourg. Ils y dépêchèrent, afin de renforcer l'ambassade, un agent officieux, Wilson, qui avait suivi les opérations de la guerre à l'état-major russe et s'y était placé en grande faveur. Le 5 août, Canning répondit à l'ouverture de médiation. Il demandait communication des articles secrets de Tilsit et des conditions de la paix. Jusque-là, il ne pouvait donner une réponse plus précise. Mais les ministres anglais n'attendirent point pour se prémunir contre la conséquence la plus redoutable pour eux d'un revirement de la Russie, c'est-à-dire le retour à la ligue de 1780, la Suède et le Danemark coalisés, la Baltique fermée à la suprématie britannique, cette mer ouverte au commerce des neutres et une flotte de quarante vaisseaux soutenant le principe condamné par l'Angleterre que le pavillon couvre la marchandise. Ils résolurent, comme en 1793, de proférer l'anathème, et de l'appuyer, comme en 1801, d'un exemple terrible. Castleragh annonça au Parlement le départ d'une flotte de 23 vais-

seaux de ligne et 500 transports : ceux qu'ils menacent sauront qu'ils sont menacés quand le coup sera porté.

Le 27 août, Alexandre apprit que cette flotte anglaise s'était présentée devant Elseneur et que le plénipotentiaire anglais, M. Jakson, avait sommé le Danemark de rompre avec la France, de s'allier à l'Angleterre, de placer la flotte danoise sous le commandement de l'amiral anglais ; sinon Copenhague serait bombardé et brûlé [1]. Loin de s'émouvoir de cette « jactance », Alexandre releva comme une insulte personnelle cette cynique violation de la neutralité : « C'est pour moi, dit-il à Savary, une occasion de prouver à l'empereur combien je tiens à tout ce que je lui ai promis, et je désire sincèrement entrer en communication avec lui sur les mesures qu'il compte prendre pour réduire cette puissance. » La réponse de Canning arriva le 9 septembre : le mécontentement qu'en ressentit Alexandre permit à Savary de reprendre du ton. Le tsar annonça le prochain départ pour Paris de Tolstoï, qu'il avait déjà désigné pour cette ambassade. Il changea ses ministres, congédia Budberg et Kotschoubey, anti-français déclarés, et les remplaça, aux affaires étrangères par Roumiantsof, à l'intérieur par Spéranski, lesquels passaient pour favorables à l'alliance de Tilsit et aux idées françaises. Sur ces entrefaites, Alexandre reçut l'armistice ménagé par Guilleminot [2]. Il se montra fort offensé de l'article sur la restitution des vaisseaux et des trophées. Il s'en plaignit vivement à Savary. « Je ne puis souscrire à ces articles... J'ai d'abord fait laver la tête à mon général... Il s'agirait de me donner une lettre pour ce Guilleminot... afin qu'il fasse revenir les Turcs sur ces deux articles... Il a voulu montrer du zèle... Je ne me soucie pas que ce soit à mes dépens. » Savary ne put refuser d'écrire à Guilleminot. La violence insolente des Anglais fit à propos diversion à cette colère.

Le 20 septembre, Alexandre manda Savary. Il avait reçu

[1] Rapports de Saint-Aignan ; de Savary, 28 août 1807. — Rapports de Lizarévitch, Copenhague, 11-13 août 1807.

[2] Voir ci-dessus, p. 194.

la nouvelle du bombardement le 2 septembre. La ville, menacée d'une destruction complète, avait capitulé le 7 : la flotte était livrée aux Anglais qui s'emparaient ainsi de 18 vaisseaux de ligne, 17 frégates et de 43 petits bâtiments. Jamais Alexandre n'avait paru si décidé : « Si vous croyez nécessaire aux projets de l'empereur... que j'éclate sur-le-champ avec l'Angleterre, je suis tout prêt et dès demain je le puis faire... J'ai chargé le comte Roumiantsof de faire venir lord Gower... et j'ai ordonné qu'on le mît au pied du mur... en lui demandant s'il acceptait *oui* ou *non* ma médiation. Roumiantsof l'a fortement pressé et il a effectivement répondu et assez sèchement qu'*on ne l'acceptait pas*. Je regarde donc tout comme fini avec cette puissance... Aussitôt la réponse de lord Gower à la note, il reprendra le chemin de Londres... [1]. Si l'empereur voulait en revenir à son expédition de Boulogne, il aurait Séniavine et mes vingt-deux vaisseaux à sa disposition. Que l'Espagne et la Hollande joignent leurs efforts et bien des choses seront possibles. » La première conséquence en eût été l'évacuation de la Pologne, de la Prusse, de l'Allemagne, un retour au *statu quo* avant la campagne d'Austerlitz ; cependant qu'il lancerait Napoléon dans cette aventure, Alexandre entreprendrait, à sa guise, la conquête facile de la Finlande et se chargerait des Turcs : c'était, à coup sûr, la façon la plus avantageuse pour lui d'accomplir les obligations de Tilsit, et de la loyauté placée à gros intérêts.

Tolstoï partit pour Paris, emportant une lettre pour Napoléon, du 27 septembre. Ses instructions, en date du 26, forment un véritable traité de politique russe : la justification et l'interprétation de l'alliance. Deux articles principaux : l'évacuation de la Prusse par l'armée française et l'extension de la frontière russe jusqu'au Danube. Alexandre ajouta une demande de fusils français. « J'ai, dit Roumiantsof à Savary le 4 octobre [2], le désir de bien servir la Russie et l'empereur

[1] Roumiantsof à Gower, 23 septembre; Gower à Roumiantsof, 24 septembre 1807 : il insiste pour avoir communication des articles secrets de Tilsit.

[2] Rapport de Savary, 9 octobre 1807.

Napoléon... J'ai le désir aussi d'*aller vite*, et je regrette toujours le temps perdu. — Qu'entendez-vous par *aller vite?* — C'est au sujet du grand ouvrage que vous connaissez... Entre nous soit dit, il serait d'un grand intérêt pour nous qu'on l'entreprît bientôt. Non pas que l'empereur Alexandre veuille faire aucune conquête, mais parce que l'empire ottoman s'en va tellement que, même sans aucun secours quelconque, nous allons être obligés de nous présenter pour recueillir ses dépouilles... Il ne peut y avoir de circonstance plus favorable... » L'Angleterre est occupée : elle va, dit-on, démembrer le Danemark en faveur de la Suède ; l'Autriche n'est pas en mesure : « Aujourd'hui, elle n'est rien. » Ce serait le moyen de rendre l'alliance populaire. « Napoléon nous a fait changer de religion en huit jours, après une guerre malheureuse qui ne nous laisse aucun beau côté pour l'histoire, L'on se dit : mais pourquoi ne prend-on pas aussi quand tout le monde prend? Nous aurions fait au moins une paix honorable. Croyez bien, général, que si votre empereur aide le nôtre et montre un beau côté à la nation, le revirement des esprits se fera en un instant, et il ne peut qu'y gagner... Pour peu qu'il nous aide, ses désirs seront devancés ici. »

Commentaire significatif de ces discours : lord Gower attendait toujours ses passeports. Wilson arriva le 16 octobre, admirablement reçu par toute la cour, admis dans la familiarité de l'empereur. Il travaille à fond contre la France. « Le parti anglais se cramponne », écrit Savary. Il reçoit lettre sur lettre de Napoléon pour le tsar. « Quand enverrez-vous un courrier? » demande Alexandre le 25 octobre[1]. « Une heure après le départ de l'ambassadeur d'Angleterre », répond Savary. Alexandre s'exécute, mais il y met le prix. Le 31 octobre, sur l'invitation d'Alexandre, Savary confère avec Roumiantsof[2]. Wilson, lui dit ce ministre, a fait des insinuations verbales : « Il n'y a rien, aurait-il dit, que le Cabinet de

[1] Napoléon à Alexandre, 26 août, reçue le 15 septembre; 16 septembre, reçue le 10 octobre; 27 septembre, reçue le 24 octobre 1807.

[2] Rapport de Savary, 4 novembre 1807.

Londres ne fasse pour conserver l'amitié de la Russie... Nous sommes résolus de continuer la guerre... Nous sommes décidés à ne point faire la paix avant d'avoir obtenu en Allemagne une certaine quantité de pays, comme barrière formidable entre la France et les autres puissances... Cette barrière, nous ne voulons la faire reconnaître que comme agrandissement de la Prusse et de la Russie... Le bruit public annonce que vous seriez mis en possession de la Valachie et de la Moldavie; l'Angleterre le verra avec plaisir... Seulement elle désire que ce résultat ne soit pas la suite d'un partage avec d'autres puissances... » Le tsar, poursuit Roumiantsof, a écarté ces propositious d'un geste magnanime : « Voilà une belle occasion de prouver à l'empereur la sincérité de mes sentiments... J'attache beaucoup d'importance à leur (aux Anglais) ôter tout espoir d'intrigues. Préparez la note et les passeports de lord Gower, de même que la communication au Sénat... » Napoléon saura ce que l'Angleterre offre au tsar pour rompre Tilsit; à Napoléon de montrer ce qu'il donnera pour sceller l'alliance. Le 1er novembre, Alexandre vit Savary : « Si l'empereur veut nous conquérir, lui dit-il — non pas moi, ma religion est tout éclairée, mais toute cette immense nation — c'est en nous donnant l'apparence d'un avantage sur les Turcs... » Le 4 novembre, Savary put annoncer la déclaration de la guerre aux Anglais, la remise des passeports à lord Gower, l'envoi de lettres de rappel à Alopeus [1]. Les actes étaient publiés, solennellement, dans les formes; mais de cette guerre, que l'hiver rendait peu redoutable aux Anglais et peu onéreuse aux Russes, à la cessation de toutes relations commerciales et à l'observation rigoureuse du *blocus*, il y avait plus d'un degré à franchir. Alexandre s'était mis en règle avec la lettre du traité de Tilsit; il laissait à Napoléon le soin d'en manifester l'esprit aux yeux des Russes. En attendant, loin d'exercer sur la Prusse et sur l'Autriche la pression que réclamait Napoléon, Alexandre

[1] Roumiantsof à Alopeus, 7 novembre; déclaration russe, 7 novembre; note pour Canning, 8 novembre; Roumiantsof à Gower, 9 novembre 1807.

ranimait le courage défaillant des Prussiens, les exhortait à vivre, et prêchait aux Autrichiens la patience. « L'amitié et l'alliance de l'Autriche, écrivait Kourakine, ambassadeur à Vienne, sont deux poids que la politique ne doit jamais détacher de notre balance, et nos arrangements avec la France ne nous empêchent pas de nous livrer à ce système. »

IV

Les vues de la Russie concordaient parfaitement avec celles de l'Autriche. Il suffit à Kourakine d'entr'ouvrir les lèvres pour que Stadion l'entendît à demi-mot. *Vivre et attendre* devint la maxime de ce ministre. C'était aussi le conseil que, de son observatoire de Paris, Metternich envoyait à François II : se régler sur l'exemple de la cour impériale, de Talleyrand, de Fouché, de tant de maréchaux et de grands dignitaires; courber la tête, tendre la main, recevoir les largesses, et se préparer pour l'événement inévitable. Alors l'Autriche aurait son heure et trouverait sa revanche. « Notre position a infiniment empiré par le traité de Tilsit; mais la monarchie est intacte; elle est arrondie; l'état actuel de l'Europe porte ses germes de destruction en lui-même, et la sagesse de notre gouvernement doit nous faire arriver au jour où 300,000 hommes réunis, régis par une même volonté et dirigés vers un but commun, joueront le premier rôle en Europe... époque dont nul ne saurait prévoir la date, mais que rien n'éloigne, sauf la vie d'un seul homme, et que tout le génie de ce même homme peut d'autant moins retarder qu'il n'a pas encore pris la moindre mesure pour en prévenir les immanquables effets[1]. »

Résignée en apparence, obséquieuse en sa soumission,

[1] Rapport à l'empereur, 24 octobre 1807. BEER. — Rapport de Metternich, 26 juillet.

prête d'ailleurs à réclamer sa part dans les dépouilles, si Napoléon continuait à dépouiller, à se contenter même d'un pourboire sur les excès, l'Autriche méditait la surprise de 1809 et le grand mouvement tournant de 1813. La Prusse couvait la révolte et l'explosion. Napoléon les croyait énervées. Il les laisserait se pourrir, tomber par morceaux qu'il distribuerait au duché de Varsovie, à la Saxe, à l'Autriche, à la Russie même. Il hâterait la catastrophe par l'épuisement continu des contributions. Le traité lui permettrait d'occuper, rançonner le pays tant que le chiffre total de la contribution de guerre ne serait pas fixé; il ne le le fixerait que quand l'occupation en aurait rendu le payement impossible. Dans les insurrections qui éclatent çà et là, il ne voit que des *impertinences* à réprimer par des fusillades : « Ils sont insolents et sans moyens. » — « Ce sont des gens dont on ne peut rien faire, aussi bêtes qu'ils l'aient jamais été [1]. » Méprise fondamentale qui lui ferma les yeux sur la révolution qui commençait dès lors à transformer ce pays.

Elle échappe à Napoléon parce quelle diffère essentiellement, dans ses moyens et dans ses formes, de la Révolution française. Ainsi les politiques de l'ancien régime, jugeant cette révolution d'après les précédents, s'y étaient mépris et avaient cru, Pitt aussi bien que la grande Catherine, qu'elle ruinerait la France, y briserait l'État, y romprait la nation [2]. Napoléon redoutait Hardenberg, parce que ce diplomate l'avait joué et parce qu'il se piquait de réformes à la française. Il exigea que le roi le congédiât; il prit pour des lourdauds ses successeurs, et quand il commença à les juger dangereux, ce fut à titre de conspirateurs et de brouillons, et non d'hommes d'État, rénovateurs d'une monarchie: des émules de Georges Cadoudal, de Frotté, là où l'on s'armait; des idéologues, des émules de Benjamin Constant et de Mme de Staël, là ou l'on parlait.

Il y avait cependant quelque chose de très changé en

[1] A Champagny, 7 septembre; à Savary, 16, 28 septembre 1807.
[2] Voir t. I, p. 543; t. II, p. 21.

Prusse. L'État démembré, l'armée dispersée, la monarchie en fuite, reléguée aux frontières, quelques hommes pensèrent à chercher le peuple, à demander à la terre son secret de fécondation [1]. C'est le premier signe, dans l'Europe centrale, du véritable et profond effet de la Révolution française : en Italie, en Suisse, sur le Rhin, aux Pays-Bas, en Hollande, la France avait exercé la propagande d'État, et imposé sa suprématie au moins autant que ses principes ; elle opérait des révolutions subalternes, commandées, administrées, exploitées. Ici, la révolution sort du pays même. A la révolution cosmopolite, la révolution dans les mots, la révolution dans les maximes qui tend à niveler le sol, à identifier tous les peuples, à effacer tout caractère national, à proscrire toute originalité pour établir l'empire d'un seul peuple et d'une seule conception de l'État, *une foi*, *une loi*, *un roi !* va succéder la révolution dans les choses, dans les âmes; celle qui tend à régénérer chaque nation selon son génie, selon son cœur, son tempérament séculaire, et loin d'engendrer la similitude impersonnelle, la servitude morne, accentuera jusqu'à l'hostilité et à la guerre, la différence des caractères, l'originalité, l'esprit d'indépendance de chaque peuple; au lieu de la suprématie politique et de la magistrature intellectuelle d'une nation sur les autres, le réveil de la dignité humaine, du *moi* national dans chacune, l'exhortation à devenir soi-même, à s'élever au-dessus de soi-même, à opérer soi-même et pour soi-même la *vraie* révolution, la révolution selon sa chair et son esprit, pour la *vraie* liberté, la liberté telle qu'on la conçoit et qu'on l'aime, pour l'exaltation du génie et de la puissance nationale, comme la Révolution française a été l'exaltation des Français.

La Prusse se retrouve, ou plutôt se découvre. Sa reconstitution est contemporaine de son pire abaissement. Mais dans quelles ténèbres, à travers quels tâtonnements, quelles pensées obscures et aussitôt rompues va s'accomplir cette œuvre,

[1] Pour la suite et l'ensemble de cette révolution prussienne, voir liv. II, chap. II, p. 491.

inconsciente dans le peuple qui en est l'élément essentiel, incomprise ou même contrariée par le roi qui en est le promoteur apparent !

Ce sont les vrais *cahiers* de la régénération de la Prusse qu'en ces mois d'août et de septembre 1807 les conseillers du roi Frédéric-Guillaume lui adressent sous forme de *Mémoires à consulter*[1]. C'est la révolution d'en haut, mais portée partout, à tous les degrés, depuis la condition des personnes et celle des biens jusqu'au conseil du roi ; depuis l'armée jusqu'à l'administration des communes et des provinces. Tout est à reprendre, tout sera repris. L'idée dominante est développée par Hardenberg[2] :

« La Révolution française, dont les guerres actuelles ne sont que le prolongement, a donné à la France, au milieu d'orages et de scènes sanglantes, un essor imprévu. Les forces qui sommeillaient ont été éveillées... La force des principes nouveaux est telle que l'État qui refusera de les accepter sera condamné à les subir ou à périr. Napoléon lui-même et ses auxiliaires sont subordonnés à cette puissance nouvelle... Ainsi une révolution, dans le bon sens du mot, conduisant à ce grand but de l'anoblissement de l'humanité, réalisée par la sagesse du gouvernement et non par une impulsion violente du dedans ou du dehors, tel doit être notre objet, notre principe dirigeant. Des principes démocratiques dans un gouvernement monarchique, telle me paraît être la formule appropriée à l'esprit du temps[3]. »

Ainsi le Consulat de Bonaparte offre un type d'État ; l'armée française de 1793 à 1795 offre un type d'armée[4]. Mais il ne suffit point de décréter ; qui décréterait, en Prusse, les mesures de la Convention et les lois du Consulat n'obtiendrait ni les armées républicaines ni les institutions consulaires, car

[1] 20 juillet, rapport de Schrœtter ; 17 août, mémoire de Schoen ; 22 août, plan d'Altenstein RANKE.

[2] Mémoire du 12 septembre 1807. RANKE, t. IV, annexe.

[3] Comparez les notes de Mirabeau à Louis XVI en 1790, t. II, p. 35, démocratie royale ; 39, extension de la puissance de l'État.

[4] Cf. t. VI, p. 239.

les unes et les autres sont essentiellement françaises, et c'est ce qui en a fait la puissance. Il ne s'agit donc point de traduire en allemand et de promulguer en Prusse ces décrets fameux; il s'agit d'en prendre l'esprit et de les adapter au caractère du peuple, aux institutions et traditions de l'État. Ce fut la partie originale et ingénieuse de l'œuvre des réformateurs prussiens.

Le 23 août 1807, le roi, sur les rapports de Schœn et de Schrœtter, décida en principe l'abolition du servage; le 19 juillet et le 6 août, il avait approuvé les projets de Scharnhorst et de Gneisenau organisant les milices et abolissant les privilèges dans le choix des officiers. Tel fut le point de départ, fort modeste, de cette transformation qui devait aboutir à la liberté civile et au service militaire universel. Il fallait coordonner les mesures, les insinuer au roi, les commander aux privilégiés, aux gradés, aux fonctionnaires évincés. « Notre misère est extrême, écrivait Altenstein; dans le marécage où nous nous débattons, nous ne pouvons trouver de point d'appui. Il y faut un pilier solide. Ce sera Stein. » Le roi se soumit. Stein arriva à Memel le 30 septembre, et, le 5 octobre, il était investi d'une quasi-dictature. Avec lui, la France va trouver en Allemagne le plus redoutable de ses adversaires; Stein va dériver le courant qui, depuis deux siècles, tournait l'Allemagne à la clientèle française; d'un peuple démembré il va faire une nation, et, dans cette nation, préparer l'avènement d'un État dirigeant, la Prusse. Il est le vrai fondateur de l'unité allemande. En Westphalie, Napoléon avait constitué, selon le type français destiné à devenir le type de l'État, un État allemand inféodé selon le génie, la politique et les intérêts de la France; Stein se propose de constituer, en Prusse, un modèle d'État national allemand, selon le génie, les traditions, les intérêts de l'Allemagne. L'édit du 9 octobre 1806 sur l'abolition du servage fut son premier acte de gouvernement et le premier son de cloche de la réforme. Du coup, les âmes s'éveillent, et, à côté du travail d'État, l'apostolat intellectuel commence. Fichte entame dans

l'hiver de 1807-1808 sa fameuse prédication, qui d'un métaphysicien stérile et offusqué fait le plus persuasif, le plus entraînant des apôtres. Il a touché la terre, dépouillé le cosmopolitisme; il est devenu citoyen d'une seule patrie, la sienne; c'est désormais un homme qui va susciter des hommes.

Mais, dans le présent, la Prusse demeure sous la conquête, saignée à blanc par le fisc habile et impitoyable de Daru. Il s'agit d'exercer le plus d'hommes possible, en les tenant le moins de temps possible à la caserne; il s'agit de faire rendre à la terre et au travail national plus d'argent et à moins de frais : réforme dans l'instruction militaire et l'organisation de l'armée, réforme de l'impôt et, par suite, refonte de l'économie sociale. Napoléon par sa surveillance et ses exigences en fit à la Prusse une nécessité.

« Il faut que la Prusse donne 150 millions », avait dit Napoléon à Daru. « Mon intention est d'être inflexible. » Frédéric-Guillaume envoya Knobelsdorf à Paris, solliciter, porter ses doléances : il n'obtint rien. « J'ai donné tous mes pouvoirs à M. Daru », répondait Napoléon[1]. Frédéric-Guillaume en appela au tsar et lui dépêcha le major de Schœler. Alexandre conseilla de céder, de s'allier même avec Napoléon, de tout sacrifier à la nécessité de vivre[2]. « Je ne crois avoir rien à redouter de la France d'ici à un an ou deux, dit-il à Schœler; mais, le cas échéant, qu'ai-je à faire, sinon à me préparer en silence et à vendre le plus chèrement possible mon existence et mon indépendance? Sûrement, je ferai tout, sauf la guerre, pour conserver, dans la mesure du possible, l'indépendance de la Prusse et je n'aurai garde d'animer la France contre l'Autriche; au contraire, je tâcherai que l'Autriche demeure intacte[3]. » Alexandre plaida lui-même la cause du roi de Prusse auprès de Savary; il commanda

[1] Knobelsdorf, à Paris, 4 août; Napoléon à Talleyrand, 9 août 1807.
[2] Alexandre au roi, 22 septembre, 4 octobre 1807. Bailleu. — Correspondance de Schœler. Hassel.
[3] Rapport de Schœler. Conversation du 11 octobre 1807.

à son ambassadeur, Tolstoï, de la plaider auprès de Napoléon.

Cependant, le désastre augmente à Memel. Les domaines royaux sont hypothéqués; les services en or de Frédéric sont envoyés à la Monnaie. A peine un acompte! Le 19 octobre, Daru notifie que s'il n'est pas payé à l'échéance, il percevra directement les revenus de l'État prussien dans les territoires laissés à la Prusse. « Notre arrêt de mort est prononcé! » s'écrie la reine. Tolstoï, en route pour Paris, arrive à propos pour les réconforter. Ils décident le dernier sacrifice. Le prince Guillaume, frère du roi, est envoyé à Paris : il offrira l'alliance. Il protestera « de la résolution du roi de s'attacher désormais étroitement à la France »; il offrira un corps de troupes de 30 à 40,000 hommes. Si Napoléon refuse, le prince offrira l'accession à la Confédération du Rhin [1]. Frédéric-Guillaume rappelle son ministre à Londres, Jacobi; mais en même temps, à titre de tempérament au blocus et de commentaire aux protestations de bonne foi portées à Paris par le prince Guillaume, Jacobi joindra à la déclaration officielle de rupture [2] « une ouverture verbale qui devait proprement faire l'essentiel » : c'est que la Prusse cède à la nécessité seule; que le roi le déplore et que dès qu'il verra jour à la paix générale, il enverra à Londres, « comme simple voyageur, un homme affidé qui sera chargé de renouer discrètement... ». Sur quoi, Frédéric-Guillaume déclara ses ports fermés à l'Angleterre.

Les Prussiens en venaient à solliciter du service, à offrir le serment d'allégeance. Ils apportaient leur propre chair en payement de leur dette. La conception de l'an III s'accomplissait : la Hollande vassale, la Prusse alliée, l'Autriche abattue, l'Allemagne reconstituée; restait le Portugal à assujettir, et l'Espagne à soumettre. Napoléon l'avait ajournée [3]; elle allait subir le sort dont Napoléon l'avait déjà menacée, et qu'il

[1] Correspondance du prince Guillaume. Instructions, 5 novembre 1807. Hassel. — Frédéric-Guillaume à Alexandre, 15 octobre 1807. Bailleu.

[2] Le roi à Jacobi, 29 novembre, 18 décembre 1807. Hassel.

[3] Cf. t, VI, p. 153, 177, 325.

regretta plus tard de n'avoir pas imposé à la monarchie des Hohenzollern[1].

V

Depuis la défection publique d'août 1806, Napoléon songeait à déclarer les Bourbons de Madrid déchus, comme il avait fait ceux de Naples, et, revenant à une idée de Louis XIV, à placer son frère Joseph sur le trône d'Espagne[2]. La première monarchie alliée de la République éprouverait ainsi la même destinée que la première République alliée et que la République française même. Il y aurait quatre Bonaparte : en France, en Batavie, en Westphalie, en Espagne. Le Portugal serait l'appât dont il allécherait ces Bourbons, pour les attirer au piège et les prendre en son filet. En Portugal régnait la propre fille du roi d'Espagne[3]. Mais, en cette famille que son chef avait élevée si haut par les liens du sang, le sang ne nourrissait plus que la haine, la rivalité, les com plots, et, pour les perdre, Napoléon n'aurait eu qu'à les abandonner à leurs propres artifices[4].

Charles IV hésitait à détrôner sa fille et son petit-fils; mais Napoléon disposait de la reine et de Godoy : la reine, par la préférence qu'elle portait à sa fille Marie-Louise, la reine d'Étrurie, que Napoléon exproprierait et indemniserait en Portugal; Godoy, par le désir de se découper une principauté dans ce royaume. L'affaire se tripota à Paris entre Izquierdo, l'officieux de Godoy, et Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, que le zèle politique et la manie de jouer

[1] Gourgaud, t. II, p. 112.
[2] Voir ci-dessus, p. 118, 188.
[3] Charlotte, épouse du prince régent, Jean VI, la reine, Marie, étant folle.
[4] Voir les précédents du Comité de l'an III et du Directoire, t. IV, p. 265, 321, 390, 433; t. V, p. 35, 104. Pour l'ensemble de ces affaires : Baumgarten, Lefebvre, Frédéric Masson, t. IV, le comte Murat, Grandmaison; *Mémoires* de Talleyrand, Castellane.

au diplomate entraînèrent dans cette intrigue fort peu digne d'un savant. Godoy avait reconquis tout son ascendant sur le ménage royal[1] : Charles IV, âgé alors de soixante-dix ans, engraissé, entêté de ses habitudes, dévot, chaste, chassant quand il ne menuisait pas les manches retroussées, visitant les écuries quand il ne chassait pas, plus passif que jamais, mais capable de colère autant que d'aveuglement. « La raide petite reine Marie-Louise, droite, crêtée », toujours à ses côtés ou debout derrière lui, anti-dévote plutôt qu'esprit fort, superstitieuse, craignant le tonnerre, craignant la mort, couverte de reliques, « n'aimant rien, pas même ses amants... battue par Godoy, volée par les autres », et détestant son fils Ferdinand, l'héritier présomptif, qui faisait le populaire, visait le rôle de prince national; caressait les prêtres, les courtisans mécontents, les prôneurs de réformes, surtout les envieux du favori.

Amour-propre, ambition, haine et mépris de ses parents, de sa mère en particulier et surtout de Godoy, il se laissa circonvenir par les « patriotes », c'est-à-dire par le parti qui méditait un changement de règne, les uns pour régénérer l'Espagne, la plupart afin de l'exploiter. Sournois, cafard, lâche dans les moelles, Ferdinand savait être aimable, avec un faux éclat de loyauté sur une physionomie bête et ingrate; il se décorait très volontiers de toutes les vertus que lui prêtaient ses partisans. Au fond, un conspirateur de l'étoffe et du caractère de Gaston d'Orléans; ses relations avec les « patriotes » rappellent trop celles de son cousin, le comte d'Artois, avec les Vendéens. Prêt d'ailleurs à s'asseoir sur le trône, si le trône était vide, si le roi et la reine avaient abdiqué, si Godoy était en prison et Madrid au pouvoir des « patriotes ». Un chanoine, ancien précepteur du prince, Escoïquiz, menait le complot qui devait sans doute le faire cardinal et premier ministre.

Ferdinand écrivit à son père une lettre où il lui dénonçait

[1] Voir t. VI, p. 325.

Godoy. La lettre était dure; Escoïquiz la trouva dangereuse, et le prince la renferma dans son cabinet. Puis il signa, toujours sur le conseil du chanoine, un décret, non daté, qui, en cas de mort de Charles IV, investirait le duc de l'Infantado de pleins pouvoirs et lui permettrait d'arrêter Godoy. Mais, pour « enlever » l'affaire, Escoïquiz et les grands d'Espagne, ses conjurés, avaient besoin d'un protecteur puissant; ils pensèrent à Napoléon : le prince, afin de le flatter et de le gagner, demanderait la main d'une princesse de la famille impériale. Beauharnais, l'ambassadeur de France, remuant, courtisan, brouillon, fut tâté et entra dans l'intrigue. Sur son conseil, Ferdinand écrivit à l'empereur. La lettre est du 11 octobre 1807 [1];

« Il n'y a que le respect de Votre Majesté qui puisse déjouer les complots, ouvrir les yeux à mes bons, à mes bien-aimés parents... J'implore donc... la protection paternelle de Votre Majesté impériale, et Votre Majesté impériale... aura toujours en moi un fils le plus reconnaissant et le plus dévoué... »

Godoy ignorait cette démarche; mais instruit, par ses espions, des projets d'Escoïquiz, du duc de l'Infantado et de leurs amis, les dénonça au roi, lui montra Ferdinand abusé par des traîtres qui voulaient détrôner leur maître. Il persuada la reine, en cas de mort de Charles IV, de déclarer Ferdinand incapable de régner et d'assumer la régence. Puis éprouvant, comme les conjurés, le besoin d'un médiateur, il conseilla au roi et à la reine de recourir à Napoléon, de demander au tout-puissant empereur son arbitrage dans une affaire de famille qui devenait une affaire d'État. La lettre de Charles IV, portée en toute hâte, parvint à Paris avant celle de Ferdinand.

Ainsi ces deux complots, du fils contre le père, de la mère contre le fils, conduisant tous les deux à livrer la dynastie à

[1] Le texte publié par le comte MURAT, *Murat en Espagne*, n'est pas le même que celui des mémoires de Talleyrand, t. I, p. 144. Je suis le texte du comte Murat.

Napoléon, fermentaient en même temps, naissant de la pourriture même du palais. Napoléon n'avait qu'à laisser croître le mal. Son armée allait, sous peu de jours, pénétrer en Espagne; l'heure venue, il se trouverait en force, il posséderait les prétextes, il disposerait en maître de ce pays.

Il séjournait alors à Fontainebleau depuis le 21 septembre. Il y donnait des fêtes, ce qui lui permettait de s'entretenir avec Talleyrand sans attirer particulièrement l'attention. Il s'ouvrit avec lui, et « plus d'une fois », de ses vues sur l'Espagne. Comme en mars 1804, il s'agissait d'un gage à obtenir, d'un Bourbon à supprimer, et d'un nouvel obstacle à élever entre cette famille, Talleyrand, et, derrière lui, sa clientèle de royalistes, en livrée. Talleyrand, dans l'une et l'autre affaire, tint la même conduite et pour les mêmes motifs [1]. En 1807, à Fontainebleau, comme en 1804 aux Tuileries, dans le tête-à-tête avec Napoléon, son intérêt immédiat, impérieux, lui commandait de ne point défendre un Bourbon. « Ce sont mes ennemis personnels, disait l'empereur; eux et moi ne pouvons occuper en même temps des trônes en Europe [2]. »

Talleyrand ne supposait pas, même de loin, un retour de Louis XVIII, encore moins une réconciliation. Dans le formidable remous qui suivrait la mort ou la catastrophe de l'empereur, il entrevoyait vaguement Joseph, il évoquait peut-être le fantôme d'un Orléans.

Il avoue que, « pousé à bout par les argumentations artificieuses de l'ambition de l'empereur... il lui conseilla de faire occuper la Catalogne jusqu'à ce qu'il parvînt à obtenir la paix maritime avec l'Angleterre. — Par là, vous tiendrez le gouvernement espagnol en bride. Si la paix tarde, il est possible que la Catalogne, qui est la moins espagnole des provinces de l'Espagne, s'attache à la France!... [3] » Il nie avoir

[1] Voir t. VI, p. 346, 352. — *Lectures historiques : Talleyrand et ses mémoires; Une Agence d'espionnage*, p. 53, 145.
[2] Rapport de Metternich, 26 août 1808, rétrospectif.
[3] *Mémoires*, t. I, p. 329.

« approuvé les projets de l'empereur ». Il équivoque : il ne conseilla, ni n'opprouva une expédition militaire de l'empereur en Espagne ; il approuva le reste, s'il ne le conseilla pas. Ses lettres ne laissent à ce sujet aucun doute [1]. Il donna son gage, mais il s'accommoda de façon à introduire dans les post-scriptum les restrictions mentales. En sa qualité de grand chambellan, il se contentait d'ouvrir la porte. L'empereur voulait le trône de ce Bourbon. Talleyrand lui en fit sa cour, et, du même geste d'élégance dédaigneuse, il fit de même, sept ans après, sa cour à Louis XVIII de la restauration de ce même Bourbon d'Espagne.

Pour justifier l'entrée des Français en Espagne et compromettre les Espagnols dans l'entreprise sur le Portugal, il fallait un simulacre de traité. Godoy, enivré à l'idée de passer roi comme un Bonaparte, grand-duc comme Murat ou tout au moins prince comme Talleyrand à Bénévent et Bernadotte à Ponte-Corvo, se porta fort du consentement du roi, et l'on s'occupa, très secrètement, de dresser les articles Mais cette guerre de Portugal, avec son double fond de conquête de l'Espagne, ne se pouvait séparer des affaires de l'Europe. Les choses, soit à Lisbonne, soit à Madrid, soit sur les routes, pouvaient tourner de sorte que Napoléon, du jour au lendemain, fût forcé d'y intervenir, de sa personne et de ses armes ; il lui fallait être sûr, au moins pour un temps, du reste du continent. Dès qu'elle fut posée, la question d'Espagne se compliqua d'une question d'Autriche. Le seul envoi de cette reconnaissance armée souleva les difficultés et nécessita les mesures que Napoléon prit, un an plus tard, avant de pousser à fond. Comme Alexandre ne lui procurait point, du côté de Vienne, les sûretés qu'il voulait [2], il les exigea directement. Par la menace d'occuper Trieste, il

[1] Voir ci-après, p. 275, des extraits de ses lettres. Celles que lui écrit l'empereur sont écrites comme si Talleyrand savait tout; il répond sur le même ton, et, non seulement approuve, mais loue impudemment. Ce fut son intérêt de tout nier dans ses *Mémoires* en 1818, comme de tout approuver dans sa correspondance en 1808. *Archives nationales.*

[2] Napoléon à Alexandre, 28 août 1807.

imposa, le 10 octobre, à Metternich une convention qui, sans lui assurer pour longtemps la soumission de l'Autriche, en donnait au moins, dans le présent, une garantie suffisante [1].

Le 12 octobre, il donne l'ordre à Junot de partir dans les vingt-quatre heures et, le 14, Champagny en informe le ministre de Portugal : « L'empereur, lui dit-il, est décidé à ne plus rien ménager envers l'Angleterre; cette puissance étant la souveraine des mers, le moment est venu où l'empereur veut être le dominateur du continent... D'accord avec la Russie, il ne craint plus personne; le sort en est enfin jeté. » Le lendemain, 15 octobre, Napoléon reçut le corps diplomatique à Fontainebleau. Le Portugais, M. de Lima, eut l'imprudence de s'y rendre, ce qui lui valut cette apostrophe de l'empereur : « Je ne souffrirai pas qu'il y ait un envoyé anglais en Europe. Je déclarerai la guerre à telle puissance que ce soit qui dans deux mois d'ici en aura encore un chez elle. J'ai 300,000 Russes à ma disposition et, avec ce puissant allié, je puis tout... Si le Portugal ne fait pas ce que je veux, la maison de Bragance ne régnera plus en Europe dans deux mois. » Puis se tournant vers le ministre de Danemark : « Les événements de Copenhague sont une horreur, mais la déclaration du roi est une infamie. » Aux ministres hanséatiques : « Comment va-t-on chez vous? — Mal, sire. — Eh bien! vous irez plus mal encore. Brême et Hambourg sont des villes anglaises ; je saurai les traiter en conséquence. »

Metternich avait reçu sa part de « l'incartade ». Champagny se chargea de la commenter, dans une conférence *entièrement confidentielle* qu'ils eurent une heure après : « Vous voyez, dit Champagny, où tendent les vues de l'Angleterre... Elle refuse la paix quand on la lui offre; il faut donc la forcer à la faire. Il ne reste que trois puissances en Europe : la France, la Russie, et l'Autriche. Il est digne de vous de contribuer directement à l'œuvre salutaire que se propose l'empereur... La Russie va faire cause commune avec nous. L'Italie entière

[1] De Clercq, t. II, p. 228.

obéit à l'impulsion de l'empereur; il ne reste donc que vous pour fermer tout accès au continent. » Il demanda une démarche comminatoire de l'Autriche à Londres et, si l'Angleterre ne restituait pas la flotte danoise, ne révoquait pas ses maximes sur la guerre maritime, l'expulsion du ministre anglais de Vienne avant le 1er décembre. « Je dois vous prévenir, ajouta Champagny, que si la réponse de votre cour était négative, l'empereur vous ferait faire la même déclaration d'une manière officielle. » Metternich traduisit cette phrase polie par ces mots très clairs : « Une déclaration de guerre en cas de refus. » Il conclut à tout céder, afin de préparer l'occasion de tout reprendre. « A quoi bon une résistance prématurée qui consacrerait sa domination ? Alexandre reviendra de son état d'ivresse quand Napoléon ne lui laissera plus que des regrets à partager avec le reste de l'Europe[1]. »

Le 17, Napoléon apprit que, sur ses sommations, le régent de Portugal avait déclaré la guerre à l'Angleterre et renvoyé l'ambassadeur anglais. « Cela ne me satisfait pas, écrivit-il à Junot. Continuez votre marche », et il ajoute ces instructions qui trahissent ses arrière-pensées sur l'Espagne : « Faites-moi faire la description de toutes les provinces par où vous passez, des routes, de la nature du terrain; envoyez-moi des croquis... » — « Maintenez-vous dans la meilleure harmonie avec le prince de la Paix... » Le 20, la déclaration de guerre fut notifiée à l'envoyé portugais qui dut quitter Paris dans les vingt-quatre heures. Sur ces entrefaites, arriva la lettre de Ferdinand : ces misérables Bourbons se livraient à Napoléon et lui tombaient d'eux-mêmes à ses pieds. Mais dans l'appel du prince des Asturies il considéra moins la démarche d'un héritier impatient que l'acte d'un parti puissant dont le prince passait pour le porte-drapeau ; il pensa à se servir de ce parti, comme jadis des démocrates à Venise, le jour où il lui conviendrait de rompre avec Charles IV et Godoy.

[1] Rapports de Metternich, 12 et 18 octobre 1807. — Rapport de Stadion, 24 octobre 1807. BEER.

Le 27, le traité fut signé à Fontainebleau [1]; le Portugal, conquis en commun, formerait trois lots : un, les provinces de Beira, Tra-los-Montes, l'Estramadure, resterait en dépôt entre les mains de Napoléon, pour en être disposé, à la paix générale, selon les circonstances; un autre formerait le royaume de Lusitanie, pour le roi d'Étrurie; un troisième, la principauté des Algarves, pour le prince de la Paix. L'Étrurie, en compensation, était cédée à la France. Une convention secrète portait que 28,000 Français traverseraient l'Espagne, que l'Espagne y joindrait 11,000 hommes, de plus un corps d'occupation de 16,000. Napoléon se réservait de réunir à Bayonne « un nouveau corps de 40,000 hommes, au plus tard le 20 novembre 1807, pour être prêt à entrer en Espagne et se porter en Portugal, dans le cas où les Anglais enverraient des renforts et menaceraient de l'attaquer ». Le 13 novembre, le *Moniteur* publia cette note : « Le prince régent de Portugal perd son trône; il le perd influencé par les intrigues des Anglais, pour n'avoir pas voulu saisir les marchandises anglaises... La chute de la maison de Bragance restera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache à l'Angleterre est inévitable. »

Cependant les événements se précipitent à Madrid. Le complot du prince Ferdinand est découvert; on saisit ses papiers; on l'arrête. Ferdinand se montra dans cette première épreuve ce qu'il devait paraître *reynetto* : traître à ses amis, cruel à ses victimes et vil de toute sa personne. Il livra ses complices. Charles IV écrivit à Napoléon, le 29 octobre, lui dénonçant « cet attentat si affreux et le priant de vouloir bien l'aider de ses lumières et de ses conseils ». Le procès était ouvert entre les princes, le pays menaçait de tomber en anarchie. Napoléon demande à Champagny une notice de la conspiration de Ferdinand « pour en faire usage, selon les circonstances [2] ». Puis il presse le rassemblement du corps d'armée de Bayonne. Le bruit d'une expédition se répand

[1] De Clercq, t. II, p. 235.
[2] A Champagny, 12 janvier 1808.

partout : tous les équipages de l'empereur, plus de 100,000 hommes en marche, de tous les points de la France[1]. Napoléon voulait frapper les Espagnols de terreur et il y réussit.

Il en conférait avec Talleyrand qui, pour bien marquer la faveur dont il restait l'objet, se fit confier, par intérim, les fonctions d'archichancelier d'État. Il conseilla « de profiter des mésintelligences qui divisaient la dynastie, qui ne serait jamais une alliée utile contre l'Angleterre... Un prince de la maison impériale occupant le trône d'Espagne, le système de l'empire sera complet... ». Il aura sans doute, rapporte un témoin grave, articulé « une phrase qu'il affectionnait beaucoup, car je la lui ai entendu répéter maintes et maintes fois : — La couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France, et on n'a pas dû regretter ce que l'établissement de Philippe V a coûté de trésors et de sang, car il a seul assuré la prépondérance de la France en Europe. C'est donc une des plus belles portions de l'héritage du grand roi, et cet héritage, l'empereur doit le recueillir tout entier, il n'en doit et n'en peut abandonner aucune partie[2] ».

Napoléon s'appropria ce discours, qui devint une de ses maximes d'État. Il consommerait l'œuvre de Louis XIV en Espagne, comme il l'avait reprise et accomplie en France, porté par toute la puissance de la Révolution. Il se représentait les grands effets de cet ouvrage : il l'estimait facile. Charles IV usé, les Bourbons avilis, l'Espagne accourrait à lui, lui demandant, comme à Louis XIV, l'infusion d'un sang nouveau. Il régénérerait cette noble nation qui l'admirait, l'appelait ainsi que naguère les Italiens. Il la jugeait un peu

[1] Lettre d'Izquierdo, 8 décembre 1807. Comte Murat.

[2] Méneval, t. I, p. 135. « J'ai été témoin de plusieurs de ces entretiens qui avaient lieu, assez souvent, dans le cabinet de l'empereur. » — Mémoire que Talleyrand aurait remis à l'empereur. *Œuvres*, t. XXXII, p. 361. — Montholon, t. II, p. 437 et suiv. — Rœderer, t. III, p. 540 : « Il soutenait qu'il ne me faudrait que 20,000 hommes; il m'a donné vingt mémoires pour me le prouver. » — Pasquier, *Mémoires*, t. II, p. 328-330.

sur la France, beaucoup sur l'Italie. « Quand j'apporterai sur ma bannière les mots *liberté*, *affranchissement de la superstition*, *destruction de la noblesse*, je serai reçu comme je le fus en Italie, et toutes les classes vraiment nationales seront avec moi. Je tirerai de leur inertie des peuples autrefois généreux; je leur développerai les progrès d'une industrie qui accroîtra leurs richesses, et vous verrez qu'on me regardera comme le libérateur de l'Espagne. » — « Quand j'ai voulu l'Espagne, ç'a été pour y abolir la féodalité et l'Inquisition... Je distribuerai les biens entre mes généraux, je mettrai Lannes dans les biens de l'Infantado [1]. »

Il en spéculait comme un Joseph II de la Bohême, de la Hongrie et des provinces belgiques, où ses réformes faillirent emporter la monarchie [2], grosses de révolutions. Il paraîtra en César, pacificateur et législateur; il apportera le Code civil, dispersera les moines; appellera au pouvoir des citoyens éclairés, des ministres intelligents et intègres, élèves et émules des grands ministres de Charles III. L'immense majorité des peuples dont il relèverait l'honneur par l'alliance de ses armes, dont il relèverait la dignité par son gouvernement, acclamerait le prince désigné par lui; du même coup, il enlèverait à jamais l'Espagne à l'Angleterre et l'attacherait au système français. Il les enrégimenterait comme les Allemands, les constituerait comme les Italiens, les échaufferait comme les Polonais, et il n'y aurait plus de Pyrénées.

Toujours pénétré de cette illusion, éminemment française et classique, renouvelée par les idéologues [3], que tous les hommes sont les mêmes, que les nations se font et se défont par les institutions et que les mêmes institutions conviennent à tous les hommes, il se figure que les Espagnols seront trop heureux de recevoir le bienfait des constitutions de l'empire. Il oubliait que si la France avait accepté ou subi ces constitu-

[1] Mme de Rémusat, t. III, p. 266. — Roederer, t. III, p. 539.

[2] Voir t. I, p. 137; t. II, 17, 49 et suiv.

[3] Voyez la lettre de Garat à Bonaparte, 30 juin 1798. *Corr. in.*, *Egypte*, t. I, p. 184; cf. t. V, p. 136. — « Les Espagnols sont comme les autres peuples. » Napoléon à Bessières, 6 mai 1808.

tions, c'est que Napoléon se proclamait empereur d'une République qui avait concentré toutes les passions nationales dans la guerre, la conquête et la suprématie; que la *Grande Nation* se glorifiait du Grand Empire au point d'en oublier la liberté; qu'elle ne pensait plus à sa propre indépendance parce qu'elle se sentait maîtresse du monde; tandis que pour les Espagnols ces institutions importées et imposées, symbole de la suprématie étrangère, fardeau de la conquête, seront l'humiliation au lieu de la gloire, la destruction de leur passé au lieu d'en être la consécration. Ce sera pour Napoléon le procédé contraire à celui qui a pacifié la Vendée, conquis les Italiens en Lombardie, affectionné les Allemands de la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire le respect de leurs croyances, de leurs traditions, l'intelligence de leur caractère, un gouvernement selon leurs vœux, non d'après un type abstrait, non surtout d'après les besoins et convenances d'un gouvernement étranger. Mais si quelques-uns résistent, Napoléon n'y verra que des « fanatiques », des « rebelles », et il les traitera en conséquence, à l'égyptienne ou à l'italienne : des exécutions, des exemples, et la populace sera soumise aussi aisément que les Bourbons auront été supprimés[1]. « S'il y avait des mouvements parmi les Espagnols, ils ressembleraient à ceux que nous avons vus en Égypte. » — « Le peuple d'Espagne est vil et lâche, à peu près comme j'ai connu les Arabes[2]... Au moindre mouvement de retraite, ils tireront sur vous. » Donc, frapper vite et impitoyablement.

[1] A Junot, 29 février; à Murat, 15 avril; à Joseph, 9 septembre, 7 décembre 1808.

[2] « Les Espagnols sont des Arabes chrétiens. » CHATEAUBRIAND, *Congrès de Vérone*, chap. II.

VI

Napoléon possède ce qui manquait à Louis XIV, un allié, le plus puissant de tous, et c'est là-dessus qu'il spécule quand il se croit à la veille de reprendre et d'accomplir les desseins du grand roi. Mais cet allié, nécessaire, se montrait impatient de récompenses. « Quant à nos affaires, écrit Napoléon à Savary le 1er novembre, elles sont de trois espèces : 1° faire la guerre à l'Angleterre; 2° obliger l'Autriche et la Suède à se déclarer contre l'Angleterre; 3° arranger les affaires avec la Porte... Je sens la nécessité de terminer quelque chose... Mais cette affaire est bien intéressante pour moi. Je remets à vous en écrire après avoir vu Tolstoï. J'aurais besoin même d'avoir une entrevue pour cela avec l'empereur, après que la guerre aura été déclarée par la Russie à l'Angleterre. » C'est que, l'heure de s'exécuter approchant, Napoléon répugne de plus en plus à livrer la Turquie aux Russes, avant que, par les Russes mêmes, les Anglais ne soient bloqués et minés dans leur île, avant que la Méditerranée ne soit devenue un lac français; autrement, il risque de voir les Russes et les Anglais s'entendre tout d'un coup à ses dépens : les Russes, satisfaits de leur lot, ayant désormais tout intérêt à se le faire garantir par l'Angleterre et à refouler la France. Il s'arrête à une combinaison subtile : il offrira, si Alexandre le presse trop, de lui donner les Principautés; mais, en compensation, il annexera la Silésie, et, par la complicité russe en cette spoliation, il rompra définitivement tout accord entre la Prusse et la Russie; la Prusse ne comptera plus. Si Alexandre refuse et conserve néanmoins ses troupes sur le Danube, Napoléon, par réciprocité, gardera les siennes en Allemagne et se posera, à Constantinople, en protecteur de l'empire turc, sauf à laisser Alexandre prendre ses convenances en Finlande, aux dépens de la Suède.

Tolstoï arriva le 1er novembre, et, en même temps que lui, la nouvelle qu'Alexandre était décidé à la guerre contre les Anglais. Tolstoï était de ces Russes d'ancienne souche, sans considération pour les Français de l'ancien régime, qu'ils jugeaient sur les émigrés — les Polonais de l'Occident — et sans admiration pour les Français du monde nouveau, parvenus de cette aventure odieuse : la Révolution ! Il avait accepté l'ambassade par obéissance; mais l'obéissance lui répugnait. Cette répugnance redoubla, dès son arrivée, malgré la magnificence de la réception, et le faste des cérémonies. C'était un militaire, assez homme d'esprit pour flairer les pièges. Il se mit dès l'abord en posture de méfiance, très concertée, avec Champagny et Talleyrand; il ne s'ouvrit qu'avec Metternich. Ni éblouissement, ni vertige; il ne se sentit point confondu; il se trouva seulement dépaysé, en mauvaise compagnie, en compagnie dangereuse surtout : il se renfrogna, se raidit, glacial, précis, correct, insaisissable; toujours en garde, toujours en alerte, rompant par méthode, mais ne se découvrant jamais.

Napoléon le reçut en audience solennelle à Fontainebleau, le 6 novembre [1]. Il était de la plus belle humeur : Metternich venait de lui notifier que l'Autriche offrait sa médiation à Londres pour la paix, et déclarait qu'en cas de refus les ports autrichiens seraient fermés et la guerre déclarée. « Ainsi, disait Napoléon, voilà l'Angleterre en guerre avec tout le monde. »

Le 7 novembre, Tolstoï eut une audience particulière [2]. Le dialogue, dépouillé des digressions habituelles de l'empereur, résume en quelques traits significatifs le conflit de l'alliance. « Les affaires, dit l'empereur, se réduisent à trois principales : la Prusse, la Turquie, la guerre à l'Angleterre. — Les vœux de mon souverain, répliqua Tolstoï, se bornent à l'exé-

[1] Rapports de Tolstoï, 6, 7, 8 novembre; Champagny à Savary, 8 novembre; Napoléon à Alexandre, 7 novembre; à Savary, 7 novembre 1807.

[2] Tolstoï dit que son langage a été *ferme*; à lire son rapport, il est plus que ferme, *sec*.

cution du traité de Tilsit; l'ayant rempli scrupuleusement, il ne peut voir qu'avec peine le peu d'empressement de la part de la France à faire jouir le roi de Prusse des avantages que lui assure le traité; je suis chargé de demander à Votre Majesté, de la manière la plus pressante, l'évacuation des États prussiens. — Le traité ne renferme aucune stipulation sur cet article. La Prusse dispute sur le montant des contributions et ne paye pas. Les limites du duché de Varsovie n'ont pas été réglées. Rien n'est fait... D'ailleurs les troupes russes occupent encore la Moldavie et la Valachie. » Tolstoï maintint que le traité stipulait l'évacuation de la Prusse. Il peignit « sous les couleurs les plus vives » la position lamentable du roi, l'impossibilité où il était de « satisfaire aux prétentions exorbitantes de la France ». — « Vous avez tort, repartit Napoléon, de vous intéresser tant à lui; vous verrez qu'il vous jouera encore de mauvais tours. » Néanmoins, Tolstoï déclarant que si la Prusse n'était point rendue au roi, « la Russie ne pourrait se regarder en paix », Napoléon s'adoucit, promit vaguement : « J'évacue... mais... on ne déplace pas une armée comme on prend une prise de tabac. ». Et il passa au second chapitre, celui de la Turquie. — L'empereur Alexandre a fait au général Savary « quelques ouvertures » au sujet des Principautés; « je ne vois aucun avantage pour la France au démembrement de l'empire ottoman; je ne me soucie guère de l'Albanie et de la Morée ; je ne demanderais pas mieux que de garantir l'intégrité de cet empire. Cependant, si vous tenez absolument aux Principautés, je vous offre le thalweg du Danube, à condition que je me dédommagerai ailleurs. » Comme Tolstoï le pressait très vivement d'expliquer où il prendrait ce dédommagement, il finit par répondre : « Eh bien! c'est en Prusse », et laissa entendre la ligne de l'Oder, la Silésie. Puis, pour tâter le Russe; pour détourner aussi le propos des combinaisons prochaines, trop précises, et l'emporter vers l'avenir et les espaces, il laissa entendre qu'il consentirait, si la chose entrait dans les vues de la Russie, « à un plus grand partage ». Il

aurait même autorisé Tolstoï à parler de Constantinople [1]. Mais la France y devait trouver ses intérêts, et il ne pouvait « s'expliquer d'avance sur les vues qu'ils commanderaient ». Tolstoï soupçonne la Pologne, l'extension du duché de Varsovie. Napoléon s'échappe de nouveau : « Après avoir épuisé toutes les mesures indirectes contre l'Angleterre, il a proposé de revenir à ses projets de descente et veut que nous menacions alors la puissance britannique dans les Indes orientales. Il me demanda même mon opinion sur une expédition combinée de troupes russes, françaises et persanes... Je crus devoir lui en prouver l'impossibilité; mais il se flatte, par toutes les mesures, de venir à bout de l'Angleterre... — « Pourrez-vous soutenir longtemps la stagnation du commerce? la Russie en souffre-t-elle beaucoup? — Au moins autant que la France. — La France perd beaucoup, sans doute; mais si je pouvais obtenir cinq années de paix, j'aurais cent vaisseaux dans mes ports... Lorsqu'une fois nous serons parvenus à tout asseoir sur des bases précises et claires, alors nous pourrons songer à désarmer et à diminuer nos forces de terre. »

En sortant du cabinet de l'empereur, Tolstoï se rendit chez Champagny, et donna à ce ministre, aussi formaliste avec les étrangers que déférent envers son maître, l'impression qu'il en prenait « fort à son aise » avec lui. La conversation, assez raide, porta sur la Prusse : « Je ne suis pas Prussien, monsieur, dit Tolstoï; on les aime chez nous encore moins que les Français; mais la Russie ne saurait avoir la moindre confiance dans votre gouvernement, tant que les conditions de la paix de Tilsit à l'égard de la Prusse ne seront pas remplies. » Sur quoi Champagny, après avoir pris les ordres de Napoléon, écrivit à Savary, le 8 novembre : « L'empereur donne l'ordre d'évacuer la rive droite de la Vistule, et la reine

[1] Tolstoï le dit en termes formels; et, peu favorable à l'alliance, il n'a pas dû prendre sur lui une offre, aussi séduisante, si Napoléon ne l'a pas faite. Mais Napoléon était trop prudent pour l'écrire. Le mot de Constantinople n'est pas dans les dépêches françaises sur l'entretien.

pourra faire ses couches à Kœnigsberg sans être inquiétée par le voisinage des troupes françaises. » Cette concession, bien entendu, restait subordonnée à la signature des conventions avec la Prusse, car c'était précisément sur ces conventions et sur le chiffre de la contribution à payer que l'on ne s'entendait point [1].

Tolstoï revint de Fontainebleau, persuadé de son insuffisance à lutter « contre des gens si habiles », et à se contenir en leur présence. Il ne se reconnaissait aucune des qualités du négociateur. « Je suis fermement résolu à ne point rester ici, écrivait-il le jour même à Roumiantsof. Je me rendrai plutôt malade... Les vues de Bonaparte à notre égard sont évidentes... Il veut faire de nous une puissance asiatique, nous refouler dans nos anciennes frontières et porter ainsi la domination jusque dans le cœur de nos provinces. » Constantinople? « Il cherche à en éloigner nos troupes pour y avoir beau jeu, en nous proposant d'en jeter une partie contre la Suède, d'employer l'autre à des expéditions lointaines en Perse et dans les Indes orientales... » Il se rassérénait, relativement, dans ses entretiens avec Metternich. Il avait, dans son ambassade, un jeune diplomate destiné à se rencontrer plus d'une fois avec l'ambassadeur autrichien, Nesselrode. Metternich le chargea de dire à Tolstoï, *très confidentiellement,* que l'empereur d'Autriche se souvenait de l'avoir connu « dans des moments où de grands espoirs avaient lié les deux empires »; que ses instructions « lui prescrivaient de s'en tenir entièrement à lui ». Peu de temps après : « Nous n'avons et ne pouvons avoir qu'un but, lui dit-il [2]; celui de conserver notre intégrité au milieu du bouleversement général... L'empereur Napoléon vous caressera aujourd'hui pour tomber sur vous demain; il en fera autant de nous; nous aurons tous deux éternellement à lutter contre ses

[1] Napoléon à Soult, 7 novembre 1807. « Du moment que nos conventions seront signées avec les Prussiens, mon intention est que vous évacuiez la rive droite de la Vistule... »

[2] Metternich à Stadion, 12 novembre 1807.

projets subversifs... Nous avons deux écueils également dangereux à éviter : celui d'une brouillerie et celui de ses fausses caresses... Nous nagerons entre les deux écueils si nous sommes sages et amis. — Je suis parfaitement de votre avis, répondit Tolstoï; croyez que ma cour voit absolument de même, malgré des apparences tout à fait trompeuses. Je ne sais ce que ces gens veulent faire de moi; mais ils sont fous s'ils croient que je serai leur dupe. — Ayez l'air de l'être et ne le soyez pas; soyons amis. Nous avons, concluait Metternich, plus de chances qu'aucune autre puissance de l'Europe d'arriver intacts au grand jour qui mettra fin à un état essentiellement précaire, parce qu'il est hors de la nature et de la civilisation. »

En attendant, les prétentions de Napoléon montaient sans cesse, et la principale, désormais, qui n'était certes point « hors de la nature », était de fonder une dynastie. Depuis le retour de Tilsit, on recommençait à parler de divorce et de second mariage. Il se forma dans le monde de la cour deux coteries, l'une pour le divorce, que Fouché menait avec indiscrétion; l'autre contre, que soufflait Talleyrand, soit qu'il prévît les obstacles au second mariage souhaité secrètement depuis Tilsit, et qu'il voulût épargner à l'empereur l'humiliation, au tsar l'embarras d'un refus; soit qu'il songeât à tramer quelque chose du côté de l'Autriche et que, dans ses entretiens avec Metternich, le rusé compère eût flairé de ce côté quelque disposition secrète. L'affaire s'ébruita. Napoléon démentit le projet par lettres ostensibles, et très rudement. Il s'en expliqua avec Joséphine. Eugène prêcha à sa mère la soumission; tout le monde désormais en parla dans Paris, et l'on désigna tout bas la grande-duchesse Catherine pour la future impératrice des Français [1].

Tolstoï en avait eu vent, dès son arrivée à Paris, par le duc de Mecklembourg, lequel le tenait de la jeune reine de Westphalie, « qui n'oublie pas encore ce qu'elle doit à ses augustes

[1] A Fouché, 5 novembre 1807, de Fontainebleau; 30 novembre, de Venise; à Maret, 6 décembre, de Venise.

parents[1] ». Tolstoï reçoit la confidence avec « stupeur », qualifie la nouvelle « d'extravagante », mais ne manque point d'en avertir son maître. Dès lors, il se tient aux aguets. Si l'alliance semble à ce vieux Russe une duperie, le mariage lui apparaît comme un monstre. Le 4 décembre, il résume toute la chronique : le bruit se confirme; c'est la police, c'est-à-dire Fouché, qui le fait répandre. « C'est le général Caulaincourt que l'on dit chargé de demander madame la grande-duchesse Catherine. » On attendra les nouvelles de Pétersbourg pour entamer la procédure du divorce. Metternich, mis à l'affût, mande, en grand détail, les mêmes nouvelles à Vienne : « L'affaire du mariage semble malheureusement tous les jours prendre plus de consistance », écrit-il le 6 décembre. On prétend que Murat sera chargé de porter la demande. « Cette affaire doit, d'une manière ou l'autre, avoir d'immenses suites... Si Alexandre refuse sa sœur, nous verrons sur-le-champ naître des complications dont l'étendue est impossible à déterminer[2]. » *Felix Austra nube !* Metternich entendit-il des « voix »? Vit-il passer l'étoile filante? Si quelqu'un fut surpris, deux ans après, par l'événement, ce ne fut certes point cet Allemand patient, ondoyant et subtil.

Savary n'avait reçu qu'une mission toute personnelle : Napoléon le rappela et choisit pour ambassadeur Caulaincourt, homme du grand monde, qu'il croyait compromis à jamais par l'affaire de Vincennes et par suite indissolublement lié à l'empire. Ses instructions portaient de tout faire espérer, mais de ne rien promettre; toutes les plus belles paroles du monde, point d'écrits. « Il ne faut pas se refuser à ce partage — celui de la Turquie — mais déclarer qu'il faut s'en entendre verbalement. »

Tandis que les carrosses du nouvel ambassadeur s'acheminaient par l'Allemagne et la Pologne, les conversations, à Pétersbourg, entre le tsar et Savary, Savary et Roumiantsof,

[1] Le roi de Wurtemberg, père de la reine de Westphalie, était le frère de l'impératrice mère, Maria-Féodorovna.

[2] Rapports du 20 novembre et du 6 décembre 1807.

présentaient la contre-partie de celles de Fontainebleau. La guerre s'annonçait plus impopulaire encore que ne le redoutait Savary [1]. Le tsar et son ministre en prenaient thème pour multiplier, presser les insinuations. « Tenez, général, disait Roumiantsof qui connaissait ses auteurs, les béatitudes du prince — *beati possidentes !* — tenez, il vaut mieux que vous nous donniez cela — les Principautés — aujourd'hui, que de nous l'abandonner quand cela ne sera plus pour nous d'un double prix... L'Europe ne dira rien. Qu'est l'Europe ? Où est-elle, si ce n'est entre vous et nous... [2]. Votre empereur a accordé ces provinces dans les conversations. Maintenant, dites-lui de nous laisser faire le reste et de nous dire seulement où il veut que nous nous arrêtions. Je vous certifie qu'il sera content de nous. Dites que c'est moi, le fils du maréchal Roumiantsof, qui vous l'ai assuré. » Napoléon sera content! Qu'il se garde toutefois de chercher ses contentements en Pologne ou dans ce qui subsiste de Prusse. Alexandre le déclare nettement à Savary [3] : « Si je devais posséder ces provinces — les Principautés — aux dépens de la Prusse... j'aime mieux y renoncer. Je ne voudrais pas de tout l'empire ottoman à ce prix; je fais de cela une affaire d'honneur... » Alexandre le prenait en gentilhomme, mais aussi en politique avisé qu'il fut toujours.

VII

Junot traversait l'Espagne. Il put se croire rajeuni de dix ans, et retrouva dans les premières villes, Vittoria, Salamanque, les acclamations, les fleurs, les fêtes de l'Italie.

[1] Rapports de Savary, 16, 18 novembre, 6 décembre. — Dépêche à Tolstoï, 26 novembre. — Alexandre à Napoléon, 15 novembre 1807.

[2] « Les convenances de l'Europe sont le droit », dira Alexandre, à Vienne, en 1814.

[3] Conversations du 1er et du 5 décembre 1807.

« Les rues ne suffisaient plus aux hommes et les croisées aux femmes. » Mais l'enthousiasme tomba vite. Le passage tournait à l'occupation, vexatoire, onéreuse, fiscale, comme en Italie. Puis l'aspect de l'armée ne répondait point aux imaginations des Espagnols. Ils s'empressaient pour voir les vainqueurs de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna : ils apercevaient « de chétifs conscrits pouvant à peine porter leurs sacs et leurs armes » ; dont la troupe « ressemblait plutôt à l'évacuation d'un hôpital qu'à une armée marchant à la conquête d'un royaume ». — « Marche de famine, d'épuisement et de déluge ; marche sans routes et sans abris, au milieu des rochers. » Une division d'auxiliaires espagnols perdit 1,800 hommes, noyés dans les torrents ou abîmés dans les précipices. Les équipages demeuraient enchevêtrés, arrêtés faute de chevaux. Les officiers réduits à leurs hardes déchirées, sans forme ni couleur, privés de linge, entraînaient une horde décimée : 2,000 hommes les auraient réduits à capituler ou les auraient anéantis. Junot paya d'audace. Il atteignit Lisbonne sans canon, sans cavalerie, sans cartouches avec 1,500 grenadiers qui subsistaient sur quatre bataillons, « éreintés, délavés, faisant horreur, n'ayant plus la force de marcher même au son de la caisse ». L'armée suivit, triomphant en débandade, des compagnies de 150 hommes tombées à 15, des aigles avec 200 hommes ; des soldats sur des ânes, sans armes, en haillons, sans chaussures, presque moribonds, escortés de paysans qui pour les étouffer n'avaient qu'à se serrer autour d'eux[1].

Ce spectacle aurait rendu courage à des gens moins effarés que le régent du Portugal, sa cour, son gouvernement et ses soldats. Ils prirent la fuite devant ce fantôme. Le 24 novembre à Abrantès, Junot reçut le *Moniteur* du 13 novembre, prédisant la chute de la maison de Bragance. Le 26 et le 27, la prophétie s'accomplit. Les Bragance s'embarquèrent pour le Brésil. Ils avaient — de fait et de consentement — cessé de

[1] THIÉBAULD, MARBOT.

régner en Portugal. Le 13 décembre, Junot prit possession à Lisbonne du ci-devant royaume, fit enlever les écussons de Bragance et les remplaça par les aigles impériales.

Napoléon en reçut la nouvelle en Italie. Parti le 15 novembre, il entra dans Milan le 23 et poussa sur Venise, parfaitement satisfait d'Eugène. Le vice-roi, seul de tous les princes qu'il avait créés, lui rendait en affection, en dévouement, en services ce qu'il en attendait : un fils pour le cœur, un lieutenant pour l'obéissance. Chemin faisant et avant même de tenir la Lusitanie où il la transporterait, elle, son enfant, sa cour, ses favoris et tous ses accessoires d'opéra-bouffe, Napoléon notifia, le 23 novembre, à Marie-Louise qu'elle avait cessé de régner en Étrurie. Reille prit possession du royaume réuni dès lors en fait à l'empire[1]. Livourne désormais se fermerait aux Anglais. Il en irait de même d'Ancône. Le Pape résistait encore : à son tour, il cesserait de régner. Si Napoléon attendit pour le décréter d'expropriation son retour en France, la résolution en fut prise en Italie, irrévocablement[2].

Il revit les lieux témoins de ses premiers triomphes, les montagnes, les rivages d'où s'étaient envolés ses premiers rêves vers la Macédoine, vers l'Égypte. L'Égypte, il l'avait conquise et il l'avait perdue. La Macédoine, il s'en approchait, maître désormais sur les deux rives de l'Adriatique, de la Dalmatie, de Cattaro, de Corfou, des îles. A quoi bon s'être rendu l'arbitre de l'Europe s'il ne réalisait pas le dessein conçu dans sa jeunesse, à vingt-six ans, quand il ne commandait que 30,000 hommes ? « Il veut, mandait peu après un ambassadeur, fonder des colonies militaires et les étendre dans cette partie du monde, le long de la côte, pousser ses projets jusqu'en Égypte et chercher à fermer la Méditerranée aux Anglais et dédommager de quelque manière sa

[1] MARMOTAN, p. 240 et suiv. — 10 décembre 1807 : abdication de Charles-Louis. — 30 mai 1808, sénatus-consulte de réunion.

[2] 2 décembre 1807. Le Pape au cardinal de Bayonne : il repousse le traité dicté par Napoléon. — Napoléon à Eugène, 22 octobre 1807.

nation de la perte de son commerce et de ses colonies[1]. » Gibraltar reconquis et rendu à l'Espagne tiendrait les clefs de ce nouvel empire, et rallierait les peuples à l'alliance française.

Cette pensée de l'Espagne ne le quittait plus, confondue désormais avec la pensée du blocus. Napoléon la voulait assujettir, mais comment? Un roi de son sang, une révolution de palais, une abdication de Charles IV, le mariage de Ferdinand avec une Bonaparte? Il balançait entre ces combinaisons. Une entrevue qu'il se ménageait avec ses frères, Joseph et Lucien; la conduite des Bourbons enfin le décideraient. Il reçut, à Milan, une lettre de Charles IV : ce roi pardonnait; Ferdinand échappait au sort du fils de Pierre le Grand! Mais le roi, averti que Ferdinand sollicitait une épouse française, ne voulut pas lui laisser le privilège et les avantages de la faveur impériale, et il demanda lui-même la main d'une princesse de la famille impériale[2]. Une seule paraissait en condition, la fille de Lucien. Lucien consentirait-il? A défaut de la fille de Lucien, Joseph régnerait.

Napoléon vit ce roi à Venise où il séjourna du 2 au 10 décembre. La façon dont Joseph régnait à Naples n'était point faite pour l'illusionner. Naples restait un gouffre sans fond, d'hommes et d'argent. Joseph comblait de ses faveurs des opposants à l'empire, qui se piquaient, à sa façon, de « vertus républicaines », s'ébattaient à sa cour et cabalaient les mains pleines. Une grande maison, un cuisinier fameux, des chasses fastueuses, mais le brigandage dans les Calabres, les Anglais à Reggio, dans l'impunité. Ignominie! s'écriait Napoléon. Il ne songeait pas moins à charger d'une tâche infiniment plus malaisée l'incapacité méconnue de cet insatiable mécontent[3]. Il lui en toucha quelques mots et Joseph, toujours préoccupé de l'*Europe*, toujours ménager de l'avenir, s'empressa de

[1] Rapports de Tolstoï, 6, 20 février 1808. Suivre dans les lettres à Marmont, 26 janvier 1808 et suiv., l'importance qu'il donne à Corfou. — DRIAULT, p. 267.
[2] Comte MURAT, p. 105.
[3] Napoléon à Joseph, 13 novembre 1807.

dépêcher un émissaire à Pétersbourg afin, le cas échéant, de s'assurer l'agrément de l'empereur de Russie [1].

Quant à Lucien, Napoléon le reçut à Mantoue, dans la nuit du 12 au 13 décembre. Il était disposé à adopter les filles du premier mariage de Lucien, mais à condition que Lucien divorcerait avec sa seconde femme [2]. Lucien, à la rigueur, la pourrait conserver auprès de lui, épouse morganatique, mais hors de la famille impériale, hors de la royauté, car il n'avait qu'un mot à dire : il serait roi, roi de Portugal. « Prenez votre part ! » lui dit Napoléon. Lucien demeura inflexible, et ils se quittèrent pour ne plus se revoir qu'après la catastrophe de l'empire.

Dans l'incertitude où restait Napoléon sur ses propres desseins et ses propres désirs au sujet de l'Espagne, il s'en remit aux circonstances, aux discordes des Bourbons, à la destinée fatale qu'ils se tissaient eux-mêmes. C'était sa maxime lorsque la route tournait trop court ou que le brouillard lui voilait le chemin : « tenter entièrement le sort des événements et les suites des destinées qui ont donné un cours irrésistible à chaque chose... assigné à chaque État sa durée... [3]. »

Il revint à Milan, le 16 décembre, environné d'une sorte de majesté sacrée, qui inclinait les hommes sur son passage, entouré d'acclamations folles, d'adulations hyperboliques par lesquelles les Italiens s'étourdissaient eux-mêmes sur leur servitude. « Vous avez sauvé la France, mais vous avez fait l'Italie », lui disait naguère le patriarche de Venise, Gamboni. Napoléon les exhorta à demeurer unis et soumis : l'indépendance italienne était attachée à l'affermissement de la couronne de fer sur sa tête.

C'est alors qu'il connut les dernières mesures des Anglais,

[1] Miot, t. II, p. 330. — Ducasse, *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 7.

[2] Napoléon avait peut-être jeté les yeux sur une des filles de Lucien pour en faire une impératrice, la mère de ses enfants, à lui. — Frédéric Masson, t. IV, chap. XXI. *Lucien*. — Napoléon à Joseph, 17 décembre, 20 décembre 1807. Lecestre.

[3] A Talleyrand, à François II, 17, 23 novembre 1805.

les ordres du Conseil du 18 et du 26 novembre [1] : l'Angleterre ne reconnaissait plus de neutres; tous les ports fermés à l'Angleterre seraient déclarés, par l'Angleterre, en état de blocus; tous les navires qui s'y rendraient, quel que fût leur pavillon, seraient visités par les croiseurs anglais et emmenés en Angleterre. Napoléon répondit par le décret du 17 décembre, le *décret de Milan*, complément du *décret de Berlin*, du 21 novembre 1806 : « Les Iles Britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre. » Tout navire quelque pavillon qu'il porte, qui subit les conditions de l'Angleterre, est considéré comme *dénationalisé*, et, devenu propriété anglaise, sera déclaré de bonne prise. De même, tout navire expédié de l'Angleterre et des colonies anglaises, allant en Angleterre ou dans les colonies anglaises; il sera capturé par nos vaisseaux et nos corsaires et adjugé au capteur.

Puis il dénonça au monde la tyrannie de l'Angleterre. « Ce serait une tache ineffaçable aux yeux de la postérité » de tolérer « l'infâme principe, que le pavillon ne couvre pas la marchandise [2]. » Il se flattait, au besoin par le désespoir où il jetterait l'Europe, de la coaliser toute entière. « Certes, disait-il, la France n'est pas plus bloquée par l'Angleterre que l'Angleterre ne l'est par la France. Certes la France reconnaît que ces mesures sont injustes, illégales et attentatoires à la souveraineté des peuples; mais c'est aux peuples à recourir à la force et à se prononcer contre des choses qui les déshonorent et flétrissent leur indépendance [3]. » Ici se découvre l'erreur fondamentale du système. Par la force, par l'avidité, Napoléon pouvait contraindre les princes : il renverserait, il remplacerait ceux qui se refuseraient; il ne prévoyait pas le « grand refus » des peuples. C'étaient précisément les peuples qui allaient contraindre leurs maîtres à repousser, puis à violer

[1] Onckers, t. II, p. 352.
[2] Préambule du décret du 17 décembre 1807. — Comparez l'acte de navigation de septembre 1793 et les déclarations du Comité de Salut public, t. III, p. 473, 476.
[3] A Champagny, 15 novembre 1807

le blocus, parce que le blocus n'entraînait pas seulement leur ruine par ses effets ; mais il impliquait par ses moyens la contrainte, la conquête, l'occupation étrangère, la sujétion aux étrangers. C'était cela, bien plus que le *droit de visite* des Anglais, qui « déshonorait et flétrissait leur indépendance » . Les Anglais insultaient les navires et les pavillons ; mais plusieurs des peuples conquis n'avaient point de marine, et pour tous l'insulte se faisait loin, dans le brouillard des océans : la tyrannie anglaise sévissait hors de vue ; la domination française immédiate, urgente, policière, les vexait et les écrasait sur la terre même de leur patrie par ses généraux, ses préfets, ses soldats, ses gendarmes, ses douaniers, ses confiscations, ses visites domiciliaires et l'immensité de ses procédures fiscales. Napoléon eut beau bouleverser la superficie du continent, découper les royaumes, exproprier les dynasties, créer des rois, réunir des départements, la terre ne changeait point de place ni les hommes de caractère : le fond de l'Europe, âmes et choses, le sol même, la nature productive, qui façonne les hommes et les nourrit, se soulevaient contre lui, inévitablement.

Il venait de signer son décret quand il apprit la chute des Bragance et l'occupation du Portugal. Cette facilité à exécuter ses ordres, à rompre les liens séculaires des peuples et des rois ; les manifestations des Espagnols, leur empressement sur les pas des Français, leurs appels à César, le confirmèrent dans son illusion qu'il deviendrait, à sa convenance et à son heure, en Espagne, le maître des affaires. Ainsi, les destins se prononçaient. Le 23 décembre, il écrivit à Clarke : « Donnez ordre au général Dupont, d'avoir le 10 janvier son quartier général à Valladolid ; au maréchal Moncey... d'entrer en Espagne sans délai de manière que la première division soit à Vittoria le 5 janvier, la seconde le 10, avec son quartier général... Donnez des ordres sans délai pour former la division d'observation des Pyrénées à 1,000 hommes par bataillon... Si elle était forte de 4,000 hommes et qu'elle eût six pièces de canon, vous donneriez ordre au général Mouton de se diriger

sur Pampelune et d'entrer dans cette place le 8 janvier. »

L'invasion commençait.

VIII

L'Espagne c'est, dans le présent, l'exécution du blocus; dans l'avenir, la domination de la Méditerranée. Mais que servira-t-il à Napoléon de chasser les Anglais de cette mer, s'il y introduit les Russes? « La Russie, ayant les débouchés des Dardanelles, serait aux portes de Toulon, de Naples, de Corfou. » Il conclut donc à « différer le partage jusqu'à la paix avec l'Angleterre ou au moins jusqu'au moment où l'on aurait pu lui arracher l'empire de la Méditerranée », qui la met en état de recueillir, dès ce moment, les plus précieuses dépouilles de l'empire ottoman[1]. » Mais pour « arracher l'empire de la Méditerranée aux Anglais » et les contraindre à la paix, le blocus est nécessaire ; pour le blocus, il faut l'Espagne et le Portugal; pour assujettir le Portugal, pour contraindre ensuite l'Espagne, il faut s'assurer de l'Allemagne, de la Prusse, de l'Autriche, ce qui ne se peut que par le concours de la Russie. Il faut donc que le décret de Milan devienne un oukase du tsar ; que la Russie engage résolument la guerre contre les Anglais, qu'elle presse l'Autriche, qu'elle renonce à libérer la Prusse, qu'elle abandonne l'Espagne à Napoléon. Il faut l'y intéresser; il faut donc revenir à ce partage que l'on veut éviter, en parler sans cesse et l'ajourner toujours. Napoléon croit possible de dérouter les imaginations russes et de dériver les forces de la Russie au moyen de deux diversions, l'une réelle, très proche, la guerre à la Suède et la mainmise sur la Finlande, qui les obligera à rappeler, en tout ou en partie, leurs troupes du Danube; l'autre, gigantesque et chimérique, qui les entraînera vers l'Asie, vers la Perse et

[1] Champagny à Caulaincourt, 29 janvier 1808. — Cf. à Caulaincourt, 31 mai 1808. LECESTRE.

les Indes : le retentissement en sera tel qu'il décidera peut-être les Anglais à évacuer la Méditerranée, à conclure la paix; s'ils s'entêtent en leur hostilité, ce sera le *coup de massue* qui les jettera étourdis à terre et les réduira à merci.

Ce dessein exigeait que la Prusse restat sous la conquête, l'occupation militaire et le fisc. « Je la crains encore, disait Napoléon. Je lui ai fait trop de mal pour espérer qu'elle puisse l'oublier; je ne saurais lui accorder le moyen de se refaire une armée... » Il reçut, le 8 janvier, le prince Guillaume. Il vit un grand jeune Allemand, indifférent à tout, aux marques d'amabilité comme aux menaces. Taciturne, mélancolique; l'air recueilli, attentif, il inspirait de l'intérêt à la galerie; il n'inspira que du dédain à Napoléon, et il n'en obtint rien. Il réclama la restitution des forteresses de Silésie : « Si je ne suis pas nanti de ce dépôt, dit Napoléon, je ne pourrai plus marcher sur Berlin, lorsque je m'apercevrai que vous pourriez vouloir manquer aux obligations que vous contracterez. — Comment, sire, vous voulez nous enlever Berlin! — Je ne dis pas cela; mais je ne suis pas suffisamment rassuré sur la sincérité des dispositions de votre gouvernement. » Tolstoï ne fut pas plus heureux [1]. « Évacuez la Valachie et la Moldavie, lui disait Napoléon, et j'évacuerai la Prusse ;... le traité de Tilsit stipule l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie : il ne fixe pas celle de la Prusse... » A quoi Tolstoï de répliquer : « Comment voulez-vous, sire, que nous ne soyons pas alarmés? Rien n'est fini, rien n'est stable, tant que les troupes de Votre Majesté occuperont la Prusse et le duché de Varsovie. » — « Il y laisse un corps de troupes considérable... conclut Tolstoï; nourrir les espérances les plus exagérées des Polonais, se ménager des intelligences dans nos provinces polonaises, pour, en cas de besoin, y avoir une insurrection prête à éclater, nous tenir continuellement en échec, tel est évidemment le but... » La question de Pologne se greffait ainsi sur la question d'Orient, greffée à son tour

[1] Rapport du prince Guillaume, 9 janvier; lettre de Humboldt, 12 février. HASSEL. — Rapports de Tolstoï, 12, 26 janvier 1808.

sur la question de Prusse, et partout opposition d'intérêts, discordances de vues entre les deux alliés. « Je ne saurais comprendre ce qui motive la confiance que Votre Excellence — Roumiantsof — continue à placer dans ses sentiments envers la Russie...[1] »

Cette confiance, Caulaincourt employait tout son art à la ranimer. Il avait remis ses lettres de créance le 20 décembre. Dès le premier abord, il fut enguirlandé, sous le charme et le prestige, comme naguère le roi et la reine de Prusse. Ce ne furent que fêtes et confidences : Napoléon avec Tolstoï multipliait les invitations d'étiquette, les chasses et les bals; Alexandre affectait les réunions intimes, les tête-à-tête. Au fond, le même jeu, sauf que Caulaincourt en était dupe et que Tolstoï ne l'était pas[2].

Faute de compter sur la Russie pour contenir l'Autriche, Napoléon crut habile de tenter les Autrichiens, de les mettre en méfiance à l'égard de la Russie et de les placer, du même coup, sur le chemin des Russes. Talleyrand rentra en scène. L'Autriche s'était exécutée : elle avait, par des notes des 5 et 10 janvier, consommé dans les formes sa rupture avec l'Angleterre. Talleyrand, en grand appareil de confidences avec Metternich, l'en félicita[3]. « Il ne faut pas vous endormir, lui dit-il le 16 janvier; au contraire, il faut vous immiscer dans les affaires qui se préparent... L'empereur nourrit deux projets : l'un est fondé sur des bases réelles; le second est celui d'une expéditions aux Indes orientales. Il faut que vous soyez des deux... Il faut que le même jour des Français, des Autrichiens et des Russes entrent dans Constantinople ». Le 17 janvier, il reprit le propos, et l'on prononça des noms. « La Morée, les îles adjacentes et l'Égypte nous conviennent, dit Talleyrand. Il vous faut le cours du Danube, la Bosnie et la Bulgarie... L'Égypte est pour l'empereur une ancienne thèse à défendre. » Il conclut : « Il faut que nous devenions

[1] Rapports de Tolstoï, 10, 11, 14, 26 janvier 1808.
[2] Rapports des 23, 26 décembre 1807. VANDAL. — TATISTCHEF.
[3] Rapports de Metternich, 18, 26 janvier 1808. BEER.

alliés... Tilsit n'est qu'un expédient qu'on veut faire passer pour un système. » Il laissa d'ailleurs Metternich persuadé que jamais Napoléon n'abandonnerait Constantinople à la Russie.

Quelques jours après, Metternich eut une audience, afin de notifier à l'empereur les troisièmes noces de son maître avec l'archiduchesse Marie-Louise d'Este [1]. L'empereur parla du partage. « Les Anglais peuvent m'y contraindre malgré moi; il faut que je les cherche où je les trouve. Je n'ai besoin de rien... L'Égypte et quelques colonies me seraient avantageuses, mais ne sauraient compenser l'agrandissement prodigieux de la Russie... Quand on sera établi à Constantinople, vous aurez besoin de la France pour vous prêter secours contre la Russie, et la France aura besoin de vous pour la contre-balancer. Il n'est pas question de partage; mais, quand il en sera question, je vous le dirai, et il faut que vous en soyez. » Metternich fit la réponse que tous les Autrichiens faisaient, depuis Kaunitz et Marie-Thérèse, qu'il s'agît de l'empire turc ou de la république de Pologne, du chrétien ou du musulman : l'Autriche tient à la conservation de l'empire turc; mais si la France abandonnait cet ancien allié, nous n'aurions pas la force de le soutenir seuls, et, s'il tombait en lambeaux, « nous ne saurions être indifférents ni sur le choix des acquisitions que feront les puissances copartageantes, ni sur la part qui nous reviendrait... ». Si l'on songe à la confidence établie entre Metternich et Tolstoï, on jugera que ces entretiens n'étaient point de nature à persuader Alexandre de la sincérité de Napoléon et à engager le tsar dans la périlleuse aventure des Indes.

Sur ces entrefaites, le 28 et le 29 janvier, Savary revint de Russie. Napoléon l'interrogea et tira de lui, en mots précis, en traits significatifs ce que Savary n'avait pas su traduire peut-être, aussi expressivement, dans ses lettres, ce qu'il avait observé ou entendu sans en soupçonner l'importance. L'opinion de Napoléon sur Alexandre se modifia dès lors sensible-

[1] Stadion à Metternich, 14 janvier, 1er février 1808. Beer, *Or. Politik.*

ment. Il soupçonna, puis découvrit en lui le politique, et la confiance disparut, non seulement dans la sincérité du tsar, mais dans la possibilité de le fasciner[1].

En même temps, il put lire dans les gazettes le discours de la couronne, tenu à Londres, à l'ouverture du Parlement, le 21 janvier. C'était, malgré l'abandon de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, la résolution indomptable de lutter jusqu'à l'extermination : « Nous avons, disaient les ministres, l'ordre de vous assurer que, dans cette lutte imposante et si terrible, vous pouvez compter sur la fermeté de Sa Majesté, qui n'a d'autre intérêt que celui de son peuple. » Le Parlement soutenait les ministres. L'Angleterre menace de tenir tête partout ; d'attaquer partout ; elle s'allie à la Suède ; elle se porte à toutes les extrémités vulnérables : Corfou, la Sicile ; elle prépare un débarquement à Walcheren ! Napoléon ne pouvait laisser passer ce manifeste de guerre à outrance sans y répondre. Il le fit par une note du *Moniteur*, le 2 février : « La paix arrivera un jour ; mais alors des événements de telle nature auront eu lieu, que l'Angleterre se trouvera sans barrière dans ses possessions les plus lointaines, principale source de sa richesse. » L'épouvantail qui devait atterrer les Anglais tourne au monstre, au gigantesque. Réalisant des chimères, mêlant les spéculations du rêve à la réalité, il fixe, dans ces jours et ces nuits, du 30 janvier au 2 février, tout ce qui couvait en lui d'inventions et de projets. Sur cette énorme toile d'araignée, flottante et diaphane, il brode une tapisserie magnifique, aux lignes nettes, aux couleurs éclatantes, à la Véronèse, où s'élèvent, blanches et saillantes, les architectures colossales, découvrant entre les colonnades à jour l'infini des perspectives.

Il écrit à Caulaincourt[2] : « Dites bien à l'empereur que je veux tout ce qu'il veut. J'ai fait donner l'ordre à Bernadotte de faire passer en Scanie 14,000 Français et Hollandais... Je

[1] « Napoléon disait de lui qu'il le connaissait pour le plus fin des souverains de l'Europe et qu'il finirait par les tromper tous. » MORIOLLES, p. 254.

[2] A Caulaincourt, à Alexandre, 2 février 1808.

verrais sans difficulté que l'empereur Alexandre s'emparât de la Suède, même de Stockholm... » Il écrit au tsar : « Votre Majesté a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale ; qu'elle étende de ce côté ses frontières aussi loin qu'elle voudra ; je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens. » La Finlande est livrée ; ce n'est qu'un passage et une étape : « Dites à l'empereur *que je ne suis pas loin* de penser à une expédition dans les Indes, au partage de l'empire ottoman, et à faire marcher, à cet effet, une armée de 20 à 25,000 Russes, de 8 à 10,000 Autrichiens et de 35 à 40,000 Français, en Asie et de là aux Indes. » — « Rien n'est facile comme cette opération », ajoute-t-il. Il entre en quelques détails avec Alexandre : « Une armée de 50,000 hommes, russe, française, et peut-être un peu autrichienne, qui se dirigerait par Constantinople sur l'Asie, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent. Je suis en mesure en Dalmatie ; Sa Majesté l'est sur le Danube. Un mois après que nous serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes, et l'Angleterre serait soumise... Tout peut être signé et décidé avant le 15 mars. Au 1er mai, mes troupes peuvent être en Asie et, à la même époque, les troupes de Sa Majesté à Stockholm. Alors, les Anglais menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée. » — « Il n'y a pas, disait-il peu après à Tolstoï, de raison pour ne pas réussir, parce qu'Alexandre et Tamerlan y ont échoué : il faut faire mieux qu'eux. Il ne s'agit que d'atteindre l'Euphrate ; une fois parvenu sur les bords de ce fleuve, il n'y a pas de raison pour ne pas arriver aux Indes. »

Mais il fallait, auparavant, « que l'intérêt des deux États fût combiné et balancé ». Or, Napoléon ne voulait ni de négociation par les ambassadeurs, parce qu'il se méfiait, justement, de Tolstoï, ni surtout d'écrits. Il prétendait tout arranger « verbalement », et dans le tête-à-tête. « Pour arriver à ce résultat, mandait-il à Caulaincourt, il faut partager l'empire

turc; mais cela demande que j'aie une entrevue avec l'empereur. » Il la proposait à Paris, ou, tout au moins, à moitié chemin. Il s'éblouissait à son propre feu d'artifice, et il écrivait « en style de Tilsit », au tsar slave, comme naguère il se figurait, au temps de Finkenstein, écrire en style oriental à Sélim ou au shah de Perse.

Alexandre était trop expert en prestiges pour se laisser décevoir par ces fantasmagories colossales. Tout trahissait, à ses yeux, un double jeu de Napoléon avec les Turcs, qu'il soutenait secrètement, avec les Suédois qu'il ne menaçait qu'en paroles[1]. « Rien n'égale l'activité des courriers entre Paris et Constantinople », écrit l'agent prussien[2]. Tolstoï veille. Pour la Suède, du bruit et peu de besogne : des rodomontades à la gasconne dont Bernadotte occupera la galerie. « Vous comprenez bien, avoue Napoléon, que, dans le fait, je ne pouvais pas aussi légèrement porter mes soldats contre la Suède, et que ce n'est pas là que sont mes affaires[3]. »

IX

Ses affaires, c'est l'Espagne et l'Italie, et s'il annonce que « son armée va se réunir à l'armée russe sous les murs de Stockholm », c'est pour détourner Alexandre du midi de l'Europe. « Je puis avoir des démêlés avec Rome et avec l'Espagne, cela ne regarde pas la Russie; c'est, pour moi, les frontières de la Chine[4]. » Il se borne à en informer, au courant de la plume, Caulaincourt : « Il est nécessaire que je remue cette puissance — l'Espagne — qui n'est d'aucune utilité pour l'intérêt général... L'anarchie qui règne dans cette cour et

[1] Napoléon à Champagny, 12 janvier; à Caulaincourt, 6 mars 1808.
[2] Lettre de Brockhausen, 25 février 1808. Hassel.
[3] A Berthier, 23, 24 mars; à Murat, 23 mars; à Talleyrand, 25 avril 1808.
[4] A Talleyrand, 25 avril 1808.

dans le gouvernement exige que je me mêle de ses affaires. »

Les corps français s'infiltrent en Espagne, Duhesme à Barcelone, le 9 février; Moncey à Burgos, le 10; Mouton à Pampelune, le 9. Napoléon forme une caisse, décide qu'il y aura un *payeur général des corps d'armée en Espagne*, le 18 février; il nomme Murat son lieutenant auprès de l'armée française en Espagne, le 20. Izquierdo tombe « dans un état de violence et de désespoir ». Il promène ses doléances dans les ambassades. Tolstoï lui en demande le motif : il ne peut, il n'ose le dire; mais « tout est perdu »! et, le 28 février, il part pour Madrid [1].

En même temps que le Bourbon de Madrid, le Pape. Le 23 janvier, Napoléon écrit à Eugène : « Mes troupes entreront le 2 février à Rome. » Miollis qui les commande prendra le titre de *commandant de la division d'observation de l'Adriatique;* il occupera le château Saint-Ange et mettra les troupes du Pape sous ses ordres [2]. « L'intention de l'empereur, mande Champagny à Alquier, est d'accoutumer le peuple de Rome et les troupes françaises à vivre ensemble, afin que, si Rome continue à se montrer aussi insensée qu'elle l'est, elle ait cessé insensiblement d'exister comme puissance temporelle sans qu'on s'en soit aperçu. » L'opération s'exécuta au jour dit. « Mes troupes sont entrées à Rome, écrit Napoléon à Caulaincourt, le 6 mars. Il est inutile d'en parler; mais si l'on vous en parle dites que, le Pape étant le chef de la religion de mon pays, il est convenable que je m'assure de la direction du spirituel. Ce n'est pas là un agrandissement de territoire; c'est de la prudence. »

A cette prise de possession des États romains, à ce commandement général de l'Adriatique, se rattachent les vues sur Corfou. « Envoyez-y tout l'argent que vous pourrez, écrit-il à Joseph;... qu'il y ait 6,000 hommes... De Reggio à Corfou, il n'y a qu'un pas!... » Mais Joseph n'a ni argent ni troupes, il en demande; mais Reggio est occupé par les

[1] Rapport de Tolstoï, 28 février 1808. LEFEBVRE, t. III, chap. XXX.
[2] A Champagny, 22 janvier; à Eugène, 7 février 1808.

Anglais : que Joseph les en chasse ! Reggio pris, « vous serez maître de la Sicile [1] » ! Et la Sicile prise, c'est l'Égyte en vue : « J'aurai à Corfou, à Tarente, à Naples des préparatifs pour une expédition de Sicile ou d'Égypte » , écrit Napoléon à Decrès. Avoir la Sicile ! « C'est changer la face de la Méditerranée. Et le démon des expéditions maritimes, le démon des nuits d'hiver, trouble de nouveau son sommeil. En rêve, il arme les vaisseaux, lève les ancres, souffle le vent dans les voiles, réunit les flottes, les manœuvre sur les océans, comme les simulacres sur une carte : 15,000 hommes s'embarqueront au Texel, 20,000 à Flessingue, 80,000 au camp de Boulogne, 36 vaisseaux dans la Méditerranée! il en viendra de partout : de Lorient, de Brest, de Carthagène, de Lisbonne, « flottille contre flottille, escadre contre escadre [2] ». — « Annoncez des expéditions en Irlande et de grandes opérations combinées [3]. » Les Anglais seront obligés de lancer tant de vaisseaux à la suite des escadres françaises, qu'à la fin ils s'épuiseront. « L'Irlande n'a jamais été plus exaspérée ; j'y ai de fortes intelligences. L'Angleterre, inquiète en Irlande, menacée dans les Indes par une armée française et russe, sera amenée enfin à des principes de raison [4]. » Ce qu'il souhaite, il le suppose créé ; ce qu'il ordonne, il le suppose accompli. « Mes escadres de Toulon, Rochefort, Lorient et Brest sont parties » , écrit-il le 17 février... — « Nous pouvons, mande-t-il à Decrès, avoir 27 à 28 vaisseaux dans la rade de Flessingue, en 1810 ; accroissement progressif, effrayant pour l'Angleterre... J'aurai de plus 25 vaisseaux espagnols, 12 russes et 10 hollandais — en 1809 — total : 111 vaisseaux de guerre... L'Irlande, les possessions d'Amérique, Surinam, le Brésil, Alger, Tunis, l'Égypte, la Sicile sont des points vulnérables... »

[1] A Joseph. 24 janvier ; 7, 8, 15, 17 février ; à Champagny, 12 janvier ; à Marmont, 24 janvier 1808. — *Mémoires de Joseph*, t. IV. — Notes pour Decrès, 7 février et mars 1808.

[2] A Decrès, 6, 7 février ; 8, 12 avril ; à Lacoste, 7 février ; à Bertrand, 18 février 1808.

[3] A Louis, 7, 18 février 1808.

[4] A Louis, 17, 18 février ; à Decrès, 12 avril 1808.

Reggio est pris, Scylla est pris [1], voilà les Anglais rejetés en Sicile. Mais l'expédition ne part point. Ce sont toujours les mêmes vaisseaux désemparés, les mêmes amiraux perclus, les mêmes vents contraires et les mêmes fantômes anglais qu'en 1805. « Je ne puis que déplorer l'imbécillité de nos marins... de pauvres malheureux qui meurent de peur et d'indécision... [2]. » Et voilà le dernier mot de toutes les expéditions maritimes de 1808 en Sicile, en Irlande, à la Guyane à Surinam, dans les deux Indes, tel l'immense projet en 1805! Après Marengo, Austerlitz, Iéna, Friedland, Tilsit et l'alliance russe, les décrets de Berlin et de Milan, le blocus continental, la France en est toujours à se payer des phrases dont Talleyrand payait en 1798, le Directoire, rêveur des mêmes chimères, constructeur des mêmes plans dans l'infini. Napoléon a exécuté tous les projets des Directeurs, rempli toutes les conditions, et c'est pour aboutir au même paradoxe, au même néant des choses, au même vide des mots. « Toute la force de l'Angleterre est dans son commerce et sa marine. Son commerce, nous le poursuivons sans cesse par nos corsaires, par nos lois et par nos traités. Sa marine, nous la bravons... Sourdement épuisée par les efforts qu'elle est forcée de faire... attaquée dans l'Inde, menacée sur ses côtes, frappée au cœur de sa puissance par l'insurrection d'Irlande... bientôt peut-être poursuivie jusque dans l'Inde; de quelque éclat qu'elle paraisse environnée, sa position est effrayante, et sa chute peut être instantanée et terrible... Ils doivent finir par abandonner la station qu'ils ont établie au fond de la Méditerranée, et dès lors nous pouvons marcher sur Constantinople!... [3] »

Un instant, le bruit courut que les Anglais, émus ou étourdis du fracas, allaient se départir de leur acharnement; qu'en Angleterre on voulait la paix générale, qu'on sentait la folie de la lutte actuelle, et que la Russie ménageait un

[1] Joseph à Napoléon, 8, 23 février 1808.
[2] A Joseph, 12, 29 mars 1808.
[3] Mémoire de Talleyrand au Directeire, 10 juillet 1798. Cf. t. V, p. 339.

accommodement. M. d'Alopeus, avant de quitter Londres, en conféra avec Canning : « Si la France, dit ce ministre, admettait l'*uti possidetis* et une parfaite égalité comme base de la négociation, elle pourrait s'ouvrir. » Alopeus se rendit à Paris et Tolstoï le mena chez l'empereur le 3 mars. Alopeus le trouva surpris de l'ouverture, mais désireux de la paix : à ces conditions, elle pouvait se conclure immédiatement. Toutefois, il importait de s'entendre sur les mots. Que signifiait cet *uti possidetis?*

Champagny dressa une note qu'un conseiller d'ambassade russe, Simirof, devait porter à Londres. Mais Simirof ne partit point, et ce fut Alopeus qui continua son voyage sans autre explication. Il ne comprenait pas, dit-il dans son rapport, ce revirement. Il oubliait ses propres confidences et ce qu'écrivait de lui l'agent prussien en une lettre vraisemblablement interceptée, au cabinet noir : « Le sieur Alopeus m'a dit qu'il avait trouvé que son désir de la paix — de l'empereur — était assez prononcé. Le sieur Alopeus ajoutait : « *Ce n'est* « *pas de même à Londres*, où non seulement le sieur Canning, « mais tout le ministère, est décidé à la continuation de la « guerre et trouve que la paix est moins à désirer que la con- « tinuation de la guerre [1]. »

Pur intermède de saison. La seule affaire sérieuse demeurait l'entrevue proposée à Alexandre. Napoléon s'impatientait des lenteurs de la réponse et du retard qu'en éprouvait son départ pour Bayonne, où l'attiraient les affaires d'Espagne [2]. Il ne reçut le courrier attendu que le 6 mars; mais quelle déception ! Toute sa fantasmagorie était percée à jour par le Russe, perspicace et insaisissable : Napoléon ne consentait l'annexion des Principautés qu'après accord sur le partage; Alexandre les voulait en nantissement et par provision. Napoléon, avant d'engager la négociation de partage, proposait une entrevue;

[1] MARTENS, t. IX, p. 149-151. — Brockhausen à Frédéric-Guillaume, 3 mars. HASSEL. — Napoléon à Caulaincourt, 6 mars. VANDAL. — Rapport de Tolstoï, 18 mars 1808.

[2] A Caulaincourt, 6 mars 1808.

Alexandre ajournait l'entrevue jusqu'à ce que le partage fût réglé en principe. Il ne prenait pas l'expédition de l'Inde plus au sérieux que ne la prenait Napoléon lui-même, et, en attendant, il s'emparait de la Finlande.

X

Caulaincourt avait remis au tsar, le 26 février, la lettre de Napoléon du 2[1]. Lorsque Alexandre ouvrit la lettre, son visage était sérieux; peu à peu il s'anima, sourit, interrompit sa lecture et s'écria : « Voilà de grandes choses... Voilà le style de Tilsit. » Arrivé à cette phrase : « Il faut être plus grands malgré nous... Alors cette nuée de pygmées, qui ne veulent pas voir que les événements actuels sont tels qu'il faut en chercher la comparaison dans l'histoire et non dans les gazettes, fléchiront et suivront le mouvement que Votre Majesté et moi aurons ordonné; et les peuples russe et français seront contents de la gloire, des richesses, et de la fortune qui seront le résultat de ces grands événements. L'ouvrage de Tilsit réglera les destins du monde... » Il s'écria : « Voilà le grand homme! » Il désigna immédiatement Roumiantsof pour négocier avec Caulaincourt sur le *grand objet*, et les conférences commencèrent le 28 février, coupées par les entretiens de Caulaincourt avec le tsar qui adoucissait, par la caresse de ses paroles ailées et dorées, l'âpreté toute réaliste du langage de son ministre. Roumiantsof désirait, disait-il, l'entrevue, autant qu'homme du monde. « Je ne vois pas d'homme capable de traiter d'aussi grands intérêts... Mais le prix même que j'attache à cette grande alliance, à tout ce qui doit en résulter, me fait désirer qu'on jette au préalable quelques bases sur

[1] VANDAL, t. I, chap. VIII : les entretiens de Pétersbourg. — TATISTCHEF, chap. VII : le partage du monde. — Rapports de Caulaincourt, à partir du 26 février 1808.

lesquelles on traiterait. Il faut s'expliquer avant, afin d'être sûr de s'entendre après. »

On s'expliqua donc et ce fut pour constater qu'on ne s'entendrait point [1]. Roumiantsof montrait pour le dessein sur l'Inde un intérêt étrange. « C'est l'endroit vulnérable pour l'Angleterre. Je vous confesse que je serais enchanté de voir le projet réussir, car, malgré ses grands talents, l'empereur Napoléon n'a pas encore porté de coups terribles aux Anglais. Il faudrait aussi une grande expédition chez eux dans leur île. » Cette allusion au camp de Boulogne et à l'immense avortement des projets maritimes jetait sur l'entretien un vernis d'ironie. Il fallait en venir aux affaires. On déploya la carte et on ouvrit le compas. Roumiantsof indiqua pour la France : la Morée, l'Archipel, l'Albanie, l'Égypte, même la Syrie; pour la Russie : la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie et peut-être la Serbie; l'Autriche aurait une partie de la Bosnie et la Croatie turque. Caulaincourt se récria sur l'article de la Serbie. « Soit, dit Roumiantsof, donnez-la à un cadet d'Autriche, à un Cobourg qui épousera une de nos grandes-duchesses ». Quant à la Bulgarie, il n'en démordit point : « Il faut quelque chose qui parle à la nation et qui prouve que l'empereur n'a pas donné son armée sans qu'il en soit résulté des avantages. » Ce propos les ramena à Constantinople, d'où partirait l'expédition sur l'Inde. Pourrait-on, au moment de s'engager si loin, laisser derrière soi un gouvernement aussi précaire, aussi incertain? Roumiantsof conclut tout crûment : « Notre lot est de l'avoir, notre position nous y mène comme au Bosphore et aux Dardanelles. »

Les mots irrévocables étaient prononcés et dès lors, 4 mars, le propos tourna aux contestations, puis à l'aigreur, puis au dissentiment complet. « Les Échelles du Levant, dit Alexandre lorsque Caulaincourt les réclama, savez-vous que c'est ce qu'il y a de plus riche, de plus populeux. Smyrne, quelle richesse!... Votre position est superbe... vous êtes maîtres

[1] Comparez t. IV, p. 189, les conférences de 1794, entre Markof et Cobenzl, pour le partage de la Pologne.

partout. La possession de Varsovie, les troupes que vous y avez vous donnent toujours une position menaçante pour nous, si on se brouillait un jour, ce qui n'arrivera jamais par nous, je vous assure... » Les Russes ne pouvaient pas plus laisser Varsovie aux Français que les Français mettre les Russes à Constantinople.

On rédigea un résumé des pourparlers que Caulaincourt ferait porter à Paris par M. de Saint-Aignan, venu en courrier de l'empereur[1]. Alexandre écrivit deux lettres pour Napoléon : l'une du 13, envoyant des présents; l'autre du 16, lui annonçant la conquête de la Finlande : « Si les idées que je propose à Votre Majesté sont d'accord avec les siennes, je suis prêt à me rendre à l'entrevue qu'elle désire avoir de moi... Il ne me faut que quinze jours pour arriver à Erfurt, lieu qui me semble le plus propre pour nous réunir. »

On ne s'était allié, à Tilsit, que sur des sous-entendus; le dissentiment désormais était complet, et il portait plus encore sur ce qu'on ne se disait point que sur ce qu'on s'était dit. Pas un mot du secret, le secret de l'empereur, sur lequel Napoléon, si jaloux pourtant ailleurs de ses desseins, désirait tant se voir deviné, pressenti, devancé par Alexandre. Depuis le voyage d'Italie et les refus obstinés de Lucien, l'idée d'un mariage princier, d'un grand mariage, digne du Grand Empire, ne le quittait plus. Il se faisait présenter des listes de princesses : deux russes, deux autrichiennes, deux saxonnes une bavaroise, une espagnole, une portugaise. Sur cet inventaire de bazar aux impératrices, il s'arrêtait de préférence aux russes, comme à l'arrangement le plus politique, le moins difficile aussi. Lui qui n'avait pu, même avec la promesse d'une couronne, décider son frère Lucien à se séparer de sa femme, n'imaginait point qu'Alexandre ne pût disposer, à sa convenance, d'une de ses sœurs et s'arrêtât au refus de l'impératrice mère. On en parlait dans Paris, et c'est le gros commérage dans la correspondance des diplomates. « On prétend,

[1] Textes dans TATISTCHEF, p. 347-351, 365.

écrit un agent prussien le 31 janvier, que l'on n'a pas trouvé à Pétersbourg le terrain favorable; la grande-duchesse n'a pas voulu donner son consentement. » Le 21 février, tout est changé. Si la grande-duchesse Catherine refuse, Alexandre offrira une autre de ses sœurs, plus jeune encore. Le divorce serait imminent. Eugène vient chercher sa mère pour l'emmener en Italie. Le 26 février, le prince Guillaume écrit au roi de Prusse : « On parle toujours beaucoup du mariage de Napoléon avec la grande-duchesse Catherine; on dit même que le prince de Bénévent est destiné à se rendre à Pétersbourg pour en ramener cette princesse en France [1]. »

A Pétersbourg, on se montre anxieux, nerveux. « Ces nouvelles, écrit Roumiantsof, avaient fait ici une juste et profonde impression. » Le silence de Tolstoï « sur un sujet qu'il sait être d'un intérêt si majeur » signifiait-il que l'affaire « n'a pas une base bien solide » ? On prend ses précautions. L'impératrice mère s'occupe de placer sa fille en lieu sûr. Elle aurait songé à l'empereur François, mais ce souverain a déjà fait choix de sa troisième femme; restent les archiducs, Jean et l'archiduc palatin, un prince de Bavière, un prince de Prusse. Roumiantsof écrit à Tolstoï : « Ne montrez aucune inquiétude, aucune curiosité de rien savoir; mais tâchez de tout pénétrer... ne vous épargnez, je vous conjure, ni soins, ni peines pour me satisfaire sur cet objet. Je n'ai pas besoin de faire à Votre Excellence l'apologie de ce désir extrême que j'ai d'être éclairé sur ce fait. Je serais le plus heureux des hommes si je pouvais épargner à la plus tendre comme la plus auguste des mères les inquiétudes où ces bruits l'ont jetée. »

C'est avec ce commentaire qu'il faut lire les lettres d'Alexandre à Napoléon et les rapports de Caulaincourt sur « le grand projet ». — « *L'empereur est de cœur et d'opinion* à Votre Majesté, écrit Caulaincourt; c'est la nation et le ministère qu'il faut conquérir. » « Que Votre Majesté reconnaisse

[1] HASSEL.

l'Italie à la France, peut-être même l'Espagne; qu'elle change les dynasties, fonde des royaumes; qu'elle exige la coopération de la flotte de la mer Noire et d'une armée de terre pour conquérir l'Égypte... en un mot, que le monde change de place : si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra, je crois, obtenir d'elle tout ce qu'elle pourra offrir, et lui faire tout envisager sans inquiétude[1]. »

Tout? Jusqu'au mariage? Caulaincourt n'en dit rien, et Napoléon, désormais en éveil, se méfie des dégagements de son allié. Constantinople, il ne le cédera jamais. Mais Varsovie peut-être. Varsovie vaut une grande-duchesse. La question demeure qui livrera le premier son gage : Napoléon qui tient la Pologne, Alexandre qui dispose de la princesse. « Il y a là, écrit Napoléon à Caulaincourt, un cercle vicieux que vous n'avez pas assez senti ni fait sentir. » Il le dit de Constantinople; il le pense du mariage et du royaume de Pologne[2].

C'est le 31 mars, à midi, que Saint-Aignan arrive à Paris. A six heures, Napoléon a pris son parti. Pour juger de cette résolution, une des plus lourdes de conséquences qu'il ait prises en sa vie, il faut connaître en quelles perplexités il se débattait alors et quelle crise traversaient les affaires d'Espagne, si étrangement enchevêtrées dans celles de l'alliance russe.

[1] Caulaincourt à Napoléon, 16 mars 1808. VANDAL.
[2] A Caulaincourt, 31 mai 1808.

CHAPITRE IV

BAYONNE ET ERFURT

1808-1809

I

Le Portugal conquis, Napoléon ne songe plus à le livrer à l'Espagne[1]. A ses yeux, le traité de Fontainebleau[2] a cessé d'exister dans le temps même où la dynastie de Bragance a cessé de régner. Comment d'ailleurs confier à des mains si douteuses et si débiles la garde de cette marche du blocus? La reine d'Étrurie n'a pas su fermer Livourne, c'est pour le lui reprendre que Napoléon l'a détrônée, et il lui donnerait Oporto; il donnerait les côtes du sud à Godoy, plus suspect encore, comme souverain que comme ministre, de pactiser avec l'Angleterre. Ce que Louis n'exécute pas en Hollande, Godoy l'accomplira-t-il dans les Algarves? Napoléon voyant la soumission facile des Portugais médite de les gagner : il les

[1] LEFEBVRE, liv. III, ch. XXX; Frédéric MASSON, t. IV, *Joséphine répudiée*; comte MURAT, *Murat*; BAUMGARTEN, *Espagne*; BALAGNY, *Campagne de Napoléon en Espagne*; GUILLON, *Guerre d'Espagne*; GERVINUS; MICHELET, *Dix-neuvième siècle*; SASSENAY, *Napoléon et la République argentine*; Ernest DAUDET; MADELIN; GUILLON, *Complots*; BONNEFONS, *Saxe*; RAMBAUD, *Allemagne*; GAUTIER, *Staël*; ARNETH, *Wessenberg*; ONCKEN, *OEsterreich und Preussen*; PERTZ, *Stein*; HÜFFER, *Lombard*; *Lettres de Napoléon à Caulaincourt*, publiées par Albert VANDAL; STERN, *Lettres de Gentz à Londres*; ROCQUAIN, *Napoléon et le roi Louis*; *Mémoires* du roi Joseph, de Miot, de Rœderer, Talleyrand, Méneval, duc de Broglie, Pasquier, Joseph de Maistre, Malmesbury, d'une inconnue, d'Abrantès, Barante, Desvernois. — Pour la guerre d'Espagne : Gonneville, Ferensac, Ségur, Thiébault, Marbot, Bugeaud, Lejeune, Bigarré, Pepe, Paulin, Fantin, Rocca, Castellane, Jourdan. — ROUSSEAU, *Suchet*.

[2] Traité de Fontainebleau, 27 octobre 1807.

gouvernera directement, par un lieutenant. Déchirant les articles qu'il a dictés lui-même, il écrit à Junot, le 7 mars : « Mes différends avec l'Espagne viennent de ce que je ne veux pas diviser le Portugal, dont elle veut donner la moitié au prince de la Paix et l'autre moitié à la reine d'Étrurie [1]. » Quant aux Espagnols, s'ils tiennent à cette conquête, ils la paieront très cher et il leur faudra passer un nouveau marché : alliance permanente, commerciale et politique; cession à la France, en compensation de la part du Portugal qu'elle s'était réservée à Fontainebleau, des territoires espagnols sur la rive gauche de l'Ebre : le Guipuzcoa, la Navarre, la Catalogne avec le port de Barcelone [2]. Encore ce traité signé ne tiendront-ils rien, car Napoléon occupe le Portugal et va, par provision, occuper la rive gauche de l'Ebre et au delà. Il écrit encore le 7 mars à Junot : « Je serai probablement le 20 mars à Burgos... Ne parlez haut contre les Espagnols que quand les événements auront éclaté. » Quant à ces événements, on les devine d'après ses instructions du 9 mars à Champagny : « Écrivez à Beauharnais qu'une armée de 50,000 hommes entrera dans Madrid le 22 ou le 23. Vous lui recommanderez de rassurer les partisans du prince des Asturies, de répandre que mon projet est de me rendre à Cadix pour assiéger Gibraltar et me rendre en Afrique, et de voir en passant à régler les affaires d'Espagne, de manière qu'il n'y ait point de doute sur la succession de ce royaume. Si le prince des Asturies ou le prince de la Paix laisse entrevoir le désir de venir à Burgos, cela me sera très agréable; n'importe qui viendra, il faut le recevoir. » Et à Murat, le 14 mars : « Quelles que soient les intentions de la cour de Madrid, vous devez comprendre que ce qui est surtout utile, c'est d'arriver à Madrid sans hostilités, d'y faire camper les corps par division pour les faire paraître plus nombreux... Pendant ce

[1] LECESTRE. — Voir ci-dessus, p. 219, le traité de Fontainebleau, 27 octobre 1807.

[2] Traité dicté à Izquierdo, 20-24 mars 1808. — Rapport de Tolstoï, 28 février 1808.

temps mes différends s'arrangeront avec la cour d'Espagne. J'espère que la guerre n'aura pas lieu, ce que j'ai fort à cœur. Si je prends tant de précautions, c'est que mon habitude est de ne rien donner au hasard... Je veux rester ami de l'Espagne et remplir mon but sans hostilités; mais j'ai dû me mettre en mesure pour que, s'il le fallait, je pusse surmonter la résistance par la force. »

A mesure que les régiments avancent, les illusions du peuple espagnol sur Napoléon s'évanouissent; la méfiance, puis l'hostilité succèdent à l'aveugle confiance. Un libérateur n'amène point tant d'armées si exigeantes, une invasion si dure au peuple : il ne se fait point remettre les villes, ne les occupe point en vainqueur. Hostile aux nouveautés, ce vieux peuple, « recroquevillé » sur ses ruines, mettait son honneur à fermer aux étrangers son esprit, son cœur, ses frontières, ses églises, ses couvents à murs de prison, ses palais indigents, ses misérables chaumières. Les soldats français éprouvent la dure résistance de la terre et des hommes. Ils se sentent dépaysés et déroutés. Ce n'est plus l'Italie en fête; ni l'Allemagne « aux blonds cheveux », aux bons cantonnements, le petit vin blanc, la bière, les logis hospitaliers. « Rien de plus triste ni d'un aspect plus sombre que Irun, la première ville que l'on trouve à un quart de lieue de la frontière : des maisons en granit foncé, des fenêtres grillées jusqu'au troisième étage, des rues sales et étroites... Partout des figures haineuses... » Une langue à cris gutturaux; un peuple bizarre, sauvage, féroce : « Le teint basané; l'œil arabe, noir, couvert d'un épais sourcil; le front rasé; les cheveux abondants, relevés en un énorme paquet qui pend sur la nuque, un mouchoir de couleur noué autour de la tête... Un cou nu, rouge et noirci; des dents blanches aiguës comme celles des loups en colère... » Des mendiants fourmillant de vermine; des hidalgos dépenaillés, roulés majestueusement dans les loques de leurs manteaux bleus, le sombrero rabattu sur les yeux, se chauffant au soleil, jouant de la guitare, avec des regards inquiets, toujours prêts à jouer du couteau. Et cette

nouveauté : point d'espions ! Cette gêne : point de Juifs ! Une armée de moines, cadre d'un peuple en armes. Les femmes, curieuses, l'œil ardent, s'approchent, regardent, se font voir et s'enfuient, appât à l'embuscade. « Nous riions, dit un officier, du côté sinistre de la situation et nous cherchions ces folies d'Espagne dont nous avions été bercés dans notre enfance. » Ils ne reconnaîtront ni l'Espagne d'opéra-comique, le don Quichotte accommodé par Florian, ni les figures joliment mondaines de Coypel, ni l'Espagne picaresque de *Gil Blas*, ni l'Espagne égrillarde de Pigault-Lebrun [1], la seule, au fond, qui leur soit familière. Le peuple qu'ils affrontent se prépare à défendre ses foyers par les mêmes moyens qu'il a conquis le Pérou et le Mexique. C'est Bernal Diaz qu'il aurait fallu lire avant d'envahir ce pays. Ce sont toujours les mêmes Espagnols, « mélangés du Catalan, du Carthaginois, du Romain, du Vandale et du Maure, qui ne distinguent jamais la chose de la personne, qui réduisent toute dissidence d'opinion à ce dilemme : Tue ou meurs [2]... ». On ne marche qu'au milieu des alertes, bientôt des guet-apens : les courriers arrêtés la nuit aux auberges répugnantes et traîtresses, aux tournants des chemins; les étapes harassantes; la soif, en attendant les supplices.

Murat s'avançait dans une entreprise dont il ne possédait point le secret. Il lui semblait que ces peuples cherchaient un sauveur, que Napoléon leur destinait un roi : il se sentait de taille à les gouverner et d'humeur à ceindre la couronne. D'ailleurs rusé, sous son panache, autant qu'un lieutenant de Cortez, aussi vaillant et plus humain, de culture et de cœur, conquérant meilleur et de meilleure volonté; accessible aux caresses, aux flatteries, jusqu'aux extrémités de la consigne.

Godoy et la reine voient le cercle se serrer. Ils se débattent dans un enchevêtrement fantasque de complots et de contre-complots. Godoy pense à se retirer à Cadix, à embarquer la

[1] *La Folie espagnole*. Paris, 1800.
[2] Chateaubriand, *Congrès de Vérone*.

dynastie pour le Mexique, à la façon des Bragance. A Madrid se représentent, en traduction et mise en scène espagnoles, les scènes de Paris, en juin 1791, lors du départ de Louis XVI. Le peuple réclame son roi, son otage et son fétiche. Les ennemis de Godoy profitent de cette effervescence. Talleyrand, quand il s'y reporte, reconnaît les temps du comte de Provence et de Philippe-Égalité, de Favras et de Choderlos de Laclos, compagnons de ses premiers jeux d'État. « Les mouvements populaires sont bien commodes pour les intrigants », dit-il dans un récit qui semble détaché des mémoires de son compère et confrère, le cardinal de Retz; « les fils s'y rompent et les recherches deviennent impossibles[1] ». Dans la nuit du 17 au 18 mars, l'émeute éclate dans Aranjuez où se trouve la famille royale, Le palais de Godoy est envahi, pillé. On cherche le « prince », avec des cris de mort; il s'était disposé une cachette, il s'y réfugie; mais le lendemain, il se fait prendre, comme il tâchait de gagner le large. Les insurgés le conduisent à la caserne des gardes et l'enferment dans la chambre qu'il occupait, simple garde du corps, et pas même candidat à l'alcôve royale. Sans Godoy, il ne reste de Charles IV qu'un vieillard apeuré. Beauharnais se rend près du roi, le trouve bouleversé. Il l'exhorte à se confier à l'empereur, à ne plus avoir d'autre intermédiaire que lui, Beauharnais. « Monsieur l'ambassadeur, dit Charles IV, je ne ferai plus aucune démarche sans en parler à l'empereur... J'approuve votre idée... Oui, elle me convient; je consulterai désormais mon intime allié... Communiquez-moi vos idées, Monsieur l'ambassadeur; mais grâce, dans ce moment, je suis tout troublé cette nuit. » Persuadé que s'il n'abdique sur-le-champ les partisans de son fils le feront assassiner dans la nuit, il abdique. « Votre Majesté peut commander, tout obéira », écrit Beauharnais à Napoléon[2]. Le 20 mars, Ferdinand écrit à Murat pour lui notifier que « la divine Providence l'ayant appelé au gouvernement de ses peuples », il

[1] *Mémoires*, t. IV. Affaires d'Espagne.
[2] 18 mars 1808.

s'empresse de témoigner au grand-duc de Berg « son estime particulière pour sa personne et son désir ardent de maintenir et de resserrer les liens qui unissent les deux États ». Dans le même temps, Charles IV et la reine implorent sa protection pour leurs personnes; pour Godoy, plus cher au roi que la reine, plus cher à la reine que le roi, et à tous deux que toutes les Espagnes.

Murat devenait ainsi l'arbitre d'une révolution qu'il méditait de détourner à son profit et le protecteur d'un trône où il songeait à s'asseoir. Charles IV lui fait savoir qu'il n'a abdiqué que sous le couteau; il sollicite un refuge en France, « une métairie où il pût tranquillement finir ses jours ». Murat aperçoit ici le moyen de se débarrasser de Ferdinand et de faire table rase des Bourbons en Espagne [1]. « Voyant, écrit-il à Napoléon, les heureuses dispositions de ces malheureux personnages de s'abandonner entièrement à la généreuse protection de Votre Majesté, j'imaginai de faire protester le roi contre les événements d'Aranjuez et de lui faire abdiquer le trône en faveur de Votre Majesté pour en disposer comme elle voudrait. » Ce que fit Charles IV, le 21 mars [2]. Il révoquait l'abdication consentie en faveur de Ferdinand; ce fils, « qui venait d'outrager à la fois la nation et la majesté du trône, ne saurait porter dignement ma couronne... Cette couronne si brillante ne peut être soutenue que par un génie extraordinaire... Plein de confiance dans le génie et la magnanimité d'un grand homme, j'ai pris la résolution de me remettre en tout ce qu'il voudra disposer de nous... ».

Le 23 mars, Murat entra dans Madrid et reçut les compliments des grands d'Espagne. Le 24, il fut rejoint par Ferdinand; mais il n'eut garde de le recevoir ou de l'aller visiter, ce qui eût présumé la reconnaissance. Ce refus « refroidit bien du monde, écrit Murat. Chacun se demande : — Sera-t-il reconnu? S'il ne l'était pas, qu'arriverait-il?... » Il s'ensuivit une étrange inquiétude et un commencement d'agitation

[1] Murat à Napoléon, 19, 24 mars 1808. Comte MURAT.

[2] Lettre à Napoléon, lettre à Murat, déclaration, 21 mars 1808.

dans le peuple de Madrid. Pour l'apaiser, Murat déploya ses troupes et répandit le bruit de l'arrivée prochaine de l'empereur.

Napoléon apprit, le 26 mars, la révolution d'Aranjuez et sut qu'il pouvait tout en Espagne. Son parti est pris. Il écarte Joseph qui fait trop le délicat, et il propose la couronne à Louis, gênant en Hollande où les affaires du blocus ne marchent point. Il lui écrit le jour même : « J'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hollande ne saurait sortir de ses ruines. Dans ce tourbillon du monde, que la paix soit faite ou non, il n'y a pas de moyen pour qu'elle se soutienne. Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréez-vous? Puis-je compter sur vous? » Du même coup que les Bourbons cesseraient de régner, la République batave aurait vécu. Et il mande à Murat, le 30 : « J'approuve fort la conduite que vous avez tenue. Je suppose que vous n'avez pas laissé périr le prince de la Paix... Je n'ai pas reconnu le prince des Asturies; le roi Charles IV est toujours roi... Je vais partir pour Bayonne. » Il avait son plan qu'il ne confia point à Murat, et qu'emporta Savary[1] : c'était de les amener tous, le père, la mère et le fils à solliciter son arbitrage et à se rendre à Bayonne, où il réglerait leurs destinées.

Il en était là quand survint le courrier de Pétersbourg qui leva les dernières hésitations. Si Alexandre eût accepté immédiatement l'entrevue, Napoléon se serait mis en route pour Erfurt; mais Alexandre l'éloigne indéfiniment; alors, Napoléon va au plus urgent. Il écrit à Caulaincourt : « L'entrevue est ajournée. Cela étant, je pars après dîner pour Bordeaux, pour être au centre des affaires. Charles IV a imploré ma protection. Je vais me rapprocher des Pyrénées. » Il commencera par où les Russes l'engagent à finir. Il était disposé à leur payer leur concours. Il s'en passera et il leur opposera le fait accompli. L'Espagne assujettie, c'est la Méditerranée à

[1] Savary part le 30. « Savary connaît tous nos projets. » A Murat, 9 avril 1808.

la France, c'est l'Égypte sous ses prises. L'Angleterre capitulera peut-être; et qui sait si Canning, sous le coup, ne se résignera pas à l'*uti possidetis* dont il parlait à Alopeus et qui désormais s'étendrait jusqu'aux cataractes du Nil? En tout cas, maître de l'Espagne et du Portugal, Napoléon se sentirait plus menaçant en Pologne, plus maître des choses en Turquie. Encore une fois les circonstances en décidaient. « Il est, disait-il, de la sagesse et de la politique de faire ce que le destin ordonne et d'aller où la marche irrésistible des événements nous conduit. » Un étranger, intéressé à le suivre de près, constate qu'à cette époque il s'habituait à parler de sa politique comme d'un fait historique, quasi indépendant de sa volonté, « des événements qu'il pourrait maîtriser seul, comme s'ils avaient lieu sans sa concurrence ». — Peu de jours avant son départ, il dit : « Je dois suivre mon étoile et je vais la suivre [1]. »

Avant de se mettre en route, il décida une mesure depuis longtemps méditée et préparée par lui : le séquestre sur les États et la personne du Pape. Le Saint-Siège serait sécularisé en même temps que l'Espagne serait médiatisée [2]. Miollis occupait Rome et, en réalité, tenait le gouvernement, expulsant des cardinaux, faisant la police, incorporant les soldats du Pape, s'emparant de tous les services publics, organisant le pays en départements, interdisant aux agents du Pape la levée des impôts; bref, affamant, isolant, poussant à bout Pie VII et le Sacré-Collège, les acheminant à quelques folies afin de donner à Napoléon le prétexte de les supprimer. Napoléon force alors Lucien de quitter Rome où « il conjure avec la prêtraille » ; il refuse de reconnaître Caprara comme légat; il le fait remplacer par Pacca; puis il lance son *ultimatum* [3] : « Si le Pape ne consent pas à entrer dans une ligue

[1] Brockhausen au roi de Prusse, 8 avril 1808. HASSEL. — Voir *OEuvres de Napoléon*, t. XXXII, p. 272-274.

[2] Sous le Directoire, on eût *fructidorisé* Rome et *vénétianisé* Madrid. Voir t. V, p. 294.

[3] Lettres à Eugène, 20, 23 mars; à Joseph, 11 mars. DUCASSE, *les Rois frères*. — A Champagny, 1er, 2 avril; à Eugène, 2 avril 1808.

offensive et défensive avec les royaumes d'Italie et de Naples pour la défense de la presqu'île italienne », ce sera la rupture. Il lui donne jusqu'au 20 avril pour se décider. De toute façon Eugène, le 30 avril, promulguera le décret (du 2 avril) qui transforme les États romains en départements, « de manière que tout cela se fasse comme un coup de théâtre ». De sorte que si le Pape repousse l'*ultimatum*, il paraisse puni, et s'il l'accepte il se sente perdu. Le destin l'aura condamné : « Il est impossible de perdre plus bêtement ces États temporels que le génie et la politique de tant de Papes avaient formés. Quel triste effet produit le placement d'un sot sur le trône [1]. »

L'exécution se fit à l'heure dite. Le 7 avril, des soldats de Miollis occupèrent le Quirinal. Le Pape protesta et repoussa l'*ultimatum*. Le chargé d'affaires de France réclama ses passeports le 19 avril. Le monde allait apprendre coup sur coup le châtiment de Pie VII et le détrônement de Charles IV : Napoléon maître de Rome et de Madrid, arbitre de l'Italie et de l'Espagne.

II

Le jour même où Miollis séquestrait le saint-père, 7 avril, Savary prenait à son piège Ferdinand de Bourbon. Il persuada ce prince de se rendre, en sa compagnie, à Burgos, où il rencontrerait l'empereur. Ferdinand se mit en route le 10. A Burgos, il ne trouva personne. Savary l'endoctrina si bien qu'il se décida à pousser jusqu'à Vittoria, où il se vit environné par les troupes françaises. Il refusa d'avancer davantage, et Savary ne put tirer de lui qu'une lettre à l'empereur qu'il se chargea de porter. Ferdinand priait Napoléon de mettre fin à une situation très pénible ; en d'autres termes, il lui demandait de le reconnaître.

[1] A Eugène, 6 avril 1808.

Napoléon reçut cette lettre à Bayonne, où il était arrivé, le 15 avril. Il y répondit, le 16, en termes très pathétiques, en empereur, juge des rois, de leur honneur et de leurs querelles : il détournait Ferdinand du procès qu'il voulait faire au prince de la Paix : « Le résultat en sera funeste pour votre couronne. Votre Altesse royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère; si le procès la déshonore, Votre Altesse déchire par là ses droits. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. » — « Je ne crois pas, écrivait de Maistre quand il lut cette lettre, que Louis XIV eût pu écrire mieux... Le passage sur la reine est écrit... avec la griffe de Satan. »

Napoléon « flottant », disait-il, entre divers partis, désirait s'entretenir avec le prince, et craignant que Ferdinand se dérobât il manda, le 17 avril, à Bessières : « S'il refuse l'entrevue que je lui propose, c'est qu'il est du parti des Anglais, et alors il n'y a plus rien à ménager... Vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne... » Cependant Murat préparera les Espagnols aux « événements », il les rassurera sur l'intégrité de la monarchie, il annoncera « un gouvernement libéral et la régénération de l'Espagne ». Napoléon fait rédiger par Champagny un rapport sur le changement de dynastie. Louis ne répond point. Il faut un candidat à ce poste de régénérateur. Napoléon se replie sur Joseph : « Il ne serait pas impossible que je vous écrivisse dans cinq ou six jours de vous rendre à Bayonne. » Et, de même qu'en 1797, découvrant l'Adriatique et perçant dans les suites : « Monsieur Decrès, méditez l'expédition d'Alger... Un pied sur cette Afrique donnera à penser à l'Angleterre... Après avoir étudié l'expédition d'Alger, étudiez bien celle de Tunis... [1] »

Les fils se nouent et se tendent dans ses mains. Les conseillers aveugles de Ferdinand se flattaient d'acheter la reconnaissance de leur roi par quelques lambeaux de territoire.

[1] A Murat, 10 et 17 avril 1808; à Joseph, 18 avril 1808; à Decrès, 18 avril 1808.

Ferdinand eût donné la Catalogne et la Navarre, et son honneur, et son salut éternel peut-être, sauf recours à son confesseur, pour que Napoléon l'intronisât en détrônant son père. Il partit pour Bayonne, prêt à s'inféoder au Grand Empire. Charles IV et Marie-Louise étaient décidés à livrer l'Espagne entière et tous leurs peuples, pourvu que Napoléon prononçât la déchéance de leur fils. Ils partirent à leur tour.

Ferdinand arriva le 20, en compagnie du chanoine Escoïquiz. Charles IV et Marie-Louise le suivaient en compagnie de Godoy. Le 24, le rapport de Champagny est entre les mains de l'empereur. « C'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer... La politique le conseille, la justice l'autorise, les troubles de l'Espagne en imposent la nécessité. Votre Majesté doit pourvoir à la sûreté de son empire et sauver l'Europe de l'influence de l'Angleterre. » Napoléon écrivit à Murat, le 26 : « J'espère que vous n'épargnerez pas la canaille de Madrid, si elle remue, » et, le 30 : « Le roi Charles est arrivé à Irun. Je l'attends dans deux heures. Il n'y a aucun ménagement à garder[1]. » S'il conservait quelques scrupules, par révérence royale, il les perd à la première vue de ce chariot de Thespis monarchique, de ce « roman comique » en carrosse de gala que lui représentent les Espagnols. Ce sont, croit-on, les voitures qui ont conduit Philippe V en Espagne, telles qu'on n'en voyait plus guère que dans les tableaux du temps de Louis XIV : « Énormes caisses dorées, garnies de glaces en avant, en arrière et sur les portières, suspendues par des courroies de cuir blanc dans un cadre d'énormes madriers dorés... Huit domestiques debout derrière les caisses comme s'il se fût agi de faire un tour au Prado en équipage de gala... » Les voyageurs guindés, sur leurs sièges de banquette, empêchés, par les glaces, de s'appuyer d'aucun côté. « Tout cet attirail, mélange moitié somptueux, moitié grotesque, qui sentait l'imprévoyance et la précipitation ;

[1] Lettre à Caulaincourt, 18 avril 1808. — Sur l'avantage d'une sédition qui permet des exemples, comparez les conseils à Joseph, arrivant à Naples, 28 février, 2, 6 mars ; 31 juillet ; 5, 9, 17 août 1806. — Cf. ci-dessus p. 60-61.

antiquité sans prestige, faste sans élégance, dorure et misère. » Le roi descend le premier. C'est « un homme grand, sec, chauve, mais nerveux et vert ». La reine vient ensuite : « une petite vieille, une petite fée, proprette, tirée à quatre épingles, digne et réservée ». Puis le prince de la Paix, « sorte d'intermédiaire entre le maître d'hôtel et le chasseur [1]. »

Des victimes, ces fantoches effarés? Des dupes, tout au plus! Et le dedans est pire; non pas même pitoyable, mais hideux, en son inconscience, en sa mesquinerie féroce. « Le prince des Asturies est très bête, très méchant, très ennemi de la France, écrit Napoléon. Je lui ai fait notifier que, le roi Charles étant sur mes frontières, je ne devais plus avoir de rapports avec lui... Le roi Charles est un brave homme; il a l'air d'un patriarche franc et bon. La reine a son cœur et son histoire sur sa physionomie... Cela passe tout ce qu'il est permis d'imaginer... Le prince de la Paix a l'air d'un taureau; il a quelque chose de Daru... [2] » Le roi chassa son fils de sa présence. A toutes les questions, Ferdinand demeurait inerte. « Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. » Il n'avait compris qu'une chose : par Napoléon il supplanterait son père et serait roi d'Espagne. « *Moi, le roi!* » Son intelligence et sa conscience s'arrêtaient là. Quand Napoléon lui intima qu'il n'était pas même assez roi pour abdiquer, la protestation de son père annulant son avènement, il ne comprit plus rien.

Des journées passèrent en débats puérils de protocole et de cérémonial. Le 5 mai, Napoléon s'impatientait lorsqu'un courrier de Murat lui apprit que l'insurrection opportune et souhaitée avait éclaté à Madrid : depuis plusieurs jours, on assassinait les Français isolés; le 2 mai, à la nouvelle que Napoléon mandait à Bayonne la reine d'Étrurie, l'infant don Antonio et ce qui restait du sang d'Espagne, le peuple prit les armes; des soldats français furent massacrés, les malades

[1] D'après les notes du duc Victor de Broglie qui les vit sur la route de Fontainebleau. *Souvenirs*, t. I. — Cf. *Mémoires d'une inconnue.*

[2] A Talleyrand, 1er mai 1880.

égorgés dans les hôpitaux. La répression fut prompte, impitoyable.

Napoléon mande à Talleyrand, qu'il tenait à afficher dans son emploi de confident : « Cette tragédie est au cinquième acte; le dénouement va paraître [1]. » Ce dénouement, suivant les règles classiques, sera fait par le destin, c'est-à-dire par l'implacable logique des passions et l'aveuglement des personnages qui se pousseront eux-mêmes à la catastrophe où ils s'abîmeront tous ensemble. Il était fatal, mais la fatalité en fut ignominieuse. Les Bourbons s'avilirent; Napoléon s'abaissa. Il préparait « un immense, un éclatant coup d'État », à la Corneille; plus peut-être, une lieutenance de Dieu même, à la Bossuet : « Je voulus agir comme la Providence qui remédie aux maux des mortels par des moyens à son gré. » Ce ne fut qu'une misérable représentation de province : un théâtre de sous-préfecture, une troupe d'opéra-bouffe, piteuse sous les oripeaux. Napoléon demeura le *dieu de la machine*, sans doute; mais de l'Olympe eschylien, d'où il se flattait de lancer la foudre, il tomba dans les dessous de Beaumarchais. Et il se fit lui-même, pour l'ironie de l'histoire, le chroniqueur et le critique implacable de sa pièce et de sa troupe.

« Je me suis rendu chez le roi Charles, écrit-il; j'y ai fait venir les deux princes. Le roi et la reine leur ont parlé avec la plus grande indignation. Quant à moi, je leur ai dit : « Si d'ici à minuit, vous n'avez pas reconnu votre père « pour votre roi légitime et ne le mandez à Madrid, vous « serez traités comme rebelles [2]. » Le jour même, Charles IV, par une convention en forme, céda tous ses droits à Napoléon; Napoléon garantit l'intégrité du royaume et le maintien exclusif de la religion catholique [3]. Ferdinand écrivit à Madrid : « La junte suivra les ordres et commandements de mon bien-aimé père... » En qualité de prince des Asturies, il

[1] Lettres des 25, 27 avril, 6 mai, en réponse aux lettres de Talleyrand, des 21 et 27 avril 1800.

[2] A Murat, 5 mai 1808.

[3] De Clercq, t. II, p. 246.

adhéra à la cession faite par son père à Napoléon : il reçut, en récompense, le château et le domaine de Navarre, avec un million de revenu. Le roi, la reine Marie-Louise, la reine d'Étrurie et l'infant don Francisco partirent, le 10, pour Compiègne. Quant à Ferdinand et aux infants don Carlos et don Antonio, Napoléon les confia aux soins de Talleyrand qu'il chargea de les recevoir en son magnifique château de Valençay. C'était le seul trait d'esprit de cette répugnante et burlesque tragédie; mais le sarcasme portait loin et Frédéric l'eût savouré. « Les princes seront à Valençay mardi; quant à vous, soyez-y lundi au soir... Si vous avez à Valençay un théâtre et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal... Vous pourriez y faire venir Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient... Vous causerez avec Fouché qui enverra des agents dans les environs et parmi les domestiques... Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang [1] ».

« Cela finit toutes les affaires [2]! » Les affaires étaient finies avec les princes et Napoléon, une fois de plus, par la ruse, par la force, par son art à jouer de la sottise et de la corruption des hommes, en avait eu raison; si bas qu'il eût jeté ces Bourbons, ils avaient tendu vers lui leurs mains ouvertes, et s'étaient prosternés, plus serviles devant lui qu'il n'avait été fourbe envers eux. Restait à réaliser la révolution en Espagne, et c'était une autre affaire, aussi différente de celle-là que la nation espagnole l'était de ses rois. Napoléon avait commandé à Murat de réunir le Conseil de Castille; il comptait que ce Conseil lui voterait une adresse et lui demanderait un roi. « Cela finira tout [3]. » Du reste, tous les ména-

[1] A Talleyrand, 9 mai 1808.
[2] A Murat, 5 mai 1808.
[3] A Murat, 9, 10 mai 1808.

gements possibles : « Je vous recommande de pousser la délicatesse jusqu'au scrupule; il ne faut rien distraire de ce pays-là. » Par des écrits répandus, par des émissaires, par les conversations des généraux, il appelle à lui toutes les bonnes volontés; il promet la liberté, la régénération; il garantit l'honneur de la monarchie. Mais les Espagnols ne mettaient point leur honneur à se courber. Le Conseil de Castille resta muet. Napoléon, cependant, avait prévenu la réponse et écrit à Joseph, le 10 mai : « La nation, par l'organe du Conseil suprême de Castille, me demande un roi. C'est à vous que je destine cette couronne. »

Le Conseil de Castille se refusant à son rôle, Napoléon convoqua les députés des trois ordres à Bayonne le 15 juin. Ces Cortès devaient comprendre cent à cent cinquante personnes. Il en vint une quarantaine. Elles adressèrent une déclaration à la junte de Madrid; Napoléon proclama Joseph roi d'Espagne [1]. « Il est nécessaire, manda-t-il à Murat, que le Conseil de Castille en fasse la publication dans toutes les règles et remplisse en tout les formalités qui ont été suivies lors de l'avènement de Philippe V. » Il eut soin d'ajouter — ce qui était plus qu'une clause de style dans toutes les révolutions, aussi bien sous Louis XIV que sous la République, depuis 1795, que ce fût pour créer une république, pour la défaire, pour créer une monarchie ou pour la supprimer, qu'il s'agît des Helvètes, des Bataves, des Cisalpins, des Westphaliens ou des Napolitains : « Je suppose que vous avez fait marcher des troupes... Il faut que cela soit vigoureusement mené. »

Joseph avait quitté Naples le 22 mai, toujours froissé, boudeur, morose. Il prit d'ailleurs pour de la reconnaissance les compliments de congé des Napolitains : de leur reconnaissance, il conclut à son génie et à de grands services rendus. Il voyait d'ailleurs assez clair dans l'avenir qui l'attendait. « En Espagne, dit-il à l'évêque de Grenoble — son ancien pro-

[1] 5 juin 1808. Comte MURAT, chap. XII.

fesseur d'Autun — en Espagne, j'aurai beau faire, je ne me dépouillerai pas si complètement de mon titre d'étranger qu'il ne m'en reste assez pour me faire haïr d'un peuple fier et chatouilleux sur le point d'honneur; d'un peuple qui n'a connu d'autres guerres que des guerres d'indépendance et qui abhorre avant tout le nom français... Je vois un horizon chargé de nuages bien sombres... L'étoile de mon frère scintillera-t-elle toujours aussi lumineuse et brillante dans les cieux? » Une seule chance pour lui de s'affectionner les Espagnols : se faire leur roi, réellement, de cœur et d'âme, et s'identifier cette œuvre de régénération annoncée par l'empereur; mais c'était, inévitablement, se faire anti-français. Napoléon voulait un roi qui lui livrât l'Espagne, et, pour posséder l'Espagne, le roi devait commencer par s'affranchir de Napoléon. Contradiction fondamentale qui déjà s'était produite au temps de Louis XIV entre le roi de France et son petit-fils, Philippe V [1]. Napoléon et Joseph allaient en recommencer l'expérience, destinés à se méconnaître, à se calomnier et à se contrarier l'un l'autre, Joseph reprochant à Napoléon de lui rendre la tâche impossible; Napoléon reprochant à Joseph de ne point accomplir la tâche pour laquelle, seulement, il l'avait fait roi. Entre les deux, les Espagnols se reprirent, échappant à Joseph, en révolte contre Napoléon. Ils ne s'étaient, un instant, tournés vers l'empereur, ainsi que, jadis, vers Louis XIV, que pour assurer l'indépendance, relever la dignité et la puissance de leur patrie. Napoléon ne pensait à les « régénérer » que pour rendre la suprématie de la France sur eux plus efficace. Les Espagnols entendaient qu'il y eût une Espagne ressuscitée, vivant de sa vie propre en sa péninsule, et Napoléon entendait qu'il y eût une Espagne inféodée, excroissance du Grand Empire.

Joseph arriva, le 8 juin, à Bayonne. Il se trouva, dit un de ses confidents, environné de toutes les séductions et de toutes les grandeurs de la royauté. Il y reçut les hommages

[1] Voir Baudrillart, *Philippe V et la cour de France*, t. I et II.

empressés des grands d'Espagne, des députés qui avaient suivi l'ancienne cour et composé les maisons de Charles IV et des infants. Ajoutez l'inquisition, aussi inséparable de toute reconstitution de l'Espagne, que l'autodafé, jadis, des fêtes de mariage d'un roi, et le combat de taureaux de toute réjouissance populaire. Mais, dès le lendemain, coïncidence significative, Napoléon écrivait à Talleyrand : « Le roi de Naples est reconnu roi d'Espagne... Il y a eu des mouvements dans plusieurs provinces d'Espagne. Le général Dupont, avec 15,000 hommes, est entré dans Séville, où l'étendard de la révolte a été arboré... Sarragosse a levé aussi l'étendard de la révolte ; mais une colonne de 10,000 hommes a passé l'Ebre pour marcher sur cette ville... »

Le 15 juin, les Cortès convoquées par Napoléon s'assemblèrent et édictèrent une constitution, calquée sur « la constitution de l'empire », sauf l'article qui reconnaissait la religion catholique pour religion dominante, religion de l'État et du roi. « La constitution est très libérale », mandait Napoléon[1]. Elle fut proclamée le 6 juillet. La veille, Napoléon avait solennellement cédé à son frère, sur les sollicitations officielles des Espagnols, les droits qu'il tenait de Charles IV. Dans l'intervalle, un statut constitutionnel fut dressé, le 20 juin 1808, pour le royaume de Naples, sur le même patron que celui d'Espagne, mais plus resserré, car il était destiné à Murat, roi de seconde classe, roi par les femmes, et il importait de le tenir en lisières. Joseph, encore fictivement roi de Naples, le promulgua, Napoléon l'approuva et Murat reçut l'investiture par décret du 15 juillet[2]. Un sénatus-consulte du 30 mai avait réuni la Toscane à l'empire. C'était le corollaire des événements d'Espagne.

Joseph entra en Espagne le 9 juillet, avec un cortège de Grands, de chambellans, de dignitaires et d'inquisiteurs ; mais surtout bien et dûment escorté de soldats français. Il gagna sa capitale au milieu des insurrections. Napoléon n'en

[1] A Caulaincourt, 15 juin 1808. VANDAL.
[2] MASSON, t. IV, p. 248. — Comte MURAT, chap. XII.

était plus aux ménagements et aux scrupules. Il mettait désormais la nouvelle monarchie au régime des garnisaires, réquisitions, contributions et dragonnades. Les Espagnols refusent de croire à la défection de leurs rois : les rois sont captifs, leur consentement est vicié, et, le roi étant empêché, le peuple recouvre momentanément sa souveraineté primitive. Les prêtres, la plupart des nobles prennent les armes. Des juntes insurrectionnelles s'organisent, le patriotisme se fait révolutionnaire, l'anarchie se fait monacale et patriote. Les paysans s'embusquent à tous les détours des chemins. Les contrebandiers, les brigands de profession, toute la picaresque tribu des « gentilshommes de grand chemin » ; les chevaliers errants détrousseurs de carrosses, coupeurs de bourses, découvreurs de trésors cachés par moyen de pendaison ou de chauffage, accourent à la rescousse et forment des cadres aux bandes insurgées. Le pays est toujours prêt aux aventures sanglantes, aux coups de fanatisme. C'est une immense Vendée, toute une nation en chouannerie, la guerre des Abruzzes et des Calabres étendue partout où pénétreront les Français.

Les Anglais guettaient l'événement. Dès le 7 juin, les juntes députent en Angleterre, sollicitant de l'argent, des armes, un corps auxiliaire. Mais ici cette alliance n'est plus, comme en Vendée, le désordre contre nature, le monstre de la révolution renversée; c'est au nom même de la nation que les Espagnols appellent les Anglais, comme autrefois les gueux de Hollande appelaient la France. Vainement Napoléon a-t-il reconnu et Joseph déclare-t-il professer la religion catholique; la religion de l'étranger envahisseur ne peut pas être celle de l'Espagnol; étranges catholiques qui dépouillent le pape comme ils ont dépouillé le roi! Des hérétiques à brûler, des blasphémateurs! On voit paraître ici l'extrême vanité des mots et des formules : religion d'État, intégrité de la monarchie, *moi le roi*. Quand l'âme de la nation remplit ces mots et les vivifie, le roi fût-il dément et le prêtre prévaricateur, ils valent et ils opèrent; quand l'âme de la nation s'en échappe et les réprouve, ils tournent à la tyrannie et

provoquent le cri de guerre. L'Espagne se réveilla de sa léthargie, comme en sursaut, et se retrouva telle qu'au temps de l'expulsion des Maures et des Juifs. « L'insurrection, a dit un historien, semblait le retour à la vie naturelle de l'Espagne. »

Voilà ce que, malgré les rapports de ses généraux, Napoléon s'obstinait à méconnaître. Il disposait de la force, 80,000 hommes! Il comptait les chiffres, prenant les additions pour une revue, oubliant de quoi se composaient ces « régiments de marche », improvisés, bourrés de réserves rappelées, de conscrits anticipés, de réfractaires empoignés, d'étrangers embrigadés. S'abusant à ce jeu de fantômes, il se flattait que « l'arrivée du roi achèverait de dissiper les troubles, éclairerait les esprits, rétablirait partout la tranquillité[1] », imaginant que ce roi de néant opérerait en Espagne le miracle de la royauté, comme naguère les généraux républicains commandaient à Naples le miracle de saint Janvier. Le miracle royal, c'était l'auréole qui, avec l'éloignement, entourait les images de Charles IV et de Ferdinand, et de ces figures ineptes et falotes faisait des saints, presque des dieux pour lesquels on tue et l'on meurt. L'âme populaire, la nation, demeurait l'instrument essentiel du droit divin. Tout pouvoir vient de Dieu! mais le peuple ne connaît de Dieu que celui qu'il adore, et des décrets divins que ceux que dicte sa foi. L'Espagne faisait son Dieu de sa monarchie, comme la France l'avait fait naguère de sa Révolution.

Tandis que le sol se creuse et se mine ainsi sous son invasion, Napoléon se croit, un instant, vainqueur et s'abandonne une fois encore à l'illusion de la mer. N'est-il pas maître, par l'armée de Junot, des côtes du Portugal? maître de serrer le blocus jusqu'à étouffer le continent? Mais l'Angleterre suffoquera auparavant et demandera grâce[2]. Suppression des recettes par le blocus, extension indéfinie des dépenses par la guerre : c'est pour elle la ruine inévitable. « Je pense, écrit-il

[1] A Talleyrand, 9 juin.
[2] A Junot, 10 mai 1808.

à Decrès le 12 mai, que vous comprenez mon système de guerre. L'Angleterre a, cette année, emprunté un milliard. Il faut la harasser de dépenses et de fatigues [1]. » Il prescrit des armements dans tous les ports d'Espagne, de France, de Hollande, d'Italie; partout des chantiers, des appareillages et pour le monde entier. Il appelle à Toulon les escadres espagnoles de Carthagène et de Mahon. Il a déjà dans la Méditerranée seize vaisseaux, français et russes. Les Anglais seront forcés d'y tenir vingt-cinq vaisseaux, plus douze à Cadix. « J'en ai huit à Flessingue, à Brest; j'en ai partout [2]. » Il veut une flottille à Boulogne, prête à embarquer 30,000 hommes. Il envoie une expédition à Buenos-Ayres pour notifier l'avènement de Joseph [3]. « Je veux frapper un grand coup avant la fin de la saison. » Et il demande à Junot, le 29 mai, si le port de Lisbonne peut contenir, en sûreté, cinquante vaisseaux de guerre et cent transports [4]. L'Espagne est le prolongement de la France, le Maroc est une tête de pont de l'Espagne. « Il faut faire passer 6,000 hommes à Ceuta pour en imposer aux Marocains. La perte de cette place serait immense pour l'Espagne et pour la France. J'ai fait connaître au roi de Maroc que s'il faisait la moindre chose contre la France, je passerais en Afrique avec 200,000 hommes, Français et Espagnols... » Et après le Maroc, Alger et Tunis!

Il compte que les affaires d'Espagne seront finies en septembre, au plus tard en novembre [5]. Mais il faut les finir, et de Bayonne même, tandis qu'il crée un roi afin d'en imposer à l'Angleterre et à l'Europe, le voilà obligé de combiner, en Europe, les moyens d'imposer ce roi à l'Espagne. Ce n'est pas seulement l'Espagne qui se révolte, l'Angleterre qui menace d'intervenir [6], c'est le reste de l'Europe, la Russie,

[1] A Decrès, 12, 13, 28 mai; à Murat, 19 mai; à Champagny, 29 mai 1808.
[2] Il en comptera soixante-dix-sept en 1809.
[3] Instructions à M. de Sassenay, 29 mai 1808.
[4] A Murat, 19, 28 mai 1808.
[5] A Junot, 2 juin; à Caulaincourt, 15 juin 1808. VANDAL.
[6] « Les Anglais se sont présentés devant Cadix avec une forte expédition, attirés par la curée des affaires d'Espagne. » A Caulaincourt, 31 mai. LECESTRE.

la Prusse, l'Autriche surtout, qui découvrent là une diversion, qui se rapprochent et qu'il faut déconcerter. Enfin c'est la France qui s'inquiète et où les cabales s'agitent, avec lesquelles il faut compter.

III

Dans les derniers jours de mai, Napoléon fut averti que l'Autriche armait. « Ce n'est que contre moi qu'ils peuvent être dirigés », écrit-il à Champagny, le 28 mai. « Si la levée des milices se faisait, je convoquerais immédiatement les troupes de la Confédération à Passau ; je ferais de nouvelles levées en France ; il faudra bien que quelqu'un paye les frais de ces armements... ce sera l'Autriche. » Andréossy va le notifier à Vienne, et, si la réponse n'est pas satisfaisante, il demandera ses passeports, ne laissant qu'un chargé d'affaires. Mais Napoléon ne pourrait prévenir les Autrichiens et se jeter sur eux qu'en abandonnant l'Espagne. Il préfère en finir d'abord avec les Espagnols et ajourner les Autrichiens ; il préférerait surtout les réduire, par la contrainte morale, à désarmer. Pour l'une et l'autre entreprises, pour les contenir ou pour les contraindre, l'intervention d'Alexandre est nécessaire. Il mande à Caulaincourt de presser l'entrevue [1].

Désormais le grand dessein sur l'Inde est relégué au musée des utopies illustres, et le partage de la Turquie ajourné à la paix générale, c'est-à-dire quand il n'aura plus de raison d'être. Les projets maritimes s'éloignent, ainsi que chaque année à l'approche de l'été, au moment de l'exécution. Toute la pensée de l'empereur se concentre sur ces deux points : Autriche et Espagne.

A Paris, Metternich flaire le péril. Il s'efforce de gagner du temps, de parer les coups de Napoléon en 1808, afin d'être prêt

[1] A Caulaincourt, 31 mai 1808. Vandal.

à l'offensive en 1809. Son jeu est de rassurer l'empereur, de le pousser où ses désirs le portent, où son orgueil l'engage, en Espagne. Il travaille l'opinion par Talleyrand, par Fouché. Fouché se montre plus autrichien que Metternich même : « Je trouve que la guerre avec vous ne serait pas seulement, comme toute guerre, un malheur; elle jetterait l'univers dans le vague... Quand on vous aura fait la guerre, il restera la Russie, puis la Chine[1]. » Il fait insérer dans les journaux des articles où l'on dément les intentions prêtées à l'Autriche. Pour Talleyrand, la conservation de l'Autriche est une question de salut public européen. En toutes ces affaires, Metternich et Tolstoï marchent la main dans la main. Ils écrivent les mêmes bulletins; ils donnent les mêmes conseils à leurs gouvernements; ils pratiquent, à l'envi, et Fouché et Talleyrand, Fouché surtout, qui se croira sans rival et ne craindra plus rien de l' « évêque » quand il aura tâté de la diplomatie[2].

Il se forme autour d'eux un véritable foyer d'opposition. Ce ne sont plus, comme en 1803, en 1805, les seuls « amis de l'Angleterre », dissimulés, réduits aux correspondances occultes, aux manœuvres qui confinent à l'espionnage. C'est maintenant tout le monde, le tout Paris de l'empire. Ces gens-là se rencontrent partout, parlent partout; il ne se peut donner un dîner, un bal, un spectacle où ils ne se retrouvent, ne se chuchotent à l'oreille, ne s'entendent à demi-mot. Par eux, les diplomates étrangers connaissent, et sûrement, à quel point l'affaire de Bayonne est blâmée à Paris ; la procédure insidieuse de Napoléon, la mission de Savary, tournent à la perfidie cynique, au guet-apens. On donne des détails. « Ferdinand ne se décida à partir que lorsque Savary lui eut donné sa parole d'honneur qu'il serait reconnu roi... On le poussa de force jusqu'à Bayonne. » Tolstoï signale « l'indi-

[1] Conversation avec Fouché, rapport du 23 juin 1808.

[2] Rapports de Tolstoï, 9, 23 juin, 13 juillet 1808. — ONCKEN, *O. und P.*, t. II. — Rapport de Metternich, 23 juin et 1er juillet; de Brockhausen, 24 juillet 1808. HASSEL.

gnation que l'affaire d'Espagne a excitée dans tous les cœurs [1] ». De tous les renseignements qu'il se procure, il compose un bulletin spécial. Parmi les plus indignés, naturellement, Talleyrand, avide de se dégager, à la fois, de ses relations équivoques avec Godoy, et surtout de la part, trop grande, que malgré lui il a prise à l'opération et d'autant plus qu'il a plus impudemment trompé l'empereur [2]. Il recommence, mais plus savamment encore et directement avec les ambassadeurs, la manœuvre qu'il avait employée, après l'affaire de Vincennes, avec les correspondants d'Antraigues [3]. A l'entendre, il a tout déconseillé, il condamne tout. « Il conçut, écrit un ambassadeur, dès la campagne de 1805 le plan de s'opposer, par toute l'influence à sa portée, aux projets destructeurs de Napoléon. »

A sa suite, « tous ceux qui ont des fortunes à conserver, qui n'entrevoient aucune stabilité dans des institutions basées sur des ruines ». L'entreprise sur l'Espagne après les guerres « impopulaires » de 1806 et de 1807 fournit à ces frondeurs des arguments nouveaux. Ils la représentent comme impolitique en son principe, « ridicule et criminelle dans ses moyens », fruit de l'ambition insatiable de Napoléon, de sa

[1] Rapports de Tolstoï, 13, 17 mai 1808.

[2] « De quelque lieu que Votre Majesté manifeste sa volonté, le résultat doit en être également infaillible. » *Talleyrand à Napoléon*, 30 *avril* 1808. — « La lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire le 25 de ce mois a été pour moi un nouveau motif d'espérance et de joie. En m'annonçant que le *dénouement* est très proche, Votre Majesté semble me permettre d'espérer que tout s'arrangera à Bayonne, et qu'Elle ne sera point obligée de sortir des frontières de France, ce que je désire de toute mon âme. » 30 *avril* 1808. — « Les affaires d'Espagne attachent tout le monde et n'agitent personne. On attend avec confiance et intérêt, comme si l'on assistait à quelque grande représentation. » — « Tout le monde a admiré la marche que les événements ont naturellement prise, marche si heureuse qu'il était impossible d'espérer davantage. » 2 *et* 8 *mai* 1808. — « Votre Majesté voudra-t-elle bien me permettre de lui faire mon compliment sur les affaires d'Espagne qui sont, quant au fond, complètement finies, et qui le sont à Bayonne, comme *je le désirais* si vivement? L'espérance que j'ai toujours eue que Votre Majesté ne quitterait pas la terre française me semble s'accorder mieux que jamais avec les circonstances; les scènes de Burgos et de Madrid peuvent convenir à la politique, mais ne s'arrangent pas avec le voyage de Votre Majesté. » 10 *mai* 1808.

[3] *Lectures historiques*, p. 145 : *Talleyrand et les amis d'Antraigues*.

complaisance inouïe pour l'avidité de sa famille : ce ne sont plus, disent-ils, des guerres de la France, plus même des guerres de l'armée; ce sont les guerres du seul Napoléon. La grande masse de la nation, celle qui a permis Brumaire et l'a ratifié, « masse inerte et sans malléabilité, comme les restes d'un volcan éteint », vacille et s'ébranle peu à peu.

Ce sont des signes graves. Metternich les discerne et les relève. Il voit se former en France deux partis : le parti de l'empereur et des purs militaires, qui ont encore à gagner; le parti de ceux qui n'ont plus qu'à perdre, « aussi opposés les uns aux autres que les intérêts de l'Europe le sont aux idées particulières de l'empereur ». D'où le rapprochement entre les représentants des puissances opposées à la France et de ces Français opposés à Napoléon : Talleyrand, pour s'ouvrir les cours; Metternich, Tolstoï, pour s'ouvrir le monde des opposants d'aujourd'hui qui seront, la crise venue, les ministres de demain. « Talleyrand, écrit Metternich, peut être utile ou dangereux; il est utile dans ce moment... Ce qui était danger aussi longtemps qu'il marchait dans le sens destructeur devient profit dans le chef de l'opposition[1]. » Talleyrand, par Valençay, se ménage M. de Labrador, futur ministre de Ferdinand, qui travaille sous main avec le parti royaliste en Espagne. Il fréquente fort le baron de Dalberg, neveu du prince Primat, bien en cour à Paris et, comme on le sait, très lu à Pétersbourg[2].

Cependant, par le contre-coup de l'inquiétude, de l'insécurité générale, les complots recommencent. C'est une fermentation diffuse dans l'Ouest. Les royalistes et les agents anglais s'agitent dans le Morbihan; on en signale à Paris même. On dénonce une conspiration « anarchique », lisons : républicaine, où seraient compromis « Malet, Guidal et d'autres généraux ». — « Ce n'est plus de l'idéologie, mais une véritable

[1] Rapport de Metternich, 24 septembre 1808 et tome II. — Mémoire du 4 décembre 1808. Beer. — Rapports de Tolstoï, 17 mai 1808. — *Mémoires* de Pasquier, de Mme de Rémusat, de Mme de Chastenay.

[2] Vitrolles, t. II, p. 25. — Arneth, *Wessenberg*, t. I, p. 95-96.

conspiration[1]. » Malet est arrêté. « Les arrestations se sont multipliées ici d'une manière très marquante », écrit Tolstoï.

Les Anglais, voyant la plaie ouverte, s'y mettent. Napoléon a conquis le Portugal et révolutionné l'Espagne afin de chasser les Anglais du continent; par le Portugal, par l'Espagne révoltée, ils vont y prendre pied. Il n'avait pas encore quitté Bayonne que les corps français battaient en retraite et que le plus redoutable de ses ennemis, celui que la guerre d'Espagne allait susciter sur ses chemins et qui lui devait porter le coup fatal, sir Arthur Wellesley, le futur Wellington, s'embarquait pour la péninsule, le 12 juillet.

Les délégués de la junte insurrectionnelle, Matarosa et don Diego de Vega, avaient été reçus à Londres « à bras ouverts ». L'insurrection fut accueillie en Angleterre par des transports d'enthousiasme. « Jusqu'à présent, s'écria Sheridan, un des chefs de l'opposition whig, Bonaparte ne s'est mesuré qu'avec des princes sans dignité, des soldats sans bravoure, des peuples sans patriotisme. Il aura maintenant à apprendre ce que c'est que de combattre une nation animée tout entière de la même haine contre lui. ». Canning renonça à toutes les autres diversions, afin de concentrer tous ses efforts sur celle-là. L'Angleterre envoya des armes, de l'argent; en promit davantage. Le comte de Münster écrivait de Londres après une conversation avec Canning[2] : « L'Angleterre croit... que la chance que présentent les affaires d'Espagne est peut-être l'unique espoir qui reste à l'Europe... » Elle le fait savoir, secrètement, à Vienne et à Pétersbourg. « L'Angleterre a proclamé la paix avec l'Espagne... Elle a expédié une armée qui se monte déjà au delà de 30,000 hommes, et qui sera portée sous peu à 50,000 combattants. Le Portugal ayant suivi l'exemple de l'Espagne... je me flatte de pouvoir vous dire que sous peu l'armée de Murat aura dû céder à l'expédition de sir Arthur Wellesley... On s'est engagé de part et d'autre

[1] A Fouché, 11, 13, 15, 16 juin 1808. — Ernest DAUDET; GUILLON. — Rapport de Tolstoï, 13 juillet 1808.

[2] Au comte Ernest Hardenberg, à Vienne. 5 août 1808. HASSEL.

de façon à ne pouvoir plus reculer... Les petits corps français ne sauront tenir contre la multitude des masses qui les entourent, et une grande armée réunie ne pourra se nourrir au milieu d'un peuple insurgé... »

L'Espagne est en feu. L'insurrection s'étend avec une rapidité, une véhémence qui dépassent toutes les prévisions[1]. A Saragosse, Palafox, à la tête de la population insurgée, force les Français à se retirer. Il jette le défi à Napoléon, à toute sa fameuse armée. A Valence 300 Français, réfugiés dans la citadelle, sont massacrés. A Valladolid, un Espagnol est tué par la populace, sa tête portée sur une pique, et son corps traîné dans les rues, pour s'être opposé à une résistance inutile. A Badajoz, faute de Français à massacrer, la populace massacre le gouverneur espagnol[2].

Joseph dut se frayer le chemin vers sa pseudo-capitale; il ne trouve guère pour le saluer que quelques bourgeois émancipés, des propriétaires « éclairés » et pusillanimes que le brigandage patriotique épouvante. Il entre dans Madrid le 20 juillet : on lui a disposé un cortège solennel; le peuple est silencieux, presque hostile. Aux premières nouvelles qu'il en reçoit, Napoléon sent la nécessité de frapper un coup de prestige. Bessières a dispersé des Espagnols : qu'on lui donne la Toison d'or! Il va disposer de 21,000 hommes, « de quoi conquérir toutes les Asturies et la Galice »! — « Le seul point qui menace, où il faut promptement avoir un succès, c'est du côté du général Dupont. Avec 25,000 hommes il a beaucoup plus qu'il ne faut pour avoir de grands résultats[3]. » Au moment où Napoléon écrivait ces lignes, Dupont avait capitulé à Baylen, le 23 juillet. La foudre avait frappé, mais en ricochant, sur les Français. Cette capitulation, nouveauté scandaleuse depuis les guerres de la République, devint par ses effets pire qu'un massacre : l'armée française traquée, posant

[1] Voir, dans la correspondance de Tolstoï, les bulletins d'Espagne 4 juin, 21 juin et suiv.
[2] *Souvenirs du général Paulin*, chap. xv.
[3] A Joseph, 17, 21 juillet 1808.

les armes, passant sous les fourches caudines. La nouvelle porta en Portugal l'esprit d'insurrection, exalta jusqu'à la folie l'orgueil espagnol.

Joseph ne se crut plus en sûreté à Madrid, et du 29 au 31 juillet son gouvernement évacua la capitale. L'armée, coupée en Portugal, se replia au delà de l'Èbre. « L'animosité de la populace est telle que nous ne trouvons pas un espion », écrit-il à l'empereur. Du reste, il se rend hommage : « Je me porte très bien... Je suis bien tranquille sur ce qui m'est personnel... Jamais je n'ai plus senti combien une âme noble et irréprochable est au-dessus des événements[1]. » Mais il voit l'avenir très noir. La fragilité de son établissement lui apparaît. Le 11 août, le Conseil de Castille, qui un mois auparavant lui prêtait serment, déclare que ce serment, forcé, est nul et nulle aussi l'abdication de Charles IV et de Ferdinand. « Devenu le conquérant de ce pays par les horreurs de la guerre à laquelle *tous les individus espagnols* prendront part, je serai longtemps un objet de terreur et d'exécration... Votre Majesté ne peut se faire une idée à quel point le nom de Votre Majesté est ici haï. » — « Il faut 200,000 Français pour conquérir l'Espagne et 100,000 échafauds pour y maintenir le prince qui sera condamné à régner sur eux... Il ne se conservera sur le trône qu'en traitant les Espagnols comme ceux-ci ont traité les sujets de Montézuma... » Il demande « son changement », le retour à Naples[2] !

Napoléon connut, le 3 août, à Bordeaux « l'horrible catastrophe arrivée au général Dupont ». — « Quand vous apprendrez cela, un jour, les cheveux vous dresseront sur la tête[3] ! » Il ne s'arrête point aux causes probables de l'événement : une entreprise mal conçue, l'insuffisance des préparatifs, la confusion des ordres, l'infirmité des troupes débilitées, sous un soleil torride, un climat africain. Dupont, fait naguère *grand-aigle* à Friedland, est condamné comme Villeneuve en

[1] Joseph à Napoléon, 5, 8 août 1808.
[2] A Napoléon, 9, 14 août 1808.
[3] A Davout, 23 août 1808 : rétrospective.

1805 [1]. Napoléon se sent touché, tel un homme qui se croyait fort et éprouve tout à coup la première atteinte de la paralysie : « l'avertissement. » Il prévoit « l'effet immense » en Espagne, la tournure « très grave » qu'allaient y prendre les affaires. Il ordonne aussitôt de ramener 80,000 hommes de la Grande Armée. « Dupont a flétri nos drapeaux, écrit-il à Joseph. Des événements d'une telle nature exigent ma présence à Paris. L'Allemagne, la Pologne, l'Italie, tout se lie... Vous aurez 100,000 hommes, et l'Espagne sera reconquise dans l'automne [2]. » Tandis qu'il s'acheminait vers Paris, Baylen opérait son choc en retour en Portugal. Arthur Wellesley et ses Anglais avaient débarqué le 6 août. Le pays les acclame. Devant eux, Junot avec sa troupe, réduite à 9,000 hommes, est forcé d'évacuer Lisbonne, de battre en retraite à travers un pays insurgé, vers l'Espagne hostile, poursuivi par 16,000 ennemis. Il s'achemine fatalement au désastre. Battu à Vimeiro le 21 août, il pose les armes le 30 à Cintra. En un mois, deux corps français, deux généraux de l'empire avaient capitulé ! L'émoi dans l'Europe en fut énorme. Petites affaires, sans doute ; mais les combats d'Arcole n'en étaient point de plus grosses, et il sembla que Napoléon recommençait, à rebours, la campagne d'Italie.

IV

Des vaincus impatients de revanche, des opprimés impatients de secouer le joug, des dynasties pour lesquelles le triomphe de Napoléon est la mort et pour lesquelles sa chute sera la vie, des alliés empressés de se détacher dès que les liens qui les tiennent se détendront, des princes tirés du

[1] Cf. t. VI, p. 459. — Pour la défense et même l'apologie de Dupont : lieutenant-colonel TITEUX, *le Général Dupont*, 3 vol. in-4°.
[2] A Joseph, à Caulaincourt, 3, 5 août 1808.

néant, des royaumes créés par la seule force des armes; des peuples qui couvent la révolte, assoiffés d'indépendance, sous sa forme la plus élémentaire, mais la plus pressante aussi, le départ des étrangers qui vivent sur eux, à leurs dépens; tous guettant les signes avant-coureurs de la catastrophe prédite et attendue; voilà l'Europe où vont se répandre avec une rapidité surprenante les nouvelles d'Espagne et du Portugal, grossies, envenimées : un drame hideux à Bayonne, une couronne confisquée, une noble nation qui donne un grand exemple; des Français arrêtés par des barricades et des paysans insurgés, assiégeant des villes ouvertes et reculant devant des bandes à peine conduites, à peine armées; l'Espagne engouffrant déjà 100,000 Français; la Pologne, l'Italie se vidant; l'Allemagne évacuée en partie [1].

C'est comme une lumière nouvelle qui transforme les choses, métamorphose les hommes. Les peuples, les cours mêmes, indifférentes aux infortunes des Bourbons de France, négligentes des mésaventures du prétendant et de sa tribu errante de neveux et de gentilshommes, se prennent de pitié pour les Bourbons d'Espagne parce que Napoléon les enlève à leurs peuples qui les réclament. La haute dignité de l'exil les réhabilite de leur chute; ils continuent de représenter la grande idée, la nation, encore que le père, la mère, l'amant et le fils, ils se soient livrés eux-mêmes en livrant cette nation à l'empereur. L'odyssée de ces autres fantoches, l'embarquement des Bragance, se peint comme « le tableau héroïque d'un peuple qui préfère à tout la liberté; qui, pour fuir le tyran, laisse là ses tombeaux, ses temples, tous ses souvenirs [2] ». Napoléon, à force d'usurpations, rend les rois intéressants. Quant à l'insurrection d'Espagne, elle tourne du premier coup à l'épopée. Si haut que s'élèvent en se gonflant l'emphase et la grandiloquence castillanes, l'Europe croit et admire, tant les imaginations sont en quête de héros en qui

[1] Voir, dans le t. LXXXIX de la *Société d'Histoire de Russie*, les bulletins de Tolstoï.
[2] MICHELET, *Dix-neuvième siècle*, t. III, p. 248-249.

réaliser le rêve d'héroïsme qui les tourmente[1]. Palafox à peine debout, sur ses barricades de Saragosse, entre ses moines et ses brigands, au milieu de ses processions et de ses bandes forcenées, évoque l'image des illustres guerriers de la Renaissance, effaçant les Charette, les Cathelineau, les Bonchamp que les peuples, désintéressés de la lutte, ne connaissaient point, et que les princes de l'Europe ne prenaient pas au sérieux parce que ces Vendéens turbulents et impolitiques dérangeaient leurs calculs.

A Naples, Joseph fut regretté : il n'était point méchant; il se montrait libéral de la main, et libéral en promesses. Enfin, il s'en allait. Quand on sut qu'il ne reviendrait pas, il passa tout à coup pour un grand prince, un prince de l'élite fameuse du dix-huitième siècle, « la philosophie sur le trône » ! disait le général Lamarque. D'ailleurs, la guerre règne à l'état endémique dans les Calabres, gagnant dès que la répression mollit ou s'éloigne. « Une colonne en marche ne pouvait laisser un soldat à cinquante pas en arrière sans danger pour sa vie. » Un prêtre est accusé d'avoir tiré sur un Français : il répond qu'il l'a tué pour s'assurer de la justesse de son arme. Si l'on se retire, on est forcé d'achever les blessés pour leur épargner le dépeçage et le bûcher. Entre Reggio où se tiennent les Français, et la Sicile occupée par les Anglais, ce sont des escarmouches et des surprises féroces. Les Anglais se cramponnent menaçants dans cette île, comme désormais en Portugal, en Espagne, maîtres de la mer et des côtes; guettant les occasions de débarquer, prêts à s'enfoncer dans les terres, ils accomplissent le dessein toujours formé, toujours avorté, en France, au temps des guerres de l'Ouest : des Quiberon qui recommencent sans cesse et réussissent presque toujours. Murat aura fort à faire pour protéger ce royaume qui ne se défend pas. Mais, pour cette œuvre, il vaut mieux que Joseph, tout intelligent que Joseph se croie, tout éclairé qu'il se dise, tout entouré qu'il soit de « constitu-

[1] Baumgarten, t. I, p. 290, note.

tionnels » déclassés et mécontents. « Le roi, disait Napoléon en parlant de Joseph, parle toujours de la charlatanerie du commandement... Sans doute, il y en a; mais il y a aussi des talents qui y sont nécessaires et qui manquent au roi : le coup d'œil, la décision... Murat est une bête; mais il a un élan, une audace! Il n'a fait que la guerre toute sa vie. Murat est une bête, mais il est un héros! »

Or à Naples c'est la guerre, un royaume à reconquérir, à chaque jour de règne. Napoléon a réuni la Toscane; c'est une occupation militaire à entretenir, encore la guerre, bien que la soumission des peuples la rende moins difficile[1]. A Rome, il marche aux mêmes expédients, la fin inévitable de tous les royaumes qu'il laisse subsister aussi bien que de ceux qu'il crée : l'annexion. Ici, il se trompe désormais constamment, et sur les forces de ses armes qui sont limitées, et sur les ressources de son ennemi désarmé qui sont infinies. Pie VII, *un sot* sur le trône, mais l'âme d'un martyr, un de ces pauvres d'esprit qui perdent les royaumes de ce monde, et qui se relèvent tout à coup au-dessus des plus puissants quand le désastre des affaires les monte à leur vocation vraie qui est la politique du ciel. Il avait dignement supporté le choc. Réduit aux armes spirituelles, il en use. Le 22 mai, il adresse cette instruction aux évêques des pays réunis à l'empire : « Il n'est pas permis de prêter un serment de fidélité et d'obéissance au gouvernement intrus. Un tel serment serait une félonie et une trahison à l'égard du souverain légitime. » Point de fonctionnaires sans prévarication; point de *Te Deum* sans sacrilège. Le Pape déclare le *Code civil* incompatible avec les canons de l'Église. C'est la guerre, mais ce n'est plus la lutte inégale contre un prince débonnaire par tempérament et inerte par principe. Le Pape, sous la conquête, investi dans son palais, n'est plus le souverain, impuissant, d'un État sans ressort. Il est exclusivement le chef de la catholicité; et, détaché de la terre qui l'enchaînait aux capi-

[1] Sénatus-consulte du 30 mai 1808.

tulations, le voilà désormais inaccessible, inviolable. Il ne transigera plus, n'ayant plus rien à conserver ni rien à ménager. Il en appelle au peuple immense des catholiques, dans le propre empire de Napoléon, dans l'Europe entière. Ce n'est point là une résistance négligeable, dans le temps où les peuples s'agitent et où les peuples qui s'agitent le plus sont précisément les plus catholiques, ceux d'Espagne, de Portugal, des Calabres, des Abruzzes, du Tyrol par où l'insurrection populaire gagnera l'Allemagne. Napoléon sera forcé, par les affaires d'Espagne, d'accorder à Rome une sorte de rémission; mais l'insurrection des Espagnols, cette guerre de crucifix, va rendre courage au Pape et lui donner conscience de la force nouvelle dont il dispose. Le dernier des souverains de l'Europe et le plus méprisé, étant le plus faible, il va se révéler au monde et à lui-même le plus redoutable des tribuns des peuples, celui qui dispose de leur salut éternel.

Napoléon arrive à rendre le gouvernement aussi impossible à son frère Louis qu'au pape Pie VII, et à faire de ce prince un roi de Hollande presque populaire, dans le temps où il songe à le détrôner pour les mêmes motifs que Pie VII, parce que Louis refuse de régner selon ses exigences et ses convenances. Louis ne peut être roi qu'en se faisant peuple. Il résiste, avec la Hollande qui le pousse, au Code Napoléon, intégralement appliqué, sans les adaptations nécessaires; à la réunion de Flessingue, aux levées d'hommes, aux constructions de vaisseaux, au blocus enfin et aux intrusions incessantes des douaniers impériaux[1]. Napoléon ferme aux Hollandais le commerce de la France après leur avoir interdit celui de l'Angleterre. « Les souffrances du pays, écrit Louis, loin de l'attacher à la France, font des prosélytes aux Anglais... Comme au temps des persécutions des protestants, on verra les négociants fuir de leur pays.... [2] » Napoléon leur ferme l'Allemagne : gêne inutile; le commerce, en pareil cas, fraude

[1] Champagny à La Rochefoucauld, 19 juillet; La Rochefoucauld à Champagny, 11 août 1808; Napoléon à Louis, 17 août 1808. Rocquain, Ducasse,

[2] Décrets de septembre 1808. — Louis à Napoléon, 28 septembre 1808.

comme la peau du corps transpire sous les vêtements hermétiques et lourds. Le blocus se détruit par l'impossibilité même de l'appliquer; il y faut la domination de l'empereur, directe et dure, avec la gêne et la contrainte. Le blocus ébranle partout cette domination.

Les rois préfets! comme on les nomme malicieusement à Paris, dans les ambassades. Napoléon a, près de chacun d'eux, en la personne de son représentant diplomatique, un tuteur, un surveillant, un policier, au besoin un contre-gouvernement. Celui qui réside à La Haye est condamné aux correspondances tristes : les doléances des commerçants ruinés, les lamentations d'un roi hypocondriaque. Celui qui écrit de Cassel a la besogne plus gaie, sinon plus facile. C'est une cour en liesse, tenue par un prodigue. La Westphalie, entre les mains de Jérôme, offre l'image de l'Allemagne que peignait Voltaire : « de vieux châteaux où l'on s'amuse », mais de vieux châteaux remis à neuf, remeublés, dorés sur tranches, enrichis d'accessoires fastueux et où l'on se divertit sur un ton qui rappelle les grâces du Versailles de Louis XV, comme Pigault-Lebrun, digne chroniqueur de ces fêtes, rappelle *Candide*. Jérôme abuse, les peuples se plaignent, les impôts tarissent; l'argent intercepté par la cour, les caisses du gouvernement et celles de l'armée restent à sec. « Les Hessois et les Brunswickois, race militaire, supportent mal d'être traités en vaincus... L'avènement du roi n'a rien changé aux habitudes prises : exactions chez les bourgeois, batteries chez les paysans; coups de fusil tirés aux postillons, douaniers insultants qui passent; des corps de garde westphaliens forcés par des gendarmes français; des combats où le sang coule. » Napoléon gourmande, gronde, menace. Les émissaires autrichiens ont beau jeu en ce pays, que l'empereur voulait proposer à l'Allemagne, en exemple des bienfaits de son système. Les mécontents de la Prusse, les organisateurs de corps francs, les conspirateurs y trouvent des refuges, de l'argent, des recrues. Ce sont les mêmes conflits qu'à La Haye, sauf que le blocus est moins urgent, et que Napoléon conserve pour

Jérôme un fonds inépuisable d'indulgence, que Jérôme l'impatiente moins des gémissements de ses sujets, et que, de sa personne, il n'en tient compte : Jérôme règne pour lui, et n'a pas la prétention de régner pour eux. Peut-on être Westphalien? L'idée de se faire Allemand n'entra jamais dans la pensée de ce jeune homme aimable, le plus Parisien des Bonaparte. Toutefois Napoléon l'avertit de se tenir en garde : « Il ne faut point vous imaginer que la Westphalie soit une terre. J'aurai des guerres pour vous soutenir et je vois que, dans la balance, au lieu que vous mettiez un avantage, j'aurai un déficit dans mes forces [1]. »

Une hostilité sourde monte dans la Confédération du Rhin. Un agent écrit en juin 1808 : « Il existe, en ce moment, une chaîne d'intrigues dangereuses, qui s'étend de Tœplitz, en Bohême, à Vienne, et de Vienne à Londres [2]. » Gentz en est le lien, et l'agitation se propage en Bavière, en Wurtemberg, en Saxe même. A Vienne, où elle a séjourné durant l'hiver et le printemps, Mme de Staël promène sa tournée de dénigrement contre la France de l'empire et d'illusions pour l'Angleterre. Accueillie et fêtée comme une princesse de l'intelligence, une victime de l'enthousiasme, une interprète inspirée et railleuse des haines de toute l'Europe, elle groupe autour d'elle tout ce qui déteste Napoléon, et c'est tout ce qui compte à Vienne, dans la société où il n'est point de bon ton en dehors « de la haine inextinguible » pour la France. Mme de Staël sépare, dans sa pensée, Napoléon, le Corse, de sa France à elle, celle de Necker et de Benjamin Constant; mais ce qu'elle profère contre l'empereur et l'empire, les auditeurs l'entendent de la France même, celle de tous les temps, de Richelieu, de Louis XIV, de Louis XVI et de la République, et ils font leur profit de ce pamphlet vivant, éloquent, épigrammatique. Ainsi Adair pour l'Angleterre, Kourakine, Pozzo di Borgo, pour la Russie, et le malentendu redoutable qui depuis 1796 s'est établi à Paris, faussant les idées sur la paix

[1] A Jérôme, 4 janvier 1808. Lecestre.
[2] *Corr. in.*, t. VII.

et la guerre, se nourrit de ces commérages exaltés, rapprochant, dans un travail commun d'opinion, les « amis de l'Angleterre » et les « amis de la Russie » à Paris, des « ennemis de la France » à Vienne, Pétersbourg et Londres. Schlegel, sigisbée intellectuel de Corinne et son trucheman ès écritures et langues d'Allemagne, double les propos de salon d'une série de conférences où se presse la « société ». Mme de Staël s'en prend à la politique du seul Napoléon. Schlegel pousse à fond : c'est la littérature, c'est le génie français qu'il attaque, la « magistrature » de l'esprit, le grand siècle tout entier, et il assaille le chef-d'œuvre : la *Phèdre* de Racine. « Ce fut, dit-il, pour moi, une minute sublime... C'est dans le domaine de l'intelligence inaccessible à la force brutale, sur le terrain de la pensée et de la poésie, que les Allemands, séparés de tant de manières, prennent conscience de leur unité... » Ils la prennent, naturellement, par la haine de l'envahisseur héréditaire, dans le domaine de l'esprit comme dans celui de la terre. Napoléon qui n'écouta ni ne comprit les voix qui partaient de la misérable Prusse, le *De profundis* patriotique de Fichte, se sentit touché ici : le coup partait de *son* ennemie et visait *sa* littérature, *son* théâtre classique, une des colonnes morales de son empire. Il se fâcha : « Mme de Staël a une correspondance suivie avec le nommé Gentz, et s'est laissé engager avec la clique et les tripoteurs de Londres... [1]. Jusqu'à cette heure on ne l'avait regardée que comme une folle; mais aujourd'hui elle commence à entrer dans une coterie contraire à la tranquillité publique [2]. »

[1] « Elle avait rencontré Gentz à Tœplitz et fondé avec lui une grande amitié. » GAUTIER.
[2] A Fouché, 28 juin 1808. LECESTRE.

V

Du côté de l'Autriche, les soupçons et les inquiétudes de Napoléon n'étaient que trop fondés. « C'est en 1809, écrivait Metternich [1], que les grandes questions seront mises à exécution, et malheur aux seules puissances qui méritent encore ce nom en Europe, si elles ne s'entendent pas d'ici à cette époque sur des moyens de coopération ou de défense... Si Napoléon était tout-puissant, il ne nous laisserait pas le temps de renforcer nos moyens; il nous dévoile un reste de faiblesse par la conduite calculée qu'il tient vis-à-vis de la Russie et de nous, dans un moment où un autre coin de l'Europe absorbe une grande partie de ses forces. » Le 12 mai, l'empereur François décide que tous les hommes valides seront exercés quelques semaines, de façon à combler les vides de l'armée; le 9 juin, il crée une *landwehr* où sont incorporés tous les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans qui ne servent point dans l'armée active. Et quel langage inconnu jusqu'alors, surtout en Autriche! La vieille Europe, qui désapprend de parler français, se met à parler espagnol. Metternich écrit le 12 juin 1808 : « Tout le gouvernement trouvera toujours, dans les moments de crises, de grandes ressources dans la nation; c'est à lui à les exciter et surtout à les employer; un seul exemple de vigueur, bien dirigé par un souverain et soutenu par son peuple, eût peut-être arrêté la marche dévastatrice de Napoléon. »

La première nécessité pour Napoléon est de les obliger à désarmer, afin de se donner le temps d'écraser les Espagnols et, par contre-coup, d'étouffer l'effervescence des Allemands. « L'Autriche arme, écrit-il à Jérôme [2]; elle nie ses

[1] 30 mars 1808; cf. rapport du 27 avril. ONCKEN, *O. und P.*, t. II.
[2] 25 juillet; à Champagny, 25 juin; à Caulaincourt, 9 juillet 1808.

armements; elle arme donc contre nous... Il faut donc armer... Nos troupes se réunissent à Strasbourg, Mayence, Wesel. J'engage Votre Majesté à tenir son contingent prêt. S'il est un moyen d'éviter la guerre, c'est de montrer à l'Autriche que nous ramassons le gant et que nous sommes prêts. » Champagny adresse de Toulouse le 27 juillet, de Bordeaux le 30, à Metternich deux lettres très pressantes [1] : « Ou l'Autriche veut la guerre : alors ses armements s'expliquent, et nous ferons la guerre; ou elle est égarée par les conseils des ennemis du continent... Toutes les assurances que vous pouvez désirer vous seront données... Des déclarations publiques vous seront données, si vous le désirez; elles seront telles que la supposition d'une attaque de la France sera évidemment absurde. Mais, de votre côté, arrêtez, révoquez ces mesures évidemment menaçantes... Je désire une prompte réponse à cette lettre... »

Napoléon avait annoncé qu'il traverserait la Vendée; il ne voulut point se détourner de l'itinéraire prescrit. Mais dans le double souci de la guerre à porter en Espagne et du mouvement tournant de l'Autriche à parer, il éprouva le besoin de recourir à un conseiller; malgré des soupçons trop motivés déjà, il appela près de lui, à Nantes, Talleyrand, l'homme de ressources et aussi l'homme de main nécessaire dans une passe qui exigeait tant de dextérité et tant de ménagements.

Talleyrand, pour rejoindre l'empereur, s'arracha aux « douces émotions » de Valençay, où se mêlaient en un assaisonnement subtil les « distractions » du siècle et les « consolations de la religion; des madones et des guitares dans tous les coins du jardin » ; de petites danses pastorales auxquelles les princes pouvaient prendre part, et des prières publiques auxquelles assistait, par ordre de Talleyrand, tout le personnel du château, y compris les officiers de la garde départementale et les hommes de la gendarmerie [2]. La missive de Napoléon l'em-

[1] Communiquées à la Russie, et jointes au rapport de Tolstoï du 7 août 1808.

[2] *Mémoires*, t. I, p. 383. — « Je leur donnerai la messe tous les jours... Il serait plus que difficile de se procurer des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de

barrassa peut-être; mais il s'accommoda de façon à tirer de ce voyage à Nantes un vernis de confiance. « Il acquit, dit Metternich, par cette nouvelle marque de faveur une nouvelle sphère d'activité. » L'entrevue eut lieu à Nantes le 9 août, et Napoléon continua sa route sur Paris, où il voulait arriver pour les fêtes du 15.

Champagny l'avait devancé, et le 7 il eut avec Metternich une entrevue significative. Ce ministre, « timoré au point de ne pas sourire à l'individu qui se trouve sur une ligne différente de celle indiquée par les lubies momentanées de son maître », reçut l'envoyé autrichien avec cordialité, chaleur même; il assura que la France devait s'entendre avec l'Autriche, désirant « la voir rester puissance de premier ordre ». Metternich en conclut que Napoléon voulait « leur imposer » et masquer par là ses préparatifs contre l'Espagne; que l'Autriche devait donner toutes les satisfactions de forme, et retirer les troupes des frontières, ce qui permettrait de les concentrer en deçà [1]. Il raconta le tout à Tolstoï, qui écrivit, aussitôt, à son maître : « Il en résulte un grand bien pour la cour de Vienne; on lui laisse le temps de tirer tout le parti possible des mesures sages qu'elle a ordonnées... Les détails de cette affaire, les apparences de modération auxquelles l'empereur Napoléon la traite jusqu'à présent, prouvent toujours qu'il n'y a qu'une conduite simple et franche, mais ferme et résolue, appuyée sur une force militaire importante, qui fasse quelque effet auprès de ce souverain. Toute concession fait naître chez lui le désir de nouveaux sacrifices. Que Votre Majesté impériale daigne se convaincre de la nécessité de mettre des bornes à ceux qu'elle lui porte avec si peu de fruit. »

Les Autrichiens hasardent de nouvelles ouvertures à Berlin. Les Anglais les y devancent. Les relations entre l'Angleterre et la Prusse se renouent secrètement par l'envoyé du Hanovre

femmes pour que les princes puissent danser si cela les amuse. » *A Napoléon*, 31 mai 1808.

[1] Metternich à Champagny, 3 août; rapport du 17 août; rapport de Tolstoï du 7 août 1808.

à Londres, Münster. Lord Gower écrit à Stadion une lettre qui, dit Canning, « renferme tout ce qu'on peut dire sur la position respective des deux gouvernements ». Un agent secret, Johnson, part pour Vienne avec, dit-on « des pleins pouvoirs les plus illimités pour accorder à l'Autriche, aussitôt qu'elle aura pris un parti vigoureux, tout ce qu'elle pourra demander ». La Prusse est au courant de tout et, dès le 12 mai, le chargé d'affaires autrichien s'entretient avec le ministre des affaires étrangères, Goltz, à Kœnigsberg. Le major Gœtzen est envoyé à Vienne, à la fin de juillet[1]. Et, de Paris, Brockhausen, mandant les accidents survenus en Espagne, ajoute : « Nous avons donc espérance de nous voir enfin délivrés... Napoléon sera forcé de rappeler des troupes d'Allemagne[2]. »

Scharnhorst écrit à Stein, le 8 août : il juge nécessaire de continuer les négociations avec Napoléon, et même, s'il le faut, de conclure une alliance, « afin de voiler les pensées intimes, de telle façon qu'elles deviennent impénétrables, même à ces maîtres en duplicité ». Le 11 août, Stein et Scharnhorst adressent un mémoire au roi : ils vont jusqu'à lui conseiller de livrer à Napoléon un corps d'armée; mais « l'alliance ne doit être qu'un voile destiné à dissimuler les mesures que l'on prendra pour la rompre ». Le corps d'armée sera dirigé de façon qu'il puisse, le moment venu, s'unir aux Autrichiens. Il formera le noyau d'une insurrection nationale, qui s'appuiera sur les armées alliées. « Il faut répandre, susciter les idées insurrectionnelles, apprendre à chacun comment on peut faire naître ou diriger un soulèvement. » C'est la défection consommée en 1812 et 1813 qui se déclare ici à l'état de dessein concerté et comme l'article secret, la contre-lettre de l'*alliance* que la Prusse songe à conclure.

Le roi entra dans ces vues et écrivit en conséquence,

[1] Le roi à Gœtzen, 23 juillet; Münster à Hardenberg, 5 août; Finkenstein au roi, 17 septembre 1808, de Vienne. Hassel. — Beer, liv. II, chap. IV : essais de coalition.

[2] Rapport du 24 juillet 1808. Hassel.

le 12 août, à son frère Guillaume : « L'état critique des affaires d'Espagne et les plans contre l'Autriche disposent l'empereur à se rapprocher sérieusement de nous. » Dans tous les cas, l'occasion s'impose « d'amener une décision sur notre sort » . Le prince offrira donc une alliance offensive et défensive; en échange de l'évacuation du territoire, il promettra un corps auxiliaire, qui ne pourrait être employé qu'en Allemagne; Napoléon ferait remise d'une partie des contributions et accorderait des termes pour le reste[1]. Si l'offre est accueillie, les Prussiens en concluront que Napoléon a besoin de rappeler ses troupes, qu'il se trouve dans l'embarras et qu'en cas de guerre contre l'Autriche la défection se pratiquera sans péril; si au contraire Napoléon refuse, le roi n'ayant plus de recours qu'en un coup de désespoir pourra convaincre Alexandre, « qui ne cessait de conseiller la plus étroite union avec la France, que, dans tous les cas, il ne lui restait plus rien à faire » . Stein écrit, le 15 août, au prince de Wittgenstein, grand maître de la cour de la reine : « Si l'empereur n'accepte pas nos offres... il prouve qu'il est décidé à nous anéantir et que nous devons tout attendre. L'acharnement, en Allemagne, augmente tous les jours, et il est à conseiller de le soutenir et répandre parmi le peuple; je désire beaucoup que les liaisons en Hesse et en Westphalie soient conservées... Les événements d'Espagne font une grande sensation et prouvent d'une manière palpable ce qu'on aurait dû croire depuis longtemps... Ils démontrent à quel point peuvent aller la finesse et le désir de dominer, ainsi que ce que peut faire une nation qui a de la force et du courage... On considère chez nous la guerre avec l'Autriche comme inévitable : ce combat décidera du sort de l'Europe et, par conséquent, du nôtre... »

Les militaires, Scharnhorst, Gneisenau, Boyen conseillaient, le cas échéant, de risquer le tout pour le tout. Scharnhorst élabore le plan d'une insurrection générale en Allemagne. Le

[1] Le roi au prince Guillaume, 12 août. HASSEL. — Golz au prince Guillaume, 12 août 1808.

21 août, Stein propose d'entrer en négociations avec l'Autriche et l'Angleterre. Il conclut par cette phrase, qui devint le programme de 1813 : « L'objet de la guerre doit être la délivrance de l'Allemagne par les Allemands. » Le roi ajourna, attendant le retour du courrier de Paris et la réponse aux offres de paix de Guillaume. D'ailleurs, disait Stein, « il n'a que de la défiance pour son peuple et pour l'Autriche; il n'a confiance que pour la Russie ». Voilà où en étaient les choses à Berlin quand on y apprit le retour à Paris de Napoléon, la capitulation de Baylen et la défection du corps espagnol de la Romana, que Napoléon avait porté en Danemark et qui passa aux Anglais.

VI

Napoléon reçut le corps diplomatique, le 15 août, à Saint-Cloud [1]. Metternich s'était placé auprès de Tolstoï, gracieux, souriant, d'un air fat qu'il savait tout à coup rendre digne : « avec sa poudre mise sur une chevelure blonde... pour se donner l'air un peu plus respectable; avec son habit de chevalier de Malte, rouge à revers noirs, et ses façons courtoises, ses manières noblement aisées, le grand seigneur dans sa plus extrême élégance [2] ». Après quelques propos de courtoisie, Napoléon, d'un ton « qui d'habitude n'annonçait pas l'approche de l'orage » : « Eh bien, l'Autriche arme beaucoup! » Metternich le contesta : l'Autriche exécutait des mesures décidées depuis longtemps, purement défensives. « Mais qui vous attaque pour songer ainsi à vous défendre...? L'Autriche veut nous faire la guerre ou elle veut nous faire peur... Vous me forcez à armer la Confédération. Vous m'empêchez de retirer mes troupes de la Prusse et de les faire rentrer en

[1] Rapport de Metternich, 17 août. ONCKEN, *O. und P.*, t. II, annexes. — Rapport de Tolstoï, 18 août, et pièces jointes. — Rapport de Brockhausen, 18 août; lettre du prince Guillaume, 18 août 1808. HASSEL. — Champagny à Andréossy, 17 août 1808. — Le récit de Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 63, est arrangé.

[2] *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. VIII, chap. XVII.

France... Je n'en retire pas moins 100,000 hommes d'Allemagne pour les envoyer en Espagne. Je suis franc, je ne cache pas ma politique; mais vous me forcez à m'adresser au Sénat et à lui demander deux conscriptions; vous vous ruinez, vous me ruinez... Cet état peut-il durer? Il doit nous mener à la guerre, sans que nous le voulions. Qu'espérez-vous donc? Êtes-vous d'accord avec la Russie? » — Et, ce disant, il se tourna vers Tolstoï qui fit mine de ne point entendre, demeura imperturbable, sans même un signe de tête. Napoléon reprit: « Mais, dans la supposition contraire, que pouvez-vous contre la France et la Russie réunies? La première guerre avec l'Autriche sera une guerre à mort; il faudra que vous veniez à Paris ou que je fasse la conquête de votre monarchie... Savez-vous comment cela finira? L'empereur Alexandre vous fera déclarer qu'il veut que vous cessiez vos armements, et vous le ferez. Alors, ce ne sera pas à vous seul, ce sera à la Russie que je croirai devoir le maintien de la tranquillité de l'Europe... Je ne vous admettrai plus à l'arrangement futur de tant de questions auxquelles vous êtes intéressés... vous n'en serez que les spectateurs... » Et sans paraître s'apercevoir que l'ambassadeur turc se tenait aux aguets, à quatre pas de là : « Les vrais motifs de votre cour me sont connus. Je sais bien qu'elle ne songe point encore à m'attaquer; mais vous voulez vous mettre à même de pouvoir vous ingérer dans les affaires de la Turquie, afin de contrarier mes vues et celles de la Russie. Hier encore, je vous aurais compris dans ces affaires; aujourd'hui, vous devez y renoncer... » Il conclut : « Si vos dispositions sont aussi pacifiques que vous le dites, il faut contremander vos mesures... » Il s'étendit sur les intérêts de l'Autriche; puis, comme Metternich faisait observer, en souriant : « Rien ne ressemble moins à une dispute entre deux puissances que notre présente discussion », l'empereur sourit à son tour. — « Vous voyez aussi comme je suis calme. » L'entretien avait duré plus d'une heure, « d'abord en termes assez forts, mais ensuite d'un ton plus adouci ».

« Un mot de votre souverain, dit Champagny à Tolstoï le

soir, et la guerre n'aura point lieu. » Tolstoï répliqua finement : « Un mot que nous dirions, vous et moi, en commun à l'Autriche me semblerait devoir suffire... Je ne puis supposer qu'elle veuille jamais faire la guerre aux deux puissances à la fois... Il ne s'agit que de s'entendre à l'amiable. Rien ne saurait rassurer davantage l'Autriche que l'évacuation de la Prusse... »

Cette réception de Saint-Cloud fit grande impression sur le public, et particulièrement les propos sur le partage de la Turquie, en face de l'ambassadeur. La Bourse baissa et le public crut la guerre décidée. « Je ne saurais partager ce sentiment, écrivit Tolstoï... Toute la marche que l'empereur Napoléon adopte vis-à-vis de l'Autriche dénote le dessein d'obtenir par des menaces ce que les circonstances ne lui permettent pas encore d'emporter à la pointe de l'épée. Il leur a donné de la publicité parce qu'il lui fallait un prétexte autre que celui des troubles de l'Espagne, qui en sont le véritable, pour couvrir les grands armements qu'il projette. » — « Il n'est point à espérer, toutefois, ajouta-t-il dans une lettre à son collègue de Vienne, Kourakine, qu'il pardonne jamais à l'Autriche; si, pour le moment, les troubles de l'Espagne suspendent l'effet de son ressentiment, il n'est que trop à craindre que, dans la suite, il ne saisisse la première chance favorable pour le faire éclater. » Tolstoï, en toute l'affaire, s'était montré bon Autrichien. « Je ne laisse pas échapper une occasion de servir les causes pour lesquelles nous nous sommes intimement liés[1]. » Metternich était convaincu que l'empereur ne voulait pas en ce moment la guerre. Il s'agissait de parer le coup avec aisance, de rompre avec dignité et de profiter de la nécessité où se trouvait Napoléon de se contenter de déclarations publiques et de mesures apparentes, pour demeurer en garde, guettant les premiers embarras de la France. Il jugeait bien.

Napoléon se flattant, à la façon des orateurs, d'avoir fait

[1] 16 août 1808. Beer, liv II, chap. III. — Rapport de Finkenstein, de Vienne, 3 septembre 1808. Hassel.

quelque chose parce qu'il avait fait un discours, n'attendit point le désarmement effectif de l'Autriche. Il battit le rappel de toutes parts, rappel de vieux soldats, car son armée d'Espagne comptait trop de conscrits. Il fit venir des grognards d'Italie, de Hollande, de Westphalie. Il ramena une partie de la Grande Armée. « Les affaires d'Espagne deviennent sérieuses, écrit-il le 17 août; les Anglais ont débarqué plus de 40,000 hommes... J'ai besoin de grands moyens en Espagne. Je veux y frapper de grands coups... J'y marcherai bientôt moi-même. » Puis il écrit à Caulaincourt, le 23 août[1] : « J'ai mis sur pied toutes les troupes de la Confédération du Rhin, de sorte que je puis marcher contre l'Autriche avec 200,000 hommes... *Cependant* je désirerais fort que l'empereur fît parler à l'Autriche avec laquelle je n'ai du reste aucun sujet de discussion... Il faut que le prince Kourakine... soit autorisé à dire que la Russie joindra 100,000 hommes à mes troupes, si les Autrichiens font le moindre mouvement intempestif. » Il ajoute : « J'ai conclu ma convention avec la Prusse[2], et si, comme je le crois, je n'ai rien à démêler avec l'Autriche, la Silésie et Berlin seront dans les mains de la Prusse avant l'hiver... » Le jour même, il mande à Davout à qui il confie la surveillance de l'Allemagne et la garde de la Pologne : « Je suis sûr de la Russie, ce qui m'empêche de rien craindre de l'Autriche; *cependant* il faut se tenir en règle et avoir les yeux ouverts. Mon intention est d'évacuer la Prusse et d'exécuter le traité de Tilsit. Je crois que la convention sera signée demain ou après, et, avant le mois d'octobre, je vais rapprocher mes troupes du Rhin... » Il tenait ainsi ses lieutenants en haleine, les rassurant les uns par les autres, au moment où il les désarmait tous, payant de confiance, payant de prestige partout avant que l'Europe y vît clair et perçât ce long rideau de troupes tendu sur les frontières du Grand Empire. Il en finirait, en janvier, avec l'Espagne; alors maître

[1] Note pour le ministre de la guerre; à Eugène, à Jérôme, à Louis, 17 août; à Davout, 23 août; à Soult, 23 août 1808.

[2] Elle ne fut signée que le 8 septembre. Voir p. 298.

de ce pays, il le redeviendrait de l'Allemagne, et réduirait l'Autriche à capitulation, ce qui le dispenserait de trop attendre de la Russie. Il suffirait qu'il en obtînt, jusque-là, assez de démonstrations et de menaces pour contenir les Autrichiens. « Avant le mois de janvier, il n'y aura pas un seul village en insurrection », écrit-il à Joseph, et à Louis : « J'espère avoir la paix générale avant le mois de janvier [1]. »

Metternich déclara, le 25 août, qu'avant le 1er septembre tout serait remis sur le pied antérieur; il promit même la reconnaissance des nouveaux rois d'Espagne et de Naples. Sur quoi, Napoléon lui dit : « Je regarde tout comme fini... [2] » Quatre jours après, le 29 août, il écrivait à ses frères Jérôme et Louis : « Il est incalculable ce qui peut se passer d'ici au mois d'avril... Il est de mon devoir, comme du vôtre, de supposer que la guerre générale aura lieu au printemps... [3] » Metternich l'ajournait à l'été de 1809 : il estimait que d'ici là Napoléon hésiterait à reporter sur l'Inn les troupes qu'il portait, en ce moment, aux Pyrénées. Fouché, Talleyrand, et, plus qu'eux, la lassitude générale, l'alarme des conscriptions anticipées travaillaient à la paix. « L'Autriche a atteint un immense but. Elle a mis à profit le seul moment que lui offraient les derniers temps pour panser ses plaies, pour remonter sur la scène de l'Europe plus forte et plus puissante que jamais. » C'était aussi l'avis de Tolstoï [4].

Le prince Guillaume discutait encore la convention d'alliance et d'évacuation de la Prusse [5]. Il espérait y introduire quelques adoucissements, lorsqu'un incident remit tout en question. La lettre de Stein à Wittgenstein [6], saisie sur un

[1] A Louis, 17 août: à Joseph, 27 août 1808.

[2] Rapport de Metternich, 26 août; Napoléon à Caulaincourt, 26 août 1808. — Rapports de Tolstoï, 1er et 8 septembre 1808.

[3] Cf. lettre à Jérôme, 7 septembre 1808. « C'est la conduite de l'Autriche qui nous guidera. Elle a un langage très pacifique, mais ses armements le démentent. »

[4] Metternich à Stadion, 26 avril; rapport de Tolstoï, 8 septembre 1808.

[5] Voir ci-dessus, p. 238, 292. — Rapports du prince Guillaume, 12 août 1808. HASSEL.

[6] Voir ci-dessus, p. 292.

agent prussien, l'assesseur Koppe, arrêté sur le soupçon d'espionnage, fut envoyée par Soult à Napoléon. « Ces Prussiens sont de pauvres et misérables gens [1] ! » Mais, tout irrité qu'il est du langage de Stein et inquiet de l'état d'esprit qui s'y manifeste, il s'empresse d'en tirer parti pour serrer les liens de la Prusse. L'humilier, d'abord. « J'ai demandé qu'il — Stein — fût chassé du ministère, sans quoi le roi de Prusse ne rentrera pas chez lui. » Il menaça de déchirer le traité de Tilsit, et le prince Guillaume s'exécuta. La convention fut signée le 8 septembre [2].

Les contributions de la Prusse sont arrêtées à 140 millions de francs. La France occupera les places de Glogau, Custrin et Stettin jusqu'à l'entier acquittement de cette dette. Les États prussiens seront évacués, sauf ces places, quarante jours après l'échange des ratifications. Le roi de Prusse s'engage à n'entretenir, durant dix années, que 42,000 hommes de troupes, et à ne faire, durant ces dix années, aucune levée extraordinaire de milices ou de gardes bourgeoises ou aucun rassemblement de nature à augmenter cette force. Napoléon garantit le territoire prussien moyennant que le roi de Prusse demeure l'allié de la France ; la Prusse fournira 12,000 hommes en 1809, en cas de guerre entre l'Autriche et la France ; dans les années suivantes, ce chiffre sera porté à 16,000. Il reconnaît les rois d'Espagne et de Naples. Il s'engage à ne conserver à son service aucun sujet appartenant aux territoires cédés à la France.

Le 4 septembre, Napoléon demandait au Sénat un appel anticipé de conscrits. Pour corriger l'effet de cette mesure, il déploie un immense simulacre de puissance : 200,000 hommes en Allemagne et en Pologne, 100,000 dans la Confédération du Rhin, 100,000 sur l'Isonzo, 200,000 en Espagne. « Je suis sûr des sentiments de la Russie... la guerre avec l'Autriche n'aura pas lieu ; parce que je ne la veux pas [3]. » « Je suis résolu

[1] A Soult, 4 septembre 1808.

[2] Napoléon à Soult, 10 septembre ; rapport du prince Guillaume, 9 septembre ; rapport de Tolstoï, 9 septembre 1808 ; DE CLERCQ, t. II, p. 270.

[3] A Soult, à Stettin, 10 septembre 1808.

à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande célérité, et à détruire les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays[1]. »

Quelques jours après, on connut la capitulation de Junot à Cintra[2]. Dans le même temps, on annonce une nouvelle révolution à Constantinople, la troisième depuis un an, des exécutions dans la capitale, tout l'empire en feu, tous les peuples en insurrection. « Cette catastrophe m'a été sensible », dit Napoléon dans son message au Sénat; rien de plus, et rien ne trahit plus clairement l'inquiétude des affaires où il est engagé. Il s'interdit de parler de l'Orient : malgré lui, il revient toujours à parler de l'Autriche. Mais de quel ton, désormais, on se permet de lui répondre, et comme ces misérables incidents, Baylen et Cintra, ont tout changé : un bolide qui détraquerait le système du monde! « Comprenez-vous quelque chose aux armements de l'Autriche! dit-il à Tolstoï... Si elle est d'accord avec vous ou avec moi, elle n'en a pas besoin; si elle ne l'est pas, à quoi peuvent-ils lui servir? — A lui éviter le sort du général Dupont, répondit Tolstoï. Vous prétendez qu'il faut le faire fusiller pour ne pas avoir succombé avec honneur. Il en est de même des nations. »

L'entrevue, tant de fois demandée, tant de fois ajournée, devenait indispensable. Alexandre l'accepta, pour la fin du mois, à Erfurt. Napoléon annonça son départ pour le 20. Il avait hâte de retrouver le tsar, mais dans quelles conditions et que de terrain perdu, quelle retraite depuis Tilsit! Il n'offrait plus l'alliance, en vainqueur magnanime; il la réclamait, en allié dans l'embarras. Napoléon comptait sur la conquête de l'Espagne pour *tout finir,* en Europe, le blocus, les armements de l'Autriche, la question de Pologne, celle de Turquie et celle de Prusse; voilà que pour entamer seulement cette affaire d'Espagne, il faut *tout suspendre* en Europe et, au

[1] Message au Sénat, 4 septembre 1808.

[2] Voir ci-dessus, p. 280. La capitulation fut connue le 16 septembre du corps diplomatique; bulletins de Tolstoï; rapport du 19 septembre; le prince Guillaume au roi, 15 septembre; rapport de Brockhausen, 16 septembre 1808.

lieu de tirer à lui Tilsit, lâcher les brides à Alexandre. L'arbitrage de l'Europe passe au tsar.

Napoléon dispose cette entrevue avec un art subtil et consommé. D'abord le décor, la mise en scène, les divertissements. Tilsit, avec son radeau de poutres, improvisé par les pontonniers de l'armée, n'a montré que l'embrassade de deux héros, au lendemain de la bataille : c'est un tableau de guerre. Il faut qu'Erfurt présente à l'univers les deux maîtres du monde, la main dans la main, dans une apothéose d'opéra, consécration de la paix. Tous les vassaux d'Allemagne y sont convoqués, et rien n'est négligé pour l'éblouissement des yeux, la flatterie des sens. Napoléon emmène *son* théâtre français, sa troupe de tragédie, seul spectacle qui lui paraisse au ton et dans les proportions de son empire. « Mais, écrit Metternich, excepté les deux ou trois premiers personnages, on a eu plus d'égard à la figure des actrices qu'à leur talent... Cette levée en masse de la tragédie est une galanterie très coûteuse[1]. » L'*escadron volant*, pour le foyer, et, pour la galerie, Corneille avec les raisons d'État :

Tous ces crimes d'État qu'on fait pour la couronne,
Le ciel nous en absout, alors qu'il nous la donne.

« C'est excellent, disait l'empereur à Talleyrand, et surtout pour les Allemands qui restent toujours sur les mêmes idées et qui parlent encore de la mort du duc d'Enghien : il faut agrandir leur morale. » Pour cette morale en action, pour cette réhabilitation d'Ettenheim et de Vincennes, pour la consécration de Bayonne et de Valençay, Talleyrand devait être du voyage, et Napoléon lui réservait un rôle plus actif encore. Il le fit appeler et lui confia son secret. Talleyrand en avait un aussi, mais il ne le confia pas à l'empereur. « Nous allons à Erfurt, dit Napoléon ; je veux en revenir libre de faire en Espagne ce que je voudrai ; je veux être sûr que l'Autriche sera inquiète et contenue, et je ne veux pas être engagé d'une

[1] Metternich à Stadion, 23 septembre 1808.

manière précise avec la Russie pour ce qui regarde les affaires du Levant. » Demi-traités, nuances fugitives, engagements à nœuds coulants, échappatoires et portes dérobées derrière tous les paravents, Talleyrand y excellait et l'ouvrage était pour tenter un artiste de sa qualité. Napoléon lui fit lire la correspondance de Russie. Talleyrand en tira cette conclusion : « Les projets de guerre dans l'Inde, les projets de partage de l'empire ottoman semblent des fantômes produits sur la scène pour occuper l'attention de la Russie... Il n'y avait pas un pas de fait... » Ce pas, il s'agit de le franchir : en finir avec l'Espagne ; puis se retourner contre l'Autriche et en finir encore, la réduire à l'état de la Prusse, et, dès lors, l'alliance russe ayant accompli son office, Napoléon en finirait avec la Russie et la contraindrait à l'obéissance. Mais, pour le point de départ et la première campagne, la coopération de la Russie était indispensable. « Cette coopération pleine d'entraves, raconte Talleyrand, ne l'aurait que trop mis en état de parvenir à son but. Ayant une très petite idée de l'empereur Alexandre... il se proposait d'abord de l'intimider, et ensuite d'attaquer à la fois sa vanité et son ambition... »

Talleyrand jugea que l'intérêt de la France, l'intérêt de l'Europe, son intérêt propre, qu'il confondait avec l'intérêt général, voulaient qu'il se mît en travers de ce dessein que Napoléon le chargeait d'exécuter. Ses vues sur cet article étaient anciennes et le temps les fortifiait. Il avait le sentiment de la marche à l'impossible, du terrible paradoxe de la politique française, depuis qu'il la servait, depuis 1797 ; il en avait observé pas à pas le développement. Soumis, intéressé, effrayé sous le Directoire ; fasciné un instant, puis épouvanté sous le Consulat ; s'efforçant d'arrêter les gouvernants d'un mot, de les retenir d'un conseil, multipliant les notes et les mémoires, et, depuis, toujours débordé par la victoire, réduit à en atténuer les effets, à coucher en traités, en dépêches, en instructions, les effets et les apologies d'une politique dont il jugeait l'enchaînement inévitable et la catastrophe fatale ; suivant de son pied bot, *pede claudo*, mais enfin

suivant toujours. Il ne voulait pas aller plus loin; il renonçait à arrêter son maître; il décida de solliciter, à sa façon, la force des choses qui, tôt ou tard, devait renverser le colosse, tâchant que la France n'en fût pas trop disloquée, ni lui-même trop écrasé. L'Europe triompherait et, pour que ce triomphe n'emportât point cette double ruine, il ferait la France européenne et lui ministre européen de la France en Europe, de l'Europe en France. Il va s'acheminer ainsi, sans discerner encore par quels chemins, vers le Congrès de Vienne qui fut le couronnement de sa carrière, son triomphe d'homme d'État; mais aussi la ruine de l'empire français, de la politique républicaine, de la politique des limites et de la suprématie. Il y arriva pour avoir su discerner la force des choses et parce qu'il possédait, suivant l'expression de son précepteur, Gondi, « le génie propre à se faire honneur de la nécessité, qui est une des qualités les plus nécessaires à un ministre ». C'est ce qu'il appelait « avoir de l'avenir dans l'esprit ».

Mais cette manière de servir en détestant le maître et en le trompant; cette façon de desservir le gouvernement d'aujourd'hui pour préparer celui de demain; de dégager et soi et le pays de l'un, pour assurer sous l'autre le bien du pays et son propre bien; de travailler à l'échec de la politique que l'on est censé défendre pour disposer le succès de la politique d'arrière-pensée qu'on y oppose; cette désinvolture à s'affranchir des devoirs directs et simples sous le prétexte d'une utilité supérieure; celle de ménager l'Europe, de faire rentrer la France dans la société européenne, de la détourner de l'hyperbole pour la remettre dans le sens commun; cette justification des moyens où l'on s'attribue toute licence, par une fin dont on se fait seul juge; cet aplomb superbe et cette assurance à se faire son État à soi-même, en dehors du gouvernement qui vous paye et de la politique que l'on feint d'appliquer; ces doctrines que Talleyrand déduit en ses mémoires avec une impertinence seigneuriale, ne sauraient, malgré les grands services rendus plus tard, effacer, dans le passage scabreux où il s'engage alors, la couleur de fourberie et de trahison.

Le premier chapitre à ses yeux, dans cette politique que Talleyrand opposera désormais à celle de l'empereur, est d'empêcher une alliance plus intime entre la France et la Russie ; le second, d'avertir l'Autriche et de la sauver : détacher l'allié et conserver l'ennemi. Il trouva un collaborateur, d'autant plus efficace qu'il paraît avoir été plus sincère, en la personne de Caulaincourt ; enguirlandé par Alexandre, endoctriné par Talleyrand, gêné avec l'un et avec l'autre par l'obsession d'Ettenheim ; empressé de s'en justifier devant Alexandre, de s'en délier avec Talleyrand, cet ambassadeur en vint, par la séduction du tsar et l'influence de l'ancien évêque, à juger des rapports de la France et de la Russie par le seul jugement d'Alexandre et de la politique française d'après celui de Talleyrand ; convaincu d'ailleurs et jusqu'à la fin, jusqu'au sacrifice de sa carrière, de la bonne foi du tsar et de l'intention arrêtée de l'Europe de respecter la paix de la France dans les limites du Rhin aussitôt que la France voudrait s'en contenter et que l'empereur consentirait à s'arrêter, à rassurer l'Europe. « La fortune de l'Autriche, dit Talleyrand, voulut que M. de Caulaincourt eût inspiré à l'empereur Alexandre de la confiance et lui en eût fait prendre en moi. — Ma liaison personnelle avec M. de Caulaincourt, aux qualités duquel il faudra bien que l'on rende un jour justice[1]... » Caulaincourt lui faciliterait l'accès d'Alexandre, près duquel, en justifiant Talleyrand, il se dégagerait lui-même de l'affaire de Vincennes.

Talleyrand aurait voulu emmener Metternich : Napoléon ne l'agréa point. Talleyrand n'en insista que davantage sur « l'extrême utilité de la présence de l'empereur François ». Napoléon s'y prêta : il placerait l'Autriche dans le cortège des vassaux ! Talleyrand tâcha de persuader Metternich que la diminution du personnage se rachèterait par l'importance du rôle. « Rien, lui disait-il, ne peut se faire en Europe sans que l'empereur d'Autriche offre une gêne ou une facilité ; moi, je

[1] *Mémoires*, t. I, p. 320, 401.

désirerais, dans l'occurrence, y voir arriver l'empereur François comme une gêne. » Et cette *gêne* serait bienfaisante; d'où ce conseil de Talleyrand à Metternich : « Faire beaucoup d'ouvertures insidieuses et vagues, tâcher d'obtenir en échange des promesses formelles; caresser l'amour-propre d'Alexandre, flatter la présomption de son ministre; porter la Russie à nous tenir en échec, lui promettre le partage et le gros lot de la Turquie, lui garantir la Finlande... » Metternich prend le conseil à son compte et dessine, à son tour, son plan, le fameux plan qu'il caresse et qu'il accomplira, en 1813, au Congrès de Prague. « Un empereur qui paraîtrait en personne au milieu du congrès d'Erfurt et qui dirait : « Je mets 400,000 hommes « de troupes et tout mon peuple armé dans la balance de la « justice... Je ne veux que la paix, mais dans la paix un état « de choses conforme à la dignité de ma couronne », embarrasserait beaucoup la force de Napoléon et la faiblesse d'Alexandre... [1] » Avant tout, on concerterait la paix de l'Angleterre. Tolstoï, plus que jamais en confidence avec Metternich, l'écrivait à Pétersbourg : « Les vœux de tous les gens éclairés de ce pays sont les mêmes à cet égard. Tous désirent et conseillent la paix générale. Parmi eux se trouve aussi M. de Talleyrand; sa manière de voir est très prononcée. » C'est de profiter des souffrances qu'entraîne le blocus pour offrir des compensations à l'Angleterre, car « on ne peut plus songer à la forcer à la paix ». La compensation, on le devine entre les lignes, c'est de « se tirer d'embarras » soi-même, de « renoncer à une entreprise mal calculée » — l'Espagne — et d'en trouver le prétexte très plausible dans la paix générale [2].

Ainsi se dispose dans les ambassades, à Paris, dans le propre cabinet de Napoléon, une négociation qui, dans sa pensée, doit produire des effets tout contraires. « Préparez-moi, dit-il à Talleyrand, une convention qui contente l'empereur Alexandre; qui soit surtout dirigée contre l'Angleterre, et dans laquelle je

[1] Rapports de Metternich, 14, 22, 23 septembre 1808.
[2] Rapports et lettre particulière de Tolstoï, 8 septembre 1808.

sois *bien à mon aise* sur le reste ; je vous aiderai : le prestige ne manquera pas. » *Être à mon aise*, commande l'empereur ; *le gêner*, pense Talleyrand. Et Napoléon continue : « Mon cher Talleyrand... il faut que vous soyez à Erfurt un jour ou deux avant moi... Vous connaissez bien l'empereur Alexandre ; vous lui parlerez le langage qui lui convient. Vous lui direz qu'à l'utilité dont notre alliance peut être pour les hommes, on reconnaît une des grandes vues de la Providence... Nous sommes jeunes tous les deux, il ne faut pas nous presser... L'intérêt bien entendu du continent, sept millions de Grecs rendus à la liberté... voilà un beau champ pour faire de la philanthropie ; je vous donne sur cela carte blanche ; je veux seulement que ce soit de la philanthropie lointaine. » Ces nuages dorés pour le Slave et le mystique, l'*escadron volant* pour le *matérialiste*[1]. *Homo duplex!* Talleyrand pourvoierait à l'une et à l'autre besogne. Il partit le 16. Le 18, Napoléon mit à l'ordre de l'armée une proclamation où l'on lisait : « Soldats, j'ai besoin de vous... Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux colonnes d'Hercule ; là aussi, nous avons des outrages à venger... » Il monta en voiture le 23 septembre. Voyons dans quelles dispositions il allait trouver Alexandre.

VII

Tolstoï, dans ses rapports, représentait les affaires de la France sous l'aspect le plus alarmant. Ses bulletins d'Espagne n'exagéraient rien ; mais, à lire ses rapports, la France, dans l'intérieur, reculait aux temps équivoques de 1803 et 1804 : même opposition sourde, désapprobation des entreprises, désir de la paix, croyance que l'Europe la souhaite, que l'Angleterre même s'y prêterait ; bref, des dispositions, des faci-

[1] GOURGAUD, t. I, p. 529.

lités à la politique de l'Europe, et si l'Europe triomphe, à l'hégémonie russe. En même temps, l'immense péril où marche la Russie si elle ne se met point en mesure, si elle se prête docilement au blocus, si elle abandonne l'Autriche : le sort de l'Espagne menacerait la Russie! Donc, que la Russie, que le peuple russe se préparent. Hostilité à l'alliance, hostilité au projet de mariage, hostilité à la France : voilà le fond de la correspondance de cet ambassadeur dégoûté de sa mission. Ce dégoût, toutefois, n'allait point jusqu'à négliger les moyens d'observer et de connaître. Tolstoï avait renoué les fils de Markof, les intelligences au ministère de la guerre. Ni dans la période d'intimité au temps d'Alexandre aussi bien qu'au temps de Paul, ni dans la période de méfiance et d'hostilités, cet espionnage ne chôma [1].

Le danger immédiat, pour les Russes, l'inquiétude dominante, c'était que Napoléon n'achevât d'anéantir la Prusse et n'écrasât l'Autriche [2]. Les conseillers d'Alexandre le lui répétaient sans cesse. Czartoryski se joignit à eux et adressa au tsar une « note très confidentielle », où, dès les premiers mots, il perçait au fond [3] : « Je pense que vos rapports actuels avec le gouvernement français finiront pour Votre Majesté impériale de la manière la plus funeste. » Napoléon ne vise qu'à établir sa suprématie; la Prusse l'a servi, il l'a détruite; l'Espagne l'a servi, il va l'envahir, après avoir détrôné le roi, son allié. Il n'oubliera pas que l'Autriche pouvait le perdre, en 1807; quand il en aura fini avec l'Espagne, il l'attaquera, la démembrera en royaumes de Hongrie, d'Autriche, de Bohême, de Pologne qu'il inféodera : alors la Russie restant seule debout, il lui cherchera querelle, réclamant le passage

[1] Voir rapports des 7, 13, 17 mai; 9, 21, 23 juin, 25 juillet, 7 août 1808. Le 23 juin, Tolstoï annonce qu'un officier d'état-major, G..., offre de passer en Russie. « Il emportera avec lui des cartes, plans, mémoires et tout ce que le bureau de la guerre de Paris possède de ce genre sur la presqu'île de l'Italie, la Dalmatie, l'Albanie et les pays adjacents. »

[2] Martens, t. VI, p. 426.

[3] *Société d'Histoire de Russie*, t. VI, p. 372. La pièce est datée du 26 juin; mais si, comme il est probable, cette date est la date russe, elle doit être reportée au 8 juillet.

pour une armée française allant aux Indes, comme il a envahi l'Espagne sous le prétexte de s'emparer de Gibraltar. Puis il lâchera sur elle les Turcs tenus en laisse jusque-là. La Russie envahie, ruinée d'ailleurs par le blocus, il réclamera les provinces polonaises, rétablira la Pologne, proclamera la liberté des paysans, morcellera l'empire en royaumes séparés. « Que deviendra alors la Russie? Quel sera le sort de Votre Majesté et celui de toute sa famille? Rappelez-vous ce qui s'est passé en Espagne. » Un seul moyen de salut : « S'entendre secrètement avec l'Angleterre, l'Autriche, la Suède; envoyer des agents secrets partout où ils pourront contrecarrer les projets de Napoléon »; armer, et, cependant, « ne rien changer dans nos rapports avec la France et mettre tout en œuvre pour qu'elle ne s'aperçoive pas de nos craintes et de nos véritables dispositions ».

Caulaincourt, éperonné par Napoléon, pressait Alexandre d'agir à Vienne. Le tsar éluda la question par des promesses vagues, des caresses à l'ambassadeur. Il fit écrire à Vienne, à Kourakine, non pour menacer, mais pour demander presque comme un service qu'on ne le mît point dans la nécessité d'agir. « La paix de Tilsit que j'ai contractée ne peut-elle avoir ses engagements? Le parti le plus sage pour l'Autriche me paraît donc de rester spectatrice tranquille de la lutte... L'Autriche m'éviterait la pénible nécessité de prendre fait et cause contre elle, car je n'y suis tenu qu'autant qu'elle attaquera [1]. »

Même jeu à Berlin où les ministres de Frédéric-Guillaume s'efforcent d'engager leur maître avec l'Autriche [2], où le roi se refuse à ce coup de désespoir, et sollicite d'Alexandre l'avis de se montrer patient et l'injonction d'ajourner l'héroïsme [3]. Alexandre le retient et l'encourage : « S'imaginer que l'embarras des affaires d'Espagne donne une chance favorable à

[1] Alexandre à Kourakine, juillet et 5 septembre 1808. HASSEL.

[2] Rapports du major Lucey, envoyé à Vienne; en particulier, 30 août 1808. HASSEL.

[3] Frédéric-Guillaume à Alexandre, 28 août; Alexandre à Frédéric-Guillaume, 12 septembre 1808. BAILLEU.

l'Autriche me paraît mal calculé. Veuillez vous rappeler, sire, que la France s'est trouvée, sous un gouvernement révolutionnaire très faible, assez redoutable pour se défendre contre toutes les puissances réunies contre elle... » Qu'est-ce donc, quand « ses forces se sont accrues si énormément et où elles sont conduites par des talents dont il serait difficile de contester la réalité... » ?

Tout le fond de sa politique est là, politique à la fois très simple et à très longue portée, à la russe ; conserver intacte, avec ses ressources d'hommes et ses armements, l'Autriche, aile gauche de l'armée russe future, contre l'Occident, et ce qui reste de Prusse, aile droite de cette armée ; les tenir disponibles jusqu'au jour marqué par la Providence, amené par les fautes de Napoléon, et, tout en les exhortant à se soumettre à l'empereur des Français et à subir la loi de Tilsit, se préparer les moyens, avec leur appui, de rompre cette même loi, l'alliance de 1807. En attendant, il en tirera tout le parti possible : après la Finlande, les Principautés. Pour arracher à Napoléon la licence de s'en emparer, pour juger de l'étendue de ses embarras, il accepte l'entrevue différée à tant de reprises. Mais il ne peut déclarer hautement ses motifs, et il est obligé de ruser aussi subtilement avec sa famille et sa cour qu'avec Napoléon ; d'exhorter à la patience les Russes, aussi bien que les Autrichiens et les Prussiens.

L'impératrice mère, qui le voit toujours enfant, toujours dans la dépression, les tremblements, l'obéissance fatale de la terrible nuit de mars 1801 [1], n'a pas encore pénétré ce génie en même temps impulsif et réfléchi, cette suite, sous les apparences de l'hésitation ; cet art à s'échapper, à enlacer l'adversaire en paraissant fasciné par lui ; elle redoute la mobilité d'âme, le goût de plaire quand même, et sinon une promesse, au moins une adhésion tacite à ce projet de mariage qui l'obsède toujours. Enfin, Erfurt l'épouvante. Connaît-elle l'histoire de France et l'entrevue fameuse de Péronne, Louis XI

[1] Voir ci-dessus, t. VI, p. 137.

emprisonné par Charles le Téméraire? Elle connaît à coup sûr des épisodes plus récents. Elle adresse à son fils, le 6 septembre, une longue épître, solennelle, « inquiète et triste [1] » : — « Cher Alexandre, ces lignes vous jugeront et me jugeront au tribunal de l'Être suprême. » Arrêtez-vous sur le bord de l'abime; vous nous quittez pour une entrevue avec Bonaparte et « cela dans une forteresse qui se trouve encore sous sa domination et gardée par ses troupes ». Elle lui montre « l'Europe soumise aux décrets du tyran sanguinaire qui la gouverne avec un sceptre de fer » ; le commerce russe anéanti, l'enchérissement des denrées, le peuple réduit à la famine; plus de sel, la banqueroute menaçante, l'indignation contre les Français. L'Espagne résiste; il faut que Bonaparte la soumette « ou qu'il y périsse ». — « L'idole chancelle »; il a besoin d'Alexandre, il va le séduire : il ne vous donnera jamais la Moldavie et la Valachie. Cette entrevue « ternit votre réputation et lui laisse une tache ineffaçable». La nation croira vos ordres arrachés par la force. Napoléon est homme à risquer le tout pour le tout, un autre Bayonne, un autre Vincennes!...

Un tsar, et moins que tout autre le fils de Paul, ne pouvait demeurer sous le coup de tels soupçons. A ce douloureux aveu de sa mère, il mesure le péril qui le menace, le mécontentement redoutable des boyards et de l'armée [2]. Il est décidé à les braver, car découvrir publiquement son secret serait ruiner toute sa politique; mais s'il expose sa vie aux complots, s'il encourt le sort de son père — et il ne peut se faire d'illusions sur cet article — il veut au moins, devant l'impé-

[1] Le texte des lettres a été publié dans la *Rouskaia Starine*, avril 1899.

[2] De Maistre écrit, quelques semaines après, rétrospectivement : « L'empereur sait qu'il déplait universellement, et il a à ses côtés des conseillers qui lui disent qu'on l'accuse de manquer de caractère... Ajoutez à cela le mépris de sa propre nation qui est enfoncé dans le cœur de Sa Majesté impériale, et vous verrez qu'il n'est guère possible d'imaginer un état de choses plus périlleux. Pour en sortir, beaucoup de gens ne voyaient que le *remède asiatique*. J'en ai parlé plus d'une fois; j'ai cru que nous y touchions; des personnes qui avaient été encore plus instruites le croyaient aussi. » Tchigagof, l'amiral, n'y croit pas. Les Russes, croit-il, « ne sont pas capables de commettre un crime pour l'État, mais seulement pour leurs intérêts individuels ». *Mémoires et correspondance*, 8 décembre 1808. Cf. ci-dessus, p. 197.

ratrice, sauver l'honneur de son génie et se montrer empereur. Il lui écrivit une lettre où, par une exception rare en sa carrière, il révèle toute sa pensée. Par reflet, cette lettre éclaire le passé; elle projette directement sa lumière sur l'avenir[1]. S'il a traité à Tilsit, c'est par nécessité. Traitant, il était nécessaire à la Russie de se mettre bien avec le colosse. « Il faut que la France puisse croire que son intérêt politique peut s'allier avec celui de la Russie; dès qu'elle n'aura pas cette croyance, elle ne verra plus dans la Russie qu'un ennemi qu'il sera de son intérêt de chercher à détruire. Quel autre moyen pouvait donc avoir la Russie pour conserver son union avec la France que celui d'entrer pour quelque temps dans ses vues et lui prouver qu'elle peut rester sans méfiance sur ses intentions et ses plans? C'est à ce résultat que devaient tendre tous nos efforts pour pouvoir respirer pendant quelque temps librement et augmenter pendant ce temps précieux nos moyens, nos forces. Mais ce n'est que dans le plus profond silence que nous devions y travailler... Sauver l'Autriche et conserver les moyens pour le vrai moment où elle pourra les employer pour le bien général... » Se hâter serait risquer de tout perdre. « Faut-il pour un instant de revers qu'éprouve Napoléon gâter tout notre ouvrage et donner des doutes sur nos vraies intentions ?... Si ses revers doivent continuer, nous le verrons tranquillement tomber. » Mais l'heure ne semble pas proche; la France n'est point à bas; elle a résisté à des crises plus redoutables. Et à sa sœur Catherine : « Bonaparte prétend que je ne suis qu'un sot. *Rira bien qui rira le dernier*, et moi je mets tout mon espoir en Dieu[2]. »

Il reçoit de la reine de Prusse les mêmes adjurations; c'est la même anxiété du monstre[3] : « Vous allez donc revoir Napoléon; cet homme qui, je le sais, vous fait horreur, comme à moi... Je vous conjure... soyez sur vos gardes avec cet habile menteur... Ne vous laissez pas entraîner à rien entre-

[1] Voir ci-dessus, p. 173. Tilsit.
[2] MARTENS, t. XIII, p. 306.
[3] La reine de Prusse à Alexandre, 8 septembre 1808. BAILLEU.

prendre contre l'Autriche... Au nom de Dieu, ne le faites pas !... Soyez grand, pardonnez [1] et songez à sauver l'Europe... » Alexandre dut sourire, encore que flatté en son amour-propre d'homme et peut-être ému légèrement dans son cœur. Il s'arrêta, le 8 septembre, chez ses amis, en se rendant à Erfurt. Il les rencontra à Kœnigsberg; ils visitèrent ensemble le champ de bataille d'Eylau. Il les rassura sur ses intentions; mais il les adjura de se tenir en obéissance et résignation. Ses conseils furent une déception pour le parti national, pour les patriotes ardents qui ne jugeaient que du dehors, avec leurs passions. Stein comprit : « L'empereur voit le danger qui menace l'Europe, écrivait-il à un ami le 23 septembre, et je crois qu'il n'aura accepté l'entrevue que pour conserver encore quelque temps le repos extérieur. Je ne crois pas qu'il attaque l'Autriche quand elle sera en guerre avec la France. »

Alexandre quitta Kœnigsberg le 20 septembre; le 21, on connut la convention de Paris et, aussi, les déplorables effets de la lettre interceptée de Stein [2]. Frédéric-Guillaume fit courir après le tsar : « Je n'ai point encore signé le funeste traité... Si Votre Majesté... ne nous soutient pas, c'en est fait de la Prusse, car ce qui vient de se passer est plus que suffisant pour lui casser le col... » Alexandre était consterné. Les Russes, Roumiantsof, peu tendres pour la Prusse, la condamnaient : « C'est de l'esprit de vertige ! » Ils n'avaient plus qu'à subir la loi du vainqueur, et à ratifier les yeux fermés la convention. C'est ce qu'ils firent le 29 septembre; mais, en même temps, le roi laissait les patriotes pousser leurs préparatifs de guerre, leurs appels à la nation, et Stein écrivait le 22 septembre à Gœtzen, qui négociait secrètement à Vienne : « Conservez vos liaisons avec les Autrichiens; assurez-les dans toutes les occasions que nous sommes disposés à concourir à sauver l'Allemagne et que les bruits que les Français répandent d'une réunion avec eux sont faux. »

[1] Allusion au traité de Schœnbrünn, p. 14, 23.
[2] Voir ci-dessus, p. 297-298.

Frédéric-Guillaume n'était point du gala d'Erfurt. François II s'abstint de s'y montrer. La Prusse devait être représentée par le comte de Goltz, l'Autriche par le baron de Vincent. La Prusse y arrive, alliée de Napoléon contre l'Autriche, le couteau sur la gorge, en négociation secrète avec l'Autriche contre Napoléon. L'Autriche a désarmé, pour la forme ; elle est en négociation secrète avec un agent anglais, et elle se prépare à entrer en guerre au premier embarras sérieux où se trouvera Napoléon en Espagne. La Russie n'a d'autre pensée que de se dégager des promesses de Tilsit, de n'avoir point à soutenir Napoléon contre l'Autriche ou contre la Prusse, de se faire au contraire de la Prusse une cliente et de l'Autriche une alliée éventuelle contre la France. Enfin, le propre confident de Napoléon, Talleyrand, se présente avec le dessein concerté de trahir son maître, de délier la Russie, de protéger l'Autriche et de les rapprocher l'une de l'autre.

VIII

Les deux empereurs firent leur entrée solennelle dans Erfurt le 28 septembre. La ville était encombrée d'altesses, de courtisans, de militaires. Rois, grands-ducs, ducs, princes, l'Allemagne officielle, l'Allemagne inféodée, protégée, enrégimentée, gratifiée, prosternée. Dans le cadre de cette vieille Europe héraldique aux cimiers déplumés, aux émaux ternis, aux lions caducs, passants, couchants et rampants, la nouvelle promotion des seigneurs de la terre, signifiant par la disparate même leurs noms exotiques de Rivoli à Auerstaedt, de Valmy à Raguse, l'universelle victoire de la République et l'universelle domination de l'empire français : les uns enseignant aux autres l'éternelle antienne de l'histoire, com-

ment finissent les dynasties et comment elles recommencent [1]. Loges de Majestés, parquet d'Altesses, galerie de sérénissimes, parterre d'excellences, ces Allemands applaudissent au théâtre, lèvent leurs verres dans les banquets : au fond, beaucoup de gens, fort peu de chose et qui ne méritent, quand ils enfreignent la consigne du silence, que l'étonnant : « Taisez-vous, roi de Bavière ! » de Napoléon à Max-Joseph [2]. Ce n'eût été rien si l'Allemagne intellectuelle, celle qui formait alors de cette nation humiliée, de cette patrie assujettie, comme une matrice nouvelle de la pensée et de la poésie humaines, n'avait été représentée aussi au triomphe de Napoléon. Le plus grand génie de l'Allemagne et l'un des plus grands génies parmi les hommes, Gœthe, y apporta son hommage. Gœthe et les esprits larges et apaisés qui pensaient comme lui estimaient la Révolution dénaturée par ses auteurs, rétrécie en son moule trop français ; ils considéraient Napoléon comme la Révolution consommée dans ce qu'elle avait de raisonnable, de légitime, d'européen. Ces sages laissaient à César ce qui était à César. Ils admiraient dans la force organisée la manifestation du génie humain dans l'État. Ils se démontraient à eux-mêmes, comme on explique le cours des astres, la nécessité historique de la victoire, conciliant la soumission, qui était dans leur caractère, et la fierté qui était dans leur pensée. Gœthe ne figure à Erfurt qu'à titre de *conseiller intime;* mais le conseiller intime n'en est pas moins Gœthe ; la figure de Gœthe domine les assemblées, au-dessus des princes, à côté de l'empereur. Le poète de la nature rencontre l'homme de la destinée. On raconte qu'au temps de la conquête romaine un Germain, « vieillard de haute taille et d'un extérieur qui décelait un rang élevé dans sa nation », franchit le Rhin dans un petit bateau, demanda la permission de contempler le général romain ; il considéra Tibère et s'écria qu'il lui semblait avoir vu la divinité et qu'il n'avait pas eu de plus beau jour dans

[1] Voir t. I, p. 44, le dîner des rois en exil de *Candide*.
[2] *Mémoires de Moriolles*, p. 156.

sa vie[1]. « Sa vie a été celle d'un demi-dieu qui marchait de bataille en bataille et de victoire en victoire », dit plus tard Gœthe de Napoléon[2].

« Je veux, avant de commencer, que l'empereur Alexandre soit ébloui par le spectacle de ma puissance! » dit Napoléon à Talleyrand. Le soleil n'éblouit point le courant d'eau qui passe et où il miroite sur les flots qui s'enfuient. Ainsi des yeux slaves. Talleyrand *commença* le soir même de l'arrivée. Un billet de la princesse de Tour et Taxis l'invitait au thé. Il y rencontra l'empereur Alexandre. Il l'y retrouva tous les soirs après le spectacle, s'attachant à ne le point effaroucher, à rendre la conversation aussi frivole que possible, moyen le plus adroit de passer au sérieux le jour où Alexandre en éprouverait le désir, et à son premier signe. Talleyrand fréquentait aussi M. de Vincent, qu'il connaissait depuis longtemps et avec lequel il s'était mis en grande confiance à Varsovie.

Les deux empereurs s'entretinrent seul à seul, comme le désirait Napoléon. Il rassura le tsar sur l'article de la Pologne, se montra facile sur celui des Principautés : ils convinrent d'ajourner « le grand objet », le partage, et de faire en commun une démarche à Londres. Mais, dit Napoléon, on ne réduira jamais l'Angleterre tant qu'elle espérera trouver à Vienne le pivot d'une cinquième coalition. Or, malgré les

[1] Fustel de Coulanges, *l'Invasion germanique*.

[2] *Entretiens avec Eckermann*. Gœthe, jugeant à distance le grand homme déchu, restait en cela aussi fidèle à lui-même qu'en l'admirant à Erfurt. « Je ne haïssais pas les Français, quoique je remercie Dieu de nous en avoir délivrés. Comment, moi pour qui la civilisation et la barbarie sont des choses d'importance, aurais-je pu haïr une nation qui est une des plus civilisées de la terre, et à qui je dois une si grande part de mon propre développement?... La haine nationale est une haine particulière... » — « Napoléon, voilà un homme... Jeune, et tant que sa force grandissait, il a joui de cette perpétuelle illumination intérieure : alors une protection divine semblait veiller sur lui... Toujours clair, toujours lumineux, décidé... » Knebel, littérateur, qui vivait à Weimar, un des amis et des suivants de Gœthe, écrivait à Hegel, le 7 octobre 1808, après avoir vu Napoléon : « Son visage où est empreinte cette vague mélancolie qui, selon Aristote, est la marque de tous les grands caractères, révèle non seulement la puissance de l'esprit, mais une vraie bonté de cœur... Bref, on est enthousiaste du grand homme. » — Cherbuliez, *Profils étrangers*. — Lévy-Brühl, *l'Allemagne depuis Leibnitz*.

déclarations de Metternich à Paris, l'Autriche ajourne la reconnaissance des rois d'Espagne et de Naples. Il réclame d'Alexandre une démarche commune à Vienne, qui mettrait l'Autriche en demeure de déclarer la guerre aux Anglais et de reconnaître publiquement les nouveaux rois. Il rédigea, en partie de sa main, un projet de traité qu'il remit à Alexandre dans le plus grand secret. Mais les Russes s'accommodèrent de façon que l'Autrichien, M. de Vincent, en fût averti, et celui-ci en prévint Talleyrand. Talleyrand, dès lors, se tint à l'affût, et l'occasion qu'il attendait ne tarda guère à se présenter.

Le 3 octobre, après le spectacle chez la princesse, Alexandre parut moins épanoui que d'habitude : « — L'empereur vous a-t-il parlé ces jours-ci? demanda-t-il. — Non, sire! » Et Talleyrand hasarda ces mots : « — Si je n'avais pas vu M. de Vincent, je croirais que l'entrevue d'Erfurt était uniquement une partie de plaisir. — Qu'est-ce que dit M. de Vincent? — Sire, des choses fort raisonnables, car il espère que Votre Majesté ne se laissera pas entraîner par l'empereur Napoléon dans des mesures menaçantes ou au moins offensantes pour l'Autriche; et si Votre Majesté me permet de le lui dire, je forme les mêmes vœux. — Je le voudrais aussi; c'est fort difficile, car l'empereur Napoléon me paraît bien monté. — Mais, sire, vous avez des observations à faire. » Et il les insinue : elles tendent tout simplement à mettre l'Autriche hors du traité d'alliance entre la Russie et la France, et à rassurer l'empereur François au lieu de l'effrayer.

La conversation reprit le lendemain, Alexandre se laissant doucement pousser du côté où il penchait; Talleyrand y mêla du pathétique qui n'était pas dans son personnage, mais qui ne dut point déplaire. « Sire, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe, et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas : c'est donc au souverain de la Russie

d'être l'allié du peuple français[1]. Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont les conquêtes de la France. Le reste est la conquête de l'empereur; la France n'y tient pas. » Le reste était précisément l'essentiel pour Alexandre, car ce *reste* pris les alliés seraient sur le Rhin; ils le passeraient, dès lors, impunément et, la limite naturelle entamée, ils refouleraient la France vaincue, abusée, désorganisée, décapitée, jusqu'à l'ancienne limite.

Alexandre hésitait encore. « Ce fut Caulaincourt qui, par son crédit personnel, emporta sa détermination » ; preuve nouvelle, dit Metternich, « de l'influence sans borne que Talleyrand exerce sur l'esprit de M. de Caulaincourt » . — « Sa conduite à Erfurt, rapporte Tolstoï, ne peut laisser aucun doute sur l'étendue de son dévouement au vice-grand-électeur. »

Le 5 octobre, Alexandre, suffisamment monté, se sentant suffisamment soutenu, eut une longue conférence avec Napoléon. « Je n'ai rien fait, raconta l'empereur à Talleyrand... Je l'ai retourné dans tous les sens ; mais il a l'esprit court ; je n'ai pas avancé d'un pas. — Sire, je crois que Votre Majesté en a fait beaucoup depuis qu'elle est ici, car l'empereur Alexandre est complètement sous le charme. — Il vous le montre, vous êtes sa dupe. S'il m'aime tant, pourquoi ne signe-t-il pas ? » Napoléon voyait juste, et cependant, il céda : c'est qu'il était dupe aussi, ayant son côté de passion et de faiblesse par où Alexandre le tenait amorcé. C'était le mariage. Au théâtre, lors de la représentation d'*OEdipe*, Alexandre avait serré la main de Napoléon, à ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux !

Et Napoléon avait pu prendre ce geste pour un encouragement à ses vœux. Il y risqua une allusion, au retour d'une promenade, en commun, à Weimar. Alexandre accueillit la confidence avec son ineffable et perpétuel sourire, où Napo-

[1] Comparez les discours de Mme de Staël à Alexandre : *Dix années d'exil*, 2e partie, chap. XVII. — *Considérations*, t. II, p. 6, 32, 108. — GAUTIER, chap. XX. — Lettre à Alexandre, 8 juin 1815. *Revue de Paris*, 1er janvier 1897.

léon lut un acquiescement. Alors il chargea Talleyrand de pousser plus clairement les insinuations. « Ma destinée l'exige et la tranquillité de la France le demande... Souvenez-vous bien que ce n'est pas de ma part qu'il faut lui parler; c'est comme Français que vous vous adressez à lui... Comme Français, vous pourrez dire tout ce que vous voudrez. Joseph, Lucien, toute ma famille vous offrent un beau champ... Ils ne sont rien pour la France. » Puis, une de ces boutades comme il lui en échappait souvent et qui perçaient au fond de l'avenir : « Mon fils même — mais cela est inutile à dire — aurait souvent besoin d'être mon fils pour me succéder tranquillement. »

C'était pour Talleyrand l'heure de consommer sa défection. Il en fit sa cour à Alexandre, le plus galamment du monde. « J'avoue, raconte-t-il, que j'étais effrayé pour l'Europe d'une alliance de plus entre la France et la Russie. A mon sens, il fallait arriver à ce que l'idée de cette alliance fût assez admise pour satisfaire Napoléon, et à ce qu'il y eût cependant des réserves qui la rendissent difficile. Tout l'art dont je croyais avoir besoin me fut inutile avec l'empereur Alexandre. Au premier mot, il me comprit, et me comprit précisément comme je voulais l'être. » — « S'il ne s'agissait que de moi, dit-il, je donnerais volontiers mon consentement; mais il n'est pas le seul qu'il faille obtenir. » Et il parla de sa mère : il essaierait; il ne pouvait répondre de rien. Il savait bien que l'impératrice ne consentirait jamais; il savait aussi qu'il trouverait à Paris des alliés qui travailleraient à écarter de lui ce cauchemar. Talleyrand avait encore une fois devancé ses désirs.

Quant à M. de Vincent, rassuré, exhorté par Talleyrand, il avait obtenu une audience d'Alexandre. Il en était sorti « épanoui autant qu'on peut l'être ». Pour toute allusion au désarmement exigé par Napoléon et que Napoléon prétendait faire exiger par la Russie, Alexandre lui avait dit : « Nul n'a le droit de s'immiscer dans les mesures que prend un souverain étranger. » — « L'Autriche, ajouta-t-il, n'a point de

meilleur ami que moi, et je me sens engagé d'honneur à la préserver de toute atteinte. »

Alexandre obtint la réduction de la dette prussienne à 120 millions, au lieu de 140, et quelques délais pour le payement. Mais Napoléon exigea le renvoi de Stein. Goltz écrivit à ce ministre : « Résigner, pour le moment, votre poste... vous vouer pour quelque temps à la vie solitaire en apparence, et influer en secret du lieu de votre séjour... Nos affaires ne vont pas bien... Nous devons, au fond, tout à la Russie... Quelle conduite... tenir... sinon celle d'être bien avec la France, pour ne pas être engloutis ?... »

Les arrangements arrêtés entre les empereurs, les ministres les couchèrent en articles qui furent signés le 12 octobre. L'alliance dirigée contre l'Angleterre « ennemie commune et ennemie du continent » est confirmée. La paix avec l'Angleterre se fera sur la *base de l'* « *uti possidetis* », en ce qui concerne la France ; la réunion de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie, en ce qui concerne la Russie. Napoléon retire sa médiation entre la Russie et la Porte : il reconnaît le Danube comme frontière de la Russie ; l'intégrité du reste de l'empire ottoman est maintenue, et aucune atteinte n'y sera portée ni tolérée que d'un commun accord. Napoléon promet de faire cause commune avec la Russie, contre l'Autriche, si l'Autriche soutient la Porte, et la Russie promet de faire cause commune avec la France si l'Autriche lui déclare la guerre. La convention devait être tenue secrète au moins pendant dix ans. On décida que Roumiantsof se rendrait à Paris pour y suivre la négociation avec l'Angleterre. Son objet était, en réalité, de délivrer la Russie du blocus, de la décharger de l'alliance et de lui procurer de nouveaux bénéfices.

Le même jour, les deux empereurs adressèrent au roi d'Angleterre une lettre ostensible, l'invitant à la paix. Alexandre écrivit à François : il ne prescrivait, ni même ne recommandait rien ; tout au contraire : « J'éprouve beaucoup de satisfaction à voir la justice que vous rendez à

mes sentiments pour vous ; je vous prie d'être bien persuadé de l'intérêt que je prends à Votre Majesté et à l'*intégrité* de son empire [1]. » Napoléon, mécontent de Tolstoï, demanda qu'il fût remplacé ; Alexandre y consentit et désigna Kourakine, qui était à Vienne où il travaillait au rapprochement de la Russie et de l'Autriche.

« On a signé, dit un témoin, en fermant les yeux, pour ne pas voir dans l'avenir. » Les empereurs partirent le 14 octobre. Alexandre repassa par Kœnigsberg, et convia ses amis à se rendre en Russie, vers la fin de l'année. Talleyrand revint, engagé avec Alexandre, et correspondant secret de la Russie : cet *ami* du tsar valait, et au centuple, les mystérieux *amis* d'Antraigues, qui, depuis janvier 1806, n'écrivaient plus. Le tsar l'avait d'ailleurs, et par provision, impérialement récompensé. Talleyrand reçut, pour son neveu, la princesse Dorothée de Courlande, l'incomparable duchesse de Dino, qui fut le joyau de sa maison, l'enchantement de son âge mûr et les délices de sa vieillesse.

Pour Napoléon, il ne rapportait d'Erfurt que la licence de reconquérir en Espagne le prestige perdu et, par ricochet, d'imposer à l'Europe sa suprématie ébranlée. « Les Russes vous détestent, disait un Polonais à Davout ; les Allemands ne vous aiment pas ; les fanatiques espagnols se révoltent contre les bienfaits mêmes ; les Polonais seuls vous restent et resteront par penchant et par raison [2]. »

Napoléon espérait frapper vite et à fond. « La guerre pourrait être terminée d'un seul coup, par une manœuvre habile [3]. » Alors, par une conversion brusque, plus hardie et plus terrifiante que celle de 1805, il se retournerait contre l'Autriche, et de ce formidable coup de revers l'atterrerait. En attendant, il désarme et se replie. « Votre Majesté est maîtresse de lever ses camps et de remettre ses troupes dans leurs quartiers », écrivit-il à ses confédérés du Rhin. « Mon inten-

[1] 12 octobre 1808. BEER.
[2] Davout à Napoléon. 22 septembre 1808. *Corr.*, t. II.
[3] A Joseph, 13 octobre 1808.

tion est de retirer insensiblement mes troupes sur la gauche de l'Elbe. Il n'y a rien à craindre pour la Pologne. Je suis au mieux avec la Russie ; je n'ai rien à craindre des Autrichiens; mais, en tout état de cause, mon intention est de concentrer de plus en plus mes troupes [1]. »

Dès son retour à Paris, Talleyrand confirme à Metternich ce qu'il avait dit à Vincent, ce que Vincent avait recueilli de la bouche même d'Alexandre. Il ajoute : « Depuis la bataille d'Austerlitz, les rapports d'Alexandre à l'Autriche n'ont point été plus favorables; il ne dépendra que de vous et de votre ambassadeur à Pétersbourg de renouer avec la Russie des relations aussi intimes que celles qui existèrent avant cette époque. C'est cette réunion seule qui peut causer l'indépendance de l'Europe; Caulaincourt, entièrement dévoué à mon point de vue politique, est instruit de manière à seconder toutes les démarches que fera M. le prince de Schwarzenberg... L'intérêt de la France elle-même exige que les puissances en état de tenir tête à Napoléon se réunissent pour opposer une digue à son insatiable ambition. La cause de Napoléon n'est plus celle de la France; l'Europe enfin ne peut être sauvée que par la plus intime réunion entre l'Autriche et la Russie [2]. »

L'Autriche, ainsi rassurée, continue à se préparer pour l'occasion que fournira vraisemblablement l'Espagne. La correspondance se renoue avec Londres. Le comte Ernest Hardenberg, cousin du ministre prussien, et qui réside à Vienne pour le Hanovre, suit l'affaire avec Münster qui réside à Londres, ministre *in partibus* du roi Georges pour ce même Hanovre. « Dans la ferme persuasion où est la cour de Vienne, écrit Ernest Hardenberg, le 11 octobre, que la guerre est inévitable, et peut-être aussi dans l'intention préméditée de saisir le premier prétexte pour profiter des circonstances favorables du moment pour la commencer, elle recherche le

[1] A Jérôme, etc., 12 octobre; à Davout, 25 octobre 1808.
[2] Metternich, mémoire du 4 décembre 1808. BEER.

rapprochement avec l'Angleterre et son assistance... » Stadion le lui dit en propres mots : « Il désirerait éloigner encore ce terme jusqu'au printemps » ; mais il s'estime déjà en mesure : 300,000 hommes de l'armée active, 60,000 de réserve, 20,000 Hongrois de renfort. Stadion propose de renouveler les arrangements de 1805 pour les subsides : un million et demi de livres comme entrée en campagne, et 4 millions par an; l'Autriche voudrait commencer avec 400,000 hommes. Il compte, en outre, sur 200,000 hommes de milice. « J'eus en octobre, par le duc de Portland, le premier avis des dispositions de l'Autriche, d'entrer en guerre avec la France », note Malmesbury, dans son *Journal*[1].

En Prusse, les patriotes se tiennent aux aguets, l'arme au pied. « Il s'est fait, écrivait Ernest Hardenberg, une association de quelques personnes des plus distinguées et des plus marquantes... qui se sont partagé les différentes provinces, pour y diriger toutes les mesures... » Leur objet est de « se soustraire au joug et au payement ». — « Le plan est connu et approuvé en entier par le souverain » ; mais, par prudence, il s'est accommodé de façon à le paraître ignorer. Les Anglais sont prévenus ; la négociation secrète s'annonce ainsi à Londres, tandis qu'à Vienne le comte de Gœtzen, aide de camp du roi, chargé de l'organisation de la Silésie, confère mystérieusement avec le général autrichien Bubna[2]. « L'association, écrit E. Hardenberg le 26 novembre, se flatte qu'en ne différant pas l'exécution de ses projets agressifs contre ce qui reste de troupes françaises en Allemagne, elle ferait une diversion d'autant plus utile à la bonne cause et aux affaires de l'Espagne qu'elle forcerait peut-être l'Autriche à prendre promptement part à la guerre... Le roi de Prusse, moins gêné à présent par l'évacuation de son pays, est décidé de se mettre lui-même en avant lors de l'exécution de ces plans... » Le plan des Autrichiens consistait d'une

[1] Ernest Hardenberg tenait déjà les fils avec Berlin. Voir ci-dessus, p. 290. Correspondance avec Münster. HASSEL. — MALMESBURY, *Journal*.

[2] Correspondance de Gœtzen. HASSEL.

part à envahir la Bavière, d'autre part à attaquer Davout en Saxe, et de là, concertant leurs opérations avec le duc de Brunswick et le landgrave de Hesse, ils entraîneraient les peuples de l'Allemagne du Nord. « Il faut, écrivait Stein à Gœtzen le 27 octobre, continuer à entretenir l'esprit public, préparer tout dans l'intérieur, par acheter des armes, des formations masquées du militaire, pour qu'en temps de guerre contre l'Autriche on puisse parvenir à briser les chaînes. » Il y avait eu un style et un esprit de Tilsit : ils s'étaient dissipés en un roman politique. Il y a désormais un style et un esprit d'Erfurt, tout en réalités : c'est la coalition.

CHAPITRE V

LA GUERRE D'ESPAGNE

1808-1809

I

Napoléon rentra à Paris le 19 octobre. Il y trouva de l'inquiétude dont il lui convint de ne pas approfondir les causes. Il observa des signes menaçants dont il lui plut de ne pas tenir compte. Il avait appelé 80,000 conscrits des années 1806 et 1807, et les levées ne s'opéraient point. « Sur 747 conscrits de l'Aube, 485 ont déserté [1]. » Partout, et à toutes les questions les mêmes réponses : la soumission de l'Espagne rétablira toutes les affaires; elle rendra l'affection aux Français et les remettra dans la discipline; elle désarmera les Autrichiens; elle tranchera le conflit avec l'Église; elle assurera le blocus et par le blocus la capitulation de l'Angleterre; la Russie retombera dans les sollicitations, l'Europe dans l'obéissance, et la paix française, la paix du Grand Empire, régnera sur le monde. Ainsi, depuis 1792, la fin de la Révolution, le bonheur des hommes et l'avènement de la justice toujours renvoyés au lendemain d'une *journée* qui résoudrait tous les conflits, et la *journée* ne découvrant qu'un nouvel obstacle, une barricade à emporter, une bastille à prendre qui serait la dernière. Pendant quatorze ans, de 1794 à 1808, on a espéré la fin de la guerre; il reste toujours une citadelle à enlever d'assaut, un pays à envahir, une frontière à pro-

[1] A Clarke, 28 octobre. — Rapport de Brockhausen, 31 octobre 1808. HASSEL.

téger. La France pour compléter, assurer, garantir la conquête des limites, avait été obligée de conquérir sans fin; elle se débordait sur l'Europe, dans l'illusion que chaque conquête nouvelle affermirait les autres; que, les fondements assis sur des bases si étendues, il ne s'agissait plus que d'édifier le comble, qui de sa masse tasserait toute la bâtisse. Désormais, il faut changer d'illusion, les piliers s'enfouissent dans la terre et se dérobent, les murs se crevassent, les charpentes craquent; le comble, si l'on le place, écrasera l'ouvrage et précipitera la chute; on est contraint de reprendre les soubassements mêmes et jusqu'aux contreforts.

La grande armée opérait sa conversion vers l'Espagne, traversant la France sous des arcs de triomphe, au milieu des chants et des fêtes. Cette armée, qui portait à plus de 200,000 hommes les forces françaises, entra en Espagne, commandée par l'empereur avec la plupart de ses plus fameux lieutenants [1]: Lannes, Soult, Bessières, Ney, Lefebvre, Moncey, Victor. Rien encore n'y avait résisté. Les Espagnols cependant ne s'en émeuvent pas, et plus la supériorité des armes se déploie du côté des Français, plus éclatent dans leurs rangs la jactance, la présomption, la foi, le fanatisme. Les rôles sont renversés depuis 1792. La Grande Armée envahit l'Espagne comme l'armée du grand Frédéric, toute fameuse encore et réputée irrésistible, envahissait la Champagne. Mais ce n'est pas, comme avec Brunswick, en 1792, un Valmy que les Français sont exposés à rencontrer, c'est une terreur effervescente, un 93 monacal, surpassant en frénésie le 93 jacobin. Avec ses juntes locales, communes insurrectionnelles qui tiennent à la fois du Saint-Office et des tribunaux révolutionnaires, l'Espagne, en quelques semaines, s'est hérissée de corps francs, de *guérillas*, de bourreaux. Les Espagnols sans artillerie, avec des chefs de bande pour généraux, ajoutent à la passion de l'indépendance la jalousie de la race, l'horreur du sacrilège; les moines prêchent l'assassinat des soldats de Napoléon,

[1] Napoléon est à Bayonne du 2 au 4 novembre 1808; le 4, au soir, à Vitoria.

impies et républicains, de la même ardeur qu'ils prêchèrent le massacre des soldats de Louis XIV, roi très chrétien et fils aîné de l'Église[1] : c'est l'étranger, et s'il se prétend croyant du même Dieu, il ment et le blasphème. La guerre nationale tourne à l'autodafé, culte national. Les patriotes espagnols, pas plus que les patriotes français de 1793, ne doutent pas un instant de leur victoire finale : l'Espagne boira le sang de l'envahisseur, engloutira ses chars et ses canons, livrera aux vautours la chair de ses pendus et de ses écorchés. Ils se flattent même d'envahir la France, d'y porter leurs vengeances atroces; d'y opérer la grande purification, par les sacrifices humains. C'est à peine s'ils subissent le secours des Anglais, alliés gênants et suspects aux bandes de Palafox et de Castagnos, comme naguère à celles de Charette.

Napoléon était à Vitoria le 5 novembre : tout ce qui se trouva à la portée de son bras, il l'anéantit ou le dispersa; mais que sert de vaincre un ennemi qui ne se soumet point? Tout le déroute dans sa victoire. Il avance, et il ne se sent pas vainqueur : l'ennemi l'inonde de tous côtés. Les bandes se reforment jusque dans son sillage. Toute bicoque se crénèle en forteresse. Il faut s'user en assauts, sièges meurtriers, énervants et inutiles, car on ne peut investir et bombarder toutes les masures de l'Espagne. Il faut occuper tous les sentiers, établir des postes à tous les carrefours, escorter tous les courriers, protéger tous les convois. Victorieuse, mais éparpillée pour conserver ses conquêtes et « maîtresse seulement de la terre que foulent les pieds de ses soldats », l'armée française s'épuise en cette besogne sans fin; le génie de l'empereur s'use en cette guerre sans stratégie; tel le vent, rasant la terre aride, bousculant le sable, glissant sur le rocher, sans forêts où mugir, sans flots à soulever. Les soldats regrettent les cantonnements d'Allemagne; l'empereur cherche vainement les bons généraux à l'Allemande, les généraux du conseil aulique, présentant la bataille, tou-

[1] Saint-Simon, t. XIV, p. 430.

jours gagnée, sur le chemin de la capitale, toujours ouverte. Il s'était monté pour assommer le taureau d'un coup de massue; il marche sur des nids de vipères qui fuient, mordant les hommes aux pieds. Il voit exterminer en détail son armée géante, harcelée, harassée et impuissante. Cette insurrection de tout un peuple opérait comme la fièvre qui ronge, dissout homme par homme, étape par étape, le long de tous les sentiers, dans les hôpitaux de toutes les villes, plus meurtrière et plus destructive que le canon : ni eau, ni gîtes, ni sommeil.

A cette rébellion de l'Espagne, sol, climat, habitants, ajoutez la résistance molle du roi même que cette guerre a pour objet d'introniser. Napoléon a rencontré Joseph à Vitoria et, dès l'abord, ils ne se comprennent pas. Joseph se présente en égal, encore que roi errant, Jacques II au camp de Louis XIV. Mais Napoléon ne l'entend pas de la sorte. La guerre a tout remis en question; tout, y compris les décrets, les serments et les traités de Bayonne. Napoléon est forcé de conquérir l'Espagne, l'Espagne sera sa conquête. Il en pourra disposer à sa guise, et Joseph qu'il emmène en son escorte n'est plus qu'un prétendant; moins encore, un candidat à la suite, un figurant de cortège. « Je l'ai trouvé mal, disait Napoléon. Il veut être militaire, il est devenu tout à fait roi[1] ! » De plus il prétend être roi à l'espagnole, *reynetto*, surtout à l'égard de la France. Napoléon en décide tout au contraire : « Il faut que l'Espagne soit française. C'est pour la France que j'ai conquis l'Espagne... Je suis Français de toutes mes affections comme je le suis par devoir... Je n'ai en vue que la gloire et la force de la France... Il ne s'agit pas de recommencer ici Philippe V... » C'est précisément parce qu'il veut une Espagne française que l'Espagne se tord sous l'étreinte, résiste, conspire, assassine, voulant rester espagnole avec autant de fanatisme que la France de la Révolution avait mis d'enthousiasme à rester française. Napoléon se flatte donc vainement de la soumettre en la régénérant.

[1] Conversation avec Rœderer.

Les Espagnols ne veulent ni se soumettre à l'étranger ni se laisser régénérer par la conquête. Il les juge à la française; il croit les gagner en séparant la cause du peuple de celle des Bourbons, des nobles et des prêtres. Il supprime les droits seigneuriaux, il décrète l'égalité et l'unité de la justice, il réduit le nombre des couvents, il abolit les douanes provinciales. « Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle[1]. » Les Espagnols accueillent ces réformes comme vingt ans auparavant les Belges avaient accueilli celles de Joseph II et son gouvernement éclairé. Napoléon confisque, emprisonne, frappe, pour l'exemple, les dix principaux coupables de défection. Le pardon est entier pour les autres. Mais l'amnistie ne gagne pas plus les Espagnols que la vengeance ne les effraie. L'Espagne se rebelle contre les remèdes de ce terrible médecin à mesure qu'il s'obstine davantage à la soigner de maux dont elle ne veut pas guérir, ou, tout au moins, guérir de ses mains. Alors il menace. « Si tous mes efforts sont inutiles et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera plus qu'à vous traiter en province conquise et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête. » Ce n'est point, à vrai dire, qu'il y pense en ce moment; mais il veut faire sentir à Joseph qu'il le couronne pour la seconde fois, il veut le tenir en dépendance et présenter aux Espagnols le règne de son frère comme une récompense de leur soumission. « Je serais obligé de gouverner l'Espagne en y établissant autant de vice-rois qu'il y a de provinces. Cependant je ne me refuse point à céder mes droits de conquête au roi... » Il y met pour condition le serment des habitants de Madrid, serment « non seulement de la bouche, mais de cœur ». Que les prêtres au confessionnal, les commerçants à leurs comptoirs, les hommes

[1] Décrets de Madrid, 4 décembre; proclamation, 7 décembre 1808.

de lois en leurs offices endoctrinent le peuple. « Alors je me dessaisirai du droit de conquête, je placerai le roi sur le trône [1]. »

Joseph proteste contre ce personnage de roi en suspension, dont les *droits* dépendent à la fois de la bonne volonté de ses sujets à lui obéir et des convenances de son frère à le remettre une place. « Sire, la honte couvre mon front devant mes prétendus sujets. Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonciation à tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. Je préférerai toujours l'honneur et la probité au pouvoir acheté si chèrement... Je redeviens votre sujet [2]. » Mais ni Napoléon ne désirait prendre l'Espagne en régie, ni Joseph renoncer à gouverner les Espagnols. Il leur suffit d'avoir, l'un devant l'autre, proclamé et revendiqué leurs droits : Napoléon, celui de la conquête, Joseph, celui de la royauté; la royauté qui est indélébile, la conquête qui abolit tour à tour et crée tous les droits. « La crainte de montrer en abandonnant le trône plus de faiblese que de philosophie, dit un ami de Joseph [3]; le désir de ne pas compromettre le sort du petit nombre d'Espagnols qui s'étaient attachés à lui; peut-être enfin ce titre de roi auquel il est difficile de renoncer quand on l'a porté », Joseph tenait à ses « droits royaux » à Madrid, comme à Paris à « ses principes républicains ». Les deux frères s'expliquèrent et s'abusèrent l'un et l'autre, une fois de plus, de la même illusion, que Joseph était né pour régner. Napoléon avait besoin de Joseph, Joseph voulait la couronne : il consentit alors recevoir une nouvelle investiture ; il se soumit et Napoléon lui concéda tous les honneurs qu'il voulut. « La majesté, disait ce prince philosophe, pour briller en Espagne de tout son éclat doit être tout espagnole... La fierté castillane ne peut consentir à dépendre de l'empereur; les Espagnols ne sont pas gens à supporter la dépendance... » Et le voilà roi catholique, avec un ordre, une cour, des aumôniers, des grands, et

[1] Allocution du 9 décembre 1807.
[2] A Napoléon, 8 décembre 1808. Ducasse.
[3] Miot, t. II, chap. II.

un maréchal de France, soldat de la Révolution, le vainqueur de Fleurus, Jourdan, frondeur de l'empire, général républicain sous le harnais doré, comme son maître demeure citoyen sous le dais; d'ailleurs point d'armée. C'est à celle de Napoléon de gagner les batailles, de soutenir le trône, et Napoléon ne laisse la disposition de cette armée ni à Joseph ni à Jourdan.

Au milieu des soucis que lui donne cette « inexplicable » Espagne, qui ne se laisse ni garrotter, ni séduire, arrivent de l'extrémité de l'Europe des nouvelles alarmantes. La Prusse, rendue à elle-même, encore que saignée et estropiée, s'agite. S'il ne la méprisait tant, Napoléon soupçonnerait qu'une autre Espagne est en train de se former là, et que le mal gagne qui décomposera le Grand Empire[1]. Ce qu'il discerne suffit d'ailleurs à l'inquiéter. On arme, on agite le peuple; il se forme une association secrète, mal définie, encore mal connue, mais dénoncée dès l'abord comme dangereuse, la *Ligue de la vertu* : le *Tugendbund;* elle a ses affidés partout, dans les universités, dans ce qui reste d'armée, chez les vétérans, dans la petite noblesse des campagnes, dans la jeunesse turbulente des villes. « M. de Stein est toujours en place ; il doit être soutenu par des puissances étrangères », écrit Davout, et il insinue le nom d'Alexandre[2]. Saint-Marsan, Savoisien d'origine au service de France, un des affidés de Talleyrand, ministre à Berlin et fort répandu dans la « société » de la ville, dénonce de son côté Stein comme un redoutable révolutionnaire; quelque chose comme Mirabeau, en 1790, dans la correspondance d'un agent de Sardaigne. « Tête de fou, nid de vipères », lui dit un Prussien, ultrapatriote à sa façon, exécrant les Français, mais ne connaissant que les machines d'État, les défections en forme, tout pour l'État, rien pour le peuple, le général York[3]. Napoléon tire au jugé et, de Madrid

[1] « Ce chancre de l'Espagne ». *Mémorial. OEuvres*, t. XXXII, p. 276.
[2] Davout, 23 novembre; comparez les lettres de Hardenberg de Vienne, 26 novembre 1808.
[3] CAVAIGNAC, t. I, chap. XVI.

le 16 décembre, il met Stein au ban de l'empire. « Que cet individu soit livré comme traître et employé par les Anglais... Si nos troupes prennent Stein, il sera passé par les armes[1]. »

Cependant John Moore et son armée, venant du Portugal, s'avancent jusqu'à Salamanque. Napoléon, dans cette guerre, ne prend au sérieux que les Anglais. Il tient les Espagnols pour rien, des *fellahs*, des *Arabes*, bons tout au plus à tenir derrière des maisons. Les Anglais repoussés, l'Espagne sera soumise. Et il compte repousser les Anglais. «Je les chasserai de la péninsule[2]. » Il croit l'occasion bonne à les envelopper et à les détruire. Il quitte Madrid le 22 décembre et reprend la campagne; mais il faut traverser des montagnes : il y trouve le froid, la neige, la glace; puis, la température se relevant tout à coup, le dégel, les torrents débordés, la boue après le verglas, l'enlizement après la chute. « Nous nous trouvâmes à quelques pas en arrière de l'empereur qui marchait à pied comme nous... Les soldats manifestaient tout haut les plus sinistres dispositions contre la personne de l'empereur, s'excitant mutuellement à lui tirer un coup de fusil et s'accusant de lâcheté de ne le pas faire. Lui entendait cela tout aussi bien que nous. » — « Un fusilier de la garde, homme robuste, dit à ses camarades : « Je suis un brave « homme, vous m'avez vu au feu ! Je ne veux pas déserter, « mais ceci est trop pour moi. » Et il se fit sauter la cervelle[3]. Un gîte passable, une bonne distribution de vin et de vivres, la marche en avant, une manœuvre qu'ils comprennent, les Anglais repoussés, les voilà reconquis, et les mêmes qui poussaient des cris de mort acclament l'empereur.

Des nuages qui passent, mais chargés d'orages ! Au cours de sa marche, se flattant de jeter les Anglais à la côte, Napoléon rêve, pour réduire leur gouvernement, des combinaisons immenses, ou plutôt se berce du même rêve d'immenses

[1] A Champagny. — Note à la Prusse et aux confédérés du Rhin. — Champagny à Saint-Marsan, à Berlin; à Clérembault, à Kœnigsberg, 26 décembre 1808. STERN.

[2] Allocution du 9 décembre 1808. Bulletins, *Moniteur*, décembre 1808.

[3] GONNEVILLE.

combinaisons maritimes : 75 navires, portant 32,000 hommes, seront prêts, à Toulon, sous Ganteaune, à prendre la mer le 1er mars 1809. Trois camps se formeront, à Boulogne, à Brest, à Toulon qui porteront « l'épouvante en Angleterre, parce qu'ils menaceront toutes ses colonies » . 30,000 hommes à Boulogne, 30,000 à Flessingue, 30,000 à Brest, 30,000 à Toulon. Une expédition partirait pour les Indes ou pour la Jamaïque ; une autre dans la Méditerranée, vers l'Égypte ou la Syrie [1]... Mais il en arrive de ce dessein comme de celui de 1805 : John Moore s'échappe et l'Autriche arme à outrance. « L'Autriche devient tous les jours de plus en plus bête, et je suis persuadé qu'il y aura impossibilité de faire du mal à l'Angleterre sans obliger d'abord cette puissance à désarmer [2]. » Comme en 1805, l'Autriche va rompre les destinées et, pour que Napoléon la désarme, elle va l'obliger d'abord à désarmer lui-même et contre les Anglais et contre les Espagnols, à suspendre la guerre d'Espagne comme il a levé le camp de Boulogne; mais, cette fois, sans la Grande Armée, désormais détendue à se rompre, disloquée de l'Elbe à l'Èbre.

II

Metternich jouait à Paris son double jeu, recueillant les confidences de Talleyrand et de Fouché, suivant leurs machines, sondant les murs qu'il sentait s'ébranler, flairant l'écroulement. Quand il fut bien sûr du détachement des principaux ; de leur conviction que l'Autriche, menacée par Napoléon était nécessaire au salut de la France ; que par suite rien ne serait plus aisé que de rejeter la responsabilité de la guerre sur l'empereur seul et de le dépopulariser davantage,

[1] Projet de lettre à Alexandre, 14 janvier; décret de Valladolid, 10 janvier; à Caulaincourt, 6 février, 23 février ; à Frédéric-Auguste de Saxe, 21 février 1809.
[2] A Caulaincourt, 6 février 1809. Albert Vandal.

il partit pour Vienne[1]. Il y trouva Stadion résolu à la guerre, et il le fortifia dans ce dessein de toute la vivacité des impressions qu'il apportait de Paris. Il composa deux mémoires, datés du 4 décembre, pour décider l'empereur. « Les moyens de la France contre nous se sont réduits de moitié; nos moyens disponibles en cas d'attaque de sa part se sont doublés... La guerre contre l'Espagne nous divulgue un grand secret : celui que Napoléon n'a qu'une armée. *Sa Grande Armée*... Il peut nous combattre maintenant avec 206,000 hommes, dont 107,000 Français et 59,000 confédérés et alliés... Les forces de l'Autriche, si inférieures à celles de la France avant l'insurrection d'Espagne, lui seront, pendant la première époque, au moins égales... » La guerre d'Espagne absorbe la garde impériale. En Espagne, « honneur, sentiment national, religion, intérêt pécuniaire et commercial, tous ces puissants motifs réunissent dix millions d'hommes généreux, hardis, sobres, endurants... » En France, on ne recrute plus que par anticipation; les conscrits de l'an 1810 ont dix-sept ans. « Ce n'est plus la nation qui combat; la guerre actuelle est la *guerre de Napoléon*, ce n'est même plus la guerre de son armée. » Enfin, des alliés semblent s'offrir dans l'intérieur de l'empire « qui peuvent représenter la nation, qui réclament notre appui... ».

Stadion conclut à la guerre popularisée, nationalisée comme en Espagne, par un appel aux volontaires, aux corps francs dans l'Allemagne du Nord, en Tyrol, en Italie. C'était la guerre que Mallet-du-Pan avait prêchée de 1793 à 1799[2] : il était mort trop tôt. L'Europe comprenait enfin la cause des « victoires inouïes » des Français, et se rendait compte que pour les vaincre il fallait leur opposer leurs moyens : l'offensive, l'entraînement des peuples. Les plans de la guerre furent alors ébauchés; Metternich revint à Paris travailler

[1] Gentz écrit dans son journal, en 1809 : « Il y a certainement dans la conduite du comte de Metternich, à Paris, des parties louches et scabreuses. » Il y en eut toujours : son jeu commence ici et se continue jusqu'en 1813 où, enfin, il gagne la partie. Instructions à Metternich, 23 décembre 1808.

[2] Cf. t. IV, p. 4.

les alliés de l'intérieur. Ses instructions lui prescrivaient de tirer au clair les intentions de Talleyrand et celles du « parti » dont il passait pour le chef. Elles donnaient « une grande certitude sur des vues de soutien qu'aurait à attendre le parti qui, en France se prononcerait contre le système de la marche de Napoléon» . Si Talleyrand laissait percer des vues « sur une succession future » , Metternich lui permettrait de croire que l'Autriche, « invariable dans le principe de ne point se mêler d'objets intérieurs, ne pouvait que soutenir les causes de rétablissement de la tranquillité générale » . Protester du désir de la paix; mais, la guerre devenant imminente, s'accommoder de façon à « établir Napoléon agresseur, position pénible pour lui dans un moment où il s'est surtout aliéné l'opinion publique. *Si la guerre n'entre pas dans ses calculs, elle doit essentiellement entrer dans les nôtres* » .

Stadion se remit en quête des alliés du dehors. La correspondance se renoua avec Victor-Emmanuel; on s'efforça de l'éblouir de la vision d'une « formidable ligue européenne » qui lui restituerait ses États, lui procurerait même de beaux accroissements en Italie; on l'encouragea à en appeler aussi aux peuples d'Italie; à réveiller en eux les sentiments de liberté, de nationalité. Wessenberg fut chargé d'une mission analogue en Prusse; il portera en Allemagne l'évangile nouveau : l'insurrection des peuples pour défendre leur indépendance, les libertés de l'Allemagne, les libertés de l'Europe!

Stein se savait condamné. Il passait pour le chef du *Tugendbund*[1]. Il précipita ses mesures : le 9 octobre, l'édit sur l'abolition du servage; le 19 novembre, l'édit sur l'administration des villes. Le 24 novembre, devançant le décret de Napoléon il donna sa démission et signa la circulaire fameuse qui devint son testament politique et annonçait les grandes réformes : la création d'une représentation nationale, le rachat des corvées, l'abolition des juridictions seigneuriales, tout ce qui devait être en Prusse, la révolution, et par-dessus tout, l'appel

[1] Sur le *Tugendbund* et la part qu'il y a prise. STERN. — FOURNIER, *Skizzen*, p. 325.

aux âmes, l'éducation, l'exaltation du peuple; le sérieux, le dévouement à l'État chez les administrateurs; l'identification de tout citoyen à la chose publique; le sentiment du devoir partout, à tous les degrés; l'amour pour Dieu, pour le roi, pour la patrie ! Il quitta la Prusse le 5 décembre; le même jours les États prussiens étaient évacués, sauf les trois forteresses réservées par Napoléon. La Prusse respirait, et c'était pour s'insurger. Les temps approchaient où l'un des ministres Prussiens écrirait à la reine : « Si le roi tarde plus longtemps à présenter une solution conforme aux vœux de l'opinion publique qui se déclare hautement pour la guerre contre la France, la révolution éclatera infailliblement. » Mais le roi sous le coup des menaces de Davout, peu confiant dans l'Autriche, ajourna toute résolution après l'entrevue qu'il allait avoir avec Alexandre. Il partit en compagnie de la reine, le 27 décembre, pour Pétersbourg.

Metternich, de retour à Paris le 1er janvier, y retrouva Roumiantsof plus pacifique que jamais en son langage officiel : avec un homme tel que Napoléon, « il ne faut lui donner aucun sujet de mécontentement et borner à ce soin toute sa politique ». Metternich laissa dire et comprit Roumiantsof comme il convenait de le comprendre. Il s'attacha surtout à observer la société parisienne, le monde des dignitaires. Il vit tous les intérêts en alerte, « la crainte, l'espoir, l'inquiétude. » Un mois auparavant, on plaignait l'Autriche : « De la morgue chez les uns, de la compassion chez les autres : la morgue a fait place à l'inquiétude, la compassion à l'espoir. » Les bulletins d'Espagne deviennent sinistres. « Talleyrand, écrit Metternich, est d'accord qu'il ne faut pas se laisser prévenir par Napoléon, s'il est décidé à nous faire la guerre. » Et Metternich le croit décidé; il conclut : « Toute démonstration de sa part doit donner lieu à des explications très catégoriques... Nous donnons de cette manière l'initiative des mesures belliqueuses à la France [1]. »

[1] Rapports des 20 janvier et 1er février 1809. Beer.

Il trouve la défection couvant, la conspiration pointant partout. Autour de Fouché, dans les salons des ralliés, chez ce qui subsiste des constitutionnels, à l'ambassade de l'allié russe, au Sénat, au Corps législatif, dans le clergé. Talleyrand se démasque peu à peu. Il blâme violemment la conduite tenue par Napoléon à Bayonne; on colporte ses mots, ceux qu'il prétend avoir jetés à la face de l'empereur : « Une tricherie au jeu! » Et, prévenant les récriminations de Napoléon, il distingue : « Qu'on ait voulu chasser la maison de Bourbon, rien de plus simple, rien de plus commandé peut-être pour le solide établissement de la dynastie napoléonienne; mais à quoi bon tant de ruses, d'artifices, de perfidies? L'Espagne serait passée avec joie sous le sceptre d'une maison qui déjà remplaçait si glorieusement, en France, celle qui avait donné Philippe V à l'Espagne... » Il discourt de la sorte en un salon d'opposition sourde et de servitude étalée, chez Mme de Rémusat, devant des dignitaires, des courtisans, des agents de l'empereur. Puis il multiplie les flatteries au souverain qu'il déchire; il le félicite de ses victoires, du succès prochain de ses vues sur l'Espagne, qu'il condamne et, il lui dénonce le mauvais esprit du Corps législatif [1].

C'est alors qu'il se rapproche plus ouvertement de Fouché. L'ancien oratorien d'Hauterive, esprit fumeux à ses heures, dessinant volontiers dans les nuages, plus enclin à l'intrigue qu'il n'y était expert, qui vivait dans la confiance de Talleyrand et dans la familiarité de Fouché, leur servit d'intermédiaire. Ils se rencontrèrent à dîner chez Mme de Rémusat, chez la princesse de Vaudémont; enfin, un soir, Fouché se montra chez Talleyrand et se promena, dans les salons, à son bras [2]. Il ne fut bruit que de ce rapprochement. Ils étaient l'un et l'autre de ces politiques à grande surface qui font beaucoup, mais auxquels on prête toujours plus qu'ils ne font : tous les sous-entendus de l'histoire remontaient à ces artisans classiques de « journées » et de complots. « Je vois

[1] A Napoléon, 8 décembre 1808. Bertrand. — Pasquier, t. I, p. 352, note.
[2] Tels on les verra entrer chez Louis XVIII à Saint-Ouen, en 1815.

M. de Talleyrand et son ami Fouché toujours de même, écrivait Metternich le 17 janvier; très décidés à saisir l'occasion si cette occasion se présente, mais n'ayant pas assez de courage pour la provoquer... Ils sont dans la position de passagers qui, voyant le timon entre les mains d'un pilote extravagant... sont prêts à s'emparer du gouvernail... dans le moment où le premier choc du vaisseau renverserait le pilote lui-même [1]. »

On se demanda ce qu'ils se pouvaient dire en une confidence aussi affichée, et, comme l'un et l'autre ils parlaient à leurs affidés avec indiscrétion, on ne se trompa guère en pensant qu'ils raisonnaient sur l'hypothèse dont tout le monde, chaque fois que l'empereur était en guerre, raisonnait à Paris : qu'adviendrait-il s'il était tué? L'Espagne prêtait à toutes les inventions d'assassinat; ailleurs, on parlait d'empoisonnement [2]. Comme au temps de Marengo, ils cherchaient le *remplaçant*, celui qui garantirait les situations acquises et les dotations : cette fois, il fallait un roi, mais un roi de leurs mains, ayant trempé comme eux dans toutes les « affaires », y compris Brumaire et Vincennes. Ils pensèrent à Murat, le jugeant prêt à tout prendre, bon à tout faire, roi à « capitulations, » comme les rois de Pologne, aisé à compromettre et de débarras facile quand il deviendrait gênant. « M. Fouché, raconte Pasquier, avait toujours été dans une liaison fort intime avec Murat et se faisait fort de le gouverner. M. de Talleyrand le tenait pour plus facile encore à renverser qu'à élever et était, dans tous les cas, parfaitement sûr que sa présence ne le gênerait pas longtemps. Quant à Mme Murat, elle avait une ambition si démesurée qu'on pouvait tout lui faire accepter. On n'hésita pas à faire savoir au nouveau roi de Naples qu'il devait se tenir prêt à venir au premier signal. » Mais Savary se tenait aux aguets. La Valette surveillait les postes. Le prince Eugène fit, dit-on, arrêter un courrier en

[1] Rapport du 11 janvier 1809. Beer.
[2] Lettre du roi de Prusse à Brockhausen, 3 décembre 1808. Hassel.

Italie et intercepta la correspondance; Madame mère fut avertie et fit prévenir son fils.

III

Voilà ce que Napoléon apprit ou soupçonna, sans se douter néanmoins du double jeu d'Alexandre et comptant toujours sur les engagements d'Erfurt. C'est à Astorga, le 6 janvier, qu'il reçut les avis confirmant les armements de l'Autriche et la révélation de la trame ourdie contre lui. Il s'occupa aussitôt de se mettre en mesure avec les Autrichiens [1]; mais il se flatta encore de les désarmer, de les réduire à une sorte de capitulation d'Ulm, de tout l'empire. Le 7 janvier il mande, de Valladolid, à Caulaincourt : « Dites à l'empereur que j'ai 150,000 hommes à opposer à l'Autriche, non compris l'armée de Naples; que j'ai 150,000 hommes sur le Rhin, et, en outre, 100,000 hommes de la Confédération; qu'enfin, au premier signal, je puis entrer avec 400,000 hommes en Autriche... » — « L'empereur d'Autriche, s'il fait le moindre mouvement hostile, aura bientôt cessé de régner [2] ». Voilà l'épouvantail, c'est à la Russie de l'agiter. « Je désire que nous prenions enfin le ton convenable avec l'Autriche. Je l'ai proposé à Erfurt. Autrement nous ne pourrions rien terminer de bon sur les affaires de Turquie. » « La paix avec l'Angleterre sera impossible tant qu'il y aura la plus légère probabilité d'exciter des troubles sur le continent... Je préviens que la guerre est inévitable si Votre Majesté et moi ne tenons envers l'Autriche un langage ferme et décidé... » — « L'Autriche tombera à nos genoux si nous faisons une démarche ferme de concert... Le désarmement de l'Autriche, voilà le principal... » — « Si cela est impossible, il

[1] A Champagny, 8, 9 janvier 1809. Lecestre.
[2] A Jérôme, 16 janvier 1809.

faut la contraindre par les armes : c'est le chemin de la paix...[1] »

Il ne veut point qu'à Pétersbourg et à Vienne on le croie retenu par les affaires d'Espagne. Il décrète que l'Espagne a cessé de résister, que les affaires y sont terminées, que Joseph règne en paix : « Les Anglais fuient dans le plus épouvantable désordre. » — « Les affaires d'Espagne n'étant plus dignes de m'occuper après le rembarquement des Anglais... » — « Les affaires d'Espagne sont terminées... » — « Je suis prêt à me porter sur l'Autriche[2]. »

Le 16 janvier il reçoit, à Valladolid, les députations qui lui apportent les serments prêtés à Madrid le 23 décembre, en grand appareil religieux et civique. Il en prend acte et annonce la prochaine rentrée de Joseph à Madrid. Il lui laisse le commandement de l'armée française. Il lui écrit : « J'ai assez de forces, même sans toucher à mon armée d'Espagne, pour aller à Vienne dans un mois... D'ailleurs, ma seule présence à Paris fera rentrer dans le néant l'Autriche, et alors, avant la fin d'octobre, je serai de retour. » Car il sait bien qu'il laisse tout en suspens et que rien ne finira sans lui. Puis il ajoute : « En quelque nombre que soient les Espagnols, il faut marcher droit sur eux et d'une résolution ferme. Ils sont incapables de tenir. Il ne faut ni les biaiser, ni les manœuvrer, mais courir dessus...[3] » Cependant, il leur tournait le dos, après avoir, de la formidable autorité de son exemple, démontré que ses propres instructions étaient, pour lui-même et pour sa garde, inexécutables. Il part le 16 janvier « à franc étrier, nuit et jour », pour Paris. Le voilà sur le versant de sa carrière. Le temps est venu où il aurait dû se répondre à lui-même, comme il faisait douze ans auparavant au Directoire : « Ce que vous désireriez que je fisse, ce sont des miracles, et je n'en sais pas faire[4]. »

[1] Projet de lettre à Alexandre envoyé, à titre d'instruction, à Caulaincourt, 14 janvier 1809. VANDAL.

[2] A Caulaincourt, 7, 14 janvier; à Champagny, 8 janvier; à Joseph, 9 janvier; à Champagny, 14 janvier 1809.

[3] A Joseph, 16 janvier 1809.

[4] A Talleyrand, 7 octobre 1797. — Cf. t. V, p. 258.

Joseph rentre le 22 dans Madrid, roi sans gouvernement, sans sujets, en tutelle de diplomates, en surveillance de conseillers. Sur son passage un peuple inerte; autour de lui, des fonctionnaires découragés; pour le garder, des maréchaux indociles, n'obéissant qu'à l'empereur qui ne les commande plus, et, dès lors, tirant chacun à soi, à ses rivalités, à ses intérêts, se ménageant, ne ménageant jamais autrui. Le soldat se démonte. « Ce qu'il y a de plus affreux, écrit Bugeaud, c'est de penser que nos travaux et notre sang ne serviront point au bien de notre patrie. » Joseph écrit à Napoléon : « Sans capitaux, sans contributions, sans argent, que puis-je faire?... Si je dois être insulté dans ma capitale, si les commandants qui sont toujours sous mes yeux me font rougir aux yeux des Espagnols et m'ôtent tous moyens de faire le bien... je n'ai pas deux partis à prendre : je ne suis roi d'Espagne que par la force de vos armes; je pourrais le devenir par l'amour des Espagnols; mais pour cela, il faut que je gouverne à ma manière... Je serai roi comme doit l'être le frère et l'ami de Votre Majesté, ou je retournerai à Mortefontaine... [1]. » Conclusion : que Napoléon lui fournisse les instruments de règne et le laisse régner à sa guise : il fera les gestes, Napoléon les traduira en actes; Napoléon percevra, Joseph dépensera l'argent; sinon, il démissionne et Napoléon reste en échec, devant toute l'Europe, désavoué par cette abdication d'un roi de sa main, d'un roi tout neuf!

Arrivé à Paris le 23 janvier, Napoléon n'y trouve que des nouvelles irritantes. Partout des ennemis personnels complotant contre lui, attisant le feu; les royalistes en Vendée, Pozzo à Vienne, Stein en Allemagne, et à Paris, Fouché et Talleyrand. Il sent la trahison, devine les liens occultes entre Paris et Vienne, entre Paris et Naples. Il dédaigne de sévir contre Murat. C'est la seconde fois pourtant que son beau-frère se jette dans sa politique. Mais il a des indulgences infinies pour ses sœurs. Il ferme les yeux et les oreilles; il laisse les Murat

[1] A Napoléon, 19 février 1809.

à leurs convoitises et Joseph à ses lamentations. Toute sa colère tombe sur Talleyrand : malgré le soin qu'il a pris de le compromettre par ses conseils ostensiblement réclamés, par les notes qu'il lui a commandées, par les lettres qu'il lui a écrites, l'informant de tout, en confident, presque en complice ; malgré la visite à Nantes et l'hospitalité de Valençay, Talleyrand s'échappe, se dégage ; qui plus est, il ose accuser !

Le 28 janvier, il le reçoit en compagnie de Cambacérès et de Decrès. Il l'apostrophe ; il lui reproche ses palinodies sur l'expédition d'Espagne, il lui reproche la paix de Presbourg : « Traité infâme, œuvre de corruption ! » Il s'emporte avec les expressions les plus violentes : « Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi ; vous ne croyez pas en Dieu ! » Talleyrand supporta, impassible, durant une demi-heure, ce torrent d'invectives. Deux jours après, il était remplacé dans sa charge de grand chambellan[1]. Toutefois, Napoléon ne poussa pas plus loin : ni Vincennes, ni même l'exil à Valençay. C'était son tempérament : sa colère se dissipait en paroles orageuses, en éclats de théâtre. Il en usa avec Talleyrand comme avec le roi de Prusse, le roi d'Espagne, le Pape, comme il se disposait à en user avec l'Autriche : le confondre, l'atterrer, « le faire rentrer dans le néant ». Il se trompait : « J'ai fait une grosse faute, disait-il plus tard ; l'ayant conduit au point de mécontentement où il était arrivé, je devais ou l'enfermer, ou le tenir toujours à mes côtés. Il devait être tenté de se venger ; un esprit aussi délié que le sien ne pouvait manquer de reconnaître que les Bourbons s'approchaient, qu'eux seuls pouvaient assurer sa vengeance. » Talleyrand paya d'impassibilité et nourrit sa rancune, « observant tout, s'appliquant à tout savoir, travaillant, sans trop se compromettre, à aggraver les embarras et se tenant prêt à porter les derniers coups ». Il y avait du mépris dans les ménagements de Napoléon ; il y entrait un excès de con-

[1] Rapport de Metternich, 2 février 1809. — PASQUIER, MÉNEVAL.

fiance en lui-même, mais surtout un fonds étrange de complaisance pour ceux qui avaient, aux débuts, servi sa fortune et contribué à l'élever au trône. D'ailleurs Talleyrand pouvait encore être utile. Napoléon le gardait à sa disposition. Talleyrand ne lui en sut aucun gré. Il continua ses conseils aux Autrichiens et aux Russes.

Quant à Fouché, Napoléon l'ajourna. Il ne lui convenait point de porter, à la suite, deux coups retentissants sur deux de ses plus notables serviteurs, et de notifier, ainsi à l'Europe, la défection de l'empire. L'opinion s'alarmerait, Fouché semblerait atteint par ricochet; ce serait lier sa disgrâce à celle de Talleyrand et nouer le complot, en le déclarant publiquement. Enfin, il y aurait de l'imprudence à changer, à la veille d'une entrée en campagne, le ministre de la police. L'empereur se réserva de congédier Fouché quand il n'aurait plus lieu de le craindre. Il ne frappa ni assez fort ni assez vite, et il en eut bientôt la preuve.

Il avait entamé contre l'Autriche une guerre d'opinion, une « campagne de presse » ; il y joint une guerre de crédit : l'argent qu'on prêterait à l'Autriche ne sera pas remboursé; avis en est donné aux capitalistes de la Hollande et de la Confédération du Rhin [1]. Il se flattait encore qu'à l'aspect « des armées françaises et russes prêtes à envahir son territoire, l'Autriche désarmerait », et qu'il pourrait se retourner vers l'Espagne, resserrer le blocus, reprendre les grands desseins contre l'Angleterre [2]. Il endoctrine Roumiantsof qui quitte Paris, Kourakine qui y arrive et présente ses lettres, le 23 janvier. Il écrit à Caulaincourt [3] : « Pour marcher avec la Russie, j'ai laissé hausser le ton à l'Autriche. Il est temps que cela finisse. Notre alliance devient méprisable aux yeux de l'Europe... Les résultats que nous essuyons à Constantinople sont aussi déshonorants que contraires aux intérêts de nos peu-

[1] Rapport de Metternich, 25 janvier; à Champagny, 21 février; à Louis, 21 février 1809.
[2] A Frédéric-Auguste, roi de Saxe, 21 février; à Caulaincourt, 6 février 1809.
[3] 23 février 1809. Lecestre.

ples... [1]. Il faut que l'Autriche rappelle son internonce de Constantinople et cesse ce commerce scandaleux qu'elle entretient avec l'Angleterre... A ces conditions, je ne demande pas mieux que de garantir l'intégrité de l'Autriche contre la Russie et que la Russie la garantisse contre moi. Mais si ces moyens sont inutiles, il faut alors marcher contre elle, la désarmer, ou en séparer les trois couronnes sur la tête de trois princes de cette maison, ou la laisser entière, mais de manière qu'elle ne puisse mettre sur pied que 100,000 hommes, et, réduite à cet état, l'obliger à faire cause commune avec nous contre la Porte et contre l'Angleterre. »

Metternich, soufflé par Talleyrand, a pénétré ce jeu : « Napoléon compte que le bruit qu'il fait en Europe nous effrayera et que nous filerons doux » sans coup férir; ou bien il n'est pas en mesure, et il veut, en nous inquiétant, nous faire perdre le moment favorable ; il compte sur notre incapacité à manier les moyens moraux — l'appel aux peuples. Mais il méconnaît l'état des esprits en Allemagne et les contre-coups qu'y porterait un début de campagne malheureux pour lui; il méconnaît l'état des esprits en France : on oppose au ridicule qu'il prétend jeter sur l'Autriche cette simple réflexion : comment une puissance aussi délabrée peut-elle inquiéter à ce point un si puissant potentat? Enfin il veut, en nous agitant, nous pousser à des mesures qu'il qualifiera d'hostiles et qui forceront la Russie à remplir les engagements qu'elle a pris contre nous [2].

IV

Ces engagements, Alexandre inclinait de plus en plus à s'en dégager. Il avait tiré de l'alliance les avantages immédiats qu'il en attendait : il tenait la Finlande, il allait occuper les

[1] Allusion à une nouvelle révolution de palais, qui se fait au profit du parti anti-français. Driault, chap. ix, p. 358.

[2] Rapports des 1er, 2, 9, 17, 23 février 1809.

Principautés. L'intérêt de la Russie était désormais de se recueillir, d'user le blocus, d'user Tilsit, de conserver l'Autriche et la Prusse; et, ce faisant, le tsar se consacrerait aux réformes de son empire, s'occuperait de son peuple, chercherait, en se l'attachant par des bienfaits, une grandeur qui valait celle des batailles et aussi un ressort de puissance qui lui permettrait, à son heure, de prononcer en Europe la parole décisive. Son ministre, Spéranski, alors en grande faveur, le soutenait dans ses vues qui s'accordaient aisément, dans les apparences et pour le temps présent, avec l'alliance ostensible de la France, l'admiration officielle pour Napoléon et l'imitation sinon de ses procédés, du moins de sa méthode de gouvernement. Tous ces desseins commandaient la paix.

Alexandre y exhorta les Prussiens qui arrivèrent à Saint-Pétersbourg le 7 janvier, et y séjournèrent jusqu'au 21. Ce fut une série de fêtes splendides, coupées çà et là par les courts repos des réunions intimes[1]. Il s'y joignit des témoignages d'amitié, de tendresse même, de la part des impératrices; une estime, une affection publiquement manifestée, et, sans qu'il s'y mêlat la moindre dissonance de pitié ou de protection. Tant de splendeur dans les honneurs de gala, tant de délicatesse dans l'intimité étaient bien faits pour relever et réconforter ces malheureux princes.

Caulaincourt n'en prit point ombrage : le roi de Prusse n'était-il pas, comme le tsar, l'allié de l'empereur? Toutes ces prévenances s'expliquaient par le prétendu commerce de galanterie entre Alexandre et la reine, commérage consacré dans toute la « société » de l'Europe. Il donna, en l'honneur de cette princesse, un bal : « Superbe, élégant, rapporte-t-elle; charmant l'hôte, d'une politesse à tout égale, attentions de tout genre. » — « Le roi et moi, dit Alexandre à Caulaincourt, nous n'avons parlé politique que deux fois. » Ce fut, Alexandre pour recommander la soumission à la France,

[1] Journal de la reine de Prusse. BAILLEU.

Frédéric-Guillaume pour la promettre. Le tsar et ses amis se quittèrent les larmes aux yeux : les attaches étaient renouées; les souvenirs de Tilsit effacés, ceux de Potsdam rafraichis. Tout se concertait pour que d'une alliance commune avec Napoléon ils pussent passer, insensiblement, à une alliance commune contre lui.

Peu de jours après leur départ, Caulaincourt reçut le courrier de Valladolid du 14 janvier [1], réclamant une action énergique contre l'Autriche. Alexandre ne pouvait refuser de tenter « quelque chose » : « Une note, écrivit-il à Roumiantsof le 10 février, la mieux faite, la plus forte en raisonnements, la plus rassurante pour l'Autriche — riche en assurances tranquillisantes .. », sous menace de rappel d'ambassadeur... « Il est de tout notre intérêt d'empêcher la rupture entre la France et l'Autriche... Si l'Autriche attaque, nous sommes tenus par nos engagements de tirer l'épée. Si c'est la France, nos engagements n'ont alors rien d'obligatoire pour nous; mais notre position reste à peu près aussi embarrassante et l'écroulement de l'Autriche sera un malheur réel dont nous ne pouvons pas ne pas nous repentir. » C'est une passe scabreuse à franchir. Il y faut des gens habiles « qui possèdent, qui justifient toute notre confiance, comme vous et le prince de Bénévent [2] ».

François II avait envoyé à Pétersbourg le prince Schwarzenberg, diplomate et militaire, grand personnage à la cour, dans l'État, à l'armée et qui convenait à ces missions complexes : l'homme de la défection autrichienne de 1812, de l'armistice de 1813, le généralissime de l'invasion en 1814. Ainsi se rapprochent, au moment où les fils semblent près de se nouer, les hommes de la future coalition. Alexandre le reçut le 12 février. Il s'étonne, lui dit-il, de voir l'Autriche se jeter dans cette lutte inégale, alors qu'elle avait laissé échapper des occasions bien plus favorables [3]. Il avait pesé scrupuleu-

[1] Voir ci-dessus, p. 337.
[2] Albert Vandal, t. II, p. 39.
[3] Allusion à 1807, au moment d'Eylau. Voir ci-dessus, p. 133, 138.

sement ses obligations, il les remplirait et joindrait ses troupes à celles de la France si l'Autriche attaquait. Napoléon et son armée, ajouta-t-il, sont invincibles; il faut temporiser, ne rien précipiter : l'heure favorable sonnera pour la vengeance. Si l'Autriche attaque, tout est perdu. Il se montra enclin à contracter une triple garantie : Russie, Autriche, France. L'impératrice mère conseillait aux Autrichiens de pousser hardiment : « Une marche combinée avec calme et sagesse, mais exécutée avec rapidité et la plus grande énergie dans tous ses détails, ferait bientôt ici l'effet le plus salutaire[1]. »

Il n'était que d'oser et d'être vainqueur; pour peu qu'ils y missent des formes, on leur permettrait d'oser; pour peu qu'ils vainquissent, on les aiderait à couronner la victoire. Pour oser, il fallait à l'Autriche des alliés et de l'argent. Des alliés, elle comptait en trouver en Prusse. « L'opinion du public, et en particulier celle de l'armée, est tout à fait à la guerre, écrivait l'envoyé autrichien Wessenberg[2]. La misère et la nécessité sont telles que l'on espère avec impatience l'heure de la vengeance. Mais ici encore règne l'appréhension que l'Autriche n'entame pas réellement les hostilités; cette incertitude et celle où ils sont des dispositions du roi les met dans un état qui n'est pas loin du désespoir. » C'est, écrivait Saint-Marsan[3], parmi les militaires et la petite noblesse, « le même esprit de vertige qui a régné en 1806... ».

De l'argent, l'Autriche en cherche au seul lieu où l'on en puisse trouver, à Londres. C'est l'objet de la mission du comte de Wallmoden. C'est pour le cabinet de Vienne une occasion de préciser ses vues sur la paix à venir : réorganiser l'Autriche, lui rendre la consistance et la force qu'elle possédait avant le traité de Presbourg; briser le système des États tributaires de Napoléon en Allemagne, c'est-à-dire supprimer la Confédération du Rhin; rétablir le roi d'Espagne, le roi

[1] Rapports de Schwarzenberg. Beer.
[2] Rapports de Wessenberg arrivé à Kœnigsberg le 28 février 1809. Arneth.
[3] Rapports de mars 1809.

de Naples, le Pape, le roi de Sardaigne, l'Électeur de Hesse, le duc de Brunswick, enfin restaurer la puissance prussienne : « Tout pays, province ou territoire, doit retourner à son ancien possesseur et l'on n'enlèvera à aucun d'eux les anciennes possessions. » La Bavière, le Wurtemberg seraient d'abord traités en ennemis ; on leur donnerait à entendre que le rétablissement de leur ancien état de possession dépendait de la conduite qu'ils tiendraient dans la guerre [1].

Napoléon armait, mais avec plus de peine qu'il ne l'avait cru. Le recrutement s'opérait mal. Il fallait recourir à la presse des jeunes ci-devant nobles, pour en faire des officiers malgré eux : c'est déjà l'expédient de 1813 ; on en lève jusque dans les lycées [2]. L'armée parait encore formidable sur le papier ; mais elle est neuve, presque improvisée ; des régiments entiers sont composés de conscrits ; 80,000 hommes sur la classe 1809, il y en a 10,000 dans la garde ! Les gros effectifs, qui font illusion dans les lettres aux confédérés, dans les discours menaçants à l'Autriche, sont obtenus par des étrangers, Italiens, Bataves, Allemands, sans entrain, sans valeur patriotique, dégoûtés de servir une cause étrangère, las de la sujétion. Au milieu de ces préoccupations, Napoléon reçoit la lettre de Joseph du 19 février [3]. Joseph renonce à régner, s'il ne règne par lui-même et pour lui-même. Napoléon mande Rœderer qu'il avait, peu auparavant, autorisé à se rendre en Espagne, et lui fait la leçon, en un de ces formidables monologues, comme il en adressait aux ambassadeurs, où il semble déchirer la nue, projeter des éclairs [4] : « Joseph veut être aimé des Espagnols... Les amours des rois ne sont pas des tendresses de nourrice... L'amour des peuples n'est que de l'estime... Il veut aller à Mortefontaine. Qu'est-ce donc que Mortefontaine ? C'est le prix du sang que j'ai versé en Italie... Veut-il faire comme Talleyrand ?... Est-

[1] Instructions de Wallmoden, 24 janvier 1809. Oncken.
[2] A Fouché, 31 décembre 1808. Lecestre. — A Clarke, 8 mars 1809.
[3] Voir ci-dessus, p. 339.
[4] Conversation du 6 mars 1809.

ce à lui de m'écrire comme parlent les Anglais... Et qu'il ne croie pas qu'il vînt jusqu'à Mortefontaine; je le ferais arrêter à la frontière et conduire dans un château fort... Je n'ai point de famille, si elle n'a l'âme française... J'adopterai, s'il le faut, un général, pour l'envoyer en Espagne... Je me ferai une famille au défaut de la mienne... Je mourrai bien jeune, si je n'ai pas un fils de mon sang ou si je n'en adopte un. J'adopterai un enfant, un général, Bernadotte. J'ai bien adopté Murat. Rien n'arrêtera mes destinées... »

Champagny entame la querelle classique des armements avec Metternich; il envoie à Pétersbourg les pièces de la procédure [1]. Ce n'est que pour occuper le tapis, donner à l'armée le temps de se concentrer, aux Russes le temps d'arriver. « Je ne crois pas les Autrichiens assez insensés pour commencer les opérations ayant l'armée russe sur les flancs [2]. » Car les Russes sont en marche, il l'annonce : le croit-il? Le 21 mars, il écrit à Caulaincourt : « Je crois qu'il est important de prendre des mesures pour que les troupes russes fassent un mouvement... » — « Le ministère autrichien est persuadé que la Russie ne fera rien et qu'elle restera neutre dans cette guerre, quand même elle la déclarerait... Je ne veux point attaquer que je n'aie des nouvelles de vous... Faudra-t-il que le résultat de notre alliance *soit que j'aie seul toute l'Autriche à combattre?*... Que l'Autriche désarme, et je suis content... On est à Londres dans la joie... Vous pensez bien que je n'ai peur de rien... Si l'empereur veut agir, il en a les moyens... Vous êtes autorisé à signer toute espèce de traité ou convention qu'on voudra vous proposer. Si la Gallicie est conquise, l'empereur peut en garder la moitié et l'autre moitié peut être donnée au duché de Varsovie. » Suit une lettre autographe à Alexandre.

Ainsi, neuf ans après Marengo et Hohenlinden, quatre ans à peine après Austerlitz, il en vient à redouter la lutte

[1] Conversation du 2 mars; Napoléon à Champagny, 4 mars; Champagny à Metternich, 10 mars; conversation du 13; rapport de Metternich, 16 mars 1809.
[2] A Otto, à Munich, 4 mars; à Jérôme, 6 mars 1809.

de 1796, celle de 1800, *avoir seul toute l'Autriche à combattre*, et dans quelles conditions, l'Autriche isolée, la France, au contraire, environnée de vassaux et d'auxiliaires. Voilà les aveux où il est réduit à la fin de mars 1809, lorsqu'un mois auparavant il menaçait de rejeter l'Autriche dans le néant et qualifiait ses armements de *ridicules* [1]. « Je me moque d'elle! » N'avoir poussé si loin la victoire que pour se rendre la guerre plus pénible et, en cas d'échec, les conséquences plus redoutables! Ainsi, en 1793, la situation plus difficile et le péril pire après la conquête de la Belgique, de la Hollande et de la rive gauche du Rhin, qu'au lendemain de Valmy; ainsi en 1799 quand la République s'étendit jusqu'à Naples; ainsi en 1805, au fond de la Moravie, en 1807, au fond de la Pologne!

Alexandre n'avait rien promis quand, le 30 mars, Napoléon mit son armée en mouvement [2]. Metternich écrit de Paris, le 3 avril : « Il entame pour la première fois une lutte immense avec des moyens inférieurs... Les moyens militaires sont égaux; les dispositions des peuples sont pour nous... » Que les peuples de la monarchie autrichienne soient avertis du sort qui les attend s'ils faiblissent : la Bohême réduite à l'état de tributaire, un maréchal de France à Vienne, la Hongrie démembrée. Combattons la France par ses propres armes et sans relâche : point de parlementaires! ils ne viennent que pour espionner; point de négociations! elles n'ont pour but que d'ébranler les courages. Le temps est pour nous. « Quelles eussent été les suites du retard de la bataille d'Austerlitz [3]? » — « La guerre de 1805 était peu populaire en France; celle de 1809 l'est encore moins. Le trésor est vide en grande partie », et Napoléon, qui disposait alors de toutes ses forces, n'en dispose plus que de la moitié. « La cause de l'Autriche est celle de tous les peuples d'Allemagne... » Les défaites sapent l'existence de Napoléon : « La France ne fait

[1] A Louis, 21 février; à Caulaincourt, 23 février 1809.
[2] A Berthier, 30 mars 1809.
[3] Voir t. VI, p. 505, 517.

plus la guerre depuis la paix de Lunéville. C'est Napoléon qui la fait...[1]. »

Les rôles sont renversés. De Vienne, dans le même temps, un agent écrit : « En 1805, la guerre était dans le gouvernement, non dans l'armée ni le peuple. En 1809, elle est voulue par le gouvernement, par l'armée et par le peuple. » L'Autriche met 300,000 hommes sur pied ; ils partent au milieu des acclamations. L'impératrice distribue des drapeaux. Cette monarchie ne se reconnaît plus : il y a une nation, une patrie ! C'est toute l'Autriche qui proclame le *Moriamur pro rege nostro !* des magnats de Hongrie, au temps de la guerre de succession. Les populations du Tyrol s'insurgent contre les Bavarois. Le 6 avril, un appel est lancé à la nation allemande ; l'archiduc Charles adresse cette proclamation à ses soldats : « Sur vous sont fixés les yeux de tous ceux qui ont encore le sentiment de l'honneur et de l'indépendance nationale... La liberté de l'Europe s'est réfugiée sous vos étendards. Vos victoires briseront les chaînes de vos frères allemands[2]. » Le 14 avril, l'alliance fut signée avec l'Angleterre.

Le 12 avril, les Autrichiens avaient franchi l'Inn. Napoléon en est informé le soir même par le télégraphe. Il part dans la nuit. Le 14, le Sénat entend un rapport de Champagny, qui forme le manifeste de la guerre ; il vote la levée de 40,000 conscrits, dont 20,000 sur 1810 ; on parle de mobiliser les gardes nationales. Le gouvernement est organisé comme il l'était lors des guerres précédentes : Cambacérès en sera le régent constitutionnel, Fouché le maire du palais. Le 15, Napoléon est à Strasbourg ; le 17, à Donauwerth : les opérations sont commencées.

La nouvelle s'en répand, en traînée de feu, dans toute l'Allemagne. Les sociétés secrètes sont en effervescence. « La guerre cherchera Votre Majesté, si elle ne la cherche pas », écrit à Frédéric-Guillaume un de ses conseillers, le 5 avril. Wessenberg confère avec Goltz secrètement. Le roi, aux

[1] Rapports du 3 et du 11 avril 1809.
[2] ONCKEN, t. II, liv. VII, chap. II.

abois, se tourne désespérément vers la Russie : laisser échapper l'occasion ou risquer sa couronne; perdre l'amour de son peuple ou sacrifier ce peuple en une aventure désespérée? Il attend la sauvegarde d'Alexandre [1].

Le 12 avril, recevant Schœler, l'envoyé de Frédéric-Guillaume, Alexandre lui dit : « Je suis lié par mes traités; je remplirai mes engagements; je ne puis pas lancer la Russie dans une guerre parce que la Prusse se sera attiré des désagréments; mais si elle est attaquée sans motif, je soutiendrai le roi de toutes mes forces. » Il apprend, coup sur coup, qu'une révolution a éclaté en Suède : Gustave IV a été détrôné; le pouvoir est confié à l'oncle de ce prince, le duc de Sudermanie; les négociations, entamées à Yassy, sont rompues avec les Turcs, et la guerre va recommencer pour la conquête des Principautés. Autant de défaites à donner à Caulaincourt pour ne se point engager à fond. Toutefois, sachant la guerre déclarée et engagée par l'Autriche, il lance un manifeste; puis il écrit à Napoléon, lui confie ses embarras : tant d'affaires qui l'appellent et de tant de côtés en Finlande, sur le Danube! Mais il ajoute : « Votre Majesté peut compter sur moi.... Mes moyens ne sont pas bien considérables, ayant deux guerres déjà sur les bras. » Alors, il prodigue les belles paroles : « Quelles fanfaronnades, cet appel à l'Allemagne! Et l'archiduc qui veut se mesurer avec l'empereur Napoléon. C'est de la frénésie. » — « Si je pouvais sans inconvénient quitter Pétersbourg pour deux mois, quelle plus belle occasion pour un militaire!... Je ne ferai rien à demi... Au reste, je m'en suis expliqué avec les Autrichiens [2]. »

Étrange explication. Il ne peut, dit-il à Schwarzenberg, éviter de prendre parti contre l'Autriche puisque l'Autriche attaque la France. Il a promis à Napoléon de concentrer ses troupes sur la frontière de Gallicie : il le fera; mais ce n'est point pour conquérir cette province à Napoléon, tout au con-

[1] Frédéric-Guillaume à Alexandre, 24 mars 1809. Bailleu.
[2] Alexandre à Napoléon, 22 avril 1809. Tatistchef. — Rapports de Caulaincourt, 22, 28 avril 1809.

traire. « Il m'assura, écrit Schwarzenberg, que rien ne serait oublié de ce qui serait humainement possible d'imaginer pour éviter de nous porter des coups... Il ne pouvait s'empêcher de faire des vœux pour notre succès... Ses troupes auraient l'ordre d'éviter, autant que possible, toute collision;... leur entrée en campagne serait soigneusement retardée... [1]. » Il fit mieux. L'alliance l'obligeait à rappeler son agent de Vienne et à congédier Schwarzenberg; mais Schwarzenberg était militaire et, à ce titre, il le conserva près de lui, malgré l'état de guerre. Alors il le chargea d'écrire à son maître une lettre qu'il revit et approuva : il y déclarait que « supposé même que la Russie fût forcée à des démonstrations, elles seraient dirigées contre la Gallicie et ne devaient pas effrayer, quand même les troupes russes entreraient dans ce royaume [2] ». Et il envoya au quartier général de Napoléon le plus rusé de ses observateurs politiques et militaires, Tchernichef, qui connaissait Paris, les dessous du gouvernement et de l'armée de Napoléon, expert en espionnage, ennemi très insidieux de la France; sachant voir, sachant entendre, sachant faire parler; insinuant, aimable, louangeur des Français, moqueur des Allemands, passé maître aux jeux d'élégance mondaine et de frivolité militaire. Ainsi se consomma l'alliance russe et voilà ce qui subsistait, en 1809, de l'esprit de Tilsit et du style d'Erfurt.

[1] Rapports de Schwarzenberg, 15 et 20 avril 1809.
[2] Rapport de l'envoyé prussien Schladen, 2 mai 1809, après une confidence de Schwarzenberg. RANKE, t. IV, p. 182. Note.

CHAPITRE VI

CRISE DE L'ALLIANCE RUSSE

1809

I

Le 17 avril, Napoléon était en Allemagne, sur le territoire d'Allemands vassaux; commandant une armée regorgeant d'Allemands auxiliaires; avançant, non plus à la tête de Français victorieux et conquérants, mais traînant à sa suite une troupe immense de vaincus enrégimentés [1]. Comment vont se battre, pour une cause qui n'est pas la leur, contre des compatriotes, ces soldats par force? Comment les dirigeront des chefs, ennemis hier et maintenant alliés? En Bavière, où le contingent est le plus nombreux, le prince royal est hostile. Les Français s'interrogeaient anxieusement. Qui retenait, qui mouvait ces gens, sinon la peur? Et si la peur changeait de côté? Au moindre échec, la moitié de l'armée pouvait tourner sur place. On le verra, en 1813, à Leipzig; on le craignait en 1809. La victoire seule les enchaîne; mais cette victoire dépend, en partie, de leur obéissance. « C'était, dit un témoin, une occasion immanquable d'en finir avec Napoléon,

[1] Frédéric MASSON, t. IV; DE MARTEL, *Walcheren*; HÜFFER, *Lombard*; BEER; STERN; ARNETH, *Wessenberg*; KLEINSCHMIDT, *Westphalie*; GOECKE, *Westphalie*; *Berg*; TREITSCHKE; THIMME, *Hanovre*; PERTZ; LANZAC DE LABORIE, *Belgique*; GUILLON, *Complots*, *Guerre d'Espagne*; DELACOUR, *Sarrazin*. — *Corr.* publiées par Ducasse, Klinckowstrœm, Bailleu. — *Mémoires* de Pasquier, Méneval, Norvins, Villemain, Broglie, Rœderer, Stendhal, Barante, Chaptal, Metternich, Talleyrand, Mme de Chastenay, Ségur, Jourdan, Thiébault, Marbot, Lejeune, Marmont, Saint-Chamans, Desvernois, Lœwenstern, Sérurier, Macdonald, Gonneville, Bigarré. WELSCHINGER, *Protocoles des conférences d'Altenbourg*.

si un fusil était dans la main d'un traître et d'un fanatique. » Il fallait pour triompher, avec de telles troupes, de l'Autriche transformée pour un moment en un peuple en armes, plus de génie qu'il n'en avait fallu en Italie et en Moravie en 1796, en 1800, en 1805, quand les rôles étaient renversés; quand une armée de Français exaltés de leur Révolution, transportés de leur gloire, se croyant invincibles, dispersaient ces régiments d'Allemands, de Slaves, de Hongrois combattant par discipline pour une politique qu'ils ne comprenaient pas.

Dès les premières approches Napoléon ne reconnut ni les généraux autrichiens ni leurs soldats. Les 21, 22, 23, 24 avril, des combats acharnés se livrèrent à Eckmühl, à Ratisbonne : affaires brillantes, mais dures, épouvantablement sanglantes. « Il nous fallait, rapporte un officier, repousser par un cruel amour de la victoire le besoin de pleurer le malheur de ne l'avoir obtenue qu'en la payant si cher. » On ne ramassait plus des troupeaux de prisonniers d'un coup de filet magistral; l'Autriche ne capitulait plus.

Napoléon enfle sa voix, boursoufle son style : ce ne sont plus les bulletins à la César, ce sont des réclames retentissantes de gazettes. Les Autrichiens s'obstinent; il les traite de « canaille », « les cohues armées de Xerxès ». — « Puisque l'ennemi est têtu, il faut l'exterminer »[1]. Mais, vainqueur le 24, il doit, dès le 27, disposer une plus grande bataille. « Masséna a des talents militaires devant lesquels il faut se prosterner[2]; » il bat les Autrichiens le 3 mai, à Ebelsberg. A coups de mine, pour ainsi dire, et, parmi les charniers humains, Napoléon pousse sur Vienne, impatient de la bataille décisive, impatient de la paix, car la paix se dérobe, la bataille finale s'échappe; tandis que sur les ailes de l'armée les lieutenants se font battre et que, sur les flancs, les peuples s'insurgent.

[1] *Bulletins de l'armée d'Allemagne*; proclamation du 24 avril; au roi de Saxe, à Otto, 21 avril 1809; à Lannes, 22 avril; à Eugène, 26 avril.
[2] A Eugène, 30 avril 1809.

Il faut compter le Tyrol pour une Vendée. La Hongrie, que Napoléon se flattait de soulever, se refuse à ses émissaires; Jusqu'en Dalmatie et en Istrie, les populations s'agitent et tournent à l'Autriche. Dans le nord de l'Allemagne, Jérôme, qui en a la garde, joue au général comme il jouait au roi; se fait attaquer par les corps francs prussiens, bloquer par les paysans révoltés. Le 24 avril, comme il vient d'adresser aux Westphaliens cette proclamation : « Soldats, je serai toujours à votre tête », il voit sa capitale menacée, et l'alerte est si chaude que la reine s'enfuit en hâte, court jusqu'à Francfort et ne s'arrête qu'à Strasbourg : un colonel, Dörnberg, passé à la coalition, avait dessein, dans le tumulte, de l'enlever et de la livrer aux Anglais! Devant le péril instant, Jérôme montre un courage personnel qui ne lui manqua jamais; mais c'est le courage du sous-lieutenant surpris dans son poste, et qui se débat; ce n'est point le sang-froid du chef d'État, du chef d'armée. Dörnberg est anéanti. Katt, qui a tâché d'insurger le pays de Stendal et de Magdebourg, échoue. Mais, écrit la reine à Napoléon, « l'insurrection s'augmente de moment en moment; elle est générale dans tout le royaume ». Le 29 avril, le major prussien Schill, sorti de Berlin, entre en campagne, à la tête d'un corps de partisans qui se grossit sur la route, et menace les frontières. Cependant les Autrichiens se sont portés sur Varsovie, où ils sont entrés le 20 avril, et les Russes, qui devaient leur barrer la route et couvrir la Pologne, ne paraissent pas.

Partout, Napoléon commande de menacer les villages d'exécution militaire, de prendre des otages [1]. Il continue sa marche : le 11 mai, il est à Schœnbrünn; il entre dans Vienne le 13. Le 15, il lance une proclamation aux Hongrois, espérant les entraîner, à la polonaise : mais ils restent sourds. Les illusions se sont retournées contre la France. Faute de séduire les peuples, Napoléon va terrifier les rois. Comme il a signé à Berlin le décret du blocus, il va dater, le 17 mai, de Schœn-

[1] A Lefebvre, pour le pays de Salzbourg et le Tyrol, 29 avril; à Eugène, 30 avril : fusiller l'évêque d'Udine.

brünn, du palais même du plus catholique des souverains, au milieu des populations les plus catholiques de l'Europe, le décret, médité depuis des mois et qui va, par le plus éclatant des exemples, montrer aux princes la nécessité d'obéir. Il révoque la donation de Charlemagne; le Pape a cessé de régner [1]. « Les États du Pape sont réunis à l'empire français » ; ils seront transformés en départements; le Code civil y sera établi; l'empereur aura un palais à Rome. Le 10 juin, ces ordres sont exécutés. *Consummatum est!* murmure Pie VII, et il lance la bulle d'excommunication qu'il avait préparée. Les ordres de Napoléon sont combinés de sorte que le Pape devra chercher à fuir, qu'on l'arrêtera et que l'attentat paraîtra résulter de la force des choses; d'un malentendu, tout au moins, comme à Rastadt ; mais, une fois pris, la police impériale ne le lâchera plus. Des temps de Charlemagne, ressuscités en l'an VIII, la papauté retombe à ceux de Nogaret et de Philippe le Bel.

Napoléon croit enfin tenir la bataille qui sera l'Austerlitz, l'Iéna, le Friedland de la campagne; jettera l'Autriche à bas, courbera l'Allemagne, accablera la Prusse, soumettra l'Italie, rattachera les Russes. Ce ne fut ni Austerlitz ni Iéna, même pas Eylau : les journées d'Essling et d'Aspern, 20-22 mai, troubles et sanglantes, se finirent en défaite, la première grande défaite de Napoléon. Elle le laissa, avec son armée fatiguée, diminuée, enfermé dans une île du Danube, sous le triple péril de l'offensive de l'armée ennemie, de l'insurrection des peuples, sur ses derrières, et autour de lui, autour du morceau de terre plate et détrempée où il campait, la crue des eaux. Napoléon, allié de la Russie, trouvait plus de peine, en 1809, à battre les seuls Autrichiens qu'il n'en avait trouvé, en 1805, à battre les Autrichiens et les Russes coalisés. Plus il avait naguère affiché son mépris pour les « ridicules armements », pour la « canaille » autrichienne; plus haut il s'était vanté de la désarmer, de la rejeter dans « la

[1] Note à Champagny, en vue d'une communication au Sénat. — Décret de Schœnbrünn; à Gaudin, 17 mai 1809.

honte de 1805 », de la faire rentrer dans le néant; de décréter, en moins d'un mois, que ses empereurs avaient cessé de régner et que leur héritage serait distribué à ses lieutenants, plus profond et désastreux parut dans toute l'Europe le retentissement de sa déconvenue, de son échec, de son péril. Après Baylen et Cintra, Aspern. En Espagne, ses lieutenants capitulent comme Mack en 1805; en Allemagne, l'empereur est battu comme un feld-maréchal d'Autriche ou un duc de Brunswick! Voilà, pour un moment, le mot d'ordre.

Nulle part le craquement ne fut plus ressenti qu'à Berlin. Le soulèvement du Tyrol, l'insurrection de la Westphalie, l'aventure de Dörnberg, celle de Schill surtout emportèrent les imaginations. Stein, de son exil en Autriche, animait ses amis, dépêchait des émissaires. Les conseillers du roi le pressaient de se déclarer : il n'obtiendrait jamais, lui disaient-ils, la paix avec Napoléon. Goltz conjurait la reine de ramener le roi à Berlin, où il se mettrait à la tête du parti national, « pour relever les espérances par des préparatifs annonçant un parti déterminé »; pour tendre aussi « les ressorts relâchés du gouvernement, comprimer les factions et surtout la fougue des jeunes officiers ». Ce qui subsistait d'armée menaçait de s'échapper dans la guerre; de se débander, régiment par régiment, pour courir sus aux Français, comme les soldats de Schill : « Si, déclare Goltz, le roi hésite plus longtemps à prendre la résolution que l'opinion publique réclame, et à se déclarer contre la France, une révolution éclatera infailliblement[1]. » L'agitation devint telle que Saint-Marsan fut sur le point de quitter Berlin. Dans la Prusse orientale, la noblesse refuse de payer les contributions destinées à la France. Le roi ne reconnaît plus la Prusse. Il condamne l'acte de Schill, il condamne les *ligues de la vertu*. Et, cependant, il se sent entraîné par le mouvement de son peuple; par les exhortations de la reine, des princes, des généraux : il a du cœur, et sa prudence est ébranlée. Mais que fera le tsar[2]? Rien. Une

[1] Goltz à la reine, 5 mai. — Le roi à Goltz, 14 mai 1809; ci-dessus, p. 334.
[2] Frédéric-Guillaume à Alexandre, 12 mai 1809. BAILLEU.

lettre d'Alexandre, datée du 19 mai, que Frédéric-Guillaume reçut le 26, le refroidit singulièrement : « Sire, j'ai la conviction que vous décidez votre propre perte; vous m'ôtez même tout moyen de l'empêcher... »

Alexandre, quand il traçait ces lignes, en était encore à la bataille de Ratisbonne. L'entrée des Autrichiens à Varsovie le rassura. Mais tout à coup il apprit que Poniatowski et les Polonais, laissant les Autrichiens camper dans leur conquête, s'étaient hardiment jetés en Gallicie ; qu'à leur approche toute la noblesse courait aux armes, enrégimentait les paysans. La Gallicie annonçait les spectacles de la Posnanie, en 1806, à l'arrivée de Murat. Ce n'étaient qu'ovations à l'approche de l'*armée polonaise*, bals et revues : la Pologne allait renaître et, cette fois, délivrée par des mains polonaises. L'agitation gagnait les districts russes. A Pétersbourg, on ressentit plus que de la surprise : de l'indignation, de l'effroi. La « société », qui déjà blâmait l'inaction du tsar, l'abandon de l'Autriche, accusait Alexandre de trahir la cause nationale. Alexandre commença de récriminer contre la politique révolutionnaire de Napoléon en Pologne. Caulaincourt, de son côté, récrimina contre les lenteurs, l'hostilité même de la Russie. Alors Roumiantsof se découvrit : la France avait à choisir entre l'alliance russe et la reconstitution de la Pologne. « Je croirais de mon devoir de dire à l'empereur mon maître : Soit ! renonçons à notre système; sacrifions jusqu'au dernier homme plutôt que de souffrir qu'on augmente ce domaine polonais, car c'est attenter à notre existence [1]. » Dès lors ils se disposèrent à agir, mais tout à l'inverse de l'alliance, non pour chasser les Autrichiens de Varsovie, mais pour chasser de la Gallicie les Polonais alliés de Napoléon, occuper cette province, la garder pour le compte de l'Autriche et rendre disponibles de la sorte contre Napoléon les forces autrichiennes en Pologne. Ayant ainsi paré au danger le plus proche, la reconstitution de la Pologne, Alexandre

[1] Rapport de Caulaincourt, 28 mai 1809.

laissera l'Autriche et la France aux prises, s'user l'une l'autre, et préparera une belle médiation qui le rendra maître des affaires : un Erfurt retourné.

Vint le courrier d'Essling. Dans la « société », un cri de triomphe que l'on ne chercha point à étouffer. Alexandre commanda la réserve officielle à la cour, à ses ministres. Il redoubla lui-même de caresses avec Caulaincourt, mélange de condoléances et de congragulations. Il pleura sur la mort de Lannes : le Bayard de l'Empire! Il laissa complaisamment vibrer ses nerfs au récit des combats héroïques des Français : « Tous ces hommes ont de l'âme, de l'amour-propre, de l'honneur; j'aime cela ! » C'étaient, sous une forme larmoyante et mystique, les discours de la grande Catherine aux émigrés, au temps de la Terreur : des guirlandes de lauriers et de cyprès mêlés; mais de cosaques, point!

On le savait à Vienne, et l'on comprenait qu'après les avoir aidés à vaincre, Alexandre viendrait à eux, s'ils étaient vainqueurs. Les Russes qui s'acheminaient en Gallicie seraient prêts, comme le seront en 1813 les Autrichiens, à passer du rôle d'auxiliaires inoffensifs de Napoléon contre l'ennemi, à celui d'auxiliaires effectifs de l'ennemi contre Napoléon. Mais pour frapper le coup qui déciderait tous ces mouvements le concours de la Prusse était nécessaire. Les Autrichiens se crurent assez puissants de leur succès d'Essling et de l'inaction russe pour forcer la main au roi de Prusse sans lui rien garantir. Il céderait aux mouvements de son peuple et l'Autriche n'assumerait pas la tâche onéreuse de reconstituer la monarchie prussienne. Ce fut le fond de la mission donnée au colonel Steigentesch qui arriva à Kœnigsberg le 15 juin et y séjourna jusqu'au 18. « Brusquez le roi, et s'il ne veut pas se décider, compromettez-le! », avait dit l'archiduc Charles. Frédéric-Guillaume ne fut pas la dupe de ce jeu, très classique, entre alliés allemands. « Nous serons bientôt alliés, dit-il à Steigentesch. Gagnez encore une bataille, et l'alliance est faite! » Les esprits se montaient au dernier degré de l'exaltation : « J'irai porter ailleurs, au service de la patrie

allemande opprimée, ce qui me reste de forces, écrit Blücher, le 14 juin. Mais subir ces chaînes, jamais! » N'ayant pas réussi à *brusquer* le roi, Steigentesch le *compromit*. En passant à Berlin, il confia, en partie, le secret de sa mission à l'envoyé de Westphalie, M. de Linden, lequel n'eut rien de plus pressé que de le communiquer à Saint-Marsan et d'en écrire à Cassel, au comte de Fürstenstein. Napoléon en serait inévitablement instruit; il faudrait bien alors que la Prusse marchât ou qu'elle pérît sans combattre; que le roi se mît à la tête de son peuple ou que son peuple le déclarât déchu, si, auparavant, Napoléon ne décrétait pas qu'il avait cessé de régner[1].

Tout se ramenait donc à vaincre. Si l'Autriche emportait la bataille décisive, tout s'écroulait, et l'alliance russe, et la suprématie sur la Prusse, et la Confédération du Rhin, et le royaume d'Italie, et le royaume d'Espagne. Schill avait été tué, le 31 mai, dans Stralsund, dont il s'était emparé et dont il voulait faire un Saragosse allemand; mais les insurgés du Tyrol avaient repoussé les Français et les Bavarois, le 29 mai. Tout vacillait, tout tremblait dans la Confédération du Rhin. Jérôme craignait les corps francs prussiens, les insurgés de Westphalie, le duc de Brunswick, et il demeurait chez lui, mettant sa gloire à garder ses peuples de l'invasion et sa personne de la déchéance. Il continuait de régner. Ainsi Louis en Hollande, où l'on redoutait un débarquement des Anglais. En Belgique, la soumission disparaissait avec la crainte.

A Paris, l'aventure de Schill fit plus d'effet peut-être que l'écho d'Essling : l'Allemagne se levait et pour sa propre cause; il existait des Allemands qui se battaient pour l'Allemagne! C'était le monde renversé; je ne sais quoi contre nature, un signe de temps nouveaux et redoutables! « On répandit le bruit que l'empereur était fou, et, sans le croire précisément, personne ne témoigna de surprise... Il y avait

[1] Copie des dépêches du baron de Linden. *Corr. in.*, t. VII, p. 395 et suiv. — Rapport du consul de France à Kœnigsberg, du 30 mai 1809, sur les armements, l'esprit public, la landwehr, la *Société des Amis de la vertu*. Stern.

déjà quelque temps que le docteur Pinel préparait une consultation sur cet événenent infaillible, et, par avance, il étudiait les historiens d'Alexandre. » Les agents anglais flairaient le retour des grandes occasions perdues en 1793, 1799, et que le complot de Georges aurait fait renaître. L'empereur avait été blessé à Ratisbonne : le hasard, distrait ce jour-là, serait peut-être plus avisé un autre jour; au besoin, le coup de fusil d'un fanatique, parmi les auxiliaires allemands!

Napoléon n'était pas plus invulnérable qu'il n'était désormais invincible. Un traître, le général Sarrazin, envoyait cet avis au ministère anglais : « Toutes les meilleures troupes sont disséminées en Espagne, en Italie et en Allemagne. A Boulogne et en Belgique, les postes les plus importants sont gardés par des recrues qui ne savent pas charger leur fusil. Il faut débarquer à Boulogne. On arriverait à Paris par Abbeville, Amiens et Beauvais sans brûler une amorce [1]. »

En Portugal, Soult, après s'être emparé d'Oporto, le 29 mars, avec un terrible effort, s'était déclaré gouverneur général du Portugal. Les Portugais, riches et pacifiques, las de servir de théâtre à la guerre et d'enjeu à la paix; des officiers français, fatigués de se battre et désireux de s'enrichir; toutes sortes de personnages louches, avides, intrigants, des spéculateurs, des banquiers, des juifs conçurent l'idée de profiter des embarras de Napoléon pour s'affranchir, et, comme il faisait des rois, de s'en donner un parmi ses maréchaux. Ils songèrent à Soult, qui se laissa faire : on aurait provoqué les vœux des habitants, puis ceux de l'armée, et l'on aurait soumis le tout à l'empereur, comme en France, en l'an VIII et en l'an IX, les constitutions de Brumaire et celles de l'empire; l'empereur, ne voyant plus que ce moyen de garder le Portugal en sa dépendance, s'y fût résigné. Dans les dessous, un autre complot, de haute trahison, avec les Anglais, mené par un officier, d'Argenton, et qui tend à leur livrer l'armée française. Ébranlée par ces agitations, cette

[1] Cf. t. VI, p. 34, 50 : le plan de marche sur Paris en 1800.

armée se désorganise. Soult laisse arriver l'événement et l'événement, ce sont les Anglais qui débarquent le 22 avril. Wellesley dispose de 30,000 hommes, Soult à peine de 20,000. Il est contraint de battre en retraite, le 12 mai, et cette retraite, comme toutes celles de cette guerre, tourne au désastre.

En Espagne la division règne entre tous les pouvoirs : entre le roi Joseph et les maréchaux de Napoléon; entre Jourdan qui prétend commander au nom du roi, Ney et Soult qui prétendent n'obéir qu'à l'empereur, et, en attendant les ordres, rivalisent, se contrarient, s'abandonnent à l'envi. Deux armées hostiles l'une à l'autre et toutes les deux hostiles au roi qu'elles sont censées défendre[1]. Et Wellesley marche sur Madrid. Ainsi, dans ce même temps, deux batailles sont imminentes, en Espagne et en Allemagne : l'une décidera, sans doute, de la monarchie espagnole; l'autre peut-être de l'existence de l'empire.

Cette bataille, Napoléon consacre à la préparer tout son art de stratège et d'organisateur. Jamais il n'apporta plus de génie, de ténacité, de méthode, d'invention à disposer la partie, et à tout suspendre, à l'entour, de façon que s'il gagne, et il est persuadé qu'il gagnera, la victoire produise jusqu'aux extrémités ses extrêmes conséquences; que tout étant engagé à la fois, tout se dégage par les contre-coups du grand coup qu'il va frapper. Tandis qu'il laisse l'armée se divertir et se reposer à Vienne; qu'il y multiplie les fêtes et les ballets, voulant donner à ses soldats et à ses alliés le spectacle de la sécurité[2], il se concentre pour l'action. En même temps il signale, au loin, qu'il n'a perdu ni l'énergie,

[1] Sur l'état des esprits en Espagne, ROEDERER, t. IV, p. 114 et suiv.; t. III, p. 556 et suiv. : les conversations entre les généraux. Cf. THIÉBAULT, t. IV, p. 333.

[2] « Le séjour de Vienne me charme... une jolie femme à chaque pas... On entend d'excellente musique... ballets à l'italienne. » STENDHAL. Lettres du 8 mai 1809. « Beaucoup des nôtres allaient porter des consolations à un grand nombre de jeunes femmes abandonnées dans la fuite précipitée des princes et des grands seigneurs de la cour et de l'armée .. » LEJEUNE, t. I, p. 318. — Cf. *Souvenirs de Lœwenstern.*

ni les ressentiments. La bulle d'excommunication arrive à Schœnbrünn. « Plus de ménagement ; c'est un fou furieux qu'il faut renfermer ! Faites arrêter le cardinal Pacca et autres adhérents du Pape... Faites passer par les armes toutes les personnes qui s'opposeraient à la réunion[1]. » Cette fureur ne procède pas de la seule excommunication, où Napoléon verrait tout au plus l'insolence d'un prêtre fanatique. La vraie cause de ses emportements, c'est la déception, l'inquiétude surtout qui viennent de Pétersbourg.

Malgré les guirlandes d'Alexandre et les fleurs épistolaires de Caulaincourt, Napoléon voit clair. Trop de mots ! « Des compliments et des phrases ne sont pas des armées et ce sont des armées qu'exigent les circonstances. » Il dicte à Champagny une lettre pour Caulaincourt, que Champagny signe et que Caulaincourt brûlera[2]. Le charme s'évanouit ; l'alliance n'est pas rompue encore, mais la fêlure est faite : le cristal ne sonne plus. Toutefois Napoléon a trop besoin de paraître l'allié d'Alexandre pour briser de ses mains le miroir aux prestiges : « L'empereur ne peut pas témoigner à l'empereur Alexandre une confiance qu'il n'éprouve plus... Il ne dit rien ;... mais il n'apprécie plus l'alliance de la Russie. Quarante mille hommes que la Russie aurait fait entrer dans le grand-duché, auraient rendu un véritable service, et auraient au moins entretenu quelque illusion sur un fantôme d'alliance... L'empereur veut que vous regardiez comme annulées vos anciennes instructions... Ayez l'attitude convenable, paraissez satisfait ; mais ne prenez aucun engagement et ne vous mêlez en aucune manière des affaires de la Russie avec la Suède et la Turquie... Que la cour de Russie soit toujours contente de vous autant que vous paraissez l'être d'elle ; par cela même que l'empereur ne croit plus à l'alliance de la Russie, il lui importe davantage que cette croyance, dont il est désabusé, soit partagée par toute l'Europe. »

Un aide de camp de confiance — c'était le troisième —

[1] A Murat, 17, 20 juin 1809. Lecestre. — Méneval, t. II, p. 271.
[2] 2 juin 1809. Vandal.

vint assurer Napoléon des intentions du tsar, témoigner de sa loyauté. Napoléon n'eut pas un instant de doute sur la mission que ces confidents de son allié venaient remplir à son quartier général. Tchernichef y mit un art raffiné qui voila sinon sa mission même, au moins sa capacité à la remplir. « Beau, galant, aimable, fort dissimulé et d'une politesse des plus recherchées », il ne parlait jamais de politique ; les chevaux, la galanterie, les femmes, ses succès dont il paraissait assez fat, semblaient seuls l'occuper; il poussait la discrétion jusqu'à éviter de trop près, le spectacle des batailles, et la feinte jusqu'à se faire railler par l'empereur sur l'article du courage. Jeu très fin, dont, par la suite, il tira plus grand parti encore. Ses camarades et lui, très répandus dans ce qui restait de société à Vienne, soupaient, buvaient avec les officiers français, les faisaient parler, affectant l'indifférence au métier, l'attitude de jeunes gentilshommes en voyage, de « freluquets » ! Ils regardaient, notaient, rapportaient, scrutant les infirmités, les tares morales de l'armée. Ils venaient voir comment Napoléon pouvait être vaincu. Napoléon leur montra qu'il savait encore retourner et forcer la victoire.

Le 4 et le 5 juillet, à Wagram, il battit les Autrichiens ; mais pour les battre, il subit des pertes énormes, sans faire de prisonniers. Ce n'était qu' « une bataille gagnée et qui en promettait plusieurs autres à livrer ». Napoléon avait connu à Eylau la victoire douteuse, il avait essuyé la défaite à Essling, il connut à Wagram la victoire inutile. L'Autriche n'en sortait ni écrasée, ni épuisée ; l'Angleterre restait debout, cramponnée au Portugal, entamant l'Espagne ; la Russie, inutile, menaçait de devenir hostile. La Pologne, appelée aux armes et à l'indépendance, s'offrait comme le seul moyen de réduire l'Autriche à merci et de contenir la Russie ; mais employer les Polonais et ressusciter la Pologne, c'était précipiter la rupture avec Alexandre ; l'abandonner, c'était livrer aux Russes les avant-postes de la Grande Armée, les marches du Grand Empire. La victoire, plus que jamais nécessaire la veille, devenait ainsi en ses suites comme redoutable à

Napoléon. Il arrivait à ce détour décevant de son histoire où le succès même des moyens qu'il employait allait démontrer le paradoxe de la fin qu'il prétendait atteindre. On s'explique trop aisément que, tout intéressé qu'il fût à la paix, il y préférât la guerre et s'y jetât, si l'on peut dire, comme pour se reposer de la paix. La guerre suspendait un moment la marche naturelle des choses ; elle semblait arrêter la destinée; elle cachait l'avenir; elle obligeait cette imagination toujours exaltée et en éruption à rentrer en soi-même; ce génie toujours impatient de l'inconnu et affamé de l'impossible, à s'arrêter sur des objets proches, précis et certains; elle avait une nécessité : vaincre; elle avait un terme : la victoire. La paix, au contraire, échappe toujours et partout à la fois. C'est l'incertitude incessante et indéfinie ; un horizon vague, voilé et toujours fuyant; pour tout repos, dans les rêves, le mirage d'une monarchie universelle.

La journée de Wagram avait remis en question tout l'empire, toutes les conquêtes, toute la suprématie depuis 1795; Wagram fut une victoire; mais le lendemain tout l'empire se trouva à reprendre en sous-œuvre, et les générations de soldats fauchés ne se retrouvaient plus.

Voilà la grande différence des temps, depuis Austerlitz. Après Iéna, Napoléon avait dû poursuivre huit mois la paix, comme il avait poursuivi les débris de l'armée prussienne; après Friedland, il avait dû l'offrir, d'un geste magnanime; après Wagram, il fut heureux de la saisir. Il mesurait lui-même, non sans mélancolie, ce déclin des affaires. « Lors de la paix de Presbourg, mandait-il quelques semaines après, on a suivi une autre marche. L'empereur est venu me trouver à mon camp de Moravie, s'est mis à ma discrétion, a renvoyé sur-le-champ l'armée russe, a renoncé à son alliance... Il n'y a pas eu de négociation, puisque par l'entrevue tout fut réglé, hormis les détails... [1] »

[1] A Champagny, 22 août 1809.

II

Il y avait à Vienne un parti du découragement et de la paix; quelques-uns avaient déjà parlé de négocier après Ratisbonne. Le prince Jean de Lichtenstein, qui reflétait les opinions de l'archiduc Charles, offrit de se rendre au quartier général de Napoléon. Stadion comprit que s'il s'agissait de négocier, soit pour traiter sincèrement, soit pour tromper Napoléon, sa présence serait un obstacle, comme naguère en Prusse celle de Hardenberg. Il avait ostensiblement poussé à la guerre; il donna sa démission. L'empereur ajourna de l'accepter; toutefois, Stadion prit un congé et Metternich fut appelé à remplir l'intérim des affaires étrangères. C'est son entrée aux grandes affaires : il passe du conseil et du renseignement à l'action; il y reste le même homme et, dès ce début, dès ces premiers conseils au château de Ernstbrünn, où s'était réfugié François II, il montre ce mélange de souplesse dans les moyens, de ténacité dans le dessein, qui sera son caractère. Il ne considérait pas la partie comme entièrement perdue; dans tous les cas, elle serait à reprendre, et il s'agissait de filer les négociations, d'attendre la Prusse, la Russie, les progrès de Wellesley en Espagne, le débarquement des Anglais en Hollande et dans la basse Allemagne, l'insurrection des Allemands du Nord, enfin une diversion possible des Turcs. A voir l'immobilité inattendue de Napoléon, la mollesse des poursuites; à recueillir les sentiments de l'armée autrichienne qui s'était sentie victorieuse à Essling et ne se jugeait point anéantie à Wagram, malgré les lamentations des pacifiques, le petit esprit, l'irrésolution de presque tous, l'espoir revenait : c'était encore une défaite à l'autrichienne, et il s'agissait de négocier comme en 1797, entre Leoben et Campo-Formio, comme en 1800 après l'armistice de Marengo. Metternich

écrivit à sa mère : « Le monde tient à un fil; la position de l'homme qui en tient le bout est affreuse, et elle serait insoutenable si nos moyens n'étaient pas aussi immenses qu'ils le sont. Je vous parle de négociations; je ne vous parlerai pas de capitulation — car tout autre pourrait s'en charger — si nous n'avions pas ces moyens. Vous verrez incessamment une armée de 250,000 hommes, *troupes de ligne*, soutenir ma négociation... Si nous avions le quart de moyens moraux! Eh! bon Dieu! où irions-nous? [1] »

Le prince Lichtenstein partit pour le quartier général français. « Sa mission, écrit Metternich [2], se borne aux deux questions : Napoléon veut-il la paix? et qu'entend-il par la paix? Il n'a nul plein pouvoir autre que celui de signer la parfaite intégrité de la monarchie dans le *statu quo antè bellum* [3]. » Lichtenstein trouva Napoléon à Znaïm, le 12 juillet. L'empereur le reçut avec beaucoup d'humeur : « Il ne ferait plus la paix avec l'Autriche! Il ne parla que de partager la monarchie; de l'établissement de plusieurs États indépendants, formés de ces débris; enfin de l'abdication de l'empereur François, comme de la seule condition préalable qui l'engagerait à entrer en négociations. » Cependant sa conduite démentait ses terribles rodomontades. L'archiduc Charles, à la suite d'un dernier combat très rude, proposa un armistice, et, dans le temps même où Napoléon le prenait de si haut avec Lichtenstein, il l'accepta. Cet armistice, conclu à Znaïm [4], lui abandonnait une large bande de territoire; mais il permettait à l'Autriche de se refaire, de chercher des alliés. Napoléon signa parce qu'il se sentait impuissant à pousser sa victoire, qu'il avait besoin de renforts, qu'il lui fallait soutenir ses ailes et réparer les sottises de ses frères. Le jour même, il écrit à Decrès, le ministre de la marine [5] : « J'ai besoin de beaucoup d'artillerie. » Il appelle

[1] A sa mère, 25 juillet 1809.
[2] A Hudelist, 13 juillet 1809. ARNETH.
[3] Précis sur la marche des négociations. KLINCKOWSTRÖM. Notes.
[4] Armistice de Znaïm, 12 juillet 1809
[5] A Decrès, 12 juillet 1809.

les canonniers des côtes, qu'on remplacera par des canonniers de marine. « Au besoin, faites désarmer quelques vaisseaux. Il est indispensable que cet ordre soit exécuté sans délai et que ces canonniers m'arrivent. » C'est la ressource des temps calamiteux, et pour Napoléon une ressource extrême : désarmer les vaisseaux qu'il avait mis tant d'ardeur à armer, sur lesquels il portait de si vastes espérances pour le lendemain de la victoire; employer à la défense des côtes de France ces artilleurs de marine destinés à jeter, dans toutes les contrées du monde, l'alarme sur les côtes anglaises! Et trois jours après, à Clarke, ces ordres qui sont un pressentiment de 1813, au temps de l'armistice de Pleisswitz, entre Bautzen et Dresde : « Il est important que pendant l'armistice les routes se couvrent de troupes françaises, et que l'accroissement de l'armée soit supérieur à tout ce que pourra recevoir l'ennemi [1]. »

Il rentra à Schœnbrünn où il reçut, une seconde fois, Lichtenstein. « A son grand étonnement, Napoléon changea subitement de langage et lui dit que, malgré le peu de confiance que lui inspirait la conduite de l'Autriche, il voulait, encore une fois, se prêter à la paix. » Il ne demanderait pas plus de sacrifices qu'il n'en avait demandé à Presbourg, et même, si l'empereur François se résignait à abdiquer en faveur de l'archiduc, duc de Würzburg, « il restituerait la monarchie dans son intégrité ». François II n'accepta point cette discussion. Il se contenta de faire connaître, par une lettre du 18 juillet, qu'il avait désigné le comte Metternich et M. de Nugent pour ses plénipotentiaires. Napoléon désigna Champagny, qui passa une note à Metternich, articulant les conditions préalables de Napoléon : 1° suppression de la landwehr; 2° réduction de l'armée de ligne à la moitié de ses cadres actuels; 3° expulsion de tous les Français au service de l'Autriche [2]. C'était ce désarmement que naguère Napoléon

[1] 15 juillet 1809.

[2] Napoléon à Champagny, 24 juillet, avec une note qui fut datée du 22 juillet 1809.

avait prétendu imposer sans coup férir. Le même jour, 22 juillet, il écrivit à François II : « Si le quatrième traité de paix qui succédera à ceux de Campo-Formio, de Lunéville et de Presbourg peut enfin être le dernier, rétablir d'une manière durable la tranquillité sur le continent et se trouver à l'abri des clameurs et des intrigues de l'Angleterre, je regarderai ce moment comme fort heureux; car, des quatre guerres que Votre Majesté a faites à la France, les trois dernières étaient superflues, et n'ont été utiles et avantageuses qu'à l'Angleterre. »

Il y a dans cette lettre un accent de mélancolie, un ressentiment de la vanité de la guerre, comme une satiété de la victoire. On l'avait entendu dire, quand Davout proposait une poursuite à outrance : « Non, c'est assez de sang versé! » Il rapprochait Essling de Saint-Jean-d'Acre; des premiers engagements, si douteux, à Arcole. Lannes était mort; les généraux tombaient. Napoléon trouvait la lassitude autour de lui, en lui-même. Après Essling, comme quelques-uns conseillaient d'évacuer Vienne et de repasser le Danube : « C'est transporter la guerre sur la rive droite, dit-il; je serai donc en retraite, et sur la route de Strasbourg, où ils me mèneront peut-être [1]. » Si l'Autriche persistait, si elle refusait la paix, si tout ce bruit de peuples en révolution, dont on l'obsédait, annonçait une tempête? On l'avait vu un instant radieux après le combat de Znaïm; puis, rentré à Schœnbrünn, il s'enferma, travaillant avec Berthier, avec Maret, disait-on; en réalité, séquestré de son armée, en proie à un mal mystérieux, dont il avait subi déjà plusieurs atteintes et qui le reprit, en 1812, au temps de la Moskova : fatigue, contension cérébrale, excitation nerveuse, anxiété, réaction de tant de dépense de pensée, de volonté, de force physique? toujours est-il que l'alarme se répandit autour de lui. Les lettres qu'il date de ces jours-là ne montrent ni affaiblissement, ni distraction même; mais elles trahissent la souffrance intime,

[1] Barante, t. I, p. 298.

l'impatience, l'irritation, la courbature des gestes démesurés, des coups frappés de trop loin et qui ne portent plus. Faut-il croire à l'insuffisance des hommes? mais qui les suppléera? Faut-il croire à la résistance des choses? mais qui la dominera si tant de victoires sont demeurées vaines et si cette résistance augmente avec le succès même?

Ses frères lui mangent de l'argent, lui prennent des hommes, et ne font rien. Il renonce à écrire à Joseph, ne recevant plus de courriers d'Espagne : « Je vois que j'ai là 200,000 hommes sous les armes; c'est beaucoup plus qu'il ne faut pour finir les affaires d'Espagne... Je tremble que les Anglais, débouchant du Portugal par Abrantès, ne surprennent le roi à Madrid... Je vois bien peu de têtes pour mener tout cela... On ne sait pas commander en ce royaume ! [1] » Louis, très peu militaire, s'immobilise à Aix-la-Chapelle, signe des décrets sur le commerce, c est-à-dire contre le blocus, ménage ses Hollandais, et rend Napoléon « la risée de l'Europe ». Napoléon le lui écrit, et de même à Jérôme, plus guerrier, sinon plus soldat, mais mou, tout à ses plaisirs, faisant le Louis XV en sa Westphalie, et laissant à son grand frère le rôle du maréchal de Saxe : « J'ai vu de vous un ordre du jour qui vous rend la risée de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France... Il faut être nuit et jour à cheval... ou bien rester dans son sérail... Vous faites la guerre comme un satrape. Est-ce de moi, bon Dieu ! que vous avez appris cela?... Vous avez été constamment, dans cette campagne, où l'ennemi n'était pas.... [2] »

Il tâche « d'en finir » avec le Tyrol. Il écrit à Lefebvre : « Lorsque j'ai fait mon armistice, ç'a été principalement pour soumettre le Tyrol. Je crains... que vous ne vous laissiez duper par cette canaille... » Il faut brûler, fusiller. « Soyez terrible et agissez de manière qu'on puisse tirer du Tyrol une partie de vos troupes [3]. » Il lui faudrait être partout, et partout avec

[1] A Clarke, 8, 18 juillet. Conf. 12 juin 1809.
[2] A Louis, 17 juillet; à Jérôme, 17, 25 juillet 1809. Rocquain, Lecestre.
[3] A Lefebvre, 26, 30 juillet 1809. Lecestre.

sa garde! Or, il est réduit à combler par des conscrits les vides de cette garde; il a dispersé, dans tout le nord, des troupes qui se font battre, ou qui se retirent, ou qui n'arrivent pas. « Vingt mille hommes plus ou moins bien employés peuvent changer le destin de l'Europe! » écrit-il à Jérôme[1]. Enfin, à Paris, l'opinion est perplexe, la presse mauvaise : Fouché ne la dirige pas[2]. Fouché laisse la *Gazette de France* insinuer que la Prusse va nous déclarer la guerre, que la Russie est contre nous. Fouché travaille pour la paix, selon son calcul, qui est d'effarer l'opinion, et, par l'écho qu'il en donne dans ses bulletins, d'amener l'empereur à traiter. Ce n'est point sa consigne, et Napoléon le lui rappelle rudement. Il affecte les ménagements, les signes d'intimité avec Alexandre, au point de faire effacer des monuments le nom d'Austerlitz. Puis il flaire le complot, tant de fois soupçonné par lui, et jamais découvert : « Il n'y a pas de doute que les Anglais n'aient une machine organisée pour toute l'Europe. Le hasard ne fait rien. » Les mêmes nouvelles se colportent en Allemagne, en Italie, à Paris. Elles filtrent à travers les lignes de poste et les cabinets noirs comme les marchandises anglaises à travers les entrepôts et les lignes de douane[3].

L'effet de Wagram s'épuise par la durée même de l'armistice. Napoléon se renforce en hommes, en chevaux; mais son coup de main se ralentit. On devine qu'il désire la paix, qu'il en a besoin, et on reprend courage à la guerre. L'Autriche se trouve plus vaillante et puissante qu'elle ne croyait l'être; après avoir entamé les négociations pour respirer, elle va les poursuivre pour se remettre sur pied. Elle a 260,000 hommes, et ils ont failli vaincre; si Napoléon accepte le *statu quo antè*, l'Autriche y souscrira sans hésitation; mais toute cession de territoire compromettrait l'existence de l'État, et mieux vaudrait continuer la lutte. En tout cas, que Napo-

[1] 25 juillet 1809. Lecestre.
[2] A Clarke, 19 mai; à Cambacérès, à Fouché, 20 mai, 27 juin, 24 juillet 1809.
[3] A Fouché, 14, 16, 24 juillet; 17 août 1809. Lecestre. — Voir, sur la *machine* des Anglais, t. VI, p. 222, 370.

léon consente au *statu quo antè*, ou que l'Autriche soit contrainte, encore une fois, de céder, la paix ne sera qu'une trêve, et l'Autriche n'y cherchera que le moyen de vivre, en se pliant au système français. « De cette manière seulement nous prolongerons peut-être notre existence jusqu'au jour de la délivrance commune. Sans l'assistance de la Russie, il ne faudra plus jamais songer à secouer le joug qui pèse sur toute l'Europe... Nous n'avons donc qu'un parti à prendre : il faut que nous réservions nos forces pour des temps meilleurs, et que nous travaillions à notre salut par des moyens plus doux. » Ainsi médite Metternich et sur les conférences qui allaient s'ouvrir et sur le lendemain de la paix[1]. L'empereur François ne veut entendre qu'à une paix sans cession de territoire ni désarmement; il conclut à traîner les négociations pour tirer au clair les vues de Napoléon, sonder la Russie et se mettre en état de recommencer. Il écrit au tsar le 20 juillet.

Frédéric-Guillaume s'adresse dans le même temps à Alexandre, demandant secours et conseil : la Prusse est à bout de ressources, à bout de patience. Si l'Autriche est anéantie, la ruine entière de la Prusse est inévitable. « Que l'état des choses serait différent, si vous jugiez de l'intérêt de votre empire, sire, de renoncer à votre système politique actuel en vous déclarant contre la France ! » La Russie y gagnerait la possession plus sûre de ses conquêtes récentes, — et Frédéric-Guillaume allait, dans son désespoir, jusqu'à y joindre « le duché de Varsovie déjà tout préparé à cette réunion » ; mais il se ravisa et effaça des mots qui l'engageaient prématurément. Le major Schœler, qui portait la lettre, était en mesure, ajoutait le roi, de renseigner l'empereur sur les forces de la Prusse et « sur tout ce qui a rapport à cet objet[2] ». Schœler partit le 24 juillet pour Pétersbourg; le même jour, un autre officier, Knesebeck, partit pour Vienne avec une

[1] Mémoire du 25 juillet sur la continuation de la guerre; du 10 août, sur la paix; résolution impériale du 10 août 1809. METTERNICH, t. II.
[2] A Alexandre, 24 juillet 1809. BAILLEU.

mission analogue : la Prusse était disposée à entrer en campagne si l'Autriche lui garantissait sa reconstitution territoriale en puissance de premier rang.

Les ministres prussiens comptaient fort, pour soulever l'Allemagne du Nord, sur une diversion des Anglais. Les ministres anglais en jugeaient l'heure venue. Renseignés par leurs espions, se sentant soutenus par leurs *amis* de Paris, estimant qu'ils avaient un parti de la paix anglaise jusque dans le gouvernement même de Napoléon; qu'au premier signal une insurrection éclaterait en Vendée, une autre en Belgique; comptant sur la Turquie pour prendre à revers les Français obligés d'évacuer la Dalmatie; sûrs d'un parti actif, puissant en Russie; sachant la faiblesse de Louis en Hollande et la disposition des Hollandais en sa faveur, l'irritation des Hanovriens, des Brunswickois, des Westphaliens contre les Français et contre Jérôme, ils combinaient un *contre-blocus*, un système d'expéditions, de débarquements, d'insurrections sur toutes les côtes, la contre-partie enfin de l'*immense dessein* maritime conçu par Napoléon en 1805, tant de fois repris par lui et qui devait, dans le vertige des agressions à toutes les extrémités du monde, et terrasser l'Angleterre.

Au mois de mai, un armement de trente-sept vaisseaux de ligne, deux cents navires de guerre, quatre cents transports, avait été disposé. Il pouvait porter 40,000 hommes. Cette armée débarquant en Allemagne, où elle aurait été soutenue, au dire de Stein, par une armée de près de 50,000 Prussiens et Brunswickois [1], aurait pu y produire de redoutables effets, car elle aurait vraisemblablement décidé l'insurrection générale. Mais le cabinet anglais chercha son intérêt plus direct et porta sa diversion au point d'où il tenait, par-dessus tout, à chasser les Français, Anvers. Le 30 juillet, les Anglais débarquèrent dans l'île de Walcheren et mirent le siège devant Flessingue. Louis en reçut la nouvelle, le 1er août, à Aix-la-Chapelle. Il montra plus de sang-froid qu'on n'en attendait de

[1] Lettres de Stein, en particulier, 27 juillet, 23 août 1809. PERTZ.

lui; il courut à Amsterdam, fit transporter 6,000 hommes en voiture, et rappela toutes les troupes en marche pour la Grande Armée. Mais à Anvers même, aux alentours, rien n'était prêt. « J'ai été effrayé de la faiblesse et de la nullité des moyens employés pour défendre l'Escaut[1]. » Et l'on annonçait que le duc de Brunswick menaçait la frontière de Hollande avec 8,000 hommes.

Les coups de surprises se frappaient maintenant contre Napoléon. L'effet de celui-là fut immense à Paris, et les amis de la paix, les amis mêmes de l'Angleterre en furent bouleversés. Les Anglais investissant Flessingue, menaçant Anvers, ce n'était point *leur* Angleterre ! Les Anglais en Hollande et en Belgique tandis que la Grande Armée demeurait comme un vaisseau en panne, au delà de Vienne, c'était retomber aux temps périlleux du Directoire ! Fouché seul ne perdit point la tête ; mais il jugea de son intérêt de la faire perdre à tout le monde, « d'organiser l'angoisse[2], » comme il avait autrefois organisé la Terreur, et de s'imposer à Napoléon, à la France, à l'Europe, en sauveur nécessaire de la République. Napoléon avait été battu, il pouvait l'être encore ; l'Europe se coaliserait alors contre lui, et, avant qu'il pût se replier sur la France avec les débris de son armée, la Hollande serait conquise, la Belgique envahie, Paris menacé. Qui gouvernerait en cette crise ? Qui traiterait avec l'ennemi si Napoléon était tué, s'il était renversé, si l'ennemi refusait de traiter avec lui ? L'homme qui tiendrait ce jour-là le pouvoir, qui rassurerait l'opinion, rendrait la paix aux Français, garantirait les propriétés acquises et les lois de la Révolution, serait le maître du lendemain ; non seulement il sauverait et sa personne, et ses biens, et ses places, mais il se pousserait au premier rang dans l'État : tout parti, tout prétendant devrait compter avec lui. Talleyrand fut cet homme en 1814 ; Fouché en 1815 ; dès 1809 il en conçut le rôle. Le premier point, pour cet ancien commissaire de la Convention, fut,

[1] Louis à Napoléon, 2 et 9 août 1809. ROCQUAIN.
[2] Mot de Balzac : *Une Ténébreuse affaire.*

comme pour tous ses pareils, de réunir une force armée et de se procurer un général à sa discrétion, assez ambitieux pour hasarder l'entreprise, assez « républicain » de réputation pour ne point effaroucher les modérés et pour gagner les révolutionnaires, assez peu consistant néanmoins pour qu'on s'en débarrassât aisément après s'en être servi.

Il crut avoir cet homme-là sous la main, Bernadotte, toujours prêt à conspirer la chute du maître et à prendre sa place : consul ou empereur. Il venait de rentrer à Paris, en disgrâce très méritée pour sa conduite plus qu'équivoque à Wagram; mais popularisé par sa disgrâce même, si dorée qu'elle demeurât. Quant à la force armée, Fouché ne la pouvait trouver que dans le vieil instrument révolutionnaire, les gardes nationales. Et il se met à la besogne, homme des jours sinistres, brouillon, mais brouillon formidable des hautes et basses œuvres du salut public [1].

Le 29 juillet 1809, on apprit, le soir, par le télégraphe, l'arrivée d'une flotte anglaise devant Walcheren et les préparatifs de débarquement d'un corps évalué à 40,000 hommes. On en eut la certitude le 30. Panique dans le gouvernement, surexcitation dans le public, agiotage effréné : la rente tombe de 83 francs à 79. Les ministres et les grands dignitaires de l'empire se réunissent en conseil. Decrès, le ministre de la marine, très troublé et fort exalté, presse ses collègues de déployer de l'énergie. « Je parlai avec une véhémence et un alarmisme qui, sans doute, parurent étranges... J'osai dire : Faisons ce que l'empereur lui-même ferait s'il était ici. A défaut de troupes, il porterait la masse des citoyens sur les bords du fleuve. Je demandai une proclamation soudaine qui appelât et portât en poste sous les murs d'Anvers tout ce que les départements ont d'anciens militaires qu'on pourrait armer. Je demandai qu'ils partissent au fur et à mesure qu'ils compléteraient une voiture... Je demandai qu'on levât sans délai dix mille ouvriers de Paris, qu'on les fît partir en poste...

[1] Comparez les *Directeurs* en 1799. T. V, p. 366, 436.

Je sonnai le tocsin sur l'imminence de nos dangers... Je demandai qu'on fit partir dans la soirée le prince de Ponte-Corvo avec le commandement de terre et de mer. »

Bernadotte était tout botté et tout éperonné. Il arrive, le 3 août, chez le ministre de la guerre, Clarke, offrant ses services et se déclarant prêt à monter à cheval. Déjà, et par l'ordre de Clarke, les gardes nationaux des départements du Nord étaient mobilisés. Fouché, qui sans doute avait averti Bernadotte, remplaçait alors le ministre de l'intérieur, Cretet, empêché par une maladie. Il dispose ainsi des préfets, à un double titre, cumulant l'intérieur et la police. Il approuve fort les mesures proposées par Decrès; mais il met plus d'étalage à en ordonner les préparatifs que d'activité à les exécuter. Il adresse aux maires de Paris une circulaire où on lit cette phrase : « Prouvons à l'Europe que, si le génie de Napoléon peut donner de l'éclat à la France, sa présence n'est pas nécessaire pour repousser les ennemis. » Il se pose en procureur général de la défense nationale, il souffle la fièvre dans le pays. Il agite jusqu'aux extrémités de l'empire où le danger était nul, la Provence, le Dauphiné, le Piémont. Mais c'est de Paris surtout qu'il s'occupe, et c'est là qu'il déploie son audace.

Lorsque la garnison de la capitale avait rejoint la Grande Armée, Napoléon avait confié le service de police à une garde nationale recrutée parmi les bourgeois aisés et composée d'environ 6,000 hommes. Fouché, invoquant de prétendus ordres de l'empereur, dont il avait le secret, propose au conseil de la porter à 12,000 hommes. Le conseil ne s'y oppose point. Sans s'assurer même l'aveu de Cambacérès, le véritable vice-empereur, Fouché élève l'effectif à 24, puis à 30,000 hommes, organise les cadres et nomme les officiers. Il les choisit dans la bourgeoisie riche, hostile à l'empereur. Il s'y trouvait, dit un contemporain qui vit ces choses de près, « des hommes ardents, agressifs, fort malfaisants, pleins d'amour-propre ». Ils s'équipent à leurs frais et très rapidement. Decrès se plaignait que le départ des Parisiens pour le

Nord se fit avec lenteur. Fouché détourna la conversation. « Nous ne savons pas improviser ces grandes dispositions », écrivait Decrès à l'empereur. Fouché le savait encore, mais il ne confiait point son secret à ses collègues.

Clarke, qui le détestait, fut un des premiers à le soupçonner. « Voyez, dit-il à Ségur dans les premiers jours de septembre, Fouché arme le peuple, des domestiques même. C'est une levée de 93 qu'il veut avoir sous la main. Il se prépare à jouer un grand rôle... Trente mille hommes armés dans Paris! Mais il y faudrait une armée pour nous garder de cette garde... Et il en a nommé les officiers... Son but est évident, c'est une trahison! Mais je le surveille... » Dans le conseil, il y eut, entre les ministres, des dialogues qui rappelaient ceux du Comité de Salut public et du Directoire, à la veille de Fructidor. « Il n'y a qu'un s... jacobin, dit Clarke, qui ait pu avoir l'idée de lever et d'armer dans Paris une garde nationale! — Il n'y a, répliqua Fouché, qu'un étranger vendu aux Anglais qui puisse s'opposer à la formation de cette garde! » Hulin, promu au commandement de la place de Paris, déclara qu'il ne pouvait plus répondre de rien : « Mes patrouilles rencontrent inopinément des postes et des patrouilles inconnus. On ne sait si ce sont des citoyens ou des malfaiteurs. Je les ferai désarmer, je ferai tirer dessus. »

Napoléon reçut, le 6 août, par un courrier de Clarke la nouvelle de l'arrivée de la flotte anglaise. Il lui convenait de ne pas croire à une expédition sérieuse sur les côtes d'Allemagne [1]; il savait mieux que personne combien étaient insuffisants les moyens de défense de Flessingue et d'Anvers [2]; tout en déclarant Flessingue imprenable, Anvers à l'abri de tout danger, bien que Clarke ne lui révélât qu'en partie les inquiétudes de Paris, les mesures d'alarme qu'on avait prises, il

[1] « Ils ont bien assez à faire en Portugal... Je n'en crois pas un mot »; à Jérôme, 25 juillet 1809.

[2] « L'île de Walcheren doit avoir 6,000 hommes... Je suppose que... Je ne sais pas ce que les Anglais peuvent faire... ils ne prendront pas Flessingue... Anvers et son port sont à l'abri de toute attaque. » A Clarke, 6 août 1809. ROCQUAIN, p. LXXXV et suiv. Notes.

devina le péril, se figura le trouble des esprits. On voit, aux ordres qu'il expédie, à la fois ses préoccupations et la nécessité où il se trouve de recourir aux expédients des jours de détresse, ceux précisément que Fouché mettait en œuvre. Il envoie à Cambacérès un décret pour lever 30,000 gardes nationaux; il ordonne de former en légion « les anciens soldats qui voudront faire cette campagne pour battre les Anglais » ; il appelle à la rescousse des généraux de la République, absorbés au Sénat, Latour-Maubourg, Soulès, d'Aboville, Beurnonville, Rampon; il envoie sur l'Escaut Kellermann, qui commande la réserve à Strasbourg[1]. Il ordonne une adresse que lui enverra le Sénat et « qui sera une espèce de proclamation... Les ministres donneront l'impulsion. Il faut avoir sur-le-champ, en première et en seconde ligne, 80,000 hommes, et imprimer un mouvement à la nation, pour qu'elle se montre, d'abord pour dégoûter les Anglais de ces expéditions et leur faire voir la nation toujours prête à prendre les armes ; ensuite pour reprendre l'île de Walcheren, si elle est prise... » . Il approuve le choix de Bernadotte pour commander cette « armée du Nord » , improvisée, formée de conscrits, de gardes nationaux, de vétérans : à défaut de Bernadotte, ou sous ses ordres, Moncey ou Sérurier. Il veut que cette armée se montre, et très vite, autant pour chasser les Anglais que pour « favoriser les négociations » . Il se flatte que, si les Anglais « prennent Walcheren et continuent la campagne, soit en France, soit en Hollande » , on aura un mois pour se préparer, et qu'il se pourra produire quelque contrecoup favorable du côté de l'Espagne : « Il paraît que lord Wellesley est entré avec 25,000 hommes à Talavera. Si cela est vrai, les Anglais, qui ont besoin de troupes pour soutenir cette expédition d'Espagne, ne peuvent avoir le monde nécessaire pour prendre Walcheren et faire une puissante diversion de ce côté... » D'autant plus que si Joseph a pris position, si Soult l'a rejoint, il aura 100,000 hommes. « Ce serait une belle

[1] A Clarke, à Cambacérès, 7, 8 août; à Kellermann, 7 août 1809.

occasion de donner une leçon aux Anglais, de finir la guerre... [1] » Napoléon en était réduit à méditer de la sorte, à bâtir des hypothèses faute de pouvoir agir, à imaginer de loin la victoire faute de pouvoir la consommer de près; à tourner, par supposition, en embarras pour l'ennemi des diversions qui l'atteignaient de tous les côtés [2]. C'est dire que désormais, par l'immensité du champ de bataille, la multiplication indéfinie des points de contact, la guerre continentale, jusque-là si précise, si directe, si concentrée dans sa pensée, s'échappe dans le rêve, la spéculation, les projets chimériques, comme de tout temps la guerre maritime s'est échappée dans la dispersion des colonies et l'immensité des océans : signes nouveaux des grands changements qui s'étaient insensiblement opérés dans les conditions de la paix et de la guerre du Grand Empire.

A bien lire le courrier de Joseph, l'espoir garde peu de prise. Joseph écrit : « Le maréchal Soult va se mettre en route sur Plasenisa; s'il exécute ce mouvement, et que je batte les Anglais, il ne s'en échappera pas un. » *Si*... mais Ney refuse de marcher aux ordres de Joseph et d'obéir à Soult; Jourdan, en conflit continuel avec Clarke qui, de Paris, prétend le commander, demande son rappel. « Les maréchaux se partagent les provinces... Tout cela finira mal et très mal », conclut Joseph [3]. Les bulletins de Naples sont un peu meilleurs : les Anglais ont essayé de débarquer, et leur expédition a dû retourner en Sicile; mais il faut renoncer à s'emparer de cette île « jusqu'à ce que la paix avec l'Autriche soit entièrement faite ». De plus, Murat doit se mettre en mesure d'occuper Rome. Des mouvements y sont à craindre, si la guerre dure [4].

C'est que le Pape a été arrêté le 6 juillet, enlevé, dirigé sur Grenoble où il est arrivé, le 23, au milieu des témoignages du respect et de la pitié des peuples. Napoléon s'était arrangé pour

[1] A Clarke, 7 août 1809.
[2] Voir la conversation avec Jomini. SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XIII. Article *Jomini*, p. 103.
[3] Joseph à Napoléon, 2, 18, 21, 23 juillet 1809.
[4] A Murat, 10, 13, 23 août 1809.

que cet enlèvement s'opérât et pour qu'il pût le désavouer[1]. « Je suis fâché qu'on ait arrêté le Pape; c'est une grande folie », écrit-il à Fouché, afin que ce ministre le répète à Paris. « Mais enfin, il n'y a point de remède; ce qui est fait est fait[2]. » Il pense aussitôt à en profiter. Il placera Pie VII « dans les appartements de Fontainebleau ». Il fera venir à Paris les cardinaux de France et d'Italie qui sont ses sujets. « Le fanatisme du Pape insensiblement aura là une fin. » En attendant, il l'interne à Savone. L'événement n'étonna point. « La réunion de Rome à l'empire français, l'emprisonnement du Pape parurent chose simple et sans conséquence à tous les serviteurs de l'empire. Il leur paraissait également simple et sans conséquence d'être excommuniés, et de prendre en main l'administration du patrimoine de saint Pierre[3]. » Ce n'en était pas moins l'antipode du Concordat, la destruction de la paix religieuse, et, de ce côté aussi, la retraite au delà des temps prospères; tout reculé, tout remis en question.

Autant de motifs pour désirer la paix. Les nouvelles de Pétersbourg en firent une nécessité. En Gallicie, Poniatowski et le corps russe avaient failli en venir aux mains; les Russes, alliés de Napoléon, disputaient aux Polonais, auxiliaires de Napoléon, les villes qu'ils occupaient, au nom de l'empereur des Français. Leur collusion avec les Autrichiens se décelait. A Pétersbourg, on parlait de déposer Alexandre. Les ministres, emportés par le mouvement, élevaient le ton. Alexandre déclare à Caulaincourt que, sur la question de Pologne, il ne transigera jamais : « Le monde n'est pas assez grand pour que nous puissions nous arranger sur les affaires de Pologne, s'il est question de la restauration d'une manière quelconque... » — « Je veux à tout prix être tranquillisé. » Roumiantsof rédige une note signalant les écarts des

[1] Voir ci-dessus, p. 354.

[2] A Fouché, 18 juillet, 6 août; à Miollis, 10 août; 6, 10, 13 août 1809. LECESTRE.

[3] *Souvenirs du duc de Broglie*, t. I, p. 76. — VILLEMAIN, *Souvenirs*, t. I, p. 121. Ainsi les soldats et les légistes de l'Allemand Henri IV et de Philippe le Bel.

gens « qui arborent le nom de Polonais », et demandant, officiellement, des garanties[1].

Plus l'alliance russe devient précaire, plus Napoléon s'attache au duché de Varsovie. Il voudrait le fortifier. Il avait pensé à y adjoindre la Gallicie, qui s'insurgeait d'un si bel élan à l'appel de Poniatowski. Il comprit que ce serait pousser trop vite, trop loin ; que les Russes ne le toléreraient pas ; qu'ils se jetteraient du côté de l'Autriche, et que, l'Autriche n'étant point pacifiée, il fallait, à tout prix, soutenir le manteau de l'alliance. Il écrivit à Caulaincourt, le 12 août, d'offrir un partage de la Gallicie : les quatre cinquièmes au duché ; le reste, un million d'âmes environ, aux Russes. La négociation avec l'Autriche se trouva, naturellement, suspendue à la réponse d'Alexandre. Napoléon élèverait ou abaisserait ses exigences selon qu'il verrait Alexandre favorable ou hostile au dépouillement de l'Autriche. En attendant, il n'y avait qu'à amuser le tapis. « Évitez de paraître pressé », dit-il à Champagny en l'envoyant aux conférences.

Puis il revint aux affaires de Hollande, affaires de prestige, s'il y en eut jamais, et dont le contre-coup se ferait nécessairement ressentir en Autriche et en Russie. Les détails lui arrivaient par bribes, et peu à peu l'affaire se révélait dans toute sa gravité. D'abord le désarroi du gouvernement : tout est perdu, parce que des Anglais ont débarqué sur les côtes de Hollande ! « Je ne vois que M. Fouché qui ait fait ce qu'il a pu... La couleur donnée à la France dans ces circonstances est un déshonneur perpétuel... » Ils ont oublié les leçons de la Révolution : il fallait publier des bulletins tous les jours. « On ne dit rien au public ! » — « Il devrait y avoir déjà 20,000 gardes nationaux à Anvers ![2] » Mais il se ravise aussitôt : Talleyrand est à Paris, Fouché est la seule tête du ministère, voilà Bernadotte en Belgique avec une armée ; les conjurés se sont rencontrés, il y a complot ! « C'est un homme auquel il ne peut se fier, dit-il de Bernadotte ; il correspond avec les intrigants

[1] Note du 26 juillet 1809.

[2] A Clarke, 10 août ; à Cambacérès, 11 août 1809.

de Paris! » Il envoie Bessières commander les gardes nationales. Il apprend que Cambacérès a donné le commandement à Louis, en sa qualité de connétable. « Je puis seul donner le commandement, mande-t-il à l'archichancelier. Il me tarde d'apprendre que cette anarchie a eu son heure [1]. »

A mesure que les courriers arrivent, il discerne les fautes commises, les occasions manquées; il corrige, il morigène, mais trop tard. Il dicte des articles de gazette. Il enlève le commandement effectif à Jérôme; il multiplie les ordres à Clarke sur la défense de Flessingue, dont il imagine l'attaque, sur les lambeaux de nouvelles qu'il reçoit [2]. En vue de la reprise de la guerre, il prépare des diversions : la ruine financière et même politique de l'Autriche. Il fait fabriquer de faux papier-monnaie, il fomente des insurrections en Hongrie. C'est une complication des ressorts, un enchevêtrement, une trépidation de toute la machine qui n'a pas encore eu sa pareille, qui n'aura d'analogue qu'en 1813, au temps du Congrès de Prague. On voit, en 1809, comment tout put se rajuster encore une fois, la coalition n'étant pas mûre; on verra, en 1813, comment tout se rompit, la coalition étant faite. Or, en 1809, le prestige peut seul la prévenir, et c'est à coups de prestige que Napoléon opère alors, sa victoire n'y ayant pas suffi. Il déploya dans cette crise, la plus redoutable qu'il eût traversée, une fécondité de combinaisons, une perspicacité, une adresse qui l'égalent, dans les négociations, à ce qu'il avait été, dans la guerre, aux jours qui précédèrent Austerlitz et Wagram.

[1] A Clarke, 11 août; cf. 11 septembre 1809; à Cambacérès, 16 août; à Louis, 13 août 1809. Rocquain.

[2] A Fouché, 16 août 1809. — Lettres à Clarke, 13 août et suiv.

III

Les conférences s'ouvrirent à Altenbourg, le 18 août, entre Champagny, Metternich et le général Nugent. Napoléon était à Schœnbrünn, l'empereur François au château de Dotis. Nombre de personnages de marque allaient, venaient, entre les résidences impériales et la petite ville où négociaient les diplomates. Tout ce monde paraissait fort affairé et ne l'était, réellement, que de la prétention de paraître faire quelque chose; or, on ne faisait rien que délayer des notes, dresser des protocoles et échanger des politesses. Napoléon observait, ballotté par les nouvelles contraires : des journaux annonçant un échec en Espagne, Flessingue pris, Anvers menacé; puis les Anglais et les Espagnols, 120,000 hommes, battus en Espagne [1]. Il reçut une lettre d'Alexandre, qui lui parlait de « la ci-devant Pologne »; le même courrier, Tchernichef, apportait une lettre du tsar pour l'empereur François [2].

Cette lettre était décourageante. L'entente n'avait pu s'établir entre l'Autriche et la Prusse. La mission de Knesebeck avait échoué. Metternich devina le refroidissement croissant entre Napoléon et Alexandre; il entrevit le moyen de prendre, auprès de Napoléon, pour l'apaiser, le surveiller et le tromper finalement, la place d'Alexandre. La nécessité de céder à Napoléon tout ou partie de la Gallicie s'atténue par la pensée que cette Gallicie serait un dissolvant de l'alliance entre la France et la Russie, et fournirait, tôt ou tard, à l'Autriche l'occasion de se rapprocher d'Alexandre. Ajoutez qu'une épidémie s'était déclarée dans l'armée autrichienne; que ni l'Espagne, ni la Hollande ne donnaient ce qu'on en espérait. Les

[1] Joseph à Napoléon, 7, 9 août 1809.

[2] Alexandre à Napoléon, 21 août; à François, 21 août; Napoléon à Champagny, 2 septembre 1809.

Anglais ne débarquaient pas en Allemagne. François décida d'envoyer à Napoléon le général Bubna, avec une lettre. Bubna, qui remplit plus d'une mission de ce genre, avait séjourné à Paris; il y était répandu; il parlait et écrivait aisément le français. « C'était, sous l'aspect extérieur d'un militaire franc, ouvert, voire même un peu brutal, un esprit singulièrement fin, délié, rusé et plein de malice. [1] »

Napoléon le reçut le 9 septembre [2], et, dans une des conversations les plus extraordinaires qu'il ait tenues, mélange de saillies soldatesques et d'insinuations subtiles, de menaces et de séductions, il laissa entrevoir un dessein, que Metternich avait eu la sagacité de pressentir, le besoin pour lui d'un allié et le désir que l'Autriche pût, au lieu et place de la Russie, devenir cet allié-là. Il répéta, et plusieurs fois, le propos qu'il avait tenu à Lichtenstein : « S'il y avait un empereur à la bonne foi duquel je pusse me fier, comme le grand-duc de Würzburg ou l'archiduc Charles, je rendrais toute la monarchie autrichienne... Je veux avoir affaire à un homme qui ait assez de reconnaissance pour me laisser tranquille ma vie durant. Les lions et les éléphants ont souvent montré, dit-on, des preuves frappantes de la puissance de ce sentiment sur leur cœur. Il n'y a que votre maître qui n'en soit pas susceptible. » Bubna proteste; Napoléon rappelle la paix de Presbourg. Bubna parle du Tyrol que son empereur désire recouvrer : « Même si les Autrichiens étaient à Metz, maîtres de l'ouvrage Sainte-Croix, cette proposition ne serait pas acceptable; le Tyrol ne sera jamais à la maison d'Autriche parce qu'il sépare l'Italie et l'Allemagne... » Bubna insinua un mot d'une alliance possible : « — La maison d'Autriche n'en a jamais voulu. Nous sommes deux taureaux qui veulent coucher avec l'Italie et la Germanie; tant que la maison d'Autriche usera de discours pareils, il n'y aura pas moyen de nous entendre... » Puis, il se reprend : « Je ne dirai rien de l'Au-

[1] *Souvenirs du duc de Broglie,* t. I, p. 82.

[2] Napoléon à Champagny, 10 et 15 septembre 1809; rapports de Bubna. Beer.

triche; je sens que tout lui est utile; que la Gallicie est hors de ma position; que Trieste n'est bien pour moi que pour l'anéantir; qu'il m'est indifférent que la Bavière ait un million de population de plus ou de moins; que mon véritable intérêt est de séparer ces trois couronnes (de la maison d'Autriche) ou de faire une alliance avec la maison régnante... Mais la séparation des trois couronnes exige une guerre; l'alliance est impossible avec l'empereur François. » Napoléon veut la paix, dit-il. Il prendra quatre millions d'hommes; il est en mesure de les prendre; il fait grand état de la retraite des Anglais en Hollande : cette expédition lui a permis de lever 200,000 hommes, qui vont s'ajouter à son armée d'Allemagne!...

Un courrier de Caulaincourt, qui arriva le 12 septembre, montra le tsar disposé à un partage de la Gallicie; il ne s'expliquait point sur les parts. Napoléon en tira cette conséquence qu'il pouvait restreindre à sa guise celle du duché aussi bien que celle de la Russie, et chercher ses avantages ailleurs, où ils étaient plus clairs. Il écrivit aussitôt à Champagny[1] : « La communication de la Dalmatie avec le royaume d'Italie est le premier intérêt de la France; l'Innviertel, le Salzburg, la haute Autriche, la Bohême, la Gallicie ne sont rien en comparaison de ce premier intérêt; nous n'avons aucun intérêt sur la Baltique, aucun en Pologne; mais *nous avons l'ambition de la Méditerranée*, nous avons l'ambition de maintenir l'indépendance de la Turquie. » Il disait : l'*indépendance* et non l'*intégrité*, puisque la Russie allait dépouiller cet empire, de concert avec Napoléon, de la Moldavie et de la Valachie. Le 15 septembre, il renvoya Bubna avec une lettre pour l'empereur François : il y laissait percer des vues d'alliance; puis il dicta, pour Champagny, qui l'inséra, le 16, au protocole, cet *ultimatum :* 1,680,000 âmes à prendre en Carniole, Carinthie, Croatie, Istrie, Trieste et tout ce qui restait à l'Autriche des côtes de l'Adriatique, ce qui assurait à Napo-

[1] 13 septembre 1809.

léon ses passages vers la péninsule des Balkans : il y prendrait décidément pied en même temps que la Russie se poussait au Danube ; il exigeait 400,000 âmes en Allemagne, dans le quartier de l'Inn ; 200,000 en Gallicie, « à partager entre le roi de Saxe et la Russie » . La lettre commençait par ces mots : « Il faut presser les négociations tant que vous pourrez. »

Entre temps, rassuré du côté des Anglais à Walcheren, les voyant travaillés par les maladies ; jugeant qu'à Paris le seul ministre qui eût gardé du sang-froid, Fouché, avait trop vite relevé son panache et ceint son sabre de proconsul et que, le péril ajourné, la mise en scène révolutionnaire devenait compromettante, il oublia ses propres inquiétudes, ses ordres nerveux, ses appels à l'opinion, ses levées de gardes nationales ; il reprit l'affaire en main et déclara que tout devait rentrer dans l'ordre accoutumé. Il lui convenait dès lors que cette alerte parût sans objet et sans portée. Bernadotte avait lancé un ordre du jour d'où l'on pouvait inférer que Napoléon ne disposait que de 15,000 hommes en Hollande. « J'ai intérêt de persuader que j'en ai 100,000 ! » Il prit prétexte de cette incartade pour se débarrasser de Bernadotte qui, après avoir signalé l'impéritie de l'empereur, allait, sans doute, se poser en sauveur de l'État. « Il a des calculs médiocres. Je ne me fie d'aucune manière à lui. Il a toujours l'oreille aux intrigants. A la guerre, il est de même : il a manqué de me faire perdre la bataille d'Iéna ; il s'est médiocrement conduit à Wagram. » Il l'écrivit à Fouché, et l'avertissement était à doubles intentions, pour le dictateur civil et pour son bras, le dictateur militaire[1]. Comme si cette lettre ne lui semblait point assez formelle, il en écrivit une autre, le lendemain, à la même adresse : « Il est criminel à un général de donner le secret de ses forces à l'ennemi et à l'Europe. Je suis fatigué des intrigants, et je suis scandalisé qu'un homme que j'ai comblé de bienfaits prête l'oreille à des misérables qu'il connaît et qu'il apprécie. Vous lui direz qu'il n'a

[1] A Fouché, 11 septembre 1809.

pas vu un homme et reçu une lettre que je ne l'aie su... »

Bubna revint chez son maitre, persuadé que Napoléon désirait la paix, rapportant que tout le monde la désirait autour de lui; peignant l'armée fatiguée, découragée, impatiente d'en finir. Il parut décidément aux Autrichiens qu'ils avaient mieux à faire que de risquer leur existence pour l'indépendance d'une Europe qui n'existait plus. La continuation de la guerre était l'affaire de l'Europe : la paix était leur affaire propre. Ils s'y résignèrent; mais ils se débattirent sur les conditions, en particulier sur l'Adriatique. Ils préféraient renvoyer Napoléon en Gallicie, où chaque masure qu'il prendrait, chaque Polonais qu'il annexerait, produirait une difficulté de plus entre lui et la Russie. A tout événement, ils se mirent à rédiger des manifestes et tout donna les apparences de la guerre [1]. Jeu de contenance fort inutile. Napoléon avait pris la même attitude.

Bubna arriva à Schœnbrünn le 20 au soir [2]. L'accueil, qui avait été quelques jours avant courtois, prévenant même, fut hautain. « — Qu'apportez-vous, la paix ou la guerre? — C'est à vous, sire, d'en décider. » Il remit à Napoléon la lettre de François. Napoléon la prit; avant même de l'avoir lue, il se répandit en récriminations contre les ministres autrichiens qui trompaient leur maître; il insista sur le démembrement de la monarchie, la nécessité où il serait de séparer les trois couronnes, l'intérêt capital qu'il avait à assurer la jonction de la Dalmatie avec ses États d'Italie. « Que s'il n'y avait pas de guerre sur pied, il la ferait pour cet objet. » Bubna, quand il put placer un mot, déclara que son maître ne céderait point sur cet article : « Alors la guerre est inévitable! » Et, par un geste qui lui était familier, Napoléon jeta son chapeau à terre, se retira, silencieux, dans l'embrasure d'une fenêtre, et, comme rêvant : « J'ai voulu mettre un terme aux victoires de

[1] Protocole du 21 septembre 1809. Welschinger. — François II à Napoléon, 20 septembre 1809. Klinckowstrœm.

[2] Rapports de Bubna, 21 septembre 1809. Beer. — Projet de lettre de Napoléon à François II.

la France... Je serais obligé de reconnaître les décrets irrésistibles d'une destinée qui entraînerait la monarchie autrichienne à sa destruction. Que l'empereur François consulte ses maréchaux, ses généraux; qu'il leur demande s'il est possible de me déloger d'ici... Quatre campagnes n'y suffiraient pas... Vous allez tirer en longueur, perdre quinze jours et, finalement, vous en viendrez à mes conditions... Vous ne vous doutez pas du danger qui vous menace. J'ai fait fabriquer pour deux cents millions de billets de banque que je mettrai en circulation [1]. Si la guerre reprend, je transporte ici la fabrique... » Finalement, il propose à l'empereur d'Autriche de signer un armistice de six mois et de s'en rapporter à l'arbitrage de l'empereur Alexandre.

L'audience avait duré trois heures. Napoléon lut la lettre de François et y prépara une longue réponse qui n'était que la transcription de son discours à Bubna [2]. Il écrivit à Champagny [3] : « Vous pouvez dire à M. de Metternich que si l'empereur veut abdiquer en faveur du grand-duc de Würzburg, je livrerai le pays tel qu'il est, avec son indépendance actuelle, et je ferai une alliance avec lui qui permettra de fixer les affaires du continent. » Il revit Bubna, déclara qu'il ne se relâcherait point de ses conditions, qu'il laisserait à l'empereur « l'honneur de dénoncer l'armistice et de donner le spectacle de démence inouïe, avant-coureur de la ruine totale [4] ». A moins, toutefois, que l'empereur n'abdiquât et ne sauvât ainsi l'intégrité de la monarchie.

C'était le moyen le plus sûr de le réduire à la paix. François tenait à régner, par principe, par goût, par médiocrité d'âme, par subordination conjugale. Il y eut un conseil de famille au château de Dotis, le 24 septembre. L'impératrice y assista et parla pour la paix. L'argument final de Napoléon avait porté. Le lendemain, l'empereur François réunit le

[1] Cf. à Fouché, 6 septembre 1809. Lecestre.
[2] A Maret, 23 septembre 1809 : minute jointe.
[3] 21 septembre 1809.
[4] A Champagny, 22 septembre; à François II, à Maret, 23 septembre 1809.

maréchal Bellegarde, le prince Jean de Lichtenstein et le comte Stadion. Bellegarde et Lichtenstein reproduisirent leurs arguments contre la guerre impossible à soutenir. Il y faudrait, dit Stadion, une volonté de fer, une résignation et un courage à toute épreuve. Il demanda définitivement son congé. Lichtenstein partit pour Schœnbrünn, en compagnie de Bubna.

Napoléon le reçut le 27 septembre, et lui fit le meilleur accueil. Il déclara que le congrès d'Altenbourg « n'était qu'une farce imaginée pour se jouer de lui, et Metternich un jongleur diplomatique » ; — « que ce congrès devait définitivement cesser ». « Les diplomates ne savent pas en finir avec une affaire comme celle-ci ; nous autres soldats, nous nous y entendons mieux. » Il demanda que l'empereur François accréditât près de lui le prince Lichtenstein et « en vingt-quatre heures tout sera arrangé ». François y consentit. Napoléon désigna Maret pour le représenter, c'est-à-dire un simple porte-parole. Quant à Lichtenstein, bon gentilhomme, militaire vaillant, admirateur convaincu du génie stratégique de Napoléon, il n'imaginait pas qu'un si grand homme de guerre, un si grand soldat, pût être un diplomate redoutable.

Les conférences commencèrent aussitôt à Schœnbrünn, et Napoléon, dès la troisième, appela Champagny. Tenant désormais les Autrichiens, il y mit de la rigueur. C'est qu'il éprouvait une hâte croissante d'en finir avant que le secret de ses embarras ne se trahît, se méfiant toujours que quelque aventure, comme celle de Walcheren, quelque défaite en Espagne, ne révélât les discordes de ses généraux, ses conflits avec ses frères et le vide qui se faisait dans la Grande Armée, partout où il n'était pas.

Il ne connut qu'en ces jours-là mêmes l'excès des alarmes à Paris, jusqu'où aussi Fouché avait poussé ses mesures. Il lui écrivit le 24 [1] : « Vous me rendez compte que partout les cadres des gardes nationales sont formés. Je le sais et n'en

[1] Cf. la lettre du 14 septembre 1809, à Fouché, sur les levées de garde nationale en Piémont.

suis pas content. Mettez tous vos soins à tranquilliser les citoyens et à ce que le peuple ne soit pas dérangé de ses occupations habituelles. » Le 26, il apprend que le peuple monte la garde, aux environs de Paris, comme au temps de la Révolution. « Une espèce de vertige tourne les têtes en France, mande-t-il aussitôt à Fouché. Occupez-vous de tout calmer.... J'attache la plus grande importance à effacer ces fausses mesures de manière qu'il n'en reste pas de traces. » Après Fouché, Bernadotte : « Si le prince de Ponte-Corvo est en bonne santé, écrit l'empereur à Clarke, et s'il veut servir, envoyez-le en Catalogne... » Le 30 septembre, la colère éclata et l'ordre péremptoire partit de cesser « tout ce mouvement ».

En Tyrol, la guerre des paysans continue; il ordonne de continuer la guerre de terreur contre « ces brouillons [1] ». En Italie, ce sont les moines qui se démènent depuis que le Pape est interné à Savone. Napoléon, dès qu'il sera en force, les supprimera tous, « sans distinction [2] ». Le ministre de Prusse intrigue à Paris. « Vous verrez, mande Napoléon à Fouché, quelle canaille c'est que ces gens-là. Expulsez donc de Paris cet animal-là... [3] ».

En Hollande, l'alerte anglaise écartée, toutes les difficultés du blocus renaissent. Au moment, la paix faite, de forcer l'Angleterre, Napoléon retrouve les résistances qu'il avait dû négliger pendant la guerre. « Vous n'êtes pas roi, et ne savez point l'être, écrit-il à Louis [4]. Il faut quatre choses pour être indépendant en Hollande : des finances, une armée, une flottille et une flotte, et une prohibition absolue de communication avec l'Angleterre. Sans cela, je n'aurai jamais la paix... Je regrette de vous avoir donné un royaume où vous n'avez profité du *palladium* de mon nom que pour être utile à nos ennemis et faire tout le mal possible au système et à la

[1] A Champagny, 28 septembre 1809. LECESTRE.
[2] A Gaudin, 26 septembre 1809.
[3] 26 septembre 1809. LECESTRE.
[4] 21 septembre 1809. LECESTRE.

France. » Il ne voit plus de ressource à tirer de ce pays que par son annexion à l'empire. Il s'y décide dès lors, sauf à ajourner l'exécution : par les intrusions continues de ses agents, de ses généraux, de ses douaniers dans les affaires du royaume, il a poussé Louis à bout de patience; il va l'entraîner à quelque manifestation scandaleuse d'ingratitude, si auparavant il ne le réduit pas à abdiquer. Il écrit à Champagny : « La Hollande trahit la cause commune... Le sieur de La Rochefoucauld fera bien comprendre aux ministres hollandais que le résultat de leurs grandes et adroites mesures sera de perdre leur existence [1]. »

De même les villes hanséatiques. « Il n'y a rien de plus avantageux pour la France que de laisser ces villes impériales... » Il ne les donnera ni à la Hollande ni à la Westphalie. « Je serai bien plus le maître de ces villes lorsque je les aurai sous mon autorité immédiate. » Il en sera le *protecteur.* De là à s'en faire le souverain et à les transformer en départements il n'y aura qu'un pas, vite franchi, si elles résistent au blocus [2].

Enfin, l'Espagne : les maréchaux abusent; ils exaspèrent les populations qui se révoltent. Le roi est sans gouvernement et sans prestige : il ne peut protéger ses propres peuples. Ney n'obéit ni à Soult ni à Jourdan, c'est-à-dire ni au roi ni à l'empereur. Joseph écrit à son frère, le 27 août : « Lorsqu'un maréchal ne m'obéit pas, que Votre Majesté le sait et qu'elle permet qu'il continue de commander son corps, il ne me reste d'autre parti à prendre que de marcher sur lui avec les troupes qui voudront obéir, ou à souffrir l'ignominie et la désorganisation de l'armée; ou à supplier Votre Majesté de donner le commandement de ses troupes à un homme autre que moi; et comme la royauté tout entière de l'Espagne est aujourd'hui dans le commandement de l'armée française, je supplie alors Votre Majesté d'accepter ma renonciation formelle au trône d'Espagne. » — « On n'entend rien aux grands

[1] 11 octobre 1809.
[2] A Champagny, 26 septembre 1809.

mouvements de la guerre à Madrid », écrit Napoléon. Il se plaint que ses troupes « manquent de tout, parce que ses généraux n'ont aucun pouvoir sur les provinces et... qu'il faut que les commandants des provinces aient l'administration du pays... » Il ne compte guère que sur Soult, encore qu'il voie dans l'affaire de Lisbonne un vrai complot : « C'eût été un crime, qui m'eût obligé, quelque attachement que je vous porte, à vous considérer comme criminel de lèse-majesté. » Mais il pardonne au souvenir d'Austerlitz, de tant de services rendus, de tant d'autres qu'il attend. « J'oublie le passé. Le roi n'ayant pas l'expérience de la guerre, mon intention est que jusqu'à mon arrivée vous me répondiez des événements... » Il le nomme major général de l'armée d'Espagne. C'est sa réponse aux doléances de Joseph; pour ce qui est de la *démission*, il avisera, jugera de ses yeux. « Je veux moi-même entrer le plus tôt possible à Lisbonne. » Il règle la formation de cette nouvelle armée d'Espagne. Dès que la paix sera signée, et il compte qu'elle va l'être d'un jour à l'autre, il suspendra les mouvements vers l'Allemagne et fera refluer les troupes sur Paris. « Mon intention est de faire filer tout cela du côté de l'Espagne, pour en finir promptement[1]. » Peut-être, en route, poussera-t-il une pointe en Hollande, afin de reprendre Walcheren, si ce n'est chose accomplie : « J'espère y être moi-même alors... »

Voilà les dessous des conférences de Schœnbrünn et l'on s'en explique les péripéties. Napoléon ne voulait plus consentir aucun adoucissement. Champagny dicte ou notifie les clauses que les Autrichiens transmettent à Dotis. L'article des contributions faillit tout remettre en question. Champagny réclame 134 millions d'arriéré qu'il prétend faire payer par l'État; il se rabat sur 100 millions, mais n'en démord plus. Lichtenstein parle de se rendre auprès de l'empereur François. Champagny déclare que l'empereur Napoléon « regarderait ce départ comme la rupture des négociations et que, cela fait, rien ne le

[1] A Clarke, 15 août, 3 octobre; à Soult, 26 septembre; à Clarke, 20, 27 septembre 1809. A Decrès, 14 septembre 1809.

déciderait plus à en entamer d'autres; que, le jour même, il prendrait possession de toutes les provinces occupées, les distribuerait d'après sa convenance, ferait planter ses aigles, introduire le Code Napoléon, abolir les droits féodaux et attendrait tranquillement les mesures qu'adopterait le ci-devant maître de ces pays pour les arracher derechef à sa domination. » — « Parlez clair, mande Napoléon à Champagny... C'est se moquer de vous et de moi. Je ne puis attendre plus longtemps... Au fond la négociation devient ridicule. » L'hiver approchait. Napoléon s'adoucit un peu : 100 à 200,000 Allemands de moins dans le quartier d'Inn; 900,000 Galliciens au lieu de 1,500,000 [1].

François, en désespoir de cause, envoya Bubna chez le vieux Thugut. Bubna trouva le ci-devant « baron de la guerre », le contempteur de Campo-Formio et de Lunéville, devenu le plus pacifique des hommes [2]. Metternich fut appelé définitivement au ministère; l'empereur réunit un grand conseil. « Il consent à payer 30 millions et si, pour le surplus, il n'obtient ou remise absolue ou des modifications acceptables, il donne l'ordre de rompre.. Bubna revient à Vienne avec cette instruction. Du 8 au 13 octobre, les conférences se multiplient, orageuses, coupées de menaces de départ. Champagny finit par réduire les contributions à 85 millions, avec des payements échelonnés.

Tandis que les Autrichiens se débattent, Napoléon prépare son départ, ayant hâte de revoir Paris, d'y rétablir l'obéissance, la confiance et de partir pour l'Espagne. Il a hâte aussi de quitter Vienne, où il ne se sent plus en sûreté. De tous côtés on lui dénonce la haine croissante des peuples, le danger d'une révolte générale, le fanatisme de la jeunesse : il inclinait peu à y croire, n'y voyant que discours d'idéologues, agitation de brouillons. L'événement le détrompa. Le 10 octobre, pendant qu'il passait une revue, un jeune homme, presque un enfant, s'approche de lui; on l'arrête, on le trouve armé

[1] A Champagny, 6 octobre, 1809.
[2] Rapport de Bubna, 2 octobre 1809. Beer.

d'un couteau. Il déclare se nommer Frédéric Staps, fils d'un pasteur de Nuremberg, âgé de dix-huit ans; il n'a point de complice, il a solitairement couvé son dessein : il voulait délivrer sa patrie et l'Europe du tyran qui les opprime. Napoléon l'interroge : « Que vouliez-vous faire avec ce couteau? — Vous tuer. — Vous êtes un fou ou un illuminé. — Je ne suis pas fou; je ne sais pas ce que c'est qu'un illuminé. — Alors, vous êtes malade. — Non; je me trouve parfaitement bien portant. — Pourquoi vouliez-vous me tuer? — Parce que vous êtes le malheur de ma patrie. — Vous êtes une tête exaltée; je vais vous pardonner, vous faire grâce de la vie. — Je ne veux point de pardon. — Si je vous accorde la vie, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins... » Ainsi autrefois les Chouans, en France, et maintenant, en Espagne, les patriotes. « Je n'ai démêlé en lui ni fanatisme religieux, ni fanatisme politique. Il ne m'a pas paru bien savoir ce que c'était que Brutus... écrivait Napoléon à Fouché... Il serait possible que ce ne fût rien... Gardez cela pour vous, secrètement, si l'on n'en parle pas... Vous comprenez bien qu'il faut qu'il ne soit aucunement question de ce fait[1]... » Ce fanatisme national déroutait Napoléon; sous cette figure nouvelle, il ne reconnaissait point la Révolution. Depuis quand exterminait-on des « tyrans » en Allemagne? De quoi se mêlait cet Allemand, de quelle patrie entendait-il parler, et d'où sortait cet assassin qui ne connaissait point Brutus? Staps demeura trois jours au secret, imperturbable. On le mena au supplice ; il mourut en criant : « Vive l'Allemagne! Mort à son tyran! » C'en était fait des « bons Allemands », comme des « bons gîtes d'Allemagne ».

Le traité fut signé, sous ces funestes auspices, dans la nuit du 13 au 14 octobre[2]. L'Autriche perdait 110,000 kilomètres carrés et 3,500,000 âmes : le quartier de l'Inn et Salzburg étaient cédés à la Bavière; une partie de la Gallicie passait au duché de Varsovie : 400,000 âmes étaient réunies à la

[1] 12 octobre 1809.
[2] Traité de Vienne. De Clercq, t. II, p. 293, 298. — Himly, t. I.

Russie[1]. Toutes les provinces maritimes sont livrées à la France : Trieste, la Carniole, une partie de la Carinthie, de la Croatie, Fiume, l'Istrie autrichienne. Ces territoires, joints à l'Istrie déjà française, à la Dalmatie, à Raguse formeront les sept provinces du « gouvernement d'Illyrie ». Le Grand Empire s'étend à la péninsule des Balkans. François II reconnaît la conquête du Portugal, la royauté de Joseph, celle de Murat, la réunion de Rome, tous les changements faits ou à faire en Italie. Il s'oblige à rompre avec l'Angleterre et à entrer dans le système continental. Il s'engage à réduire ses effectifs à 150,000 hommes; sa monarchie tombe à 21 millions d'habitants.

Napoléon quitta Schœnbrünn le 15 octobre, après avoir ratifié le traité. François le ratifia quelques jours après, avec un dernier haut-le-cœur sur l'article des millions. « Il ne se fâche et il ne crie que lorsqu'il doit donner de l'argent », écrivait Gentz. Metternich n'acceptait le traité que pour le tourner et la paix que pour se refaire : rompre en apparence avec l'Angleterre, se rapprocher de la Russie tout en la supplantant à Paris, se courber devant Napoléon pour qu'il leur permît de vivre, et, vivant, d'attendre les occasions de le détruire, telle fut sa politique, conçue dès lors, et patiemment suivie, avec la souplesse d'un courtisan et la ténacité d'un conspirateur. « L'empire, serré comme dans un étau, n'était plus libre de faire un mouvement... Mais Napoléon avait dépassé les limites du possible... Je prévoyais que lui et ses entreprises n'échapperaient pas à une ruine soudaine... Le quand et le comment étaient pour moi des énigmes... [2] »

En chemin, Napoléon trouva des nouvelles favorables : le Tyrol cédait sous la répression impitoyable [3]; l'ennemi avait été refoulé en Portugal et en Andalousie ; la Prusse se trouvait réduite à discrétion; les Anglais évacuaient la Hollande. Le blocus allait-il, enfin, devenir une réalité et produire ses effets? Il y suffisait, croyait Napoléon, de quelques mois de

[1] Traité de Lemberg, 19 mars 1810.
[2] *Mémoires*, t. I, p. 93-94.
[3] Mémoires de Desvernois, p. 368.

persévérance et de tenue. Napoléon en avait cherché les moyens en Espagne, puis en Autriche; il va retourner en Espagne : en finira-t-il, cette fois, et l'immense combinaison va-t-elle le rendre maître souverain du continent? Les Anglais tiennent encore en Portugal, et l'Espagne ne se soumet pas : toute cette terrible guerre de 1809 ne fait que le ramener aux conditions de 1808, au lendemain du coup d'État de Bayonne. S'il rentre en Espagne, la même bascule, de l'autre extrémité de l'Europe, menace de le rappeler encore, de Madrid en Pologne. L'alliance russe n'est plus qu'un simulacre : Napoléon l'a mise à l'épreuve et il n'y a trouvé que déception, menace même. Il rétrograde, là aussi, au delà de Friedland. Il discerne, dans le brouillard, je ne sais quoi d'inconnu, d'incompréhensible; un monstre politique aux yeux de l'ancienne France, la Russie et la France voisines, en rivalité de limites. Toute la théorie de l'alliance russe, comme naguère celle de l'alliance prussienne, reposait sur l'éloignement, la séparation, l'absence de prétentions communes, et voici que pour gagner l'alliance russe, pour imposer à la Russie le système continental, Napoléon a poussé jusqu'au cœur de la Pologne; que pour s'assurer la domination de la Méditerranée et se rendre l'arbitre des affaires d'Orient, il s'est poussé dans le pays des Balkans : la France devient, par ces annexes, une puissance slave, une puissance orientale. Entre la Russie et elle s'élèvent toutes les complications, toutes les jalousies de la question d'Orient : la Pologne partagée, l'empire turc à démembrer. Tant de victoires n'ont donc servi qu'à multiplier les difficultés, et tant de victoires n'ont été possibles qu'à ce prix! Insensiblement, comme les montagnes qui glissent, la France s'affaisse sur l'Allemagne, sur l'Italie; s'éboule vers les Slaves, les Musulmans, les Grecs. Loin de la soutenir, la Russie la mine désormais sourdement.

A Paris, cependant, tout rentre, en apparence, dans la police habituelle. L'Institut délibère s'il décernera à Napoléon le titre d'*Auguste* ou celui de *Germanicus*. Avec un bon sens égal à l'immense orgueil qui l'anime, Napoléon répond à ces cour-

tisans érudits et malavisés : « Auguste n'a eu que la bataille d'Actium, Germanicus a pu intéresser les Romains par ses malheurs... » S'il était un titre que l'empereur pût désirer, ce serait celui de César! Mais trop de petits princes l'ont déshonoré. « Le titre de l'empereur est celui de l'*Empereur des Français*. » Mais est-ce encore un empereur des Français, le souverain de cet immense Empire où la France ne semble qu'une province enserrée entre les énormes marches; où l'armée française, infiltrée d'auxiliaires, se délaie dans les peuples étrangers? Napoléon peut-il gouverner pour la France et par la France, sans ruiner la France par l'empire ou l'empire par la France? Problème nouveau, le plus redoutable de tous désormais, que soulève la paix de Vienne et que posera décidément la paix générale, si jamais elle est conclue.

Napoléon reparut encore une fois en France, victorieux[1]. Paris lui ménagea encore un triomphe, se flattant que c'était le dernier. Le public ne connaissait que très incomplètement la crise d'Essling; Wagram paraissait une glorieuse bataille; la paix semblait avantageuse. On applaudit. « Quoique, dit un contemporain[2], la France payât ses conquêtes de son sang et de ses trésors, elle était loin d'être insensible à ces succès. L'orgueil national était flatté; la nouvelle de chaque victoire était reçue avec enthousiasme. On oubliait ce qu'elle coûtait pour ne voir qu'un résultat favorable à l'honneur français. Et Napoléon, au retour des camps, se trouvait réconcilié avec l'opinion publique. » Toutefois, on commençait à répéter un peu partout ce qui se disait autour des meneurs, de Talleyrand, de Fouché : que ce n'était plus la guerre de la France, que c'était la guerre de l'empereur. On ne comprenait point cette nécessité, où il se disait entraîné, de soumettre le continent; on réclamait la paix avec l'Angleterre, toujours promise depuis 1797, que chaque guerre, entreprise pour la gagner, obligeait à poursuivre plus loin, comme si la victoire même n'eût eu d'autre effet que d'en démontrer l'impossibilité.

[1] A Fontainebleau, le 26 octobre 1809.
[2] Chaptal, *Mes Souvenirs sur Napoléon*.

LIVRE II

LE GRAND EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

LE MARIAGE AUTRICHIEN

1809-1810

I

Napoléon à peine arrivé, tout l'empire lui retomba sur les bras[1]. Son histoire, épique dans les épisodes, est étrangement monotone en ses phases. Chaque traité reproduit le spectacle des traités précédents; il faut bien cependant que l'historien se répète, comme les événements : sinon l'enchaînement et la concordance des faits échapperaient; pour éviter de redire les mêmes choses, il induirait le lecteur à supposer que les choses ne sont plus les mêmes, et toute l'histoire en serait faussée.

Le plus pressé pour l'empereur, comme en 1797, comme en 1801, comme en 1805 et 1807, c'était de tirer les effets immédiats de son traité, c'est-à-dire de contraindre les Anglais; de ne point laisser Wagram et le traité de Vienne tomber en caducité comme les victoires et les traités précédents et ne produire qu'une nouvelle guerre. Or, l'Angleterre n'était pas plus vaincue en 1809 qu'elle ne l'avait été en 1807,

[1] Ouvrages de Frédéric Masson, t. IV, *Joséphine répudiée*, *Marie-Louise*; Henri Welschinger, *Divorce de Napoléon*; Ernouf, *Maret*; Madelin, *Fouché*; Treitschke; Stern. — *Corr.* publiées par Oscar Alix; Pingaud, Christian Schefer, *Bernadotte*. — *Mémoires* de Pasquier, Miot, Metternich, Suremain. — Rocquain, *Napoléon et le roi Louis*.

1805, 1800 : elle l'était moins. Pitt est mort du choc en retour d'Austerlitz ; mais l'Angleterre n'en a point été ébranlée. Elle a même avancé, tenant toutes les mers ; envahissant toutes les colonies d'Espagne, de France et de Hollande; tournant ainsi le blocus continental en débouchés pour ses produits dans l'Amérique et dans l'Inde; opprimant et ruinant les neutres; établie en Sicile, inexpugnable à Malte, sillonnant cette Méditerranée dont Napoléon annonçait incessamment la domination aux Français, barricadée en Portugal, disputant l'Espagne; se retirant lorsque les Français avancent, mais avançant sur leurs pas dès qu'une diversion les oblige à se porter ailleurs. Le blocus, s'il durait, pouvait la ruiner; mais auparavant il menaçait de ruiner les alliés de Napoléon, de désespérer les peuples, de mettre les rois en révolte, d'aliéner le continent à la France.

Toutefois, le cabinet, déjà divisé, se disloquait. Canning et Castlereagh ne s'entendaient pas sur la façon de mener la guerre. Canning comptait sur l'Espagne, ulcère aux pieds de l'empire qui l'empoisonnerait. Castlereagh inclinait au système qu'il préconisa en 1813 et qui devait faire de lui un des directeurs de l'Europe : la grande guerre continentale, par la coalition irrésistible, la coalition des *quatre,* Angleterre, Russie, Autriche, Prusse. L'affaire de Walcheren, mal conduite, tourna contre ce système. Il s'ensuivit une crise et un nouveau cabinet. Perceval forma, à grand'peine, en septembre 1809, un ministère fort médiocre qui parut provisoire, qui dura pourtant, mais trouva, dans le Parlement, une vie très difficile. Ce furent des années pénibles à traverser. Les affaires étrangères échurent au marquis de Wellesley, frère du général en chef de l'armée d'Espagne, Arthur Wellesley, élevé à la pairie et créé vicomte de Wellington après Talavera. Ce fut ce soldat imperturbable qui en réalité fit subsister le ministère et soutint la fortune de l'Angleterre durant cette longue crise. Les Anglais trouvaient le temps lourd et l'attente coûteuse. Les ministres étaient résolus à continuer la guerre; mais, par moments, une lassitude extrême s'emparait du pays,

se trahissait par des récriminations, des découragements, des enquêtes contre les généraux trop timides et trop lents. « Le désespoir, dit un historien anglais, a succédé dans la masse de la nation à l'enthousiasme du premier moment; la Cité fit même une pétition pour demander l'évacuation de la Péninsule. Napoléon semblait invincible. » Wellington s'entêta, assuma la responsabilité entière. — « Je suis persuadé, dit-il, que l'honneur et l'intérêt de mon pays exigent que nous tenions ferme ici aussi longtemps que possible, et, s'il plaît à Dieu, j'y resterai. [1] » Ainsi plus tard à Waterloo. Ce caractère valait, à la longue, du génie.

Tout se ramenait ainsi au blocus. Il s'agissait pour l'Angleterre de durer; il s'agissait pour Napoléon d'en finir, de frapper un coup de bélier et de donner l'assaut, car la France s'usait à cet investissement hyperbolique. A mesure qu'il étendait les bras, il les sentait s'engourdir. Le système continental n'était qu'un immense paradoxe économique et politique, institué par prodige et qui, par sa durée même, se détruisait. La contrebande s'infiltrait dans l'empire comme dans l'Amérique du Sud. Elle pénétrait partout, dans la Méditerranée par les Grecs, dans l'Atlantique par les États-Unis. Le goût, le besoin des produits anglais demeurait si impérieux, aiguisé par la défense; le bénéfice, avec les prix surélevés, devenait si gros qu'il se trouvait toujours des aventuriers pour le risquer. Napoléon lui-même ne pouvait se défendre de rompre ses propres barrières, de distribuer des *licences* qui étaient des privilèges temporaires de commerce, un moyen d'enrichir des favoris, d'apaiser un moment les clameurs. Comme lui, le roi de Hollande et l'empereur de Russie en concédaient à leurs sujets. Or, le blocus ne pouvait produire ses effets que par une rigueur constante, universelle.

L'Autriche y adhère par contrainte. Elle en souffre assez pour que ses peuples s'en exaspèrent contre Napoléon;

[1] Green, t. II, p. 411.

elle l'applique assez mollement pour que les effets en soient comme annulés. Elle n'a rompu que pour la forme avec l'Angleterre : Stahrenberg est rappelé de Londres; Bathurst a quitté Vienne, mais, avant de prendre congé de cet Anglais, Metternich a soin de lui dire que rien n'est fini, que la partie recommencera, que la paix ne s'est faite que pour préparer la guerre, et que l'Autriche recouvrera les peuples qu'elle a perdus. Dans l'intervalle et dans l'attente, les deux gouvernements resteront en relations secrètes par le comte Ernest Hardenberg, ministre de Hanovre à Vienne. La Russie se trouve en état de guerre déclarée avec l'Angleterre; guerre étrange, comme celle qu'elle vient de mener contre l'Autriche : une guerre où l'on ne se bat point, où l'on cherche tous les tempéraments, où l'on se rend tous les services que l'on peut. En Gallicie, les Russes ont occupé les places pour les remettre aux Autrichiens. En Angleterre, on garde la flotte russe en séquestre apparent, réellement en réserve, pour les temps meilleurs, et le bénéfice demeure double : la Russie économise ses vaisseaux et ses marins; l'Angleterre ne s'en voit point contrariée.

Il faut bien que Napoléon ferme les yeux, ainsi qu'il l'a fait aux jours d'Essling. Si la Russie n'observe pas le blocus, elle contribue au moins pour un temps à le maintenir à l'état d'épouvantail; Napoléon est contraint de ménager Alexandre, et en Orient et en Pologne, pour qu'Alexandre ne se jette ni sur les Turcs, ni sur les Polonais. L'alliance, toute négative qu'elle est devenue, reste nécessaire. Mais elle devient d'autant plus exigeante, qu'Alexandre se sent davantage le maître de ses affaires.

Il a signé la paix avec la Suède, le 19 septembre : ce traité lui assure la Finlande. Le traité de Vienne, dont il affectait de se désintéresser, s'en remettant à la loyauté de Napoléon, à l'*esprit de l'alliance*, lui cause une déception profonde : il attendait plus. Il se juge mal récompensé de sa « loyauté ». Il le dit à Caulaincourt. Une lettre de Champagny à Roumiantsof, qui arrive dans le courant de novembre, le rassé-

rène quelque peu. Champagny écrit : « Sa Majesté approuve que les mots de Pologne et de Polonais disparaissent non seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire. » Voilà, dit Alexandre, « quelque chose dans l'*esprit de l'alliance* ». Mais aussitôt il réclame davantage : un engagement écrit, un acte en bonne forme, moyennant quoi il oubliera ce qu'il appelle *ses griefs*. C'est, déclare-t-il à Caulaincourt, l'*ultimatum de son amitié*. Roumiantsof accentue ce langage. La Finlande étant annexée, il ne pense plus qu'à la Pologne. « Les Polonais sont ivres, disait-il ; il faut les dégriser. » Puis, revenant à un thème qui lui était familier : « L'empereur Napoléon, et en général tout le monde chez vous, se trompe sur ce pays-ci... On croit que l'empereur gouverne despotiquement, qu'un simple oukase suffit pour changer l'opinion ou du moins pour décider de tout... L'impératrice Catherine connaissait si bien ce pays qu'elle cajolait toutes les opinions... » Il conclut à quelque bon traité, très prochain, bien large et bien clair, afin de « nationaliser l'alliance »[1].

La disparition du nom de la Pologne? Roumiantsof et les vieux Russes l'entendaient purement et simplement, dans l'esprit des partages. Ils redoutent, pour le repos des provinces russes de Lithuanie, le voisinage de ce duché de Napoléon, où l'on parle polonais, où se forme une armée polonaise, un moule d'institutions nationales. Ils le redouteraient même si le duché passait aux mains de leur empereur. Les desseins d'Alexandre trouvaient toujours, de ce côté, critique et contradictions. Alexandre n'avait point abandonné ces desseins, et quand il demandait à Napoléon de lui garantir que la Pologne disparaîtrait de l'histoire, il l'entendait de l'histoire de Napoléon et de l'histoire de France. Pour lui-même, il le comprenait tout à l'inverse : ou la Pologne s'absorberait dans la Russie, ou s'il la ressuscitait, ce serait sous son règne, à l'état d'excroissance parasite, aux flancs de son empire.

[1] Rapport de Caulaincourt, 22, 30 octobre 1809. Albert VANDAL.

Il ne se dissimulait pas qu'à la façon dont il concevait l'alliance et dont il l'avait menée, elle tirait à sa fin; il ne désirait pas la soutenir au point de ruiner l'Angleterre, et surtout, par provision, de ruiner la Russie. Or, c'est à quoi l'on marchait. Quand Napoléon répétait à Alexandre : que la Russie tienne le blocus pendant quelques semaines et l'Angleterre saute! il ne savait pas ou ne voulait pas savoir que la Russie sauterait peut-être la première, que les banquiers russes fermaient leurs caisses, que le commerce criait à la détresse [1]. Alexandre considérait que la rupture se ferait auparavant, et il commençait à la souhaiter en son âme, à la préparer subrepticement. Il remontait ainsi le cours des années, revenait aux ambitions étouffées à Tilsit : restituer l'Europe en son équilibre, les rois en leurs titres, les peuples en leurs droits sous l'hégémonie russe.

Ces dispositions l'amenèrent à renouer avec le prince Adam Czartoryski [2]. Les deux amis de jeunesse se croyaient plus loin l'un de l'autre qu'ils ne l'étaient en réalité. Aux approches enveloppantes de Czartoryski, Alexandre se déroba d'abord, insaisissable; puis, tout à coup il parut se laisser arracher sa pensée. Czartoryski se plaignait de l'abandon où le tsar laissait ses compatriotes ; il avait lu la lettre de Champagny : « C'est pour plaire uniquement au tsar que la Pologne a été déçue de toute espérance ; le tsar pousse même l'animosité au point d'exiger que le nom de la Pologne soit effacé de l'histoire!... » Alexandre s'en défend : « Ses sentiments personnels n'ont pas changé ; mais les devoirs de sa position l'obligent, et tout chef de l'empire russe agirait de même. » Czartoryski revient à son thème de prédilection : l'union personnelle du royaume de Pologne et de l'empire de Russie, les deux couronnes sur la tête d'Alexandre. Alors, le tsar baissant les yeux et sans finir la phrase : « Si, au moins, on pouvait s'attendre à

[1] Voir le rapport du comte de Bray, 15 avril 1812, rétrospectif : situation en 1810 et 1811.

[2] Conversations avec l'empereur, 12 novembre, 26 décembre 1809. — *Mémoires*, t. II

quelque retour de la part des Polonais?... » Il revient sur l'odieux des partages, origine de tous les maux de l'Europe. « Il ne voit de possible qu'une organisation séparée... » Mais Napoléon n'y consentirait jamais : « Son idée unique est d'avoir toujours une influence sur les Polonais, de les dominer et de les faire servir à ses desseins. » Dans le temps où il annonce à Pétersbourg qu'il effacera le nom de la Pologne, il les flatte, par ses émissaires, de le rétablir. « Que le tsar n'en fait-il de même? insinue Czartoryski; que ne combat-il Napoléon par ses propres armes? » Alexandre finit par murmurer : « Que, sûrement, en cas d'une guerre avec la France, il serait à propos qu'il se déclarât roi de Pologne, afin de gagner les esprits à sa cause. » Et il y songera désormais avec complaisance.

De ce duché de Varsovie, marche et poste avancés du Grand Empire aux confins slaves, il formerait une tête de pont de la Russie aux confins de l'Allemagne. Il retournera contre Napoléon la politique dont Napoléon a usé en 1807 et 1808 à l'égard des Polonais. Après avoir obligé Napoléon à les abandonner, à les livrer, à les décourager entièrement, il profitera de leurs déceptions; il leur laissera entrevoir, s'ils viennent à lui, la reconstitution de leur patrie opposant sa magnanimité au machiavélisme du Corse. En même temps qu'il dispose cet appât aux Polonais pour les arracher à la France, il aide les Prussiens à vivre sous les griffes de Napoléon, en attendant l'heure où il les aidera à s'y soustraire.

Les Prussiens, internés, en surveillance de haute police et tutelle judiciaire, dans leur propre pays, sont comme le condamné à mort, qui végète, sous un sursis. Au moindre mouvement de leur part, l'arrêt s'exécute : ils seront anéantis. Or, les contributions les épuisent; s'ils ne payent pas, Napoléon gardera son gage, les forteresses; s'ils payent, ils seront hors d'état de sustenter leur petite armée, d'acheter des armes pour leurs réservistes, pour la landwehr. Voilà le secret de leurs lamentations et celui des exigences de Napoléon. Ils refusent de payer, parce qu'ils ont besoin de leur

argent pour se préparer à la revanche, et Napoléon exige le payement parce que c'est le moyen de prévenir de leur part le complot dans la paix, le coup de désespoir dans la guerre. Depuis le départ de Stein, le gouvernement est comme vacant; tout est arrêté. Le roi et ses perplexes conseillers n'aperçoivent qu'une issue, horriblement dangereuse : rassurer Napoléon en le trompant et obtenir des délais de payement; grâce à ces délais, ménager une triple alliance de garantie avec la Russie et la France, de telle façon que cette alliance, nouée par Napoléon lui-même, se tourne en double alliance contre lui; on la négociera sous le couvert de ses ambassadeurs : on le jouera en s'alliant avec lui, afin de se procurer les moyens de lui faire défection. Frédéric-Guillaume lui dépêche le baron Krusemark, avec une lettre datée du 18 octobre. Deux jours après, Alexandre arrive à Kœnigsberg. Il fortifie le roi dans cette politique; il lui conseille d'affecter en toutes choses la déférence complète au système français.

Napoléon n'en sera pas dupe. Les rapports que lui fait Champagny lui montrent, autour du roi de Prusse, un parti nombreux, actif, soutenu par la majorité du pays, poussant à la guerre et qui, malgré son opposition patente à la politique officielle, conserve la confiance du prince. Le roi crie misère; mais il porte son armée à 42,000 hommes, et, « sans éclat et sans bruit », dispose des cadres pour une autre armée; c'est pour couvrir ces dépenses qu'il suspend le payement des contributions dues à la France; sur 26 millions exigibles de mai à novembre, il ne verse que 1,515,000 francs. Il proteste de sa bonne volonté; il se fait honneur de sa résistance aux sollicitations de l'Autriche; mais il n'a rejeté ces offres que *parce que les circonstances ne lui paraissaient pas favorables*, et le mérite « en provenait moins de la fermeté et de la loyauté du roi que des événements de la guerre, qui ne lui laissaient pas le choix d'un parti, et aussi de l'influence de la Russie ». Napoléon le fait rudement sentir à Krusemark, qui arrive à Paris le 1er novembre : « Pourquoi ces

40,000 hommes? 6,000 hommes de garde vous suffisent. Si le roi ne peut pas me payer, qu'il me cède une province ; si cela ne lui convient pas, qu'il me donne ses domaines[1]. » Il le tient par sa créance, par son gage ; il le menace de garnisaires, de séquestres, de confiscations. Les Prussiens finiront par obéir! S'ils s'obstinent, il ne lui restera qu'une ressource : démembrer, réunir ; et il en arrive là, fatalement, avec les ennemis comme avec les alliés, avec les rois qu'il a abaissés et avec ceux qu'il a élevés de ses mains.

A Rome, il s'y résout sans effort, satisfait dans une de ses conceptions favorites. Il reçoit, le 16 novembre, les députés des départements de Rome : « Mon esprit est plein des souvenirs de vos ancêtres. Les empereurs français, mes prédécesseurs, vous avaient détachés du territoire de l'empire et vous avaient donnés comme fiefs à vos évêques. Mais le bien de mes peuples n'admet plus aucun morcellement. La France et l'Italie tout entière doivent être dans le même système. Mais je n'entends pas qu'il soit porté aucun changement à la religion de nos pères : fils aîné de l'Église, je ne veux point sortir de son sein... Votre évêque est le chef spirituel de l'Église comme j'en suis l'empereur. Je rends à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César. » Il visitera Rome, il y établira une cour « plus brillante et dépensant plus d'argent que celle du Pape ». En attendant, il mande à Paris les cardinaux qu'il veut avoir sous la main afin, par eux, de peser sur Pie VII. Le Pape, réduit à néant dans les choses de l'État, se refuse à toute concession dans celles de l'Église, et, dans sa captivité, semble plus inaccessible qu'au Vatican. Il faut lui rendre au moins une ombre de gouvernement pour qu'il redevienne un prince, un homme tangible, vulnérable. Les cardinaux n'auront ni sa vertu, ni sa mansuétude, ni surtout son désintéressement. Si le Pape décline les accommodements, Napoléon traitera avec les cardinaux et imposera le traité au Pape : il le rétablira, en Avignon, comme aux temps de la dépendance,

[1] Napoléon à Frédéric-Guillaume, 6 novembre 1810. — Frédéric-Guillaume à Alexandre, 29 novembre 1809.

sous les rois de France; il lui donnera le palais, deux millions, sa protection; il le tiendra dans sa main, et, par lui, toute l'Église qui deviendra, à la fois, sa haute police et sa diplomatie occulte dans toute la catholicité [1].

Il entendait que la Suède fît sa soumission entière : « Je n'admettrai aucun arrangement qu'au préalable elle ne souscrive aux mesures de blocus. » Ainsi pour Hambourg et les villes hanséatiques. Il y envoie Reinhard, qui les admonestera : elles se soumettront, ou elles seront réunies. C'est une vue arrêtée dès octobre 1809 [2].

II

La crise des alliances s'étend, plus aiguë encore et plus inextricable, dans les royaumes inféodés. Comme le Directoire avait vu se tourner contre la République française les républiques sœurs suscitées par ses agents, et où les peuples émancipés prétendaient s'appartenir à eux-mêmes [3], Napoléon voit les royautés de son sang se tourner contre son empire. Les peuples, en 1798, se croyaient souverains en vertu des Droits de l'homme proclamés par la République française; les rois se croient souverains par la grâce de Dieu, en vertu même des décrets qui les ont créés. Les pactes de famille n'ont pas produit les effets que Napoléon en attendait. Loin de cimenter le système continental, ils le minent; au lieu de fortifier le blocus, ils le paralysent. Étant rois, les frères veulent régner, et il leur faut compter avec leurs peuples. Ils tentent de nationaliser leur couronne et de populariser leur gouvernement, et ils travaillent contre le blocus qui ruine leurs peuples, qui rend leur royauté insupportable. Ils prétendent

[1] Exposé des motifs du sénatus-consulte avec les réunions des clubs romains, 17 février 1810.

[2] A d'Hauterive, 28 octobre 1809. — Lang, *Reinhard*, p. 364.

[3] Voir tome V, liv. II, chap. I : les républiques tributaires.

devenir rois, ils commencent par cesser d'être frères. En créant ces rois, Napoléon s'est créé autant de rivaux, ménagé autant de factions hostiles dans le grand empire. « Ce n'était plus, disait-il plus tard, un lieutenant sur lequel je pouvais me reposer; c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper... C'était moi qui, désormais, les gênais, les mettais en péril... » Il ne peut plus s'illusionner, malgré l'entêtement du préjugé de « son sang », de son clan. « Je ne devais, disait-il quelques mois après, nommer que des gouverneurs généraux et des vice-rois[1]. » Il s'en trouve bien, en Italie, avec Eugène. Il y incline de plus en plus ailleurs, et la transformation, annoncée dès 1808, semble imminente en Hollande[2]. C'est que ce pays se trouve plus directement sous ses prises; qu'il constitue son premier poste de douane, hors de ses frontières, et que l'exécution implacable du blocus devient la clef de tout son système. Louis, par sa prétention de régner et de gagner « ses peuples », comme il les nomme, fait de son palais royal le centre de la résistance nationale des Bataves, de la coalition de tous les intérêts hollandais contre le Grand Empire. « La Hollande est une province anglaise, lui écrivait naguère Napoléon... Vous avez, par des mesures fausses et petites, perdu la Hollande... Ce n'est pas en se plaignant qu'on fait le métier de roi[3]. » Son parti est pris : il va en user avec ce frère comme il en a usé avec les vrais rois, les rois de naissance ou d'élection, le Portugais, l'Espagnol, le Prussien, le Pape. La maison des Bonaparte cessera de régner en Hollande; la ci-devant république batave sera transformée en départements français.

En conséquence, il réclame une augmentation des troupes auxiliaires, 16,000 hommes, 200 chaloupes canonnières, la répression de la contrebande, sinon il fera occuper les passes

[1] Rapport de Metternich, 8 septembre 1810.

[2] Voir ci-dessus, p. 389. Napoléon à Louis, 27 mars 1808.

[3] A Louis, 17 juillet, 13 août 1809. Rocquain. — Ducasse, *les Rois frères*; rapports de La Rochefoucauld, ministre à la Haye. — Comparez t. V : la Hollande et le Directoire. « La Hollande redevenait ce qu'elle était jadis par le fait, une province anglaise! » La Revellière, *Justifications*, t. III, p. 135.

par ses soldats, il saisira les marchandises anglaises. La Rochefoucauld parle au roi Louis comme Delacroix parlait aux républicains bataves, comme Saint-Marsan parlerait au roi de Prusse : « Je passai au système général, à l'inexécution des décrets de Sa Majesté, à la manière extrêmement opposée à la France dont toutes les affaires se traitent à la Haye ; j'observai au roi la nécessité de revenir à des principes qui seuls pouvaient sauver la Hollande. » Le roi réplique que s'il cédait sur le principe de la souveraineté de la terre et des eaux, « il serait perdu aux yeux de son peuple ; que ses ministres ne faisaient que ce qu'il voulait ; que c'était l'attaquer directement que de parler d'eux ; que si l'empereur veut réunir la Hollande, il n'a qu'à le dire sur-le-champ, parce qu'il voit parfaitement bien que c'est là le but de toutes les demandes qui lui sont faites... » Il ne cache pas que « sa crainte est qu'en Hollande on le croie Français et qu'on le regarde comme un agent de l'empereur ». Il écrit à l'empereur : « Céder, c'est abdiquer... Je préférerais mille fois que Votre Majesté mît la couronne sur la tête du prince royal [1]. »

En Westphalie, le blocus n'est pas même observé. Jérôme se divertit, dépense, demande de l'argent, règne et gouverne en prodigue. Napoléon lui organise, sous le titre de ministres, un conseil judiciaire, des censeurs et des surveillants. Jérôme se plaint, s'emporte. Il demande le rappel des agents français. Leur présence est un scandale que sa dignité ne peut souffrir! Ses lettres restent sans réponse de l'empereur. Sa situation est fausse. Est-il souverain, est-il sujet? Il finit par le refrain de tous les frères, mais avec plus de franchise que Joseph et plus de bonhomie que Louis : « J'ai désiré, sans doute, d'avoir un peuple à gouverner; je l'avoue à Votre Majesté, je préférerais vivre en particulier dans son empire à être, comme je suis, souverain sans nation... Votre nom, seul, sire, me donne l'apparence du pouvoir... » Napoléon l'autorise, à venir à Paris.

[1] Rapport de La Rochefoucauld, 28 octobre. — Louis à Napoléon, 27 octobre 1809.

Les affaires, momentanément, se relèvent en Espagne. Joseph a pu rentrer à Madrid en août, et y célébrer sa rentrée par des fêtes somptueuses, au milieu de l'indifférence des Espagnols. Mais l'insurrection, étouffée sous les pieds des Français, se rallume dès qu'ils sont passés. Les Français ne sont, comme les marins en mer, sûrs que de l'espace occupé par leurs vaisseaux, et les vaisseaux, séparés par les vents contraires, manquent de direction commune. « Toutes les personnes que j'ai entendues discourir sur la conquête, écrit Rœderer à l'empereur [1], s'accordent à dire qu'il est difficile qu'elle s'achève tant que le commandement général des différents corps d'armée ne sera pas exercé avec plus de vigueur. Elles désireraient que Votre Majesté se trouvât prochainement en position de le reprendre d'une manière immédiate; et, tout en lui disant que le roi peut très bien gouverner l'Espagne, elles pensent que Votre Majesté seule peut la conquérir. »

C'est l'avis de Napoléon, et il s'y prépare. Dès le 7 octobre, de Schœnbrünn, il écrivait à Clarke. « Mon intention est de réunir pour le commencement de décembre 80,000 hommes d'infanterie et 15 à 16,000 chevaux, pour entrer en Espagne avec ces renforts. » Et il envoie à Bayonne ses équipages de campagne [2].

Cependant il ajourne son départ, retenu à Paris par cette crise des affaires, crise de vie privée, crise de famille, crise de gouvernement, crise d'alliances qui, par son retentissement en Europe et les conséquences de toute sorte qu'elle entraîne, équivaut à une révolution dans le système de l'empire.

[1] Juillet 1809. Tome III, p. 548.

[2] Quatre-vingt cinq mille hommes. A Clarke, 30 octobre 1809. Jusqu'en janvier 1810, il parlera encore de s'y rendre. A Clarke, 21, 28 novembre, 15 décembre 1809; à Berthier, 30 janvier 1810.

III

Ainsi, pour tirer du *système continental* l'effet qu'il en attend, Napoléon est poussé à prendre l'Europe conquise en régie après en avoir fait le clan immense d'une tribu corse. Mais ce n'est encore qu'un expédient viager. Il s'alarme pour l'avenir. Que deviendra l'empire, après lui, entre ces mains débiles, avides et rivales? La même nécessité qui s'impose à lui s'il veut que l'empire soit une puissance s'impose davantage s'il veut que cette puissance dure. Le problème, tant de fois ajourné, de la succession à l'empire, ne comporte plus, après cet échec et cette déception des royaumes inféodés, qu'une solution : un héritier direct. Dès qu'il s'y arrête, Napoléon en découvre toutes les conséquences, en veut tous les moyens : il entend que cet héritier soit le seul maître de l'empire; il entend le débarrasser de ces appendices gênants et dangereux dont il l'a imprudemment garni; qui menacent, s'ils croissent, de l'étouffer de leurs végétations parasites; s'ils dégénèrent, de l'empoisonner. Du même coup surgit en son esprit le dessein de reprendre, pour l'héritier de son sang, ce qu'il a trop largement distribué entre les compétiteurs de sa succession; de substituer, après lui, à la désastreuse division de l'empire de Charlemagne l'unité de l'empire romain; au morcellement de la France entre les apanagés de saint Louis et des Valois, la centralisation politique de Louis XIV. « Je me suis fait un empire, je veux le conserver », disait-il à un émissaire de Lucien. Les nécessités du blocus l'obligeaient à la tutelle des royaumes de ses frères; la création d'une dynastie va l'amener à réunir ces royaumes à sa couronne. Le *système continental* combiné, en 1806, avec un système de pactes

de famille se combinera désormais avec un *système dynastique*[1].

Toutefois, il n'en forma point le projet d'une conception subite; il ne s'y poussa point d'un conseil arrêté, par des mouvements suivis et concertés. Sa conduite, en cette crise, de novembre 1809 à mars 1810, paraît flottante, contradictoire. Les fils s'emmêlent et se rompent; il faut renoncer à enchaîner les paroles et les actes, se borner à les classer dans l'ordre des dates; à les aligner, pour ainsi dire, par rang de taille et par compagnies. C'est que la pensée de derrière la tête, la pensée régente de toute la machine, le mariage, demeure imprécise et incertaine jusqu'en mars, comme l'article essentiel, le choix et le consentement de la femme. Or, jusque-là le reste demeure en suspens; Napoléon ne veut ni ne peut rien trancher : il craint de découvrir prématurément ses vues ; de s'exposer à un mécompte en cas de refus de la princesse recherchée; à des scandales nuisibles au mariage, en cas de révolte de ses frères : il ne dessine donc que des esquisses et ne prend que des demi-mesures, par allées et venues. Enfin, et cette considération est ici essentielle : c'est affaire de famille, et, pour vouloir rompre avec la politique de clan, il ne s'est pas affranchi, il ne s'affranchira jamais ni des illusions, ni des complaisances fraternelles, ni surtout de cette pusillanimité, indigne d'un tel homme d'État, si elle ne révélait pas en lui l'homme — la crainte du qu'en dira-t-on de sa tribu, des remontrances de madame mère, des accès de démence de Louis, des crises de nerfs de ses sœurs, des gamineries et des chatteries de Jérôme, des censures de Lucien, et des mécontentements de Joseph, l'aîné !

Il trouvait dans sa cour, dans son gouvernement, dans le pays, la même résistance des choses qu'il rencontrait en

[1] La substitution du système dynastique au système des pactes de famile ou du clan et la coïncidence des projets de mariage avec la politique des reprises et abdications, de décembre 1809 à mars 1810, ont été mises en lumière par M. Frédéric Masson avec une force remarquable de démonstration : *Napoléon et sa famille*, t. V et VI. — Conversation avec Campi, 3 février 1810, t. V, p. 61.

Europe. Dignitaires et fonctionnaires se tenaient entre eux quand ils osaient, en leur particulier et les portes closes, les discours que les conseillers de Joseph murmuraient à son oreille, aux temps périlleux et incertains d'Essling et de Wagram [1] : « Le roi est estimé en France et très aimé dans le Sénat auquel on se rallierait. Son esprit éminemment pacifique lui offrirait la plus belle des chances. La France est lasse de la guerre et même de la plupart des conquêtes. On proclamerait la paix et l'affranchissement de plusieurs pays réunis à contre-cœur; par là on se concilierait le dedans et le dehors, l'Angleterre elle-même. » De cette résignation complaisante au désir secret de ce lendemain paisible de jours trop précaires, il n'y avait qu'un pas, et la plupart le franchissaient. Les propos de Talleyrand, de Fouché, de leurs affidés, des ci-devant « amis de l'Angleterre », des nouveaux « amis de la Russie », trouvaient d'étranges et lointains échos. On se disait en soi-même, on chuchotait à ses intimes qu'*Il* marchait à l'abîme et les y entraînait, en cortège, avec couronnes, coffres-forts, joyaux et butin. Les plus hardis, les plus avisés; ceux qui se piquaient de connaissances, fréquentaient les médecins, lisaient des livres techniques, prononçaient tout bas le mot de folie; citaient des cas; raisonnaient sur les analogies, le délire des grandeurs. « Voulez-vous, disait le ministre de la marine », le ministre des utopies et des déceptions, Decrès, « voulez-vous que je vous dise la vérité, et que je vous dévoile l'avenir ? L'empereur est fou, tout à fait fou, et nous jettera tous autant que nous sommes, cul par-dessus tête, et tout cela finira par une épouvantable catastrophe [2]. » S'*Il* ne s'arrêtait pas, il les perdrait tous; par suite, ce vœu secret que quelque chose l'arrêtât : l'Europe, les hasards de la vie et le plus naturel de tous à un homme qui se prodiguait et s'aventurait à ce degré, la mort. Bref, se voir débarrassé de sa personne et conserver les bénéfices de son règne. « J'estimai dès lors, écrivait l'un d'eux, qu'il n'y avait plus d'accommo-

[1] Frédéric Masson, t. VI. Le royaume d'Espagne, p. 73.
[2] Marmont, t. III, p. 336. — Ci-dessus, p. 359-360.

dement avec Napoléon. Mes services lui demeurèrent fidèles, mais non mes vœux [1]. »

Depuis l'enlèvement du Pape, le clergé devenait hostile. Pour soumettre le Pape au blocus, Napoléon révoltait les catholiques; pour faire du Pape son auxiliaire en Europe, il s'aliénait des Français. Rien ne marchait là où il ne donnait pas de sa personne. Les hommes disparaissaient, dans l'armée; la garde se bourrait de conscrits, et ce n'était plus la garde si les conscrits partaient trop tôt. Puis la conscription même se tarissait; les gendarmes se dispersaient à poursuivre les réfractaires. Les générations nouvelles, servant par contrainte et trouvant les grades occupés, ne s'enrôlaient plus. Le matériel s'usait. « Il en a été consommé depuis quatre ans pour cent millions; on n'en a remplacé que pour quatre millions [2]. » Napoléon songe à des économies; à des désarmements en Allemagne, en Italie, en Illyrie, « vu l'impuissance où ses finances se trouvent de subvenir à tant de dépenses [3] ». Bref, l'empire est incertain : il branle, il faut le consolider, définitivement et pourvoir au lendemain.

A ces complots tacites, à ce détachement des personnes, à cet ébranlement des choses, Napoléon ne voit qu'un remède : associer bon gré mal gré les hommes à la durée de l'empire, par le même intérêt qui les avait associés à son établissement. Les motifs qui l'avaient conduit, en 1802, à se faire décerner le consulat à vie, en 1804 à se faire décerner l'empire, le décident au divorce et au second mariage. On l'y poussait autour de lui. Les frères et les sœurs par animosité incurable contre Joséphine et les Beauharnais; aussi parce qu'un mariage impérial les ferait entrer dans la famille des empereurs et des rois, où ils n'étaient encore que des intrus, arrivés par accident, tolérés par peur. Ils se flattaient que le mariage pacifierait Napoléon, le détournerait de nouvelles entreprises et que, désireux de fonder sa dynastie,

[1] Reinhard à Gœthe, novembre 1809.
[2] A Clarke, 20 novembre 1809.
[3] Aux ministres de la guerre, 18 décembre 1809.

il les laisserait tranquillement fonder chacun la sienne. Les grands dignitaires, les maréchaux, les ministres pensaient de même. Napoléon voulait les lier à son système; ils voulaient se lier à leurs emplois et lier l'empereur à la paix, c'est-à-dire associer la survivance de leurs places à la survivance de son empire, et se préparer doucement à se passer de lui. Paris aime les fêtes, la France était avide de repos. Le mariage serait populaire. Napoléon se persuada que, dans cette occurrence nouvelle, il marchait encore avec l'opinion et continuait de gouverner la France comme elle voulait être gouvernée.

Il se persuada aussi que l'Europe y trouverait sa garantie. Et il s'abusait, en cela, étrangement.

Après s'être fait empereur par la Révolution, après avoir employé les forces révolutionnaires à conquérir un tiers du continent et à dominer le reste, Napoléon, pour conserver sa suprématie, croit possible d'y intéresser l'Europe en se faisant, à son tour, conservateur de l'ordre monarchique. Il est conduit de la sorte à substituer à une Europe vaincue par la Révolution française une Europe confédérée, autour de l'empire français, en vue de réprimer les révolutions issues, comme cet empire même, de la Révolution française. Après avoir renversé tant de rois, menacé de déchéance ceux qu'il daignait tolérer, il se flatte de les rassurer assez pour faire d'eux les garants de leur humiliation et de leur chute. Erreur plus profonde et plus funeste que celle qui l'avait conduit à introniser ses frères. Les révolutions nationales, suscitées, proclamées, propagées par la France continuent, malgré toutes les apparences, de mener les peuples et les rois. Il en devait être des alliances dynastiques sous l'empire comme des alliances républicaines sous le Directoire. Loin de renoncer à leur vœux de revanche par crainte de la Révolution, les princes étaient prêts à profiter des révolutions nationales pour recouvrer les territoires et la puissance perdue. L'intérêt que trouvait Napoléon, arrivé à l'apogée, à enchaîner cette force nationale qui l'y avait élevé, portait ces princes à

déchaîner, pour le détruire, cette même force nationale et populaire.

Napoléon parut vieilli, alourdi, engraissé. Il se trahit dans tout son être un je ne sais quoi d'arrêté, de dégénéré presque. La magnifique croissance de son génie sembla désormais suspendue : il n'inventait plus, il se continua. Au lieu de s'identifier aux événements, d'adapter ses desseins à la force des choses, il se fit une méthode, un *système*, dans sa pensée comme dans sa politique. Au lieu de projeter, et d'agir selon les circonstances réelles de l'Europe, il commença de se forger une Europe selon ses désirs et selon ses besoins. La facilité avec laquelle il s'abusa sur les complaisances de tout le monde à ses vues ; l'immense illusion qu'en prenant une femme de naissance impériale ou royale il changerait le cours des affaires, les destinées de la Révolution en Europe, sa propre destinée enfin, décèlent en lui une altération profonde de ce sens commun dans la pratique des affaires qu'il poussait jusqu'à la grandeur, et qui avait été, en politique, son plus puissant moyen d'action. Il croyait parvenir à ses fins en s'engageant sur les anciennes routes royales; il s'entravait tout simplement dans les ornières de la vieille Europe. Il a triomphé de tous, parce qu'il est différent de tous et supérieur. Il se ravale désormais au niveau du vulgaire des souverains et devient un monarque comme les autres. Ainsi, au Bonaparte maigre, inquiétant, prestigieux, que le monde proclamait incomparable, l'*homme* que nul n'avait connu et que le monde ne devait plus revoir, avait succédé le masque du César classique; une médaille frappée par un coin tiré du grand médaillier romain, au lieu du camée unique, chef-d'œuvre d'un artiste sans pareil.

L'opération qu'il médite est double : rompre le premier mariage et préparer le second. Il importait de mener de front les deux affaires et que les peuples apprissent à la fois la répudiation de Joséphine et les fiançailles de Napoléon avec une illustre princesse. Rupture du mariage civil, annulation plus compliquée du mariage religieux — le mariage par

surprise de 1804[1] — c'étaient affaires d'intérieur, affaires de famille, de chancellerie, d'officialité; affaire de cœur aussi, et qui n'allait point sans déchirements. Tandis qu'il se débattait et avec les souvenirs de sa jeunesse et avec les subtilités du droit canon — secondé dans la partie juridique de l'ouvrage par l'archichancelier Cambacérès — fécond en ressources, sinon en artifices de tout genre; aidé dans la crise intime par Eugène qui éleva, en cette circonstance, son dévouement filial à l'empereur jusqu'à la magnanimité, il s'occupait de circonvenir Alexandre et de l'obliger de sortir du nuage : ce serait l'épreuve définitive de l'alliance entre les empires et de l'amitié entre les empereurs.

Il multiplie les séductions autour du nouvel ambassadeur du tsar, Kourakine, vieux, infatué, entêté de son génie, entêté de noblesse et de grand monde, lent d'esprit, lourd de corps, ridicule par son embonpoint, l'étalage de ses bijoux, ses broderies, ses habits raides et pesants de brocart; aussi susceptible que crédule à qui savait flatter ses faiblesses; d'une « insignifiance solennelle », dont il n'y avait rien à attendre en politique, mais qui *écrivait*, et dont Napoléon attendait qu'il *écrivît* en faveur du mariage. Le 22 novembre, Napoléon fit adresser par Champagny une lettre particulière à Caulaincourt. Champagny lui prescrivait d'aborder Alexandre par ces mots : « J'ai lieu de penser que l'empereur, pressé par toute la France, se dispose au divorce. Puis-je mander que l'on peut compter sur votre sœur?[2] » La lettre n'était pas encore partie lorsque arriva un courrier de Pétersbourg. Alexandre subordonnait l'alliance à la promesse, écrite, de Napoléon, de ne jamais rétablir la Pologne : il ne se contentait pas de la déclaration verbale : « Sa Majesté approuve que les mots de Pologne et de Polonais disparaissent non seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire. » Il voulait un écrit. C'était, disait-il, l'*ultimatum* de son amitié

[1] Voir t. VI, p. 402.
[2] Lettre de Champagny; rapports de Caulaincourt, 22, 30 octobre 1809. Vandal. Voir ci-dessus, p. 401.

Napoléon démêla du premier coup l'hostilité, Alexandre entendait séparer les deux affaires que Napoléon avait intérêt à lier : la suppression définitive de la Pologne et la main de la grande-duchesse. Il possédait, par l'affaire de Pologne, un moyen de contraindre le tsar; mais par contre, il s'exposait, s'il ne jouait pas très serré, à se faire jouer par lui : en traînant l'affaire du mariage, Alexandre l'amènerait à céder sur l'article de la Pologne, sans rien promettre lui-même, et, nanti de sa garantie, il saurait ensuite, sous un prétexte de religion ou sous un prétexte de famille, éluder la demande en mariage. Napoléon joignit aussitôt à la lettre de Champagny à Caulaincourt ce *post-scriptum* : « Vous ne vous refuserez à rien de ce qui aurait pour but d'éloigner toute idée du rétablissement de la Pologne. » Mais il est sous-entendu que d'une main Caulaincourt présentera le projet de contrat de mariage, et de l'autre le projet de traité de garantie.

Toutefois, Napoléon se tint pour averti. Il songeait à se prémunir contre un refus. En politique, comme en guerre, il concevait toujours ses plans en double hypothèse, et, pour le cas où la Russie se déroberait, il avait déjà pensé à se retourner vers l'Autriche. Champagny, dans une conversation avec le chargé d'affaires autrichien, M. de Floret, insinua sur la personne de l'archiduchesse Marie-Louise des propos assez significatifs pour qu'à Vienne, si l'on avait quelques dispositions, on engageât des pourparlers. Il se trouva qu'à Vienne on était disposé. Metternich, désormais maître des affaires, y apportait sa merveilleuse souplesse diplomatique, sa fourberie supérieure, sa dextérité mondaine, son aisance dans les insinuations, sa belle tenue dans la mauvaise fortune; son art, enfin, presque impertinent à tourner un échec militaire en un succès politique. Il lui fallait, à tout prix, gagner le temps de miner l'empire de Napoléon ou de laisser cet empire s'écrouler par son propre poids : si le sacrifice d'une archiduchesse était nécessaire, l'archiduchesse serait sacrifiée.

Le 29 novembre, il eut avec M. de Laborde, demeuré à Vienne pour y achever les affaires de la guerre, une conver-

sation où il tint ce propos : « Croyez-vous que l'empereur ait jamais eu l'envie réelle de divorcer avec l'impératrice? » Puis il insinua, comme de lui seul, l'idée d'un mariage : « Je regarderais cet événement comme un véritable bonheur pour vous et une gloire pour le temps de mon ministère. » Laborde s'empressa de rendre compte à Champagny, et, peu après, tout donne lieu de croire que Floret fut avisé de parler dans le même sens, s'il y était sollicité.

IV

Napoléon n'avait point encore proclamé la paix ni annoncé les réunions nouvelles à l'empire. Il a décidé, en principe, celle de la Hollande; il pense encore à se rendre en Espagne[1], bien qu'il diffère tous les jours son départ; mais son intérêt est que l'Angleterre soit informée de son expédition et que l'Espagne en ressente la menace. Enfin, au moment où il expédie la demande en mariage à Pétersbourg, il lui importe de manifester publiquement ses sentiments envers le tsar. L'ouverture du Corps législatif, fixée au 3 décembre, lui donnera l'occasion de s'expliquer sur toutes ses affaires.

Il prescrit à Champagny le langage à tenir à Louis : « La Hollande ne peut plus exister dans la situation où elle se trouve. » Elle n'a ni armée, ni marine, ni finances. « La Hollande est le débouché de la Meuse, de l'Escaut et du Rhin, c'est-à-dire des grandes artères de l'empire... La Hollande est le complément de l'empire... On ne peut forcer l'Angleterre à la paix que par un blocus rigoureux; il faut que la police soit faite sur les côtes de Hollande comme elle se fait sur les côtes de Normandie...[2]. » La lettre ne partit point : Napoléon la garda en réserve. Il préférait traiter l'af-

[1] A Clarke, 21, 28 novembre; 5 décembre 1809; à Berthier, 30 janvier 1810.
[2] Cf. t. IV, p. 269, le Comité de Salut public et la Hollande. Ce sont les mêmes arguments.

faire de vive voix. Il fit insinuer à Louis de demander l'autorisation de se rendre à Paris, ce que Louis fit aussitôt. Puis, de la même plume qui autorisait Louis à quitter La Haye, il écrivit à Bessières, commandant en chef de l'armée du Nord : « Vous ne marchez pas avec la fermeté convenable... Si le roi vous gêne, ne l'écoutez pas [1]. » Louis partit pour Paris le 27 novembre. En fait, il avait cessé de régner.

Il arrive à Paris le 1er décembre et descend chez sa mère. Le 2, Napoléon lui signifie ses desseins : « La Hollande est entièrement une colonie anglaise, et plus ennemie de la France que l'Angleterre elle-même... Je veux manger la Hollande. » Louis choisira entre ces compensations : vivre en France, en prince français, ou avec un royaume en Allemagne [2]. Le 3 décembre, la décision de l'empereur est annoncée solennellement. C'est un des articles du vaste programme qu'il développe dans son discours au Corps législatif.

En premier lieu, les réunions accomplies : « J'ai réuni la Toscane à l'empire... L'histoire m'a indiqué la conduite que je devais tenir envers Rome... Les États romains sont réunis à la France. Les provinces illyriennes portent sur la Save les frontières de mon Grand Empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les premiers intérêts de ma couronne dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant... Mon allié et ami, l'empereur de Russie, a réuni à son vaste empire la Finlande, la Valachie et un district de la Galicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. Mes sentiments pour son illustre souverain sont d'accord avec ma politique. » Le passage sur la Hollande n'était qu'une transcription de la lettre à Champagny : « La Hollande est le débouché des principales artères de mon empire. Des changements deviendront nécessaires.... [3] » Il conclut par cette menace emphatique

[1] A Louis, 23 novembre; à Bessières, 20 novembre 1809. LECESTRE.
[2] Frédéric MASSON, p. V. L'abdication de Louis. — ROCQUAIN, DUCASSE.
[3] Comparez l'*Exposé de la situation de l'empire*. *Moniteur* du 14 décembre 1809.

à l'adresse des Espagnols et des Anglais : « Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, le Léopard épouvanté cherchera l'Océan pour éviter la honte, la défaite et la mort. Le triomphe de mes armes sera le triomphe du génie du bien sur celui du mal; de la modération, de l'ordre, de la morale sur la guerre civile, l'anarchie et les passions malfaisantes. »

Restait à traduire les avertissements en mesures effectives. Napoléon reçut Louis le 5 et lui signifia qu'il eût à abdiquer s'il ne voulait voir une armée de 40,000 hommes entrer dans la Hollande et en opérer la réunion au Grand Empire. Le 6 au matin, Louis manda Champagny [1]. Il « paraissait dans un abattement voisin du désespoir. Ce n'était point son propre sort qu'il déplorait » . Il plaignait la Hollande, il la plaignait « de tomber en ces mains redoutables » ! Pour la sauver, en partie, il offrit de céder à la France les pays situés sur la rive gauche de la Meuse. La Hollande serait démembrée, mais elle conserverait son roi ; quant à lui, Napoléon l'indemniserait avec le grand-duché de Berg. Du même coup, à l'image de son grand frère, il se débarrasserait de sa femme; il divorcerait avec Hortense. Napoléon ne voulut rien entendre. Il renvoya l'affaire du divorce à un conseil de famille qui refusa l'autorisation [2]. Quant à la Hollande, l'*Exposé de la situation* réitéra, le 12 décembre, la déclaration du discours du 3 [3]. « La Hollande n'est réellement qu'une partie de la France; ce pays peut se définir en disant qu'il est l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut... Il est temps que tout rentre dans l'ordre naturel. » Et le 15, Napoléon commentant ce texte : « Je veux la réunion... J'ai besoin d'une grande côte pour faire la guerre à l'Angleterre; je la veux, par conséquent, jusqu'au Weser. »

Aux doléances de Louis, il répondit du ton et du style de

[1] Rapport de Champagny, 6 décembre 1809.

[2] A Cambacérès, 22 décembre 1809. Lecestre. — Conseil de famille, 24 décembre. Masson.

[3] *Moniteur* du 14 décembre; séance du Corps législatif du 12.

Sieyès aux députés bataves, en 1795. Il fit mieux, il invoqua ce précédent [1] : « J'ai la douleur de voir en Hollande, sous un prince de mon sang, le nom français exposé à la honte... De quoi se plaignent les Hollandais? N'ont-ils pas été conquis par nos armes? Ne doivent-ils pas leur indépendance à la générosité de mes peuples?... Vous devez comprendre que je ne me sépare pas de mes prédécesseurs, et que, *depuis Clovis jusqu'au Comité de Salut public, je me tiens solidaire de tout...* » — Le 24 mars 1795, le Comité de Salut public exigeait des républicains bataves, appelés par la République française à l'indépendance, mais provisoirement, sous la conquête, « la limite portée au Rhin et au Wahal, jusqu'à la mer ». Le Comité était lié, disaient les conventionnels, « par les décisions de l'Assemblée » ; faute d'y consentir, la Hollande serait traitée « comme pays conquis » [2]. La Hollande était indispensable pour réduire l'Angleterre. « Prenons la Hollande, avait dit Danton, et Carthage est à nous ! » Il la fallait assujettir ou annexer : « L'embouchure du Rhin et celle de la Meuse doivent m'appartenir, poursuivait Napoléon. Le principe que le thalweg du Rhin est notre limite est un principe fondamental. J'avoue que je n'ai pas plus d'intérêt à réunir à la France les pays de la rive droite du Rhin que je n'en ai à réunir le grand-duché de Berg et les villes hanséatiques. Je puis donc laisser à la Hollande la rive droite du Rhin... » Il exigeait le blocus rigoureux, quatorze vaisseaux, sept frégates, 25,000 hommes; plus de maréchaux hollandais, suppression de la noblesse créée par Louis : ces derniers articles étaient ceux de l'amour-propre, les plus sensibles à l'âme « royale » de Louis ! Il voulait partir, se porter au milieu de « son peuple », organiser la résistance. Comme Joseph, en 1808, il cherche un soutien en Europe et s'adresse directement au tsar, ne sentant pas à quel point ces sollicitations trahissent, dans le présent, le désordre, et, pour l'avenir, le doute sur les desti-

[1] A Louis, 21 décembre 1809. Rocquain. — Cf. t. IV, p. 240, 270, 273, 319; et t. V, p. 225, 313-314.

[2] Instructions à Reubell et Sieyès, 4 mai 1795

nées de l'empire. Il se met en relations avec le colonel russe Gorgoli, aide de camp d'Alexandre, venu avec des dépêches. Il lui remet une lettre pour le tsar, demandant « la bienveillance, l'amitié et l'appui tout puissant de Sa Majesté impériale ». Il lui représente que l'annexion de la Hollande « achèverait l'indépendance de l'Angleterre... ». — « La Hollande est l'entrepôt naturel pour le commerce du Nord et intéresse directement Votre Majesté [1]. » Napoléon ignore cette démarche, mais il interdit à Louis de regagner la Hollande. « Sans doute, lui dit-il le 23 décembre, pour y lever contre moi l'étendard de la révolte. Cela ne se fera pas. » Il garde le prince royal en otage et, si Louis s'enfuit, « la réunion sera aussitôt irrévocablement décrétée. — Que ne me placez-vous vous-même sous la surveillance de votre police ? — Vous le serez comme tout autre quand je l'ordonnerai, » réplique Napoléon.

Louis se soumit, momentanément, et Napoléon se radoucit. Une négociation en forme s'engagea entre les ministres. Napoléon recula devant ce scandale de famille au moment où se négociait son mariage ; il craignit l'inquiétude que la réunion de la Hollande jetterait parmi les princes inféodés. Puis cette arrière-pensée : avec l'alliance russe, il se flattait encore de « détruire Carthage » ; mais si la Russie se dérobait à l'alliance, il faudrait changer le jeu, se retourner vers l'Autriche, renoncer à la grande contrainte contre l'Angleterre et tâcher de revenir, comme au lendemain de Lunéville, à une autre paix d'Amiens [2] ; pour négocier avec l'Angleterre, la Hollande offrait un intermédiaire utile. La menace publique d'annexer ce pays effraierait peut-être les Anglais et les engagerait à traiter ; s'ils s'y refusaient, Napoléon aurait tout disposé pour une réunion dont il rejetterait sur eux la responsabilité et qui lui serait indispensable pour reprendre la lutte : ainsi pour le Piémont, entre Lunéville et Amiens,

« Je ne puis, écrit-il à Champagny le 6 janvier 1810, laisser

[1] 19 décembre 1809. Masson.
[2] Voir Pasquier, *Mémoires*, t, I, p. 389.

cette nation l'auxiliaire de l'Angleterre... Insistez sur la nécessité de recourir à toute la puissance que Dieu m'a donnée pour faire du mal à l'Angleterre... » — « Il faut que le conseil des ministres — de Hollande — écrive une lettre au secrétaire d'État des affaires étrangères d'Angleterre, qui sera portée par un agent secret. Cette lettre fera connaître le tort qui résulterait pour l'Angleterre de la réunion, et que si l'Angleterre voulait éviter la confusion en Hollande, elle pourrait le faire en entamant des négociations... » Louis composa une lettre pour ses ministres; Napoléon la trouva trop faible; il la renforça, et la lettre partit le 12 janvier 1810. Puis, afin d'imposer aux Anglais, et surtout afin de se mettre en mesure d'étouffer les velléités de résistance qui se manifestaient en Hollande, il mande à Oudinot d'occuper Berg-op-Zoom et Bréda. Oudinot notifie cet ordre aux Hollandais, le 14 janvier : ils résistent. Napoléon menace Louis de marcher sur Amsterdam, de décréter la réunion : « S'il s'en allait, je réunirais le pays[1] ». Le 20, il décrète la formation d'une *armée du Brabant*. « Tous les pays situés entre la Meuse, l'Escaut et l'Océan, formeront le territoire de cette armée. » Enfin, le 24 janvier, part pour La Haye une note destinée à amorcer les négociations avec l'Angleterre ou à rejeter sur elle la responsabilité de l'annexion. « Sa Majesté impériale se propose de rappeler auprès d'elle le prince de son sang qu'elle a placé sur le trône de Hollande, de faire occuper tous les débouchés de la Hollande et tous ses ports par les troupes françaises. » Le 25, en transmettant cette note à ses ministres, Louis ajoute : « Le sort de la Hollande dépend du ministère anglais. » Oudinot exécute ses ordres et prend possession des pays entre la Meuse et l'Escaut. Le 30 janvier, le *Moniteur* publie cette note à l'adresse de l'Angleterre : « Comme un des résultats de la première et de la seconde coalition a été d'étendre les côtes de la France jusqu'à l'Escaut, le résultat

[1] A Clarke, 18 janvier; à Champagny, 19 janvier; Louis à Clarke, 18 janvier. Rocquain. — Clarke à Oudinot, 24 janvier. Ducasse. — Note du 24 janvier Masson. — Napoléon à Champagny, 27 janvier 1810. Lecestre.

de vos ordres du conseil de 1807 sera d'étendre les côtes de la France jusqu'à l'Elbe. »

Tout agité qu'il est par sa triple hypocondrie, morbide, conjugale et royale; forcé de restituer par morceaux le royaume qu'il voudrait garder, et de garder la femme dont il voudrait se séparer, Louis comprend, à la fin, qu'il faut se soumettre et chercher une transaction.

Tandis qu'il travaillait ainsi à se faire traiter en roi de naissance, c'est-à-dire dépouiller et détrôner selon les formes, Jérôme, plus aimé, plus adroit aussi à jouer des faiblesses de Napoléon, continue à se faire traiter en frère, c'est-à-dire combler d'argent, de terres et d'Allemands. Napoléon l'avait, comme Louis, fait venir à Paris; il l'admoneste sur ses dettes et lui demande une note sur les conditions où se trouve la Westphalie. Jérôme lui répond, le 6 décembre 1809 : « Le royaume de Westphalie ne peut se soutenir si, avec le Hanovre, Fulda, Nassau et tous les petits princes enclavés dans son territoire, l'empereur ne lui donne point un débouché quelconque pour son commerce. » Napoléon y consent, en partie, mais de façon à tenir Jérôme et sa Westphalie plus étroitement liés qu'auparavant; à lui rendre la vie pénible, l'obéissance nécessaire; et, faute d'obéissance, à se rendre, à lui, la confiscation facile. Il lui concède le Hanovre, moins 15,000 habitants et 4 millions 500,000 francs de revenu qu'il garde à sa disposition : il fixe l'arriéré des contributions à 16 millions, le contingent militaire à 26,000 hommes; plus, jusqu'à la fin de la guerre, l'*entretien* de 18,500 hommes de troupes françaises, ce qui s'entend, comme en Hollande, depuis le traité de 1795 : « Solder, nourrir, habiller ces troupes et pourvoir à tous leurs besoins quelconques. » Jérôme signe, les yeux fermés, comme tous les prodigues, et s'en va annoncer la bonne nouvelle aux États de Westphalie. La Westphalie, dorénavant, était « une puissance », et le carnaval continua dans le royaume [1] !

[1] Traité du 14 janvier 1810. De Clercq.

Quant à Joseph, Napoléon ne lui écrivait même plus. « Le métier que je fais est intolérable, mandait le roi... Si la conduite de l'empereur a eu pour objet de me dégoûter de l'Espagne, son but est rempli. » Et ce philosophe ajoutait, songeant sans doute à Marc-Aurèle : « Je n'ai pas besoin de couronne pour être homme, et je me sens assez grand par moi-même pour ne pas vouloir monter sur des échasses [1]. » Marc-Aurèle commandait les armées, il succomba à la peine. Sans même pousser jusqu'à ce degré le stoïcisme royal, Joseph décida de partir à la conquête de l'Andalousie. Le véritable motif de cette expédition, c'était de se dérober à une rencontre humiliante avec Napoléon. Mais Napoléon, en ce temps-là même, renonçait définitivement à retourner en Espagne. Il n'y prenait au sérieux que les Anglais, et il s'imaginait qu'en y envoyant Masséna, suivi par Ney, appuyé par Soult, il en aurait promptement raison. Il s'aveuglait sur l'importance capitale de cette guerre d'où il dégageait sa personne, où il engageait ses ressources. « Si la guerre d'Espagne dure, disait Wellington, l'Europe est sauvée. » Comme Napoléon prétendait diriger les opérations de Paris, et que Joseph, incapable, se refusait au rôle de vice-roi, Napoléon se rejeta sur un dessein conçu depuis quelque temps et qui était de démembrer le royaume, d'en réunir une partie à la France et de gouverner le reste par ses maréchaux. C'était le seul moyen, pensait-il, d'en finir promptement avec la guerre et d'amener, au besoin, Joseph à abdiquer la couronne. Bref, il inclinait à préparer, en Espagne, ce qu'il était en train d'accomplir en Hollande.

[1] Joseph à la reine Julie, 8 novembre 1809.
[2] A Champagny, 28 janvier 1810.

V

Ces graves affaires se débattaient au milieu des fêtes données en l'honneur des rois de Saxe et de Wurtemberg. Ces fêtes occupaient la galerie, et la présence des souverains détournait les propos qui circulaient sur le mariage. On parlait de fiançailles avec une princesse de Saxe. En réalité, les préférences de Napoléon restaient à la Russie. Il fit envoyer au tsar son discours du 3 décembre ; il y ajouta cet avis, dicté par lui à Champagny, qui le transmit à Caulaincourt [1] : « Que l'on calcule les moments, parce que, *tout cela étant une affaire de politique*, l'empereur a hâte d'assurer ses grands intérêts par des enfants. » Point de grande-duchesse à Napoléon, point de garantie au tsar contre le rétablissement de la Pologne. C'est à prendre ou à laisser, sur-le-champ, sans détours. L'empereur « désire savoir absolument avant la fin de janvier à quoi s'en tenir ». Les courriers de Caulaincourt motivent cette espèce d'ultimatum conjugal : ils ne contiennent pas un mot du mariage ; en revanche, des récriminations, des difficultés, des susceptibilités mesquines dans les affaires de Gallicie et dans celles des Principautés [2]. Napoléon pousse l'esprit de conciliation, dans les formes, jusqu'où il faut pour montrer la vivacité de son désir. Il fait tenir à Pétersbourg l'*exposé de la situation*, lu, le 12 décembre par Montalivet au Corps législatif. Alexandre y pourra voir cette phrase : « Sa Majesté n'a jamais eu en vue le rétablissement de la Polonge. » Mais la méfiance croît.

Le divorce a été prononcé le 15 décembre, aux Tuileries, avec cette dignité pompeuse que Napoléon apportait à tous ses actes officiels. Le procès est entamé devant l'officialité. La

[1] 12 décembre 1809. Albert Vandal, t. II, p. 194.

[2] Note à Champagny, 17 décembre. Lecestre. — A Caulaincourt, 17 décembre 1809.

période d'incertitude ne peut se prolonger. Napoléon songe de plus en plus à se ménager une retraite et un en-cas. L'occasion s'en offre. L'ambassadeur d'Autriche, le prince Schwarzenberg, est arrivé à Paris; Floret a reçu ses directions. Il s'en ouvre adroitement à Sémonville, entremetteur qualifié en politique et référendaire par tempérament. Ils se rencontrent, pour le piquant de l'affaire, à un cercle de Joséphine, l'un des derniers qu'elle ait tenus aux Tuileries. « Eh bien, dit Floret, insinuant, à voix basse, voilà donc qui est décidé?... — Il paraît, répond Sémonville : l'affaire est faite parce que vous n'avez pas voulu la faire vous-même. — Qui vous l'a dit? — Ma foi, on le croit ainsi. Est-ce qu'il en serait autrement? — Pourquoi pas? — Serait-il vrai que vous fussiez disposés à donner une de vos archiduchesses? — Oui. — Qui? Vous, à la bonne heure; mais votre ambassadeur? — J'en réponds. — Et M. de Metternich? — Sans difficulté. — Et l'empereur? — Pas davantage. — Et la belle-mère qui nous déteste? — Vous ne la connaissez pas; c'est une femme ambitieuse, on la déterminera quand et comment on voudra. » Laborde, de retour à Paris, vit Schwarzenberg, lui souffla de se « tenir prêt à tout événement ». Les Beauharnais, Joséphine toute la première, sont antirusses : Joséphine cède la place, mais que ce soit au moins à une autre Marie-Antoinette; ses préjugés d'ancienne cour et d'ancien régime se retrouvent jusque dans cette catastrophe de sa destinée. La comtesse Metternich passait à Paris. Le 2 janvier, elle est mandée à Malmaison, et la reine de Hollande l'y accueille par ces mots : « Vous savez que nous sommes tous Autrichiens dans l'âme; mais vous ne devineriez jamais que mon frère a eu le courage de conseiller à l'empereur de demander votre archiduchesse. » Joséphine intervient et insiste : « Il faut que nous tâchions d'arranger cela; » c'est le seul moyen de sauver l'Autriche et d'éviter un schisme! La comtesse le mande aussitôt à son mari [1].

[1] La comtesse Metternich à son mari, 3 janvier 1810.

Metternich a déjà entrepris son maître. Le 25 décembre, il écrit à Schwarzenberg : « Si le divorce a lieu, il serait possible que l'on vous sondât sur une alliance avec la maison d'Autriche... Je connais un parti qui, à Paris, s'emploiera très directement en faveur de cette idée : c'est celui qui, depuis longtemps, vise à mettre des bornes aux bouleversements de l'Europe. » Si Napoléon fait une avance à l'Autriche, c'est qu'il ne songe pas, pour l'instant, à la détruire. « L'empereur, notre auguste maître, a, dans toutes les occasions, prouvé que le salut de l'État est la première de ses lois. » Il autorise Schwarzenberg à recevoir les ouvertures qui lui seraient faites, sous la réserve que rien, dans le mariage, ne serait contraire aux préceptes de la religion. Ce mariage, qui garantirait l'existence de l'Autriche, romprait l'alliance russe. « Je regarde cette affaire comme la plus grande qui puisse, en ce moment, occuper l'Europe », écrit Metternich à la comtesse [1].

Cependant Napoléon, ne recevant aucun avis de Pétersbourg, s'inquiète sérieusement de difficultés dont il avait affecté de tenir peu de compte : l'âge de la grande-duchesse, sa religion. Le 9 janvier, l'officialité diocésaine déclare nul le mariage religieux avec Joséphine. Cette sentence enlève tout obstacle de principe à un mariage autrichien. Toutefois, Napoléon s'est trop avancé avec la Russie pour reculer. Il laisse à Alexandre le soin d'en décider.

VI

Alexandre se flatte de jouer Napoléon. Il persiste à séparer les deux affaires que Napoléon tenait à lier : la Pologne et le mariage. Roumiantsof, qui ne considère que la Pologne, pro-

[1] Cf. rapport d'ensemble à François II, 17 janvier 1811, rétrospectif. — Metternich à sa femme; à Schwarzenberg, 27 janvier 1810.

fite des dispositions où il voit Caulaincourt pour lui présenter un projet de convention où on lit cette phrase : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. » Caulaincourt avait pour instructions « de ne se refuser à rien » sur cet article, et il consentit ; mais il avait reçu, dans le même courrier, l'ordre de demander l'archiduchesse[1]. Il saisit la première occasion d'adresser sa demande au tsar. Il dînait, le 28 décembre, au palais. L'empereur, au sortir de table, l'entretint longuement, avec toutes les marques de la confiance. Caulaincourt prononça les paroles significatives. Alexandre, tout en souriant, éluda la réponse, alléguant la nécessité où il était de consulter sa mère, alors absente de Pétersbourg. Il connaissait la répugnance de cette princesse ; il prévoyait le scandale de sa famille et de sa cour. Il le prévint. « Que pensez-vous, dit-il au grand-duc Constantin, de ce fat de Caulaincourt qui s'avise de me parler ici d'un mariage entre son maître et ma sœur? — Ce que j'en pense? répondit le grand-duc. Je ne crois pas qu'il y ait de j...-f... dans notre famille, voilà mon avis[2]. » L'éloignement de l'impératrice mère se trouvait fort à propos. Alexandre entra en correspondance avec elle et les courriers mettaient du temps entre Tver et Pétersbourg. Il consentit, sans résistance, à tirer en longueur, sous prétexte de sentiment, de religion. Il prépare un refus, mais il le traînera de telle façon que Caulaincourt finira par signer le traité de la Pologne, et que Napoléon, impatient, le ratifiera. S'il réussit dans cette manœuvre subtile, Alexandre remporte un double succès qui le relèvera devant sa cour, devant l'Europe. Les rôles seront changés. Napoléon sera réduit au personnage assez peu flatteur de prétendant évincé, de parvenu éconduit : la Russie recevra sa garantie de Pologne et ne livrera point la grande-duchesse. La convention fut signée le 4 janvier 1810.

C'était compter sans la clairvoyance de Napoléon et sans l'adresse de Metternich. Napoléon reçut les rapports de Cau-

[1] Voir ci-dessus, p. 416-417. Instructions du 22 novembre 1809.
[2] *Mémoires du comte de Moriolles*, p. 255.

laincourt le 27 janvier, perça le jeu d'Alexandre et retourna le sien. Alexandre cherche à « filer son refus » du mariage; Napoléon va « filer son refus » de ratification, et, dans l'intervalle, il se sera nanti d'une princesse qui, sur l'article de la naissance ne le cédera point — tout au contraire — à la grande-duchesse et offrira cet avantage de ne soulever aucune difficulté de religion. Dès lors, disait-il, il importe de ne point paraitre essuyer un refus en Russie et de présenter le mariage autrichien, non comme un pis-aller, mais comme un succès politique.

Le 28 janvier, les plus augustes personnages de l'empire se réunirent aux Tuileries, et l'empereur mit son mariage en délibération, tout comme si rien n'eût été entamé et qu'il s'agît de choisir, pour hautes raisons d'État, la future impératrice des Français. Les donneurs d'avis, sauf Talleyrand, ignoraient le dessous du jeu; leurs opinions, toutes spéculatives ou intéressées, sont de peu de conséquence. Personne ne s'avisa de proposer une Française : trop peu de naissance! Mais, au delà des frontières, ainsi qu'en la consultation classique d'Assuérus :

Chacune avait sa brigue et de puissants suffrages.

Lebrun, duc de Plaisance, demeuré relativement modeste, opina pour une Saxonne et réunit, dit-on, jusqu'à trois voix, dont la sienne. Le concours s'établit entre la Russie et l'Autriche. Murat, en sa qualité de roi révolutionnaire de Naples, en conflit avec le roi de Sicile et sa femme, la terrible Marie-Caroline, sœur de Marie-Antoinette, grand'mère de l'archiduchesse Marie-Louise, se prononça contre l'Autrichienne. Il redoutait un retour à l'ancien régime, à l'ancienne étiquette, une réaction de cour et d'État contre les « nouveaux rois ». Les « nouveaux grands », au contraire, inclinaient vers l'Autriche, convaincus que ce mariage consoliderait la paix; que le renouvellement de l'alliance de 1756 avec une Autriche trop abattue pour devenir redoutable, mais assez forte pour être utile, détournerait l'empereur des expéditions lointaines

vers l'Orient, vers l'Inde où l'entraînerait l'alliance russe. En ce sens opinèrent le prince Eugène et Maret. Fouché gardait, en son particulier, peu de goût pour les souvenirs du 21 janvier et du 16 octobre 1793; il imaginait qu'une archiduchesse, nièce de Marie-Antoinette, ne les goûterait pas plus que lui-même. Otrante et son duché n'avaient rien effacé. Peut-être ce roué croyait-il au libéralisme d'Alexandre, à l'influence du « vertueux » La Harpe; au penchant du tsar pour les ci-devant jacobins et terroristes, devenus libéraux, à sa manière de haute police? Le grave Cambacérès agitait probablement quelques arrière-pensées du même genre. Ce judicieux personnage opina que la guerre serait inévitable avec la monarchie à laquelle l'empereur n'aurait point demandé son impératrice, et il conclut qu'il valait mieux affronter, en ce cas, l'Autriche que la Russie. Quelqu'un hasarda cette observation : « L'Autriche n'est plus une grande puissance. » — « On voit bien, interrompit l'empereur qui jusque-là avait tout laissé dire, que vous n'étiez pas à Wagram. » Talleyrand se confondit en circonlocutions : il était, par excellence, le chef de ce « parti » autrichien sur lequel comptait Metternich, et sa politique le portait de ce côté; mais il était engagé, depuis Erfurt, au service d'Alexandre; il *écrivait* à cet empereur, les besoins d'argent le travaillaient sans cesse; il en recevait, il en demandait davantage[1]. Il ménageait l'Autriche, il ménageait la Russie, il ménageait son propre avenir. Napoléon inclinait évidemment à l'Autriche. Talleyrand jugea imprudent de le contrarier; peut-être d'ailleurs, en favorisant cette alliance, obligerait-il Alexandre, qu'il débarrasserait d'une demande importune, et Metternich dont il seconderait les desseins. Le bruit se répandit que l'Autriche l'avait emporté dans le conseil.

Le 6 février, l'empereur ne douta plus des intentions d'Alexandre. Il lut, ce jour-là, les rapports de Caulaincourt en date des 15 et 21 janvier : la Russie « filait le refus »

[1] Voir sa lettre du 25 septembre 1810, publiée dans les *Débats* du 28 mai 1898, par M. Boudreau.

de la grande-duchesse et se flattait d'enlever, sous main, le traité sur la Pologne! Il avait disposé sa contre-manœuvre, et ne perdit pas une heure. Schwarzenberg reçut, le jour même, la demande officielle de l'archichesse; cet ambassadeur se trouvait en mesure; il se déclara prêt, sauf ratification de son maître, à signer sans désemparer. Et du même coup Napoléon se retourna vers la Russie. On l'avait éconduit, en officier de fortune; on lui faisait sentir le déplacé de la prétention et l'excès de la mésalliance. Il répondit, soldatesquement, en César qui avait destiné les honneurs de sa couche à la fille de quelque Scythe barbare ou de quelque vague Sarmate, et qui, trouvant une princesse de marque supérieure, répudie la fiancée d'expédient. « Vous ferez connaître, écrit-il à Champagny, que les opinions ont été partagées entre les princesses russes et autrichiennes... que l'empereur a remarqué que la princesse Anne n'était pas encore réglée; que quelquefois les filles restent deux années entre les premiers signes de nubilité et la maturité; que rester trois ans sans espérance d'avoir des enfants contrarierait les intentions de l'empereur; que, d'un autre côté, le terme des dix jours [1] était expiré le 16, et que le 21 il n'y avait aucune réponse; qu'il avait été question à Erfurt de la princesse Anne, mais que Sa Majesté se croit suffisamment libre d'engagement, puisqu'il y en a jamais eu... » Voilà pour la grande-duchesse; voici pour la Pologne et le traité signé par Caulaincourt. Visant droit au dessein caressé par Alexandre de se déclarer roi de Pologne: « Je ne puis pas dire que *le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli*, car ce serait dire que si un jour les Lithuaniens, ou toute autre circonstance, allaient le rétablir, je serais obligé d'envoyer des troupes pour m'y opposer. » Il commande de rédiger une nouvelle convention par laquelle il s'engagerait à ne donner « aucun secours ni assistance à quelque puissance ou à quelque soulèvement intérieur que ce puisse être qui tendraient à rétablir le royaume

[1] Demandé par Alexandre pour donner une réponse positive.

de Pologne...[1] » Ces notes dictées, il y ajouta ce billet : « Je vous prie, avant de vous coucher, d'expédier le courrier en Russie... Demain au soir, quand vous aurez signé avec le prince Schwarzenberg, vous en expédierez un second pour faire connaître que je me suis décidé pour l'Autrichienne. Vous viendrez demain à mon lever. Portez-moi le contrat de Louis XVI et l'historique. Écrivez ce soir au prince Schwarzenberg pour lui donner rendez-vous demain à midi[2]. »

« Tout cela est une affaire politique[3]. » Il menait l'affaire comme une opération de guerre, l'investissement d'une capitale, un autre Austerlitz : séparer les Austro-Russes, forcer Alexandre à la retraite, bâcler avec l'Autriche et d'un revers déconcerter et atterrer les Prussiens. Dans cette même journée du 6 février, il leur envoie cet ultimatum : payer quatre millions par mois à partir du 1er janvier 1810, ou cession de Glogau et d'une partie de la Silésie[4]. Il lui importe, en effet, de les placer sous le joug ou de les dépouiller avant qu'Alexandre ait le temps de leur conseiller la résistance et de leur offrir son appui.

Le 7, le contrat de mariage fut signé. Napoléon régla lui-même, relais par relais, la marche des courriers de Paris à Vienne et de Vienne à Paris : arrivée du contrat le 13, ratification le 14, retour du courrier à Paris le 21 ; départ de Berthier, le 22 ; le 28 ou le 29, demande officielle de l'archiduchesse; le 2 mars, mariage par procuration; « la princesse achèvera le carnaval à Vienne et en partira le 7, jour des Cendres[5]. » Elle sera à Paris vers le 26.

[1] A Champagny, 6 février; *Corr.*, t. XX, n° 16,178. Voir, en note, les textes des deux conventions, 4 janvier et 9 février 1810.
[2] A Champagny, 6 février 1810.
[3] Champagny à Caulaincourt, 13 décembre 1809. Voir ci-dessus, p. 426.
[4] A Champagny, 6 février 1810.
[5] A Champagny, 7 février 1810.

VII

Comme en toutes les grandes affaires, Napoléon poussa les conséquences. Ce mariage commandait toute la politique, et toute la politique s'en ressentit. Des ménagements d'un côté, en Hollande ; des exigences, de l'autre, en Espagne. C'est qu'en vue de la paix possible avec l'Angleterre il convenait de ne point supprimer immédiatement la Hollande, et qu'en vue de la même paix il fallait s'assurer les positions dominantes en Espagne et en Allemagne ; lier l'Autriche par avance ; établir puissamment le *statu quo* sur lequel on traiterait, ou que, à défaut de traité de paix générale, on obligerait l'Autriche à garantir.

Ainsi, le 8 février, l'Espagne est divisée en grands commandements entre les maréchaux ; elle sera traitée, partout où les maréchaux s'établissent, en pays conquis ; le 21 février, la Catalogne est quasi réunie : on arborera, « au lieu de l'étendard espagnol, l'étendard français et catalan », on ne « souffrira aucune communication entre les habitants et le roi ; ni le roi ni ses ministres n'ont rien à voir en Catalogne... Il est des parties de l'Aragon qui sont indispensables à la sûreté de la France... Il est donc possible que mon intérêt et celui de la France ne soient pas d'accord avec celui des ministres de Madrid[1] ». La nonchalance de ce gouvernement est « inconcevable ». L'Espagne est décidément trop onéreuse. Une seule compensation, et il y a songé au temps de Charles IV : se faire céder les territoires jusqu'à l'Èbre. Il en prépare l'annexion. Comment y contraindre Joseph ? Il n'en voit pas d'autres moyens que ceux qu'il emploie en Hollande : le dégoûter du règne, l'acculer à l'abdication, car, pas plus que Louis, Joseph

[1] A Berthier, 8, 21 février ; à Clarke, 10 février 1810.

ne consentira de bonne grâce à démembrer « son royaume ». Napoléon en vient alors à regretter la comédie de Bayonne : les Bourbons dégénérés se montraient plus complaisants que ces Bonaparte exaltés de leur royauté récente. Il songe à renouer avec le prince des Asturies, le captif ennuyé de Valençay. Que ne consentirait pas ce prince pour recouvrer la couronne? La combinaison, esquissée à Madrid[1], d'un mariage entre Ferdinand et la fille de Lucien revient à la pensée de l'empereur. Il fait venir à Paris cette Charlotte qu'il avait été question, un moment, de donner à Ferdinand. L'opération présenterait encore cet avantage, c'est que, débarrassé de l'Espagne, il pourrait, en cas d'une guerre avec la Russie — qu'il faut prévoir désormais — rappeler son armée. L'Espagne a coûté 300 millions, elle absorbe 200,000 hommes, et voilà Joseph sur le même pied que Louis,

Louis se débat, détraqué tour à tour et rusé; obstiné dans tous les cas et répugnant irrésistiblement à l'idée de « cesser de régner » comme un Bourbon, un Bragance, un simple Brunswick. Il lui échappe des mots d'une lucidité surprenante en son hypocondrie : « Il n'y a point eu d'empire d'Occident jusqu'ici. Il va y en avoir un bientôt vraisemblablement[2]. »

Champagny était à bout de procédures et de patience. Napoléon recourut à Fouché. Fouché se tenait aux aguets, désireux de faire oublier à l'empereur le mécontentement où l'avait jeté son excès de zèle, et aussi son retour d'énergie conventionnelle dans l'été de 1809. Il lui fallait, à tout prix, se rendre de nouveau nécessaire, se rendre populaire, et le moyen, c'était, aux approches du mariage, de procurer à la France la paix et à l'empereur le loisir de donner une dynastie à l'empire. Talleyrand passait pour Autrichien. Fouché avait, depuis longtemps, jeté son dévolu sur l'Angleterre. Ce policier, très délié, grand machiniste de complots, connaissant toutes les intrigues, pour y avoir mis la main,

[1] Voir ci-dessus, p. 214, 233.
[2] A Napoléon, 4 février 1810. Rocquain.

toutes les factions pour y avoir manœuvré; il se piqua toujours de haute diplomatie, et rêva, toute sa vie, les Affaires étrangères, convaincu d'y réussir par ses moyens de cabale, et persuadé que, s'il réussissait, il évincerait à jamais l'éternel rival, devenu l'allié d'occasion, Talleyrand. La diplomatie n'était, pensait-il, qu'un préjugé de coterie. Il s'y trompa et, chaque fois qu'il en tâta, il se laissa jouer, comme il jouait les émigrés et les jacobins, en les leurrant de leurs propres illusions. La sienne consistait à croire à l'esprit pacifique des Anglais, gouvernement et nation; il se les imaginait désintéressés; il se persuadait que Napoléon seul les avait contraints de rompre la paix d'Amiens; il se figurait qu'en les rassurant, en renonçant au blocus, on les conduirait à céder sur l'article du Rhin, sur l'Allemagne, sur l'Italie peut-être. Ses agents en Angleterre le lui mandaient, parce qu'il désirait le lire, et, à son tour, il l'insinuait dans ses bulletins de police, pour en persuader Napoléon. Depuis le mois de janvier 1810 il entretenait, à Londres, pour émissaire auprès du marquis de Wellesley, un ancien émigré, Fagan, chargé de tâter le ministère anglais. Puis il avait tenté d'autres démarches par le maître intrigant et spéculateur, Ouvrard, et des banquiers de Londres.

Il vit Louis le 4 janvier et le confessa en partie. Il n'eut pas de peine à pénétrer le secret des négociations qui allaient s'entamer par l'entremise de ce prince et de ses ministres hollandais. Son imagination l'emporta : il se vit médiateur de la paix de la famille impériale entre Napoléon et Louis, médiateur de la paix du monde entre l'Angleterre et le Grand Empire.

Sur ces entrefaites, Louis tomba malade, ou feignit de l'être. Champagny continuait de négocier avec les ministres hollandais; il semblait que l'on revînt au temps de la République batave. C'était le même ton, presque les mêmes phrases. « Si l'on veut prendre un arrangement, il faut le faire sans délai, parce que d'un moment à l'autre je prendrai le décret de réunion. » Une note, en ce sens, parut au *Moniteur*,

le 22 février [1]. Louis capitula. « Je viens de voir la note... Je supplie Votre Majesté de terminer ces affaires de Hollande en faisant rédiger par son ministre des affaires étrangères les stipulations que Votre Majesté désire. » Napoléon lui avait écrit, au début de la négociation : « Mon opinion est que Votre Majesté prend des engagements qu'elle ne peut pas tenir et que la réunion de la Hollande n'est que différée [2]. » Il le pensait toujours; mais il avait ses motifs pour ajourner. Le traité fut, dès lors, convenu sur le principe du thalweg du Wahal, et Louis resta roi provisoire d'un royaume amputé [3].

Ne doutant plus du mariage et comme s'il était sûr désormais d'une postérité, Napoléon en règle les titres, qualités et domaines. Le 30 janvier, paraît un sénatus-consulte *relatif à la dotation de la couronne.* Il faut le comparer au sénatus-consulte du 18 mai 1804, *organique* de l'empire, pour mesurer la différence des temps. En 1804, l'hérédité directe n'est qu'une hypothèse; le texte sur l'adoption et la succession indirecte au trône, le titre VII : *De la famille impériale*, est le titre principal. En 1810, c'est le titre IV : *Du douaire des impératrices et des apanages des princes français.* « Les apanages sont dus : 1° aux princes fils puînés de l'empereur régnant ou de l'empereur ou du prince impérial décédés; 2° aux descendants mâles de ces princes. » Il n'est plus question de collatéraux. Quant au prince impérial, un sénatus-consulte du 17 février décide : « Il porte le titre et reçoit les honneurs de roi de Rome. »

Ce sénatus-consulte arrête définitivement la réunion des États romains, et du même coup la subordination, à l'empire, du Pape et des cardinaux. L'exposé des motifs déclare la réunion nécessaire : « L'histoire l'indique, la politique le conseille, le génie le décide... L'empereur rassemblera les parties trop longtemps séparées de l'empire d'Occident; il

[1] A Champagny, 17, 22 février; Louis à Napoléon, 22 février 1810. Rocquain.
[2] 21 décembre 1810.
[3] Le traité fut signé le 16 mars 1810. De Clercq, t. II, p. 328.

régnera sur le Tibre comme sur la Seine. Il fera de Rome une des capitales du Grand Empire. » Napoléon prétend imposer à Pie VII le serment « comme les papes le prêtaient à Charlemagne et à ses prédécesseurs[1] ». Il veut la papauté en France; il y fait transporter tous les objets nécessaires aux cérémonies; il veut concentrer à Paris la direction des affaires spirituelles de la catholicité. En même temps qu'il prétendait réduire le Pape au rang de grand dignitaire, quelque chose comme l'archi-évêque, le grand inquisiteur, le grand official et directeur général des consciences catholiques dans l'empire, il lui signifie les articles organiques de ce nouveau Concordat; le décret qui déclare « l'édit de Louis XIV sur la déclaration du clergé de France de mars 1682... loi générale de l'empire[2] ». Enfin, et rien ne trahit plus clairement les vues d'avenir de Napoléon; rien ne marque d'une manière plus significative le lien entre la réunion accomplie de Rome, la réunion stipulée des pays entre l'Escaut et la Meuse, la réunion projetée de la Hollande et celle de l'Espagne jusqu'à l'Èbre, un traité, signé à Paris le 16 février, crée, au bénéfice viager du prince primat de la Confédération du Rhin, un *grand-duché de Francfort* qui, après la mort du titulaire, Dalberg, passera au prince Eugène. Dans la pensée de Napoléon, le royaume d'Italie serait dévolu au second fils de son futur mariage. En attendant la venue de cet héritier, « nos peuples d'Italie ne seront pas privés des soins et de l'administration » du prince Eugène[3].

Tels étaient les soins dont Napoléon distrayait l'attente de ses fiançailles. Le courrier de Vienne revint à point nommé : arrivé à Vienne le 15 — au lieu du 13 — il était de retour à Paris le 23 février. Napoléon écrivit aussitôt à Madame mère, au roi Joseph, à François II et à l'archiduchesse : « Ma cousine, les brillantes qualités qui distinguent votre personne nous ont inspiré le désir de la servir et honorer... » Berthier

[1] Note, *Corr.*, t. XX, p. 169.
[2] Décret du 25 février 1810,
[3] Message au Sénat, 1er mars 1810.

partit pour Vienne, et l'empereur s'occupa de la maison de l'impératrice ; il se fit une grande poussée de ci-devant nobles, une grande émission de cordons avec plaques et diamants pour de ci-devant Jacobins : on vit dans la *Maison* autour d'un Rohan, premier aumônier — souvenir fâcheux pour une nièce de Marie-Antoinette — un prince Aldobrandini, une Mortemart, une Talhouët, une Bouillé, une Brigode, et, dans ce cadre, la nouvelle noblesse : Bassano, Montebello, Rovigo, Duchâtel. Les prisonniers d'Olmütz, ambassadeurs de Danton en 1793, Maret, Sémonville et Beurnonville, reçurent Saint-Étienne ou Léopold avec plaque de 300,000 livres, « ganse et épaulette », « afin, écrivait un confident, de faire marque d'oubli et marque de bons souvenirs au parti raisonnable des Jacobins ou des constitutionnels ». Puis Champagny rédigea une circulaire aux envoyés français : « Vous y direz, mandait l'empereur [1], qu'un des principaux moyens dont se servaient les Anglais pour rallumer la guerre du continent, c'était de supposer qu'il était dans mon intention de détruire les dynasties. Rien ne m'a paru plus propre à calmer les inquiétudes que de demander en mariage une archiduchesse d'Autriche... »

A Vienne, on mena d'abord grand éclat de scandale dans les salons de la vieille noblesse, dans le monde où fréquentaient et cabalaient les Russes. On s'indigna, comme d'une suprême brutalité révolutionnaire, de cette violation du gynécée; on se lamenta sur le sacrifice de cette Iphigénie de Cour et d'État. C'est « une stupeur muette » quand on apprend la nouvelle; c'est un cri d'horreur quand on ose en parler [2]. Et le fait est que, depuis 1792, la vieille Europe n'avait point vu de pareil prodige, ni quelque chose de mieux fait pour donner le vertige aux têtes sans cervelle. « On se récrie, rapporte une femme d'esprit alors en passage à cette cour, sur l'inconvenance et la lâcheté d'une alliance qui met au pouvoir du *plus infâme usurpateur* la première princesse du monde. Ce ne sont

[1] A Champagny, 26 février 1810. Lecestre.
[2] *Mémoires de la comtesse Potocka.* — Cf. t. I, p. 4.

qu'imprécations et sanglots étouffés. Les uns affirment que le *monstre* est poltron ; que bientôt il deviendra imbécile, vu qu'il tombe du mal caduc. » La jeune princesse succombera au désespoir! Napoléon deviendra fou d'orgueil! Le ciel, certainement, va réveiller ses foudres et l'abîme engloutira ce moderne Nabuchodonosor. L'arrière-petite-fille de Marie-Thérèse remplaçant, au lit du soldat de fortune, la petite créole Joséphine, l'ex-favorite de Barras! Une archiduchesse, belle-fille de la demi-paysanne corse, Lætitia; belle-sœur de la bourgeoise Mme Joseph, de Mme Louis, de l'ex-veuve Leclerc et de la « femme Murat »! A la réflexion, on en prit son parti, l'empereur d'abord, écoutant, par la voix de Metternich, parler le sage Ulysse :

S'il la voit tarder,
Lui-même à haute voix viendra la demander.
Nous sommes seuls encor : hâtez-vous de répandre
Les pleurs que vous arrache un intérêt si tendre;
Pleurez ce sang, pleurez; ou plutôt, sans pâlir,
Considérez... l'honneur qui doit en rejaillir...
Voyez tout l'Hellespont blanchissant sous nos rames...

François vit la confusion de la Russie, l'Autriche assurée de vivre, la question d'Orient rouverte à son profit, et ses pleurs cessèrent de couler. La société fit comme le maître. Ainsi qu'il convenait au pays où Mozart avait composé la *Flûte enchantée,* la tragédie finit avec des danses. « L'Autriche, disait le vieux prince de Ligne, fit au minotaure le sacrifice d'une belle génisse. » Et tout le monde en raisonna comme cette aimable Polonaise, la comtesse Potocka : « qu'il serait amusant d'aller maintenant à Paris *assister à cette brillante mésalliance.* » Et l'on s'y empressa. Ce qui ne put s'y rendre se contenta de faire la haie sur le passage du carrosse impérial où Berthier voiturait la « prise » de Napoléon, et de se donner le spectacle symbolique de cet enlèvement d'Europe par le nouveau Jupiter.

Pendant que la fiancée impériale s'acheminait à petites journées vers la France, Napoléon rompait la veillée par le

plus extravagant des intermèdes de vaudeville[1]. Un agent anglais, qui se faisait fort d'enlever Ferdinand de Valençay, est arrêté par la police. Napoléon et Fouché imaginent de lui prendre son nom et ses papiers, et de dépêcher, sous ce masque, un espion qui fera « parler » Ferdinand et s'assurera de ses sentiments envers l'empereur. Ces sentiments sont tels que Napoléon les peut souhaiter. Le prince le complimente au sujet de son mariage et lui écrit : « Mon premier désir est de devenir le fils adoptif de Sa Majesté », et, pour le devenir, d'épouser une princesse du sang impérial. Si Joseph se montre trop récalcitrant, Napoléon a désormais de quoi le remplacer : Ferdinand, à Valençay, aspirant aux fiançailles, et, à Paris, chez Madame mère, la fiancée disponible, Charlotte Bonaparte, la fille de Lucien.

Le 28 mars, Marie-Louise fit son entrée dans Compiègne, et le lendemain toute la cour se dit à l'oreille que, sans attendre même la consécration du mariage provisoire de Vienne, elle était tombée... aux bras de son époux. Napoléon, qui s'était fait tracer par Maret l'*historique* des mariages royaux, put se réclamer des précédents illustres d'Henri IV et de Philippe V, de Marie de Médicis saisie au passage, et d'Élisabeth Farnèse empoignée en une auberge, au relais de la poste. Les gens du monde peu renseignés sur ces façons, ignorants l'histoire de ces rois empressés et de ces princesses dociles, trouvèrent que Napoléon en usait trop à la housarde, comme en Égypte, et qu'il confondait l'archiduchesse avec Mme Fournès[2]; Marie-Louise, pure Viennoise de tempérament, et bonne enfant sous le diadème, prit à cœur de rassurer les âmes sensibles. Elle ne les laissa pas gémir longtemps sur son prétendu sacrifice. Elle mit la même complaisance à recevoir, des mains de son auguste père et par l'entremise officielle de Metternich, le général de la République Bonaparte pour époux légitime, que cinq ans

[1] Léon Grasilier, *Aventuriers politiques sous le Consulat et l'Empire, le Baron de Koli.*

[2] Ségur, t. I. p. 425.

après, cet époux vivant encore, à recevoir pour « chevalier d'honneur » et lieutenant conjugal, le général autrichien Neipperg, aussi amoureusement docile à la mésalliance qu'à l'adultère.

Napoléon, dans les fêtes qui furent somptueuses et splendides, parut rayonnant. Se rappelant peut-être un peu trop d'où il était parti, et oubliant par quels chemins de gloire il avait amené dans son palais cette insouciante, grasse et insignifiante Autrichienne, ses délices d'alors : « Mon mariage avec Joséphine était dans le temps pour moi ce qu'est mon mariage avec une archiduchesse », dit-il en un moment d'effusion[1]. Paris, illuminé, l'acclamait; les vœux affluaient de toute la France; les adulations de toute l'Europe, sauf de Pétersbourg et de Londres. Les Anglais enrageaient. Le courrier, qui apportait à Paris le refus définitif de la grande-duchesse, s'était croisé en chemin avec celui qui portait en Russie l'annonce du mariage autrichien. Il ne serait plus, pensait-il, joué par Alexandre! Il le devait être et plus cruellement, par son nouveau partenaire au jeu des alliances, l'entremetteur des fiançailles, le tuteur du mariage, le souffleur de la politique nouvelle, Metternich, venu à Paris pour assister aux fêtes ; le plus empressé, le plus flatteur des courtisans de haute marque; obséquieux avec insolence; tenant à prouver à Napoléon que, s'il n'existait rien de supérieur à l'ancienne noblesse française pour le service de cour, rien ne surpassait la vieille noblesse du Saint-Empire dans le cynisme de la servitude politique et l'hyperbole des adulations. Le jour du mariage, aux Tuileries, un repas fut offert au corps diplomatique. Le public se pressait sous les fenêtres. Metternich, prenant désormais le personnage d'ambassadeur de famille, se leva, au moment des santés et, laissant à ses collègues empesés les hommages d'étiquette, ouvrit la fenêtre, leva son verre devant la foule et cria : « Au roi de Rome! » Et c'est ainsi que, Rome confisquée, le Saint-Siège en séquestre, le

[1] A Campi, 10 avril 1810. Masson.

Pape en prison, cet Allemand, ambassadeur d'un souverain qualifié d'apostolique, qui se posait en défenseur de la foi et restaurateur des « principes », porta, aux acclamations de la foule qui avait vu, moins de vingt ans avant, se dresser l'échafaud de Louis XVI et passer la charrette de Marie-Antoinette, ce toast au sacrilège au nom des croyants, à la lèse-majesté au nom des monarchistes. Il y avait en lui du faquin, a dit Guizot.

VIII

Mais il y avait surtout du diplomate et de l'espèce la plus rare en ce jeune Allemand romanesque, aux nonchalances de dandy, raffiné de boudoir, amoureux de cour, qui tourne la tête des reines et porte des bracelets de cheveux [1], qui calcule quand il semble tout au plaisir, qui médite quand il paraît écouter, sans un doute sur l'excellence de ses « principes », sans un scrupule à abuser de l'amour des femmes et de la vanité des hommes pour les mener à ses fins, sans un remords, que dis-je? sans un sentiment même du mensonge quand il est le menteur, et pour toute conscience, la fatuité raffinée, imperturbable et souveraine. « L'attitude de l'ambassadeur de Votre Majesté à Paris, écrit Napoléon à François, trois jours après le mariage [2], est maintenant celle de l'ambassadeur de Russie avant la dernière guerre. » Il est de toutes les fêtes, au premier rang, et dans l'intimité. Napoléon s'abandonnait avec lui, abandon d'homme heureux, quelque trace aussi d'une légère ivresse des sens, d'un épanouissement voisin de la fatigue, que l'on constate dès lors chez lui, et qui se traduit par une loquacité moins surveillée et dirigée que d'habitude,

[1] « Je l'ai vu en 1810 à Saint-Cloud, raconte Stendhal, quand il portait un bracelet de cheveux de C... M..., si belle alors. » (Caroline Murat). Voir, dans *Essais d'histoire et de critique*, l'étude intitulée *Metternich*. — Frédéric MASSON, t. V, p. 8.

[2] 4 avril 1810.

une facilité à livrer ses projets, une confiance en son génie, en sa fortune qui dégénère en confiance dans la soumission, discrétion et infériorité d'autrui [1].

Metternich savait s'insinuer et plaire, et Napoléon avait besoin de l'Autriche. Les Russes avaient été consternés, écrivait-on de Pétersbourg, par la brillante et redoutable riposte dont Napoléon avait déjoué leur escrime. Ils comprenaient que, l'appât du mariage supprimé par leur fait, Napoléon allait se retirer, par échelons, dans l'affaire de Pologne. « Je trouve ridicules les plaintes que fait la Russie, avait-t-il dit [2]. Je n'ai pu ratifier un acte qui a été fait sans observer aucuns égards et qui avait le but, non d'avoir des sûretés, mais de triompher de moi en me faisant dire des choses absurdes. » Malgré les atténuations qu'y apporte Champagny, c'est le ton, désormais, de la correspondance : la méfiance, les récriminations, le conflit sur la Pologne, la rupture, la guerre, inévitablement, tôt ou tard.

Alexandre en a la conviction aussi vive et aussi nette que Napoléon. Il fait belle contenance à la déconvenue profonde qu'il éprouve; mais, dès lors, il change toutes ses batteries, se tourne à l'hostilité ; il n'observe d'égards pour Napoléon, il n'a de guirlandes pour l'ambassadeur de France, qu'afin de dissimuler ses desseins et ses actes. D'ailleurs, aucune menace contre l'Autriche. L'Autriche le délivre d'un embarras; c'est un motif de plus de la ménager et, en renouant avec Vienne, il montrera à Napoléon le peu que pèsent dans la politique ces mariages dont, en parvenu qu'il est, il fait si grand état et tire tant de vanité. Alopeus, un « des plus déliés » parmi les agents d'Alexandre, est chargé d'une mission ostensible à Naples; cette mission consacre, en apparence, l'entente avec Napoléon [3]. Mais Alopeus prendra sa route par Vienne, c'est la route naturelle; il s'y arrêtera, il y trouvera Pozzo qui y machine contre Napoléon avec l'ardeur de sa haine corse; il

[1] Rapports de Metternich, avril et mai 1810.
[2] A Champagny, 16 mars 1810.
[3] Instructions d'Alopeus, 31 mars, 12 avril 1810. Albert VANDAL.

y verra les amis de la Russie, qui sont nombreux dans les salons, à la cour, à la chancellerie; il verra les ministres : « Si votre politique, leur dira-t-il, a pour objet de faire récupérer à votre monarchie, par les négociations, une partie des forces qu'elle a perdues... Sa Majesté n'y trouvera rien qui ne convienne à ses intérêts... Au nombre des provinces perdues dont l'Autriche peut désirer la récupération, la presque totalité peut retourner sous sa domination sans blesser l'intérêt direct de Sa Majesté. En effet, qu'importe à la Russie si les *Pays-Bas* ou le *Milanais*, ou bien l'État de Venise, le Tyrol, Salzbourg, la partie de l'Autriche qu'elle vient de céder; si Trieste, Fiume, le littoral étaient convoités et même de nouveau successivement acquis par l'empereur François et ses successeurs? La seule règle qu'aurait à suivre en pareil cas le cabinet de Pétersbourg, ce serait de rester fidèle au sage principe de l'équilibre et de ne pas permettre d'accroissement qui n'en procure à la Russie... » Ce n'était pas la paix de Vienne seule qui était mise là en question, ni même la paix de Presbourg, c'était Lunéville, c'était Campo-Formio. Alopeus ramenait les choses où son prédécesseur, Anstett, les avait placées en octobre 1803 [1].

Ainsi, le premier effet de ce mariage qui, pour les spéculatifs, devait brouiller l'Autriche et la Russie, fut au contraire de les rapprocher. Metternich avait vu juste et les événements justifiaient son cacul plus vite qu'il ne l'avait pu espérer. Alexandre recherche les Autrichiens; Napoléon les attire. Il ne croit pas la rupture prochaine entre Alexandre et lui; il se flatte même de la prévenir; mais, pour se garder contre la Russie aussi bien que pour la combattre, il lui faut l'Autriche : c'est ainsi que, fatalement, il va renouveler avec l'Autriche, contre la Russie, la politique qu'il avait pratiquée depuis 1807 avec la Russie contre l'Autriche. C'est toujours en vue du même objet, qui s'imposait depuis Campo-Formio : forcer l'Angleterre à la paix, et par le

[1] Cf. t. VI, p. 333.

même moyen coaliser le continent contre l'Angleterre.

Les ouvertures faites à Londres par l'émissaire des ministres hollandais, Labouchère, n'ont point abouti [1]. Le gouvernement anglais, a répondu Wellesley, ne met point de différence entre la réunion de la Hollande à l'empire et l'assujettissement de ce royaume à la France. On en demeurait donc à l'éternel antagonisme [2]. « Pour n'avoir pas fait la paix plus tôt, l'Angleterre a perdu Naples, l'Espagne, le Portugal et le débouché de Trieste. Il est évident que, si elle tarde à la faire, elle perdra la Hollande, les villes hanséatiques et qu'elle soutiendra malaisément la Sicile. » La menace hyberbolique de 1803 s'était accomplie : l'obstination des Anglais a suscité l'empire d'Occident. Mais les Anglais sont convaincus que leur constance détruira cet empire, et, l'ébranlant par les extrémités, de bastion en bastion, en fera sauter les défenses. « Si nous demandions à Napoléon sa première forteresse de France, qu'en dirait-il? » répondit Wellesley à Fagan, lorsque cet agent de Fouché lui parla de l'Espagne. Wellesley consentit toutefois à rédiger une note, que Fagan copia, où il se déclarait disposé à écouter toute proposition où seraient compris les alliés, notamment l'Espagne [3]. Fouché, continuant de négocier, suggéra par Ouvrard une alliance avec les États-Unis et la constitution d'un empire dans l'Amérique du Sud pour Ferdinand VII [4].

Napoléon ne soupçonnait point cette intrigue et s'il l'eût soupçonnée, il y eût coupé court. « Il est très important, avait-il écrit à Louis le 20 mars, que Labouchère n'ait... aucun caractère officiel et que dans aucun cas il ne puisse montrer aucune pièce signée ni d'une écriture connue. » Cette mission, Labouchère suffisait à l'éclairer sur deux articles essentiels : l'Angleterre ne songeait pas plus sérieusement à la paix qu'en 1803 et en 1806 ; l'annexion de la Hollande,

[1] Rocquain, correspondance de mars-avril 1810.
[2] Voir tome VI, p. 210, 255-258.
[3] 10 mars 1810. Madelin, chap. xx.
[4] Notes du 15 avril 1810, remises par Labouchère et Baring. Madelin, chap. xx.

nécessaire au blocus, ne rendrait point, dans l'état actuel des choses, la paix plus difficile, et, par la guerre, elle permettrait de l'imposer plus facilement. Le traité du 16 mars[1] avait ajourné cette annexion jusqu'à plus ample informé. Napoléon, informé désormais, considéra ce traité comme non avenu et décida l'annexion. Comme on lui signalait de l'inquiétude, des dispositions à la révolte en Hollande, il voulut s'en assurer par lui-même; juger aussi des mesure à prendre pour rendre le blocus plus pressant, plus efficace; visiter les chantiers, contrôler les armements maritimes qu'il avait prescrits et qui devaient produire leurs effets en 1812[2]; enfin, amener Louis soit à abdiquer, soit à se faire détrôner. Il désirait, en outre, présenter la nouvelle impératrice dans les ci-devant Pays-Bas autrichiens et consacrer ainsi la réunion définitive de ces pays à la France.

Il partit le 29 avril. Le 5 mai, il rencontre Louis qui était venu le saluer à Anvers, et Louis lui révèle, très incidemment, l'intrigue de Fouché et la mission de Fagan et d'Ouvrard dont il le croyait instruit. L'agent de Fouché et celui de Louis s'étaient croisés à Londres, en Belgique, en Hollande; ils s'étaient rencontrés dans les mêmes antichambres, les mêmes couloirs; tout tendait à lord Wellesley, tout passait par la banque Baring et Hope. Ouvrard avait arraché à Labouchère son secret en lui confiant une partie du sien. Napoléon, qui avait tant insisté sur le secret de la mission de Labouchère, se trouve engagé beaucoup plus loin qu'il ne lui convenait, exposé à voir rejeter insolemment par l'Angleterre des ouvertures auxquelles on ne pouvait le croire étranger puisqu'elles émanaient d'une part de son frère, le roi de Hollande, et de l'autre d'un homme qui passait, plus que personne, pour posséder la confiance et le secret du maître, chargé de veiller sur sa vie et de machiner, dans les dessous, les mécaniques à longue portée, le ministre de la police et du machiavélisme

[1] Voir ci-dessus, p. 437.
[2] Cf. lettres à Clarke, de Bruges, 20 mai; à Murat, 19 mai; à Decrès, 20 mai 1810.

impérial, le duc d'Otrante. Cette négociation de Londres se présentait comme un Walcheren diplomatique et Napoléon qui n'était pas loin de tourner Walcheren à la haute trahison vit, ici, du premier coup un crime de lèse-majesté. Fouché prétendait gouverner par lui-même, faire la guerre et faire la paix, à sa fantaisie, et certainement à son avantage. Était-il isolé dans cette intrigue, dans ce complot peut-être? Fallait-il y reconnaître une suite du complot de 1808? Celui-là avait entraîné la disgrâce de Talleyrand. Le tour de Fouché était venu.

Napoléon s'emporta d'une furieuse colère. Mais il attendit, pour sévir, que sa colère se fût apaisée, qu'il eût rassemblé ses preuves, qu'il pût en écraser le coupable. Il prescrivit de rechercher la correspondance de Fouché avec Ouvrard, et de mettre ce financier en surveillance. « Vous devez, écrivit-il à Louis le 12 mai, témoigner mon extrême mécontentement au sieur Labouchère. » La mission fut rompue, l'agent désavoué et Napoléon compta un grief de plus contre Louis.

Dès lors, il le harcèle. Il met la main sur toutes ses douanes; il mande à Oudinot de ne rendre « aucun compte ni au roi ni aux ministres hollandais [1] ». Il réclame les neuf vaisseaux promis par le traité du 16 mars, sinon ce traité devient caduc. Et comme Louis proteste, il lui répond : « Tout le monde sait que hors de moi... vous n'êtes rien... Louis, vous ne voulez pas régner longtemps... C'est avec la raison et la politique que l'on gouverne les États, non avec une lymphe âcre et viciée [2]. » Le 23, sous prétexte que l'on avait manqué au cocher de l'ambassade, il rappelle l'ambassadeur; Verhuel, l'ambassadeur hollandais à Paris, reçoit l'ordre d'en sortir dans les vingt-quatre heures. Ces rigueurs devaient pousser Louis à quelque folie; les exigences des troupes françaises, l'invasion du pays, l'occupation de toutes les côtes, de tous

[1] A Oudinot, 12 mai 1810.

[2] Louis à Napoléon, 16 mai; Napoléon à Louis, 20 mai 1810. ROCQUAIN. — Sur la santé de Louis, ainsi brutalement jetée par Napoléon dans la politique, Frédéric MASSON, t. V, p. 218, 329.

les points stratégiques devaient exciter le peuple à quelque sédition : Napoléon en prendrait acte; Louis aurait voulu sa propre déchéance et la nation hollandaise sa propre confiscation. L'une et l'autre se machinaient par les mêmes moyens que, deux ans auparavant, à Bayonne, la catastrophe des Bourbons et l'invasion de l'Espagne.

La colère de Napoléon redoubla lorsque, de retour à Saint-Cloud, le 2 juin, un jour soudainement ouvert sur les négociations souterraines de Londres y fit entrevoir la main de Talleyrand, Il interpella Fouché : « Vous vous croyez bien fin, et vous ne l'êtes guère cependant; c'est Talleyrand qui est fin, et, dans cette occasion, il vous a joué comme un enfant; il a fait de vous son instrument. » Fouché ne supporta point cette ironie. Attaqué dans son amour-propre de machiavéliste, il se découvrit. Loin de nier la correspondance engagée par Ouvrard, il s'en vanta comme d'un service rendu à la patrie et à l'empereur. Napoléon invita Fouché à lui remettre les correspondances d'Ouvrard, fit arrêter par Rovigo ce Turcaret politique dans l'appartement d'une femme aimable, chez laquelle ils fréquentaient tous les deux. Ils s'y rencontrèrent sous prétexte d'y régler des affaires de famille. Ce règlement conduisit Ouvrard à l'Abbaye et Rovigo au ministère de la police, le 3 juin 1810. Fouché, destitué de cette place, reçut, en compensation, le gouvernement de Rome, avec des pouvoirs extraordinaires. Il écrivit aussitôt à Maret, chargé de l'exécution de ces décrets : « Sa Majesté a loué quelquefois mon esprit : elle a été trop indulgente; chez moi, l'esprit est peu de chose, c'est l'énergie de mon âme qui le fait valoir. *L'empereur ne sait pas ce qu'elle vaut, il l'a jugée selon les règles, et il s'est trompé; les événements la lui dévoileront un jour.* »

Sur quoi, il s'enferma dans son château de Ferrières. Napoléon réclama les papiers, Fouché prétendit les avoir brûlés; le fait est que le préfet de police, Dubois, doublé de Réal, perquisitionna et ne trouva rien. Napoléon était à bout de patience. Il destitua Fouché du gouvernement de Rome.

Les papiers de Labouchère, ceux qu'on avait pu saisir de côtés et d'autres, les propos d'Ouvrard, les aveux de Fagan révélaient l'étendue du complot, et le mystère qui le voilait encore le faisait paraître plus ténébreux. Ouvrard trompait Fouché, Fouché trompait Ouvrard. Deux faiseurs attitrés de Talleyrand, Laborie, soupçonné, depuis 1801, d'être *ami de l'Angleterre ;* Montrond, aussi connu par ses bons mots que par ses bonnes fortunes, convive agréable, roué de marque, politique plus qu'équivoque, grand courtier de toutes affaires louches, entraîné dans la disgrâce de son patron et exilé à Anvers, machinaient dans les dessous, et tout ce monde, à l'envi, jouait et trahissait Napoléon. Montrond, enlevé d'Anvers, fut interné dans une forteresse.

Fouché prit peur. Il s'enfuit en Italie avec sa famille, ses titres de rente et... les papiers « anéantis ». Se rappelant qu'il avait été, en sa jeunesse, disciple de Jean-Jacques et, comme tout le monde, sensible... au temps de la Terreur, il écrivit à Maret, de Milan, le 11 juillet : « Vous qui êtes père, n'oubliez pas un père malheureux!... Faites-moi dire un mot de consolation... Croyez à la reconnaissance d'un cœur qui n'a jamais été fermé au malheur. » Il connaissait trop les mœurs de la police impériale pour ne pas redouter quelques rencontres fâcheuses ou quelque embarras sur sa route; ni les chemins ne lui paraissaient sûrs en Italie, ni les auberges, fussent-elles grand-ducales ou royales, suffisamment protectrices.

Il songea à passer en Angleterre et affréta un brick, *l'Élisa*, qui devait l'y porter. Le mal de mer opéra ce que n'avaient pu faire ni les menaces de Napoléon, ni les adjurations de Maret, ni les instances de Rovigo, ni les perquisitions de Berthier, de Réal et de Dubois. Fouché se fit débarquer avec les papiers « anéantis » et renvoya la cassette à l'empereur. Il obtint de la sorte un armistice et se retira dans sa sénatorerie d'Aix, où il attendit les événements[1]. Et, de la même encre

[1] Napoléon à Champagny, 29 juin; à Fouché, à Savary, 1er juillet 1810. Lecestre.

trempée de larmes qui aurait écrit la palinodie à Robespierre si le 9 thermidor eût tourné à l'*Être suprême*, il écrivit à Élisa qui avait facilité son séjour en Toscane et son départ[1] : « La force de mon âme a succombé quand je me suis vu traiter par l'empereur comme un ministre infidèle... Quoi! me disais-je, l'essence des choses est-elle changée? La vertu et le dévouement sont donc des crimes? Mieux vaudrait m'ôter la vie que de me la rendre insupportable. »

Fouché, révoqué, s'était enfui; Louis, poussé dans ses derniers retranchements, abdique, le 1er juillet, et disparaît; Lucien, le plus intelligent et le plus désintéressé des frères, est réduit, pour refuser les présents de Napoléon, au même sort que les autres pour les avoir sollicités; il s'obstine noblement à ne se point séparer de sa femme; ne se jugeant plus en sûreté à Rome, il s'embarque le 7 août et s'exile. Les amis de Joseph, Miot, l'engagent à se démettre : « Saisissez l'occasion de séparer, aux yeux de l'Europe, votre cause... » Le Grand Empire devient inhabitable aux plus proches de Napoléon, à ses plus renommés serviteurs! Les nouveaux rois, les nouveaux ducs émigrent! Ce fut dans toute l'Europe un craquement sourd, et comme si, au lendemain des noces, l'échafaudage des fêtes s'écroulait. Pour ajouter au tapage, la saisie du livre de Mme de Staël, *l'Allemagne* et la déportation, de relais en relais de poste, de l'héroïne littéraire, à Coppet[2]!

Cependant, le 9 juillet, l'empereur a décrété la réunion de la Hollande à l'empire.

Ainsi se consomme l'ouvrage commencé, par le Comité de Salut public, et les raisons qu'en présente Champagny à l'empereur dans l'*exposé des motifs*, sont précisément celles que le Comité avait déduites, en l'an III, pour la Convention : « La Hollande est comme une émanation du territoire de la France, elle est le complément de l'empire; pour posséder le Rhin tout entier, Votre Majesté doit aller jusqu'au Zuyderzée.

[1] De Lyon, 24 août 1810. MASSON.
[2] Août-septembre 1810.

Ainsi tous les cours d'eau qui naissent dans la France, ou qui baignent la frontière, lui appartiendront jusqu'à la mer[1]. » Napoléon fit occuper Lubeck, le Lauenbourg, Hambourg, toute la rive gauche de l'Elbe jusqu'à Brême, et l'Oldenbourg, préface de la réunion[2]. Puis il commande d'immenses constructions et armements de vaisseaux : il en veut de 110 à 115 pour l'année 1812[3].

IX

C'est la date qu'il s'assigne, pour le dernier effort, contre l'Angleterre, si, d'ici là, comme il y compte, le blocus ne l'a pas réduite à merci. Il n'imagine pas qu'Alexandre l'attaque, surtout avant cette époque. Il en est, avec cette guerre russe en perspective, où il en était avec la guerre d'Autriche dans l'été de 1808, infiniment plus prochaine et menaçante qu'il ne le voulait croire. Il ménage cet intervalle de paix avec Alexandre; mais il se préoccupe des alliances possibles contre lui, l'Autriche, la Prusse, la Suède. Il en parle à Metternich, qui écoute et se dérobe, profitant du besoin que Napoléon a de l'Autriche pour obtenir de lui les moyens de la refaire. Hardenberg conseille à son roi la même politique : se rapprocher de Napoléon, faire les obséquieux, les officieux, se prosterner tant qu'il le faudra; négocier à genoux, le front dans la poussière; l'endormir, obtenir qu'il se relâche sur l'article des contributions, et moyennant l'argent qu'on ne lui payera plus, rétablir l'armée, s'apprêter pour le jour de la revanche, une main dans la main de la Russie, l'autre tendue à l'Autriche.

[1] Rapport de Cambacérès; Plan de Sieyès, mars 1795, t IV, p. 261, 270.
[2] Ordre du 18 août 1810.
[3] A Decrès, 16 juillet; à Eugène, 19 juillet; à Decrès, 22 juillet; à Lebrun, lieutenant général en Hollande, 22 juillet 1810.

Frédéric-Guillaume, se rendant aux conseils d'Alexandre, est rentré à Berlin le 22 décembre 1809, reçu par son peuple comme un père exilé qui revient dans sa famille. Il y eut plus de larmes que d'acclamations sur son passage, et la manifestation n'en fut que plus significative. L'émotion gagna l'envoyé de Napoléon, Saint-Marsan. Le roi de Prusse trouva en lui un confident crédule, un avocat convaincu [1]. Frédéric-Guillaume protestait, la main sur le cœur, de ses sentiments pour Napoléon, et Saint-Marsan, doucement incliné, l'œil humide à la vue de tant d'infortune, de tant de dignité, de tant de candeur, en prenait acte avec componction et s'en portait garant. Le roi le reçut, le 24 décembre : « C'est, lui dit-il, à la générosité de l'empereur que je dois le bonheur que me procure la journée d'aujourd'hui; car après la guerre désastreuse de 1806 il ne tenait qu'à Sa Majesté de ne me rendre aucune partie de mes États. J'espère lui avoir donné une preuve de fait de ma reconnaissance et de mon attachement en résistant à toutes les démarches qu'a faites la maison d'Autriche pour m'entraîner dans sa cause. » Saint-Marsan le peignait « franc et loyal », *indigné* des petites intrigues des têtes exaltées; il montrait aussi Hardenberg très désireux de rentrer en grâce : « Il ferait, insinuent ses amis, tous ses efforts pour obtenir de Sa Majesté l'empereur et roi d'admettre la Prusse dans la Confédération du Rhin [2]. »

En témoignage de cette conversion, Saint-Marsan transmit à Champagny une lettre de Hardenberg à Scharnhorst : « Quelles que fussent les opinions qui prévalurent jadis... les conjonctures les ont totalement changées. Celles-ci nous portent à adhérer sans restriction au système de la France... C'est de Napoléon seul que dépend notre salut [3]. » Harden-

[1] Ce roi en exprimait encore sa reconnaissance dans une lettre au roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel, en 1821. TREITSCHKE, t. I, p. 352, note.

[2] Rapports de Saint-Marsan, 11 novembre, 24 décembre 1809.

[3] Rapports de Saint-Marsan, 17 avril, 1er, 8, 9 mai; Hardenberg à Saint-Marsan, 5 mai 1810. STERN; HÜFFER, p. 437 et suiv.; ONCKEN, t. II, p 470 et suiv.; RANKE, t. IV, p. 216 et suiv.

berg l'attesta de sa parole dans un entretien avec l'envoyé français. « Où peut-on, lui dit-il, espérer un appui solide et véritable hors de la France?... Si jamais une guerre venait à éclater entre la Russie et la France et que la Prusse s'attachât à la première, le résultat serait la perte de la Prusse et de l'armée que la Russie aurait pu envoyer pour la soutenir. » Il convint à Napoléon, sinon de le croire, du moins de l'admettre. Il ne s'opposa point à la rentrée aux affaires de Hardenberg qui fut nommé chancelier le 4 juin 1810. Metternich à Vienne, Hardenberg à Berlin, voilà, en cet été de 1810, appelés à gouverner l'Autriche et la Prusse, les deux implacables adversaires de Napoléon, les deux alliés de 1813. Cette alliance entre eux et avec la Russie, ils la ménagent dès lors, ne cherchant, l'un comme l'autre, dans l'entente apparente avec Napoléon, que le moyen de l'abuser et de le détruire le jour où le permettront les événements qu'ils attendent, qu'ils susciteront, qu'ils prépareront souterrainement de toute la force de leurs passions.

Des considérations analogues, la même force des choses, obligèrent l'empereur d'accepter, bien malgré lui, une combinaison qui, pour affecter moins directement sa politique, n'en contribua pas moins à sa chute. Le roi de Suède Gustave IV avait abdiqué en 1809; son oncle et successeur Charles XIII, infirme de corps et d'esprit, n'avait pas d'enfants; l'héritier présomptif, le prince d'Augustenbourg, mourut le 18 mai 1810. Les Suédois se mirent en quête d'un roi. Ils cherchaient un sang nouveau, de l'énergie, du prestige, et ils s'adressèrent où il y en avait par surabondance. A défaut d'un prince de la famille Bonaparte, ils songèrent à un maréchal : ainsi les Portugais avec Soult, les Polonais avec Murat. Bernadotte offrait cet avantage d'être allié à la famille impériale. Ils le choisirent parce qu'il avait la renommée d'un militaire brillant, d'un politique habile et qu'il passait, sous le manteau, pour avoir été, plus d'une fois, le candidat d'un parti puissant à la succession du Consulat, émule de Napoléon; que Napoléon avait fait prince quand il se faisait empereur.

Il leur parut, sur ses portraits, glorieux, imposant, empanaché ; sa chronique était une des plus riches en hauts faits dans l'histoire de la république et de l'empire. Ils lui dépêchèrent un émissaire. Bernadotte ne s'en étonna point. Républicain en 1792, jacobin en 1793, fructidorien en 1797, républicain comblé sous le Consulat, républicain *mécontent* et frondeur sous l'empire, le prince de Ponte-Corvo se sentait à la hauteur de toutes les tâches, mûr pour toutes les fortunes et tout disposé à recevoir le coup de grâce monarchique. Conspirateur pour devenir consul, opposant pour n'avoir pas été empereur, passer roi lui parut la plus spirituelle des revanches, et quel roi ! roi sans Napoléon, roi sans suzeraineté, roi sans lisières, plus roi que les rois frères, roi par élection, d'une vieille monarchie, comme les Saxons en Pologne, et, du coup, dominant de sa tête couronnée ses anciens compagnons d'armes. Ce n'était point, à la façon de Murat, une tête héroïque et sans cervelle que la couronne faisait tourner, et à laquelle les marches du trône donnaient des vertiges. Il ne fut jamais dupe de lui-même ni de sa bonne fortune. En cela, il se montra supérieur, et, en cela aussi, il demeura ce qu'il était essentiellement, un pur Gascon de Gascogne, né dans le voisinage du château de Henri IV et mis en nourrice non loin du manoir de d'Artagnan.

On raconte que ce mot, prononcé aux Tuileries : « Il n'osera », aurait déterminé son acceptation. L'offre y suffisait, du moment qu'elle lui sembla sérieuse. Mais il tint à se mettre en règle avec l'empereur ; à se payer aussi l'ironique jouissance de lui parler, une dernière fois, en subordonné. Napoléon avait peu de goût à voir surgir des rois nouveaux qu'il ne suscitait point. Ceux qui sortaient de son encrier, qu'il avait engendrés de sa plume, lui échappaient, se rebellaient, impatients de régner par eux-mêmes et pour eux-mêmes : que serait-ce de celui-là, qu'il n'avait pas même désigné ? Le rival, de tout temps, en France deviendrait trop aisément un adversaire en Europe. Il ménageait Talleyrand, il tolérait Fouché, parce qu'il les aimait mieux dedans, sous

ses griffes et sa police, que dehors : Bernadotte allait s'échapper, non en émigré, mais en altesse inviolable et sacrée? Les cabales, de sa part, ne seraient plus que de la « politique » et les agents de ses complots se couvriraient de l'immunité des diplomates, accrédités dans toutes les cours. Il songea un instant à donner aux Suédois Eugène, dont il était sûr. Mais Eugène refusa pour cause de religion. Alors, il laissa faire, considérant qu'à s'opposer il risquait de s'aliéner la Suède, qu'à consentir il avait chance de la gagner au blocus et d'attacher Bernadotte à l'alliance française. Pour le monde, ce serait un maréchal français sur le trône, c'est-à-dire un royaume de plus inféodé au Grand Empire[1]. La Diète de Suède nomma Bernadotte prince héritier le 21 août 1810. Napoléon autorisa le maréchal à accepter. Il voulait ajouter aux lettres patentes cette phrase : « Ces lettres vous autorisent à devenir Suédois... Personnellement vous ne pouvez porter les armes contre la France. » Il la biffa, et les lettres partirent sans aucune réserve[2]. » Bernadotte, comme les rois frères, mais plus librement — car Napoléon ne peut le destituer par décret — plus justement aussi, car Napoléon ne l'a point investi, n'aura qu'une vue : hériter de la couronne de Suède, la garder, régner et faire souche de rois; pour cela, se rendre utile, bienfaisant, populaire : le premier article sera d'adoucir, puis de supprimer le blocus; en un mot, de s'affranchir de la tutelle et de l'alliance françaises : l'un et l'autre dessein le tournent vers la Russie.

Alexandre est désormais l'ennemi, insidieux d'abord et souterrain, puis déclaré, puis acharné, le grand mécontent, le grand opposant, le chef futur de la coalition continentale contre Napoléon. L'alliance de Tilsit n'a point été une époque, encore moins un arrêt et un détour de cette histoire; elle n'a été qu'un intermède. Sous le couvert de cette feinte union,

[1] Rapports de Metternich, 9 juillet, 5 septembre 1810. — Rapports de Langerbielke. Oscar Alix. — Sur l'affaire d'Eugène, Frédéric Masson, t. V, p. 24.
[2] A Champagny, 9 septembre; à Charles XIII, 6 septembre; à Bernadotte, 10 septembre 1810. Lecestre.

Napoléon et Alexandre ont continué de poursuivre l'objet qu'ils poursuivaient auparavant, qui les avait mis en guerre en 1805, qui les y remit en 1812. Le système de Tilsit croule par sa cause même, le blocus. Napoléon a voulu le pousser à terme, Alexandre le détourner. En théorie, l'alliance reposait sur ces trois propositions : la Russie et la France ont des intérêts identiques, un même ennemi, et point de frontières communes. Or, par l'effet même de l'alliance, le *blocus continental* a mis leurs intérêts en antagonisme, confondu les intérêts économiques de la Russie avec ceux de l'Angleterre; l'extension continue de l'empire français rapproche leurs frontières. En 1810, ces conséquences se sont produites. La Russie est forcée de choisir entre Napoléon qui subjugue sa politique et ruine son commerce, et l'Angleterre qui l'enrichit et lui procurera la suprématie du continent : Alexandre choisira naturellement l'Angleterre. Napoléon a réuni, conquis, enrôlé ou confédéré l'Allemagne; il tient la Prusse asservie et l'Autriche dépendante; mais pour y arriver, en leur passant sur le corps, il atteint la Vistule et se bute aux frontières de la Russie. Et, de même qu'il a été conduit à enchaîner, puis à prendre la Hollande pour garder la Belgique; à bouleverser, reconstituer et assujettir l'Allemagne pour garder la rive gauche du Rhin; à démembrer et refouler la Prusse, puis l'Autriche, pour conserver la domination de l'Allemagne, il en vient à cette conclusion insensée, mais effroyablement logique, non seulement du blocus continental, qui n'est qu'un moyen, mais de la conception politique initiale, dont l'empire d'Occident est la fin : « L'empire français, qu'il avait créé par tant de victoires, serait infailliblement démembré à sa mort, et le sceptre de l'Europe passerait dans les mains d'un tsar, s'il ne rejetait les Russes au delà du Borysthène et ne relevait le trône de Pologne, *barrière naturelle de l'empire!* [1] »

Alexandre prend, naturellement, le contre-pied, et la même

[1] Dictées de Sainte-Hélène.

logique le pousse à déloger Napoléon de ce poste avancé, à gagner les sentinelles, les Polonais, puis à s'associer l'Allemagne, par Stein et les patriotes ; à s'assurer de la Prusse, à caresser la Suède, à pactiser avec l'Autriche ; bref, à renouer la coalition : et le premier point est de se mettre en mesure, comme l'Autriche en 1809, de prévenir l'attaque de Napoléon. Dès le mois d'août 1810, ses plans se dessinent, ses préparatifs commencent. Il compte qu'avant de s'occuper de la Russie Napoléon voudra en finir avec l'Espagne. Il y portera la Grande Armée, il s'y portera lui-même. L'Allemagne se videra de Français ; les avant-postes, peu à peu, se dégarniront d'hommes : les extrémités s'amincironl comme les mains d'un infirme, dont le sang circulant mal affluera au viscère lésé. Lorsque Davout n'aura plus qu'un état-major derrière un rideau de vedettes, le moment sera venu d'entrer en Pologne, de soulever l'Allemagne, d'enjôler la Prusse, d'entraîner l'Autriche, et de pousser sur l'Oder, sur l'Elbe avant que Napoléon ait eu le temps d'accourir, avant surtout qu'il ait le moyen de réunir une nouvelle armée [1].

Ainsi, fatalement, les deux alliés d'hier dérivent vers la guerre, par toute la gravitation de leur politique. Pour chacun, c'est la suprématie à enlever à l'autre. Chez Alexandre, c'est la conviction que l'alliance ruine son empire [2], amoindrit son prestige, compromet son avenir, menace sa sécurité, sa vie même peut-être, par l'exaspération où un excès de complaisance de leur maître contre le *Tyran de l'Europe* peut porter les Russes ; c'est son antipathie croisante, son « horreur » contre un système qui l'enchaîne, l'humilie, et dont il ne veut plus voir que les violences depuis qu'il en a épuisé les avantages ; c'est enfin son dessein de concilier avec sa rancune personnelle, avec ses ambitions de souverain russe, le vague retour des hautes et magnanimes conceptions de sa jeunesse, la dignité rendue aux peuples, la restauration du

[1] Albert VANDAL, t. II, chap. X et XI, p. 434-438. — FOURNIER, t. II, p. 34.
[2] Sur la détresse financière et industrielle de la Russie en 1810-1811 par suite de la guerre à l'Angleterre, rapport de Bray, 15 août 1811.

trône, le droit rétabli en Europe, la Russie garante de ce droit et, pour le consacrer, « le grand plan de la réunion des Slaves [1] ». Pour Napoléon, c'est l'obsession de cette pensée que l'Angleterre est à bout de ressources et à bout de constance ; que le colossal mouvement tournant, entrevu par Kersaint en janvier 1793 quand la guerre éclata, dessiné par Sieyès en 1795 après la conquête des Flandres, de la Hollande et du Rhin, touche à son terme. Ce n'est plus qu'une question de semaines [2] ! Que la Russie, pendant ces quelques semaines, ferme strictement ses ports aux marchandises anglaises ; que la Prusse, que la Suède, se ferment à son exemple, le blocus est une réalité ; il suffit de le réaliser un instant pour que l'Angleterre chancelante tombe, et que son poids l'étouffe. Elle sombrera dans la banqueroute et la révolution sociale. Mais, au moment où toutes les conditions, sauf une, celle-là même qui consomme l'opération des autres, semblent accomplies, le paradoxe fondamental du système va paraître par l'impossibilité d'accomplir cette condition dernière et de frapper ce dernier coup, sans lequel rien n'aura été fait et pour lequel tout a été disposé. Il fallait que l'Europe fût soumise : elle l'est, à l'exception de quelques rochers en Espagne, d'une falaise en Portugal. Il fallait que la Russie fût complice : elle ne peut l'être sans s'anéantir, et elle s'y refuse. Il fallait qu'il n'y eût plus de neutres. Napoléon décrète qu'il n'y en a plus ; mais la Russie se révolte contre cet ordre qui est pour elle un ordre de suicide, ayant grandi en Europe par la protection de sa neutralité maritime et se souvenant, après un obscurcissement momentané de mémoire, que la *Ligue des neutres* de 1780 a été la première expression et demeure l'article fondamentale de sa politique européenne.

Dans cette guerre dont l'Europe sera le champ de bataille ; où tous les peuples de l'Europe, armés les uns contre les autres, donneront le combat, les forces, les conditions morales de ces peuples surtout sont un facteur essentiel dans la crise

[1] Note autographe d'Alexandre, avril 1812. MARTENS, t. XI, p. 159.
[2] A Champagny, 13 octobre, 4 novembre 1810.

qui se prépare, et restent, dans l'histoire, l'explication principale de cet événement. Observons donc de plus près, en cette Europe de 1810, la prodigieuse récolte que l'empire avait fait lever sur le sol labouré par les armées de la République.

CHAPITRE II

LA FRANCE ET L'EUROPE

1810

I

Napoléon est « au faîte des choses humaines » ; la France à l'apogée de sa puissance dans le monde. C'est ici qu'il convient de s'arrêter pour prendre son point de vue, considérer dans sa perspective le Grand Empire, rappeler d'où il vient, montrer où il a conduit, c'est-à-dire les causes et les effets des événements relatés en cet ouvrage. Dans cet immense flux et reflux des affaires, 1810 marque l'heure de la pleine mer, de la mer *étale* et par un jour radieux. C'est le temps où, sauf l'Angleterre, l'Europe entière étant vaincue, sinon soumise, Napoléon crut pouvoir s'arrêter. Il demeure en France ; il y fait le plus long séjour qu'il y ait fait dans son règne. Tout se règle dans son gouvernement, dans sa cour, dans son intimité, minutieusement et magnifiquement[1]. Les contemporains peuvent s'imaginer que le cours des choses est suspendu et que la France a lié les destinées. Mais « il n'y a, dit le sage, aucune constante existence, ni de notre être ni de celui des objets ; et nous, et notre jugement, et toutes choses mortelles, vont coulant et roulant sans cesse...[2] »

La poussée vient de loin, de toute l'histoire de France, décuplée par la poussée de la Révolution française ; et tout s'y enchaîne, les limites de César dans la Constitution de l'an III,

[1] Frédéric MASSON, *Napoléon chez lui.*

[2] MONTAIGNE, livre II, chap. XII, *Apologie pour Raimond Sebond.*

l'empereur dans la République, le serment de 1804 : « Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République. » Pour conserver ce territoire, Napoléon érige en système ce que le Comité, le Directoire et lui-même ont fait pour le conquérir. La France demeure à l'état d'armée conquérante, campée sur l'Europe; l'Europe demeure sous la conquête, occupée, divisée en commandements militaires. Le Grand Empire n'est que l'immense effort pour imprimer à cet immense expédient une figure définitive et régulière, fixer la carte de l'Europe comme nous fixons, dans l'histoire morte, la carte de l'Empire romain, *pax romana*.

La conception du Grand Empire est toute romaine, comme la république d'où il sort. Il rappelle l'empire romain parce que les conditions en sont analogues, que le théâtre en est le même et que les combinaisons du gouvernement des hommes sont limitées; mais il procède de Rome à travers Charlemagne [1]. C'est l'empire de Charlemagne pour l'étendue, les limites, les *marches*, la disparate des éléments, l'étrange chaos des nations et des tribus, la suzeraineté suprême de l'empereur, la distribution des territoires à une hiérarchie de vassaux, les lieutenants promus rois, les anciens rois devenus lieutenants, la confusion des grandes dignités de cour et des grands offices de l'État, et, dans le fond, l'immense réservoir d'hommes, l'empire d'Orient, la Russie, le monde gréco-slave qui menace de s'écouler sur l'Europe et de l'inonder. C'est l'empire de Dioclétien pour l'administration, les codes, toute la mécanique du gouvernement, des auxiliaires étrangers, des barbares enrégimentés, des confins militaires, et encore, au delà, pour l'inconnu des forêts et des plaines sans fin, des Scythes, des Sarmates et des Slaves. Charlemagne donne l'idéal légendaire; Dioclétien les réalités, les instruments d'État. Après Brumaire, Napoléon disait : « Je suis César. »

[1] Voir, dans mon étude sur Montesquieu, la conception que l'on se faisait de Charlemagne au dix-huitième siècle, p. 157-160. — GUIZOT, *Histoire de France*, t. I : Charlemagne et son gouvernement. — FUSTEL DE COULANGES, t. VI : de la continuité de l'Empire romain en Occident. — Cf. ci-dessus p. 54.

Lors du sacre : « Je suis Charlemagne[1]. » Après 1810 : « Je suis un empereur romain... Vous qui savez l'histoire, est-ce que vous n'êtes pas frappé des ressemblances de mon gouvernement avec celui de Dioclétien; de ce réseau serré que j'étends si loin, de ces yeux de l'empereur qui sont partout, de *cette autorité civile* que j'ai su maintenir toute puissante dans un empire tout guerrier[2]. »

Ce gouvernement semble fait à son image, selon les calculs de son ambition, selon le caractère de son génie. Il s'y adapte en effet à merveille; mais il s'adapte encore mieux avec les conditions du gouvernement dans la France d'alors. On n'en peut dire, sous ce rapport, ce qu'on a dit de celui de Charlemagne, qu'il fut « fait pour lui seul et tant qu'il fut là » ; ni de celui de Frédéric le Grand, qui, construit de ses mains, ne pouvait être manié que par ses mains de grand homme, et devint, quand il cessa de monter l'horloge, une cause de détraquement général pour l'État[3]. Le gouvernement de Napoléon se rattache par des liens si intimes à toutes les fondations de l'ancien État français; il satisfait si directement aux besoins de l'État nouveau, que les pouvoirs les plus divers se le sont identifié[4]. Il a servi tour à tour sous les Bourbons de la branche aînée à la contre-révolution, et sous ceux de la branche cadette à la révolution parlementaire, sous un nouveau Bonaparte à un retour à la démocratie impériale, sous la République à établir la domination de la démocratie républicaine sur les anciens partis dynastiques. Cette puissante machine a marché près de cent ans avec les moteurs et les mécaniciens les plus divers, remise à neuf, repeinte, rhabillée à chaque révolution, appropriée aux découvertes nouvelles, pas-

[1] Et encore, en 1810. Exposé du sénatus-consulte du 17 février sur la réunion de Rome.

[2] VILLEMAIN, *Souvenirs*, chap. XIV : conversation avec Narbonne. — Duruy a donné, dans son *Histoire des Romains*, un tableau admirable de cet empire. — TAINE, *Régime moderne*, t. I, liv. II, chap. III, paragraphe 4 : comparaison entre le gouvernement de Dioclétien et celui de Napoléon. Cf. t. VI, 227, 363.

[3] Voir t. I, p. 470 et suiv.

[4] Voir t. I, liv. II, chap. I les traditions, la France, la nation et le gouvernement.

sant de la force de l'eau qui tombe à la force de l'eau vaporisée, de la houille au pétrole et à l'électricité, mais toujours identique dans ses rouages, ses ressorts et ses transmissions.

Si l'on considère dans cet éloignement et si l'on juge, à la durée, l'œuvre de Napoléon, l'homme d'État en lui, le *civil*, comme il aimait à dire, apparaît singulièrement supérieur à l'homme de guerre. Le guerrier a fait des prodiges, mais il en a éprouvé lui-même toute la vanité; si grande qu'ait été sa fortune, il en a vu la catastrophe, et cette catastrophe s'est opérée sur les champs de bataille. Ce vainqueur a été vaincu, et sur vingt-deux ans de carrière militaire les défaites des trois dernières années ont anéanti les victoires des dix-neuf autres. Au contraire, l'œuvre du législateur et de l'administrateur a duré. Napoléon a créé plus de commis que de lieutenants; les lieutenants se sont fait battre souvent quand il ne les commandait pas. Les commis ont gouverné la France après lui, durant toute une génération. Ils ont traversé trois révolutions et, sous trois régimes, peuplé la magistrature, les Conseils d'État, les Assemblées législatives. Ils ont fait école et, de loin, par les règlements et les archives, ils administrent encore.

La France, certes, n'est pas libre en 1810; mais qui regrette la liberté, sauf quelques-uns de ceux qui en ont abusé; qui l'ont éreintée à leur profit, estropiée à leur service, ou qui n'ont su ni l'établir dans les lois, ni la respecter en eux-mêmes, ni la respecter en leurs adversaires, ni en faire l'institution de l'État, ni en faire le bien de la nation? Qui se souvient d'avoir été libre et en quel temps? Pour ceux qui en professent la religion, elle est une espérance bien plutôt qu'un regret. La masse se contente de ce qu'elle a voulu avec une passion constante de 1792 à 1800 : la liberté civile et la splendeur de la République. Elle y a tout sacrifié, elle n'est pas encore lasse d'en jouir. Orgueil national et servitude politique! La Convention et ses comités y ont dressé le peuple français. Le peuple français fier de sa Révolution, plus heureux d'en être sorti, s'estime toujours le plus éclairé

de l'univers, flambeau des peuples, maître du monde, et c'est encore une conception, très romaine, de la liberté

De plus, il se sent prospère. Le blocus continental n'est pas impopulaire en France. La rivalité traditionnelle avec l'Angleterre, la haine séculaire de l'Anglais ont fait endurer les pires souffrances aux temps du blocus révolutionnaire; maintenant la France souffre peu et profite beaucoup. Les inconvénients pèsent sur les peuples annexés et sur les alliés. La France ne recueille que les avantages. Les licences sont une source d'agio, de spéculations, de grosses affaires [1]. Les denrées dont on est privé, le peuple en a rarement joui, n'ayant encore l'habitude ni du sucre ni du café à bon marché. Les riches payent plus cher, mais ils sont plus riches. L'industrie se fonde et promet pour l'avenir tout un renouveau de richesse. L'agriculture, protégée, se relève. Le système, même prohibitionniste, n'est pas une nouveauté. La République n'en a jamais connu d'autre. Il semble à la plupart des consommateurs un mal nécessaire, aux producteurs un bienfait [2].

On s'est fait de l'état de guerre avec les Anglais une habitude. Il faudra bien que les Anglais cèdent à la fin, et l'on s'y acharne. Il entre autant d'aveuglement populaire en cette rivalité que l'histoire y apporte de fatalités politiques. D'ailleurs, depuis Iéna, rien ne paraît impossible; depuis Tilsit, la coalition semble rompue; depuis le mariage, la paix continentale assurée à jamais. La guerre a perdu son caractère formidable d'autrefois, qui faisait de la France, hérissée contre l'étranger, un pays en proie, de la part de son propre gouvernement, à toutes les horreurs de l'invasion. Le gouvernement donne la sécurité; l'étranger ne passe plus la fron-

[1] A Montalivet, 16 juillet, Lecestre; décret du 5 août; à Lebrun, 20 août 1810. Cf Lumbroso, chap. IX.

[2] Voir Chaptal, *Souvenirs*, 2e part., chap. II. — Pasquier, *Mémoires*, t. I, chap. XI. — Lumbroso, *Napoleone I° e l'Inghiltera* : l'industrie française et le blocus continental; chap. IX : jugements sur le système continental : favorables, p. 322-334; défavorables, p. 335 et suiv. — Thiers, t. VIII, p. 130; t. XII, p. 55 et suiv.; 188.

tière, et la frontière n'est plus à vingt jours de marche de Paris ; c'est par semaines, presque par mois, qu'il faut compter les étapes, de l'Oder ou de la Vistule, pour atteindre le Rhin. L'invasion paraît aussi loin, et désormais aussi impossible que la Terreur. La guerre qui dure est une guerre de confins ou de police, guerre d'État, guerre d'armée de profession, limitée et comme reléguée aux extrémités, en Portugal, en Espagne, dans les Calabres. La conscription continue de décimer le peuple ; mais les ci-devant nobles s'engagent, c'est une carrière ; les bourgeois ont le remplacement et les places dans l'administration ; le paysan, le petit peuple des villes, portent le sac, formant l'infanterie ; mais ce n'est point, aux yeux de ces gens élevés à la dure, une charge nouvelle ; ils la subissent en silence : pour ceux qui ne sont pas tués c'est souvent encore le grade et l'avenir ; pour ceux qui sont restés dans leurs foyers, l'enchérissement de la main-d'œuvre et les filles dotées à épouser. Les fourrages se vendent cher ; la remonte est une industrie nationale et la vente des bêtes tempère, pour le paysan, la réquisition des hommes. Les draperies, les cuirs gagnent ; les fournitures d'armées sont le plus lucratif des commerces ; les banquiers du ministère de la guerre et leurs commanditaires font des fortunes.

« La période comprise entre la fin de 1810 et le milieu de l'année 1812 est la plus calme que nous ayons traversée depuis le Consulat », rapporte le plus judicieux et le mieux informé des contemporains. Et le peintre incomparable des mœurs du siècle, le Saint-Simon de la France nouvelle : « Jamais, aux plus grands jours de la monarchie, l'aristocratie française ne fut ni aussi riche ni aussi brillante[1]. »

Il faut, si l'on veut comprendre le genre de popularité dont jouissaient alors Napoléon et son gouvernement dans les masses du peuple, se rappeler deux faits : l'un, que cette popularité, un instant ébranlée par les désastres, s'est réveillée aussitôt après et est demeurée, plus d'un demi-siècle, la tra-

[1] PASQUIER, t. I, chap. XX. — BALZAC, *la Paix du ménage*. — L'alerte de février 1811 n'agita pas le peuple ; voir ci-après p. 524.

dition nationale, et précisément dans cette partie de la nation sur laquelle le poids de la guerre pesait le plus lourdement, le paysan; l'autre, que les partisans de l'empire ont renoué, après 1815, l'alliance avec les républicains et les libéraux et se sont unis avec eux dans la révolution de Juillet. L'empire a ainsi survécu dans ses causes et dans ses effets. Qui s'en veut rendre compte n'a qu'à lire les conteurs et les poètes qui reflètent et traduisent l'âme populaire et ne deviennent grands eux-mêmes et populaires à leur tour que par ce reflet et cette traduction : ainsi Balzac, pour les passions des puissants, les illusions des dévoués, les instincts de la masse et le culte naïf des campagnes; Béranger, pour le souvenir du peuple, la haine de la noblesse, la haine du prêtre, le goût de l'impiété, le mélange de générosité libératrice des nations et d'impérialisme ingénu; enfin, pour l'épopée guerrière et la magnificence nationale, Victor Hugo [1].

L'opposition, car il y en a une et redoutable à sa façon, encore que latente et sournoise, n'est pas dans ceux qui se pourraient plaindre de l'empire; elle est dans ceux qui en profitent, que l'empire à comblés : les hauts gradés de l'armée, les dignitaires de la cour, les sénateurs, la tribu des fonctionnaires, et, en particulier, les plus élevés dans la hiérarchie. Elle trahit une disposition commune non à provoquer un changement de règne ; mais, prévoyant ce changement, à s'y préparer, à s'y prêter au besoin pour conserver leurs grades, leurs dotations, leurs emplois. C'est ici que paraît le point vulnérable du système, son vice caché qui n'est que l'envers de sa puissance,

L'administration est impersonnelle, elle est anonyme, elle est athée en matière de gouvernement. L'ouvrier d'État est si étroitement lié à la machine qu'il continue sa besogne comme la machine son mouvement, quel que soit le chef et quel que nom que porte l'enseigne. Napoléon a par les places

[1] *Le Médecin de campagne*, *le Colonel Chabert*, *la Cousine Bette*, *Une Ténébreuse Affaire*, *Un Ménage de garçon* : les fournisseurs, les intendants, les commis, l'administré, caractère de Bridau le Père, etc.

satisfait les républicains de gouvernement, devenus les plus fermes soutiens de son règne, ses conseillers d'État, ses préfets d'élite, le fond de sa magistrature [1]. Mais à partir du sacre, et de plus en plus, à mesure qu'il cesse d'être l'empereur de la République pour tourner au souverain, comme les autres, Napoléon, soit pour les rallier, soit qu'il les juge peu dociles, appelle de préférence aux emplois de préfectures, de finances, de douanes, au Corps législatif, dans ce qui subsiste d'assemblées locales qui sont à sa discrétion, d'anciens royalistes ou d'anciens agents de la monarchie. La magistrature seule, malgré la suspension temporaire de l'inamovibilité en 1807, demeure une place de sûreté pour les brumairiens.

Il en agit à peu près, avec ces royalistes, comme Henri IV, après la messe, avec les anciens ligueurs et les jésuites; il ne s'en trouva guère mieux. Ce personnel, introduit dans les cadres, fit glisser le gouvernement impérial vers l'ancien régime, par les mœurs et par les habitudes, bien plus que par les lois, et, de la même poussée, il l'ébranla insensiblement. Il manque à ces agents l'éperon conventionnel, le rude ressort républicain de l'an II à l'an IV; rien ne les lie à la République, encore moins à la Révolution et, par suite, à l'empereur qui en émane : leur intérêt, au contraire, est de se maintenir en contact avec les représentants des régimes déchus, d'où ils sortent; de ménager les retours, les conversions opportunes, par des rapprochements de personnes, des complaisances qui préparent la défection. « Décorés et riches, ils tenteront de m'échapper, disait Napoléon... Ils ne courront pas si vite que je ne sache bien les rattraper. » Le danger pour lui n'était pas qu'ils s'échappassent. Leur politique fut, au contraire, de rester en place, de solliciter à extinction, de recevoir à satiété. Tant que Napoléon sera le plus fort et le plus magnifique, ils ne bougeront point; qu'il tombe, ils le laisseront emmener, changeant seulement les couleurs de la

[1] Thibaudeau, Jeambon Saint-André, Merlin. Cf. liv. IV, p. 168-170.

livrée, tout rangés, déjà pour faire la haie au nouveau maître. Ayant tiré du régime impérial tout ce qu'ils en pouvaient tirer, leur préoccupation sera de conserver sous le régime nouveau les titres et les biens acquis. Ils tiennent ainsi les emplois « en garde noble », en vue de l'inconnu et du lendemain. Ces anciens monarchistes vont, d'un pas naturel, à la royauté. Vers 1810, le fond de l'administration se déplace en ce sens-là, de sorte que la catastrophe de l'empire venue, en 1814, il suffira de destituer les préfets fidèles à l'empire, de donner aux nouveaux ou aux réinvestis des ordres péremptoires, pour que, sous l'impulsion de Paris, le changement de régime dont les éléments sont disposés s'accomplisse sans effort et comme sans transition. Jusqu'en 1806, une restauration royaliste aurait soulevé contre elle tous les intérêts du pays, toutes les passions des hommes qui, dans ce pays centralisé, exerçaient le pouvoir : elle n'aurait rencontré que des obstacles. A partir de 1810, elle ne rencontrera plus que des facilités. On ne connaît point les Bourbons, on ne sait même pas le nom de ces princes; mais que la défaite ait aplani la route à leur chaise de poste, et qu'ils paraissent, tous les relais, toutes les auberges et toutes les remises de l'État s'ouvriront à eux, et ils s'installeront comme à l'insu de tout le monde, par le concours de tout le monde. Napoléon s'est couché dans le lit de Louis XIV; Louis XVIII trouvera sa couverture faite au lit de Napoléon.

Ce n'était point la désobéissance, pas même l'insubordination; c'était une disposition insidieuse à se passer de l'empereur, à souhaiter tacitement qu'il disparût, à s'accommoder de sa disparition. Au surplus, disait-on, lui seul, par ses guerres, par ses prétentions à la monarchie universelle, son acharnement contre l'Angleterre, menaçait son propre ouvrage : il était lui-même le seul *invincible* des ennemis; il serait seul responsable de sa propre chute, et il importait que ni le pays, ni surtout ceux qui avaient charge de le gouverner, n'en souffrissent. D'où une tendance singulière qui depuis longtemps s'était insinuée dans l'esprit des rois frères, des maréchaux,

des grands dignitaires, d'un Talleyrand, d'un Joseph, d'un Murat, d'un Bernadotte, d'un Fouché; qui gagnait de proche en proche, des hauts grades et des hauts emplois, aux sous-préfets, aux contrôleurs des contributions, de la cour au fisc, des banquiers aux propriétaires, des *amis* de l'Angleterre et des *amis* de la Russie aux simples amis de l'ordre et des fonds publics : considérer les biens reçus, les libéralités impériales comme leur propre héritage, le prix — souvent excessif — de leurs services, comme un bien qu'ils tenaient du simple hasard de leur naissance; qui n'emportait, en conséquence, ni obligation ni gratitude. Le souci dominant de garder ce qui leur appartenait et de jouir, à la fin, des munificences ou des bénéfices de l'empire, comme en 1800, la masse des propriétaires nouveaux et des nouveaux riches entendait jouir de la Révolution et des biens nationaux. Bref : la paix dans l'empire restreint et l'*empire sans l'empereur*.

On va voir, en parcourant le Grand Empire, ses annexes, ses feudataires, ses alliés, des dispositions analogues dans les nations de l'Europe, non seulement celles que l'empire opprime, mais encore et surtout celles qu'il suscite et qui brisent, en surgissant, le moule où il les a formées.

De tous les peuples annexés, alliés ou assujettis, les Suisses sont les plus patients et les plus neutres; les Belges, les plus récalcitrants; les Hollandais, les plus obstinés; les Italiens, les plus détachés; les Espagnols, les plus irréconciliables; les Polonais, les seuls chaleureux; les Allemands de la rive gauche, les plus affectionnés; les Allemands de la rive droite, les plus soumis, mais foncièrement hostiles; les Prussiens, les plus haineux. Au delà, l'influence est peu perceptible alors, indirecte, ou nulle ou négative.

II

La Suisse était un passage à occuper et à garder. Elle était tranquille et, jusqu'au blocus, prospère. L'esprit national, violenté par le Directoire en 1798, s'y conservait intact, assez fort pour rendre périlleuse une annexion que la fidélité du pays rendait inutile. Cette république affermit son corps d'État sous la *médiation* de l'empereur. Elle demeurait en paix; la France garantissait son indépendance et sa sûreté [1]. Elle fournissait 20,000 hommes en quatre régiments et un dépôt, à la solde de la France; mais, sous l'ancien régime, elle en tenait 12,000 au service du roi, et ce service, dans plusieurs cantons, formait une carrière. On ne peut dire que les Suisses souhaitassent l'affermissement du Grand Empire; on ne peut dire davantage qu'ils en désiraient passionnément la chute. Il l'attendaient sans révolte; ils s'en réjouirent, et le *blocus*, qui contrariait leur industrie, en fut la principale cause; mais ils n'y mirent point d'excès, étant de tous les Européens sous la suprématie française les plus ménagés, les moins tirés hors d'eux-mêmes. Il en allait tout autrement des pays réunis à l'empire, comme Genève ou le Valais, où sévissait la conscription; Genève surtout qui avait perdu son autonomie. Cette petite république, calviniste et individualiste, ne parlait français que pour manifester son hostilité à la France : elle avait conquis intellectuellement la République française avec Rousseau; la revanche, toute matérielle, de Napoléon, lui semblait insupportable

Le Consulat avait paru bienfaisant aux Belges [2] : il les débarrassait du Directoire, de l'arrière-garde pillarde, des traînards de la Révolution. Ils surent gré à Napoléon de tout

[1] Traités et convention du 27 septembre 1803.
[2] Cf. t. I, p. 137 : Joseph II.

le mal qu'il ne faisait pas ; ils lui surent gré de l'ordre rétabli, de la religion restituée, de la propriété garantie. Les lois nouvelles, le Code civil, satisfaisaient l'ancien parti des réformes, la bourgeoisie. Les ci-devant nobles demeuraient hostiles; les paysans, rétifs. Ce qui rendait l'empire populaire en France leur était indifférent, lorsqu'il ne leur était pas odieux. La gloire ne tempérait pas pour eux le fardeau de la conscription. Ils n'avaient goût ni à se battre ni à payer l'impôt pour le compte des Français. Ils restaient très belges, attachés à leurs traditions, se souvenant de leurs coutumes; désireux de recouvrer leur indépendance, leurs franchises provinciales. L'unité les vexait. La rupture de Napoléon et du Pape ne fut nulle part plus ressentie que dans ces pays où le catholicisme avait gardé toute sa vigueur, lié à la vie du peuple par les innombrables confréries. C'étaient les mêmes Belges qui s'étaient révoltés contre Joseph II parce que cet empereur prétendait les contraindre au régime des « lumières ». Le régime de Joseph n'était qu'une ébauche de celui de Napoléon. Napoléon accomplit ce que Joseph avait confusément projeté. Les Belges profitaient cependant de son administration vigilante, de ses ponts et chaussées; mais le blocus contrariait leur activité. Anvers, destiné à devenir le premier port sur la Manche, restait un port inerte, encombré de bateaux vides, destinés à l'invasion de l'Angleterre. Ces peuples souhaitaient la fin d'une crise qui les rendrait à eux-mêmes. Très peu songeaient à l'Autriche; presque tous à une Belgique indépendante, le rêve de 1789 à 1792, au temps de Dumouriez : les États-Unis de Belgique. Ils étaient mûrs pour l'invasion; ils y verraient la délivrance.

De même, et à plus forte raison, en Hollande. Et cependant, en ce pays même, les lois de l'empire, empreintes d'égalité, encore qu'elles soient moins nouvelles et paraissent moins nécessaires qu'ailleurs, ne laissent point d'améliorer la condition des hommes, La France sème un germe de progrès qui se fécondera dès que ses armées cesseront de piétiner le sol. En attendant, le plus clair effet de la suzeraineté directo-

riale et de la domination napoléonienne est de rompre les traditions d'amitié qui avaient longtemps subsisté entre les Hollandais et les Français, d'effacer la mémoire de Henri IV, de réveiller les souvenirs de Louis XIV, et de confondre la grande nation dans l'hostilité autrefois portée au grand roi. Il y en eut d'autres. La suppression du régime fédératif, la distribution du pays en départements, le gouvernement unitaire et centralisé imposé par les coups d'État du Directoire et poussé à son terme par Napoléon, ont brisé l'ancien moule de l'État néerlandais et dressé au gouvernement monarchique des peuples si longtemps fidèles à leur oligarchie républicaine et à leurs libertés provinciales. Rendre possible en Hollande l'établissement d'une monarchie hostile à la France, et transformer tout l'État hollandais en la *barrière* autrefois imaginée contre Louis XIV, voilà ce qui se prépare depuis 1795, ce qui s'annonce en 1810, ce qui se fera sans effort et du consentement des Hollandais eux-mêmes en 1814. La force des choses incline à la suprématie anglaise cette nation que la France enchaîne et ruine en la coalisant de force contre l'Angleterre. Les Anglais, dont ils ont tant souffert par le fait de la France, leur apparaîtront des libérateurs quand ils chasseront les Français.

III

Il existe en Italie trois dominations : les départements français, le royaume d'Italie, le royaume de Naples; plus les enclaves, la principauté d'Élisa, Bénévent, Ponte-Corvo. En réalité, la France domine partout : elle règne, par des prête-noms, là où elle ne gouverne pas directement. La grande nouveauté, c'est que l'Italie n'est plus une expression géographique : il y a un « royaume d'Italie »; ce royaume a ses frontières ouvertes aux Italiens.

Les Italiens, encore que sous la police étrangère et au service

étranger, circulent en Italie, s'y sentent chez eux ; ils ont une patrie, non plus seulement dans les livres et dans les mots ; ils n'en sont pas les libres citoyens et les maîtres, mais ils la connaissent, ils la touchent par la terre que foulent leurs pieds, par l'air qu'ils respirent. Les départements français — Rome, la Toscane, le Piémont — sont administrés à la française, avec les lois françaises, par des préfets et des agents français. Dans le royaume dont Eugène est le vice-roi, c'est le même gouvernement, par des mains italiennes ; et, à peu de chose près, il en va de même chez Murat, à Naples. Il y a donc, en ce pays, naguère morcelé et coupé de murs, unité de lois, unité de conception sociale, unité de conception politique, identité de régime, similitude d'administration. Napoléon les dresse à l'unité nationale ; il en forme les cadres ; il en crée les organes ; il y intéresse le peuple entier par son Code civil. Il accomplit le dessein qu'il avait esquissé en 1797 : supprimer peu à peu les rivalité locales ; créer, dégager, élever une âme nationale. « Mon intention, disait-il à Sainte-Hélène, était qu'après ma mort toute l'Italie fût réunie en un seul royaume ayant sa capitale à Rome, et dont mon deuxième fils eût été le souverain. »

L'Italie est à Napoléon tout entière, et par ce fait, en réalité, l'Italie est une. Rapprochement des hommes par le service militaire dans une même armée, la grande, dont ils sont les auxiliaires, quand ils n'y sont pas conscrits, et dont ils forment une des ailes ; rapprochement des classes par les lois d'égalité ; les monuments antiques restaurés ; la tradition romaine réveillée, magnifiée ; routes ouvertes, sécurité de la vie civile, justice meilleure, administration éclairée ; moins d'abus et d'exactions ; de l'ordre, des travaux publics immenses, les instruments de la prospérité : voilà ce qu'on observe en passant des départements au royaume, et à un moindre degré, à un degré très intéressant encore à Naples. « L'esclavage s'embellissait », dit Botta. J'interroge un contemporain, disgracié de l'empire, qui n'est suspect ni de complaisance napoléonienne, ni de superstition révolu-

tionnaire, ni d'hostilité aux monarchies déchues; mais qui avait le sens de la grande histoire et, au plus haut degré, l'instinct des magnificences de l'histoire de France, Chateaubriand : « Ces royautés nouvelles d'une dynastie militaire, dit-il à propos de Naples, avaient fait renaître la vie dans des pays où se manifestait auparavant la moribonde langueur d'une vieille race. Robert Guiscard, Guillaume Bras-de-Fer, Roger et Tancrède semblaient être revenus...[1] Nous avons porté à Rome le germe d'une administration qui n'existait pas. Rome, devenue le chef-lieu du département du Tibre, fut supérieurement réglée... Les Français, en traversant Rome, y ont laissé leurs principes : c'est ce qui arrive toujours quand la conquête est accomplie par un peuple plus avancé en civilisation que le peuple qui subit cette conquête... Napoléon est grand pour avoir ressuscité, éclairé et géré supérieurement l'Italie. »

Mais, naturellement, l'idée du *risorgimento* sort de cette transformation; elle fermente dans les sociétés secrètes, les charbonneries, les loges; dès 1797, tout ce qui, en Italie, procédait directement de la Révolution française, s'en identifiait l'esprit, s'enflammait pour l'unité de l'Italie. Cette passion prend corps. L'Italie existe; aux Italiens de s'en emparer. L'idée vient de France, les Français l'ont réalisée; mais elle tourne contre eux et leur domination, et cette faction, toute nationale, tend à expulser les Français d'Italie, comme naguère les Allemands.

L'Italie aux Italiens! *L'empire sans l'empereur* des opposants français. C'est conserver les bienfaits de la domination napoléonienne en secouant la suprématie étrangère. Comme il se trouve en France nombre de parvenus, bénéficiaires et donataires de Napoléon pour souhaiter en secret ce dénouement et, l'heure venue, le faciliter à leur profit, il se trouve en Italie, en contraste avec le loyal Eugène et l'avisée

[1] Il ajoute : « Moins la chevalerie », ce qui est un mot d'auteur. Murat avait au moins autant de *chevalerie* dans l'âme que ces fameux Normands, et quelque chose de plus, qui venait de la Révolution.

Élisa, un beau-frère de l'empereur, un soldat de la République, devenu roi par la grâce impériale, pour rêver une défection à laquelle son étendue et ses motifs superbes donneraient quelque apparence d'aventure conquérante : réunir les morceaux de l'État, rassembler les forces de la nation et consommer l'unité en se faisant roi d'Italie.

Murat, jaloux d'indépendance, au moins pour son panache, prend au sérieux son règne et sa couronne, se croit prédestiné à la régénération de l'Italie et croit l'Italie nécessaire à sa gloire. Le Génois Maghella, créature de Salicetti, et qui le remplace au ministère de la police, conspirateur au pouvoir, comme en France Fouché, dont il semble l'émule, flatte cette passion inavouée, gonfle de ses utopies nationales cette cervelle romanesque et creuse, et Murat, désormais, marche dans son rêve qui fera de lui un traître à sa patrie de naissance, la victime héroïque et dupée de sa patrie d'adoption. Préoccupé, très prématurément, depuis le mariage, de l'hostilité qu'il attribue à la maison d'Autriche, pour *sa* maison, il cherche à se rassurer lui-même, et pour obtenir des garanties, offre des gages. Il s'aventure en des intrigues louches. William Bentinck, proconsul anglais en Sicile, l'abuse et, pour le perdre, l'entretiendra dans l'illusion que l'Angleterre, en reconnaissance de sa défection, reconnaîtra *sa* royauté, lui facilitera l'hégémonie de l'Italie ; tels, en France, les *amis de l'Angleterre* qui s'imaginaient gagner, par cette même défection la monarchie constitutionnelle et les limites de la République : *l'empire sans l'empereur !*

Ce serait le vœu de Joseph si son ambition intime ne le poussait plus loin : devenir l'empereur de cet empire-là. Des amis habiles le poussent à abandonner l'Espagne qui le rejette : il laissera toute la responsabilité de la catastrophe à l'empereur; il passera pour le conseiller méconnu, la victime politique; il attendra, dans sa fastueuse retraite, sa revanche qui sera celle de la philosophie, son heure qui sera celle de la paix; le présent sera doux, l'avenir intéressant. Mais Joseph ne se peut déprendre de sa royauté ; les Espagnols sont pour

lui des sujets égarés dont Napoléon et ses maréchaux entretiennent seuls l'hostilité. La grossesse de Marie-Louise diminue ses chances de succession à l'empire. Enfin, il est rivé au trône par sa vanité fondamentale. Il menace d'abdiquer, s'il imagine que sa menace désarmera Napoléon ; s'il se figure que Napoléon le veut, à la façon de Louis, réduire à l'abdication, il s'emporte et se cramponne. « Je ne puis rester ici qu'autant que je pourrai faire le bonheur de la nation espagnole en servant la politique de l'empereur », et il reste, contrariant la politique de l'empereur, haï ou dédaigné des Espagnols [1].

L'Espagne, pauvre et forcenée, en loques d'idées comme d'uniformes, sans penseurs, sans poètes, continue à défendre son isolement farouche, ses rochers, son inquisition, dans une guerre dont la gloire reste anonyme comme ses féroces héros. Pour les Français, épopée inouïe de brigandage et de chevalerie. Des courses, dans la nuit, au milieu des embuscades ; si l'on est pris, les supplices, l'écorchement, la mort dans l'ordure. Si l'on arrive, de vieux châteaux sombres, aux intérieurs rehaussés d'or, des dîners somptueux, des bals ; au sortir, des déserts semés d'ossements, des oasis, des eaux jaillissantes, en gerbes gaies, dans les bassins ombragés de citronniers et de cyprès : des treilles, des orangers qui portent, en toute saison, des fleurs et des fruits ; les femmes aux fenêtres pour savourer la honte du Français s'il est vaincu, l'attirer d'un sourire s'il est vainqueur ; les aventures de Roland chez les Sarrasins de l'Arioste, les délices de la Sicile musulmane et de la Palestine galante ; de la religion et du fanatisme partout, jusque dans le libertinage ; des moines sanguinaires ; des prêtres bourreaux ; des femmes qui se livrent par sensualité et qui, par patriotisme, livrent leurs amants ; des populaces terrifiées et terroristes ; des mégères tortionnaires, des tortures obscènes ; une truculence de viols, de boucheries, de pendaisons, d'incendies ; une combinaison horrifique de

[1] *Mémoires de Miot.* — Joseph à Napoléon, 7 septembre 1800. Ducasse.

Don Quichotte et de Montluc, du *romancero* du Cid et des tragiques d'Agrippa d'Aubigné [1].

Les Espagnols luttaient afin de rester eux-mêmes; la guerre ne les changea point. Ils donnent un grand exemple, mais ils n'en profitent pas. Ils ne surent pas trouver le chemin qui de l'indépendance reconquise ramène à la grandeur nationale. Leur haine du Français fut stérile comme leurs rochers, mortelle comme leurs marécages.

Ce n'est point que le souffle qui passait sur eux ne les ait touchés. Il se forme au cours de la lutte une minorité de patriotes libéraux, à la manière des Girondins de 1792. Mais ce parti qui n'était destiné, durant des années, qu'à fournir des victimes, ne suscite d'abord que des illusionnés. Tels les orateurs des Cortès qui se rassemblent à Cadix en 1810 et élaborent la constitution promulguée en 1812; leur ouvrage s'inspire de la constitution de la France en 1791, adaptation timide d'ailleurs, et très espagnole, sur l'article de la religion : la liberté de conscience est exclue. Cette constitution, qui présentait tous les défauts de celle qui lui avait servi de modèle, est restée célèbre dans les pays méditerranéens : elle a gardé, des temps héroïques où elle est née, un prestige d'utopie.

D'ailleurs une machine de guerre contre les étrangers. Rien n'apaisa les Espagnols, rien ne les pouvait gagner. Les bons gouverneurs, humains, intègres, éclairés, comme Suchet en Aragon, purent commander le respect pour l'homme; ils n'adoucirent point l'aversion pour le peuple conquérant. Une seule passion les obsède, les meut, les rassemble : expulser les Français, les maréchaux prévaricateurs aussi bien que la cour onéreuse de Joseph, le roi piteux et les soldats exécrés, confondant dans la même réprobation l'empereur, son frère et la nation française. Le flux de la Révolution opère comme celui de l'Océan contre les grandes falaises, quand le vent d'ouest le pousse : il se gonfle en vagues énormes, il se lance à l'assaut, il se brise contre le mur de pierre; il retombe

[1] *Souvenirs* d'Espinchal, Parquin, Rocca, Gonneville, Lejeune, Thiébault, Marbot, Pepe; lettres de Bugeaud; propos de Lasalle, dans Rœderer.

en écume, s'écrasant soi-même, et il engloutit les malheureux marins qu'il emportait dans sa course, à l'assaut du roc inaccessible.

Il faut se porter à l'autre extrémité de l'empire pour trouver un pays où l'action de la France se soit exercée simple, directe, bienfaisante, libérale, telle que la France la devait concevoir : la Pologne, ou plutôt le duché de Varsovie[1]. C'est que Napoléon y a repris l'œuvre de régénération nationale rompue en 1791[2]. Le statut constitutionnel du 22 juillet 1807, complété par le Code civil, mai 1808, c'est la constitution du 3 mai 1791 adaptée aux nécessités nouvelles et remaniée dans l'esprit des « constitutions » de l'empire. Dans l'ordre social, un pas immense : l'abolition du servage et, pour élever par degrés le peuple des affranchis à la condition de propriétaire libre et de citoyen, l'égalité des classes, la publicité de la justice. Dans l'ordre politique : un duc, héréditaire, assisté de ministres responsables et formant un conseil d'État; un Corps législatif élu par la noblesse et par les villes; un Sénat nommé par le duc; le vote de l'impôt et la discussion des lois. Dans l'armée, l'avancement ouvert, et la croix d'honneur accessible à tous. Mais s'il essaie de ressusciter la Pologne, Napoléon ne la peut tirer du tombeau que dans l'état où elle a été ensevelie. Le duché de Varsovie n'est qu'un fragment de la Pologne démembrée en 1793, dépecée en 1795. Elle revient à soi avec toute la vaillance et les nobles chimères qui l'ont aidée si longtemps à défendre sa vie, mais aussi avec les factions, les rivalités qui l'ont perdue et livrée à ses ennemis. C'est toujours la lutte des législateurs patriotes de 1791, héros civiques, de la grande diète de quatre ans, maintenant partisans de la France et de la réforme à la française, contre les confédérés de Targowitz, de 1792, aristocrates du parti de la Russie. Ces magnats, écrit Davout, ne voulaient « notre assistance que pour recouvrer leur influence despotique; jamais ils ne nous ont aimés ». Les réformes les attei-

[1] Bignon, Rambaud; Bonnefons, *Saxe; Corr. de Davout.*
[2] Voir t. II, p. 112 et suiv; 457 et suiv.

gnent dans leur richesse et dans leur orgueil. « La petite noblesse qui n'a rien à perdre aux changements et qui ne peut qu'y gagner de la considération et des biens, le bourgeois qui attend tout des principes français et rien de la générosité des patriciens forment la masse de l'autre parti : il ne manque pas d'hommes entreprenants et éclairés. On n'aurait à se méfier que de son exaltation. Cette classe est le seul instrument qui puisse servir aux desseins de la France. Elle tend à former un peuple. Ses intérêts sont d'accord avec les nôtres [1]. »

Les hommes abondent, l'argent fait défaut ; le *blocus* stérilise l'agriculture, anéantit le commerce des blés, seules sources de la richesse. Il y a 20 millions d'arriéré, 20 millions de déficit par année. Puis le temps manque. Le duché n'est qu'une pièce dans l'armure de l'empire ; c'est une pièce pesante, aux extrémités où elle est placée, le premier coup de bascule la fera chavirer. Napoléon n'a fait qu'y passer. Comme le Comité de Salut public, comme le Directoire, son intérêt pour la Pologne s'est toujours subordonné aux intérêts de sa politique en Russie, en Autriche, en Prusse. Toutefois il a fait plus que les deux gouvernements précédents et il a fait assez pour que son influence ait été profonde et que son intervention ait laissé des traces durables. Nulle part la légende napoléonienne n'est demeurée plus populaire et plus vivace. C'est la nation, rare entre toutes celles que les armées françaises ont occupées de 1792 à 1813, où elles n'ont laissé que de grands souvenirs sans amertume et semé que la reconnaissance; celle aussi où l'on ne souhaitait, en 1810, ni la chute de la France, ni le recul de sa puissance et où, dans la mémoire des hommes, la France n'a point été séparée de Napoléon ni l'empire de l'empereur.

Ce serait la seule sans l'Illyrie, cette autre marche en pays slave. En Pologne, la suprématie française réveillait un grand peuple gisant à terre, mutilé, assommé. Ici, elle appelle à la vie des peuples qui n'avaient d'histoire que pour se souvenir

[1] Davout, 9 octobre 1808.

des maîtres qui les exploitaient sans intelligence et sans justice. Des lois — le Code civil — des juges équitables, des administrateurs vigilants ; des routes ouvertes, des torrents endigués, les fleuves rectifiés en leur cours ; les écoles, la tolérance religieuse ; tout l'inconnu, tout le bienfait du gouvernement éclairé, voilà ce que leur apporte, sous l'impulsion de l'empereur, le gouvernement français de Marmont. Aussi, dit un explorateur récent de ces contrées, son nom se retrouve partout. Il n'est ni ville ni village qui n'ait la rue ou la place Marmont. « Il est monté à cheval, racontent les paysans, et il a dit : « Que l'on fasse des routes ! » Et quand il est descendu de cheval, les routes étaient faites [1] ! »

III

Nulle part la révolution dans la société civile ne fut plus efficace, plus durable ; n'entraîna une révolution plus complète dans le gouvernement des hommes que sur la rive gauche du Rhin : elle faillit même entraîner une transformation nationale, et ce fut essentiellement l'œuvre du consulat et de l'empire [2]. La Convention avait conquis et réuni la terre ; Napoléon assimila et affectionna les hommes. Il les fit entrer non seulement dans la paix romaine, la paix de l'empire, mais dans la patrie française. Ce qui a subsisté d'attaches françaises en ces pays est dû à une administration supérieure, à des préfets impériaux sortis de la Révolution, comme Jeambon Saint-André à Mayence [3] ; à une justice équitable, à l'ordre dans la perception des impôts, à la suppres-

[1] PISANI, *la Dalmatie*. — René MILLET, *les Balkans*. — Charles DIEHL.

[2] Ernest DENIS, *l'Allemagne*. — RAMBAUD, *l'Allemagne sous Napoléon*. — PERTHES, HÜFFER, HAÜSSER. — BOCKENHEIMER, *Mainz*. — HESSE, *Bonn*. — Comparez t. I, p. 431 ; t. IV, p. 158 ; t. V, p. 166 ; t. VI, p. 316.

[3] SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. VIII. — PUYMAIGRE, *Souvenirs*. — BEUGNOT, *Mémoires*.

sion du régime seigneurial, à la propriété ouverte à tous, au Code civil en un mot; à la tolérance religieuse; à l'industrie encouragée, à la prospérité de l'agriculture par les fournitures militaires; à tant de débouchés ouverts au travail, à l'ambition, dans l'armée, dans la magistrature, dans les douanes; à tous les avantages que procurait à des hommes parlant les deux langues l'extension continue du Grand Empire en terre allemande; enfin l'honneur et les bénéfices de l'union avec un grand peuple prospère, maître des affaires, possédant le gouvernement le plus éclairé du continent, l'armée la plus glorieuse, la fierté de servir un grand homme et de participer à la gloire de la première nation du monde. « Le régime, écrit un Allemand[1], était sévère et viril; pourtant les Rhénans vivaient unis dans un heureux ensemble, et grâce à la grandeur de leur pays, à l'activité mutuelle, ils se procuraient facilement leurs besoins; ils avaient une constitution libérale et une condition égale à celle des autres; ils trouvaient les manières, à la fois aimables et libres, des Français plus agréables que le ton rude et pédantesque de leur race allemande; ils ne sentaient rien ou bien peu des misères dont Napoléon remplissait l'Europe, puisque leur territoire servait de lieu d'entrepôt où la France déposait son butin; ils voyaient employés et dépensés dans leurs propre pays, non seulement le montant de leurs propres impôts, mais des sommes considérables venues de tout l'empire. »

Les départements de la rive gauche du Rhin sont, dans l'empire de Napoléon, ce qu'était l'Alsace sous l'ancien régime, en face de la ligue du Rhin, mais une Alsace plus étendue en face d'une ligue du Rhin très amplifiée. Les Rhénans sont, à ses yeux, des Français, et il les traite comme tels; les Allemands de la rive droite sont des étrangers. Il gouverne en vue d'identifier les premiers à la France, et d'assujettir les seconds à la politique française. Encore qu'il domine sur les deux rives du Rhin, le Rhin est une barrière politique, bar-

[1] Boost, *Was waren die Rheinlander. (Revue critique.)*

rière de douanes, de police et de censure. La circulation d'une rive à l'autre est difficile. Napoléon ne rêve point, ici, comme en Italie, la fusion des populations. Son Allemagne demeurera morcelée et confédérée. Sa politique n'est que le prolongement et l'extension de celle des anciens rois et de celle du Comité de Salut public. Si, comme ce comité, dont il continuait en Allemagne ainsi que partout en Europe l'ouvrage, il simplifie la carte et prépare l'unité, il le fait sans en connaître les conséquences : il n'y voit qu'un instrument de règne et le moyen de compléter les effets de la paix de Westphalie [1].

Dans l'Allemagne ainsi réorganisée, selon les « lumières du siècle », les monarchies napoléoniennes sont destinées à devenir des foyers de l'influence française, des modèles pour les princes, des centres de ralliement pour les peuples, l'état-major de la Confédération du Rhin. Ils forment la transition entre l'annexion et le vasselage, et Napoléon y a mis tout ce qu'il a cru pouvoir introduire de Révolution française dans les lois, d'empire français dans les gouvernements. « Il faut, écrivait-il à Jérôme, que vos peuples jouissent d'une *liberté*, d'une égalité, d'un bien-être inconnus aux peuples de la Germanie, et que ce gouvernement *libéral* produise, d'une manière ou d'autre, les changements les plus salutaires au système de la Confédération et à la puissance de votre monarchie. » — « Ce que désirent avec impatience les peuples d'Allemagne, c'est que les individus qui ne sont point nobles et qui ont des talents aient un égal droit à [la] considération [du gouvernement] et aux emplois ; c'est que toute espèce de servage et de liens intermédiaires entre le souverain et la dernière classe des peuples soit entièrement abolie... Cette conduite ira au cœur de la Germanie [2]. »

Ce fut, en effet, la plus belle des nouveautés pour les Alle-

[1] Cf. t. I. p. 281, 400; t. IV, p. 225, 227, 299; t. V, p. 261.

[2] Napoléon à Jérôme, 15 novembre 1807 : constitution du royaume. — Ducasse, *les Rois frères*. — Kleinschmidt, *Westfalen*. — Goecke, *Westphalen, Berg*. — Thimme, *Hannover*. — Darmstædter, *Frankfurt*. — Perthes, Haüsser. — *Mémoires* de Thiébault, de Norvins, du roi Jérôme, de Beugnot. — Lang, *Reinhart*.

mands de la Westphalie et de la Hesse, d'entendre publier et de voir se réaliser, à leur avantage, des articles tels que ceux-ci : « L'égalité de tous les sujets devant la loi et le libre exercice des cultes; tout servage, de quelque nature et sous quelque domination qu'il puisse être, est supprimé. Le système d'impositions sera le même pour toutes les parties du royaume. La noblesse subsiste... dans ses qualifications, mais sans donner ni droit exclusif à aucune fonction ou dignité, ni exemption d'aucune charge publique. Le Code Napoléon formera la loi civile du royaume... La procédure sera publique et le jugement par juré aura lieu en matière criminelle. » La conscription même parut un adoucissement matériel et moral à l'enrôlement à coups de bâton ; les conscrits entraient aux régiments westphaliens, au service de leur propre roi ; ils trouvaient plus d'honneur et de profit à combattre avec la « Grande Armée » qu'à se faire tuer pour procurer à leurs princes quelques sacs de livres sterling. « Rarement, dit un historien allemand, un pays a reçu de si bonnes lois que cet éphémère royaume. » En outre, de bons ministres, intelligents et intègres ; des Français sortis de la Révolution, des Allemands élevés à l'école du despotisme éclairé. Mais quel que fût le réel bienfait de ce régime, quelles que fussent — et elles semblaient infinies — la docilité des peuples, la servilité des nobles et des bourgeois, tout s'effaça, tout se gâta par ces deux vices, inhérents non au régime, mais aux circonstances : Napoléon qui exigeait trop d'hommes, de chevaux et de canons ; le roi Jérôme, qui exigeait trop d'argent, prodigue, libertin et qui épuisait l'État en bâtiments, chambellans, maîtresses, astragales et mascarades. En faisant de cet aimable et joyeux officier de marine un roi allemand, Napoléon le livra à tous les excès de la vieille Allemagne princière. Ce roi devint le principal obstacle au succès de son gouvernement et à la durée de son royaume.

D'où, chez les peuples, l'instinct d'abord; puis, peu, à peu, le désir raisonné de se soustraire à l'exploitation de l'étranger tout en conservant les avantages du gouvernement des

étrangers. Le royaume de Westphalie combiné pour convertir l'Allemagne à la suprématie française travaille en réalité à relever l'âme allemande et à y jeter l'espoir ou l'illusion d'une meilleure Allemagne qui réunirait les bienfaits de la conquête avec la dignité et la douceur d'une patrie.

Le grand-duché de Berg, créé pour Murat, attribué au fils de Louis et d'Hortense, est une simple réduction du royaume de Westphalie. Les anciens nobles, encore que serviles, sont ceux qui s'en louent le moins ; les juifs, ceux qui s'en louent le plus. Henri Heine, alors à l'école, à Düsseldorf, a laissé dans ses souvenirs, dans ses poèmes l'impression ineffaçable de ces années[1] : « La fille d'un marchand de fer des environs devenue duchesse avait raconté à ma mère que son mari avait gagné beaucoup de batailles, qu'il aurait bientôt de l'avancement et parviendrait au grade de roi... Voici que ma mère rêvait pour moi les épaulettes les plus dorées, voulait me consacrer au service de l'empereur. » Quand le Hanovre fut réuni en partie à la Westphalie, il passa sous le même régime. Ce régime y fut plus dur, parce que le *blocus* y devait être plus rigoureux. Il en fut de même dans les départements formés dans la basse Allemagne et sur l'Elbe en décembre 1810 : postes de douane et de combat ; la domination y parut insupportable au peuple. Napoléon ne songeait qu'à les soumettre ; il ne songeait point à les gagner.

Dans les États confédérés, demeurés aux dynasties allemandes, on observe les mêmes signes que dans la Westphalie et le pays de Berg[2]. Les rois vassaux font, et plus à l'aise encore, les mêmes calculs que les rois frères : garder la couronne et les terres en s'affranchissant du joug impérial. Napoléon se mêle peu de leur gouvernement, pourvu qu'ils fournissent leurs contingents d'armées. Toutefois, il leur voudrait voir appliquer, peu à peu, le régime qu'il organise en Westphalie ; faire du Code Napoléon, la loi civile de toute l'Allemagne[1]. Peu à peu ses idées s'infiltrent en Bavière,

[1] Holzhauzen, *Heine und Napoleon.*
[2] Bonnefons, *Saxe.* — Eckart, *Mongelas.* — Perthes.

notamment, sous l'administration de Montgelas. L'Allemagne est mieux ou, si l'on veut, moins mal gouvernée, et l'exemple de la France y influe. C'est l'intérêt même des princes d'amender leur gouvernement, comme on amende ses terres, afin d'en tirer plus de récolte [1].

D'ailleurs il leur faut compter avec leurs peuples. Il y a désormais des Allemands en Allemagne, et ce n'est pas la moindre étrangeté de la suprématie française que d'en avoir fait, aux Allemands mêmes, la découverte, très certainement à l'insu de Napoléon et contre tous ses calculs. Son erreur, à leur sujet, ne lui était point personnelle, et s'il les a jugés avec moins de pénétration qu'il ne jugeait les Italiens, c'est qu'il ne les connaissait point par lui-même, et qu'il s'en tenait aux rapports des diplomates, à l'opinion courante en France. Dalberg, le plus agenouillé de tous, « prince primat » et le dernier survivant des princes ecclésiastiques, aurait souhaité que la Confédération du Rhin devînt une nouvelle Allemagne. — Balivernes ! disait Napoléon. « J'ai coupé court à ces divagations : — Monsieur l'abbé, je m'en vais vous confier un secret. Les petits, en Allemagne, voudraient être protégés contre les grands ; les grands veulent gouverner selon leur fantaisie ; or, comme je ne veux de la Fédération que des hommes et de l'argent, et que ce sont les grands et non les petits qui peuvent me fournir les uns et l'autre, je laisse en repos les premiers, et les seconds n'ont qu'à s'arranger comme ils pourront [2]. » — « La Confédération du Rhin », écrit Chateaubriand, qui vit de plus haut et de plus loin, « est un grand ouvrage inachevé, qui demandait beaucoup de temps... Il dégénéra subitement dans l'esprit de celui qui l'avait conçu... D'une combinaison profonde, il ne resta qu'une machine fiscale et militaire... l'exacteur et le recruteur prenait la place du grand homme [3]. »

[1] A Champagny, 31 octobre 1807. — Cf. t. I, p. 431.
[2] Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 58.
[3] *Mémoires d'outre-tombe.* — Comparez le jugement, si étroit et si peu politique, de Thiers, t. VI, p. 480.

Mais si matériel que demeure l'ouvrage, il subsiste et porte loin ses conséquences. Napoléon travaille la matière « impossable » et la chair à canon, mais c'est de la chair humaine, c'est du travail humain, et l'effort produit de la conscience et de l'âme. L'homme sortit du limon de la terre remuée, piochée, bouleversée, labourée. Napoléon agglomère, façonne l'argile du Saint-Empire. Il réunit en groupes compacts les Allemands parqués entre tant de comtés, baronnies, abbayes et seigneuries équestres. Il n'existait entre ces êtres, nés du même sang, aucun lien d'affection et d'intelligence. Par le service militaire commun, il leur apprend à se connaître ; ils discernent entre eux les membres épars d'une grande nation. Par son heurt formidable, par ses éclatantes sonneries de clairon et le rappel de ses tambours, il oblige ces Allemands tapis en leurs gîtes à sortir des ruelles de leurs villes et à se réunir sur la place, à s'échapper des masures, des hameaux et à courir vers la route. Il croyait, en supprimant tant de frontières, en dressant ces voies stratégiques, n'ouvrir que le chemin des casernes : il ouvre les routes d'une patrie. A cet être énorme, indécis et amorphe, il crée des organes rudimentaires qui tirent à eux la vie, la concentrent et la précisent. « Ce pays, disait Mme de Staël, ressemble au séjour d'un grand peuple qui depuis longtemps l'a quitté. » Napoléon tire ces peuples de l'exil où ses maîtres les ensevelissaient, en leur propre pays. Et sur ce corps arraché à la léthargie passe le souffle de l'âme : cette âme flottait sur l'Allemagne [1].

L'Allemagne intellectuelle et l'Allemagne artiste ; la génération qui rassemble Kant, Gœthe et Beethoven, cette trinité du génie allemand, et auprès d'eux Schiller, Herder, Fichte, apportent à ce peuple une parole et des chants qui pénètrent les cœurs. Kant lui révèle la dignité de l'homme ; Fitche, la dignité du citoyen. L'un lui crie : « Tu penses, donc tu es ! » L'autre : « Tu es un grand peuple, et tu pleures. »

[1] Cf. t. I, p. 420 et suiv. ; t. V, p. 329

Tous l'exhortent à être : « Au commencement, écrit Gœthe en le prologue de son *Faust*, au commencement était la parole; je dirais plutôt : au commencement était la pensée... Non... il faudrait dire : au commencement était la force... Mais l'esprit m'éclaire et j'écris, rasséréné : au commencement était l'action. »

Droits et dignité de l'homme, Rousseau les a prêchés à l'univers; puissance irrésistible de la volonté, nécessité de l'action, c'est le grand exemple de la Révolution française. Grande nation, parce qu'avant tout nation. Voilà ce que les Allemands discernent enfin, sous l'éperon de la conquête, le fouet du conquérant et le fer des chevaux de l'étranger. Comme les Français ont confondu les droits de l'homme avec ceux du Français, leurs propres conquêtes avec celles de l'humanité et s'en sont fait doublement gloire; ainsi les Allemands passent sans transition du cosmopolitisme où ils se dissolvaient à l'égoïsme patriotique où ils vont se concentrer. « Unissons-nous, enseigne Fichte. Un patriote veut que la fin suprême de l'humanité soit d'abord atteinte par la nation dont il fait partie... Dans notre siècle ce but ne peut être atteint qu'au moyen de la science... Soyons Allemands et nous ne cesserons pas pour cela d'être cosmopolites, car aux yeux du philosophe l'Allemagne représente l'humanité. » Et Arndt, plus simple et plus intelligible, sans frelaterie d'absolu : « La cause première de tous nos maux est le défaut d'unité. L'unité se fait par contre-coup de la conquête. Les Maures ont fait celle de l'Espagne, les Anglais celle de la France. Les Français feront celle de l'Allemagne[1] ! »

Tout en le maudissant, ils ne méconnaissent point ce terrible architecte qui rassemble, croyant travailler pour lui-même, les pierres de leur foyer. « Le royaume de Westphalie, dit Gœthe, bien que son créateur n'y ait guère songé, fut le premier essai d'une reconstruction de l'Allemagne échappée à l'Empire germanique. » — « Celui, disait l'histo-

[1] Lévy-Bruhl. — Précis dans Oncken, t. II, liv. VII, chap. i.

rien-ministre Jean de Müller, aux États de Westphalie [1]; celui autour duquel le monde a fait silence parce que Dieu a mis le monde dans ses mains, voit dans la Germanie la protection du Midi et de l'Ouest, la sauvegarde de la civilisation européenne. Pour la confondre dans sa politique, il a donné à la Germanie une force nouvelle; il lui a donné ses lois, l'exemple de ses armes, les plus nobles modèles, et, au lieu de soldats mercenaires, des citoyens armés pour la défense du sol. De vingt pays divisés, il a formé un empire. Pouvait-il faire davantage? » Hegel qui devait découvrir dans la Prusse germanisée le dernier terme de l'évolution de l'*idée* dans l'État, salue en Napoléon « notre grand professeur de droit public ». Chassé de sa maison par les soldats français, ce penseur s'arrête à considérer au passage « l'homme extraordinaire, qu'il n'est pas possible de ne pas admirer »... « l'âme du monde » ! « Dans ses traits, écrit Heine, on lisait : — Tu n'auras d'autre dieu que moi... — et le peuple criait de ses mille voix : — Vive l'empereur ! »

Ils attendaient de lui qu'il serait leur Charlemagne, et c'est pourquoi ils l'acclamaient; ils reconnaissent qu'il n'est que le Charlemagne des Francs, et ils le réprouvent. Mais ce qu'il a suscité chez eux, ils y tiennent désormais, ils le lui reprendront, ils le défendront contre lui. Les droits de l'homme sont les droits de l'Allemand : voilà l'enseignement, pour eux, de la Révolution française. L'Allemagne débarrassée de ses entraves, appartient aux Allemands, voilà l'effet, pour eux, de la Révolution napoléonienne. Ils prennent le sentiment de leur force. Ne pouvant en user en plein jour, ils travaillent dans les mines, ils conspirent. Carbonarisme en Italie, ligues de la vertu en Allemagne [2], franc-maçonnerie dans l'un et l'autre pays, ce sont et pour longtemps les formes de l'esprit révolutionnaire propagé par la France et qui se retourne violemment contre la France. On reconnaît l'impulsion de la Révolution française jusqu'en ce ricochet paradoxal, en ce

[1] 22 août 1808.
[2] Sur ces ligues : Fournier, *Studien* ; Stern, *Abhandlungen*.

soulèvement de l'Allemagne, né de l'indépendance, nourri de l'hostilité à la domination étrangère, exalté par l'idée de glorifier la patrie.

Ainsi pour les princes d'Allemagne le désir de secouer le joug et de se partager les dépouilles de Napoléon ; pour les peuples, le désir de chasser les étrangers et de conserver les droits acquis, de consommer l'unité nationale ; pour les uns et pour les autres, ce qui peu à peu va les rapprocher et réunir, pour un moment, l'avidité des princes au dévouement patriotique du peuple : *l'empire sans l'empereur !* Ajoutez les passions, qui mêlent l'enthousiasme à la haine ; la misère croissante, la dureté du service qui aiguillonnent incessamment les hommes. Une levée en masse de l'Allemagne sur les derrières de l'armée française, en cas de défaite, sera dénoncée, à la fin de 1811, comme un danger quasi certain pour tout observateur qui sait voir et qui ose parler. Jérôme lui-même ouvre les yeux, et il écrit à son frère, presque dans les termes où, dans les premiers temps de la grande guerre, à la fin de 1792, Dumouriez écrivait au Conseil exécutif[1] : « La fermentation est extrême ; on nourrit les espérances les plus hardies et on les entretient avec enthousiasme, on se propose l'exemple de l'Espagne, et si la guerre éclate, toute la région du Rhin à l'Oder sera le foyer d'une insurrection générale. La cause... n'est pas seulement dans la haine contre la France ; elle est bien plutôt dans le malheur des temps, la ruine complète de toutes les classes... Il faut craindre les explosions de désespoir des peuples qui n'ont plus rien à perdre, parce qu'on leur a tout pris. »

[1] Jérôme à Napoléon, 5 décembre 1811. — Denis, p. 297. — Ducasse, p. 381 et suiv. Cf. T. III, p. 287, 338 ; t. IV, p. 245.

IV

Napoléon, par le choc épouvantable qu'il imprima à la Prusse, fit crouler tout ce qui craquait ou se lézardait auparavant[1]. Il força la Prusse à se régénérer si elle voulait survivre. La Révolution française lui montra comment une nation se concentre en soi-même, se défend et se reconstitue. Elle lui fournit moins un moule qu'elle ne lui donna un exemple. L'inspiration vint de la France, le moule fut tiré du sol même de la Prusse. Les réformateurs prussiens comprirent très vite — et ce fut peut-être leur vue la plus profonde — comment l'esprit de la Révolution française pouvait produire, selon les pays, des œuvres très différentes de celles qu'avait accomplies la Révolution en France, et comment en se propageant en Europe cet esprit devait naturellement soulever contre la domination française les nations vaincues et conquises par les armes de la France.

« La Révolution française, avait dit Hardenberg, a donné à la France, au milieu d'orages et de scènes sanglantes, un essor imprévu... On s'est fait l'illusion que l'on résisterait plus sûrement à la Révolution en s'attachant plus étroitement à l'organisation ancienne, en poursuivant sans pitié les principes nouveaux... La force de ces principes est telle en effet, ils sont si généralement reconnus et répandus, que l'État qui refusera de les accepter sera condamné à les subir ou à périr... Des principes démocratiques dans un gouvernement monarchique, telle me paraît être la formule appropriée à l'esprit du temps. » C'est la formule de l'État prussien que les réformateurs établirent en 1808. Ils ont, d'ailleurs, ce caractère singulier que les plus grands d'entre eux sont étrangers

[1] Comparez t. I, liv. III, chap. VII. — CAVAIGNAC, *Formation de la Prusse contemporaine*. — RANKE, HÜFFER, ONCKEN, TREITSCHKE, LÉVY-BRÜHL.

à la Prusse : Stein, pur Allemand, du cœur de la vieille Allemagne; Hardenberg et Scharnhorst, Hanovriens; Gneisenau, Saxon. Ce fait suffit à montrer comment toutes les forces vives de l'Allemagne se tournent alors vers la Prusse et comment la réforme de la Prusse tend à faire de cette monarchie l'État maitre de l'Allemagne. Stein a relevé la nation et l'a inclinée vers l'Allemagne; Scharnhorst, de cette nation forme une armée, avant-garde et cadre de l'armée allemande; Hardenberg a reconstitué l'État et la politique, l'État type de l'État allemand moderne, la politique directrice de l'Allemagne émancipée.

Toute l'œuvre de Scharnhorst et de Gneisenau est dans ces mots : la levée en masse d'un peuple transformé en soldats; l'appel aux armes de toute la jeunesse, et, s'il était possible, l'appel aux grades de toutes les intelligences et de tous les dévouements.

Dans les réformes intérieures de la nation et de l'État, à travers tant de retours et de détours, on discerne deux périodes : celle de Stein, qui se termine en décembre 1808 par la retraite de ce ministre; celle de Hardenberg qui, de conseiller occulte qu'il demeura toujours, redevient chancelier et quasi dictateur en 1810 [1].

L'œuvre de Stein est surtout une œuvre de régénération morale. Il a plus agi par ses desseins que par ses mesures: mais ses desseins sont ceux d'où est sortie l'Allemagne moderne. Il posa le principe et donna le premier exemple, dans les domaines du roi, de l'abolition du régime seigneurial : l'homme libre, travaillant la terre libre, et, par ce labeur même, la terre devenant une patrie, l'homme un citoyen, rattaché à l'État et au roi. Il tâche de développer dans l'administration la responsabilité en même temps que l'énergie; dans les communes, le *self government*. Mais son affranchissement de la terre et de l'homme est incomplet, timide, incohérent; si le paysan, citoyen et patriote, est en

[1] Voir ci-dessus, p. 207, 292-3, 297, 311, 329, 333, 404, 453-454.

bas de son échelle, en haut demeure le gentilhomme avec son bien noble, les prérogatives politiques, administratives, militaires qui y sont attachées, juge de paix, lieutenant, premier serviteur du roi. Œuvre imbue de décentralisation aristocratique, œuvre toute de tradition et d'évolution; si Stein la découpe dans la nation allemande, il prend son modèle vivant en Angleterre.

Très différente est l'œuvre et surtout la conception sociale de Hardenberg. Par son fameux édit du 27 octobre 1810, sur la réforme fiscale, avec toutes ses annexes et règlements d'exécution; par son édit du 14 septembre 1811 sur la réforme agraire; enfin, par son grand projet de réforme administrative du 20 juin 1812, Hardenberg entre dans le vif de la révolution sociale par l'État, telle que Turgot l'avait projetée sous la monarchie, telle que Bonaparte l'a conçue et accomplie sous son consulat. Cette réforme est économique autant que civile; elle doit affranchir le travail individuel de toute entrave, supprimer les privilèges du bien noble, organiser la petite propriété indépendante; substituer, dans l'administration à l'oligarchie des hobereaux et des bourgeois un système d'autorité centralisée. Enfin, pour couronner l'ouvrage, de concert avec Humboldt, un savant appelé à la politique, l'Université de Berlin, corps privilégié, institué par l'État, pensant, agissant pour l'État, mais, libre de sa pensée, indépendant en son labeur, rassemblant et disciplinant les intelligences comme le service militaire les hommes, organe de l'âme nationale, ne séparant pas la recherche de la science de celle du bien public, mêlant le culte de la vérité à celui de la patrie, incarnant l'absolu dans l'État, de sorte que la raison d'État réalise la raison pure, que le *droit idéal* se confond avec le droit germanique, que l'histoire conclut à la précellence des droits de l'Allemagne sur les pays voisins; enfin un grand *Discours de la méthode* prêché à tous les Allemands par des savants, en même temps que les philosophes leur prêcheront le *Discours à la nation*.

Hardenberg était homme d'État de carrière, courtisan,

d'un esprit souple, intelligent, bon publiciste, mais avec plus d'étendue que de profondeur dans l'esprit, de la surface surtout; les séductions, l'habileté, l'adresse d'un diplomate d'éducation et dont l'art consiste, en ses divers personnages. à parler, dans chaque rencontre, le langage du moment. Il parlait, en 1806 et 1807, celui de la Révolution, tel que Napoléon l'avait accommodé dans son catéchisme consulaire; il était alors démocrate et césarien, comme il avait été philosophe et humain sous l'ancien régime, et « vertueux » au besoin du temps de la République; il devint, de même, légitimiste et réactionnaire en 1814; il resta au fond, toute sa vie, homme du monde accompli et copartageant dans l'âme. Il devint chancelier du royaume et le resta. Premier plénipotentiaire au congrès de Vienne, il ne cessa de monter dans les honneurs à mesure que Stein s'enfonçait dans la retraite et tombait dans l'oubli. Il mourut prince. Mais, à mesure que la Prusse a grandi en Allemagne et que l'Allemagne a grandi dans le monde, les proportions se sont renversées; la figure de Stein s'est élevée : aujourd'hui, elle domine toutes les autres.

Stein n'a fait que traverser le gouvernement : une dictature de quelques mois en 1808, un rôle épisodique de diplomate à la suite, en 1814. Le duc Victor de Broglie le vit à Coppet en 1816. « C'était, dit-il, un Allemand de grande taille, de forte et robuste corpulence, haut en couleur, l'œil vif, la parole dure et saccadée. Son regard, son langage respiraient l'indignation contre les souverains allemands, petits et grands, qui prétendaient rétablir, après la victoire, le pouvoir absolu, manquer à leur parole, trahir les promesses faites à leur peuple et recueillir seuls les fruits d'une lutte qu'ils n'avaient ni commencée ni suivie. Il s'exprimait avec le dernier mépris sur son propre souverain, sur la cour de Prusse. la bureaucratie allemande. » C'est, rapporte Mme de Staël, qui le rencontra à Pétersbourg en 1812, « un homme d'un caractère antique qui ne vit que dans l'espoir de voir sa patrie délivrée ». Il fut de tous les hommes d'État de la grande

crise de 1807-1813 celui qui eut dans l'esprit le plus d'avenir allemand. Bismarck, pour se faire Allemand, attendit que la Prusse fût maîtresse de l'Allemagne. Stein fut toujours Allemand, même au service de la Prusse. Que dis-je? il ne se lia à la Prusse que pour la rattacher à l'Allemagne, faire d'elle l'agent de la libération, puis de régénération de l'Allemagne : la libérer de la suprématie étrangère, d'abord, ensuite des discordes intérieures; l'affranchir de Napoléon, d'abord, du particularisme ensuite, et ce fut la pensée dominante, la vraie unité de sa vie.

Il fut un précurseur. Il conçut les grands desseins, il les prépara; il porta les coups décisifs et donna les impulsions durables. Il fonda, dès 1808, tout son espoir sur les sentiments populaires, et il les suscita. Il rêva de reconstituer l'Allemagne en un puissant empire. Il eût, pour y parvenir, « broyé princes et rois sous sa botte ». Il prédit l'écroulement de l'empire napoléonien, et il prédit que cet empire serait renversé par la marée montante des nations. Il chercha le remède suprême où l'on voyait le péril principal; il comprit que des révolutions nationales seraient, pour sauver l'indépendance des peuples, le seul spécifique contre la Révolution française, et que les grands États de l'avenir seraient, comme la France consulaire et impériale, ceux qui sortiraient d'une révolution nationale et se feraient nationaux. C'était remonter aux causes profondes. Ajoutez qu'il fut mal compris de ses collaborateurs et méconnu de son maître; qu'il finit dans l'amertume de la disgrâce, presque aussi exilé dans l'Europe monarchique de 1815 que dans l'Europe impériale de 1810.

L'admiration des peuples ne s'arrête point aux ouvriers laborieux, souvent incertains et hésitants, qui, dans l'ombre, en tâtonnant, ont élaboré les réformes pratiques et rédigé les lois bienfaisantes; elle se porte et se fixe sur les hommes qui ont, aux heures critiques, prononcé la parole historique, fait le geste sculptural, et dans lesquels se peuvent, par la poésie, par le drame, par la peinture, par la statuaire, personnifier les grandes choses, telles que le peuple en sa conception sim-

pliste se plaît à se figurer qu'elles se sont accomplies. C'est le cas de Stein et l'explication de sa gloire rétrospective après 1870.

Mais si la Prusse de 1810 était grosse de l'Allemagne à venir, elle était, essentiellement, l'anti-France en Europe. Nulle part on ne souhaitait avec plus d'ardeur la chute de Napoléon, sauf à profiter de son ouvrage d'unification en Allemagne pour fortifier ce pays et en faire une barrière formidable contre la France refoulée au delà du Rhin, peut-être au delà des Vosges.

V

Ces étranges contre-coups de la Révolution en France s'observent jusqu'en Russie. La guerre et la diplomatie avaient détourné Alexandre de ses premières spéculations politiques. Il aimait la liberté comme Napoléon la tragédie et d'autres la musique; virtuose d'humanité, il se délectait à en disserter devant les professeurs officiels d'harmonie muets et confondus, les chanteurs prosternés, et la galerie des grandes coquettes d'art et d'intelligence pâmées en admiration. Il se plaisait aux conférences sur le gouvernement constitutionnel comme les dilettantes aux concerts spirituels. Mais, le concert fini, il revenait, sans gêne ni transition, aux affaires de l'État, et au fond, dans la mélancolie des rêves ininterrompus, des espérances caressées, il jouait son jeu, qui fut de séduire tour à tour Napoléon, les émancipés de l'Allemagne, les royalistes et les constitutionnels de France.

Après Tilsit, la paix régnant et l'ère des grandeurs suspendue pour un temps, c'était l'heure de revenir aux arts libéraux. Czartoryski avait été le confident des premières rêveries : la restauration de la Pologne et la reconstitution de l'Europe; Spéranski fut le confident de cet intermède, la

réforme de la société russe et de l'État. Dans cette nouvelle fantaisie d'Alexandre, il tint le rôle d'organiste du grand orgue. Mais, si Alexandre ne paraît guère en avoir fait plus de cas qu'un illustre amateur n'en fait du sévère et ennuyeux maître de contre-point et de fugue, qui occupe et encombre bientôt ses loisirs, Spéranski se prit, en son ouvrage, profondément au sérieux. Ce fils de pope, élevé aux premiers rangs de la hiérarchie bureaucratique, à la force de sa poigne, n'était ni un spéculatif ni un révolutionnaire; il ne jouait point de la politique en gentilhomme revenu d'Angleterre et qui se pique de Montesquieu. Il avait bien lu *l'Esprit des lois*, et, dans ses propositions de réforme, on discerne plus d'influence française que d'anglomanie théorique. Rien en lui du sensible et littéraire *Comité de Salut public* de 1801[1]. Spéranski apportait aux affaires la pratique, la ténacité, les vues d'un grand commis sorti des intendances de Turgot. Il prétendait « trancher dans le vif, tailler en plein drap », reprendre l'autocratie en sous-œuvre. Il avait le sentiment des réformes sociales; il rêvait de liberté civile, d'égalité devant la justice; il voulait substituer un système de codes au chaos des oukases incohérents; la propriété plus accessible, un règlement des privilèges de la noblesse, la constitution d'une classe moyenne formé des marchands des villes et des paysans libres; enfin, dans l'avenir et progressivement, l'abolition du servage[2]. Toutes ces réformes devaient tomber d'en haut. Le tsar en serait l'initiateur et le tuteur. Quant à une constitution, car Spéranski n'eût pu être ni de son temps, ni de son emploi de dessinateur d'État s'il n'en eût élaboré quelqu'une, il s'inspirait beaucoup plus de la Constitution de l'an VIII, avec son Consul et son Conseil d'État, que de l'Angleterre avec ses Lords, ses Communes et ses précédents parlementaires.

La faveur et l'influence de Spéranski atteignirent leur apogée dans l'été de 1809. Pétersbourg se remplissait de comités et de commissions. Tout annonçait « une formidable

[1] Voir t. V, p. 312.
[2] Voir ci dessus, p. 479 : *les Réformes dans le duché de Varsovie.*

bataille civile, dont le général en chef était Spéranski, qui avait pour lui tout l'attrait et tout l'inconnu du génie... » Les vieux Russes se lamentaient : Alexandre tombait dans l'idéologie! Après la fascination du Corse, la suggestion du « fils du prêtre, ce qui constitue ici la dernière classe des hommes libres » . Napoléon l'avait embarqué dans le blocus qui ruinait la Russie; Spéranski le compromettait dans les *sectes* qui l'empoisonneraient [1]. Sous une forme ou sous une autre, toujours le mal français. Purs fantômes, craintes chimériques. C'était méconnaître en Alexandre l'artiste politique que son merveilleux instinct ramenait toujours, après les engouements, au juste sentiment des intérêts de son empire, des nécessités du gouvernement russe.

Les mêmes motifs, les mêmes ménagements pour les boyards, pour les gens riches, pour ses officiers et sa cour qui l'inclinaient à rompre le blocus et l'alliance française, l'amenèrent à briser les desseins de Spéranski et à traiter l'auteur en criminel d'État. Ce « gueux de séminariste » dérangeait et inquiétait tout le monde. Le *blocus* tarissait leurs revenus ; les réformes de Spéranski menaçaient leurs privilèges, leurs dotations, leurs honneurs et tous les profits des abus traditionnels. Paul n'avait que des accès, Alexandre menaçait de tourner au système. Alexandre allait tout droit à faire exécuter contre lui, dans le présent, l'arrêt que les vieux Russes ont, rétrospectivement, porté contre sa mémoire : « Étranger à la nature nationale, ... il rêvait la parité de toutes les confessions, l'égalité des Églises; il rêvait le rétablissement de la Pologne sans connaître l'histoire qui lui eût dit que le royaume de Pologne équivaudrait à l'assujettissement et à l'esclavage du jeune peuple russe [2]. » Prétendu gouvernement « d'intelligence et d'équité ! » Il n'en avait pas fallu tant pour mener l'infortuné Paul à l'apoplexie officielle. Cette leçon ne sortit jamais de l'esprit d'Alexandre. « Malgré les indignes ministres dont il était entouré, écrit Simon Woronzof, il n'a suivi que ce que

[1] Tolstoï. — Joseph de Maistre. — Woronzof.
[2] Pobiedonotzef, *Panégyrique d'Alexandre III.*

lui dictaient l'honneur et les vrais intérêts du peuple russe. »

L'effervescence qui se manifeste en Russie contre le blocus et la suprématie napoléonienne, par révolte des intérêts et par révolte d'orgueil national, se trahit par des cris de proscription contre les idées et les partisans de la France. Spéranski y succombe, moins encore parce qu'il passe pour s'inspirer de l'esprit français — on le dit en correspondance avec Talleyrand! — que parce que ses réformes impliqueraient la durée de la paix et la sincérité de l'alliance avec Napoléon. Tel fut, en Russie, le très incertain et fugitif retentissement de la Révolution française : une recrudescence de l'esprit national, étroitement russe, et dans le sens le plus opposé à l'esprit de l'Occident.

On observe tout le contraire dans les pays chrétiens de domination turque; c'est que la France n'y prétendait point et qu'en suscitant, comme partout, l'esprit national, l'influence française ne le tournait point contre la France. En Moldavie, en Valachie, le souvenir du grand empereur reste lié au réveil de la conscience nationale [1]. « Napoléon, écrit un historien roumain, est le premier étranger dont les chroniqueurs du pays aient parlé longuement... Dans la société, son nom dominait partout et le propos de ses hauts faits détournait tout autre sujet de conversation. Sans s'en douter, il agit ici, par sa seule présence dans le monde, sur l'imagination, sur la pensée et sur la conduite des boyards, et il fut le premier qui, sans le vouloir et sans rien en savoir, purifia leur esprit pour un instant en plaçant devant leurs yeux cet idéal qui les éclaira durant une seconde : la patrie, l'indépendance. » Napoléon leur donna l'idée d'un gouvernement national; la France leur apprit à lire, à écrire, à célébrer cette patrie qu'ils aimaient d'instinct, sans la définir, sans savoir parler d'elle.

Plus profonde et plus immédiate aussi fut l'influence exercée en Grèce — ou plutôt dans les pays asservis à la Turquie et

[1] Éliade, *De l'Influence française sur l'esprit public en Roumanie.* — T.-D. Ghika. — Xénopol, *Histoire des Roumains.*

qui avaient autrefois porté ce grand nom [1]. L'admiration des peuples confond, en ces palpitations premières, la Révolution, Napoléon, la France. « Jusque-là, dit un Grec, les peuples n'avaient pas conscience d'eux-mêmes. » La guerre d'indépendance montre que cette conscience se réveilla et à quel point l'exemple et le renom des Francs l'avaient insensiblement pénétrée.

Il n'est point jusque chez les musulmans où Napoléon inspirât des imitateurs. Là, ce n'est point une nation qu'il anime; c'est un homme qu'il suscite; l'illustre parvenu, qui s'est mesuré avec le Corse à Aboukir, se donne pour ambition suprême de devenir le Napoléon de l'Islam : Mohammed-Ali [2].

Il resterait à parler de l'Autriche et de l'Angleterre. Mais, en Autriche, il ne se passe rien. C'est le pays du monde sur lequel, en ce temps, l'influence de la Révolution française fut la moindre. Une insurrection nationale, insurrection de fidélité plus encore que d'indépendance, en Tyrol, contre la Bavière; quelques mouvements sourds en Hongrie. La Bohême se réveille à peine de la torpeur où l'ont plongée les coups de massue du siècle précédent et le narcotique des jésuites; la police de Vienne impose le silence; les jésuites commandaient l'oubli de la patrie, opérant le vide dans les consciences. Les Tchèques n'entendent parler de Napoléon que pour se savoir menacés de quelque annexion à la Bavière qui leur répugne plus encore que la fusion dans l'empire d'Autriche, car ils y conservent leur *couronne,* un titre d'indépendance, sinon une charte, et la Bavière est encore plus allemande.

Quant à l'Angleterre, la mer bat ses côtes, s'y étale ou s'y brise : l'île n'en est point ébranlée en ses fondements ni même dérangée en sa superficie. L'Angleterre se crée, avec les dépouilles des alliés de la France, un domaine colonial; les habiles successeurs de lord Clive, Cornwallis, Wellesley, lord Minto lui taillent un empire dans les Indes; le blocus lui

[1] Bikélas, Gervinus, Rodoconachi.
[2] Né en 1769 comme Napoléon.

assure le monopole de ce qui subsiste de commerce maritime; ses flottes portent partout la terreur du despotisme britannique, et, là où l'Angleterre ne règne pas par la force, elle règne par la contrebande. Elle accumule dans ses banques des capitaux immenses; l'agriculture prospère; l'industrie progresse toujours; les grands propriétaires étendent leurs domaines; les riches s'enrichissent; les pauvres s'appauvrissent; les salaires diminuent; le blocus, en une année de mauvaise récolte, engendre la disette; mais le petit peuple est seul à en souffrir et le petit peuple ne compte pas plus en Angleterre que le peuple des Irlandais. Plus aristocratique, plus arrogante que jamais, et plus entêtée en sa jalousie constitutionnelle, en la fierté de ses institutions inimitables, l'Angleterre se montre plus rebelle aux réformes qu'elle ne l'a jamais été. Il ne faut plus parler ni de réforme parlementaire, ni d'émancipation des catholiques, ni d'amélioration du sort des pauvres gens : tout est rompu et par la guerre qui nécessite la tension des ressorts et par le refus des privilégiés qui bénéficient de cette même guerre. Sous l'empire comme sous la République, la lutte contre la Révolution française a pour conséquence l'arrêt de tout progrès social. Le sentiment national seul se renforce, domine, impérieux, âpre, implacable, se rétrécissant chaque jour. A mesure que l'Angleterre se fait, en apparence, le champion de l'Europe, il semble qu'elle s'isole davantage en soi-même. Elle reste l'âme des coalitions, mais c'est une âme renfermée, intéressée, calculatrice, n'ayant souci que d'une grandeur au monde — la sienne; en un mot, plus insolemment et puissamment insulaire qu'à aucune autre époque de son histoire.

Loin que la France, ses idées, ses principes agissent sur elle, c'est elle qui depuis le commencement de la Révolution agit sur la France. Elle y a eu des disciples, elle y a possédé un parti. Elle est, par sa résistance obstinée, le ferment qui, du Consulat, a fait lever le Grand Empire; elle sera, de même, le ferment qui anéantira cet empire. La paix faite, la paix anglaise, la France refoulée, le but atteint, c'est encore elle

qui, par ses institutions parlementaires, ses modes, sa littérature, sa philosophie, gouvernera l'esprit français, servira de modèle au gouvernement et de type idéal à l'opposition. La « guerre de délivrance », de l'Espagne à la Prusse, de l'Italie à l'Allemagne, sera pour l'Angleterre la plus sûre des spéculations politiques et le plus fécond des placements financiers. En fournissant aux peuples de l'Europe les moyens de défendre leur propre cause, elle les emploie à son service, elle détourne au profit de sa suprématie commerciale et de son influence politique cette immense insurrection nationale. Elle s'en assure les honneurs et les profits. Combinaison à la fois grandiose et pratique qui transforme les subsides en un emprunt colossal d'hommes et fait des mercenaires avec des affranchis. Tandis que la France, en coalisant les peuples pour la ruine de l'Angleterre par le blocus continental, les révolte contre soi et ne travaille, en réalité qu'à leur indépendance, l'Angleterre, en les enrôlant pour la ruine de l'empire français, paraît travailler à leur indépendance et ne travaille que pour elle-même.

VI

La France compte cent trente départements [1]; jamais elle n'avait atteint cette extension de territoire; jamais elle n'avait porté si loin les prises de ses alliances; jamais, non plus, son action sur le monde n'a été si vaste et si profonde, non seulement par la suprématie de sa politique mais par la propagation de ses lois et de son esprit : lois civiles d'égalité entre les hommes, c'est-à-dire les conditions fondamentales de la démocratie; esprit d'indépendance des peuples qui tendent à se grouper selon leurs traditions et leurs inspirations communes,

[1] Ce chiffre fut atteint en décembre 1810 par l'annexion des territoires de l'Allemagne du Nord, la 32e division militaire, ci-après, p. 520.

c'est-à-dire la condition fondamentale de la nationalité. Toute l'Europe du dix-neuvième siècle en procède, et tout le dix-neuvième siècle a été rempli de ce laborieux accouchement des peuples. La France n'a rien gardé pour elle-même. A ne considérer que la ligne des frontières, cette œuvre des nationalités, hostile en sa croissance, est devenue funeste en son développement. Les mêmes forces ont fait reculer la France en 1814, qui l'ont entamée en 1870. Et cependant, si tout s'est accompli contre elle, tout est sorti d'elle.

« L'homme de la destinée s'empare des nations vacantes, les réunit dans sa main de fer et les fait marcher vers son but », écrivait de Maistre en 1808. *Vers son but*, c'est là toute l'illusion d'optique. *Vers leur but*, fallait-il dire. En les concentrant, il les a poussées sur leurs propres voies et il les a fait rentrer dans leur propre histoire. Il avait prononcé cette parole profonde, en ses jours de grande lumière et de découvertes lointaines : « La puissance d'un peuple se compose de son histoire. » Il s'était donné ces préceptes : « Le principe du gouvernement français est de gouverner les peuples par leurs habitudes et leurs usages... » « Gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être [1]. »

Il le comprit pour les Français ; il en fit, ce fut son coup de génie, le ressort de toute sa puissance. Il ne comprit point que les autres nations de l'Europe voulaient, comme les Français, être gouvernées pour elles-mêmes, selon leurs mœurs, leurs traditions, leurs intérêts propres,

Napoléon ne groupe pas et ne gouverne pas tous ces peuples pour en former un système nouveau du vieux monde : il n'en a eu l'ambition qu'après coup, et la conception ne lui en est venue que plus tard, à Sainte-Hélène, dans le recul de l'exil. En réalité, il a continué la guerre commencée en 1792, et sa guerre, encore que traversée de trêves étrangement fécondes, a opéré les effets naturels de la guerre. Elle a éreinté, ruiné, saigné, exaspéré les peuples. Elle a levé contre Napo-

[1] Aux Suisses, 1803. — Rœderer, t. III, p. 334, 446. — *Corr.*, n° 5.293, 14 janvier 1801.

léon et contre la France tous les intérêts, tous les besoins et les plus nobles des passions humaines : l'amour du foyer, l'amour des enfants, l'amour de la patrie, celles qui font la société des hommes et, dans cette société, les nations.

Le Grand Empire, dans la pensée de l'empereur, n'est qu'une coalition contre l'Angleterre; le *blocus continental* n'en est que la machine de guerre. La machine est dressée en 1810; mais elle craque et se détraque : chaque coup qu'elle porte l'ébranle en ses fondements; son propre poids l'enfonce dans le sol et en compromet l'équilibre. Or, si elle menace de crouler, ce n'est ni par un vice de construction dans ses rouages, ni même par un accident dans ses opérations; c'est par sa structure même : elle dépasse la proportion du travail humain. Napoléon excède sur ce qu'un homme peut conduire, sur ce qu'une nation peut endurer. Le Grand Empire ne peut être gouverné que par des délégués; la guerre démesurément étendue ne peut être menée que par des lieutenants; l'armée, démesurément distendue dans ses cadres, mais vidée dans ses rangs, ne peut être recrutée que par des auxiliaires; le ressort s'use. Tout ce qui a fait le succès de l'œuvre s'épuise et disparaît, savoir la concentration de tous les pouvoirs, de l'État et de l'armée, entre les mains d'un homme qui a le génie du gouvernement et le génie de la guerre; l'élan d'un peuple qui en envahissant croit encore se défendre et en conquérant affranchir les humains. La France de la Révolution, âme des armées impériales, se dissout dans ces armées cosmopolites; la France se noie dans sa conquête. Les causes de l'élévation posent les causes de la chute. Napoléon, par le jeu même de son génie, devient l'instrument de la catastrophe comme il l'a été de la grandeur. En cela, véritablement, il est l'homme du destin.

Ainsi le Grand Empire, s'il devint réellement comme une *époque de la nature* dans l'histoire moderne, le devint malgré l'empereur et contre la France. Dans ces tribus d'hommes, dispersées ou enclavées, réduites à l'état de chiffres, expressions de statistique, machines à labourer et à tirer, chair à

reproduction et chair à canon, la Révolution française avait insufflé des âmes d'hommes, individuelles d'abord. Pour les rendre nationales, il suffit de rassembler les hommes, ce que fit Napoléon, par les royaumes, les confédérations, les casernes. Il vint un jour où il les enrégimenta tous dans une seule armée : ce fut la vraie, la grande *migration des peuples ;* mais, en réalité, le contraire de l'invasion des barbares, car les barbares envahirent l'empire romain, et ici ce fut l'Europe qui s'envahit soi-même et se reconquit, en balayant l'empire [1].

Napoléon n'avait-il donc point d'autre ressource que ce formidable expédient, que de conquérir toujours et de chaque conquête tirer les moyens d'une conquête nouvelle? Peut-être, et l'on le soupçonne si l'on cherche les raisons communes de la haine contemporaine et de l'admiration rétrospective des peuples pour sa personne et pour son œuvre. Ils lui savent gré, ils lui font gloire d'avoir malgré lui et malgré eux — *invitus invitos* — suscité leur indépendance, ouvert la voie à leur grandeur; ils lui reprochent de les avoir assujettis et exploités au profit d'une nation étrangère. Ainsi leur enthousiasme pour la révolution de France, en 1789, et leur révolte contre les républicains français propagateurs, par la conquête française, au bénéfice et à la gloire de la France, de cette révolution ; leur révolte prolongée contre l'empire organisateur de cette révolution et de ses conquêtes, et leur hommage d'après coup à Napoléon, se concilient dans une pensée unique : leur aspiration à l'indépendance et à la révolution nationale, l'hostilité à la suprématie d'un peuple étranger, la haine et jalousie héréditaires pour le peuple français. Ainsi se forment et se serrent ces nœuds que l'on appelle la destinée et qui firent Napoléon, comme il le disait, solidaire de Louis XIV et du Comité de Salut public [2].

Ne nous payons pas de vanités et de paroles vides. Ce n'est

[1] FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antique*, t. V, chap. II, part. IV.

[2] « Depuis Clovis jusqu'au Comité de Salut public, je me tiens solidaire de tout ». A Louis, 21 décembre 1809. ROCQUAIN.

pas Napoléon en se faisant empereur, qui a soulevé les peuples contre la Révolution française et contre la France; c'est parce qu'empereur des Français il a accompli, poussé à l'hyperbole et consacré, en sa personne, les conquêtes de la Révolution et la suprématie de la France sur les peuples d'Europe.

En eut-il l'impression? Méditant sur son immense aventure et se jugeant à son tour, dans le perspective de l'histoire, il disait à Sainte-Hélène : « L'agglomération des Allemands demandait plus de lenteur [que celle des Italiens]; aussi n'ai-je fait que simplifier leur monstrueuse complication... Assurément, si le ciel m'eût fait naître prince allemand..., j'eusse gouverné infailliblement les trente millions d'Allemands réunis; et, si une fois ils m'eussent élu et proclamé, ils ne m'auraient jamais abandonné... Le premier souverain qui embrassera de bonne foi la cause des peuples se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter ce qu'il voudra [1]. » S'il avait été l'empereur des Allemands et le roi des Italiens, s'il avait ressuscité Charlemagne et Barberousse, reconquis à l'Allemagne ses limites anciennes et restitué le prestige du Saint-Empire; s'il avait fait l'Italie une, de la Sicile aux Alpes, et puissance maritime, reine de l'Adriatique, suzeraine de la Méditerranée, avec Rome pour capitale; s'il avait remué le chaos de l'Orient, expulsé les Turcs, rétabli en sa personne Constantin à Constantinople, en même temps que Dioclétien à Rome; s'il avait labouré les terres slaves et restauré la grande Pologne du temps où les Polonais s'emparaient de Moscou et touchaient la mer Noire!... Je vois bien alors l'empire d'Allemagne, le royaume d'Italie, l'empire d'Orient, l'empire des Slaves, mais la France et sa Révolution, ses traditions, ses intérêts, ses vœux, et toute la suite de son histoire?

Partout où la Révolution française passa, sous quelque chef que ce fût, de novembre 1792 à octobre 1812, son

[1] Extraits du *Mémorial*. — *Corr.*, t. XXXII, p. 304-306.

esprit, son âme, son génie dressèrent les peuples envahis contre les armées envahissantes, et les principes propagés par la France ne prévalurent qu'à mesure que se retiraient ses armées. La raison en est que les révolutions accomplies par ses armées, les gouvernements de la France prétendaient en faire la chose des Français, les tourner à la puissance et à la splendeur de la République française dans le monde. Napoléon, même en se débordant, comme il fit en 1810, resta foncièrement l'empereur des Français; le Grand Empire resta l'instrument énorme, écrasant et étouffant pour la France même, de la suprématie politique, économique, nationale de la France sur l'Europe, et c'est pourquoi le Grand Empire, exaltation et magnificence de la puissance française, parut aux peuples le monstre et le Léviathan; c'est pourquoi il devint insupportable aux nations européennes d'autant plus qu'elles prirent plus conscience de leurs intérêts, de leurs traditions, de leurs passions héréditaires, et que, tour à tour affranchies par la France et affranchies de la France, elles en ont fait honneur à Napoléon, et ne l'ont pas encore pardonné aux Français. Napoléon était mort, on ne le craignait plus; la France restait vivante et pouvait revenir. D'où ces conséquences étranges, à première vue contradictoires, et si intimement liées dans les profondeurs : la haine de la France succédant à la chute de l'empire; l'admiration, la reconnaissance même pour Napoléon, exécré, révéré, évoqué tour à tour, et grandissant dans l'imagination des peuples à mesure qu'ils le considèrent de plus loin, envahissant leur histoire dans le temps même où ils se glorifient de l'avoir chassé de leur patrie; tel, à la fin d'un jour d'été, dans les splendeurs de l'horizon, le soleil qui accable les hommes et fait mûrir les blés.

CHAPITRE III

LA GUERRE DE RUSSIE

1810-1812

I

Depuis le mois d'août 1810, Alexandre, dans le plus grand secret, se préparait à l'offensive [1]. Les corps russes se rapprochent insensiblement de la frontière et se concentrent. Au mois de février 1811, au plus tard, il sera en mesure : il aura 230,000 hommes prêts à entrer en campagne, et, du choc, il renversera les 50 à 60,000 hommes que Napoléon conserve au delà du Rhin, les 95,000 Allemands de la Confédération qui ne tiendront pas. D'ici là, il bercera Napoléon de négociations lentes, coupées de disputes byzantines. Il est déjà, en partie, il sera définitivement maître des Principautés du Danube : elles lui serviront d'appoint dans ses combinaisons. Alors, il surprendra Napoléon par un *ultimatum* et, brusquement, l'assaillira. Il projette d'entraîner les Polonais, d'appeler l'Europe aux armes et de reprendre le grand dessein de refoulement de la France, de la reconstitution des monarchies

[1] Alexandre à Czartoryski 6 janvier, 12 février 1811; *Mémoires*, liv. II. Cf. ci-dessus, p. 458. — ALBERT VANDAL, ERNOUF, *Maret*; Frédéric MASSON, t. VI, *Marie-Louise*; DUNCKER; BERNHARDI, ZINKEISEN, ONCKEN, *O. und P.*; STERN, BIGNON, BOTTA, HELFERT, *Murat*, *Marie-Caroline*; GUILLON, *Complots militaires*; commandant MARGUERON, *Campagne de Russie*; GIROD DE L'AIN, *Général Foy*; PINGAUD; SCHEFER, *Bernadotte*; D'IDEVILLE, *Bugeaud*. — *Mémoires* de Joseph, de Metternich, Jourdan, Miot, Desvernois, Pasquier, — *Corr.* de Davout, de Lagerbielke, par Oscar ALIX.

et de la suprématie russe sur le continent, conçu par lui dès 1804 et rompu par les rudes coups d'épée d'Austerlitz et de Friedland. Il compte, pour se gagner les Polonais, sur leurs divisions, leur inépuisable complaisance à l'illusion politique, la chimère de la résurrection de leur patrie, la séduction des promesses d'indépendance qu'il leur prodiguera. S'ils se livrent à la Russie, les avant-postes de l'empire napoléonien sont enlevés.

En Allemagne, il trouve, dès l'entrée, un allié ardent à la vengeance; c'est la Prusse que Napoléon n'a conservée que pour la mettre à la geôle et à la gêne, pour la ruiner et l'asservir. Le roi tremble à la pensée d'une explosion prématurée qui découvrirait la grande conspiration de sa politique et briserait l'ouvrage de régénération, l'armement national secrètement préparé par ses ministres; mais l'armée, refaite, brûle d'entrer en campagne; la nation a ses chefs, ses meneurs; elle est mûre pour la révolte; elle est passionnée; elle forcera, s'il le faut, la main à son roi. Alexandre le sait. « Les garnisons françaises de l'Oder, bloquées par l'insurrection, ne pourront empêcher les troupes régulières prussiennes de s'unir aux masses moscovites. »

Sur les flancs, Bernadotte, maître de la Poméranie, assure la sécurité de ces mouvements. Le premier article de l'art de régner, selon l'ancienne méthode, est d'étendre les limites de son royaume. Bernadotte, à peine désigné par la Suède, pensait déjà à grossir de la Norvège sa monarchie future. Il n'y avait alors pour distribuer des royaumes et des hommes que deux potentats en Europe : Napoléon et Alexandre. La Norvège appartenait au Danemark, et le Danemark était allié de la France; il ne fallait rien attendre de Napoléon, qui tenait à la conservation de ce petit État et de cet allié fidèle. Alexandre, grâce à Napoléon, venait de prendre la Finlande aux Suédois et il cherchait une occasion de les réconcilier. Il se préparait à rompre avec Napoléon. Embaucher Bernadotte et s'assurer de son concours fut sa première pensée. Napoléon lui en fournit l'occasion : il lui demanda de l'aider à

gagner la Suède au blocus [1]. La lettre apportée par Tchernichef, Alexandre y minuta une réponse, en belle forme, et chargea Tchernichef de la porter à Paris, en passant par Stockholm. Il y arriva dans les premiers jours de décembre [2]. Il n'eut qu'à sourire pour être compris. Bernadotte donna sa parole d'honneur — non plus de maréchal de France, mais de prince royal de Suède — « de ne jamais se déclarer contre la Russie ». Alexandre estime que Bernadotte ne le gênera point : neutre au début de la guerre, allié si la Russie l'emporte, loin de seconder le blocus continental, il ne fera que le paralyser. « M. de Tchernichef, dit un document russe, remplit le but — de sa mission — avec un complet succès... Le rapport qu'il adressa à Sa Majesté impériale... atteste que déjà alors la résolution de Bernadotte était fortement arrêtée; que dès lors il s'était décidé à rompre tous ses liens avec la France et de s'en remettre avec une pleine confiance à la loyauté et à la protection de l'empereur Alexandre [3]. »

Ainsi gardé sur sa droite, Alexandre pourra librement manœuvrer sur sa gauche. Le terrain y est plus glissant, plus coupé; mais Alexandre le connaît à merveille et il s'est préparé des chemins. L'Autriche sera une complice tacite tant que la Russie s'en tiendra aux promesses; une complice déclarée, le jour où la Russie sera en mesure de concéder des terres en Orient ou en Italie. Déjà, en 1809, quand Alexandre était, en apparence, tout à l'alliance française et François II tout à la guerre, les deux empereurs avaient travaillé de concert contre Napoléon. La partie se renoue de soi-même au point où elle s'est arrêtée. Schouvalof, l'ambassadeur à Vienne, a repris la conversation engagée par Alopeus [4]. Il offre « une partie de la Turquie, à l'exception des Principautés danubiennes ». A la fin de l'année, Alexandre paraissait disposé à leur livrer la Valachie et la Moldavie, jusqu'au

[1] Napoléon à Alexandre, 23 octobre 1810.
[2] Rapport de Tchernichef, Stockholm, 7 décembre 1810.
[3] *Aperçu des transactions.— Société d'histoire de Russie*, t. XXI.
[4] Voir ci-dessus, p. 444. — Rapports de Schouvalof. MARTENS.

Sereth, et même la Serbie, moyennant que les Autrichiens le laisseraient se faire roi de Pologne et lui abandonneraient la Gallicie[1]. Les Autrichiens écoutèrent, comprirent et se turent; leur silence, qui rassurerait Napoléon dans le présent, excitaient Alexandre à élever ses offres. Alexandre était sûr que l'Autriche ne le contrarierait point : tout au moins lui rendrait-elle, en attendant qu'il vainquît, le service qu'il lui avait rendu en 1809.

C'est qu'à Vienne tout le monde, tout le parti de la cour, tout l'État, Metternich, le premier, qui avait conçu le dessein et signé le contrat, ne considéraient le mariage de 1810 que comme un imposant trompe-l'œil. Ils rêvent d'en effacer le scandale devant l'Europe; non seulement ils en attendent l'occasion, mais ils la disposent. L'empereur a « des entrailles d'État » ; il a sacrifié sa fille une première fois, au salut de sa monarchie conquise et menacée de démembrement; il la sacrifiera, une seconde fois, à la gloire et à l'accroissement de cette même monarchie, redevenue conquérante. L'Iphigénie de cour ou d'État, de 1810, est prête à changer de costume et de théâtre, à passer des ingénues aux veuves ou demi-veuves et à prendre le personnage d'Andromaque dans l'opéra-ballet de Vienne. L'empereur François — c'est un des agents de Napoléon qui l'écrit — n'a rien oublié : « Il n'a perdu de vue ni les Pays-Bas, ni le Milanais, ni l'empire d'Allemagne, ni le titre fastueux d'Empereur romain », ni la Vénétie, ni les provinces de l'Adriatique. L'armée réclame la guerre et se croit, encore une fois, de taille à affronter les Français. A entendre certains officiers, écrit l'ambassadeur français Otto, « l'archiduc Charles a manqué d'établir son quartier général à Saint-Cloud, d'ajouter à la monarchie la Lombardie, l'Alsace et la Lorraine». Ils opteront inévitablement pour l'alliance russe qui flattera leurs passions et leur ménagera, aux Pays-Bas ou en Italie, tant de beaux bénéfices.

Le tsar ne doute pas du soulèvement des peuples d'Alle-

[1] Alexandre à François II, 8-20 février 1811. — A Czartoryski, 12 février 1811.

magne. Il suffira d'arriver en armes, de paraître le plus fort, de leur promettre l'indépendance et de leur laisser entrevoir la résurrection de l'Empire. Les diplomates russes travaillent les petites cours; ils le font en secret, sans instructions officielles, de façon que leur gouvernement puisse, en toute occasion, les désavouer.

La Hollande n'attend qu'un signe et une crise. Quant à l'Angleterre, elle est toujours debout, prête à payer la guerre dès que l'Europe sera décidée à la recommencer. Alexandre avait toujours eu soin de les tenir en haleine, de leur présenter ses *ultimatums*, sa déclaration de guerre comme une nécessité du temps, le moyen d'attendre des conjonctures meilleures. Des pourparlers s'engagèrent dans le plus profond secret. Alexandre tint à rassurer effectivement les Anglais et à leur donner un gage. Le 31 décembre 1810, en conséquence des desseins arrêtés et des mesures prises par lui contre Napoléon, il rendit un oukase par lequel il frappait les produits français venant par terre et admettait librement les marchandises de mer transportées par vaisseaux neutres. C'était la rupture du blocus et la main tendue à l'Angleterre [1].

L'aimable Caulaincourt, préoccupé d'effacer les impressions du mariage, ne découvre partout que loyauté, désir de plaire, amour de la paix. Il le croit, il l'écrit à Paris. Talleyrand, en relations avec le jeune Nesselrode qui constitue toute l'ambassade dont Kourakine est le prête-nom fastueux, propage les mêmes illusions. Alexandre peut compter sur la résistance de l'Espagne, sur les difficultés croissantes du gouvernement du Grand Empire, la dispersion des forces de Napoléon, les diversions d'un parti influent à Paris, dans les entours, dans les conseils même de l'empereur. Il est bien servi; il est merveilleusement renseigné.

Le prince Alexandre Tchernichef passait sa vie à courir sur les routes de Pétersbourg à Paris et de Paris à Pétersbourg,

[1] Sur la situation économique de la Russie, rapport de Bray, 15 août 1812; rétrospectif.

courrier très intime de cour et d'État, portant à l'empereur les lettres autographes du tsar et ses paroles dorées. Ce jeune Slave de vingt-cinq ans possédait toute la confiance de son maître et il la méritait, sachant dissimuler et voir, faire parler et se taire; il gagna, sinon la confiance, au moins la faveur de Napoléon qui le trouva souple, discret, écoutant avec attention, rapportant avec exactitude, un aide de camp à conversations; mais, en dehors de cet office, il le jugea sans conséquence, un de ces freluquets d'état-major, un de ces muguets de chancellerie qui, de tout temps, avaient su flatter les caprices d'Alexandre. Tchernichef cachait sous les apparences les plus évaporées une ambition sans mesure, une vanité sans bornes. Sa mère, née Lanskoy, demoiselle d'honneur de la grande Catherine, l'avait modelé à la Potemkine; avait fait de lui un courtisan parfait, un homme de salon accompli, avec ce raffinement qu'il prétendait ne se piquer de rien si ce n'est de plaire. Nulle affectation de politique en son manège; très habile manœuvrier dans le monde, c'est pour le monde qu'il opérait et dans le monde aussi qu'il se dérobait aux curieux. Il les déroutait par ses façons de petit maître, son bavardage, la frivolité de ses propos, sa fatuité de libertin et l'extrême importance qu'il paraissait donner à ses affaires de galanterie [1]. A peine descendu de berline, on ne le voyait préoccupé que de s'ébrouer, de se parer, de dissiper la courbature du voyage et de courir les boudoirs. Un front couvert de cheveux frisés, bouclés, des sourcils très marqués, des yeux en amande, des yeux chinois, enfoncés, regardant en caresse, le nez un tantinet kalmouk; une jolie bouche, avec des lèvres arquées; des favoris légers; un joli homme absorbé en soi, distrait de tout par le seul souci de sa séduction. Serré dans son habit, à la taille *guêpée*, il portait un chapeau à plumet, avec cette tournure « étrangère » que Metternich avait mise à la mode. Les femmes en étaient entêtées : une *ovation!* écrit l'une d'elles. Personne

[1] Voir ci-dessus, p. 363, Tchernichef à Vienne, en 1809.

ne déploya autant d'art et d'artifices à se faire passer pour insignifiant. Sa voiture stationnait aux portes d'une actrice connue pour sa légèreté et, pendant ce temps, il travaillait à ses affaires, qui n'étaient point seulement de tourner les têtes. Il y employait très adroitement ses succès de salon. « On sait, dit une contemporaine, qu'il était aux pieds d'une femme dont le mari connaissait les secrets les plus intimes de l'empereur[1]. » Mais l'empereur ne le prenait au sérieux.

Ni l'alliance, ni les effusions et les embrassades n'avaient interrompu les relations de l'ambassade de Russie avec les « bureaux de la guerre[2] ». Tchernichef ménage et perfectionne la machine, et parvient à se procurer les renseignements les plus secrets : les états de situation, dont Napoléon fait son bréviaire chaque jour, « le livre de chevet des rois », disait-il, et que Tchernichef a trouvé moyen d'intercepter entre les bureaux de la guerre et le cabinet impérial. C'est, au jour le jour, le bulletin du mal qui ronge l'empire, l'Espagne. Ce sont les confidences des mécontents; les paroles imprudentes qui échappent aux uns devant le confident du tsar, admis à la confidence de l'empereur; les avances prématurées des autres, la trahison qui s'insinue sous forme de conseils. « Le mécontentement est universel et fort prononcé; mais on ne peut en attendre aucun effet direct, parce que la crainte et l'effroi, qu'imprime la force dont Napoléon peut disposer, couvrent tous ses actes d'injustice... Dans cet état de choses, tous les yeux sont tournés vers la Russie, c'est la seule puissance qui soit en état... de servir de barrière à ce torrent

[1] Est-ce la personne que Tchernichef désigne par Mme D. dans ses rapports du 17 juin et du 17 juillet 1811? (*Société d'Histoire de Russie*, t. XXI, p. 175, 190). Femme politique et militaire, qui donnait des renseignements et des conseils, entre autres de « parler, agir avec beaucoup de fermeté », et qu'il était « souvent dans le cas de voir ». Sur Tchernichef, *Mémoires* de Pasquier, de Marbot, de la duchesse d'Abrantès. Son portrait dans la collection des trente-neuf portraits de Louis de Saint-Aubin, publiée par grand-duc Nicolas de Russie.

[2] « Les renseignements que se procure le comte de Nesselrode dans les bureaux de la guerre. » Tchernichef, 10 mai 1811. — Cf. PINGAUD, *d'Antraigues*, p. 231. — Albert VANDAL, t. III, chap. IX et XI. — Sur Talleyrand, *id.*, chap. I.

dévastateur... » Jomini — qui passera aux alliés en 1813 — pensait déjà à la défection; l'affaire manque, Napoléon ayant prévenu le coup, nommé Jomini général de brigade et l'ayant appelé à Paris, sous sa main, en surveillance. « Un concours de circonstances et d'événements inattendus, écrit Tchernichef, nous prive de cet homme de mérite qui plus que jamais aurait pu nous être utile [1]. » Il voit Talleyrand qui « s'explique généralement en vrai ami de la Russie », et conseille de faire la paix avec les Turcs. Tchernichef conclut à se débarrasser de cette guerre incommode « à quelques conditions que ce soit », afin de pouvoir « frapper le coup le plus funeste aux intérêts de Napoléon », « entrer inopinément dans le duché de Varsovie [2], se déclarer roi de Pologne et faire tourner contre l'empereur Napoléon lui-même tous les moyens préparés dans ce pays pour nous faire la guerre ».

Tels sont les vues, les mesures, les instruments d'Alexandre dans les derniers mois de 1810 et les premiers de 1811. Jamais dans leurs projets les plus insidieux d'agression, ni Frédéric, ni Napoléon n'ont ourdi, de si loin, en un tel secret, et mené si machiavéliquement à terme un plan d'attaque plus redoutable. Celui-là échoue néanmoins, ou, plutôt, se diffère. C'est que les Polonais, sur lesquels Alexandre compte pour livrer la première porte, refusent le rôle qu'il leur destine et que, par ces mêmes Polonais, Napoléon est prévenu. Il suffit de l'avertir pour rompre la grande manœuvre, la marche soudaine et l'effet de surprise.

II

Napoléon ne soupçonna rien jusqu'aux premiers jours de décembre. On le voit, dans les mois de septembre à novembre,

[1] Cf. avec toutes les atténuations, SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XIII : article *Jomini*, p. 113-114.

[2] Rapport du 9-21 avril 1811.

tout au blocus. « Ce système si compliqué, dont je retire les plus heureux résultats par l'occupation d'une immense étendue de côtes, du Mecklembourg, des villes hanséatiques et des principaux ports de l'Allemagne. L'Angleterre est réellement aux abois, et moi, je me dégorge des marchandises dont l'exportation m'est nécessaire. » Les marchandises anglaises « seront attaquées et chassées du continent...[1] ». Tout s'y doit plier, jusqu'à la Suisse. La force militaire y contraindra tout le monde, et Davout qui la commande deviendra l'archidouanier de l'empire. Dans cette immense opération, la Russie forme une des ailes de l'armée, celle qui à la fois complète l'investissement sur un large espace, et, par sa masse en seconde ligne, le soutient, en quelque sorte, sur toutes les côtes de la Baltique, sur toutes les frontières de Pologne et d'Allemagne. Qu'elle tienne, et la Prusse tiendra; qu'elle presse la Suède, et la Suède obéira; avec elle tout va se consommer.

C'est, pour la Prusse, une question de vie ou de mort. « Le mal que font ces mesures à l'Angleterre est immense si ces mesures sont prises sérieusement; je demande que le transit ne soit permis dans les États prussiens pour aucune marchandise anglaise ou coloniale, aux trois barrières de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe...; s'il en est autrement, j'entre en Prusse; je n'ai pas d'autre moyen de faire la guerre à l'Angleterre; celui-là est efficace... » Six cents bâtiments qui n'ont pu entrer dans le Mecklembourg ont débarqué plus loin; il faut que la Prusse arrête ces marchandises : « Si le chargement de ces six cents bâtiments, venant à entrer en Prusse, n'est pas confisqué, j'enverrai le confisquer. » Mais si les bâtiments, refusés en Prusse, poussent jusqu'en Russie? Napoléon en écrit aussitôt à Alexandre : « Si Votre Majesté les admet, la guerre dure encore; si elle les séquestre... le coup qui frappera l'Angleterre sera terrible... Il dépend de Votre Majesté d'avoir la paix ou de faire durer la guerre. » —

[1] A Eugène, 19 septembre; à Jérôme, 3 octobre; à Clarke, 4 octobre; à Eugène, 6 octobre 1810.

« L'Angleterre sera forcée de demander la paix si la Russie ne lui ouvre ses ports [1]. »

Il adresse des exhortations de plus en plus pressantes à Tchernichef, dans ses passages à Paris; notes sur notes de Champagny à Kourakine, courriers sur courriers à Caulaincourt. Il s'agit de serrer la gorge à l'adversaire qui râle, de porter le coup de grâce! Mais tout est lié. Napoléon ne le sait que trop. Une brèche et tout le système y passe. Ce sont les Anglais à chasser de la Sicile et du Portugal; Corfou à défendre. « Si les Anglais étaient un jour maîtres de Corfou, l'Adriatique serait perdue pour toujours... » Napoléon se rend compte à quel point le blocus pèse sur les peuples [2] : « Enfin! disait-il à l'envoyé suédois, croyez-vous que je ne souffre pas, moi? Que la France, que Bordeaux, que l'Allemagne ne souffrent pas? Mais voilà précisément pourquoi il faut finir la paix maritime à tout prix... Oui... la Suède est seule cause de la crise que j'éprouve. La Suède m'a fait plus de mal que les cinq coalitions ensemble. Mais aujourd'hui, rendue à la communication avec le reste de l'Europe, elle en profite pour faire le commerce avec l'Angleterre... Ah! monsieur, du temps, toujours du temps, j'en ai trop perdu... Choisissez! des coups de canon aux Anglais qui s'approchent de vos côtes, ou la confiscation de leurs marchandises en Suède, ou la guerre avec la France... Je puis vous faire attaquer par les Russes, par les Danois; je puis confisquer tous vos bâtiments sur le continent, et je le ferai, si dans quinze jours vous n'êtes pas en état de guerre avec l'Angleterre... »

Donc qu'Alexandre agisse, qu'il menace, qu'il bloque, et le Nord se soumet. Le Nord soumis, l'Angleterre croule. Napoléon l'espère encore et, l'espérant, il s'en donne l'image, il suppute les conséquences. C'est le retour au rêve du lendemain de la paix d'Amiens. C'est l'immense *Armada*, toujours commandée, toujours en chantier ou bloquée dans les

[1] A Champagny, 13, 19 octobre; à Alexandre, 23 octobre 1810.

[2] A Eugène, 6 octobre; à Murat, 4 novembre 1810. — Rapport de l'envoyé suédois Lagerbielke, 26 octobre 1810. Oscar Alix.

ports, qui sortira enfin, l'an 1812 ou l'an 1813, car chaque mois qui s'écoule éloigne l'événement au lieu de le rapprocher. Napoléon envoie, en octobre, un agent en Égypte et en Syrie : une mission d'un an, tout voir, tout étudier [1]. Le 17 septembre, il écrivait à Decrès : « Quand aurai-je les moyens de porter en Égypte, par exemple, cinq divisions de troupes de ligne... 40,000 hommes, 500 voitures, 2,000 chevaux ?... Je vous prie de me faire un rapport sur la situation où l'on peut espérer que nous nous trouverons en 1812. Je pense qu'au mois d'août 1812 j'aurai... 104 vaisseaux de ligne. Si ces 104 vaisseaux sont soutenus par une flotte de transport dans l'Escaut, portant 42,000 hommes... ; par une flotte de transport dans la Méditerranée, portant 40,000 hommes; par la flottille de Boulogne, capable de porter 60,000 hommes ; par une flottille vis-à-vis la Sicile, capable de porter 20,000 hommes; par une flotte de transport à Cherbourg, capable de porter 20,000 hommes; enfin par des bâtiments de transport pris en Hollande, escortés par les escadres du Texel et de la Meuse, ce qui ferait 200,000 hommes, les Anglais se trouveraient dans une position bien différente de celle où ils sont aujourd'hui. C'est là mon plan de campagne pour 1812!... »

Mais, présentement, les Anglais tiennent en Portugal. Napoléon leur a envoyé Masséna. Ce maréchal n'a été en mesure d'attaquer que le 19 septembre ; le 27, à Busaco, il oblige Wellington à se replier derrière ses lignes de Torres-Vedras, où il s'est ménagé un formidable réduit : 168 ouvrages, 383 pièces de canon, et la mer libre pour se ravitailler. Masséna demeure en échec et demande des renforts que Napoléon ne peut plus lui envoyer : s'il ne les reçoit, ce sera la retraite, et dans des conditions détestables, la retraite sur l'Espagne dévastée, insurgée, exaspérée [2]. Tout y va de mal en pire. Joseph démissionne toujours, gémit toujours, reste toujours, menace de se retirer à Mortefontaine, et conclut à demander

[1] A Champagny, 13, 14 octobre 1810.
[2] Cette retraite commença le 13 novembre.

ses passeports pour Naples, où il s'installerait volontiers à la place de Murat et de sa sœur Caroline[1]. Napoléon pense, pour s'indemniser, pour les garder aussi, à annexer les pays jusqu'à l'Èbre, et il s'ensuit une négociation qui n'aboutit à rien qu'à pousser à l'aigu la crise entre les deux gouvernements, l'antagonisme entre les deux frères. En désespoir de cause, Napoléon en vient à jeter Joseph dans les bras des Cortès. Puisque Joseph croit pouvoir affectionner les Espagnols, qu'il règne sur eux, de leur propre consentement. « La lutte n'est favorable qu'aux Anglais! » L'empereur alors renoncerait même à la ligne de l'Èbre ; il garantirait l'intégrité de l'Espagne ; il trouverait cet intérêt « de rendre disponible la meilleure partie de ses troupes et de finir une guerre qui pourrait coûter encore beaucoup de sang[2]. » Si Josèph accepte et que les Cortès le proclament, voilà Napoléon hors d'embarras ; si Joseph refuse, Napoléon est dégagé ; si les Cortès le repoussent, Napoléon l'abandonne et traite avec Ferdinand. Mais c'est mal connaitre Joseph. Ce libéral n'admettait point le contrôle d'une assemblée nationale ; il se déclarait l'élu de cœur des Espagnols, mais sa qualité de prince de droit divin ne lui permettait pas de les consulter. Il éluda la proposition et continua de solliciter son « changement » pour Naples.

D'autres soucis et plus pressants détournèrent Napoléon de cette Espagne désormais insupportable. Il reçut, le 11 novembre, un courrier de Caulaincourt : Alexandre refusait de contraindre les neutres au blocus. Napoléon ne se jugeait point en mesure de rompre avec Alexandre ; il tenait à conserver les dehors de l'alliance, et, sous ce couvert, à se procurer les moyens de s'en passer. Les moyens, il les avait concertés déjà : forcer la Prusse, forcer la Suède, fermer aux Anglais les côtes de la Baltique et puisqu'Alexandre ne se se prêtait point à y empêcher le commerce des neutres, sup-

[1] A Champagny, 9 septembre 1810.
[2] A Champagny, 3 novembre ; à Laforest, ambassadeur à Madrid, 7 novembre 1810. — Frédéric Masson, t. VI, p. 149 et suiv.

primer ce commerce, par ses propres forces. Les villes hanséatiques sont occupées, en fait, depuis le printemps; Napoléon les déclarera partie intégrante de l'empire : il y installera ses préfets, ses douaniers, et, à titre de sanction, les cours prévôtales, les potences, la terrifiante gendarmerie de Davout[1].

Sur ces entrefaites, dans les premiers jours de décembre, il apprend, par des Polonais fidèles, que la Russie arme très sérieusement; qu'elle travaille à se créer un parti en Pologne; qu'elle y fomente l'agitation, la défection à la France. Le 5, il mande à Champagny: « Écrivez au duc de Vicence — Caulaincourt — que les Russes font beaucoup de travaux sur la Dwina et même sur le Dniester; il est nécessaire qu'il se tienne éveillé là-dessus... Après avoir fait la paix avec la Porte, voudraient-ils la faire avec l'Angleterre et violer ainsi le traité de Tilsit?... Ce serait incontinent la cause de la guerre... » Il demande, le même jour, des états des troupes russes, des troupes autrichiennes, des troupes de la Confédération du Rhin. Puis, il précipite les mesures, et, selon sa méthode de tous les temps, occupe les positions. Champagny lui adresse un rapport, qu'il revoit et corrige de sa main, sur l'annexion des villes hanséatiques. Le 10, il l'annonce au Sénat : « De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe à l'empire », a paru l'une des plus importantes. Le 13 décembre, un sénatus-consulte prononce la réunion de la Hollande, du département de l'Ems dans le grand-duché de Berg, des trois départements du Weser, de la Basse-Elbe et du Nord dans la Westphalie, du Lauenbourg, de l'Oldenbourg, de Brême, Lubeck et Hambourg. Un autre sénatus-consulte réunit le Valais, route de l'Italie. Un troisième ordonne la levée de 120,000 conscrits. L'Oldenbourg a pour duc un oncle d'Alexandre : Napoléon lui procurera une indemnité; il fait écrire, en ce sens à Pétersbourg, le 14. Le 17, il rompt le traité avec Jérôme,

[1] Davout à Friant, 10 novembre 1810.

sous prétexte que Jérôme ne l'a pas exécuté. Le 24, pour compléter la réunion du Valais, il décide la réunion du Tessin. Ces exécutions confondent les alliés et confédérés, la Suisse et les confédérés du Rhin, avec les rois frères : la Hollande enlevée à Louis, le duché de Berg donné au fils de ce roi et démembré, le Hanovre donné à Jérôme et repris.

Ce ne sont encore que des précautions à longue portée, contre des menaces lointaines. Napoléon ne connaît pas toute l'étendue du péril.

Le 24 décembre, il dit au général Foy, arrivé avec un message de Masséna : « Je viens d'appeler 120,000 conscrits; je pouvais m'en passer : c'est pure précaution. Il n'y a en ce moment aucune apparence de guerre continentale. L'empereur Alexandre veut la paix ; la nation russe, quoiqu'il y ait parmi elle beaucoup de nos ennemis, veut la paix, mais il est possible qu'elle se donne la guerre sans la désirer ; c'est le propre des nations de faire des sottises. Si, par exemple, la Russie se rapprochait de l'Angleterre, à l'instant même je lui déclarerais la guerre. »

Ce rapprochement, l'oukase du 31 décembre 1810 lui en fournit la preuve. Il s'assura, et il n'y eut point peine, que cette mesure n'était et ne pouvait pas être une réponse à la levée des conscrits du 13 décembre et aux réunions opérées à la même date : c'était donc une mesure préméditée ; la suite, très vraisemblablement, d'autres mesures qu'il ignorait, et le gage d'une réconciliation qui s'opérait sous le manteau. Alors il jugea nécessaire de se mettre à son tour, sous les armes. Il leva la conscription autorisée par le sénatus-consulte et, ostensiblement, il se mit à « parler Pologne », à favoriser les Polonais nombreux, remuants, agités, qui se trouvaient à Paris; ils se groupaient autour de Mme Walewska : « Elle a amené avec elle un petit enfant, que l'on disait être provenu des fréquents voyages qu'elle faisait de Vienne à Schœnbrünn ; aussi en prend-on un soin infini. »

Le 3 janvier 1811, avant de connaître l'oukase, il s'était fait dresser « un livret de la Grande Armée », et il en esquissa la

réorganisation. Il la décida le 10 : l'état-major général devait être réuni à Mayence le 15 février. Davout, qui avait fait un long séjour à Paris, partit pour l'Allemagne. Il emportait un règlement sur l'organisation des pays réunis, et peu à peu, par infiltrations, Napoléon commença de renforcer cette armée d'Allemagne, gardienne du blocus, avant-garde de la Grande Armée [1]. « Le départ du maréchal Davout, écrit Tchernichef le 21 février, a produit aussi une très grande sensation ; on l'a considéré ici comme avant-coureur de la guerre ; on sait positivement que 200 pièces de canon ont passé le Rhin, à Wesel. » — « Si j'eusse voulu attaquer, qui eût pu m'empêcher, disait Alexandre en mai, à Lauriston. Je suis prêt depuis deux mois. » Ce qui l'empêcha, ce fut la rapidité des mesures de Napoléon prévenu par les Polonais qu'Alexandre méditait un coup de surprise. Le coup était manqué. Tchernichef écrivait : « Malgré qu'il soit reconnu qu'une guerre avec nous dans ce moment-ci n'est pas de l'intérêt de Napoléon, néanmoins, tout ce qui lui est revenu sur nos armements l'a engagé à effectuer sérieusement les siens [2]. »

L'alerte fut vive, le péril était grand [3]. Qu'on y regarde de près, c'est toute l'histoire de 1813 qu'Alexandre disposait ainsi, par anticipation. Mais c'était un 1813 prématuré, sans le désastre de Moscou, sans la neige et l'anéantissement de la Grande Armée. Napoléon eut le temps de se retourner. Il était de ces hommes auxquels il ne faut jamais laisser ce temps-là. L'Espagne l'avait forcé à dégarnir l'Allemagne. Pour arrêter Alexandre, le refouler ensuite et le contraindre à l'alliance docile, il faut que Napoléon rassemble, de toutes les extrémités de l'Europe occidentale, ses Français dispersés et encadre dans leurs rangs ses auxiliaires cosmopolites.

[1] A Clarke, 3 janvier; à Lacuée, 11 janvier; à Davout, 21 janvier; Davout à Clarke, 11 janvier 1811.

[2] Rapport du 10 mai 1811.

[3] « Il a senti combien le moment actuel est critique pour lui, si nous nous décidons promptement à l'attaquer et que s'il n'en gagne pas le temps, il sera forcé d'abandonner la conquête de l'Espagne, ou, pris au dépourvu, il aura à soutenir contre nous une guerre désavantageuse. » Tchernichef, 10 mai 1811.

L'opération exige des mois, des préparatifs immenses et minutieux, des combinaisons politiques subtiles. Il va employer pendant ces mois autant d'habileté à tenir Alexandre en suspens qu'Alexandre en a employé à le surprendre dans les derniers mois de 1810. Il tâchera de se masquer à lui-même, en s'absorbant dans les détails de cette guerre colossale, son impuissance à la prévenir, et de s'aveugler sur l'inanité finale d'un si prodigieux effort.

Ainsi tout reste toujours à recommencer. Napoléon en est toujours au lendemain d'Austerlitz, au lendemain de Friedland. Qu'il aille à Pétersbourg, qu'il aille à Moscou, il faudra refaire Tilsit, et Tilsit n'a rien achevé. Il a échoué dans son dessein de coaliser l'Europe contre l'Angleterre; réussira-t-il mieux à bloquer l'Angleterre quand il sera seul maître de l'Europe? La Belgique est-elle plus soumise au blocus que la Hollande? La Hollande l'est-elle davantage depuis qu'elle est transformée en départements français? Et de même sur toutes les côtes, de l'Adriatique à la Baltique. A l'intérieur de la France, il lui faut forcer partout le ressort.

Il n'était pas homme à se payer des hypothèses dont se sont leurrés et se leurrent communément encore les historiens qui refont les batailles, recommencent les négociations, arrêtent les révolutions, règlent les passions des peuples, mènent les rois, d'un trait de leur plume, sur un feuillet de leur papier blanc. Il opérait sur une Europe très vivante, et il ne pouvait se faire entendre qu'à coups de canon. Il savait très bien que la France tenait à la suprématie du vieux monde et que cependant elle ne voulait ni en reconnaître les conditions ni en soutenir les conséquences, c'est-à-dire la conquête universelle des peuples et le blocus continental. Il savait que cette suprématie, l'Europe ne l'avait jamais acceptée, qu'elle conspirait toujours à la secouer; qu'une fois rompue sur un point, la digue craquerait partout et que ce serait un déluge; que, s'il reculait quelque part, l'Europe avancerait aussitôt; que pour l'arrêter, il n'y aurait pas d'autre moyen que celui par lequel

on l'avait repoussée, puis contenue : la battre, et que, s'il ne la battait pas, s'il était vaincu, la France ne lui pardonnerait pas la chute de sa grandeur et la perte de ses frontières de 1801.

III

Il traversa des jours difficiles, les plus difficiles peut-être de sa vie. Autour de lui « les visages consternés, allongés, les cœurs comprimés par la douleur et par la crainte, attendant dans un morne silence la fin de leurs maux » après la terrible saignée de Wagram, les guérillas, les supplices, le cauchemar, de la guerre d'Espagne, et maintenant, peut-être, Eylau et Friedland à renouveler! « Au prestige, à la reconnaissance pour l'ordre établi, pour la gloire nationale portée si haut, avaient succédé une obéissance fatiguée, un besoin de repos, une muette rancune de tant de sacrifices... Il n'ignorait pas les sentiments de la France... Ces pensées l'assiégeaient: de longues insomnies tourmentaient ses nuits; il passait des heures entières sur un canapé, livré à ses réflexions. Elles finissaient par l'accabler et il s'endormait d'un mauvais sommeil. Sans qu'il fût malade, sa santé n'était point bonne. Ses jambes enflaient parfois; il éprouvait le besoin de se lasser par la chasse ou par des courses à cheval [1] ». Il s'abandona un jour jusqu'à dire, murmurer plutôt, devant Tchernichef « que si les Anglais tenaient encore quelque temps, il ne savait plus ce que cela deviendrait, ni que faire ». *Le poids de l'empire!* dit Ségur. Il en sentait l'accablement. C'étaient les temps de la grossesse de Marie-Louise, et toute son espérance d'avoir un héritier en était troublée. L'empire écraserait-il l'enfant impérial? « Oui,

[1] BARANTE, t. I, p. 331. — SÉGUR, t. III, p. 455. — Tchernichef, 21 avril, 10 mai 1811.

disait-il plus tard, j'ai été heureux à la venue du roi de Rome; mais alors je n'étais pas d'aplomb[1]. »

Encore une fois, comme l'Autriche et la Russie en 1805, comme l'Autriche seule en 1809, le continent l'arrache à la grande illusion des expéditions maritimes. Il les relègue à l'arrière-plan; mais, dès qu'il recouvre un instant de loisir, c'est sur cet arrière-plan que se reporte son imagination. Il ajourne à 1812, puis à 1813, puis à 1814; mais alors : « La puissance de mes peuples est telle que dans quatre ans j'aurai plus de cent vaisseaux de haut bord et deux cents frégates. » Les flottes ne sortiront pas; mais elles seront toujours prêtes à sortir, « d'un aspect menaçant ». — « Il est nécessaire de fatiguer les Anglais. » — « J'ai la destination de la Sicile pour la flotte de la Méditerranée et l'Irlande pour celle de l'Escaut », des expéditions aux Indes... « Si, en 1812, les circonstances sont favorables, ayant une partie de mes troupes d'Espagne disponible, je compte faire l'expédition de Sicile ou celle d'Égypte...[2] » — « Faites-moi un rapport sur l'espèce de bâtiment la plus convenable pour remonter le Nil, pour entrer dans les lacs à côté d'Aboukir. »

Une partie des troupes de l'Espagne disponible! Mais comment? Il pense parfois encore à frapper un grand coup, à se débarrasser des Anglais; à se débarrasser de Joseph en le poussant aux abois, en le forçant à abdiquer; à se débarrasser de l'Espagne en l'abandonnant aux Cortès; en la rendant à Ferdinand qui, à titre de garantie, lui livrera les provinces jusqu'à l'Èbre. Ces desseins, qu'il a agités déjà[3], l'obsèdent de nouveau, et, par-dessus tout, cette nécessité le presse : rappeler les troupes, les reporter à la Grande Armée. La triple expédition de Suchet en Aragon et Catalogne, de Masséna en Portugal, de Soult en Andalousie, a échoué. Masséna bat en

[1] Gourgaud, t. I, p. 55.
[2] Allocution aux électeurs du Finistère, 3 mars; à Decrès, 8, 10 mars 1811.
[3] Voir ci-dessus, p. 434-435, 441, 519. — Frédéric Masson, t. VI; Baumgarten; Girod de l'Ain, *Général Foy;* Rousseau, *Suchet; Mémoires* du roi Joseph, de Miot, Jourdan, Marmont, *Relations de Tchernichef; Bulletins de Kourakine;* Guillon, *Guerre d'Espagne.*

retraite depuis le 13 novembre, « mourant de faim » : « Soult diminué de plus de moitié, criant au secours... réduit à la défensive. » Napoléon commande, de Paris, à des lieutenants qui n'obéissent pas et se contrarient entre eux, jaloux les uns des autres; s'accusant les uns les autres de leur impuissance, de leur négligence; s'exaspérant dans le sentiment de l'absurdité de l'entreprise, de l'inutilité de tout; se jugeant sacrifiés. Suchet, seul, en Catalogne, « y donne, rapporte un témoin, le plus mémorable des exemples, mais malheureusement le plus mal suivi. Son habileté guerrière et administrative savait conquérir à la fois les plus fortes villes et les cœurs les plus ulcérés de ses adversaires ». On ne parle, à Paris, de cette affaire qu' « avec désespoir », désespoir surtout de n'en pas voir la fin.

L'empereur partageait cette gêne, ce dégoût universel. « Il lui arrivait de laisser s'entasser sur sa table, pendant deux ou trois jours, les dépêches, certain d'avance de n'y trouver que des nouvelles contrariantes [1]. » Puis, il les faisait lire et résumer par un secrétaire. Il avait formé un nouveau plan qu'il avait confié au général Foy. Il en attendait la déroute des Anglais, le seul obstacle qu'il prît au sérieux. Les Anglais partis, l'Espagne se soumettrait. Mais il ne s'acharnerait plus à imposer aux Espagnols une constitution dont ils ne voulaient pas, un prince qui ne savait point les gouverner. Le succès qu'il s'attribuait en Hollande, l'expérience heureuse de Suchet en Catalogne, l'inclinent à l'annexion au moins d'une partie de l'Espagne. « Je ne veux plus de roi dans ce pays, dit-il à Tchernichef; j'entends être maître à Cadix, ainsi qu'à Bordeaux. » Dès le 9 novembre 1810, Champagny écrit à Laforest : « L'Espagne appartient à l'empereur. » Toutefois Napoléon hésite à décréter que Joseph a cessé de régner. Il semble que, par des propos comme celui-là, des avertissements répétés, il voulût le mettre dans son tort, le réduire comme Louis à quelque coup de désespoir qui justifierait, le

[1] BARANTE, t. I, p. 333.

roi en fuite, le décret de réunion partielle, et le pacte avec Ferdinand. Champagny déclare à la reine Julie que, si le roi quitte son commandement et abandonne son trône « sans autorisation », il sera arrêté à Bayonne : il peut abdiquer, mais dans les formes. « Voici, écrit Champagny à Laforest le 18 janvier, les instructions secrètes de l'empereur. L'empereur prendra de l'Espagne ce qui lui conviendra; soit qu'il prenne tout le cours de l'Èbre, soit qu'il s'assure le port de Ferrol, le seul intérêt de la France et ce que les circonstances permettront décideront dans ce grand événement. Le peuple espagnol, par sa conduite, ne mérite aucune considération... Le roi de Westphalie, comme le roi d'Espagne, n'a longtemps traité avec le cabinet qu'en le menaçant de s'en aller. Cela n'a fini qu'avec la réponse qu'on lui a faite qu'il eût à envoyer les pouvoirs pour traiter de la reprise de possession du royaume. Cette réponse a fait pâlir le roi et a mis pour toujours un terme à ses menaces ridicules... Le roi de Hollande, à la moindre contrariété, ne parlait que de quitter le trône. Depuis qu'on l'a pris au mot, il est au désespoir. »

A l'appui, toute sorte d'insinuations, de presse et de police. C'est une prétendue correspondance d'Aragon, insérée au *Moniteur* le 18 janvier : « Les dispositions des esprits changent tous les jours, l'influence anglaise s'éteint ; les peuples de cette province, ainsi que ceux des arrondissements du Centre, du Midi et du Nord demandent à grands cris leur réunion à l'empire. » Le 26 février : « L'Espagne est la conquête de l'empereur; il est décidé à la traiter comme telle. » C'est un *Mémorial politique de l'armée de la gauche*, paraissant à Badajoz, et qui publie, le 25, le 28 décembre et le 1er janvier 1811, de prétendues dépêches saisies sur un courrier français : on y trouve une note de Champagny, du 1er octobre, réclamant l'abdication de Joseph ; une conversation de Talleyrand avec l'envoyé de l'Espagne, où il dévoile à ce représentant de Joseph les desseins d'annexion de l'empereur. Ces pièces, où maint signe trahit la fabrique, circulent en Espagne, et il n'est plus question d'autre chose. L'ambassa-

deur de France, Laforest, semble dans la confidence. On parle d'ériger Madrid en capitale de seconde classe du Grand Empire, comme Rome, comme Amsterdam, comme Milan; « on fait briller aux yeux des Espagnols des places de sénateurs, de conseillers d'État, de préfets », que l'empereur leur distribuerait, ainsi qu'aux Italiens, aux Allemands, aux Hollandais. Joseph écrit lettres sur lettres à son frère, à sa femme; multiplie les émissaires. Laforest lui communique, en mars, les décrets relatifs à la réunion de la Catalogne : cette province formera quatre départements; déjà les préfets et les sous-préfets sont en route !

Tout à coup, il se fait une accalmie [1]. Le 29 mars au soir, un courrier annonce la naissance du roi de Rome; le 8 avril, un général survient avec une lettre de l'empereur : « Je vous prie d'être un des parrains de votre neveu. » C'était un ordre et aussi un motif honorable de quitter Madrid. Joseph, arrivé à Paris le 15 mai, se retire à Mortefontaine. Ce voyage ressemblait fort à celui qu'avait fait Louis, au temps du mariage autrichien, un an auparavant. Napoléon fit offrir à Joseph, par Berthier, le 1er juin, un subside de 100,000 francs par mois, le commandement nominal de l'armée qui demeurerait sous la direction exclusive de l'empereur, l'Espagne restant divisée en grands commandements militaires et la rive gauche de l'Èbre, quasi annexée. Napoléon en attendait-il l'abdication? Hésita-t-il, capitula-t-il à la dernière heure et comme toujours devant le prestige de son aîné? Pensa-t-il qu'à la suite d'une guerre très redoutable, la plus vaste qu'il eût entreprise, ce serait une trop grosse complication que celle d'un changement de règne en Espagne, et, au moment de coaliser l'Europe, un mauvais son de cloche que l'abandon du royaume créé par lui; qu'en restaurant Ferdinand il abdiquerait au moins autant que Joseph lui-même, et que cet acte qui, de la part d'un triomphateur, passerait pour sage et magnanime, trahirait alors l'embarras, presque la crainte?

[1] MIOT, t. III, p. 240.

Toujours est-il que Joseph n'abdiqua point et que Napoléon renonça à l'y forcer. « Le désir d'échapper à la contrainte, écrit un des confidents de Joseph ; le charme que, malgré les plus pénibles expériences, l'ombre seule du pouvoir suprême exerçait encore sur lui et, peut-être plus que cela, une liaison d'affection qu'il avait contractée à Madrid, le déterminèrent à reprendre le chemin de la Péninsule. »

Napoléon ajourne les affaires d'Espagne pour marcher à la Russie, comme il les avait ajournées en 1809 pour marcher à l'Autriche ; il laissait dans la Péninsule un roi précaire, une armée en échec, rien que des incertitudes et tout en suspens, le gouvernement aussi bien que la guerre.

IV

Les ménagements ; pour être plus exact, les faiblesses de famille, entraient pour une large part dans cette demi-mesure ; mais les nécessités de la politique y concouraient aussi, et la preuve en est qu'en Prusse, où ni les attaches du cœur, ni les préjugés du rang ne le contenaient, il en agit de même, accordant de sa main les moyens de vivre à une monarchie qu'il menaçait la veille d'extermination. Le blocus ou la mort ! Il le notifie au Mecklembourg : à ce prix, « il conservera son indépendance ; s'il agit autrement, il ne la conservera pas ». Il le notifie à la Suède, pour sa possession allemande, la Poméranie : « Mes troupes entreront aussitôt dans la province, ainsi que mes douanes. » Et il ajoute : « Il en doit être à peu près de même de la Prusse... Le décret de Berlin doit être exécuté... La paix est à cette condition[1]. » Il ne lui importait pas moins d'empêcher la Prusse de lier partie avec la Russie. Un traité, avec Davout pour tenir les gages et sur-

[1] A Champagny, 25 mars 1811.

veiller l'exécution, parut à Napoléon un expédient suffisant, et il s'occupa d'y contraindre les Prussiens.

Les artifices employés ressemblent tellement à ceux qui, dans le même temps, devaient réduire Joseph à la fuite ou à l'abdication, qu'il n'est guère possible de douter qu'ils sortissent de la même officine. Il y avait alors parmi les affidés de Savary un *gendelettre* à tout faire et en réalité faisant de tout, sauf de bons vers et son métier ostensible de poète, le sieur Esménard, membre de la classe de littérature à l'Institut, laquelle tenait alors lieu de l'Académie française. « Hier, M. Esménard est venu chez moi, écrivait le ministre de Suède[1]. Il est censeur littéraire, attaché au ministère de la police générale et jouit de la confiance du duc de Rovigo... » Il fabriqua par ordre, soufflé par les commis de Champagny, et sur communication de pièces qui donnaient le ton et fardaient l'apocryphe, un prétendu rapport de Champagny à l'empereur et de prétendues instructions à Saint-Marsan. On y discutait la possibilité d'un accord entre la Prusse et la Russie : « Les propositions d'un absolu dévouement, l'offre même d'une alliance offensive doivent détourner la méfiance de Votre Majesté », disait le feint Champagny. Mais, « au premier signal d'une nouvelle guerre contre la Russie, les armées de Votre Majesté passeront l'Elbe et marcheront sur Berlin, ami ou ennemi. Comme ami, que peut nous offrir le roi de Prusse? Trente à quarante mille hommes mal affectionnés .. Comme ennemi?... Votre Majesté, maîtresse de Glogau, de Custrin, de Stettin, n'aura même pas besoin de quitter Paris pour que la terreur chasse la cour de Berlin au delà de la Vistule. » Le royaume sera traité en pays conquis; la Silésie, le Brandebourg serviront d'appât et de récompense aux alliés de l'empereur. « Il résulte de cet exposé que l'alliance offerte par la cour de Berlin, inutile avec la paix, devient onéreuse dans la supposition de la guerre avec la Russie. » Or, la Prusse est « entièrement enveloppée par le territoire ou

[1] 10 juillet 1810. — Oscar ALIX, STERN, Henri WELCHINGER, BARANTE, RANKE, CAVAIGNAC, DUNCKER.

les alliés de Votre Majesté... 70 millions de contributions arriérées absorberont l'emploi de ses ressources... Ses ports seront fermés par nos douaniers... » . Rien de surprenant en ce plan, au lendemain de la réunion de la Hollande, et rien que de vraisemblable en ces mesures qui, en réalité, n'anticipaient que de quelques mois sur celles qui furent prescrites à Davout, le 14 novembre 1811 [1]. Tout était donc combiné pour jeter les Prussiens dans l'anxiété, dans l'épouvante; leur enlever leur dernière illusion, l'offre de l'alliance; leur montrer Napoléon plus intéressé à leur perte qu'à leur conservation; les pousser à quelque acte de désespoir qui les livrerait à sa vengeance, ou, plutôt, à les précipiter à ses pieds, demandant merci. Toutefois l'apocryphe, si bien truqué pour abuser le lecteur, pouvait faire scandale : une précaution, très élémentaire, suffit à parer le coup. La pièce fut antidatée, du 16 novembre 1810, alors qu'elle mentionnait des faits postérieurs à cette date, ce qui permettrait de la désavouer.

Ainsi machinée, on la livra aux courtiers ordinaires d'ambassade qui la mirent en vente. L'agent prussien Krusemark l'acheta 6,000 francs, la copia de sa main et l'envoya à Berlin dans les derniers jours de février ou dans les premiers jours de mars [2]. En même temps, partait pour Berlin l'espèce d'*ultimatum* dicté par Napoléon à Champagny, et, à l'appui, l'ordre de préparer, « sans confier à personne le secret » , un projet d'équipage de siège suffisant pour assiéger Spandau, pour prendre Kolberg, faire le siège de Neisse; l'ordre à Davout d'établir une place forte sur l'Elbe, Hambourg, de préférence, « car un point d'appui est nécessaire contre l'Angleterre, le Danemark, la Prusse [3] » .

Hardenberg reçut le document le 7 mars. Il y trouva « tant de circonstances vraies et probables » qu'il en fut effrayé; « quelques données fausses » , qui le mirent en méfiance sur l'authenticité, ne le rassurèrent qu'à demi. Au fond, la pièce

[1] Napoléon à Davout, 14 novembre 1811, ci-après, p. 553.
[2] Une autre copie fut vendue à Tchernichef; rapport du 15 juillet 1811.
[3] A Lariboisière, 11 mars; à Davout, 13 mars; à Champagny, 25 mars 1811.

fit son effet, au moins à titre d'avis et d'avertissement. La Prusse était engagée dans une série de réformes d'où devaient sortir sa régénération et son salut. Il importait par-dessus tout de ne pas les rompre. Saint-Marsan les représentait comme inoffensives pour la France. Hardenberg l'alla trouver : « M. le chancelier d'État, baron de Hardenberg, et conséquemment tout le ministère, est très prononcé dans le sens de l'union avec la France, écrivit Saint-Marsan. Il m'entretient souvent de son vif désir de voir renaître une entière confiance de la part de la France vis-à-vis de la Prusse et de la nécessité pour la restauration du pays que toute l'Europe en soit convaincue... » Hardenberg insinuait l'idée d'une alliance positive, même d'une entrée dans la Confédération du Rhin. — « Le roi, dit ce chancelier, est fermement décidé à ne jamais séparer sa cause de celle de la France et à rester entièrement et fidèlement attaché à l'empereur... Ce n'est pas seulement pour le cas d'une rupture avec la Russie que le roi désire s'unir à la France, mais bien par principe et sous un point de vue général[1]. » Hatzfeld partit pour Paris, chargé de complimenter l'empereur sur la naissance du roi de Rome. Hardenberg sut le persuader qu'ils étaient d'accord; Hatzfeld, qui devait la vie à Napoléon, était loyal quand il faisait appel à sa magnanimité et ce ne serait point seulement des lèvres qu'il répéterait cette phrase de ses instructions : « Qu'il oublie nos torts; qu'il se plaise à s'attacher la Prusse, d'une manière digne de sa grandeur, par la reconnaissance[2]. »

Scharnhorst, le parti militaire et patriote conseillaient l'alliance russe, sincère et exclusive[3]. C'était le vœu secret du roi et le fond de la politique de Hardenberg. Mais il se dessinait alors, entre la Russie et la Prusse, un point de dissentiment : la Pologne qui les avait séparés en 1794, qui menaça de les séparer en 1813. Les bruits d'annexion russe inquié-

[1] Rapports de Saint-Marsan, 19-24 mars 1811.
[2] Hardenberg à Hatzfeld, 30 mars 1811. Ranke.
[3] Mémoire du 13 mai 1811

taient Berlin. Si Alexandre reconstituait la Pologne; s'il prenait le duché de Varsovie, formé des dépouilles de la Prusse, en 1807, où la Prusse trouverait-elle sa compensation? Le très subtil Hardenberg se flatta d'amener les Russes à renoncer à la Pologne par la double crainte de voir les Prussiens passer aux Français et d'amener Napoléon à leur garantir l'intégrité de leur territoire par la crainte de les voir passer aux Russes. L'alliance française leur permettrait de vivre et d'attendre l'occasion de se donner à la Russie : la restitution de l'ancienne Pologne prussienne serait alors le gage de leur défection à la France. Ces calculs ne justifiaient en rien les propos de Saint-Marsan : « le roi franc et loyal », le chancelier « très ferme dans le système français » ; mais ils étaient parfaitement conformes aux précédents, au caractère du roi, à la manière de Hardenberg ; enfin l'événement montra qu'ils étaient politiques et qu'ils étaient fondés, car ils se réalisèrent deux ans plus tard et que la reconstitution de la Prusse en procéda. Avec cette arrière-pensée, Hardenberg conseillait l'alliance française. Le roi, selon ses goûts et les habitudes de sa diplomatie, se prononça pour les deux alliances à la fois : se livrer en apparence à Napoléon, se réserver pour la Russie ; le mariage forcé avec contre-lettre d'enlèvement et de divorce.

Hardenberg disposa le projet de convention avec Napoléon. Le 12 mai, le roi le communiqua au tsar avec force lamentations sur la tristesse des temps qui le contraignait à de si pénibles engagements. Mais, disait-il : « les articles sur lesquels je vais entrer en négociation avec la France ne porteront pas contre la Russie; je n'ai pas besoin de dire qu'elle ne sera pas nommée... ». — « Si Votre Majesté avait l'Autriche pour elle, si elle se désintéressait de Varsovie, si ses armées se trouvaient rapprochées de nos États et à portée de me soutenir, je n'hésiterais pas sur le parti à prendre; elle ne me verrait certainement combattre qu'à côté d'elle... »

Le projet de convention fut expédié deux jours après, le 14 mai, à Paris. Hardenberg l'avait combiné avec une remarquable prévoyance. La Prusse offrait un corps auxiliaire sous

les ordres d'un commandant en chef prussien; il serait employé de préférence à la défense de la Prusse et de ses frontières, mais sous les ordres immédiats de l'empereur; moyennant quoi, l'empereur daignerait renoncer — dans l'intérêt même de l'alliance — à la clause de la convention du 8 septembre 1808, qui limitait les forces armées prussiennes; rendre Glogau, accorder remise entière des contributions de guerre, garantir l'intégrité de la Prusse et, en cas de guerre, neutraliser la Silésie. C'était pour la Prusse la liberté de fortifier son armée et, de l'aveu même de Napoléon, réellement avec ses subsides puisqu'il renoncerait à ses créances; c'était ménager à cette armée les conditions où elle se trouva en décembre 1812 quand le commandant du corps auxiliaire prussien passa aux Russes. Napoléon n'avait qu'à se souvenir de 1805 pour deviner le jeu de ses éternels *amis* du Nord, éternellement conjurés contre lui. Il n'y fut pas pris : « Écrivez à M. de Saint-Marsan qu'il se laisse duper par la Prusse », mande-t-il à Champagny le 8, le 11 avril. Mais il avait obtenu de la Prusse ce qu'il en voulait obtenir. Il connaissait les moyens de la réduire à merci; il laissa le projet de traité dans les cartons, attendant que les conjonctures l'obligeassent à l'en faire sortir.

V

C'est qu'Alexandre, bon gré, mal gré, revient à la paix méfiante, à la paix aigre-douce, et de l'ultimatum qu'il avait préparé il se rejette sur les récriminations. Il adressa, le 25 mars, à Napoléon une lettre qui en était remplie. Napoléon la reçut, le 10 avril, des mains de Tchernichef. Il la lut, la commenta, la discuta, phrase par phrase [1]. « Voilà une belle

[1] Relation de Tchernichef, 17 juin 1811.

alliance! Vous confisquez tout ce qui vient de moi, et moi j'en fais de même de mon côté. Elle ressemble bien plus à un véritable état de guerre... » Alexandre a rappelé des troupes du Danube pour les porter sur la frontière du duché de Varsovie. « Qu'auriez-vous dit si je retirais dans ce moment-ci mes troupes de l'Espagne pour les envoyer dans le nord de l'Allemagne?... » Alexandre insinue un nouvel accord où serait compris un traité de commerce et où se ferait une sorte de balance de l'Oldenbourg et du duché de Varsovie : que désire-t-il donc? Danzig? « Comment voulez-vous que je vous livre l'unique place sur laquelle je puisse, dans le cas d'une guerre contre vous, appuyer toutes mes opérations sur la Vistule?... Le duché de Varsovie pour l'Oldenbourg serait de la démence... Quel effet produirait sur les Polonais la cession d'un pouce de leur territoire au moment où la Russie nous menace; tous les jours, l'on me répète de toutes parts que votre projet est d'envahir le duché... » ... « Je désire la paix, il est de mes intérêts de la vouloir; je donne ma parole d'honneur, à moins que vous ne commenciez vous-même, de ne pas vous attaquer de quatre ans; *attendre pour moi, c'est gagner*, j'ai mon calcul fait; cela arrêtera mes projets pour la marine et me coûtera de l'argent. » Alors il déploie son épouvantail : 300,000 Français en octobre, plus 95,000 confédérés; 600,000 hommes en 1812; au bout de quatre ans, 8 à 900,000 hommes. « Je vais porter le corps de Davout à 100,000 hommes... » Je composerai « une armée immense, gigantesque, qui sera munie en surplus de 800 pièces d'artillerie... ».

« Je ne me plains en rien de la Russie, je ne veux rien », fait-il écrire à Caulaincourt. Mais Caulaincourt est enguirlandé, ébloui, comme Saint-Marsan est aveuglé à Berlin. Napoléon a décidé de le remplacer par Lauriston qui d'ailleurs ne montrera ni plus de fermeté dans le regard, ni plus de pénétration. Champagny, ministre du système russe, n'apporte pas plus d'énergie à secouer le charme. Napoléon appelle aux Affaires étrangères Maret, duc de Bassano, qui

sera tout à lui, rien qu'à lui, ne regardera qu'avec la longue vue de l'empereur, n'écrira que sous sa dictée, n'entendra que par ses oreilles [1]. Ce ministre confidentiel de Napoléon professait pour son maître un culte prosterné. Les ordres de l'empereur étaient pour lui des oracles. Il n'admettait pas que Napoléon pût se tromper dans ses calculs, échouer dans ses entreprises. Sa préoccupation, dans ses entretiens avec l'empereur, était bien moins de l'éclairer de ses conseils que de retenir ses expressions et de les reproduire textuellement, en ses dictées, lorsqu'il rentrait aux Affaires étrangères [2]. D'ailleurs le plus sincèrement dévoué des serviteurs et fort capable de bon sens, lorsqu'il ne se sentait pas fasciné [3].

Il offrait, dans les conjonctures, un avantage notable. Il passait pour favorable aux Polonais : les Polonais l'écoutaient; leur imagination, leur confiance, leur bonne volonté donnaient aux propos de Maret une consistance qui leur manquait et effaçaient les réticences. C'est une contre-partie des avances faites à Varsovie par les agents d'Alexandre. Le tsar leurrait les Polonais d'un royaume de Pologne dont il serait le roi; Napoléon les leurre d'une Pologne aux Polonais, dont il serait le protecteur et le garant. Davout sera en mesure, à partir du 1er juin, de faire face à une agression : à la première attaque, il se retirera sur l'Oder, emmenant avec lui l'armée polonaise, ralliant l'armée saxonne, 150,000 hommes avec lesquels il recevra le premier choc; cependant qu'il tiendra les Russes en respect, les corps de la Grande Armée arriveront du Rhin et de l'Italie, et Napoléon, poussant les Russes devant lui, leur infligera la même leçon qu'aux Autrichiens en 1809. Mais le seul bruit qu'il en fait suffit à contenir Alexandre : le mois de juin passa, l'attaque ne se produisit pas. La partie était remise.

Tchernichef ne la croyait pas perdue. Il ne s'était point

[1] Ordre à Lauriston de partir, 1er avril; Maret aux affaires étrangères, 17 avril 1811.

[2] VIEL-CASTEL, *Souvenirs. (Le Correspondant.)*

[3] ERNOUF, *Maret, duc de Bassano.*

laissé terrifier par Napoléon. Ses espions et ses amis lui révélaient trop fidèlement les embarras de l'empereur. Il persistait dans son opinion : ne pas donner à Napoléon le temps de sortir de ces embarras, et l'attaquer; sinon, « l'endormir, l'engager à diriger de nouveaux efforts sur l'Espagne, ce qui, en le rendant moins redoutable, nous permettrait d'attendre qu'il fût complètement engagé dans cette nouvelle lutte pour profiter de la diversion[1] ». Bref, recommencer le jeu de l'Autriche dans l'été de 1808, en comptant bien que, cette fois, les Russes ne lui donneraient pas le loisir de revenir assez vite de Madrid à l'Oder ou à la Vistule, et sachant bien aussi qu'il n'y retrouverait pas les 200,000 hommes engloutis en Espagne.

Si politiques que fussent ces conseils, Alexandre ne les suivit point. Se dit-il que les événements ne se reproduisent point deux fois identiquement et que Napoléon était payé pour ne se pas laisser reprendre à ce jeu de 1808? Il ne renonça point à la guerre; mais il commença de la concevoir selon un nouveau plan, infiniment plus profond et plus redoutable pour Napoléon. Sous l'influence de l'Allemand Phull et de quelques vieux Russes auxquels l'instinct national tenait lieu de génie, il écrit au roi de Prusse le 26 et le 28 mai : « Ne voyant aucun moyen, des bords du Niémen, d'accourir sur l'Oder avant que les Français... y arrivent... les circonstances m'imposent un nouveau système de guerre. Que Votre Majesté jette un coup d'œil sur l'Espagne!... Le système qui a rendu victorieux Wellington, en épuisant les armées françaises, est celui que je suis résolu de suivre... Éviter les grandes batailles en organisant de très longues lignes d'opérations pour des mouvements rétrogrades, aboutissant à des camps retranchés[2]. » Il cherche à y gagner Frédéric-Guillaume : « L'idée de combattre contre vous m'est affreuse!... Quant

[1] Rapport du 17 juin 1811.

[2] Il écrira à Phull le 12 décembre 1813 : « C'est vous qui avez conçu le plan qui, avec l'aide de la Providence, a eu pour suite le salut de la Russie et celui de l'Europe. » Phull était passé, en 1806, du service prussien au service russe.

à l'Autriche, je trouve que c'est déjà beaucoup de ne pas l'avoir contre soi, et, si les choses vont bien, on a tout lieu d'espérer qu'elle entrera elle-même en lice. »

Forcé de renoncer aux avantages de la surprise, aux bénéfices de l'offensive et de l'irruption, Alexandre va, tout en nouant sa coalition, se donner les apparences du bon droit, se poser en victime de l'ambition napoléonienne, en défenseur de l'Europe, de la paix et de la justice. Grâce au secret de l'hiver russe, ses préparatifs ont passé inaperçus ; il aura beau jeu à brouiller les dates, à soutenir que Napoléon a commencé ; car Napoléon ne peut se renforcer en Allemagne que très ostensiblement et, d'ailleurs, il en fait étalage. Alexandre ne désespère pas d'abuser Napoléon lui-même. A coup sûr il abusera l'opinion en Europe, en France surtout, où il la sait hostile à une nouvelle guerre, où il la sait docile aux fantasmagories russes et où il dispose, pour en faire jouer la mécanique, d'un préparateur sincère comme Caulaincourt, d'un prestidigitateur de la force de Talleyrand. Caulaincourt est rappelé : Alexandre lui fait la leçon, que Caulaincourt répétera à tout le monde à Paris et qui, répondant au vœu et aux raisonnements de tout le monde, passera de la légende à l'histoire. Le comte de Bray, ministre de Bavière en Russie et très ouvertement dévoué au système français, a déjà disposé le terrain. Il est de passage à Paris et, parfaitement endoctriné en Russie, il se porte garant de la bonne foi d'Alexandre [1]. Le tsar persuadera ainsi et les contemporains et les historiens que Napoléon seul a voulu et préparé la guerre.

Cette guerre, Napoléon la considérait comme fatale ; il le pensait, il le disait, mais personne ne le croyait plus. C'était contre sa propre destinée qu'il bataillait, contre la postérité qu'il se débattait, dans la conversation dramatique qu'il eut avec Caulaincourt, lorsque cet ambassadeur revint à Paris dans les premiers jours de juin 1811.

Caulaincourt voit son maître entraîné dans une aventure

[1] Rapport du 5 juillet 1811, rétrospectif. Conversation avec Maret en mai.

hyperbolique où il affrontera les passions des hommes et les éléments de la nature; il refuse de reconnaître la nécessité de cette aventure; il ne peut admettre que tant de gloire française, tant de génie doivent inévitablement aboutir à cette impasse, à cet abîme; enfin, il croit à la vertu, à la bonne foi, aux intentions pacifiques, au désintéressement d'Alexandre. — « Alexandre est faux, s'écrie Napoléon; il arme pour me faire la guerre. » Et il dit vrai. Caulaincourt plaide l'innocence d'Alexandre et la loyauté de ses intentions : « Vous êtes dupe d'Alexandre et des Russes, réplique Napoléon. Davout et Rapp me tenaient mieux au courant. Les Russes croient-ils me faire la loi? — Non. — Cependant, c'est me la dicter que d'exiger que j'évacue Danzig, pour le bon plaisir d'Alexandre... Bientôt il faudra que je lui demande la permission de faire défiler la parade à Mayence? — Non, mais celle qui défile à Danzig l'offusque. — Les Russes sont devenus bien fiers : on veut me faire la guerre? — Non, ni la guerre, ni la loi; mais on ne veut pas la recevoir. — Les Russes croient-ils me mener comme ils menaient, sous Catherine, leur roi de Pologne? Je ne suis pas Louis XV; le peuple français ne souffrirait pas cette humiliation. » Caulaincourt expose un plan : il faut choisir entre la Russie et la Pologne; en sacrifiant la Pologne, on gagnerait la Russie. « Quel parti prendriez-vous? dit l'empereur. — Alliance, prudence et paix. — La paix! il faut qu'elle soit durable et honorable. Je ne veux pas d'une paix qui ruine mon commerce, comme celle d'Amiens. Pour que la paix soit possible et durable, il faut que l'Angleterre soit convaincue qu'elle ne retrouvera plus d'auxiliaire sur le continent [1]. »

Ceci les amène à parler de la guerre. Caulaincourt objecte la résolution d'Alexandre, le patriotisme des Russes, le climat. « En Russie, dit-il, on ne se fait aucune illusion sur le génie de l'adversaire et ses prodigieuses ressources; on sait que l'on aura affaire au grand gagneur de batailles, mais on sait aussi

[1] Albert VANDAL, t. III, chap. v, d'après les notes de Caulaincourt, t. VI, p. 272.

que le pays est vaste, qu'il offre de la marge pour se retirer et céder le terrain; on sait, sire, que ce sera déjà vous combattre avec avantage que de vous attirer dans l'intérieur et de vous éloigner de la France et de vos moyens. Votre Majesté ne peut être partout; on ne frappera que là où elle ne sera pas. » Ce sera le conseil de Bernadotte en 1812 et de Moreau en 1813. « Ce ne sera point une guerre d'un jour. Votre Majesté sera obligée, au bout de quelque temps, de revenir en France, et tous les avantages passeront alors de l'autre côté. Il faut compter, de plus, avec l'hiver, avec un climat de fer; par-dessus tout avec le parti pris de ne jamais céder... » C'est à quoi Napoléon ne consent point. Il énumère ses forces ; il fait l'appel des peuples enrégimentés par lui, de tous les coins de l'horizon : les Lombards d'Eugène, les Napolitains de Murat, les Espagnols et les Portugais, Marmont avec ses Croates, les dix-huit contingents de l'Allemagne confédérée, Davout et les Hanovriens, Poniatowski et les Polonais; il les passe en revue, les dénombre, les achemine, ordonne l'attaque et il se voit vainqueur. « Bah! une bataille fera raison des belles déterminations de votre ami Alexandre et de ses fortifications de sable... Il est faux et faible. — Il est opiniâtre, reprend Caulaincourt; il cède facilement sur certaines choses, mais il se trace en même temps un plan qu'il ne dépasse point. — Il est faux, répète l'empereur; il a le caractère grec... Il est ambitieux : il a un but dissimulé en voulant la guerre. » Napoléon rappelle les promesses qu'il lui a faites : la Moldavie, la Valachie, le partage de la Turquie ; il rappelle la Finlande annexée, trois cent mille Polonais pris à l'Autriche. « Oui, répond Caulaincourt, mais ces appâts ne l'ont pas empêché de voir que Votre Majesté a placé, depuis lors, des jalons pour des changements en Pologne, ce qui est chez lui. — Vous rêvez comme lui. Je n'ai fait de changements que loin de ses frontières. Quels sont donc ces changements en Europe qui l'effrayent tant? Que faut-il à la Russie qui est au bout du monde? Ce sont ces mesures que vous blâmez qui ôteront tout espoir aux Anglais et les forceront à la paix. »

C'était ramener les choses au lendemain de la paix d'Amiens et à la veille d'Austerlitz. Alors il s'agissait de la Hollande et de l'Italie, dont la Russie exigeait l'évacuation. Tout l'effet de six ans de guerre, d'Iéna, de Friedland, de Wagram, a été de reporter le litige en Pologne; mais la question demeure la même. Il a fallu prendre la Hollande pour garder la Belgique; bouleverser et assujettir l'Allemagne pour garder la rive gauche du Rhin; dominer Naples, réunir Rome pour garder le Piémont, la Lombardie, Venise; conquérir l'Espagne pour être libre de vaincre l'Autriche, et la Pologne pour être libre de soumettre l'Espagne; écraser la Prusse pour assurer un des flancs de l'empire, subjuguer l'Autriche pour assurer l'autre. Napoléon se dit que, la Pologne abandonnée par lui, les Russes avanceront en Allemagne; que, la Prusse le voyant reculer, les Espagnols, le jugeant en péril, reprendront l'offensive; que l'Autriche se dérobera d'abord, qu'elle se prononcera ensuite, qu'il faudra appeler les troupes d'Italie et que, l'Italie évacuée, la Méditerranée appartiendra aux Anglais : la coalition se renouera d'elle-même, l'histoire remontera son cours; après l'évacuation de la Pologne, on réclamera celle de l'Allemagne; après l'Allemagne, l'Italie et la Hollande; après l'Italie, l'Allemagne et la Hollande, la Belgique et la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire les desseins secrets d'Alexandre en 1804 qui seront, en réalité, les actes de la coalition en 1813 et 1814.

Le 16 juin, ouvrant la session du Corps législatif, Napoléon prononça ces paroles : « Cette lutte contre Carthage, qui paraissait devoir se décider sur les champs de bataille de l'Océan ou au delà des mers, le sera désormais dans les plaines des Espagnes. Lorsque l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent, que la moitié de ses familles seront couvertes du voile funèbre, un coup de tonnerre mettra fin aux affaires de la Péninsule, aux destins de ses armées, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde guerre punique. » Cette harangue, qui rappelait les manifestes de la

Convention, semblait annoncer que les temps prédits par les prophètes approchaient; mais en même temps elle en reculait dans le vague du lendemain l'accomplissement. Que signifiait cette métaphore, très usée, du coup de tonnerre qui terminerait tout? Le reflux de la Grande Armée en Espagne, après avoir désarmé la Russie? L'invasion de l'Angleterre, devenue possible par la dispersion des flottes anglaises, l'absorption des armées anglaises en Espagne et la soumission de la Russie? L'un et l'autre peut-être. Le 19 juin, l'empereur écrit à Decrès : « Je vous ai entretenu depuis longtemps du plan de guerre que j'avais arrêté contre les Anglais. Les circonstances de la guerre d'Espagne rendent la réalisation de ces projets encore plus nécessaire. » — Suit l'éternel et toujours chimérique dessein de l'Armada : 54,000 hommes et 3,000 chevaux à embarquer en septembre 1811; 70,000 hommes et 5,000 chevaux en 1812; 100,000 hommes et 7,000 chevaux à Anvers, à Boulogne, à Cherbourg en 1813[1]. Mais ce n'est que la manœuvre du second plan; au premier, la Russie. Les propos tournent à l'aigre. Lauriston, dès son arrivée, est enguirlandé comme Caulaincourt. Napoléon lui fait écrire, le 5 juin : « L'empereur Alexandre ayant dit qu'il était prêt depuis deux mois, il était tout simple de lui répondre : — Si vous êtes prêt depuis deux mois, ce qui dans un si vaste empire suppose que ces mouvements sont ordonnés depuis quatre mois, ne trouvez donc pas mauvais qu'actuellement que vous êtes prêt, on s'apprête. »

L'orage s'annonçait. Le 15 août, à la réception du corps diplomatique, Napoléon adresse à Kourakine une de ces apostrophes dont il a coutume de faire précéder ses *quos ego*, ses ultimatums de désarmement ou ses déclarations de guerre. Il prend thème des mouvements de recul des Russes sur le Danube, et, familièrement, d'abord : « Mon cher ami, si vous avez été battus, vous l'avez été parce que vous manquiez de troupes, et vous en manquiez parce que vous aviez envoyé

[1] A Decrès, 25 juillet, 9 août 1811.

cinq divisions de l'armée du Danube à celle de Pologne... Je ne suis pas assez bête pour croire que ce soit l'Oldenbourg qui vous occupe... On ne se bat pas pour l'Oldenbourg. D'ailleurs, j'ai offert une indemnité entière et complète... Je vois clairement qu'il s'agit de la Pologne ; je commence à croire que c'est vous qui voulez vous en emparer... Ne vous flattez pas que je dédommagerai jamais le tsar du côté de Varsovie. Non, quand même vos armées camperaient sur les hauteurs de Montmartre, je ne vous céderais pas un pouce du territoire varsovien : j'en ai garanti l'intégrité... Je ne sais pas si je vous battrai, mais nous nous battrons. Vous comptez sur des alliés; où sont-ils? L'Autriche à qui vous avez ravi 200,000 âmes en Gallicie, la Prusse à qui vous avez enlevé le district de Bialystock, la Suède que vous avez à moitié détruite en lui prenant la Finlande? Tous ces griefs ne sauraient s'oublier, toutes ces injures se payent : vous avez le continent contre vous. »

Ces menaces se relevaient d'un étalage formidable de conscrits et de bataillons. Chacun les rapprocha des discours tenus, en 1803, à lord Whitworth; puis, dans une occasion analogue, le 15 août 1808, à Metternich [1]. Il s'agissait de savoir quelle était, dans cette tempête, la part de la mise en scène de tragédie, et surtout de quel côté se porterait l'Europe. Tchernichef, grâce à l'impunité dont il jouit, redouble ses manœuvres et met en branle tous ses agents. Comme l'*ami de Paris*, comme le *fils de l'ami* d'Antraigues, à la veille de la bataille d'Austerlitz, il a des clefs des tiroirs secrets, des *regards* sur les papiers qui traînent sur les tables. Il démonte, pièce par pièce, la « machine » de Napoléon. Il montre la nation fatiguée de suer tant de sang humain : la République avait usé la planche aux assignats; Napoléon a tari la génération même des hommes. Il avoue 40,000 réfractaires, tout un corps d'armée! La guerre consterne tout le monde; Napoléon a poussé à bout le clergé et réuni un concile dont il ne sait comment se

[1] Relation de Tchernichef, 17 août 1811. Cf. ci-dessus, p. 293.

tirer... [1]. Il parle de coaliser le continent, mais ses propres royaumes lui échappent : il est en froid, presque en brouille avec Murat et Caroline, et des bruits courent de séquestre, sur ce royaume, comme sur l'Espagne ; de confiscation, comme en Hollande. Avec Bernadotte, il en est aux explications qui précèdent la rupture. Il se flatte de frapper un grand coup en Espagne, pendant l'hiver ; mais l'armée, harcelée par les guérillas, est forcée de se disperser pour se ravitailler, et, se dispersant, multiplie les points d'attaque. N'est-ce pas un moyen de détourner l'attention de la Russie et de la surprendre au printemps ? Mais « il appréhende beaucoup une longue absence, n'ayant plus, depuis la retraite de Fouché, de tête assez forte pour prévenir et soutenir un orage... » . Le fait est que Fouché est autorisé à se rapprocher de Paris.

Napoléon se plaint de Talleyrand, et le garde toujours : « Vous êtes un diable d'homme, lui dit-il, je ne puis m'empêcher de vous aimer. » Et il l'entretient de ses affaires. Talleyrand, qui souffle Nesselrode, lui insinue les conseils que, sous la même inspiration peut-être, les *amis* d'Antraigues envoyaient en 1804 et 1805 : l'entente entre Pétersbourg et Vienne, pour sauver l'Europe [2]. Les *amis* de Tchernichef lui affirment qu'il n'y a plus à négocier avec Napoléon ; que la Russie doit bâcler la paix avec les Turcs : « Ces personnes la considèrent comme l'unique moyen qui, en nous procurant une attitude plus formidable que jamais, pourra peut-être mettre un frein à l'ambition de Napoléon... » Joignant ses propres conjectures aux avis de *ces personnes* éclairées, Tchernichef conclut à prendre partout, en toute chose, le contre-pied de Napoléon : « Étudier constamment ses espérances et ses desseins... le mettre en défaut dans tous ses calculs. » Il désire une guerre prochaine : la reculer désormais ; il la désire courte et se prépare à frapper un coup formidable : se dérober aux coups, le laisser frapper dans le vide, et tirer la guerre en longueur, « avoir toujours à

[1] Sur ce concile, d'Haussonville. Pasquier, Henri Welschinger.
[2] Voir t. VI, p. 381.

portée des armées de réserve considérables » ; obliger Napoléon à renoncer à ses plans préconçus ; « le réduire à se consumer faute de subsistances et par la difficulté de recevoir des renforts, ou à entreprendre quelques fausses opérations qui le conduisent également à sa ruine [1] ».

VI

Tchernichef n'est que trop exactement renseigné, et sur la Suède où l'on en est aux échanges de notes et demandes de passeports, et sur Naples où sans Caroline tout irait à un scandale. Bernadotte, devenu prince royal, se querelle avec Alquier, l'envoyé de Napoléon, sur le ton d'un commandant de corps d'armée disputant avec un préfet : Alquier le prenant de haut, parce qu'il représente l'empereur, et Bernadotte, de plus haut, parce qu'il est prince suédois ; préséances, susceptibilités, commérages, propos injurieux colportés de l'un à l'autre, ce ne serait que ridicule, si ce n'était la préface de la défection.

A Naples, elle se prépare sourdement. Murat n'observe pas le blocus. Il distribue des emplois aux Napolitains ; quant à la colonie civile et militaire que Napoléon a déversée sur ce pays, Murat prétend qu'elle s'y « naturalise », en d'autres termes que, vivant des ressources de son royaume, elle soit à son service. Il le décrète le 17 juin et, le même jour, remplace, sur les vaisseaux et les forteresses, le pavillon français par le pavillon napolitain. Napoléon lui répond comme il répondait à Louis, comme il n'ose pas répondre à Joseph [2] : « Vu notre décret du 30 mars 1806, portant que le royaume de Naples fait partie du Grand Empire ; considérant

[1] Rapports de Tchernichef, 17 juin ; à l'empereur et à Roumiantsof, 17 juillet, 17 août, 19 septembre, 22 octobre 1811.
[2] Frédéric Masson, t. VI : Murat.

que le prince qui le gouverne est Français et grand dignitaire de l'empire et qu'il n'a été placé et maintenu sur le trône que par les efforts de nos peuples... Tous les citoyens français sont citoyens du royaume des Deux-Siciles; le décret du roi, en date du 14 juin, ne leur est pas appliqué. » Grenier, qui commande le *corps d'observation de l'Italie méridionale*, est invité à « donner des ordres à tous les Français, quelle que soit l'opposition du roi de Naples » ; il prendra possession de Gaëte. « Le roi de Naples paraît se livrer aux suggestions des ennemis de la France; je lui ai déjà fait témoigner combien sa conduite était folle. » Grenier se concertera avec le ministre de Napoléon, Durant, pour « faire sortir le roi de la fausse position où il est. S'il continuait à s'éloigner de ce que lui prescrivent la reconnaissance et ses devoirs, il y serait sévèrement rappelé ». Maret écrit à Durant : « Si le roi persiste à écarter les Français des emplois, à les remplacer par des Napolitains, à exiger qu'ils se naturalisent : Vous ne devez pas hésiter à déclarer que, dans ce cas, vous avez ordre de vous retirer sans prendre congé [1]. »

Les « suggestions des ennemis de la France » que Murat écoute trop complaisamment, on les connaît [2] : c'est la chimère d'être roi de l'Italie émancipée, *far da sè*, comme les Italiens eux-mêmes ; c'est une conjuration brouillonne et ténébreuse que mène le ministre de la police et des complots, Maghella, et où il rassemble les *carbonari* auxquels il promet la république, les papalins auxquels il fait entrevoir le rétablissement du pape. Les loges et les congrégations y travaillent de concert, Metternich et l'Anglais Bentinck s'y coudoient, tous les deux travaillant à des objets opposés mais par le même moyen, la ruine de la domination française : Metternich afin d'y substituer la domination autrichienne, Bentinck l'hégémonie anglaise et le monopole commercial de l'Angleterre sur les ruines du blocus. Bentinck entreprend les patriotes italiens, les unitaires, les leurrant de cette illusion

[1] A Clarke, 6 juillet 1811; Maret à Durant. MASSON.
[2] Voir ci-dessus, p. 476.

que l'Angleterre les verrait avec joie constituer une nation indépendante, voire révolutionnaire. Metternich se réserve les partisans et clients des anciennes dynasties, et, tout en méditant de dépouiller le Saint-Siège des Légations, il persuade le clergé de ses vœux pour le rétablissement de la Papauté dans Rome. Les menées bourboniennes confinent au brigandage, toujours sévissant dans les Calabres, comme les menées italiennes de Bentinck confinent à la révolution nationale, presque à l'anarchie. Murat, dans la vanité de son règne, se fait l'instrument des uns et des autres; il croit machiner pour lui-même, il machine, en réalité, pour ramener en Italie les sbires autrichiens et les courtiers de commerce anglais. Dans son infatuation, il se flatte de gagner la « reconnaissance » de son titre par l'Autriche et sa consécration monarchique; il tripote avec Bentinck, espérant s'assurer le concours des Anglais, des loges, et de la révolution. Il n'est point jusqu'aux Russes qu'il ne cherche à s'acquérir, sollicitant, comme naguère Louis, les compliments, les promesses et, s'il le faut, l'alliance d'Alexandre.

Caroline « s'était faite l'âme de la résistance française ou napoléonienne contre le parti napolitain » ; jalousie du règne, jalousie de tirer à elle ce pouvoir qui était sa dot et que Murat ne tenait que d'elle seule, de sa faveur féminine. Elle était Bonaparte dans le sang, elle aimait la souveraineté, et elle se plaisait à exercer, « par les amants qu'elle se choisissait, une action sur le gouvernement » . Elle cabalait contre le roi, elle écrivait à Napoléon ou lui faisait écrire. Maghella trouva moyen de la réduire au silence, puis à la complicité : un moyen à la Fouché. Il la prit par sa faiblesse, ses amants, se procura des lettres d'amour et la menaça de scandale à Naples d'abord, puis à Paris, ce qui serait pire[1]. Dès lors, elle se tut; mais, comme elle ne changera ni de goûts ni de caractère, elle en viendra fatalement à tomber dans le complot, après être tombée dans les mains des conspirateurs : elle

[1] Napoléon disait d'elle à Gourgaud : « Ah! la gueuse! l'amour l'a toujours conduite. »

veut le pouvoir, elle le cherchera, avec Murat, par l'Italie, par l'Autriche, par l'Angleterre. Elle se croit des droits à la complaisance politique de Metternich, alors qu'elle n'en possède qu'à sa discrétion mondaine. On la verra, le moment venu, plus âpre et plus résolue que son mari, dans la trahison. C'est que Murat ne possède point la grâce royale; il n'est point *né*, comme les Bonaparte; il est promu, il est *passé* roi, et il reste soldat dans l'âme. Il proteste de ses intentions, et quand il en proteste, il y croit, comme à tous les serments qu'il a prêtés, depuis 1791. « Jusqu'à mon dernier soupir, je serai ce que j'ai toujours été, votre plus fidèle ami, écrit-il à l'empereur... [1]. Un seul mot suffit, et le roi de Naples cesse d'être un obstacle... » Il le répète autour de lui : « Roi de Naples, j'ai été, je suis et serai toujours le premier grenadier de l'empereur, mon beau-frère, et toujours mon souverain... [2] » Au premier coup de clairon, ce feudataire, demi-rebelle, se réveillera général de cavalerie. Napoléon le sait; il aura besoin de lui dans la grande guerre qui se prépare, et après avoir grondé terriblement et assez menacé, non pour faire peur, mais pour porter à l'orgueil des blessures qui ne se fermeront pas, il s'apaise, il ménage, il ferme les yeux, et, en attendant la guerre, il laisse Murat régner, c'est-à-dire intriguer et conspirer.

Napoléon prépare avec une activité qui rappelle les temps du camp de Boulogne cette guerre qui, pense-t-il, sera la dernière [3]. Il dispose une armée tellement formidable que son seul appareil devrait forcer la Russie à capituler, l'arme au pied, en rase campagne; ce serait sa solution préférée, celle qu'il a tâché d'imposer à la Prusse en 1806, à l'Autriche en 1809, car, dès lors, il n'existerait plus d'armée ni de politique russes. Sinon, et c'est le plus probable, il sera en mesure d'anéantir les Russes en quelques semaines. Les négociations de l'été et de l'automne de 1811, entre Paris et Pétersbourg,

[1] 20 juillet 1811. MASSON.
[2] *Mémoires de Desvernois.*
[3] Commandant MARGUERON, *Campagne de Russie.*

ne furent qu'un jeu d'ombres diplomatiques; personne ne les prit au sérieux, ni les souverains qui commandaient ce spectacle, ni les ministres qui remuaient les fantoches, ni le public qui regardait passer les silhouettes, sans geste et sans voix, derrière l'écran. Des milliers d'hommes s'acheminaient, de l'ouest à l'est, du sud au nord dans le Grand Empire, de l'est à l'ouest dans l'empire russe, vers la Vistule et le Niémen, devenus les lignes litigieuses, comme le Rhin et le Danube, de César à Charlemagne, à Louis XIV et à la République.

Metternich, depuis des mois, prévoyait ces conjonctures, désormais imminentes, et il avait mûri son plan. Il s'agissait d'abord de conserver l'Autriche, et de reprendre l'ancien jeu de mines, de paralyser le dessein « monstrueux de Napoléon », l'asservissement du continent. L'Autriche ne pouvant empêcher la guerre entre la France et la Russie, toutes les questions se ramenaient pour elle « à l'impossibilité de figurer dans la future guerre comme alliée de la Russie, au désir de ne devenir les auxiliaires de la France que dans le cas d'absolue nécessité ». C'est ainsi que les Autrichiens traînèrent les choses avec Napoléon qui ne les pressait point, avec Alexandre qui les pressait fort, avec la Prusse enfin qui les sollicitait [1].

VII

La Prusse continuait à louvoyer dans la bourrasque, entre les vents contraires et les courants périlleux, redoutant également de sombrer dans la haute mer et de se briser à la côte, en essayant d'atterrir. Que l'on se reporte aux négociations de 1805, on aura la clef de celles de 1811 : ce sont les mêmes péripéties qui recommencent, plus graves, entre une Prusse

[1] Rapports de Metternich, 17 février, 26 mars, 25 avril, 21 novembre 1811, et résolutions impériales, 25 avril et 28 novembre 1811.

démembrée, aux abois; une France omnipotente, qui l'investit; une Russie, en laquelle réside tout l'espoir du salut et de la réparation, mais qui vient de trop loin, trop lentement, comme les armées de secours qui n'arrivent que le lendemain du désastre, quand la famine a contraint la place à capituler.

Scharnhorst part en mission à Pétersbourg [1], sous un nom supposé, par des chemins détournés. Le roi écrit au tsar : « Ce qu'il y a de plus essentiel, c'est de se bien concerter sur les préparatifs et sur le plan d'opérations... Du reste, je continuerai de paraître décidément attaché au système de Napoléon; toutes mes démarches patentes et le langage de mon département seront dans ce sens... Il serait bon même qu'il y eût une teinte de défiance et de froideur entre nos agents... Je m'engage à ne prendre d'autre parti que le vôtre au cas que la guerre entre la Russie et la France ait lieu [2]. » Hardenberg prodigue les assurances contraires à Saint-Marsan : « Le roi désire la paix avant tout. Si malheureusement la guerre doit avoir lieu, il désire alors de mettre tous ses moyens à la disposition de Sa Majesté l'empereur et faire cause commune avec lui [3]. » En même temps, ils renouent, par le comte Hardenberg de Vienne, par le Hanovrien Ompteda, avec les Anglais qui offrent des subsides.

Napoléon a percé leur jeu [4], instruit de l'artifice par où ils tournent la convention militaire : le passage continuel des recrues dans les casernes, l'instruction intensive, enfin par leur propre aveu qu'ils disposeraient de 100,000 hommes en quatorze jours. Ils le disent afin de renchérir leur alliance et de se rendre respectables. Manœuvre imprudente. Napoléon fait savoir à Paris, par Maret, à Krusemarck le 13 septembre, à Berlin par Saint-Marsan, que si les armements ne cessent pas, dans les casernes, dans les places, il en conclura que la Prusse est liée à la Russie. Alors Saint-Marsan se

[1] Instruction du 29 juillet 1811. DUNCKER.
[2] Frédéric-Guillaume à Alexandre, 16 juillet 1811. BAILLEU.
[3] Rapport de Saint-Marsan, 27 août 1811.
[4] Par les rapports du consul Lefebvre et la police de Davout.

retirera et Davout entrera à Berlin avec 150,000 hommes[1]. « Si l'anéantissement de la Prusse en est l'effet immédiat, c'est à elle seule qu'elle pourra s'en prendre... La Prusse sera victime d'une invincible fatalité, et elle subira son sort. » Puis, estimant les avoir assez épouvantés, il se déclare prêt à traiter de l'alliance, et il autorise Saint-Marsan à entrer en conférences[2].

Il y met cette double condition : le blocus rigoureux et la réduction de l'armée prussienne. « Si Sa Majesté est dans la nécessité de faire la guerre, elle y suffira d'elle-même et elle n'a pas besoin de l'armée prussienne... Il faut donc parvenir à désabuser le cabinet prussien de cette manie militaire qui porterait le roi à transformer tous ses sujets en soldats. » Les conférences commencèrent le 29 octobre; Napoléon n'entendait signer qu'à la veille de la guerre, et il les laissa traîner. Il lui suffisait de tenir les Prussiens sous la menace et de les compromettre du côté de la Russie.

Sur ces entrefaites, ils reçurent, le 4 novembre, l'avis du retour de Scharnhorst, et le texte d'une convention signée par lui à Pétersbourg, le 17 octobre. Elle prévoyait le cas où la Prusse serait forcée de s'allier à la France et elle avait pour objet d'éviter les hostilités effectives entre la Prusse et la Russie, c'est-à-dire de stipuler par écrit ce qui, en fait, se produisit en 1812[3]. Dans ce même temps, l'envoyé russe à Berlin soumit à Hardenberg un projet de traité que le tsar avait rédigé de sa main. C'était une alliance secrétissime, offensive et défensive : les deux alliés se porteraient au secours l'un de l'autre avec toutes leurs forces; toute marche en avant des Français à travers la Prusse serait considérée comme une déclaration de guerre; la paix ne serait faite qu'en commun. Hardenberg se prononça pour l'alliance russe et les subsides anglais[4]. Frédéric-Guillaume n'osa rien décider. Ce prince

[1] Napoléon à Davout, 14 septembre 1811.
[2] Instructions à Saint-Marsan, 22 octobre 1811.
[3] Martens, t. VII, p. 23 et suiv.
[4] Mémoire au roi; résolution royale, 4 novembre 1811.

« vertueux » avait la duplicité dans l'âme. « Il faut vraiment, écrivait un Anglais, posséder une patience à toute épreuve pour vouloir sauver un homme qui a si peu envie d'être tiré de la mauvaise situation où il se trouve. » Ballotté entre les alliances et les paroles d'honneur, il jouait des traités avec la France, comme Louis XVI avait joué des serments entre les factions de Paris, les factions de l'émigration, les royalistes, les constitutionnels, ses ministres officiels, ses ministres secrets et les rois de l'Europe. Il ajourna l'alliance russe et ordonna de poursuivre les pourparlers avec Saint-Marsan. Alexandre ne l'envahirait certainement point; la convention militaire, signée par Scharnhorst le 17 octobre, réduisait la guerre entre eux à de simples parades, comme celles des Russes et des Autrichiens en 1809. Il tâcha donc de se garantir contre une irruption des Français, en se réservant une porte ouverte sur la défection.

Toutefois, avant de conclure avec Napoléon, il tâcha d'obtenir quelques lumières, quelques encouragements au moins du côté de Vienne. Il y envoya Scharnhorst qui vit Metternich, en grand secret. Mais Metternich, qui tenait en suspens les émissaires russes, refusa de s'engager en quoi que ce fût avec les Prussiens. Il se contenta de leur donner un conseil, le plus perfide du monde : se rapprocher de la Russie. C'était les livrer à Napoléon, si Napoléon était vainqueur; c'était, d'autre part, fortifier la coalition, rendre plus égale, par suite plus douteuse une lutte où l'Autriche tâcherait de rester neutre afin de dicter la paix, de recevoir des deux partis ou de se donner au plus offrant et au plus vraisemblablement vainqueur.

Napoléon était parti, le 22 septembre, pour une tournée sur les côtes, à Boulogne, à Anvers, en Hollande. Les courriers de Berlin le suivaient. Les lettres de Davout, qui faisait bonne police, achevèrent de le convaincre et de l'aveuglement, plus ou moins complaisant de Saint-Marsan, et de la duplicité prussienne. « Il faut, écrit-il à Maret le 21 octobre, que la sincérité — du roi de Prusse — soit entière et que Sa Majesté

puisse être aussi tranquille sur la Prusse qu'elle l'est sur la Westphalie et la Bavière, et elle ne peut l'être que si la Prusse renonce à ses vieilles illusions, si elle prend sa véritable place... [1] » Il demande que Blücher soit congédié du service; il ordonne de remplacer Saint-Marsan par un militaire; puis, à peine de retour à Saint-Cloud — le 14 novembre — il écrit à Davout : « Mon cousin, il serait convenable que vous me soumissiez un projet de mouvement sur les bases suivantes, à exécuter dans le cas où la Prusse serait de mauvaise foi... Il sera facile... d'envelopper toutes leurs garnisons entre l'Oder et la Vistule avant qu'ils s'en aperçoivent... » Davout compose son plan qui n'est pas autre chose que le dessein dont l'officieux Esménard avait, comme on dit, esquissé le « monstre ». « On peut espérer, écrivit le maréchal, que le résultat sera une désorganisation parfaite et que personne, en Prusse, ne saura ce qu'il a à faire ni l'état des choses, puisque tous les courriers seront interceptés [2]. »

Napoléon ne se pressait point, vu la saison. Les nouvelles d'Orient lui donnèrent à réfléchir. « Les Russes ont eu de grands succès sur les Turcs qui se sont conduits comme des bêtes brutes. Je vois la paix sur le point de se conclure [3]. » Il activa, aussitôt, la négociation à Berlin, cette fois avec la volonté d'en finir. Le 24 décembre, Saint-Marsan présenta son projet de traité, ultimatum déguisé. Les Prussiens se débattirent encore, se dérobèrent tout un mois, espérant quelque courrier de Vienne, quelque révélation de Pétersbourg; mais Scharnhorst revenait de Vienne, les mains vides; Alexandre, dépité du refus opposé à son traité, n'écrivait plus. Saint-Marsan fit jouer l'épouvantail de Davout. Le roi prit son parti, sur le conseil d'Ancillon, le 15 janvier 1812. L'aversion et la crainte que lui inspiraient les allures des patriotes, leurs ligues, leurs sociétés secrètes, leur insubordination, pesèrent sur sa décision autant peut-être que

[1] A Maret, 2, 5 novembre 1811.
[2] Napoléon à Davout, 14 novembre; Davout à l'empereur, 25 novembre 1811.
[3] A Davout, 14 novembre; rapport de Tchernichef, 18 décembre 1811.

les menaces de Napoléon. Toutefois, au moment de se livrer, il voulut accrocher quelques cordes de sauvetage : il fit prévenir les Autrichiens, et, le 31 janvier 1812, il écrivit à Alexandre : « J'envoie le colonel Knesebeck à Votre Majesté impériale... Il vous exposera, avec un abandon de confiance, mes idées et mes vœux... » Il se sacrifiait à la paix, nécessaire, disait-il, « pour ne point compromettre le *grand but* — le salut de l'Europe — que Votre Majesté s'est toujours proposé... ». Et pour finir, ces mots qui renfermaient toute l'instruction de Knesebeck : « Rien n'égale la tendre amitié et la haute estime avec lesquelles *je ne cesserai d'être, quels que soient les événements*, sire...[1] »

Il était temps. Napoléon s'impatientait. Le 6 février 1812, il manda à Lariboisière, commandant l'artillerie de la Grande Armée, de disposer des équipages de siège pour Spandau ou Kolberg, dans le plus grand mystère : « Le major général n'en est pas instruit; vous êtes seul dans le secret... Que cette lettre ne soit lue par personne... » Et à Davout, le 8 : « Du 20 au 30 février, votre corps doit faire un grand mouvement...; » le 21, à Berthier : « Mon cousin, donnez l'ordre au prince d'Eckmühl de commencer son mouvement sans délai... » L'exécution de la Prusse serait la première opération de la guerre; mais la grande guerre s'ensuivrait aussitôt que commencerait le dégel. Le 22, Maret donna à Krusemarck vingt-quatre heures pour signer. Le 24, les traités étaient conclus[2]; un traité patent : alliance défensive et blocus, garantie de l'intégrité des territoires respectifs; traité secret : alliance offensive et défensive dans *toute* guerre, en Europe; convention secrète en cas de guerre entre la France et la Russie : la Prusse fournira 20,000 hommes, corps auxiliaire, employé, de préférence, à la défense des provinces prussiennes.

Le jour même, Napoléon en donna connaissance à Tchernichef. La police de Savary avait fini par entr'ouvrir les yeux sur les manœuvres de ce parfait aide de camp. Tchernichef

[1] Comparez ci-dessus les négociations d'alliance en 1806, p. 23, 43, 49.
[2] De Clercq, t. II, p. 354 et suiv.

s'aperçut, pour employer le jargon des gens de sa « mécanique », sinon de son monde, qu'il était *filé* et qu'il allait être *brûlé*. Il partit en hâte après avoir mis au feu tous les papiers compromettants. Il ne se doutait point que le vent, en rabattant dans la cheminée, avait fait glisser sous le tapis de la chambre quelques lambeaux, à demi consumés, qui découvriraient sa fourbe et dénonceraient ses complices.

Le 2 mars, le traité arriva à Berlin ; le 3, Tchernichef y passa, en route pour Pétersbourg ; le 5, les ratifications furent données, et Hardenberg confia toute l'affaire à l'envoyé russe Lieven. Les manœuvres des Russes sont conjurées, manda Saint-Marsan ; « la contenance du roi et du ministère a été parfaite [1]. » Des mesures furent prises ostensiblement contre les « patriotes ». Gneisenau fut congédié du ministère de la guerre. Tout parut s'aplatir pour l'obéissance ; en réalité, tout rampait vers la défection. Gneisenau quittait Berlin, mais avec une mission secrète pour l'Autriche, la Russie, la Suède, le Danemark, l'Angleterre : préparer les voies à une politique entièrement destructive de l'alliance que l'on venait de signer ; missionnaire de l'insurrection allemande pour l'indépendance, autant que de la diplomatie de Hardenberg pour la reconstitution de la Prusse. Du même coup, le roi appela au commandement du corps auxiliaire, avec « sa pleine confiance » et de pleins pouvoirs, l'homme qui devait moins d'un an après rompre le traité en passant à la Russie, le général York. Le 31 mars, Frédéric-Guillaume écrivit à l'empereur Alexandre : « Si la guerre éclate, nous ne nous ferons de mal que ce qui sera d'une nécessité stricte ; nous nous rappellerons toujours que nous sommes *unis*, que *nous devons un jour redevenir alliés*, et, tout en cédant à une fatalité irrésistible, nous conserverons la liberté et la sincérité de nos sentiments. Oui, sire, soyez sûr des miens ; ils resteront les mêmes... me faisant gloire d'être, *pour la vie*, sire, de Votre Majesté, le *bon frère, ami et allié de cœur et d'âme...* »

[1] Rapport de Saint-Marsan, 3 mars 1812.

La Prusse avait signé la tête basse, sous le canon de Davout; elle déchirera le traité, brutalement, sous le canon russe. La défection de l'Autriche devait être plus lente, plus tortueuse; c'est que son alliance avait été plus insidieuse et plus insinuante aussi; que Napoléon avait intérêt à croire les Autrichiens, qu'il avait besoin de se les attacher, qu'il se flattait de posséder un gage en la personne de Marie-Louise, un talisman en celle du roi de Rome : « Je suis assuré de l'Autriche », écrivait-il, le 14 novembre, à Davout. Schwarzenberg venait de rentrer à son ambassade, avec les instructions de Metternich : l'alliance sans engagements et avec bénéfices. Le 17 décembre, Napoléon le reçut, et le langage qu'il lui tint avait de quoi satisfaire Metternich. Il lui déclara, d'abord, comme naguère aux Prussiens, que l'alliance ne lui serait d'aucune utilité; puis il demanda un corps auxiliaire de 40 à 50,000 hommes. qui serait, à sa droite, le pendant des 20,000 Prussiens qu'il réclamait alors à Berlin. Il s'ouvrit sur « les conséquences de la guerre ». — « Il regarde, rapporte Schwarzenberg, la Moldavie et la Valachie, ainsi que la Serbie, comme provinces autrichiennes; le Danube comme notre eau... L'Autriche pourra, si elle veut, garder la Gallicie en entier. L'Illyrie doit revenir tôt ou tard à l'Autriche; le port de Trieste lui est nécessaire... » Toutefois ce seraient des affaires d'échanges, c'est-à-dire de prises de guerre. Il y en a une qui s'offre, tout naturellement, à l'Autriche : « La question de la Silésie serait décidée à la moindre faute que ferait la Prusse... La Silésie est la seule province qui puisse arrondir l'Autriche », et même si la Prusse ne commet point d'infraction, l'empereur, sauf à la payer d'un autre morceau, donnerait encore la Silésie à l'Autriche.

Les choses se tournaient d'elles-mêmes au succès du plan, subtilement combiné, du ministre de François II : dès le début, les enchères marchaient à souhait. Peu après que ces propos se tenaient à Paris, Alexandre abordait l'envoyé de Vienne par ces étranges confidences : « Écoutez, général, mais que ceci reste bien entre nous. Il faut diviser la Prusse

en trois parties : celle entre la Russie et la Vistule ; puis celle entre la Vistule et l'Oder... enfin la Silésie... Si le roi et son ministère persistent dans leurs intentions amicales pour moi, je ne demande pas mieux ; je suis l'ami personnel du roi ; cependant la situation critique — vous savez que les Français ne sont qu'à trois marches de Berlin — ne me rassure pas sur la persévérance de son ministère... » Cette Silésie, toujours regrettée depuis la conquête de Frédéric, devait leur revenir de toutes mains, et Metternich croyait jouer à coup sûr. Son intention, rapporte un de ses confidents, « était de se conserver pour, dans la suite, pouvoir s'opposer avec effet aux plans de la France et servir de ralliement à ceux qui voudraient coopérer à ce but ». Si, en attendant et par avancement d'hoirie, Napoléon leur concédait l'Illyrie, ce serait autant d'acquis pour le succès du grand ouvrage ; et si ce grand ouvrage manquait, l'Autriche, pour le seul mérite d'avoir laissé Napoléon refouler les Russes et balayer les Prussiens, gagnerait la Moldavie, la Valachie, la Serbie et la Silésie. Tant de terres et de si belles chances à courir valaient bien l'enjeu d'un corps d'armée, bon à aider Napoléon, au besoin à le combattre, et qui occuperait précisément cette « position de flanc » dessinée depuis si longtemps par Metternich pour l'Autriche.

Le traité fut signé à Paris le 14 mars 1812, donnant moins que Napoléon n'avait fait espérer, mais permettant encore de beaucoup attendre [1] : union, alliance, garantie des territoires respectifs ; garantie de l'intégrité de l'empire ottoman ; corps auxiliaire de 30,000 hommes. Si le royaume de Pologne était rétabli, Napoléon garantissait à l'Autriche la Gallicie ; mais il consentirait, si l'Autriche la lui cédait, à la payer de l'Illyrie, et, si la guerre était heureuse, il y ajouterait d'autres avantages, ce qui s'entendait de la Silésie et des Principautés danubiennes.

« Le comte Metternich, écrivait, le 28 mars, Ernest Har-

[1] De Clercq, t. II, p. 369 et suiv.

denberg, de Vienne, peut encore être pur, et alors ce qu'il fait dans ce moment serait le comble d'une politique profonde... Tous les dangers, dit-il, n'ont pu être prévenus que par un traité d'alliance à l'abri duquel l'Autriche pourra porter son armée au nombre qu'elle voudra... Positivement, cette augmentation se fera... L'on forme 120,000 hommes sur pied vers le théâtre de la guerre... ; mais on ne s'arrêtera pas là pour pouvoir, dans la suite, avoir voix au chapitre et, à la fin de la lutte, être préparé à tout événement... » Ces confidences étaient à l'adresse de l'Angleterre. Quant à la Russie, Metternich communique le traité à Stackelberg. La nécessité, lui dit-il, a dicté l'alliance, mais, nonobstant, « la Russie et l'Autriche peuvent continuer à s'entendre, en secret, relativement à leurs vues politiques... ». Le corps auxiliaire n'agira que du côté de la Bukovine ; en aucun cas, il ne sera augmenté. « Quelles garanties nous donnez-vous que cette promesse sera effectivement remplie ? demanda Stackelberg. — Ces garanties, répondit l'Autrichien, seraient dans l'intérêt même de la monarchie autrichienne, si elles n'étaient pas dans la loyauté du souverain au nom duquel je parle en ce moment [1]. »

VIII

Telles étaient les alliances conclues par Napoléon au printemps de 1812. Il en aurait désiré d'autres : la Pologne, la Suède, la Turquie, la fameuse barrière de l'Europe, de la Baltique à la mer Noire, car la nécessité de la guerre contre la Russie le ramenait aux vieilles combinaisons, à celles qu'avait nécessairement conçues et vainement poursuivies le Comité de Salut public [2]. Avec les Turcs, il s'y prit trop tard : ils étaient en pourparlers avec Alexandre et leur constance allait les

[1] Rapport de Stackelberg, 28 avril 1812. MARTENS.
[2] Voir t. IV, p. 247 et suiv.

débarrasser des Russes [1]. Il s'y prit trop tard aussi et de trop haut avec la Suède. Comme sa politique exigeait qu'il contraignît toute l'Allemagne du Nord au blocus rigoureux, il donna, le 19 janvier 1812, à Davout l'ordre d'occuper la Poméranie : c'était rompre tous pourparlers avec Bernadotte et lui fournir le prétexte qu'il désirait de se jeter dans les bras de la Russie. En Pologne, il avait pour lui les illusions d'une aristocratie crédule, aventureuse, belliqueuse, prodigue de sa confiance et de son sang. Il pense à remuer à fond ce pays et à l'agiter de telle façon que la fièvre gagne la Pologne russe. Il prépare les circonstances propres à « procurer », au moins à annoncer « à la Pologne son rétablissement comme nation » ; une diète réunie à Varsovie y provoquera une *confédération* sur le patron et selon les précédents de la fameuse *confédération de Bar*. Un comité se formera pour « donner une forte impulsion à la nation » ; reconstituer, remettre en mouvement toutes les machines des révolutions polonaises, pétitions, émissaires, le jeu des parlements en armes et des conjurations [2]. Il pensait confier cette besogne délicate à Talleyrand, qui avait, en 1807, montré de remarquables aptitudes dans le gouvernement de Varsovie. Mais Talleyrand, qui voyait monter l'orage, ne désirait pas quitter Paris, où tout se dénouerait un jour, pour se porter aux avant-postes et s'exposer à être noyé par le premier flot. Puis dans les relations où il était avec Alexandre, dans ses ménagements avec Vienne, c'étaitun emploi trop compromettant. Napoléon se rabattit sur un Talleyrand de seconde classe, l'archevêque de Malines, de Pradt, l'aumônier du dieu Mars, comme on l'appelait, qu'il croyait propre à faire tourner les girouettes polonaises et qu'il jugeait plus sûr que Talleyrand, en quoi il se trompait.

Restait l'Espagne. Masséna, chassé du Portugal, s'y était réfugié. Son armée acheva, le 8 avril, de passer la frontière. Les Anglais étaient maîtres du Portugal. « Il n'y a que Suchet

[1] Ils traitèrent le 28 mai 1812. Les Russes évacuèrent les Principautés, sauf la Bessarabie. Voir ci-après, p. 570.

[2] Instructions à de Pradt, 28 mai 1812.

qui soit bien à son affaire, disait Napoléon... Chacun veut faire ses affaires et non les miennes... » Il rappela Masséna et le remplaça, le 10 mai, par Marmont.

Cependant les Cortès nationales de Cadix, c'est-à-dire les Cortès de l'Espagne en révolte contre Joseph et en guerre contre Napoléon [1], achevaient leur œuvre; elles votèrent, le 18 mars, l'ensemble de la constitution élaborée depuis plus d'un an. Napoléon revint à la combinaison à laquelle il avait pensé en 1811 : un accommodement entre Joseph et les libéraux espagnols. « L'Espagne est... très fatiguée... écrivait Maret à Laforest, le 15 mars. Les Cortès pensent comme toute la nation... Leur haine pour la France est balancée par leur haine pour l'Angleterre... Il paraît donc que si le roi a des moyens... soit de communiquer avec la régence, soit de faire des propositions aux Cortès, un arrangement pourrait avoir lieu... Les Cortès pourront elles-mêmes proposer au roi l'acceptation de la constitution qu'elles ont rédigée et reconnaître la nouvelle dynastie... Si un arrangement avait lieu, Sa Majesté ne ferait pas de difficulté de reconnaître l'intégrité de l'Espagne et de retirer ses troupes en totalité, du moment où la tranquillité serait rétablie. » Le roi pourrait aussi convoquer des Cortès napoléoniennes; le résultat serait le même et le moyen préférable.

Mais Joseph, sur cet article, demeurait inébranlable; son *droit* ne comportait point de capitulation ; son génie ne s'accommodait ni des remontrances d'un ambassadeur, ni du contrôle d'une assemblée. « C'est risquer de mettre le désordre constitutionnel à la place de l'anarchie insurrectionnelle, que d'endosser la robe faite pour accabler la royauté dans la personne et sous le nom de Ferdinand VII », répondit-il. Il estima que Napoléon, par cette feinte, ne visait qu'à occuper les Espagnols jusqu'à ce que la situation de l'Europe lui permît « de couper le nœud gordien ». Or, il entendait se réserver le pouvoir de donner tous les ordres, parce qu'il vou-

[1] Voir ci-dessus, p. 519, 525, 528. — BAUMGARTEN, GERVINUS.

lait être roi; mais, en réalité, de n'en donner aucun, parce que son génie de gouvernement consistait à tout différer, à se plaindre de tout le monde et à se lamenter sur les événements. Napoléon était forcé de détourner les yeux; il les détourna.

En désespoir de cause, il confia à Joseph le commandement en chef de toutes ses armées en Espagne, avec Jourdan pour chef d'état-major[1], et laissa « carte blanche » à Marmont, ce qui revenait à décréter le gâchis, faute de le pouvoir détruire. « Le roi n'agit pas, écrit Maret[2]; il gêne et n'aide pas. Un vice-roi aurait une action bien plus décidée et bien plus utile... L'entreprise actuelle terminée au nord, si le roi, par indolence ou par inertie, ne gâte pas trop les affaires, Sa Majesté aura bientôt fait raison de l'Espagne et des Anglais... » Le « coup de tonnerre » se ferait par choc en retour, de Pétersbourg ou de Moscou, et Napoléon en venait à escompter les contre-coups de ce grand coup pour lequel il prétendait réunir toutes les forces du Grand Empire. C'est en Espagne, disaient les Anglais, que l'Angleterre délivrera l'Europe; c'est en Russie que Napoléon se préparait à vaincre l'Espagne.

Cette expédition, qui devait tout accomplir, paraissait tout remettre en question. A Paris, où l'on avait été menacé de disette, où la crise alimentaire se doublait d'une crise sur l'argent, on voyait avec une inquiétude croissante arriver le printemps d'une année si grosse de hasards. Napoléon prodiguait les fêtes; mais les signes sinistres apparaissaient, quoi qu'il fît. La découverte des espions de Tchernichef donna l'alarme, révélant une plaie secrète, que l'on croyait cicatrisée depuis longtemps. Ajoutez les luttes ouvertes avec le clergé qui, en Belgique, produisaient l'insubordination du peuple. Les prisons se remplirent. Au mécontentement des nouvelles levées, à l'anxiété générale d'une expédition dont les proportions dépassaient tout ce que la France avait encore connu, et qui, malgré l'infaillibilité prêtée à l'empereur, semblaient

[1] Rapport de Laforest, 11 avril. — Napoléon à Berthier, 16 mars, 3 avril 1812.
[2] 23 mai 1812.

démesurées, s'ajoutaient, à la Cour, dans le gouvernement, des craintes plus raisonnées, des hypothèses plus effrayantes. « Napoléon, écrivait un agent, trop bien informé [1], est devenu plus méfiant et ombrageux que jamais; personne n'ose plus lui parler franchement, ni ne connaît au juste le fond de sa pensée; tout le monde le redoute; personne ne l'aime; tous à peu près s'accordent à dire que, tant qu'il vivra, il n'y aura ni paix ni bonheur à espérer... » Il se reforme des complots dans l'armée; on observe surtout une facilité à l'abandon, une crédulité au désastre, que l'on avait pu discerner en 1809 lors de l'affaire de Walcheren, et qui se déclara d'une si surprenante façon lors de la conspiration de Malet. L'empereur laissera derrière lui sinon des gens intéressés à sa perte, au moins des gens intéressés à s'en accommoder. Quel lendemain? « C'étaient là, rapporte le principal d'entre eux, le chef de file, Talleyrand, de graves sujets de méditation pour tous les bons Français; s'y livrer était un devoir pour ceux que les circonstances ou, si l'on veut, leur ambition, avaient déjà appelés, à d'autres époques, à exercer de l'influence sur le sort du pays. C'est ce que je me croyais le droit de faire depuis plusieurs années; et à mesure que je voyais approcher le redoutable dénouement, j'examinais et je combinais avec plus d'attention et de soin les ressources qui nous resteraient. Ce n'était ni trahir Napoléon ni conspirer contre lui... Il n'y a jamais eu de conspirateurs dangereux contre lui que lui-même... Je n'ai conspiré de ma vie qu'aux époques où j'avais la majorité de la France pour complice... [2] » Mais il préparait cette complicité.

Tandis que Napoléon, pour expliquer son entreprise, pour y gagner l'opinion, dénonçait les prétentions de la Russie à la domination universelle, effrayait la France d'une invasion cosaque, et que ses publicistes alléguaient, à l'appui, le prétendu *Testament de Pierre le Grand*, Talleyrand et ses affidés, rouvrant les souterrains creusés jadis par les *amis* d'Antraignes

[1] Tchernichef, 18 décembre 1811.
[2] *Mémoires*, t. II, p 32-34, 134-135.

et les *amis* de l'Angleterre, montraient à une France trop disposée à le croire une Europe prête à lui confirmer la paix de Lunéville et d'Amiens; Napoléon refusant, par démence d'orgueil, cette paix qu'il n'avait qu'à cueillir; séparant ainsi sa politique de celle de la France; ne songeant plus à conserver, ne songeant qu'à s'étendre; en lutte avec le sens commun, avec la nature des choses, à tel point que cet aveuglement d'une aussi haute intelligence ne se pouvait expliquer que par la fatalité qui pesait sur lui et, par lui, sur le monde. Ainsi la pacifique et libérale Angleterre forcée par lui à la guerre de 1803, la douce et pacifique Autriche en 1805, la malheureuse Prusse en 1806, persécutée depuis, exemple déplorable des abus de la force, qui d'amie classique, d'alliée naturelle de la France en 1792, en 1795, en était devenue la victime; ainsi les infortunés Bourbons d'Espagne et la noble nation espagnole ; ainsi et surtout le loyal et chevaleresque Alexandre ébloui à Tilsit, joué à Erfurt, traîné à la guerre malgré lui [1]. D'où cette légende que la France, s'il est vainqueur, n'aura qu'à se jeter dans ses bras pour se trouver heureuse, prospère, délivrée du monstre, libre, en sa limite du Rhin, et que, pour connaître la fin de tant de maux, le repos désiré, elle n'aurait qu'à laisser faire tout le monde, y compris les Anglais; tout le monde sauf, bien entendu, le seul Napoléon [1].

Suivant sa tactique habituelle, et ainsi qu'il avait fait, en 1803 avec Whitworth, en 1806 avec Oubril, Napoléon traîna la rupture ostensible autant qu'il put, retenant Kourakine par des notes, contre-notes, ajournements de passeports et autres expédients diplomatiques. Le 1er mai, Michel, l'agent de Tchernichef, celui qui lui livrait les états de situa-

[1] On retrouve, dans les historiens, l'écho persistant de ces bruits si habilement répandus alors. Comparez les aveux d'Alexandre, ses lettres de février 1811, ses 240,000 hommes prêts à attaquer et les « quelques travaux définitifs » que lui prête Lanfrey, les préparatifs de Napoléon « dans le plus grand secret » pour surprendre le tsar qui « avait accepté loyalement les conséquences de la guerre à l'Angleterre ». (LANFREY, t. IV, p. 277, 330.) Et l'Alexandre de Thiers qui, craignant que « les formes même les plus douces ne puissent pas prévenir une brouille, résolut de prendre quelques précautions militaires, point menaçantes, mais efficaces »; t. XII, p. 451. — Cf. ci-dessus p. 508, 537.

tion de l'armée, fut guillotiné. Le 8, Napoléon reçut le préfet de police, Pasquier. Ce magistrat l'entretint de ses craintes d'émeutes alimentaires. Napoléon semblait en considérer le péril comme écarté. « On touche à la récolte; dans quinze jours vous serez hors d'affaire. » Puis, après s'être promené, un temps, en silence, les mains derrière le dos, il revint brusquement à Pasquier : « Oui, sans doute, il y a du vrai dans ce que vous dites; c'est une difficulté de plus, ajoutée à toutes celles que je dois rencontrer dans l'entreprise la plus grande et la plus difficile que j'aie encore tentée; mais *il faut bien achever ce qui est commencé*. Adieu, monsieur le préfet. »

Le 9 mai, il partit pour Dresde, et jeté, dès lors, dans l'entreprise, il ne vit plus, dans le travail quotidien, que le premier plan, la marche des armées, travail précis, minutieux. méthodique, à base solide, à but déterminé, qui l'apaisait. La marche à l'abîme, avec chevaux et équipages; sur la chaussée, à perte de vue, les cavaleries, les artilleries, l'immensité du train, les colonnes sans fin des fantassins, absorbaient sa pensée; elle se fixait aux étapes, et, comme les arbres empêchent de voir la forêt, le déroulement continu des hommes, des bêtes et des machines cachait le gouffre où ils s'enfonceraient. Puis dans les heures de détente, dans l'intervalle des calculs positifs, les percées sur l'horizon où son imagination l'avait toujours entraîné, le devançant toujours, si loin qu'il se portât.

Il comptait bousculer l'armée russe sur le Niémen; puis il s'occuperait de la Pologne. En une, en deux campagnes? il l'ignorait encore. De Moscou, il dominerait la mer Noire et résoudrait la question d'Orient. « Le jour où je rencontrai Bossuet, disait-il à Narbonne, et où je lus dans son *Discours sur l'histoire universelle* ce qu'il dit magnifiquement des conquêtes d'Alexandre, et ce qu'il dit de César qui, *victorieux à Pharsale, parut en un moment par tout l'univers*, il me sembla que le voile du temple se déchirait du haut en bas et que je voyais les dieux marcher : cette vision ne m'a plus quitté... Nous vous mènerons plus loin que Marc-Aurèle n'est allé...

Nous jetterons nos têtes de ponts non pas sur le Danube seulement, mais sur le Niémen, le Volga, la Moskova, et nous refoulerons pour deux cents ans la fatalité des invasions du Nord... » — « Après tout, cette route est la route de l'Inde. Alexandre était parti d'aussi loin que Moscou pour atteindre le Gange... C'est d'une extrémité de l'Europe qu'il me faut reprendre à revers l'Asie, pour y atteindre l'Angleterre... Vous savez la mission du général Gardane et celle de Jaubert en Perse... [1]. Supposez Moscou pris, la Russie abattue, le tsar réconcilié ou mort de quelque complot de palais; dites-moi si, pour une armée de Français et d'auxiliaires partis de Tiflis, il n'y a pas accès possible jusqu'au Gange, qu'il suffit de toucher d'une épée française pour faire tomber dans toute l'Inde cet échafaudage de grandeur mercantile. Ce serait l'expédition gigantesque du dix-neuvième siècle. Par là, du même coup, la France aurait conquis l'indépendance de l'Occident et la liberté des mers... et je tiendrais le concile de Nicée dans les Gaules ! [2] »

IX

Dans cette lutte du Latin et du Slave, du rénovateur de l'empire de Dioclétien et de l'héritier présomptif du trône de Byzance, la chimère, la chanson de geste, la grande aventure sont du côté du Latin, précis et positif en ses mesures, démesuré dans ses spéculations ; la politique suivie, tenace, la politique aux effets positifs et durables est avec le Grec aux paroles dorées, au regard fuyant, qui semble perdu dans des rêveries d'humanité, et qui, dans le fait, va transformer en

[1] Voir ci-dessus, p. 136, 154.

[2] Villemain, *Souvenirs contemporains*. — Voir Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, t. XI, 1868, notes et pièces, p. 482. — Conversation avec Caulaincourt. Vandal, t. III, p. 340.

une réalité russe cette hégémonie du vieux monde dont Napoléon n'a fait qu'une utopie française.

Alexandre garda devant l'ambassadeur de France, illusionné jusqu'à la fin, le geste, le langage qui, à Paris, deux ans plus tard, devaient séduire tant de Français. Il invita, encore une fois, Lauriston à un dîner intime. Il allait, lui dit-il, entreprendre « une tournée », inspecter ses troupes, et il reviendrait bientôt, toujours prêt à l'alliance, si l'alliance n'exigeait rien contre l'honneur : il partait « avec le désir sincère de ne pas faire la guerre ». Le prince qui avait préparé la redoutable surprise, en décembre 1810, se proclamait encore « l'ami et l'allié le plus fidèle de Napoléon » ; mais il ne pouvait plus le croire, disait-il, et de cette perte de la foi son cœur était transpercé : « Des larmes lui roulaient dans les yeux », écrit l'ingénu militaire Lauriston. C'était le 10 avril et, le 13, Alexandre mandait à Czartoryski qu'il espérait pousser jusqu'à la Vistule et entrer dans Varsovie. « La rupture avec la France paraît inévitable... Si la guerre commence, on est résolu ici à ne plus poser les armes... » Il partit le 21 avril pour Vilna [1].

« La Suède, disait-il peu de jours auparavant, a conclu une alliance offensive et défensive avec nous. Le prince royal brûle du désir de devenir l'antagoniste de Napoléon, contre lequel il a une ancienne inimitié personnelle, et, allant sur les traces de Gustave-Adolphe, il ne désire que d'être utile à une cause qui est celle de l'Europe opprimée. » Bernadotte avait pris son parti, et c'était celui où le portaient ses calculs d'ambition, ses rancunes, les intérêts de sa future couronne. Napoléon avait envahi la Poméranie; Napoléon exigeait le blocus, c'est-à-dire la ruine et la guerre aux Anglais; Napoléon ne procurerait jamais la Norvège: Napoléon victorieux prétendrait assujettir Bernadotte, s'il ne le traitait en frère et ne le détrônait pas! Alexandre donnerait la Norvège, faciliterait la réconciliation avec l'Angleterre, consacrerait l'héritage

[1] Lauriston à Maret, 11 avril 1812. Albert VANDAL. — Alexandre à Czartoryski, 13 avril 1812. *Mémoires*.

de la couronne de Suède; plus, peut-être, s'il fallait à l'Europe un homme d'esprit, un grand sabre, un beau panache et une faconde gasconne pour rendre la liberté aux Français après l'avoir rendue à l'Europe. Il envoya le comte Lœwenthjelm à Pétersbourg avec une lettre, datée du 6 février.: « Les côtes de la Méditerranée, de la Hollande et de la Baltique, successivement réunies, l'intérieur de l'Allemagne cerné... les monarques tributaires effrayés... Au milieu de ce deuil universel, le regard des hommes se tourne vers Votre Majesté; déjà il s'élève et vous contemple, sire, avec la foi de l'espérance. » C'était parler congrûment, dans le style de la nouvelle alliance. Lœwenthjelm fit merveille à Pétersbourg où il devint un des prosélytes du système russe. A Stockholm, Bernadotte endoctrina l'envoyé russe, Suchtelen, et s'entendit du premier coup avec Tchernichef, qui savait parler aux Français mécontents de l'empire [1].

Le traité fut signé le 5 avril : alliance offensive et défensive; concert intime pour l'*indépendance du Nord* menacée « par les vues ambitieuses et envahissantes de la France »; garantie des territoires respectifs; corps d'armée combiné de 30,000 Suédois et de 20,000 Russes; puis, Bernadotte ne « pouvant opérer de diversion — pour troubler les opérations de l'armée française en Allemagne — tant qu'il conserverait à dos la Norvège », la réunion de la Norvège à la Suède, par négociation ou action militaire de la Russie, *précédera* la diversion.

Bernadotte voyait déjà « trois ou quatre trônes » disponibles, vacants ou à créer, et, dans le nombre, le plus illustre de tous. L'Italie pouvait convenir à l'archiduc Charles, ce qui gagnerait l'Autriche à une combinaison Ponte-Corvo en France! Il se vantait « de monter » Alexandre. Il lui dénonçait les desseins criminels de Napoléon, ceux des *illuminés* de Paris (?) qui envoyaient des assassins en Russie; d'après ses lettres de Paris, trop courtes, à son goût, les projets sur l'Asie,

[1] *Aperçu des transactions, etc.* — Suchtelen, 30 mars, 10 avril 1812. MARTENS.

la marche sur le Gange et Delhy, par la Perse et Ispahan; Napoléon « faisant traîner en Allemagne l'appareil du couronnement ». Puis ces conseils, plus perfides et plus redoutables que l'alliance même, conseils d'un compagnon d'armes, d'un quasi parent, vivant dans l'intimité familière de la guerre : Napoléon est malade; d'ailleurs, « il n'y a qu'un cas où l'on puisse le trouver en défaut, c'est quand il est bien battu; alors, il perd la tête et, si l'on sait en profiter, il serait capable de tout abandonner ou de se faire tuer ». Pour le battre, éviter de l'attaquer en ligne, mais attaquer ses lieutenants. « Dans le cas où se trouve la Russie contre la France, son intérêt est de tirer la guerre en longueur, puisqu'elle le peut et Napoléon pas; il faut éviter les grandes batailles... travailler les flancs de l'ennemi, l'obliger par là à faire des détachements et le harasser par des marches et contremarches, qui est tout ce qu'il y a de plus fâcheux pour le soldat français et où il donne sur lui le plus de prise. Qu'il y ait beaucoup de Cosaques et partout... Qu'au moindre succès, ne fût-ce qu'une bonne affaire d'avant-postes, il soit fait une proclamation quelconque qui frappe l'opinion publique... Qu'en cas de revers, il faut de la persévérance... Que dût-on se retirer derrière la Néva, pourvu qu'on persiste, tout se redresserait, et Napoléon finira avec Alexandre comme Charles XII avec Pierre Ier. »

Il y avait à Stockholm un diplomate anglais, Thornton, sous le pseudonyme de capitaine Thomson : il s'aboucha avec Suchtelen. Il était ravi de Bernadotte : on se méfiait de lui à Londres, disait-il, « mais je vois bien maintenant qu'il n'est pas Français comme les autres ». Alexandre goûta fort ces ouvertures de l'agent anglais. Il y répondit par une instruction à Suchtelen, écrite de sa main, en français, et où l'on voit bien comment il entendait la grande guerre pour la liberté de l'Europe : « Le grand plan sur la réunion des Slaves pour faire une diversion contre l'Autriche et les possessions françaises de l'Adriatique [1] » ; armer les déserteurs allemands, les déser-

[1] Dépêche à Suchtelen, 24 avril 1812. MARTENS.

teurs slaves ; de grands armements maritimes dans l'Adriatique et la Baltique; une attaque à fond en Portugal et en Espagne, tandis que Napoléon sera engagé entre la Vistule et le Niémen; diversion à Naples; blocus de Corfou; inquiéter toutes les côtes; des expéditions en Zélande et en Danemark. « La guerre qui va éclater en est une pour l'indépendance des nations... Le rôle de l'Angleterre est d'y contribuer par les armements maritimes et en faisant le *caissier*. » Il serait prêt, disait-il, à signer dès que serait conclu le traité de paix entre la Suède et l'Angleterre. Cette double négociation se poursuivit en Suède et elle aboutit aux traités d'Œrebro[1].

Du côté de la Prusse, Alexandre attendait les événements. Malgré toutes les contre-lettres de Frédéric-Guillaume, il avait pris en fort mauvaise part le traité d'alliance avec Napoléon, et Knesebeck était revenu de Pétersbourg sans les contre-assurances qu'il était venu y chercher. Ces mots seulement dans une du tsar, le 13 mars : « Nous voilà ennemis, sire!... Pouvez-vous croire que la Russie, une fois abattue, votre existence soit conservée?... Persuadez-vous que mon amitié ne finira qu'avec ma vie. » La lettre du roi, du 31 mars, le rassura : « Nous ne nous ferons de mal que ce qui sera d'une nécessité stricte... ami et allié de cœur et d'âme. » Alexandre comptait sur l'esprit public en Prusse, l'esprit de l'armée et, en particulier, sur le général York[2].

Il fondait, et à de meilleurs titres encore, le même espoir sur le corps autrichien que commandait Schwarzenberg. Metternich avait garanti à Stackelberg que ce corps ne dépasserait jamais 30,000 hommes, et que la Russie n'aurait rien à en redouter. Lebzeltern, envoyé autrichien à Pétersbourg, reçut une instruction, datée du 25 avril, secrétissime et qu'il eut ordre de brûler après en avoir fait usage ; il devait dire et il dit à l'empereur Alexandre : « Notre complète passivité dépendra de l'attitude de la Russie à notre égard... La Russie

[1] Angleterre et Suède, paix. — Angleterre et Russie, alliance. Œrebro, 18 juillet 1812. Voir ci-après, p. 581.
[2] Voir ci-dessus p. 555.

n'a rien à craindre, si elle ne nous donne point de motif d'en sortir. » Le 22 juin, Metternich proposa à son maître de régler dans le plus prôfond mystère les manœuvres d'une guerre de pure apparence : des instructions en ce sens seraient données au corps auxiliaire qui opérerait en Gallicie et en Transylvanie. L'empereur François approuva, et il en fut fait ainsi. Pour la forme, Stackelberg quitta Vienne et Lebzeltern Pétersbourg; mais les deux armées opérèrent comme si elles s'entendaient, et les communications secrètes ne cessèrent jamais entre les deux cours.

Enfin, après bien des pourparlers, à la turque, la paix d'Orient se conclut à Bucharest, le 28 mai : Alexandre gardait la Bessarabie, évacuait la Moldavie et la Valachie et retirait ses troupes. Il fut tenté de les employer à un « armement général des tribus de race *slave*, de réagir par là sur les populations de la Hongrie, de contenir ainsi le cabinet de Vienne en le plaçant dans l'impossibilité de faire cause commune avec Napoléon; en un mot, d'effectuer, à l'est de la monarchie autrichienne, une grande commotion politique et militaire qui étendrait ses effets sur les provinces illyriennes, le nord de l'Italie, le Tyrol, et même sur la Suisse ; cette conception allait jusqu'à admettre la possibilité de la création d'un royaume *slave*... ». C'était, pour contrecarrer les immenses desseins de Napoléon, un dessein aussi vaste et d'aussi longue portée. Mais il y fallait l'alliance des Turcs, et il parut peu probable que la paix de Bucharest les satisferait assez pour qu'ils s'employassent eux-mêmes à soulever les Serbes, les Albanais et les Monténégrins. Leur neutralité sembla de plus de profit et de moindre difficulté. Alexandre s'y rallia et d'autant plus aisément que l'Autriche le rassurait. Dès lors, à quoi bon cette vaste diversion, aux conséquences infinies? De sages Russes — les mêmes sans doute qui redoutaient la création d'un royaume de Pologne et la reconstitution de la nation polonaise — représentèrent le péril « de jeter au milieu des races slaves des idées d'indépendance et de fédération politique qui finiraient, tôt ou tard, par créer des embarras

sérieux pour la Russie elle-même. » Mieux vaut les tenir dépendantes, protégées et désunies. Enfin l'armée du Danube était nécessaire pour combattre la Grande Armée et le *grand plan slave* d'Alexandre s'en alla rejoindre l'*immense dessein* maritime de Napoléon [1].

Le 18 mai, Alexandre reçut Narbonne, envoyé par Napoléon, et lui dit : « Je ne tirerai pas l'épée le premier... Je reste obstinément sur ma frontière... La nation russe n'est pas de celles qui reculent devant le danger », et, montrant sur une carte les extrémités de son empire, en Asie, vers le détroit de Behring : « Si l'empereur Napoléon est décidé à la guerre et que la fortune ne favorise point la cause juste, il lui faudra aller jusque-là pour chercher la paix. » Il le dit doucement, fièrement, et, autour de lui, Narbonne constata « de la dignité sans jactance », une résolution ferme, profonde, rien de la forfanterie de la veille d'Austerlitz. Le tsar refusa de recevoir Lauriston; mais, le 24 juin, apprenant que Napoléon avait passé le Niémen, il lui dépêcha le général Balachof avec une lettre, datée du 25. On y lisait ces mots : « Que Votre Majesté consente à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu; » et cette instruction verbale que le tsar reproduit dans un manifeste à son peuple : — Il s'engage sur l'honneur à ne plus traiter de la paix jusqu'au jour où le sol de la Russie sera entièrement purgé de la présence de l'ennemi.

Il y eut à Pétersbourg, le bâillon levé et le masque jeté à terre, une explosion de haine, de jalousie, de mépris contre la France. Tout ce qui, en Europe, travaillait contre Napoléon accourut, appelé à cette cour ou simplement attiré par l'éclat. Napoléon avait enrôlé les rois, Alexandre enrôlera les peuples. Il négocie une alliance avec José Bermudez, délégué des Cortès nationales d'Espagne [2]. Il se fait un état-major, une chancellerie secrète d'anti-français, une agence de prosélytisme, à

[1] *Société d'Histoire de Russie*, t. VI. — Correspondance de Tchernichef; t. XXI. — *Aperçu des transactions.*
[2] Le traité fut signé le 20 juillet 1812.

secouer les peuples de l'Europe, aussi redoutable, mais plus fallacieux encore que le prosélytisme des Jacobins. Autour du Suédois Armfeldt, favori de l'heure, dénonciateur et destructeur de Spéranski, on voit se grouper le grand proscrit Stein, des agents anglais, des agents des Bourbons de Naples; puis les correspondants, les ennemis acharnés de Napoléon, de la grande Nation et de la Révolution française confondus, tels qu'hier d'Antraigues et désormais Pozzo; on mande à la rescousse les invalides mêmes de la défection et du complot, Dumouriez, et, avant tout, ce Dumouriez heureux, ce Dumouriez quasi couronné, Bernadotte, à qui, en 1797, les alliés auraient infligé la prison de Beurnonville et à qui maintenant ils dressent un trône. Soulever la Pologne par le leurre de l'indépendance, l'Allemagne par celui de la grandeur, la France par celui de la liberté dans les « limites naturelles », l'Espagne par celui de l'affranchissement de l'étranger et d'un gouvernement libre, tous y travaillent du même élan, les uns avec perfidie, d'autres avec naïveté, pour le compte d'Alexandre. Ils sollicitent l'appui de son bras, ils l'exhortent à la croisade, comme, en 1791, les émigrés français à Pilnitz exhortaient le roi de Bohême et de Hongrie et le roi de Prusse à écraser l'*infâme*, la Révolution française. Mais le cours des choses était renversé : l'émigration française, en 1791, remontait le courant du siècle : aristocratique, émigration de caste, antinationale, armant les étrangers contre l'indépendance du peuple français, elle fut noyée dans le remous; l'émigration qui entourait Alexandre était essentiellement nationale; chacun de ces émigrés prêchait pour son peuple, et tous réunis fomentaient autant de révolutions nationales, pour l'indépendance et la liberté, qu'ils représentaient de peuples différents; leur action devait être formidable : le courant et le vent les portaient. Comme la Révolution de France, celle que prêchaient ces émigrés présentait ce double caractère qui avait fait le prestige et la puissance de la Révolution française : pour le prestige, un programme cosmopolite, tout idéal, qui

permettrait de coaliser les peuples divers dans une même guerre ; pour la puissance, un dessein patriotique et national, chez chacun des alliés.

X

Tandis qu'Alexandre, transformé en libérateur des peuples, tenait à Wilna ce singulier congrès des nations assujetties, Napoléon, l'empereur de la République, par une transformation plus étrange encore, tenait à Dresde cour plénière de monarques et renouvelait le spectacle pompeux qui s'était donné à Francfort et à Mayence, en 1792, à la veille de l'invasion de la France par ces mêmes Allemands qui alors amenaient de toutes les contrées de la Germanie leurs contingents de mercenaires au nouveau Charlemagne. Arrivé le 17 mai, il reçut l'empereur son beau-père, allié sur le vélin, la défection dans l'âme, et le roi de Prusse, féal dans les paroles, félon dans le cœur. Leurs ministres, Metternich et Hardenberg, encore que méfiants l'un de l'autre, rapprochés cependant par l'évolution qu'ils préparent, se voient, se concertent et demeureront, dès lors, en correspondance continue. Les confédérés du Rhin, le Bavarois et le Wurtembergeois, en particulier, prennent leurs précautions du côté de la Russie [1]. Ils sont obséquieux, ils sont serviles ; mais Napoléon devine la trahison dans le cœur des rois, pressent la révolte chez les peuples. Certes, à ses yeux, Allemagne n'est point Espagne : « S'il y avait un mouvement en Allemagne, il finirait par être pour nous et contre les petits princes [2] » ; mais il sent qu'il y a je ne sais quoi de pourri dans cette Allemagne napoléonienne et qu'il la faudra reprendre en sous-œuvre [1]. L'infirmité de son système lui apparaît, par échappées. Les contradictions

[1] MARTENS, t. VII, p. 48-51, 123, 125.
[2] A Davout, 2 décembre 1811.

où il s'engage déconcertent alors sa pensée, directe et logique. Il lui revient comme un vague ressouvenir des guerres d'autrefois, un réveil des forces perdues, un frémissement de l'ancien souffle. Il a des velléités de remettre en branle la formidable machine révolutionnaire qu'Alexandre est en train de retourner contre lui. Dans l'instruction qu'il dicte pour de Pradt, le 28 mai, et où il esquisse le plan d'une reconstitution de la Pologne, on trouve ce passage : « Les Russes ne peuvent occuper l'immensité du pays. Il faut créer des intelligences sur leurs derrières, établir des foyers d'insurrection partout où ils ne seront pas en force, enfin les placer dans une situation semblable à celle où s'est trouvée l'armée française en Espagne et l'armée républicaine dans le temps de la Vendée et de la chouannerie... Il faut que toute la Pologne se trouve remuée et qu'elle entre tout entière en insurrection... » Puis, aussitôt, le boulet qu'il s'est mis au pied l'arrête : « Les seuls ménagements à garder sont relatifs aux provinces encore autrichiennes. On doit éviter d'indisposer un allié qui va au-devant de ces opérations... » Ce que Napoléon prescrivait pour la Pologne, Alexandre et ses affidés l'organisaient dans toute l'Allemagne, en Hollande, en Italie et jusqu'en Illyrie.

Narbonne fit son rapport le 26 mai. Napoléon se mit en route le 28. Le collège des rois fut dispersé, chacun retourna en sa capitale attendre l'événement qui le délierait de l'allié insupportable ou le soumettrait à toutes les volontés du despote. Il lança de Willkowyski, le 22 juin, sa proclamation à la Grande Armée : « La Russie est entraînée par la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir... La paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe... » Les destins s'accomplissaient, non

[1] Ces impressions, alors assez confuses, se retrouveront dans les conversations de Sainte-Hélène, et, en particulier, dans les fausses instructions à de Pradt, fabriquées après coup et datées du 18 avril 1812. — *Mémorial*, t. VII.

pas seulement ceux de la Russie, mais ceux de la Révolution française.. Malgré tant d'efforts de diplomatie et de guerres pour en détourner le cours, gagner la Prusse puis l'abattre, vaincre la Russie puis la gagner; pour acheter l'Autriche, puis l'enchaîner, Napoléon en était venu où le Comité de Salut public de l'an III prévoyait qu'il faudrait inévitablement aller, la coalition du continent entre l'Angleterre et la Russie : « Que l'Angleterre et la Russie s'allient, écrivait ce Comité en 1795, elles seront signalées comme ennemies des nations; une résistance commune triomphera de leurs projets[1]. »

Le 24 juin, 400,000 hommes passèrent le Niémen. Sur ce nombre, 160,000 Français. La Grande Armée, avec ses réserves et ses ailes, comptait 1,187,000 hommes, parmi lesquels 337,000 étrangers, Allemands et Italiens; 850,000 Français de tout l'empire, des Rhénans, des Belges, des Hollandais, 10,000 Suisses, des Esgagnols, des Portugais, des Illyriens et des Croates. Cette armée partait superbe et pleine de confiance[2]. Ce n'était pas la guerre d'Espagne; ce seul mot suffisait à rendre l'aplomb aux hommes, la verve aux officiers. La Russie leur apparaissait comme un prolongement des Allemagnes, une grande Pologne et, la belle saison aidant, ils croyaient marcher à un autre Friedland. Les soldats russes se montreront récalcitrants, mais on en aura raison, et, l'armée battue, on dictera la paix à Saint-Pétersbourg ou à Moscou. Tout leur semble possible avec Napoléon. « Son but, dit un officier, était toujours de conclure promptement une paix glorieuse... Le hasard, la fortune n'entraient pour rien dans nos réussites miraculeuses; le génie de Napoléon, sa sagesse, sa prévoyance laborieuse et active préparaient tout, combinaient tout... » — « Pauvre Alexandre! écrit un autre. L'armée russe n'est pas à mépriser

[1] Cf. t. IV, p. 359. Le Comité à Barthélemy, 26 juin 1795.

[2] *Mémoires* de Ségur, Lejeune, Fantin des Odoards, Fezensac, Marbot, Castellane, Planat, Pouget, Lahure, Rochechouart, Suremain, Lœwenstern, comtesse Potocka, Faber du Faur, etc. — Théry, *Napoléon en Russie (Revue de Paris)*. — Verestchagine, *Napoléon Ier en Russie*.

sans doute; un peuple nombreux attaqué dans ses foyers n'est pas aisément subjugué, l'Espagne nous le prouve; mais de quoi ne viendrait pas à bout le grand Napoléon? » Les jeunes croyaient pousser en Asie. « — Que désirez-vous que je vous rapporte des Indes? » disait un Français à une Polonaise. « — De Moscou où de Pétersbourg? » répliqua-t-elle. « — Ah! il est possible que nous passions par là, mais je pense que vous préférerez un plus rare butin. Nous avons salué les Pyramides, il serait juste maintenant d'aller voir un peu ce que font nos rivaux d'outre-mer. » — « Ayant mené joyeuse vie, raconte Castellane, je m'attendais à être incessamment la proie d'un boulet ou possesseur d'une épaulette à torsades... » Aucun n'imaginait ce qu'ils trouvèrent : la solitude; une Espagne indéfinie, plate, morne, déserte, plus sinistre et plus désastreuse encore que l'autre. Napoléon avait armé tout le continent contre la Russie ; mais cet armement n'était qu'un épouvantail immense. La machine militaire, colossale et subtile, se détraqua dès qu'elle toucha le sol russe. Cette splendide armée portait avec elle la famine et la fièvre; elle ne laissait derrière elle, en réserve, que la défection.

Rien n'avait été préparé, au départ contre l'été, au retour contre l'hiver. Rien ne tint contre le soleil inattendu, le soleil subit du Nord, écrasant l'homme sur la terre molle et chaude; contre la pluie qui délayait le sol, noyait les routes où les roues s'enrayaient dans les herbes détrempées, où s'embourbaient les voitures. Les chevaux crèvent à la peine, le bétail périt faute de nourriture fraîche; les hommes prennent la dysenterie. Napoléon avait calculé sans le climat excessif de la Russie, surtout sans le génie national du peuple russe. Ce qu'il en attendait le moins se produisit : il comptait battre, en ligne, des armées organisées et vivre sur le pays; les armées disparurent, refusant la bataille, et, pour les retrouver, il fallut, à leur suite, s'enfoncer dans le pays qui refusait la vie [1].

La déception fut immédiate. Ils avaient franchi le Niémen

[1] Voir ci-dessus, p. 537, les conseils de Phull.

le 24 juin; dès le 30, un officier écrit à un ami : « Depuis deux jours, nous sommes sans pain. Une pluie continue achève d'abattre nos troupes et nos chevaux... La quantité de chevaux qui meurent de fatigue et d'épuisement passe tout ce qu'on peut imaginer, en sorte qu'on a à craindre de laisser en arrière la moitié de l'artillerie. La confiance qu'inspire l'empereur soutient seule le courage des troupes... » Le 26 juin, Castellane, qui fait partie de la maison impériale : « J'ai dîné dans un cimetière avec Mortemart et Chabrillan; nous avons eu à grand'peine du pain, grâce à un maître d'hôtel de l'empereur. Beaucoup de régiments n'en ont pas depuis cinq jours... » L'ennemi se dérobant toujours, la plaine s'étendant démesurément, les Français se lassent et s'inquiètent de cette invasion contre nature, invasion dans le vide. Les vieux généraux murmurent, rapporte Planat; ils voudraient qu'on s'arrêtât; ils craignent de voir Napoléon entraîné par le désir d'entrer à Moscou. On manque de tout, même de juifs. Un officier, qui ne les aime pas, Fantin, trouve qu'en ces régions, il y a une chose pire que d'en être encombré, c'est de n'en pas rencontrer du tout. « Les Juifs, si avides, si souples, si intelligents, avaient disparu, et, avec eux, nos plus précieuses ressources. » Le pillage sévit, entraînant l'indiscipline. Les soldats volent les provisions des officiers. Si l'officier se plaint, le soldat lui répond, comme ce lancier entendu par Castellane, « que cela lui est bien aisé à dire, qu'il mange à la table du général; que lui, lancier, n'a pas goûté de pain depuis huit jours » ! Les voitures embarrassent les chemins. L'empereur ordonne de mettre le feu à la calèche de M. de Narbonne qu'il aperçoit sur sa route. L'empereur passé, Narbonne donne dix louis aux soldats, et ils éteignent le feu qu'ils avaient allumé.

Napoléon croyait trouver la Lithuanie en armes, la Pologne russe en insurrection. Il la voit avide d'espérances, rêvant la liberté, mais prudente, mais hésitante : les magnats tenaient à leurs biens et n'attachaient que peu de confiance aux promesses des Français. Il aurait fallu, pour les entraîner,

quelque grand et significatif exemple. Napoléon ne donnait que celui de l'incertitude; il n'avait pas osé faire du duché de Varsovie le foyer qui aurait enflammé la Pologne. Il se réservait de disposer des terres polonaises à la paix, après avoir usé du sang polonais pour la victoire. La Pologne se réservait de même. Elle fête les Français, mais les lumières sont à peine éteintes des fêtes offertes à Alexandre, la veille encore à Wilna. « Ces Polonais-ci sont bien différents de ceux de Posen! » dit Napoléon. Ce sont surtout les temps qui diffèrent; le monde a vieilli depuis 1806 et après Tilsit, après Erfurt, trop d'illusions se sont évanouies.

C'est dans Wilna morne et désertée que l'empereur reçut, le 1er juillet, Balachof, l'envoyé d'Alexandre. L'entretien est tragique. Il semble que Napoléon argumente contre lui-même et cherche à s'éblouir de sa propre fantasmagorie [1]. « J'ai trois fois plus de forces que vous. Je sais autant que vous combien de troupes vous avez, et peut-être mieux que vous. » Après cette fanfaronnade, à l'italienne, les injures à l'antique : « L'empereur Alexandre est très mal conseillé. Comment n'a-t-il pas honte de rapprocher de sa personne des gens vils : un Armfeldt, homme dépravé, intrigant, scélérat et perdu de débauches, qui n'est connu que par ses crimes, qui est l'ennemi de la Russie; un Stein, chassé de sa patrie comme un vaurien, un malveillant dont la tête est proscrite, mise à prix; un Benningsen, qui a, dit-on, quelques talents militaires que je ne lui connais pas, mais qui a trempé ses mains dans le sang de son souverain... Des gens qui sont prêts à tirer la corde qui peut trancher sa vie et qui entrent librement dans son cabinet, qu'il reçoit tête à tête... Ils le conduiront à l'abîme... N'avez-vous pas honte? Depuis Pierre Ier, depuis que la Russie est une puissance européenne, jamais l'ennemi n'a pénétré dans vos frontières, et me voilà à Wilna! J'ai conquis une province entière sans coup férir... » Il juge, il disserte, il invective, il provoque. Ils lui refusent *sa* bataille, *son* Austerlitz :

[1] Relation de Balachof. Tatistchef.

sottise, impéritie, lâcheté! Il ne les comprend pas. Armfedt propose, Bennigsen délibère, Phull s'oppose et tous perdent leur temps. — « Sire, répond Balachof quand il peut placer une parole, j'oserai prédire formellement que c'est une terrible guerre que vous entreprenez. Ce sera une guerre de la nation entière, qui fait une masse redoutable. Le soldat russe est franc, et le peuple attaché à sa patrie, et dévoué à son souverain. — Non, monsieur! la Russie ne veut pas la guerre... Je ne peux pas ne pas avoir le dessus... J'irai jusqu'à vos déserts. Je suis prêt à faire deux ou trois campagnes. — Et nous quatre, cinq, peut-être davantage. — J'ai 550,000 hommes au delà de la Vistule... J'annexerai la Prusse... » Il conclut en proposant une négociation, un autre Tilsit, sans doute. A dîner, il harcèle le Russe de questions auxquelles Balachof répond avec retenue et fermeté d'abord; puis, touché en son honneur, il riposte et le coup porte. — « Qu'est-ce que Moscou? Un grand village... Combien d'églises? — Plus de deux cent quarante. — Pourquoi tant? — Notre peuple est dévot. — Bah! on n'est plus dévot de nos jours. — Je vous demande pardon, sire. On n'est peut-être plus dévot en Allemagne et en Italie, mais on est encore dévot en Espagne et en Russie. » Au nom de l'Espagne, il se fait un silence. Napoléon reprend : « Quel est le chemin de Moscou? — Sire, les Russes disent, comme les Français, que tout chemin mène à Rome. On prend le chemin de Moscou à volonté : Charles XII l'avait pris par Pultava... »

Napoléon remit à Balachof une lettre pour Alexandre, datée du 1er juillet. Il attendit quinze jours une réponse qui ne vint point. Il apprit alors la réunion de la diète de Pologne à Varsovie, le 1er juillet, et les transports d'enthousiasme qui avaient accueilli la proclamation, par le vieux Czartoryski, du *rétablissement de la Pologne*. Mais de Pradt, sans doute pour faire sa cour à l'empereur et par souvenir de Brumaire, jugea que les meilleurs parlements sont les plus silencieux et que les sessions les plus fécondes sont les plus courtes. Il coupa court aux ovations des Polonais et déclara, après

deux séances, la diète close. Lorsque la députation de la diète parut à Wilna, attendant de la bouche de l'empereur la confirmation du mot de Czartoryski, Napoléon se rappela qu'il était allié à l'Autriche, et que depuis cinquante ans toute paix du Nord se concluait aux dépens de la Pologne. Le mot : *la Pologne existe*, ne fut pas prononcé. « Il faut, écrivait-il à de Pradt, qu'elle prouve qu'elle est restée vivante et entière, qu'elle peut exister comme nation indépendante... que ses forces réunies peuvent suffire à sa conservation... que si elle reprend son existence, elle saurait la conserver... que ces pensées soient celles de la Confédération et de toutes les provinces polonaises... » Rien n'était mieux fait pour paralyser le zèle des Polonais de Russie, pour ralentir celui des Varsoviens. Au découragement inévitable que provoquait ce langage s'ajoutèrent les maladresses, les ridicules, la présomption de Pradt, faiseur, hâbleur, *cabaleur* d'église et de chancellerie; brochurier, publiciste, grand semeur de bons mots, politique de génie au dessert ou devant la cheminée, qui montra jusqu'où peut aller, dans les affaires, la sottise d'un homme d'esprit et quelle badauderie se cache sous les facettes d'un causeur.

Napoléon quitta Wilna le 16 juillet, y laissant Maret pour recueillir les courriers et diriger les affaires étrangères du Grand Empire, en ce déplacement énorme de son centre de gravité. « Aucun agent diplomatique étranger ne doit rester à Wilna », lui manda Napoléon quelques jours après, le 29 juillet. Mais le plus intéressé à transgresser cet ordre, le Prussien, trouva moyen de surprendre Berthier et de tourner la consigne. Il vint, on dut le recevoir; c'était un allié! Après lui les autres, sans compter les aides de camp de Schwarzenberg. C'est ainsi qu'à son grand regret et pour le plus grand détriment de l'empereur, Maret qui avait mission d'agiter et d'armer la Lithuanie, et d'entretenir un grand cabinet noir pour les correspondances de tout pays, se vit environné de M. de Krusemack et « autres espions moins honorables », pour parler comme Voltaire parle des ambassadeurs.

XI

Alexandre a conclu son alliance avec l'Angleterre le 18 juillet à Œrebro Il s'épanouit en son nouveau personnage, « son meilleur moi », comme diraient ses nouveaux thuriféraires, les philosophes d'Allemagne ou les idéologues germanisants de l'Europe entière. Napoléon l'avait emporté sur la montagne et lui avait montré les royaumes de la terre : Alexandre avait détourné les yeux, mais non les mains; il disait à Napoléon : « Retire-toi, tentateur! » mais il gardait la tentation, qui était l'empire de l'Europe et l'amour des Européens délivrés par lui. Il envahira, mais par magnanimité pure : il réprouve les « leçons à la Machiavel » du Corse sans principes. Il a « démasqué » le charlatanisme du vice. Napoléon a rencontré « la conscience » et ses calculs ont été confondus! Alexandre le croit, il en triomphe, il en rayonne; il épanche sa foi dans le cœur des Anglais, des Allemands, des quelques Français qui échouent en Russie, chassés par Napoléon, séduits par le charme de son vainquer de demain. Et par eux cette nouvelle image d'Alexandre, auréolé de génie, aux yeux mouillés de larmes d'humanité, brouillard lumineux où se dérobe sa pensée intime, va se répandre en Europe, et préparer la grande illusion de 1814, que suivra la grande déception de 1820. Tel il apparaît à Mme de Staël qui traverse la Russie, se rendant en Suède : « La porte s'ouvrit et l'empereur Alexandre me fit l'honneur de venir me parler. Ce qui me frappa d'abord en lui, c'est une impression de bonté et de dignité telle que ces deux qualités paraissent inséparables. Je fus aussi très touchée de la simplicité noble avec laquelle il aborda les grands intérêts de l'Europe, dès les premières phrases qu'il voulut bien m'adresser... *Il y a du génie dans la vertu..* L'empereur me parla avec

enthousiasme de sa nation... Il m'exprima le désir... d'améliorer le sort des paysans... — Sire, lui dis-je, *votre caractère est une constitution* pour votre empire, et votre conscience en est la garantie[1]. »

Ces mots dans la bouche de la fille de Necker, de l'amie de Benjamin Constant, la « Constituante » de 1791 et de l'an III, toujours en émoi de liberté, cela, au lendemain de l'exil de Spéranski, trahissent à quel point le changement des impressions est lié au changement de décor et le peu que pèsent les principes chez ceux qui s'en piquent le plus, lorsque l'amour-propre est en jeu. Alexandre la flatta par où Napoléon l'avait blessée : il parut l'associer à sa gloire, et elle l'admira de toute la force de la haine qui l'aveuglait sur Napoléon. Bonaparte l'avait déconcertée, Alexandre l'exalte. De ses belles mains d'empereur, de ces mains caressées par Catherine la Grande, augustes et blanches, il la consacre muse de la coalition. Corinne au palais d'hiver! Il aborde avec elle « les grands intérêts de l'Europe ». Il lui parle « comme auraient pu faire les hommes d'État de l'Angleterre ». Et sur son exemple, toute sa cour. Si le libéralisme est de commande, l'hospitalité est sincère, et c'est la plus large du monde. Ils acclament en elle l'ennemie de Napoléon, la dépréciatrice implacable de son empire. Elle rencontre Stein et lui lit un chapitre de son livre *de l'Allemagne* proscrit comme eux. Dans cet éblouissement d'elle-même, en cette galerie des glaces où ils se promènent, elle en vient à placer Pierre le Grand au-dessus de Richelieu « qui n'a fait que gouverner tyranniquement au dedans et astucieusement au dehors ». Elle loue Bernadotte, elle vante Moreau, ces héros de la liberté, seuls capables de crever l'épouvantail et de découvrir à l'univers le vide de Napoléon!

Comme les rôles se renversaient, les paroles se faussèrent. On n'entendit plus parler, dans les palais et dans les chancelleries, que d'indépendance de l'Europe et de liberté des

[1] *Dix années d'exil*, chap. XVIII. — Cf. t. VI, p. 235.

peuples. C'était la musique à la mode : tout le monde courut à l'Opéra. Des boyards pleurèrent d'enthousiasme comme à la prise d'une nouvelle Bastille[1]. Tout s'éclaira de la lumière nouvelle qui se levait sur le monde. Les amis de l'Angleterre se réveillèrent amis du genre humain; les amis de l'humanité se sentirent transformés en amis de l'Angleterre. « Je vis, rapporte Mme de Staël, flotter sur la Néva le pavillon anglais, signal de la liberté... Après dix années, pendant lesquelles les succès et les revers avaient toujours trouvé les Anglais fidèles à la boussole de leur politique, la *conscience*, ils revenaient enfin dans le pays qui, le premier, s'affranchissait de la monarchie universelle. Leur accent, leur simplicité, leur fierté, tout réveillait dans l'âme le sentiment du *vrai* de toutes choses que Napoléon a trouvé l'art d'obscurcir... La musique du comte Orlof nous fit entendre l'air anglais *God save the king ;* nous applaudîmes à cet air *national pour tous les Européens*, car il n'y a plus que deux espèces d'hommes en Europe, ceux qui servent la tyrannie et ceux qui savent la haïr. » Les Tchèques restaient des inconnus, les Irlandais n'avaient jamais compté, les Polonais ne comptaient déjà plus aux yeux de ces libérateurs. Rhétorique de la coalition, aussi menteuse que celle du cosmopolitisme révolutionnaire; détournement des idées, détorquement des mots, fantasmagorie à duper les éternels illusionnés d'idéal et d'humanité, à servir les éternels dupeurs d'hommes et les constructeurs d'empires.

Mme de Staël enguirlandée de la sorte, la lyre montée à ce diapason, c'était pour Alexandre le prestige assuré sur tout un grand parti en France, les mécontents, les disgraciés et les comblés, tous intéressés désormais à la chute du maître : ce parti avait Talleyrand pour ministre secret; il lui fallait une épée et un panache. Alexandre les trouvait dans Bernadotte. Mme de Staël l'avait souhaité au Consulat; ses amis et elle commençaient à penser à lui pour la couronne. Ce Gascon

[1] Cf. t. II, p. 10, 16.

majestueux, vaillant et retors leur imposait sans les effaroucher.

Alexandre le reçut à Abo, en Finlande, dans les derniers jours d'août : leurs arrière-pensées se rencontraient; ils s'accordèrent aisément sur les prétextes. Dans la lutte qu'il entreprenait contre Napoléon et qui était, de sa part, une lutte sans merci, Alexandre se reportait tout naturellement à ses projets de 1804, qui avaient été la première pensée et qui demeuraient la pensée maîtresse de son règne : anéantir en Europe l'œuvre de la Révolution française, substituer à l'hégémonie française l'hégémonie de la Russie, détrôner Napoléon, refouler la France et se faire, par un coup d'adresse prodigieux, mais qui ne dépassait pas son art, le charmeur, que dis-je? l'idole de cette France diminuée, rétrécie; y placer un prince de sa façon qui demeurerait son lieutenant, éviter les Bourbons qui le prenaient de trop haut dans l'histoire avec les empereurs de promotion récente; rompre la prescription de la *légitimité* en même temps qu'il ruinerait la Révolution, le tout sous le masque du libéralisme[1]. Dans le partage du Grand Empire, il se serait ainsi taillé, pour sa part, deux Polognes, l'une dont il serait le roi; l'autre en France, dont il eût été le protecteur; ajoutez une Prusse sauvée par lui et dont le roi eût été réduit au rôle d'adjudant russe et de gardien auguste des portes de l'empire, ce n'était pas une combinaison médiocre. Bernadotte y trouvait son personnage qui n'était pas mince, c'était celui de roi de France par l'acclamation du peuple français et la grâce de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies. Ils signèrent un second traité, le 30 août, qui portait à 35,000 hommes le corps russe promis à la Suède : à défaut de la Norvège, si le Danemark s'y refusait, Bernadotte aurait la Zélande. En réciprocité, il reconnaissait à la Russie le droit de s'étendre jusqu'à la Vistule. Puis, par un article secret, ils se promettaient, en cas d'attaque de quiconque, un secours de 12 à 15,000 hommes. Cela fait,

[1] Voir t. VI, p. 305, 388-390, 414.

Alexandre revient à Pétersbourg, et expédie en Suède Mme de Staël, convaincue que l'alliance est son œuvre et décidée à pousser contre Napoléon la guerre d'éloquence et à tenir Bernadotte en humeur de coalition, ce qui ne sera point inutile, car Napoléon avance, et l'on peut croire, un moment, qu'encore une fois il restera vainqueur [1].

Cependant le salut de la Russie s'opère ; mais, phénomène étrange, ni la cour, ni le gouvernement, ni l'empereur, ni les généraux, ni les armées n'en sont le véritable instrument. La Russie est sauvée par le peuple russe, elle ne s'en doute pas, et elle ne le comprend point. Ce peuple était né à la conscience nationale par l'invasion des Tartares musulmans et des Polonais catholiques, marchant l'un et l'autre sur Moscou, la ville sainte de l'orthodoxie. Les siècles avaient passé : la légende se réaliserait-elle, reverrait-on la délivrance? Les Russes ne se connaissaient point; on ne les connaissait pas; Mme de Staël en eut l'intuition, et ce fut un trait de génie : « Ce peuple possède des réserves de vertu nationale à étonner le monde. » — « Quelle nation, écrivait un vieux Russe après l'événement, comme elle a été peu connue, non seulement des étrangers, mais même de son propre gouvernement, qui croit que nous avons besoin des Allemands, et que sans les Finnois, les Esthoniens, les Livoniens, les Courlandais, les Prussiens et les Wurtembergeois, qui remplissent la cour et tous les départements, la Russie serait perdue [2] ! »

Lorsque l'on vit partir l'armée pour affronter Napoléon et les Français, il se fit un grand vide dans les âmes : il sembla que le cœur de l'État s'en allait ; on se rappela 1805 et 1807 [3]. Et pour couvrir cette armée, pour l'abriter en cas de désastre ni refuges, ni forteresses, ni barrages : des villes de bois, des chaumières disséminées, de pauvres gens ignorants, désarmés, éparpillés, effarés. Et ce furent précisément ces pauvres gens

[1] Gautier, chap. xxi.
[2] Lettre de Woronzof. Londres, novembre 1812. *Arch. Woronzof*, t. VIII.
[3] Ces battements du cœur russe, ces perplexités d'imagination, ce fonds de croyance instinctive dans l'inconnu et de révolte contre le doute raisonné et l'expérience, sont admirablement exprimés par Tolstoï, *la Guerre et la Paix*.

qui préservèrent l'armée, la conservèrent à la Russie et mirent entre elle et l'envahisseur le bûcher de leurs chaumières, la barrière de flammes de leurs villes de bois. Guerre sauvage, guerre d'incendie, guerre de destruction d'eux-mêmes et par eux-mêmes : brûler leurs demeures, leurs magasins, leurs récoltes; anéantir leur bétail, émigrer dans la détresse; fuir devant l'ennemi en lui livrant la terre, les cités, le pauvre héritage des ancêtres, les églises, sauvant à peine les saintes icones ! Guerre de désespoir où l'on n'oppose à un homme qui est tout, peut tout, triomphe de tout, que le vide d'un pays immense, le néant d'un peuple en dispersion. Elle se personnifie en ces deux types étranges et inattendus de héros, au pays de Souvorof et au siècle de l'offensive : un fanatique qui incendie la capitale; Rostopchine, un mystique qui se retire devant le flot, attendant que la main de Dieu rabatte sur le Pharaon les eaux écartées de la mer Rouge, Koutousof. On a épouvanté les Russes de Napoléon et de son armée, cet autre Attila, cet autre Timour, monstrueux, féroce, satanique, entraînant des hordes d'impies iconoclastes, violateurs de couvents, profanateurs d'églises. Ils voient « des troupeaux de bétail conduits par des soldats, de longues files de voitures chargées de vivres », suivant les colonnes de troupes débandées, pillardes, semant les cadavres, « annonçant plutôt l'émigration d'un peuple de nomades que la marche de la première armée du monde conduite par le plus grand capitaine de son siècle [1] ». — « Je m'attachai, écrit Rostopchine, à prémunir le peuple contre les insinuations perfides et l'accoutumer à mépriser les Français, en lui promettant une victoire facile par la persévérance et le courage... J'ai réussi parfaitement à inspirer du mépris au paysan pour le soldat français... Vous louez mon patriotisme! mais combien de gens m'ont surpassé ! Les paysans qui brûlaient eux-mêmes leurs maisons... » Ils brûlent aussi les châteaux, la guerre nationale se double d'une jacquerie, et le patriotisme déchaîne la bête

[1] FABER DU FAUR. — Sur la rive droite de la Duna, 25 juillet 1812.

féroce. « Les partisans, les Cosaques massacraient tout ce qu'ils trouvaient, tantôt en attaquant de vive force, tantôt par la ruse et par la trahison. » Fanatisme patriotique attisé par le fanatisme religieux. « Mahomet était moins aimé et obéi que moi, et tout cela avec des paroles, beaucoup de charlatanisme et point de sévérité [1]... » Jusqu'au massacre y compris, la victime jetée à la foule, et l'affreuse catastrophe de Verestchagine. La Russie renouvelle, à la fois, en son costume à elle et en son langage, la guerre de Cent Ans et la guerre de la République en France. Tout le génie des guerriers français s'y dérouta, et pourtant c'était le même génie qui mouvait les hommes : l'attache de l'homme au sol, la confiance en le ciel natal où s'exhaleront les âmes des héros morts, plus encore que la piété envers la terre où dormiront leurs corps; la croyance en le Dieu qu'ils portent dans leur cœur; pour les Français, naguère, la patrie et la Révolution; ici, le tsar qui personnifie ce dieu : le grand mystère des rédemptions populaires.

Le cycle avait commencé par la résistance nationale des Français; il finit par celle des Russes. L'esprit national continua de tout conduire et de tout animer : il avait mené les Français à Moscou; il allait mener, sur leurs pas, les Russes à Paris. L'amiral Tchitchagof écrivait à Alexandre, au commencement d'août : « L'expérience a constaté que Napoléon, qui a triomphé successivement de toutes les guerres du cabinet et des conseils, a succombé infailliblement à toutes celles qui ont été nationales... Or, par la manière dont Votre Majesté s'y prend, en électrisant les esprits des sujets qui ne désirent que de l'adorer et en les faisant participer volontairement à ce but, elle nationalise la guerre, et par conséquent oppose une force invincible à son ennemi... Napoléon rencontre à chaque pas le contraire de ce qu'il attend. Il doit craindre de s'enfoncer dans l'intérieur et cependant, il y est entraîné, pour ainsi dire, malgré lui. »

[1] Lettre de Rostopchine, 28 avril 1813. *Arch. Woronzof*, t. VIII.

Cette stratégie renversée n'était comprise alors ni de l'armée russe, ni du peuple des villes, ni du monde de la cour. Alexandre dut se résigner à livrer une bataille, pour l'honneur des armes, et Koutousof l'offrit, sur la route de Moscou, comprenant que si la « marche inévitable des faits » voulait que l'armée française pérît dans son triomphe, il ne pouvait cependant, après tant de sacrifices, livrer Moscou à l'ennemi, sans l'avoir défendue; le peuple se croirait trahi et toute son exaltation tomberait.

Enfin! Napoléon allait avoir *sa* bataille. Le 1er septembre, il vit que les Russes la présentaient. Il apprit, le 2, que Marmont s'était fait fait battre, le 22 juillet, aux Arapiles; que Madrid était perdu, Joseph en retraite. Un grand succès aux portes de Moscou allait tout rétablir! La bataille eut lieu le 6 septembre, la plus acharnée, la plus sanglante qu'on eût livrée depuis le commencement de la guerre; un Eylau dans la poussière et le soleil, plus meurtrier que l'autre et tout aussi incertain. La journée ne passa pour victoire française que par la retraite des Russes, et les Russes, en partant, tiraient les Français à l'abîme. Koutousof, par sa retraite, conserva son armée; Napoléon, en avançant, perdit la sienne. Le 14 septembre, Koutousof évacua Moscou; aussitôt, Rostopchine y mit le feu.

Les Français avancent, impatients d'atteindre la ville où ils trouveront l'abondance et les plaisirs, une halte orientale sur la route des Indes, à l'entrée du pays des voluptés et des merveilles. « J'eusse préféré Pétersbourg, écrit un officier, parce que là est le trône des tsars et que Napoléon a consacré l'usage de dicter la paix dans le palais de son ennemi; mais on m'objecte que Moscou est la vraie capitale de la Russie, la ville la plus riche... Je crois, d'ailleurs, qu'il convient de ne pas trop nous éloigner des provinces turques, car il faut qu'après un bon traité d'alliance avec Alexandre qui, bon gré, mal gré, sera entraîné, comme les autres, à notre suite, nous allions à Constantinople l'an prochain, et, de là, dans l'Inde. Ce n'est que chargée des diamants de Golconde et des tissus

de Cachemire que la Grande Armée reverra la France! »

Ils marchent à Moscou comme à la terre promise. « Toutes les fois que nous atteignions le sommet d'une hauteur, nos yeux se lassaient à chercher ce but dans les tourbillons de fumée et de poussière qui, devant nous, obscurcissaient l'horizon. Voilà, que tout à coup, un cri, poussé par les colonnes qui nous devancent, révèle l'apparition tant désirée. On se serre, on se hâte, et bientôt des voix innombrables se mettent à crier : « Moscou! Moscou! » comme notre armée d'Égypte avait crié : « Thèbes! Thèbes! » en apercevant les ruines solitaires de la cité aux cent portes, comme les croisés avaient jadis crié : « Jérusalem! Jérusalem! » à l'aspect de la cité sainte... » Moscou, en effet, est une cité sainte, mais elle ne l'est que pour les Russes; nos gens n'ont rien des croisés, au moins de ceux qui songeaient à purifier les sanctuaires et à chasser l'infidèle. Castellane le note ingénument : « Le lundi 14 septembre, nous sommes entrés à Moscou. Notre joie d'être dans cette capitale est excessive... — 15 *septembre :* l'incendie de Moscou fait de grands progrès... » Ils se figuraient une Capoue asiatique, ils trouvent de longs monceaux de ruines et de cendres. » Herculanum et Pompéi encore chaudes du volcan, mais déjà désertées. « Quand on atteint certains quartiers que les flammes ont épargnés, on est frappé du silence funèbre qui y règne. Personne dans les rues, personne dans les temples. Tout est mort. Ces palais, vides de meubles comme d'habitants, ne retentissent que du bruit de vos pas. » Il n'y a de peuplées que les rues où l'on pille. Tout abonde et l'on manque de tout.

Cependant, l'empereur passe des revues, signe des décrets, s'occupe des comédiens de Paris, se donne le spectacle du gouvernement. Les généraux se plaignent. « Ils allaient jusqu'à le traiter de fou et disaient qu'il voulait nous faire tous périr, jusqu'au dernier. » Dès qu'on parle du départ, la confiance renaît. « Le temps est maintenant superbe, écrit un militaire; l'automne ne montre pas, en France, un ciel plus bleu, un soleil plus chaud, un air plus doux; mais l'hiver,

dit-on, se manifeste ici très brusquement. Au reste, nos réflexions ne nous laissent pas la plus légère inquiétude : Napoléon est là. » Et un autre : « On compte sur un départ très prochain. On parle d'aller dans l'Inde. Nous avons une telle confiance que nous ne raisonnons pas sur la possibilité du succès d'une telle entreprise, mais sur le nombre de mois de marche nécessaires, sur le temps que les lettres mettraient à venir en France. Nous sommes accoutumés à l'infaillibilité de l'empereur... »

Mais Napoléon sentait cette infaillibilité en défaut. Il attendait la négociation, comme il avait attendu la bataille. L'usage était qu'après une grande victoire — et il estimait telle la journée de la Moskova — les négociateurs parussent aux avant-postes. Or, personne ne venait. Il se décida, le 20 septembre, à écrire au tsar une lettre qui, mieux que tout autre témoignage, montre le désarroi profond où cette guerre anormale l'avait jeté. Naguère, il se plaignait à l'envoyé d'Alexandre que les Russes, contre toutes les règles, ne lui offrissent point la bataille rangée où il les détruirait. Cette fois, il se plaint à Alexandre lui-même du ravage qui lui rend impossible le séjour dans sa conquête. « La belle et superbe ville de Moscou n'existe plus. Rostopchine l'a fait brûler... C'est la conduite que l'on a tenue depuis Smolensk, ce qui a mis cent mille familles à la mendicité... L'humanité, les intérêts de Votre Majesté et de cette grande ville voulaient qu'elle me fût confiée en dépôt, puisque l'armée russe la découvrait : on devait y laisser des administrations, des magistrats et des gardes civils. C'est ainsi que l'on a fait à Vienne, deux fois, à Berlin, à Madrid... Je fais la guerre à Votre Majesté sans animosité : un billet d'elle, avant ou après la dernière bataille, eût arrêté ma marche, et j'eusse voulu être à même de lui sacrifier l'avantage d'entrer dans Moscou... »

XII

« Plus de paix avec Napoléon! s'écria Alexandre en apprenant l'entrée des Français au Kremlin. Lui ou moi, moi ou lui! Nous ne pouvons plus régner ensemble! » Il tint la lettre du 20 septembre pour pure « fanfaronnade » . — « C'est Moscou vide qui est tombée aux mains de l'ennemi, écrit-il à Bernadotte le 1er octobre. Cette perte est cruelle, j'en conviens. Mais, du moins, me donnera-t-elle l'occasion de présenter à l'Europe entière la plus grande preuve que je puisse offrir de ma persévérance à soutenir la lutte contre son oppresseur, car, après cette plaie, toutes les autres ne sont que des égratignures... *Moi et la nation à la tête de laquelle j'ai l'honneur de me trouver*, sommes décidés à persévérer et à nous ensevelir plutôt dans les ruines de l'empire que de composer avec l'Attila moderne. » Ce furent pour Alexandre ses grands jours, ses jours de magnanimité. Il fut peuple: la grande et simple inspiration qui animait alors la Russie, le transfigure, à son tour. « Ce qu'il y a de mieux, écrit Woronzof, est que l'empereur paraît partager les sentiments de sa brave et généreuse nation... Quand un empereur de Russie seconde le sentiment national dans une cause nationale..., cet empereur est le plus puissant souverain de l'univers... »

C'est donc la guerre à outrance; il y sacrifiera tout, même Pétersbourg; mais, s'il réussit à détruire Napoléon, à le chasser, il ne s'arrêtera point à la frontière du Grand Empire. Il retournera contre Napoléon la coalition et il s'occupe déjà de resserrer les liens. Il dépêche à Londres le prince de Lieven : « Je ne ferai pas la paix, lui dit-il, tant que je n'aurai pas refoulé l'ennemi hors de nos frontières, dussé-je, avant d'y parvenir, me retirer au delà de Kasan. Tant que j'aurai à défendre le territoire russe, je ne réclame de l'Angleterre que

des munitions et des armes. Lorsque, avec l'aide de la Providence, j'aurai repoussé l'ennemi hors de nos frontières, je ne m'arrêterai pas là, et ce n'est qu'alors que je m'entendrai avec l'Angleterre sur l'assistance la plus efficace que j'aurai à réclamer d'elle, pour parvenir à libérer l'Europe du joug français. » Lieven fit route par Stockholm, où il trouva Bernadotte rassuré par l'incendie, supputant le désastre des Français, endoctriné par Mme de Staël; illuminé, par avance, de l'esprit de la coalition, vraiment touché de la grâce royale puisqu'il pensait à dépouiller des rois [1]. Alexandre lui avait promis la Norvège; mais lui, non plus, ne voulait pas s'arrêter là; il lui fallait Copenhague. Le roi de Danemark méritait ce châtiment pour sa félonie envers l'Europe, sa fidélité coupable à Napoléon. « L'histoire, dit-il avec son emphase gasconne nourrie de rhétorique directoriale, aura des pages pour Napoléon et des volumes pour Alexandre. Dites à l'empereur que je suis et que je serai toujours le même qu'il m'a vu à Abo... »

A l'Autriche et à la Prusse, Alexandre fit rendre compte et de ses résolutions inébranlables et des forces que lui procurait le dévouement de son peuple [2]. « L'empereur, écrivait, en son nom, Lieven aux Autrichiens, veut assurer sur des bases solides l'indépendance et la prospérité de son empire, et il ne croirait point y avoir réussi si la Prusse et l'Autriche n'étaient point replacées au rang d'États indépendants. Ses intérêts à cet égard sont les vôtres. » Et à la Prusse : « Unissez-vous à l'Autriche pour concourir à ce grand but... Le parti qu'a pris le roi de Prusse de se joindre aux ennemis de la Russie est excusé dans le cœur de l'empereur; il ne demande pas mieux que d'en effacer le souvenir, et si un des royaumes élevés par la main de Napoléon pouvait être détruit, ce ne sera point à elle, mais à ses alliés que la Russie déclare en procurer la dépouille. Présentez à l'Autriche nos intérêts communs;

[1] Rapport de Lieven, 17 novembre 1812.

[2] Rapports de Schœler, fin septembre. — Lettre de Lieven à Vienne et à Berlin, 2 octobre 1812. — ONCKEN, *O. und P.*

montrez-lui la chute de l'empereur Napoléon et la liberté de l'Europe comme résultat immédiat de votre défection à la cause de la France... » On savait lire à Berlin comme à Vienne : les royaumes à dépouiller, c'étaient la Saxe au profit de la Prusse, le royaume d'Italie au profit de l'Autriche. Alopeus l'avait dit en propres termes à Vienne. Alexandre le dit bientôt très clairement au colonel prussien Boyen, réfugié en Russie : « S'il y accède — le roi de Prusse — je lui garantis non seulement toutes ses possessions actuelles ; mais je m'engage à ne poser les armes que lorsqu'il sera rentré dans la possession de toutes les provinces qu'il a perdues *en Allemagne*, ou aura été indemnisé d'une autre manière, nommément par la Saxe qui me paraît convenable pour cela. » Quant à la défection du corps auxiliaire prussien, des émissaires la préparaient. Dès le 22 septembre, le général russe Essen, qui commandait à Riga, avait écrit à York, et la correspondance, entamée, se continua.

Hardenberg reçut, à peu de distance, la lettre de Lieven et une lettre de Metternich du 5 octobre : « Je ne sépare et ne séparerai jamais les intérêts de nos deux pays. » Rien de possible sans l'Autriche, dit Frédéric-Guillaume, mais « si l'Autriche nous assiste, je n'hésiterais pas à changer de système et à rassembler tous nos moyens pour faire une tentative de récupérer notre indépendance et secouer le joug étranger [1]. »

Tandis que se détachaient ainsi, fil par fil, les trames immenses et subtiles de Napoléon, que rien ne se soutenait plus que par le prestige de sa force, et par la force réelle de son armée, cette armée se dissolvait à Moscou et ce prestige subissait la plus inattendue, la plus ridicule et, en même temps, la plus funeste des atteintes. Alexandre voyait son pouvoir, sorti des complots et de l'assassinat, se consacrer et se retremper dans l'affection nationale ; on vit la puissance de Napoléon, fondée sur la consécration populaire, péricliter un matin, dans une de ces aventures de caserne où plus d'un

[1] Rapport de Zichy, 29 octobre 1812.

souverain russe avait péri : épisode de mélodrame, discordant, en cette immense tragédie [1].

Toutes les campagnes précédentes avaient laissé à Paris une traînée d'inquiétude : celle-ci laissait de l'anxiété. « Je vous dis que c'est un homme perdu », déclarait Decrès, le ministre de la marine, au préfet de police Pasquier. Beaucoup craignaient une catastrophe; d'autres, comme Talleyrand et ses affidés, se flattaient que Napoléon n'en reviendrait pas et que, la place nettoyée, la table rase, l'Europe opérerait, pour le plus grand repos du peuple français et la plus grande prospérité des bénéficiaires de l'empire. Il y eut, en juillet, une sorte de complot militaire, mêlé d'espionnage anglais, à Toulon : un comité formé pour soulever le Midi, comme en 1793, et livrer l'arsenal. Le coup fait à Toulon, Marseille se livrerait; puis Bernadotte arriverait avec une armée, et tout le Midi se mettrait en marche sur la capitale! Il y avait alors, enfermé dans une maison de santé de Paris, un détenu politique, Malet, ancien général, rayé de l'armée en 1807, relâché, puis repris en 1809, voué aux complots, et portant dans ses machines cette audace et cette simplicité qui font les conspirateurs redoutables. En 1809, au temps d'Essling, il projetait de s'échapper, un jour de *Te Deum;* de courir à Notre-Dame en uniforme, précédé de tambours, et de crier : « Bonaparte est mort, vive la liberté! » Il comptait sur le désarroi, le gâchis, la lâcheté de tous. L'affaire fut éventée.

En octobre 1812, l'occasion lui parut bonne à la reprendre : peu de complices; de pauvres diables, fascinés, qui travaillaient à recruter, parmi les mécontents de l'armée, les bas grades; des fanatiques ou seulement des agités. Un secret profond : les hommes qui devaient servir le plus Malet ne soupçonnaient même pas ses desseins. Avec une pénétration vraiment remarquable du personnage joué par chacun et de ses pensées secrètes, Mallet rédigea un *sénatus-consulte* annonçant la mort de Napoléon, survenue le 7 *octobre*, et organisant un

[1] *Mémoires* de Pasquier, de Miot. — Guillon, *les Complots militaires.* — Lenôtre.

gouvernement provisoire : Moreau en était le président, Carnot le vice-président. On y voyait réunis les mécontents, les frondeurs, les prétendus disgraciés : Augereau, Destutt de Tracy, Frochot, Garat, Lambrecht, Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, Truguet, Volney, Malet, enfin, qui se nommait, par son premier décret, commandant de la 1re division militaire, avec Lecourbe, pour gouverneur de Paris. Puis cette proclamation au peuple : « Citoyens, le tyran est tombé sous les coups des vengeurs de l'humanité. » Des ordres, minutieusement et adroitement disposés, devaient mettre sur pied la garde nationale. Les chefs, choisis par Malet, recevraient leur pli cacheté : ils avaient été dressés à ne s'étonner de rien ; ils obéiraient parce qu'ils étaient militaires, comme en Fructidor, comme en Brumaire. Les gouvernants seraient arrêtés, les ministères occupés, le télégraphe et la poste séquestrés ; Paris se réveillerait avec un gouvernement et annoncerait à la France une révolution de plus.

Dans la nuit du 22 au 23 octobre, Malet sortit de la maison de santé, se rendit dans une maison sûre, revêtit son uniforme ; il avait deux affidés : il costuma l'un en aide de camp, l'autre en commissaire de police ; entra dans la caserne voisine, Popincourt, exhiba le sénatus-consulte, se fit donner un détachement de garde nationale, emmena des soldats de la garde, occupa la Banque et le Trésor, délivra les généraux républicains Lahorie et Guidal, qui ne se doutaient de rien, mais qui se prêtèrent à tout. Lahorie arrêta le ministre de la police, Savary, et l'envoya à la Force avec Desmarets, le chef de la police politique. Malet arrêta le préfet de police Pasquier, et s'en alla prendre Hulin, dont il usurpait les fonctions, et qu'il fallait déloger du gouvernement militaire de Paris. Hulin résista : ce ci-devant vainqueur de la Bastille et terroriste ne pouvait pas croire à la mort de l'empereur. Le commandant Laborde se défendit également. Malet tira sur Hulin ; il tenta de tirer sur Laborde. Il s'ensuivit une bagarre. Cependant, Lahorie et Guidal étaient allés déjeuner au cabaret. Laborde eut le temps de saisir Malet, de l'enfermer ;

après quoi, il se présenta aux troupes et dévoila l'imposture. Le coup était manqué.

Mais il avait failli réussir. Fouché n'était pas à Paris pour retourner le jeu; Clarke perdit la tête; Cambacérès se lamentait; les gens d'esprit se réservaient; les timides attendaient l'événement. Les meneurs sous les verrous, le gouvernement se ressaisit. Ce n'en était pas moins un terrible coup de sonde et qui révélait l'abcès caché. Si le fait s'était vérifié, si Napoléon réellement était mort, qu'en serait-il advenu et comment se serait dénouée l'aventure? A quoi tenait donc cette formidable machine de l'empire; qu'il était donc aisé d'en ôter la clef de voûte et de tout faire crouler! Un Walcheren politique, infiniment plus grave que l'autre, par les symptômes qu'il découvrait.

Cependant, Napoléon s'avouait déconcerté, sinon vaincu. Dans le temps même où se faisait à Paris ce léger tremblement de terre et où s'ouvrait cette inquiétante crevasse, la Grande Armée commençait sa navigation à la dérive et s'en allait au naufrage. Ni bataille, ni négociations; Alexandre n'avait pas répondu à la missive du 20 septembre; Koutousof ne répondit pas davantage à une ouverture que lui fit Lauriston, le 5 octobre. Moscou n'était plus tenable; l'hiver allait venir et séparer Napoléon du reste de l'Europe. L'armée se débandait, se débauchait dans le pillage. Le 16 octobre, Napoléon réclama à la Prusse un supplément de troupes [1]. « Il sera facile de lui faire comprendre qu'il n'y a qu'une bonne manière de finir cette lutte, c'est de faire voir à la Russie l'impossibilité qu'il y a de ruiner l'armée, comme elle l'espère, par les grands moyens de recrutement que l'empereur a, non seulement dans ses États, mais aussi par le secours de ses alliés. Le même raisonnement doit être fait en Autriche, en Bavière, à Stuttgard et partout. » Si quelque langage pouvait aggraver l'effet de la retraite, et soutenir les arguments que les agents russes développaient partout à la même heure,

[1] A Maret, 16 octobre 1812.

c'était ce commentaire. Déclarer que la seule manière d'en finir était le secours des alliés ; c'était annoncer à ces alliés, défectionnaires dans l'âme, que l'heure de la défection, prudente et lucrative, allait sonner.

La retraite commença le 18 octobre. Le 22, les derniers Français quittèrent Moscou. Le 21, Napoléon avait, de Krasnoié, signé cet ordre à Berthier : « Mon cousin, faites connaitre au duc d'Elchingen qu'il doit former l'arrière-garde de l'armée. » Le temps était beau ; Napoléon ne voulait pas prévoir le malheur ; mais, par un pressentiment heureux, il désigna le héros qui devait sauver, dans le désastre, sinon l'armée, au moins l'honneur du nom français.

C'est un instant solennel en cette histoire que cette sortie de Moscou. Nulle part, l'enchaînement des choses ne se décèle en un spectacle plus saisissant ; nulle part ne se manifeste avec plus de puissance la force latente et permanente qui a tout conduit. La Grande Armée est encore debout ; mais, devant elle, nulle armée à vaincre : ni généraux à battre, ni diplomates à surprendre. La force demeure inerte, faute de corps où frapper. La conquête, poussée à cet excès, échoue et chavire. Le génie de la guerre s'évanouit dans le vide. Napoléon est arrivé jusque-là, porté par la crue formidable du flot qui est venu battre les murs du Kremlin ; mais le flot, comme épuisé, s'est arrêté là, et, emporté par son propre poids, par le renversement qui s'opère dans les masses profondes, il reflue sur soi-même et se retire. C'est toute l'œuvre conquérante de la Révolution française qui s'écroule, avec la Grande Armée, et, du même coup, la Révolution française même qui recule. Elle ne disparaît pas, elle se transforme, elle se répand sur d'autres rives et, de nationale qu'elle était dans la seule France, elle le devient dans toutes les nations de l'Europe ; mais, du reflux, la Grande Armée fut engloutie et la France même submergée : *Reversæ sunt aquæ et operuerunt currus et equites.*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LE BLOCUS CONTINENTAL

CHAPITRE PREMIER

D'AUSTERLITZ A IÉNA.

DÉCEMBRE 1805-OCTOBRE 1806.

CHAPITRE II

LE DÉCRET DE BERLIN

OCTOBRE 1806-JUIN 1807.

CHAPITRE III

L'ALLIANCE RUSSE.

JUIN 1807 - MARS 1808.

CHAPITRE IV

BAYONNE ET ERFURT.

MARS 1808-OCTOBRE 1808.

CHAPITRE V

LA GUERRE D'ESPAGNE.

OCTOBRE 1808-AVRIL 1809.

CHAPITRE VI

CRISE DE L'ALLIANCE RUSSE.

AVRIL-OCTOBRE 1809.

LIVRE II

LE GRAND EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

LE MARIAGE AUTRICHIEN.

OCTOBRE 1809-AOUT 1810.

CHAPITRE II

LA FRANCE ET L'EUROPE.

1810.

CHAPITRE III

LA GUERRE DE RUSSIE.

AOUT 1810-OCTOBRE 1812.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4980.

A LA MÊME LIBRAIRIE

Le Soldat impérial (1800-1804). Tome Ier. *Le Recrutement. — Le Matériel. — L'Instruction. — La Solde. — Les Vivres, — L'Administration*, par Jean Morvan. Un vol. in-8° . . . . 7 fr. 50

Madame de Staël et Napoléon, par Paul Gautier. 2e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure . . . . 8 fr.

L'Avènement de Bonaparte. I. *La Genèse du Consulat, Brumaire, la Constitution de l'an VIII*, par Albert Vandal, de l'Académie française. 11e édit. Un vol. in-8° . . . . 8 fr.

Le Marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique, par Charlemagne Tower, ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Russie. Traduit de l'anglais par Mme Gaston Paris. Deux vol. in-8° avec portraits. Prix de chaque vol. . . . . 8 fr.

Une Vie d'ambassadrice au siècle dernier. *La Princesse de Lieven*, par Ernest Daudet. 3e édition. Un vol. in-8° . . . . 7 fr. 50

Un Philanthrope d'autrefois. — **La Rochefoucauld-Liancourt** (1747-1827), par Ferdinand-Dreyfus. Un vol. in-8° avec portrait . . . . 8 fr.

Reims en 1814 pendant l'invasion, par A. Dry. Ouvrage accompagné de 20 gravures hors texte et de 3 cartes. Préface de M. Henry Houssaye, de l'Académie française. Un vol. in-8° cavalier . . . . 10 fr.

Les Guerres d'Espagne sous Napoléon, par E. Guillon. Un vol. in-16. Prix . . . . 3 fr. 50

Lettres inédites de Mme de Genlis à son fils adoptif, Casimir Baecker (1802-1830), publiées avec une introduction et des notes d'après des documents nouveaux, par H. Lapauze. Un vol. in-8° . . . . 7 fr. 50

Fouché (1789-1820), par Louis Madelin, agrégé d'histoire et de géographie, ancien membre de l'École française de Rome. 2e édition. Deux vol. in-8°. Prix . . . . 16 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Thiers.)

Mémoires de Jean-François Thoury (1789-1830), publiés par Charles Boy. Un vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

Correspondance intime du comte de Vaudreuil et du comte d'Artois pendant l'émigration (1789-1815), publiée avec introduction, notes et appendices, par Léonce Pingaud. Deux vol. in-8° accompagnés de 4 portraits en héliogravure . . . . 15 fr.

Mémoires de la comtesse Potocka (1794-1820), publiés par Casimir Stryienski. 8e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et un fac-similé d'autographe . . . . 7 fr. 50

Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration, par le général comte de Rochechouart, aide de camp du duc de Richelieu, aide de camp de l'empereur Alexandre Ier, commandant la place de Paris sous Louis XVIII. Mémoires inédits, publiés par son fils. Ouvrage orné de deux portraits. 2e édition. Un vol. in-8° . . . . 7 fr. 50

Les Mémoires d'une inconnue publiés sur le manuscrit original (1780-1816) 2e édition. Un vol in-8° . . . . 7 fr. 50

Mémoires du prince Adam Czartoryski et Correspondance avec l'empereur Alexandre Ier. Préface de M. Ch. de Mazade, de l'Académie française. Deux vol. in-8° . . . . 15 fr.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4980.





